

**BANQUE CENTRALE DU CONGO**



**RAPPORT  
ANNUEL**

**2021**

Professionalisme - Agilité - Intégrité - Responsabilité - Efficacité



## HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE



**MALANGU KABEDI MBUYI**  
*Gouverneur*



**Dieudonné FIKIRI ALIMASI**  
*1<sup>er</sup> Vice-Gouverneur*



**William PAMBU PAMBU**  
*2<sup>ème</sup> Vice-Gouverneur*

**BANQUE CENTRALE DU CONGO***Siège social:*

563, Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : +243 82 99 02 071 (Haute Direction)

+243 81 50 90 558 (Direction des Analyses Economiques)

+243 81 64 01 610 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail : info@bcc.cd

Site Web : <http://www.bcc.cd>*Directions Provinciales:*

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

*Agences autonomes:*

Boende, Boma, Bumba, Buta, Gbadolite, Ilebo, Inongo, Isiro, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Tshikapa et Zongo.

*Agences mandataires par Province:*

- Kongo Central: Mbanza-Ngungu et Moanda
- Ituri: Bunia
- Nord Kivu: Beni et Butembo
- Lualaba: Fungurume et Kolwezi
- Haut Katanga: Likasi
- Sud Ubangi: Gemena
- Lomami: Kabinda, Mwene-Ditu
- Sankuru: Lodja

**Notre Vision**

«Une Banque Centrale financièrement solide et autonome, dotée d'une capacité institutionnelle renforcée pour assurer la stabilité monétaire et contribuer à la stabilité financière et au financement efficace de l'économie, en vue de l'émergence du pays».

**Nos valeurs fondamentales**

- Probité – Intégrité – Honnêteté – Loyauté
- Crédibilité – Transparence – Responsabilité
- Compétence – Efficacité – Efficience.

**Nos objectifs**

La Banque Centrale a pour objectif principal d'assurer la stabilité du niveau général des prix.

Sans préjudice de cet objectif principal, la Banque Centrale soutient la politique économique générale du Gouvernement.

**Notre mission**

La Banque Centrale a pour mission:

1. la garde des fonds publics;

2. la sauvegarde et la stabilité monétaire;
3. la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire;
4. le contrôle de l'ensemble de l'activité bancaire;
5. le conseil économique et financier du Gouvernement.

En outre, elle est appelée à :

1. réglementer l'ensemble de l'activité bancaire;
2. émettre des billets de banque et des pièces de monnaie ayant cours légal;
3. définir et mettre en œuvre la politique de change;
4. détenir et gérer les réserves officielles de change de la République;
5. contribuer à la stabilité du système financier;
6. promouvoir un système national de paiement sécurisé, efficient et solide;
7. réglementer les marchés monétaires et promouvoir les marchés des capitaux;
8. collecter des données et élaborer des statistiques;
9. tenir un registre pour la centralisation des informations sur les crédits bancaires et sur les entreprises.



LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 29 mars 2023

**Excellence Monsieur le Président de la République***(Avec mes hommages les plus déférents)***Concerne : Rapport Annuel 2021 de la Banque Centrale du Congo. -**  
-----

J'ai l'insigne honneur de transmettre à Votre Haute Autorité le Rapport Annuel 2021 conformément à l'Ordonnance-Loi qui porte sur le fonctionnement et l'organisation de la Banque Centrale du Congo.

Ce Rapport comprend, outre l'introduction sur l'environnement tant national qu'international, trois grandes parties. La première partie pose le diagnostic de l'économie nationale et présente les perspectives pour la période 2022-2023. La deuxième partie passe en revue les politiques conjoncturelles et structurelles mises en œuvre en 2021. La troisième partie est consacrée à la situation administrative et aux activités de la Banque Centrale du Congo en tant qu'entreprise.

Le diagnostic au plan international met en exergue le redressement de l'économie mondiale en 2021 après la récession quasi généralisée en 2020, résultante des conséquences de la pandémie de Covid-19. Ce redressement procède principalement de la réouverture des économies, dans un contexte d'accélération de la campagne de vaccination contre le Covid-19 et de poursuite des mesures de soutien monétaire et budgétaire prises en urgence par les gouvernements. Ainsi, la variation du PIB réel mondial s'est établie à 6,0 % après une contraction de 3,1 % en 2020.

Globalement, il convient de noter que les résultats de la situation économique, financière et monétaire en 2021 se sont nettement améliorés ; en dépit du contexte international difficile marqué par des incertitudes.

Au niveau du secteur réel, la phase d'expansion économique de la RDC s'est consolidée avec une croissance de l'activité de 6,2 % contre 1,7 % en 2020. Cette évolution tient essentiellement du dynamisme des activités primaires, notamment la branche « Extraction ». Elle fait suite à la hausse de la demande des produits miniers impliquant l'accroissement de certains cours des matières premières sur le marché mondial. Sur le marché des biens et services, le taux d'inflation a été de 5,3 % en 2021 contre 15,8 % en 2020 ; reflétant la bonne coordination des actions au niveau des politiques budgétaire et monétaire.

L'analyse de la situation intégrée des opérations financières des administrations publiques établit le niveau des recettes à 13.877,5 milliards de CDF, soit 12,6 % du PIB en 2021 contre 9,4 % une année auparavant. La pression fiscale est ressortie à 8,5 % contre 6,2 % une année plus tôt, dénotant les efforts continus de renforcement des capacités financières de l'Etat.

MKR

L'activité du secteur extérieur a été caractérisée en 2021 par l'accroissement des échanges avec le reste du monde, suite principalement à la reprise de l'économie mondiale. Cet accroissement a induit un excédent de la balance des biens correspondant à 7,0 % du PIB contre 3,9 % en 2020 ; ce qui a permis d'améliorer l'offre des devises sur le marché des changes. Il s'en est suivi le ralentissement notable de la dépréciation de la monnaie nationale de 1,4 % à l'indicatif et de 1,2 % au parallèle contre respectivement 15,2 % et 14,6 % à la période correspondante de 2020.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la Banque Centrale du Congo a mené une politique monétaire plutôt expansive et prudente, marquée par des baisses successives des taux d'intérêts nominaux et réels. Cette stratégie visait à accompagner les banques commerciales dans le financement de l'économie nationale, dans un contexte marqué par la reprise de la demande mondiale, la forte mobilisation des ressources publiques, la hausse des réserves internationales et la baisse progressive des tensions inflationnistes au niveau national.

En conséquence, les objectifs de la politique monétaire ont été en dépassement de leurs cibles à l'exception de l'objectif final. En effet, le taux d'inflation s'est situé à 5,3 % contre un objectif de moyen terme de 7,0 %. Par contre, la base monétaire au sens strict et la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises se sont accrues de 48,1 % et 71,9 % contre des croissances programmées de 28,5 % et de 44,0 % respectivement.

Concernant les perspectives, l'intensification des incertitudes liées aux effets du conflit russo-ukrainien déclenché en février 2022 risque de continuer à peser sur l'évolution économique mondiale en 2023. Sur le plan interne, l'économie congolaise devrait cependant se maintenir sur les sentiers de la croissance en raison du caractère soutenable de la demande de produits miniers expliquant tant le niveau élevé des cours y afférant que le maintien de la croissance à 8,5 % et 8,0 % en 2022 et 2023 respectivement.

Quant aux activités de la Banque Centrale, l'analyse sommaire des comptes annuels de l'exercice 2021 montre que le total bilantaire s'est établi à 12.731.129 millions de CDF contre 6.852.357 millions de CDF à fin décembre 2020, à la suite des variations enregistrées tant au niveau de l'actif que du passif. Quant au résultat d'exploitation de la Banque, il accuse un déficit de 1.981 millions de CDF, en baisse par rapport à celui de 9.943 millions enregistré en 2020.

Enfin, conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers de l'Institut d'émission ont été audités et certifiés par le cabinet d'audit de renommée internationale, « Deloitte Sprl ».

Je Vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute et respectueuse considération.

**MALANGU KABEDI MBUYI**  
Gouverneur

## Table des matières

---

Avertissement .....	XVII
PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE .....	1
1 1 Environnement économique international.....	3
1 1 1 Évolution de l'activité par région ou pays .....	4
1 2 Environnement économique intérieur .....	5
1  Développement économique et évolution du secteur réel .....	7
1 1 Produit intérieur brut .....	7
1 1 1 Analyse de l'approche par la production .....	8
1 1 2 Analyse de la demande globale .....	13
2 2 Prix intérieurs .....	14
2 2 1 Etat des déséquilibres et Facteurs explicatifs de l'évolution de l'inflation en 2021 .....	14
2 2 2 Etat des anticipations d'inflation .....	15
2 2 3 Evolution proprement dite de l'inflation en 2021 .....	15
2 2 4 Evolution des prix des carburants .....	7
3 3 Développement humain et durable.....	8
3 3 1 Indice de développement humain (IDH) .....	8
3 3 2 Développement durable .....	9
2  Finances publiques .....	13
2 1 Operations du cadre budgétaire .....	13
2 1 1 Recettes publiques .....	14
2 1 2 Dépenses publiques .....	16
2 1 3 Besoins et moyens de financement des opérations du cadre budgétaire .....	17
2 1 4 Marché des valeurs du trésor .....	19
2 2 Opérations à financement extérieur spécifique .....	19
2 2 1 Recettes.....	19
2 2 2 Dépenses.....	20
2 3 Analyse des arriérés de paiements en 2021 .....	20
2 3 1 Analyse par nature des dépenses .....	20
2 3 2 Analyse par fonction des dépenses .....	21
3  Relations économiques extérieures.....	23
3 1 Commerce des biens.....	23
3 1 1 Cours des principales matières premières.....	23
3 1 2 Destinations des exportations.....	26
3 1 3 Provenance des importations .....	26
3 1 4 Termes de l'échange.....	26
3 2 Balance des paiements .....	26
3 2 1 Compte courant et compte de capital.....	26
3 2 2 Compte financier.....	30
3 3 Dette extérieure .....	31
3 3 1 Nouveaux emprunts extérieurs .....	31
3 3 2 Tirages.....	31
3 3 3 Service de la dette extérieure.....	32

# VIII

3 3 4 Stock de la dette extérieure .....	32
3 4 Donations extérieures .....	32
3 4 1 Assistance multilatérale.....	33
3 4 2 Assistance bilatérale.....	33
3 5 Coopération internationale.....	34
3 5 1 Réunions de printemps 2021 du FMI et de la banque mondiale .....	34
3 5 2 Comité Monétaire et Financier International (CMFI) .....	34
3 5 3 Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) .....	35
3 5 4 Commission économique pour l'Afrique.....	36
3 5 5 Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) .....	36
4  Monnaie, crédit et institutions financières .....	39
4 1 Offre et demande de monnaie.....	39
4 1 1 Offre de monnaie .....	39
4 1 2 Demande de monnaie .....	41
4 1 3 Evolution du multiplicateur monétaire.....	41
4 2 Marché monétaire.....	41
4 2 1 Evolution des transactions .....	42
4 2 2 Comportement des taux d'intérêt .....	43
4 3 Activité bancaire .....	44
4 3 1 Encours global des crédits.....	44
4 3 2 Evolution de l'encours global des dépôts.....	45
PARTIE II POLITIQUES ÉCONOMIQUES MISES EN ŒUVRE.....	47
1  Politiques conjoncturelles .....	49
1 1 Politique budgétaire .....	49
1 1 1 Cadre de mise en œuvre opérationnelle de la politique budgétaire .....	49
1 1 2 Résultats de la politique budgétaire .....	50
1 2 Politique de change.....	51
1 2 1 Objectifs de la politique de change .....	51
1 2 2 Evaluation des objectifs de la politique de change .....	51
1 3 Politique monétaire.....	54
1 3 1 Cadre analytique de la politique monétaire.....	54
1 3 2 Cadre opérationnel de la politique monétaire .....	58
1 3 3 Comportement des facteurs de la liquidité bancaire et modification des instruments.....	59
1 3 4 Etat des objectifs de la politique monétaire.....	60
2  Politiques structurelles .....	61
2 1 Quelques reformes structurelles réalisées au sein de l'économie congolaise.....	63
3  Perspectives macroéconomiques.....	69
3 1 1 Perspectives économiques mondiales .....	69
3 1 2 Pays avancés .....	70
3 1 3 Pays émergents et en développement .....	70
3 1 4 Marchés des produits de base .....	71
3 1 5 Principaux risques pesant sur les perspectives mondiales.....	72
3 2 perspectives intérieures .....	72
3 2 1 Secteur réel.....	72
3 2 2 Secteur public .....	74
3 2 3 Secteur extérieur.....	74
3 2 4 Secteur monétaire.....	75
3 2 5 Réformes structurelles .....	76

3 2 6 Amélioration de la Gestion des Finances Publiques (GFP) .....	77
3 2 7 Amélioration des statistiques des Finances et Dettes Publiques .....	78
<b>PARTIE III ADMINISTRATION, ACTIVITÉS ET COMPTES DE LA BANQUE.....</b>	<b>83</b>
1  Administration et cadres dirigeants de la Banque.....	85
1 1 Administration .....	85
1 1 1 Conseil de la Banque .....	85
1 1 2 Gouverneur .....	85
1 1 3 Structures de contrôle .....	86
1 2 Cadres dirigeants de la Banque .....	86
Situation lors de l'exercice 2021 .....	86
1 2 1 Haute Direction.....	86
1 2 2 Cabinet du Gouverneur .....	86
1 2 3 Directions et organes du siège .....	86
Situation durant l'élaboration du Rapport annuel 2021 .....	88
1 2 1 Haute Direction.....	89
1 2 2 Cabinet du Gouverneur .....	89
1 2 3 Directions et organes du siège .....	89
2  Activités de la Banque .....	93
2 1 Gestion fiduciaire .....	93
2 1 1 Emission et destruction des signes monétaires .....	93
2 1 2 Mouvements de fonds aux guichets du Siège .....	94
2 2 Opérations bancaires dénouées à la Banque Centrale du Congo .....	96
2 2 1 Transactions des banques aux guichets de la BCC .....	96
2 2 2 Transactions des autres clients aux guichets de la BCC .....	96
2 3 Gestion des réserves de change .....	97
2 3 1 Cadre fonctionnel et structurel.....	97
2 3 2 Gestion des réserves de change par la BCC .....	97
2 4 Systèmes national de paiement .....	98
2 4 1 Evolution des activités du système ATS et du CSD .....	98
2 4 2 Surveillance des systèmes de paiement .....	99
2 4 3 Mise en œuvre des projets .....	100
2 4 4 Difficultés rencontrées et pistes de solutions .....	101
2 4 5 Perspectives .....	102
2 5 Plan stratégique de la Banque Centrale du Congo .....	102
2 5 1. Diagnostic stratégique .....	103
2 5 2 Vision .....	103
2 5 3 Valeurs .....	104
2 5 4 Axes stratégiques .....	104
2 6 Audit interne .....	104
2 6 1 Activités traditionnelles de l'audit interne.....	104
2 6 2 Compliance: processus de mise en place d'un dispositif LBC/FTP à la banque et de déontologie .....	106
2 6 3 Activités en rapport avec la gestion des risques .....	106
2 7 Autres activités de la Banque.....	107
2 7 1 La gestion courante .....	107
2 7 2 Participation de la haute direction aux réunions internationales .....	<b>108</b>
2 7 3 Mouvement du personnel, formation des agents et encadrement des stagiaires .....	108

3  Comptes de la banque.....	113
3 1 Bilan.....	113
3 1 1 Actif .....	113
3 1 2 Passif.....	113
3 2 Comptes des pertes et profits.....	114
3 3 Opinion de l'auditeur externe sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo.....	115
ANNEXE - TABLEAUX .....	119
1  Développement économique et évolution du secteur réel .....	121
2  Finances publiques .....	143
3  Relations économiques extérieures.....	157
4  Monnaie, crédit et institutions financières .....	181
Liste des autres institutions de dépôt et institutions financières (en 2020) .....	205

## Liste des tableaux

PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE .....	1
1  Développement économique et évolution du secteur réel .....	7
Tableau I 1 1 Contributions des différentes composantes de la demande globale à la croissance économique ....	13
Tableau I 1 2 Évolution de l'inflation dans le monde et en RDC .....	14
Tableau I 1 3 Évolution de l'inflation globale .....	15
Tableau I 1 4 Évolution mensuelle de l'inflation de l'INS .....	16
Tableau I 1 5 Évolution de la structure des prix des produits pétroliers .....	8
Tableau I 1 6 IDH de la RDC et ses composantes .....	9
2  Finances publiques .....	13
Tableau I 2 1 Structure des recettes publiques .....	14
Tableau I 2 2 Structure des dépenses courantes par Institution et ministère .....	17
Tableau I 2 3 Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire.....	17
Tableau I 2 4 Opérations à financement extérieur spécifique.....	20
Tableau I 2 5 Arriérés de paiements par nature des dépenses .....	21
Tableau I 2 6 Arriérés de paiements par fonction des dépenses.....	21
3  Relations économiques extérieures.....	23
Tableau I 3 1 Évolution des cours des produits miniers et hydrocarbures .....	24
Tableau I 3 2 Evolution des cours des produits végétaux.....	25
Tableau I 3 3 Exportations de la RDC par destination .....	26
Tableau I 3 4 Composantes de la balance des paiements .....	27
Tableau I 3 5 Structure des exportations.....	27
Tableau I 3 6 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures.....	28
Tableau I 3 7 Structure des importations.....	29
Tableau I 3 8 Évolution du solde des opérations sur les services.....	30
Tableau I 3 9 Évolution du solde des revenus primaires .....	30
Tableau I 3 10 Évolution du solde des revenus secondaires .....	30
Tableau I 3 11 Évolution du compte de capital et d'opérations financières .....	30
Tableau I 3 12 Répartition des engagements extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2021 .....	31
Tableau I 3 13 Tirages effectués en 2021 .....	31
Tableau I 3 14 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2021 .....	32
Tableau I 3 15 Stock de la dette extérieure.....	32
Tableau I 3 16 Provenance des donations extérieures d'origine publique.....	33
Tableau I 3 17 Types de donations d'origines multilatérales .....	33
Tableau I 3 18 Types de donations d'origines bilatérales .....	33
4  Monnaie, crédit et institutions financières .....	39
Tableau I 4 1 Composantes de la base monétaire.....	39
Tableau I 4 2 Contreparties de la base monétaire.....	40
Tableau I 4 3 Composantes de la masse monétaire .....	40
Tableau I 4 4 Contreparties de la masse monétaire .....	41
Tableau I 4 5 Évolution de l'encours du Bon BCC.....	43
Tableau I 4 6 Encours des dépôts par catégorie des déposants.....	45
Tableau I 4 7 Évolution des dépôts bancaires.....	45
PARTIE II POLITIQUES ÉCONOMIQUES MISES EN ŒUVRE.....	47
Tableau II 1 Évolution des facteurs de la liquidité bancaire .....	59
Tableau II 2 Évolution des facteurs autonomes de la liquidité .....	59
Tableau II 3 Évolution des facteurs institutionnels de la liquidité.....	60

Tableau II 4	Évolution du taux directeur nominal .....	60
Tableau II 5	Statut de la RDC au plan de la complexité économique .....	62
Tableau II 6	Contributions de différents secteurs à la croissance du PIB réel de 2022-2024 .....	73
Tableau II 7	Prévision des recettes et des dépenses publiques 2022-2024 .....	74
Tableau II 8	Balance des paiements 2022-2024 .....	75
PARTIE III ADMINISTRATION, ACTIVITÉS ET COMPTES DE LA BANQUE.....		83
1	Administration et cadres dirigeants de la Banque.....	85
2	Activités de la Banque .....	93
Tableau III 2 1	Évolution des émissions monétaires.....	93
Tableau III 2 2	Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales .....	93
Tableau III 2 3	Répartition des paiements en billets neufs aux guichets du Siège .....	93
Tableau III 2 4	Ventilation par coupure des émissions monétaires .....	94
Tableau III 2 5	Évolution de la destruction des billets impropres à la circulation .....	94
Tableau III 2 6	Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation .....	94
Tableau III 2 7	Evolution des émissions monétaires nettes.....	94
Tableau III 2 8	Evolution des versements .....	95
Tableau III 2 9	Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation .....	95
Tableau III 2 10	Evolution des retraits .....	95
Tableau III 2 11	Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège .....	95
Tableau III 2 12	Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC .....	96
Tableau III 2 13	Volume des virements bancaires effectués aux guichets de la BCC .....	96
Tableau III 2 14	Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC .....	97
Tableau III 2 15	Évolution des réserves de la BCC .....	98
Tableau III 2 16	Composition des réserves de la BCC.....	98
Tableau III 2 17	Evolution de l'effectif de la Banque .....	108
Tableau III 2 18	Evolution du Personnel par Sexe .....	108
Tableau III 2 19	Répartition du personnel du Siège.....	109
Tableau III 2 20	Répartition du personnel des entités provinciales.....	109
Tableau III 2 21	Répartition du Personnel actif par grade.....	110
Tableau III 2 22	Mouvements du personnel .....	111
Tableau III 2 23	Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études.....	111
Tableau III 2 24	Répartition du personnel actif de la Banque par catégorie professionnelle .....	111
Tableau III 2 25	Répartition du personnel actif selon l'âge et par ancienneté à la Banque.....	111
3	Comptes de la banque.....	113
Tableau III 3 1	Actif du bilan de la Banque Centrale du Congo .....	113
Tableau III 3 2	Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo .....	114
Tableau III 3 3	Tableau de formation du Résultat.....	114
ANNEXE - TABLEAUX .....		119
1	Développement économique et évolution du secteur réel .....	121
Tableau I 1 7	Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut .....	121
Tableau I 1 8	Croissances sectorielles et globale de l'activité économique .....	122
Tableau I 1 9	Contribution des différents secteurs à la croissance économique .....	122
Tableau I 1 10	Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut .....	123
Tableau I 1 11	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit .....	124
Tableau I 1 12	Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut.....	124
Tableau I 1 13	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit .....	125
Tableau I 1 14	Utilisation du Produit Intérieur Brut.....	125

Tableau I 1 15 Croissance des différentes composantes de la demande globale .....	126
Tableau I 1 16 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut .....	126
Tableau I 1 17 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut .....	127
Tableau I 1 18 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale .....	127
Tableau I 1 19 Utilisation du Produit Intérieur Brut .....	128
Tableau I 1 20 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale .....	129
Tableau I 1 21 Produit Intérieur Brut .....	130
Tableau I 1 22 Produit national brut et revenu national .....	131
Tableau I 1 23 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages .....	131
Tableau I 1 24 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse .....	132
Tableau I 1 25 Production agro-industrielle .....	133
Tableau I 1 26 Production minière et métallurgique .....	134
Tableau I 1 27 Principales productions manufacturières .....	135
Tableau I 1 28 Principales productions manufacturières .....	136
Tableau I 1 29 Indice de la production des industries manufacturières .....	136
Tableau I 1 30 Production, exportation et consommation intérieure de ciment .....	137
Tableau I 1 31 Consommation de produits pétroliers .....	137
Tableau I 1 32 Production et consommation d'électricité par province .....	138
Tableau I 1 33 Production et consommation d'eau et d'électricité .....	139
Tableau I 1 34 Activité de principaux organismes de transport .....	140
Tableau I 1 35 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports .....	141
Tableau I 1 36 Communication téléphonique .....	142
2  Finances publiques .....	143
Tableau I 2 7 Importance relative des finances publiques dans l'économie .....	143
Tableau I 2 8 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques .....	144
Tableau I 2 9 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat .....	145
Tableau I 2 10 Recettes des Administrations Publiques .....	146
Tableau I 2 11 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur .....	147
Tableau I 2 12 Recettes des impôts sur le commerce extérieur .....	147
Tableau I 2 13 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus .....	148
Tableau I 2 14 Recettes des impôts sur les revenus .....	148
Tableau I 2 15 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services .....	148
Tableau I 2 16 Recettes des impôts sur biens et services .....	149
Tableau I 2 17 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution .....	150
Tableau I 2 18 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution .....	151
Tableau I 2 19 Dépenses courantes de l'Etat par nature .....	152
Tableau I 2 20 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution .....	153
Tableau I 2 21 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition par ministère et institution .....	154
Tableau I 2 22 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale .....	155
3  Relations économiques extérieures .....	157
Tableau I 3 19 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise .....	157
Tableau I 3 20 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise .....	158
Tableau I 3 21 Evolution des indices des cours des matières premières .....	159
Tableau I 3 22 Répartition des exportations par principaux pays de destination .....	160
Tableau I 3 22 bis Répartition des exportations par principaux pays de destination .....	161
Tableau I 3 23 Répartition des importations par principaux pays de provenance .....	162
Tableau I 3 23 bis Répartition des importations par principaux pays de provenance .....	163
Tableau I 3 24 Balance des biens .....	163



## Liste des graphiques

PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE .....	1
Graphique 1. Evolution de la croissance mondiale et régionale .....	3
1  Développement économique et évolution du secteur réel .....	7
Graphique I 1 1 Croissance du PIB et du revenu réels par habitant.....	8
Graphique I 1 2 Évolution des indices de production agricole .....	9
Graphique I 1 3 Indices d'activités extractives .....	9
Graphique I 1 4 Production du cuivre et du cobalt .....	10
Graphique I 1 5 Production de diamant .....	10
Graphique I 1 6 Production de pétrole brut.....	10
Graphique I 1 7 Industrie alimentaire, boissons et tabac, Autres industries manufacturières et Industrie manufacturière.....	11
Graphique I 1 8 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité.....	12
2  Finances publiques .....	13
Graphique I 2 1 Évolution du solde budgétaire.....	13
Graphique I 2 2 Évolution des opérations du cadre budgétaire .....	14
Graphique I 2 3 Évolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur .....	20
3  Relations économiques extérieures.....	23
Graphique I 3 1 Indice des cours des principaux produits .....	23
Graphique I 3 2 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux .....	24
Graphique I 3 3 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres.....	25
Graphique I 3 4 Cours du pétrole brut sur les marchés internationaux.....	25
Graphique I 3 5 Cours de principaux produits végétaux exportés .....	26
Graphique I 3 6 Evolution des termes de l'échange .....	26
Graphique I 3 7 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes .....	27
4  Monnaie, crédit et institutions financières .....	39
Graphique I 4 1 Evolution de la base monétaire .....	39
Graphique I 4 2 Evolution de la masse monétaire.....	40
Graphique I 4 3 Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie.....	41
Graphique I 4 4 Taux de liquidité de l'économie .....	41
Graphique I 4 5 Évolution du multiplicateur monétaire.....	41
Graphique I 4 6 Profondeur du marché monétaire .....	42
Graphique I 4 7 Évolution du volume de refinancement .....	42
Graphique I 4 8 Volume des transactions interbancaires.....	42
Graphique I 4 9 Volume annuel des ventes des Bons BCC .....	43
Graphique I 4 10 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire .....	43
Graphique I 4 11 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales .....	43
Graphique I 4 12 Taux d'intérêt réels .....	44
Graphique I 4 13 Évolution de l'encours des crédits.....	44
Graphique I 4 14 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire.....	44
Graphique I 4 15 Crédits à décaissement suivant la monnaie de règlement .....	44
Graphique I 4 16 structure du crédit suivant la maturité .....	45
Graphique I 4 17 Crédits d'engagement.....	45
Graphique I 4 18 Structure des dépôts suivant la monnaie .....	46

PARTIE II POLITIQUES ÉCONOMIQUES MISES EN ŒUVRE.....	47
Graphique II 1 Évolution du taux de change .....	51
Graphique II 2 Variation cumulée du taux de change .....	52
Graphique II 3 Variation mensuelle du taux change .....	52
Graphique II 4 Ecart taux indicatif - taux parallèle .....	53
Graphique II 5 Évolution des réserves de change .....	53
Graphique II 6 Évolution du taux directeur nominal et réel .....	60
Graphique II 7 Objectifs de la politique monétaire.....	61
Graphique II 8 Évolution des contributions des secteurs d'activités à la croissance .....	63
Graphique II 9 Évolution de la production du cuivre de 2001 à 2021 .....	64
Graphique II 10 Profil de la croissance économique mondiale .....	69
Graphique II 11 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques.....	71
Graphique II 12 Prévisions de l'indice des prix des métaux .....	71
Graphique II 13 Prévisions des cours du cuivre.....	72
Graphique II 14 Prévision de la croissance du PIB réel .....	73
Graphique II 15 Prévision annuelle du taux d'inflation de 2022 à 2024.....	73
Graphique II 16 Evolution du taux de change de 2022 à 2024 .....	75
Graphique II 17 Prévision de la base monétaire de 2022 à 2024 .....	76
Graphique II 18 Prévision du passif monétaire de 2022 à 2024 .....	76
PARTIE III ADMINISTRATION, ACTIVITÉS ET COMPTES DE LA BANQUE.....	83
2  Activités de la Banque .....	93
Graphique III 2 1 Emissions Bon du Trésor et Bon BCC en 2021 .....	99
Graphique III 2 2 Remboursements Bon du Trésor et Bon BCC en 2021 .....	99
Graphique III 2 3 Répartition des risques par famille .....	107
<b>Liste des encadrés</b>	
Encadré I 1 Accélération de l'inflation dans le monde et décélération en RDC en 2021, quid? .....	16
Encadré II 1 Allocation historique des Droits de Tirage Spéciaux .....	53
Encadré II 2 Régimes de ciblage .....	55
Encadré II 3 Vers la mise en place d'un Système d'Analyse et des Prévisions (FPAS) à la Banque Centrale du Congo .....	56
Encadré II 4 Adaptation du modèle keynésien monétaire de base à l'économie congolaise .....	58
Encadré II 5 Politiques conjoncturelles et structurelles .....	62

## Avertissement

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
t	tonne
tm	tonne métrique
m <sup>3</sup>	mètre cube
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
CDF	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
XAF	Franc CFA
BDD	Bandundu
BC	Bas-Congo
EQ	Equateur
KT	Katanga
K-OCC	Kasaï-Occidental
K-Or	Kasaï-Orientale
Kin	Kinshasa
MAN	Maniema
N-KV	Nord-Kivu
S-KV	Sud-Kivu
OR	Province Orientale
RNB	Revenu National Brut



# PARTIE I

---

## DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE



Le diagnostic de la situation économique globale en 2021 fait ressortir une synchronisation entre l'évolution de l'environnement intérieur de la RDC et celle de son environnement extérieur.

En effet, les deux environnements ont eu en partage la reprise économique remarquable. Les divergences se situent au niveau de l'inflation en net recul en RDC et en légère hausse dans le Monde.

En 2020, les évolutions sont nuancées au regard de la récession quasi généralisée dans le monde sur fonds de faible inflation et du ralentissement de l'activité en RDC dans un contexte d'inflation ouverte.

## 1 | 1 Environnement économique international

Après avoir touché le fond en 2020 sous l'effet des dommages collatéraux de la pandémie du Covid-19, l'Économie mondiale s'est redressée en 2021. Ainsi, le tracé de la conjoncture internationale indique la lettre V: récession quasi généralisée en 2020 et remontée exceptionnelle en 2021.

La reprise en 2021 a principalement résulté de la réouverture des économies, dans un contexte, d'une part, d'accélération de la campagne de vaccination contre le Covid-19, et d'autre part, de la poursuite des mesures de soutien monétaire et budgétaire prises en urgence par les différents gouvernements.

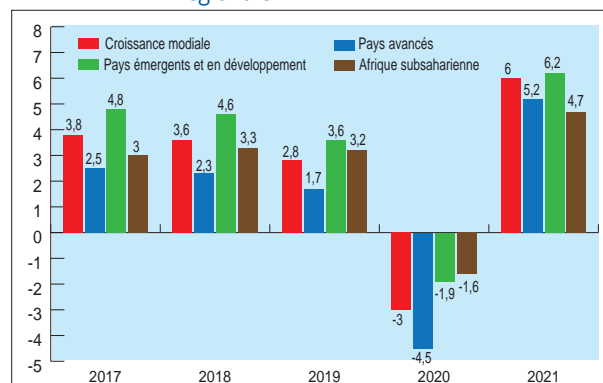
Cependant, cette reprise est demeurée fragile et inégale en raison notamment de la fracture vaccinale et des disparités importantes quant à la capacité de certaines économies à soutenir la relance.

La reprise a été plus rapide dans les pays à très forte couverture vaccinale, soit plus de 60 % en moyenne, principalement les pays avancés. Ces derniers ont bénéficié des mesures de soutien budgétaire et monétaire plus importantes. Par contre, dans les pays émergents hors Chine et ceux en développement, la reprise a été plus lente au regard de l'accès limité aux vaccins et des marges budgétaire et monétaire plus restreintes.

Ainsi, d'après les chiffres publiés par le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale a connu une croissance de 6,0 % en 2021 après le recul de 3,0 % en 2020. Cette détente est surtout le fait du regain de dynamisme des économies avancées. Ce dernier est justifié tant par la réalisation de l'absorption reportée une année auparavant en

raison des mesures sanitaires conservatoires (confinement, isolement et fermeture des frontières) que des politiques de relance budgétaire et monétaires mises en œuvre.

Graphique 1. Evolution de la croissance mondiale et régionale



Source : Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2022.

Dans les économies avancées, l'activité a connu un rebond de 5,2 % en 2021 après s'être contractée de 4,5 % en 2020. Couplée à l'accélération de la campagne de vaccination, la levée des restrictions sanitaires, principalement des mesures de confinement et de fermeture des frontières, a permis la détente des activités économiques. Cette dernière procède aussi de l'exécution des décisions d'investissement et de consommation reportées en 2020 ainsi que de la mise en œuvre des mesures de soutien budgétaire et monétaire.

Dans les pays émergents et ceux en développement, le PIB réel a augmenté de 7,2 % en 2021 après un recul de 2,0 % l'année précédente. Ce rattrapage de la croissance tient du dynamisme de la Chine, de l'Inde et des pays exportateurs des produits de base, sur fond de la bonne tenue des cours mondiaux. Le rebond de l'activité aurait été plus important n'eussent-été certaines contraintes liées aux marges de manœuvres budgétaires limitées, auxquelles la majorité des économies faisaient face avant le déclenchement de la crise. Il s'agit particulièrement du niveau élevé de l'endettement, limitant l'action des autorités.

S'agissant de l'Afrique subsaharienne, l'activité économique a été en hausse de 4,7 % portée par la reprise de la demande internationale des matières premières, l'assouplissement des mesures de restrictions sanitaires ainsi que la reprise du commerce international.

Par ailleurs, il y a lieu de relever que la forte croissance de l'activité enregistrée au cours de cette année s'est ressentie des frictions causées par la réouverture des activités. Le rebond de la demande mondiale, les contraintes sur l'offre liées notamment aux perturbations de l'approvisionnement ainsi que la persistance de la pandémie ont alimenté les

pressions sur les prix à la consommation. Toutefois, en dépit de l'inflation observée, les principales banques centrales, particulièrement celles des pays avancés, sont demeurées prudentes, maintenant en 2021 les politiques monétaires non conventionnelles dont la principale caractéristique est l'assouplissement monétaire.

Dans cet environnement, les indices boursiers sur les marchés financiers se sont améliorés, encouragés par les interventions des États sous forme des programmes de relance mis en œuvre pour faciliter la reprise économique, et ce, malgré l'apparition de nouveaux variants de la pandémie. L'indice français CAC 40 a gagné près de 28,85 %, dépassant son niveau le plus élevé de septembre 2000. Les indices américains S&P 500, Nasdaq et Dow Jones ont gagné respectivement 27,80 %, 23,0 % et 19,20 %. L'indice Euro Stoxx50 et celui du Royaume-Uni, FTSE 100 ont respectivement progressé de 21,20 % et 14,6 %. L'indice allemand Dax 40 a gagné sur l'année 15,80 % et le Nikkei n'a gagné que 4,90 % en 2021.

## 1 | 1 | 1 Évolution de l'activité par région ou pays

Les évolutions suivantes ont émergé de comportement de l'activité dans les différents pays ou régions :

### États-Unis

L'économie américaine a progressé de 5,7 % en 2021, après une contraction historique de 3,4 % en 2020. Cette évolution est consécutive à la mise en œuvre d'un plan de relance de près de 1.700 milliards de USD adopté par l'Administration Biden « *The Build Back Better Act* ». A ces mesures budgétaires sont venues se greffer les impulsions de la politique monétaire. Ce package a constitué un levier important pour la relance de l'activité et de l'emploi. La Fed a maintenu inchangée l'orientation accommodante de sa politique monétaire. De ce fait, elle a maintenu la pratique des taux d'intérêt directs négatifs en termes réels et le programme d'achats massifs des titres avec comme effet l'augmentation des réserves excédentaires des banques commerciales. Ces réserves étaient rémunérées à des taux d'intérêts créditeurs nominaux négatifs pour contraindre les banques à les mobiliser dans les opérations des crédits destinés à l'économie.

Au terme de l'année 2021, l'inflation s'est établie à 5,1 % en 2021 contre 1,6 % en 2020. Ce niveau dépasse largement l'objectif de 2,0 % visé par la Fed. L'accentuation du rythme de formation des prix intérieurs procède de plusieurs facteurs.

Il convient de mentionner, par ordre d'importance, les effets décalés de politiques d'accommodation monétaire sans précédent conduites plus de dix ans dans les économies avancées, les contraintes d'approvisionnement induites par la pandémie, la flambée des coûts de l'énergie, les pénuries de la main-d'œuvre et l'augmentation de la demande.

En outre, la reprise de l'économie américaine s'est reflétée avec un certain retard sur le marché de l'emploi, dont le redressement s'est opéré de façon lente par rapport à la réaction de la production. Le taux de chômage s'est établi à 3,9 % à fin 2021 contre 6,7 % en 2020, soit à son niveau le plus bas pour l'année sous revue.

### Zone euro

En 2021, l'économie de la zone s'est inscrite sur une trajectoire de reprise après une contraction de l'activité résultant des contrecoups de la pandémie de Covid-19 en 2020. En effet, le PIB réel de la zone a progressé de 5,3 % sur l'ensemble de l'année. Ce redressement a été soutenu par la hausse des taux de vaccination, conjuguée aux mesures de soutien monétaire et budgétaire prises pour faire face au choc pandémique et ses conséquences. Cependant, il convient de relever que cette reprise occulte le ralentissement observé au premier et dernier trimestre 2021, avec la mise en place des nouvelles mesures de restrictions suite à l'apparition de nouveaux variants du Covid-19.

Au deuxième et troisième trimestre, la croissance a été plus large à la faveur de la réouverture des activités, avec l'assouplissement des restrictions sanitaires. Cette croissance a été soutenue par l'activité dans les secteurs industriels et des services. Cette reprise a contribué à une augmentation de la création d'emplois, induisant une baisse du taux de chômage à un niveau très bas à la fin de l'année. Le taux de chômage s'est établi à 7,0 % en décembre 2021, soit un niveau le plus bas jamais enregistré depuis 1998, contre 8,2 % en 2020. L'embellie sur le marché d'emploi tient également de la mise en œuvre des programmes de chômage partiel adoptés pendant le confinement.

Par ailleurs, l'inflation de la zone s'est accélérée sur l'année, après un niveau faible observé aux premiers mois. Cette situation procède de l'aggravation des contraintes sur l'offre à travers la désarticulation des chaînes d'approvisionnement causée par la pandémie, le rebond de la demande mondiale et la flambée des prix de l'énergie.

## Chine

L'activité a progressé de 8,1% en 2021 alors que le gouvernement tablait sur une croissance de 6,0% après celle de 2,2% en 2020. Elle a été tirée notamment par les dépenses de consommation, lesquelles ont contribué à la croissance à hauteur de 65,4%. Cependant, cette progression de l'activité occulte le ralentissement observé au cours des trimestres.

D'après les chiffres publiés par le Bureau National des Statistiques, la croissance chinoise est passée de 18,3%, en glissement annuel, au premier trimestre à 7,9%, 4,9% et 4,0%, respectivement au deuxième, troisième et quatrième trimestre. Le ralentissement observé d'un trimestre à l'autre est expliqué par la persistance de la pandémie du Covid-19 et l'incertitude qu'elle implique, les coûts élevés des matières premières et la perturbation des chaînes d'approvisionnement.

## Afrique subsaharienne

Après le recul de 2020, l'activité économique de la région a connu une nette reprise en 2021. Cette évolution est consécutive à un environnement extérieur globalement favorable, dont la reprise du commerce et des cours des produits de base. En outre, il convient de relever que la reprise a été plus forte au second semestre 2021 par rapport au semestre précédent, permettant ainsi de réaliser une croissance plus élevée (+4,5%) que celle anticipée (3,7%).

Néanmoins, cette croissance reste fragile et inférieure à celle enregistrée par les pays avancés en raison des marges de manœuvre limitées des autorités, l'incertitude quant à la trajectoire de la pandémie, la faible couverture vaccinale ainsi que des vulnérabilités croissantes révélées par la crise sanitaire.

## 1 | 2 Environnement économique intérieur

La RDC se maintient de façon ininterrompue dans la phase d'expansion économique depuis 2002 avec une moyenne de croissance de 5,5% l'an. Les résultats situant l'économie dans la zone d'essoufflement de cette phase cyclique concernent seulement quatre années<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Taux de croissance en deçà du taux de croissance démographique de 3% l'an en moyenne, à savoir 2009 (2,8%), 2016 (2,4%), 2017(2,8%) et 2020 (1,7%).

Le diagnostic de l'économie congolaise révèle, qu'après le ralentissement prononcé de l'activité en 2020 consécutif aux effets nocifs de la pandémie du Covid-19, la croissance du PIB Réel en République Démocratique du Congo s'est relevée substantiellement en 2021 traçant une lettre en J. En effet, le Produit Intérieur Brut (PIB) réel a bondi à 6,2% en 2021 contre 1,7% en 2020 et 4,4% en 2019.

Cette évolution tient essentiellement au bon comportement des activités primaires, notamment la branche « Extraction », consécutivement à la hausse de la demande des produits miniers.

Sur le marché des biens et services, le taux d'inflation s'est situé à 5,3% en 2021 venant de 15,8% en 2020. Ce ralentissement du rythme de formation des prix intérieurs a résulté du renforcement de la coordination des politiques budgétaire et monétaire, subséquent à la poursuite de la mise en œuvre du pacte de stabilité signé entre le gouvernement et la Banque Centrale en août 2020.

S'agissant des finances publiques, le Gouvernement a mis en place un collectif budgétaire pour des raisons de crédibilité de sa politique budgétaire au regard de l'évolution favorable de l'activité économique. Cette révision des hypothèses a également pris en compte les engagements du Gouvernement dans le cadre du Programme triennal conclu avec le FMI, la taille du Gouvernement et ses actions prioritaires couvrant la période 2021-2023.

Dans ce contexte, la situation intégrée des opérations financières des administrations publiques établit le niveau des recettes à 13.877,5 milliards de CDF, soit 12,6% du PIB en 2021 contre 9,4% une année auparavant. La pression fiscale s'est située autour de 8,5% contre 6,2% une année plus tôt.

En ce qui concerne les relations économiques extérieures, elles se sont caractérisées, en 2021, par un accroissement des échanges extérieurs, consécutivement à la reprise de l'économie mondiale. En effet, cette reprise a induit une atténuation du déficit courant, sous l'impulsion notamment d'une forte progression de l'excédent du compte des biens. Ce dernier s'est établi à 7,0% du PIB, après 3,9% en 2020, à la faveur d'une croissance plus forte des exportations des biens par rapport aux importations. Ce qui a permis d'améliorer l'offre des devises sur le marché des changes.

Ainsi, les opérations sur le marché des changes congolais se sont traduites par une perte, moins profonde qu'en 2020, de la valeur externe du franc congolais. En effet, à fin décembre 2021, il a été enregistré un taux de dépréciation

de la monnaie nationale de 1,4% à l'indicatif et de 1,2% au parallèle contre respectivement 15,2% et 14,6% à la période correspondante de 2020.

Au niveau du secteur monétaire, l'offre, dégagée de la Situation Monétaire Intégrée et la demande de monnaie, approximée à partir de la vitesse de circulation de la monnaie, se sont inscrites à la hausse. Le pilotage de la politique monétaire a été favorisé par la stabilité du multiplicateur monétaire ressortant du rapport entre l'offre de monnaie et la monnaie centrale.

Il a été noté une expansion de la base monétaire par rapport au niveau programmé. Cette évolution a été dictée par le comportement des facteurs autonomes de la liquidité bancaire, notamment les avoirs extérieurs nets et le Crédit Net à l'État.

Par contre, les facteurs institutionnels ont opéré une ponction substantielle, grâce essentiellement à la réserve obligatoire à l'effet de contrer les injections des facteurs autonomes et de préserver la stabilité du cadre macroéconomique.

Quant aux politiques mises en œuvre en 2021, il y a lieu de relever globalement le caractère prudent des politiques conjoncturelles.

L'exécution de la politique budgétaire s'est inscrite dans le cadre de la gestion sur la base "caisse" conformément au Pacte de Stabilité proscrivant tout recours au financement monétaire du déficit public et insistant sur la coordination des politiques budgétaire et monétaire.

S'agissant particulièrement des politiques monétaires et de change, il y a lieu d'indiquer qu'en 2021, la Banque Centrale du Congo a mené une politique monétaire expansive marquée par des baisses successives des taux directeurs en termes nominaux et réels ainsi que l'augmentation de l'offre de refinancement. Cette stratégie avait pour but d'accompagner les banques commerciales dans le financement de l'économie nationale, après la décélération de l'activité en 2020.

Au niveau de la politique de change, la stratégie de l'Autorité monétaire a reposé sur des interventions directes et indirectes sur le marché des changes, dans le but de consolider le niveau des réserves internationales des devises. Cette politique a été dictée par l'accalmie globalement observée sur le marché des changes, durant toute l'année 2021, à l'absence d'un choc majeur tant de l'offre que de la demande.

# 1 | Développement économique et évolution du secteur réel

En 2021, la situation économique post-Covid de la RDC fait ressortir une croissance soutenue de l'activité dans un contexte de la poursuite des campagnes de vaccination et d'assouplissement des restrictions sanitaires. La hausse de la demande sur le marché mondial des produits d'exportations congolaises, notamment le cuivre et le cobalt, ont stimulé la production extractive, laquelle a pesé positivement sur l'évolution de l'activité économique.

Toutefois, les externalités négatives limitent la production intensive dans certains secteurs importants de l'économie congolaise, comme le secteur agricole, industriel et de transport. Ces externalités négatives tiennent fait et cause dans l'impasse en termes de transformation structurelle illustrée par la faible diversification de l'économie nationale, le déficit en énergie, en logistique et infrastructures de base, les difficultés tenant à la connectivité nationale en raison de nombreuses ruptures de charge.

Au regard des réalisations situées à 5,3% contre une cible annuelle de 7% l'an, l'inflation a été sous contrôle, permettant de ce fait l'ancrage des anticipations d'inflation. La hausse du prix à la pompe dans les zones Sud et Est à la suite de l'augmentation du baril du pétrole sur le marché mondial n'a pas contrarié cette situation. Les raisons tiennent en la poursuite de la coordination des politiques budgétaire et monétaire comme recommandé dans le Pacte de Stabilité signé entre le Gouvernement et la Banque Centrale en août 2020.

## 1 | 1 Produit intérieur brut

La phase d'expansion économique et son corolaire, le processus d'accumulation des richesses ont succédé à la décennie de récession et d'hyperinflation comprise entre 1989 et 2001. Ils se sont consolidés en 2021 au regard de la variation de 6,2% du PIB aux prix constants contre 1,7% en 2020 et 4,4% en 2019.

Ainsi, le repli de la croissance en 2020 consacrant l'essoufflement de l'expansion économique, à la suite notamment des contrecoups de la pandémie de Covid-19, n'a été que de courte durée.

L'analyse sur la base du tableau I.23 en annexe montre que depuis la restauration de l'expansion, le produit intérieur brut aux prix de 2.005 est passé de 4.505,9 milliards de FC à 13.682,7 milliards de FC à fin décembre 2001, soit une

multiplication fois trois. En moyenne annuelle, la croissance du PIB constant a été de 5,6% contre une croissance démographique de 3%.

Exprimé en dollars américains courants, le PIB de la RDC est passé de 11,3 milliards d'USD à fin 2001 à 55,4 milliards d'USD à fin 2021, soit une multiplication fois 5. Par ailleurs, les estimations de la population établies à 53,5 millions d'habitants à fin 2001 sont passées à 92,7 millions d'habitants en 2021, soit une multiplication fois 1,7.

Dans les deux cas, les richesses croissent plus vite que la population.

Cependant, le taux de chômage et le taux de pauvreté demeurent préoccupants et l'exposition à l'insécurité alimentaire est encore très élevée. Le constat est que l'accumulation des richesses ne s'accompagne ni d'une création intensive des emplois, ni d'une réduction significative de la pauvreté.

En outre, la lecture du graphique II.1.1. permet de relever que le processus de transformation structurelle<sup>1</sup> de l'économie congolaise est quasi inexistant.

En effet, le secteur primaire occupe depuis l'indépendance une place croissante de choix dans la contribution à la formation des richesses.

La revue de sources de la croissance selon l'approche par les valeurs ajoutées montre que l'accumulation des richesses en RDC est tirée pour l'essentiel par le secteur extractif comme indiqué au tableau I.10. Ce dernier est à forte intensité capitalistique et à faible intensité de main d'œuvre.

A cela s'ajoute que la faible qualification de la main d'œuvre est une contrainte majeure en vue de l'appariement entre l'offre et la demande de travail. Tirer profit de la longue période d'expansion économique revient pour la RDC à enclencher la dynamique du processus de transformation structurelle à même d'impliquer la croissance en profondeur dont les principales caractéristiques sont la diversification

<sup>1</sup> La transformation structurelle suppose une réallocation des ressources des activités à faible productivité vers des activités à plus forte productivité, généralement de l'agriculture vers l'industrie et les services modernes, ce qui entraîne une productivité plus élevée dans l'ensemble de l'économie et un accroissement progressif des revenus.

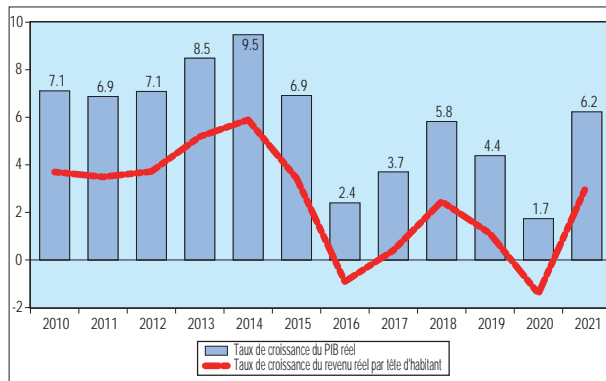
économique et commerciale, l'industrialisation de l'agriculture, la formation du capital humain.

L'analyse de la croissance à court terme relève, selon l'approche par la production, que son évolution a résulté essentiellement du dynamisme des activités primaires, notamment la branche «Extraction», tirée par le relèvement de la demande des produits miniers.

Il y a lieu de signaler que la croissance du secteur hors extractif a connu une reprise après le recul de 2020. Elle s'est établie à 4,5% en 2021 contre -1,3% une année avant. Cette évolution est justifiée notamment par la bonne tenue de l'activité dans les branches «Télécommunications» et «Industries manufacturières», suite à l'assouplissement des mesures de riposte contre la pandémie du Covid-19.

Au plan régional, le résultat de la croissance de la RDC supplante nettement la moyenne de l'Afrique sub-saharienne ressortie à 3,7%. L'inflation ne demeure pas en reste avec un score de 5,3% contre une moyenne pour l'Afrique Subsaharienne de 11,5%.

Graphique I | 1 | 1 Croissance du PIB et du revenu réels par habitant  
(en pourcentage)



Source : CESCEN.

## 1 | 1 | 1 Analyse de l'approche par la production

Suivant cette approche, l'activité économique en 2021 a été impulsée par le secteur primaire suivi, du secteur tertiaire et, dans une moindre mesure, par le secteur secondaire.

### Secteur primaire

L'activité dans le secteur primaire a augmenté de 7,2% en 2021 contre 7,1% en 2020. La contribution de ce secteur en points de croissance est demeurée prépondérante à raison de 3,3 points de la croissance globale. Elle est suivie

par celle du secteur tertiaire à raison de 2,2 points et du secteur secondaire pour 0,5 point.

### Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche

La branche «Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche et Chasse» a enregistré un ralentissement de ses activités. En effet, la valeur ajoutée de cette branche a progressé de 2,4% en 2021 contre 2,5% en 2020 et 3,1% en 2019. La contribution à la croissance du PIB de cette branche a été de 0,4 point, soit le même niveau que l'année précédente.

Le léger repli de l'activité dans le secteur agricole est expliqué, d'une part, par la persistance de l'insécurité, en particulier dans le Nord et l'Est de la République et, d'autre part, la détérioration des infrastructures de transport et de communication ainsi que la faiblesse des investissements en recherche et développement.

#### Agriculture

L'activité de la sous-branche «Agriculture» a connu une augmentation de 2,8% en 2021 contre 3,1% en 2020, correspondant à une contribution de 0,4 point de pourcentage dans la croissance globale. Le comportement de la sous-branche «Agriculture» s'est globalement maintenu sous l'effet de l'amélioration de l'activité agricole vivrière.

#### Production agricole vivrière

La production vivrière a connu une croissance de 3,1%, soit le même niveau que celui enregistré l'année précédente. Cette sous-branche a contribué pour 0,4 point à la croissance du PIB réel. Cette évolution résulte notamment de la levée des mesures prises par le Gouvernement relatives aux restrictions sur la mobilité de la population pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

#### Culture de rente

L'activité de la culture de rente a décliné de 10,2% après un accroissement de 3,8% en 2020, maintenant sa contribution à la croissance économique à un niveau quasi-nul. Cette situation tient principalement de l'insuffisance d'investissements ainsi que de l'insécurité dans les zones de production.

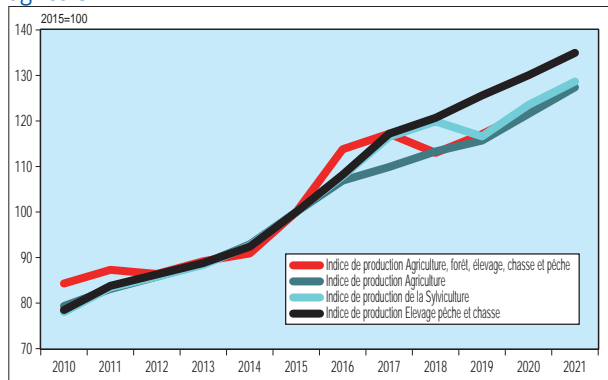
#### Forêt

La sous-branche sylviculture a décliné de 9,9%, après une contraction de 9,2% en 2020. La situation de cette sous-branche désormais orientée vers la protection de l'environnement et l'encadrement des populations autochtones, nécessite des améliorations en matière d'exploitation forestière.

### Élevage, pêche et chasse

La valeur ajoutée de cette sous-branche a progressé au même rythme que l'année précédente, soit 3,0%, induisant une contribution à la croissance quasi-nulle. Le maintien de la croissance au même rythme que l'année 2020 est expliqué par des facteurs structurels, notamment l'absence d'investissements, la non maîtrise des limites lacustres et la recrudescence de l'insécurité dans la partie Est du pays.

Graphique I|1|2 Évolution des indices de production agricole



Source : Banque Centrale du Congo.

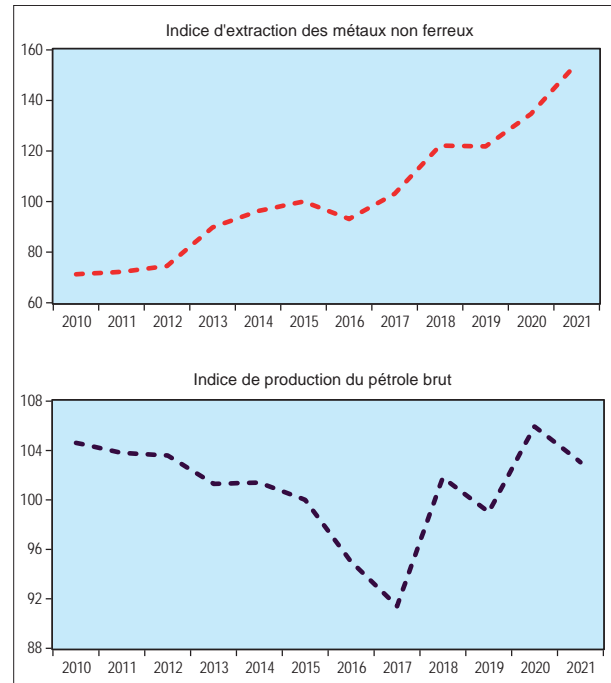
### Extraction

En 2021, l'activité extractive a été manifestement plus dynamique par rapport à l'ensemble des secteurs d'activités économiques. En effet, la valeur ajoutée de cette branche a progressé de 9,7%, soit un niveau quasi-égal à celui de l'année précédente. La contribution à la croissance s'est établie à 2,9 points contre 2,7 points l'année précédente.

L'évolution de l'activité extractive procède de l'amélioration des cours mondiaux des principaux produits d'exportations de l'économie congolaise, notamment le cuivre et le cobalt ainsi que de l'entrée en production des nouvelles entreprises dans ce secteur.

Cependant, malgré sa part importante dans l'accroissement de l'activité économique, soit 46,69% du PIB, l'activité extractive congolaise ne contribue pas suffisamment à l'amélioration du niveau de vie de la population.

Graphique I|1|3 Indices d'activités extractives (en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

### Extraction des métaux non ferreux

La production des métaux non ferreux s'est améliorée en 2021, attestée par l'augmentation de 14,7% de son indice d'activité. Cette évolution a été le fait de l'expansion de la production du cuivre et du cobalt, consécutivement à l'accroissement de la demande internationale et à l'entrée en phase d'exploitation d'un nouveau gisement.

### Cuivre

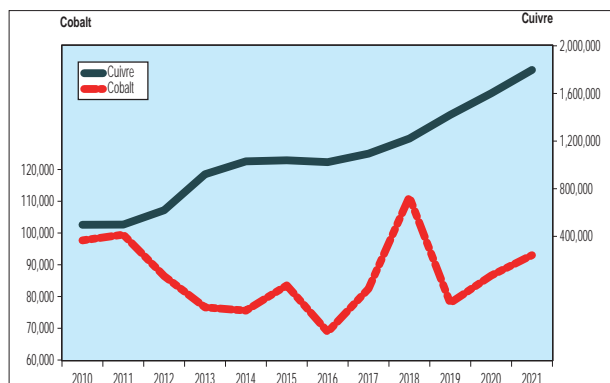
Le volume de production du cuivre s'est accru de 12,3% en 2021, s'établissant à 1.797,8 milliers de tonnes. 99,9% de ce volume ont été produits par les partenaires de la Gécamines. Cette évolution a résulté notamment de la hausse des cours mondiaux, sur fond de la reprise de l'économie chinoise, principal pays demandeur des produits miniers congolais ainsi que de l'entrée en phase d'exploitation d'une grande mine du pays.

La production de la Gécamines a régressé de 28,1% par rapport à l'année précédente, se situant à 2,5 milliers de tonnes, suite principalement aux arrêts de production dans différentes unités. Ces arrêts sont consécutifs aux travaux de réhabilitation des machines vétustes. La production des partenaires de la Gécamines a, quant à elle, augmenté de 12,4%, s'est chiffré à 1.795,3 milliers de tonnes.

### Cobalt

La production du cobalt a augmenté de 7,4%, soit un volume total de 93.011,0 tonnes à fin décembre 2021. La production de la Gécamines s'est accrue de 21,3%, soit un volume de 17,4 milliers de tonnes. Quant à la production des partenaires, elle a augmenté de 4,7%. Cette évolution tient de la forte demande de ce métal important dans la fabrication des véhicules électriques.

Graphique I|1|4 Production du cuivre et du cobalt  
(En milliers de tonnes)



Source : Banque Centrale du Congo.

### Zinc

En 2021, le volume de la production du zinc a augmenté de 5,1 %, se situant à 16,1 milliers de tonnes. La production du zinc de la Gécamines s'est élevée à 6,2 milliers de tonnes et celle des sociétés partenaires à 9,9 milliers, soit respectivement un accroissement de 109,1 % et une contraction de 20,1 %.

#### Autres produits d'extraction

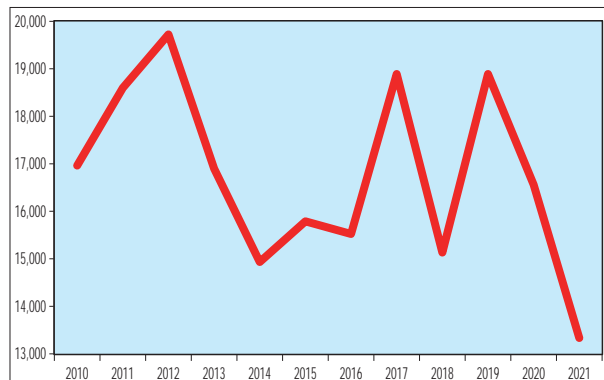
Les autres produits d'extraction ont enregistré des évolutions divergentes en 2021. Les productions du diamant et du pétrole ont accusé un recul, tandis que celle de l'or a connu un rebond.

### Diamant

La production du diamant a enregistré une baisse de 19,5 %, se chiffrant à 13.332,0 milliers de carats. La production réalisée par les industries de diamant (MIBA et autres industries) a atteint 7.110 milliers de carats, en hausse de 9,7%. Quant à la production des artisanaux, elle a été de 6.221,7, s'inscrivant ainsi en baisse de 38,3% par rapport à l'année écoulée.

La faiblesse des investissements est demeurée le principal goulot d'étranglement dans cette filière.

Graphique I|1|5 Production de diamant  
(en milliers de tonnes)



Source : Banque Centrale du Congo.

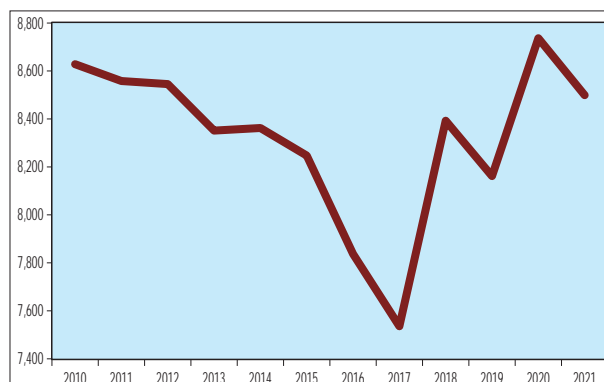
### Or

La production de l'or a affiché une progression en 2021, s'établissant à 31.903,2 kilos, soit un accroissement de 1,3% par rapport à 2020. Cependant, bien qu'en hausse, cette activité reste minée par la fraude massive, contrariant les efforts du Gouvernement consistant à encadrer les intervenants dans cette filière, notamment les artisanaux.

### Pétrole brut

L'activité de la production du pétrole brut a connu une baisse en 2021, après un rebond observé une année plus tôt. En effet, le volume de production de l'or noir a régressé de 2,7 %, s'établissant à 8.499,0 milliers de barils.

Graphique I|1|6 Production de pétrole brut  
(en milliers de barils)



Source : Banque Centrale du Congo.

### Secteur secondaire

En 2021, la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est accrue de 3,4% après une contraction de 4,9% l'année précédente, portant ainsi sa contribution à la croissance à 0,5 point de pourcentage contre 0,8 point précédemment. Dans un contexte international d'abandon de plusieurs

restrictions sanitaires et de maintien des soutiens budgétaire et monétaire, cette évolution a résulté principalement de la progression observée au niveau de la branche «Industries manufacturières» à travers sa composante «Industries alimentaires, boissons et tabac».

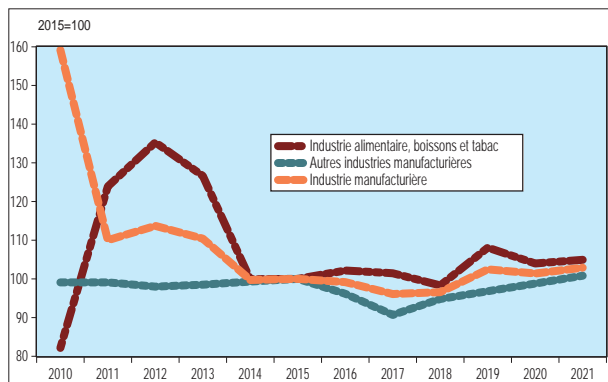
En dépit de son rôle central dans la transformation d'une économie en transition, la contribution du secteur secondaire à la création des richesses, après avoir reculé de 47,4% en 2020, s'est chiffrée à 8,5% au cours de l'année sous revue.

## Industries manufacturières

En 2021, les activités de la branche «Industries Manufacturières» ont bénéficié de la reprise de la conjoncture globalement favorable, enregistrant une croissance de 4,3% contre un recul de 7,2%, une année auparavant. Ce niveau d'activités a porté la contribution de la branche à la croissance à 0,5 point de pourcentage en 2021, après un repli de 0,8 point en 2020.

Graphique I|1|7 Industrie alimentaire, boissons et tabac, Autres industries manufacturières et Industrie manufacturière

2015=100



Source : Banque Centrale du Congo.

### Industries Alimentaires, Boissons et Tabacs

Les activités des «Industries alimentaires, boissons et tabacs» ont augmenté de 4,9% après une contraction de 6,6% en 2020, sous l'effet de l'amélioration de la production de certains produits alimentaires, notamment la farine de maïs et de froment ainsi que des boissons.

En effet, les productions des boissons alcoolisées et gazeuses se sont respectivement accrues de 12,6% et 1,2%. Cette évolution a été justifiée par la production, au niveau local, d'une boisson jadis importée, dans un contexte d'assouplissement des mesures de lutte contre le Covid-19.

Pour ce qui est des principales productions alimentaires, leurs volumes ont progressé de 6,9%, 5,1% et 3,5% respectivement pour la farine de maïs, la farine de froment et le pain. Il sied d'indiquer que l'accroissement de la production du maïs est notamment attribué aux efforts du Gouvernement dans la relance des activités du service national.

### Autres Industries Manufacturières

En 2021, l'activité dans la sous-branche «Autres industries manufacturières» a été en hausse sous l'effet principalement de l'accroissement de la production des minéraux non métalliques et des industries de fabrications des métaux lourds. En effet, les activités de cette sous-branche ont augmenté de 1,4%, après avoir fléchi de 10,1% en 2020, dégageant une contribution à la croissance positive, bien que quasi-nulle.

Les minéraux non métalliques, notamment les concassés, le ciment portland, les carrelages, les produits en béton et les bouteilles ont connu des augmentations des productions de 27,0%, 22,3%, 4,2%, 3,4% et 2,2% respectivement en 2021. Quant au fibrociment, sa production a baissé de 4,1% contre 6,8% en 2020.

En ce qui concerne les industries de fabrication des métaux lourds, leurs productions ont progressé de 7,2%, 1,0%, 3,1% et 0,3% respectivement pour les filières charpentes et constructions métalliques, chaudronnerie, fonderie des métaux non ferreux et fonderie fonte et acier.

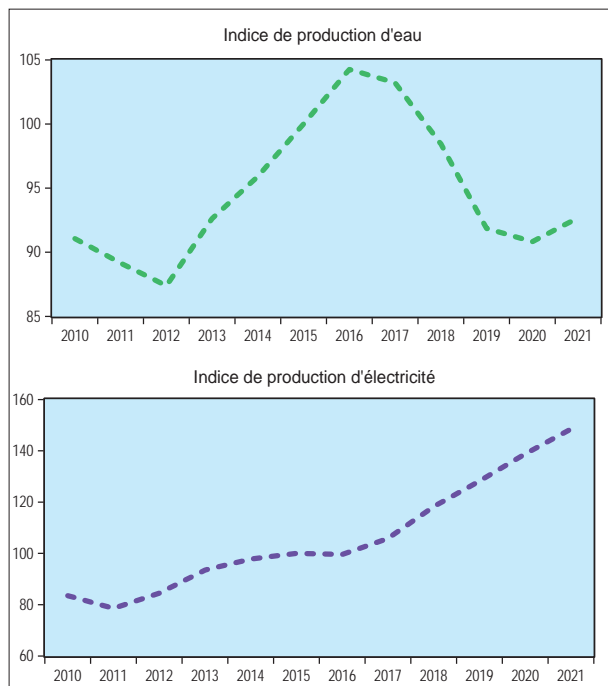
S'agissant des industries de transformation de bois, leurs productions ont été globalement en hausse. En effet, les principales productions de cette filière, notamment la menuiserie métalliques, les contreplaqués, les stylos à billes, les matelas, ont respectivement augmenté de 12,9%, 4,6%, 1,6% et 1,8%.

Par contre, les activités de réparations et constructions navales, pour ce qui est des industries du matériel de transport, se sont contractées de 1,9% et 1,2% en 2021 contre des accroissements respectifs de 6,3% et 5,2%, une année auparavant.

## Électricité, gaz, vapeur et eau

La valeur ajoutée de la branche «Électricité, gaz, vapeur et eau» a connu un accroissement de 1,1% en 2021 contre 1,5% une année auparavant. Cette branche est portée principalement par l'électricité, dont l'indice d'activité a progressé de 6,9%, alors que celui de l'eau potable a chuté de 2,2%.

Graphique I | 1 | 8 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité  
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

### Électricité

La production de l'électricité s'est accrue de 6,1%, s'établissant à 13.149,3 milliers de Mwh. Cette augmentation a résulté principalement de la réhabilitation et modernisation du groupe 8 dans le site d'Inga 2. L'amélioration en termes de la desserte en électricité a eu une incidence positive sur la consommation de l'électricité laquelle a augmenté de 30,7%.

### Eau

Après une progression de 3,2% l'année précédente, la production de l'eau potable a ralenti de 2,9% en 2021. La défektivité et les pannes récurrentes des groupes motopompes des usines de captage d'eaux brutes, la dégradation de l'écosystème qui engendre l'ensablement de captage des usines par les rivières, le déversement des ordures et des déchets solides ont constitué les causes majeures de cette baisse de production. La consommation de l'eau potable, quant à elle, a fléchi de 0,2% en 2021, soit le même niveau de repli réalisé l'année dernière, suite aux pertes enregistrées lors de la distribution.

### Bâtiments et travaux publics

La valeur ajoutée des activités de la branche « Bâtiments et travaux publics » a fait un bond de 3,9%, après une baisse de 0,2% en 2020, enregistrant une contribution de 0,1 point

à la croissance économique. Ce bond a résulté de la reprise des travaux de certains projets d'aménagement des routes et de bâtiments divers, mises aux arrêts une année auparavant.

### Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire recouvre un vaste champ d'activités qui s'étend du commerce à l'administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale.

En 2021, ce secteur a enregistré un accroissement par rapport à l'année précédente, soit 5,9% venant de 0,2% en 2020. Sa contribution à la croissance s'est établie à 2,2 points contre 0,1 point une année plus tôt, soutenue notamment par le bon comportement des activités du commerce et de la télécommunication.

### Commerce

L'activité de commerce a retrouvé son dynamisme d'avant la crise de la Covid-19, consécutive à l'assouplissement des mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la pandémie. En effet, la valeur ajoutée de cette branche a enregistré une croissance de 4,1% en 2021, après un repli de 3,3% observé en 2020. Cette évolution a porté sa contribution à la croissance à 0,6 point contre un recul de 0,5 point, une année auparavant.

### Transports et Télécommunications

La valeur ajoutée de la branche « Transports et Télécommunications » s'est accrue de 10,4% en 2021 contre 10,0% l'année précédente, soit une contribution à la croissance de 1,3 point. Le bon comportement des activités de la sous branche télécommunication a été à la base de cette évolution.

### Transports

Les activités du secteur de transport présentent des évolutions divergentes en 2021, dans un contexte d'assouplissement des mesures prises par le gouvernement consistant à la levée des restrictions relatives à la mobilité des personnes et de leurs biens.

### Trafic des marchandises et des personnes

Après une hausse de 2,8% en 2020, les activités de transport des marchandises ont globalement progressé de 6,6% en 2021. En effet, ce service soutenu par le transport routier, a porté sur 11.603,2 tkm des marchandises, soit une progression de 6,9%. En revanche, les transports fluvial,

ferroviaire et aérien ont respectivement baissé de 2 %, 18,9 % et 7,1 %.

S'agissant du transport des voyageurs, ils ont cru à un rythme lent en 2021 comparativement à l'année précédente. Le nombre de voyageurs a augmenté de 1,0 % venant de 2,2 % une année avant, en relation principalement au fléchissement observé au niveau du transport ferroviaire et aérien. Quant aux transports routier et fluvial, ils se sont respectivement accrus de 8,7 % et 1,0 %.

### Manutention

Dans les principaux ports du pays, le volume total des marchandises manutentionnées a augmenté de 9,4 % en 2021 contre 7,0 % en 2020. Cette amélioration est principalement localisée dans le port de Matadi dont le volume des trafics a représenté 88,3 % du total des activités.

### Télécommunications

Les données du secteur de télécommunication ont indiqué une augmentation de 18,3 % des unités consommées en 2021 contre 4,3 % une année auparavant. Quant aux Short Message Service (SMS) ainsi que le Data mobile, ils se sont respectivement accrus de 9,0 % et 1,5 % d'une année à l'autre.

### Autres services hors Administration publique

Les «Autres services hors Administration publique» ont renseigné une lente reprise de leurs activités, après avoir été fortement frappés par la crise sanitaire. Cette situation est liée à la levée de certaines mesures prises pour lutter contre la Covid-19. En effet, cette branche a enregistré une hausse de sa valeur ajoutée de 3,7 % venant d'une contraction de 4,6 % l'année précédente. Sa contribution à la croissance est passée à 0,3 point, alors qu'elle venait d'un repli de 0,4 point en 2020.

### Services d'Administration publique

La valeur ajoutée des services d'administration publique a enregistré un accroissement de 2,0 % en 2021, venant d'une contraction de 5,9 % l'année précédente. Cette évolution a induit une contribution à la croissance de cette branche de 0,1 point contre une contraction de 0,2 point à l'année dernière.

## 1 | 1 | 2 Analyse de la demande globale

En 2021, l'évolution de la demande globale a été essentiellement tirée par la demande intérieure nette, grâce principalement au dynamisme des investissements du

secteur privé.

Tableau 1 | 1 | 1 Contributions des différentes composantes de la demande globale à la croissance économique

Composantes	2017	2018	2019 (p)	2020 (p)	2021 (e)
Demande intérieure	7,7	26,0	-5,9	5,7	28,9
Consommation	0,9	15,3	-4,1	-4,6	4,7
Consommation publique	-2,8	0,6	0,4	0,2	1,3
Consommation privée	3,8	14,7	-4,5	-4,8	3,4
Investissements bruts	6,8	10,7	-1,8	10,3	24,2
FBCF	6,8	10,7	-2,0	10,0	24,2
Secteur public	-0,9	0,0	0,4	0,1	0,6
Secteur privé	7,7	10,7	-2,4	9,9	23,6
Variation des stocks	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1
Demande extérieure nette	-4,0	-20,2	10,3	-4,0	-22,7
Exportations de biens et services	2,0	4,0	0,4	2,4	2,5
Exportations des biens	2,0	4,1	0,4	2,3	2,4
Produits miniers	1,9	4,1	0,3	2,5	2,7
Autres produits	0,1	0,0	0,1	-0,2	-0,3
Exportations des services	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1
Importations de biens et services	-6,0	-24,2	9,9	-6,3	-25,2
Importations des biens	-4,6	-22,3	7,7	-4,7	-21,1
Consommations	-0,4	-0,8	1,2	2,3	-3,3
Equipements	-1,9	0,0	2,8	1,1	-5,3
Intermédiaires	-2,3	-21,5	3,6	-8,2	-12,5
Importations des services	-1,4	-1,9	2,2	-1,6	-4,0
Produit Intérieur Brut	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2

Source : BCC d'après les résultats des tableaux de CESCEN.

### Demande intérieure

Sous l'impulsion essentiellement des investissements bruts, la demande intérieure a progressé de 22,9 % contre 4,6 % une année plus tôt. La contribution de la demande intérieure à la croissance est ressortie à 28,9 points contre 5,7 points en 2020.

En tant que composante déterminante de la demande intérieure, les investissements bruts ont globalement doublé augmentant de 49,7 % contre 26,0 % en 2020, en raison tant de l'exécution des projets rapportés que de ceux de l'exercice exécutés à bonne date. La contribution à la croissance est établie à 24,2 points. L'évolution des investissements bruts a été largement influencée par le raffermissement des investissements privés. Ces derniers ont enregistré une croissance de 51,8 % contre 27,3 % l'année précédente. La bonne tenue des investissements bruts est expliquée principalement par l'amélioration du niveau des investissements directs étrangers dans l'activité extractive dont l'aiguillon a été le relèvement des cours des produits miniers et hydrocarbures.

En ce qui concerne la consommation, après le repli de 5,5 % en 2020 portant la marque du "Grand confinement",

elle a augmenté de 6,1% créditant de 4,7 points sa contribution à la croissance. Elle a été principalement le fait de la consommation du secteur public. La consommation publique, quant à elle, s'est consolidée avec une variation de 21,7% venant de 4,1% en 2020. L'accroissement des dépenses courantes de 34,7%, pro-cyclique à l'évolution favorable des cours mondiaux des matières premières en constitue la cause.

### Demande extérieure nette

La demande extérieure nette s'est accélérée en 2021, créditée d'une croissance de 41,2% contre 17,2% l'année précédente. Il ressort de l'analyse que les exportations nettes ont reculé avec une contribution négative à la croissance de 22,7 points, à la suite d'une évolution plus rapide des importations par rapport aux exportations.

Les exportations de biens et services se sont quasiment maintenues en 2021, enregistrant un accroissement de 7,9% contre 8,0% en 2020, avec une contribution à la croissance économique de 2,5 points. L'accroissement des exportations est consécutif notamment à la vigueur de l'activité extractive, dans un contexte de consolidation de la demande mondiale. Les exportations des biens ont progressé de 7,8%, après 7,9% en 2020, tandis que celles des services de 15,4%, venant de 12,6% une année avant.

D'une variation de 12,0% en 2020, **les importations des biens et services** ont progressé de 43,6% en 2021, enregistrant une contribution à la croissance de 25,2 points. Cette évolution a résulté notamment du dynamisme observé tant dans les importations des biens que des services.

En effet, **les importations des biens** ont augmenté de 43,5% contre 10,6% en 2020 et celles des services de 44,1% contre 20,4% à l'année précédente.

### 2|2 Prix intérieurs

En 2021, le marché des biens et services a été marqué par la stabilité du rythme de formation des prix intérieurs contenu à 5,3% contre une cible annuelle de 7%. Cette évolution de l'inflation se démarque notablement de celle de 2020 clôturée à 15,7% et expliquée en grande partie par le financement monétaire du déficit public aux quatre premiers mois de l'année. L'augmentation de l'offre de monnaie qui en a résulté a exercé des pressions sur la demande globale, et partant sur le niveau général des prix.

L'analyse de l'inflation en 2021 est faite sous quatre angles d'attaque: l'état des déséquilibres et facteurs explicatifs de

l'inflation, l'état des anticipations d'inflation, l'évolution proprement dite de l'inflation en 2021, l'évolution des prix des produits pétroliers à l'inflation globale en raison de leurs effets structurants sur plusieurs prix.

### 2|2|1 Etat des déséquilibres et Facteurs explicatifs de l'évolution de l'inflation en 2021

L'inflation en RDC procède fréquemment d'un accroissement de la demande globale non compensé par celui correspondante de l'offre. Il est question dans ce cas de l'inflation de la demande provoquée soit par un excès d'offre de monnaie soit par une modification de l'emploi du revenu national.

Comme relevé ci-haut, le contexte mondial a été marqué en 2021 par le rebond de la demande entraînant la reprise de l'inflation comme renseigné ci-dessous:

Tableau I | 1 | 2 Évolution de l'inflation dans le monde et en RDC

Indicateurs	2018	2019	2020	2021
Inflation Monde	3,45 %	3,25 %	2,75 %	6,4 %
Inflation RDC	7,2 %	4,6 %	15,7 %	5,3 %

Source : FMI, Rapports sur les perspectives mondiales 2022 et rapports annuels de la BCC.

La comparaison de l'année 2021 à 2020 laisse apparaître une divergence des sentiers dans la trajectoire de l'inflation, à savoir, processus de désinflation dans le Monde et reprise de l'inflation en RDC en 2020. Reprise de l'inflation dans le Monde et processus de désinflation en RDC en 2021.

En effet, au cours de l'année 2020, contrairement à la baisse de l'inflation observée dans le monde englué dans la récession quasi généralisée, la RDC a été en proie à de fortes tensions sur le niveau général des prix. Ces tensions ont résulté de l'accélération de l'offre de monnaie imputable principalement au financement monétaire du déficit public au premier quadrimestre.

En 2021, conformément au respect du pacte de stabilité signé en Aout 2020, entre le Gouvernement et la Banque Centrale, proscrivant tout recours au financement monétaire du déficit public, le rythme de formation des liquidités intérieures a décéléré par rapport à l'année précédente. Il est passé de 51,2% à 38,02% d'une année à l'autre.

L'inflation en repli en 2021 par rapport à 2020 procéderait de ce différentiel de croissance monétaire de telle sorte que l'expansion de la demande réelle au cours de l'année sous analyse a été de 28,9% contre 5,7% précédemment.

S'agissant de l'inflation par les coûts, sa prévalence dans le monde a baissé en 2021 avec la levée des restrictions sanitaires. Cette mesure a induit le processus de normalisation des circuits d'approvisionnement et de production. Par ailleurs, le relèvement des cours de produits pétroliers et de denrées alimentaires n'a pas été très brutal pour justifier des augmentations substantielles des coûts à l'importation.

Enfin, l'incidence de l'inflation structurelle tenant des goulets d'étranglement et ruptures de charge a été marginale.

## 2 | 2 | 2 Etat des anticipations d'inflation

L'objectif à moyen terme de l'inflation adopté et annoncé par la Banque Centrale du Congo est de 7 % l'an. Assimilée à la cible annuelle de hausse du niveau général des prix, il constitue le point d'ancrage des anticipations de l'inflation.

L'ancrage des anticipations d'inflation en 2021 a été effectif au regard de la réalisation de l'inflation à 5,3 % en deçà de sa cible annuelle. Ce résultat a été rendu possible grâce à la fin du financement monétaire du déficit public conduisant au ralentissement de l'offre de monnaie.

Pour éviter à ce que cette évolution ne se traduise par une crispation du crédit bancaire, la Banque Centrale du Congo a mis en œuvre une politique d'assouplissement monétaire. Celle-ci a consisté à la fois en 4 révisions à la baisse du taux directeur et en l'augmentation de l'offre de refinancement.

Dans son rôle de surveillance des positions créditrices du Compte Général du Trésor et de ses sous-comptes, la Banque Centrale a consolidé l'ancrage des anticipations d'inflation nourries à l'époque par la persistance du financement monétaire du déficit public. La fin de la monétisation du déficit public a été le principal vecteur du processus de désenclavement des anticipations d'inflation selon la séquence suivante :

Financement monétaire du déficit public  $\Rightarrow$  augmentation de l'offre de monnaie  $\Rightarrow$  étant donné le caractère extraverti de l'économie congolaise, pressions sur le marché de change  $\Rightarrow$  dépréciation monétaire  $\Rightarrow$  inflation.

Les anticipations d'inflation découlaient de l'exploitation de l'information faisant état du maintien ou de la survenance du financement monétaire du déficit public. Le public avait pris l'habitude d'associer toute information sur l'expansion de la dépense publique à un écoulement monétaire.

Ainsi, trois informations étaient susceptibles d'enclencher les anticipations d'inflation :

- l'information avancée consistait aux évolutions passées sur le financement monétaire du trésor et ses effets sur le taux de change et les prix intérieurs ;
- l'information récente en rapport avec l'accélération de la dépense publique ;
- l'information actuelle confirmant la monétisation du déficit public.

La renonciation au financement monétaire du déficit public inscrite dans le pacte de stabilité et l'exécution effective de cette disposition ont permis de cristalliser progressivement le processus d'ancrage ou de domestication des anticipations sur l'objectif à terme de l'inflation fixé à 7 %.

## 2 | 2 | 3 Evolution proprement dite de l'inflation en 2021

Selon l'indice officiel calculé par l'Institut national des statistiques (INS), la variation globale de l'indice des prix à la consommation s'est établie à 5,28 % en 2021 contre 15,76 % et 4,59 % respectivement en 2020 et 2019.

Ce niveau d'inflation est sous contrôle est assimilé à la stabilité du niveau général des prix au regard de l'objectif à terme de la Banque Centrale du Congo fixée à 7,00 %. Le ralentissement du rythme de formation des prix intérieurs a résulté de l'observance du financement monétaire nul du déficit public et du renforcement de la coordination des politiques budgétaire et monétaire consécutivement à la poursuite de la mise en œuvre du pacte de stabilité signé en août 2020 entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 1 | 3 Évolution de l'inflation globale

	2017	2018	2019	2020	2021
Cible annuelle (a) *	40,00	7,00	7,00	7,00	7,00
Inflation annuelle moyenne (b)	34,23	30,85	4,75	10,99	9,40
Inflation en cumul annuel (c)	54,71	7,23	4,59	15,76	5,28
Écart (en points de pourcentage) (d) = (a) - (c)	-14,71	-0,23	2,41	-8,76	1,72

Source : Banque Centrale du Congo et l'Institut National de la Statistique.

(\* Ces cibles annuelles sont arrimées aux prévisions de l'inflation qui sous-tendent les lois des finances.

En rythme mensuel, en dépit de cette décélération de la progression globale des prix, il s'est observé des légères pressions au courant du quatrième trimestre de l'année 2021 liées principalement aux effets saisonniers de fin d'année. Ces légères tensions récurrentes sont transitoires et procèdent de la hausse de la demande des denrées alimentaires de première nécessité ainsi que de l'habillement.

Le taux d'inflation moyen mensuel s'est établi à 0,43% en 2021 contre 1,23% réalisé à la période correspondante de 2020.

Tableau I | 1 | 4 Évolution mensuelle de l'inflation de l'INS (en pourcentage)

	Taux mensuel 2021	Taux mensuel 2020	Taux en cumul annuel 2021	Taux en cumul annuel 2020
Janvier	0,37	0,51	0,37	0,51
Février	0,35	0,26	0,72	0,76
Mars	0,31	0,88	1,03	1,65
Avril	0,47	2,2	1,5	3,89
Mai	0,43	2,3	1,94	6,28
Juin	0,38	2,55	2,33	8,99
Juillet	0,42	2,95	2,76	12,2
Août	0,31	1,26	3,08	13,61
Septembre	0,3	0,29	3,39	13,95
Octobre	0,38	0,46	3,78	14,47
Novembre	0,54	0,34	4,35	14,86
Décembre	0,9	0,78	5,28	15,76

Source : Banque Centrale du Congo et l'Institut National de la Statistique.

### Encadré I | 1 Accélération de l'inflation dans le monde et décélération en RDC en 2021, quid ?

L'inflation mondiale s'est nettement accélérée en 2021. D'une moyenne annuelle de 3,2%, entre 2016 et 2020, elle s'est hissée à 4,7% en 2021. Le différentiel entre l'inflation de 2021 et la moyenne d'inflation de cinq années précédentes est de 1,5 point, soit 47% de l'inflation moyenne entre 2016 et 2020. La principale explication de l'envolée de l'inflation en 2021 est le rebond quasi mécanique de la demande dont les causes sont connues : la levée de l'essentiel des restrictions sanitaires, le rappel des investissements et consommations non réalisés en 2020 du fait des confinements et fermetures des frontières, le maintien de soutiens budgétaires et monétaires...

Le ferment de l'inflation de la demande s'étend aussi aux variations infinitésimales de l'offre de monnaie résultant de la mise en œuvre sur plus d'une dizaine d'années des politiques non conventionnelles d'accommodation monétaire. En effet, qu'en est-il au juste des opérations de crédit dénouées à partir des achats massifs des titres par les Banques centrales des économies avancées ?

Si la reprise de l'activité d'octroi des crédits est progressive dans le chef des banques disposant des réserves excédentaires nées des opérations d'achats des titres par les Banques centrales, alors la création monétaire est effective aussi. Si l'offre de monnaie augmente du fait des crédits octroyés, le risque d'inflation serait réduit si et seulement si les crédits octroyés sont remboursés à 100%. S'il existe des cas de non remboursement de crédits, alors la création monétaire devient définitive et son potentiel inflationniste certain.

A la cause principale tenant à l'inflation de la demande s'ajoute celle de l'inflation par les coûts ou d'offre. Elle résulte essentiellement des effets d'hystérèse liés aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et de production occasionnées par les restrictions sanitaires. En effet, l'hystérèse s'entend comme un phénomène dont l'effet persiste alors que sa cause matérialisée dans ce cas précis par les restrictions sanitaires a disparu du fait de la levée de ces dernières. L'inflation par les coûts était ainsi globalement domptée.

Il ne demeure pas moins que le rebond de la demande en 2021 a induit une inflation non inhibitrice de la croissance et compatible avec une baisse de chômage. Ce qui vérifie de la sorte l'insubmersible Courbe de Phillips, à savoir l'inflation, pour autant qu'elle soit sous contrôle, donc prévisible et stable, s'accompagne de croissance et de moins de chômage.

En RDC, l'inflation est passée, d'une année à l'autre, de 15,7% à 5,3%, d'où une division quasiment par trois. Est-ce une évolution à contre-courant de la tendance générale ou une évolution normale ? Il importe d'abord de relever que tant pour l'économie internationale que pour l'économie nationale, la demande intérieure a augmenté. Mais les réponses à l'effet d'augmentation de la demande sont apparemment divergentes par rapport à l'année précédente : alors que l'inflation dans le monde a augmenté, celle de la RDC a reculé.

En réalité, la nature de l'inflation parallèlement aux points de départ n'était pas la même.

Pour la RDC, l'inflation au cours de 7 premiers mois de l'année 2020 s'est élevée en cumul à 12,2%, soit 1,7% en moyenne par mois. Elle a résulté, en ordre d'importance, des faits ci-après: le financement monétaire du déficit public aux quatre premiers mois de l'année (choc de demande d'origine monétaire), les mesures d'isolement de la ville de Kinshasa du reste de la République et les mesures de confinement (choc net négatif d'offre), la fermeture des frontières par certains voisins et la suspension des vols internationaux (chocs nets négatifs d'offre).

La renonciation au financement monétaire du déficit

public a permis de ramener l'inflation à 3,2% aux cinq derniers mois de l'année, soit 0,64% en moyenne mensuelle. Cette politique d'absence d'avances de la Banque Centrale du Congo au Trésor a continué en 2021 et a expliqué, en dépit du rebond de la demande réelle au plan international et au plan interne, le recul de l'inflation en RDC. Sur le plan international, si l'hypothèse d'effets inflationnistes par doses infinitésimales des politiques non conventionnelles est validée, il ne reste pas moins vrai que la composante "monétaire" de la hausse du niveau général des prix au sein des économies avancées est très marginale.

## 2 | 2 | 4 Evolution des prix des carburants

En 2021, le taux de change et le volume en mètre cube mis en consommation sont demeurés quasiment stable, au regard du seuil de fluctuation requis de 5%, depuis la dernière révision des prix à la pompe intervenue au mois d'août 2020. Par contre, le Prix Moyen Frontière Commercial (PMFC) a connu des mouvements haussiers au-delà du seuil.

Sur le marché international, le prix en dollars du baril de pétrole brut (Brent) s'est accru de 63,5% en 2021 après un repli de 32,4% une année auparavant, s'établissant en moyenne à 70,8 dollars. Cependant, après deux modifications intervenues durant l'année 2020, suite à la baisse sensible du Prix Moyen Frontière Commercial (PMFC), l'année 2021 n'a enregistré qu'une seule modification des prix de carburant à la pompe.

Par rapport à la dernière modification du 12 août 2020, les prix des carburants à la pompe se sont présentés comme suit:

- (i) à l'Ouest, le prix du litre d'essence, du pétrole et de gasoil n'a pas augmenté par rapport à la dernière modification du 12 août 2020, s'établissant respectivement à 1.995 FC, 1.430 FC et 1.985 FC;
- (ii) au Sud, le prix du litre d'essence est passé de 1.820 FC à 2.100 FC, celui de pétrole de 1.700 FC à 1.870 FC et celui de gasoil de 1.920 FC à 2.260 FC;
- (iii) à l'Est, le prix du litre d'essence avait progressé de 1.950 FC à 2.150 FC, celui de pétrole de 1.630 FC à 1.860 FC et celui de gasoil de 1.970 FC à 2.110 FC.

Tableau I | 1 | 5 Évolution de la structure des prix des produits pétroliers  
(en CDF le litre)

Date de révision des prix	ESSENCE				PETROLE				GASOIL				FUEL OIL		GPI GAZ		JET A1	
	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	OUEST	OUEST	EST	SUD	
2013																		
30 janvier	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	730,9	1 100,0	-	-	-	
06 février	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	730,9	1 100,0	-	-	-	
18 avril	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	887,3	1 100,0	-	-	-	
09 août	1 400,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 390,0	1 570,0	1 630,0	-	683,7	1 100,0	-	-	-	
20 novembre	1 400,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 390,0	1 570,0	1 630,0	-	683,7	1 100,0	-	-	-	
2014																		
11 juillet	1 475,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 465,0	1 570,0	1 630,0	-	751,0	1 100,0	-	-	-	
01 septembre	1 525,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 515,0	1 570,0	1 630,0	-	687,0	1 100,0	-	-	-	
2015																		
26 janvier	1 440,0	1 500,0	1 440,0	-	1 100,0	1 350,0	1 400,0	-	1 430,0	1 480,0	1 430,0	-	466,1	1 050,0	-	-	-	
2016																		
29 août	1 490,0	1 500,0	1 440,0	-	1 150,0	1 350,0	1 400,0	-	1 480,0	1 480,0	1 430,0	-	466,1	1 050,0	-	-	-	
30 août	1 540,0	1 320,0	1 280,0	-	1 200,0	1 180,0	1 140,0	-	1 530,0	1 330,0	1 270,0	-	461,6	1 150,0	-	-	-	
2017																		
25 février	1 615,0	1 380,0	1 340,0	-	1 250,0	1 230,0	1 200,0	-	1 605,0	1 390,0	1 330,0	-	659,6	1 200,0	-	-	-	
10 mars	1 650,0	1 380,0	1 340,0	-	1 285,0	1 230,0	1 200,0	-	1 640,0	1 390,0	1 330,0	-	659,0	1 200,0	-	-	-	
08 juin	1 730,0	1 420,0	1 400,0	-	1 340,0	1 260,0	1 255,0	-	1 720,0	1 430,0	1 390,0	-	703,9	1 250,0	-	-	-	
2018																		
26 janvier	1 810,0	1 450,0	1 415,0	-	1 400,0	1 290,0	1 260,0	-	1 800,0	1 460,0	1 395,0	-	705,1	1 300,0	-	-	-	
19 mars	1 890,0	1 510,0	1 485,0	-	1 465,0	1 350,0	1 320,0	-	1 880,0	1 520,0	1 465,0	-	706,2	1 350,0	-	-	-	
29 avril	1 980,0	1 580,0	1 555,0	-	1 535,0	1 410,0	1 380,0	-	1 970,0	1 590,0	1 530,0	-	706,2	1 350,0	-	-	-	
30 septembre	2 110,0	1 790,0	1 750,0	-	1 665,0	1 640,0	1 540,0	-	2 100,0	1 800,0	1 740,0	-	885,3	1 400,0	-	-	-	
18 novembre	2 240,0	1 810,0	1 760,0	-	1 795,0	1 660,0	1 550,0	-	2 230,0	1 820,0	1 750,0	-	1 014,0	1 450,0	-	-	-	
2020																		
07 mai	1 995,0	1 500,0	1 390,0	-	1 420,0	1 400,0	1 300,0	-	1 985,0	1 540,0	1 450,0	-	1 091,2	2 824,6	-	-	-	
12 août	1 995,0	1 950,0	1 820,0	1 800,0	1 430,0	1 630,0	1 700,0	1 500,0	1 985,0	1 970,0	1 920,0	1 850,0	1 148,7	3 242,4	1 519,62	1 991,3	2 052,1	
2021																		
28 juillet	1 995,0	2 150,0	2 100,0	1 880,0	1 430,0	1 860,0	1 870,0	1 550,0	1 985,0	2 110,0	2 260,0	1 900,0	1 301,9	3 242,4	1 575,4	2 416,1	2 272,2	

Source : Banque Centrale du Congo.

### 3 | 3 Développement humain et durable

L'indice du développement humain et les objectifs du développement durable comptent actuellement parmi les indicateurs d'appréciation du développement en tant que phénomène multidimensionnel et global.

#### 3 | 3 | 1 Indice de développement humain (IDH)

Dans sa nouvelle édition sur le développement humain dans le monde 2021-2022, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), s'est alarmé pour la première fois depuis sa création, il y a 30 ans, du recul sur deux années de suite de l'IDH, soit en 2020 et 2021.

D'après ce rapport, à l'échelle mondiale, plus de 90 % des pays ont enregistré une baisse de leur IDH, faisant retomber

le niveau de développement humain à ses niveaux de 2016. Cette contreperformance met en difficulté le progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

S'agissant de la RDC, en 2021, la valeur de son IDH s'est établie à 0,479. Ce niveau maintient le pays dans la catégorie « développement humain faible » et le place au 179<sup>ème</sup> place venant de la 175<sup>ème</sup> en 2020.

Il ressort des composantes de l'IDH que l'espérance de vie à la naissance des congolais a baissé de 1,5 année comparativement à 2020, alors que la durée moyenne de scolarisation et la durée attendue de scolarisation ont faiblement augmenté de 0,2 et 0,1 année. Le RNB par habitant de la RDC a faiblement progressé de 1,2 % entre 2020 et 2021.

Tableau I | 1 | 6 IDH de la RDC et ses composantes

	Valeur de l'IDH	Espérance de vie à la naissance (années)	Durée attendue de scolarisation (années)	Durée moyenne de scolarisation (années)	R.N.8/Habitant (\$ de 2017 PPA)
Développement humain très élevé	0,896	78,5	16,5	12,3	43752
Développement humain élevé	0,754	74,7	14,2	8,3	15167
Développement humain moyen	0,636	67,4	11,9	6,9	6353
Développement humain faible	0,518	61,3	9,5	4,9	3009
Afrique subsaharienne	0,547	60,1	10,3	6,0	3699
RDC	0,479	59,2	9,8	7,0	1076

Source : Rapport sur le développement humain 2021/2022.

En dépit de la baisse enregistrée en 2021, l'IDH de la RDC s'est beaucoup amélioré comparé à l'année 1990, passant de 0,369 à 0,479, soit un accroissement de 29,8 %. Toutefois, cette amélioration est marquée par le maintien de la RDC sous la barre de 0,636, seuil du développement moyen.

Ainsi, ce rapport suggère de se concentrer sur trois axes principaux, à savoir : (i) les investissements notamment dans les énergies renouvelables, (ii) la préparation aux futures pandémies en vue d'absorber les chocs et (iii) les innovations pour renforcer les capacités à faire face aux prochaines crises.

### 3 | 3 | 2 Développement durable

Six années après l'adoption des objectifs de développement durable « ODD » par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies, le progrès de la RDC vers la réalisation de ces objectifs n'est toujours pas sur une bonne trajectoire. Ces objectifs qui concernent notamment l'éradication de la pauvreté et la faim, la protection de la planète et un accès équitable pour tous à une éducation de qualité, aux soins de santé et à la protection sociale, ont été poursuivis dans un contexte caractérisé en 2021 par la crise sanitaire de la Covid-19.

En effet, en dépit des efforts d'amélioration bien que modérés dans certains domaines, la RDC a été, comme le reste du monde, perturbée dans la mise en œuvre de nombreux ODD par la survenance du Covid-19. Ces progrès ont globalement concerné des investissements dans les services publics de base, notamment la gratuité de l'enseignement.

Ainsi, le rapport national sur la mise en œuvre des ODD reprend les principaux piliers de développement durable pour la RDC de manière suivante :

#### • Sur le plan social

En dépit de la diminution récente de l'incidence de la pauvreté, l'extrême pauvreté demeure une préoccupation fondamentale en RDC. Elle touche plus de 74,68 % de la population au seuil 1,9 USD/jour et éloigne de plus en plus le pays de la bonne voie d'éliminer l'extrême pauvreté.

La pandémie du Covid-19 n'a fait qu'accentuer la sous-alimentation en RDC déjà exposée aux problèmes d'insécurité alimentaire. En effet, plus de 65,5 % des congolais vivent dans une insécurité alimentaire modérée à sévère et 43,7 % sont dans une insécurité alimentaire sévère. La mortalité maternelle quant à elle demeure très élevée et de très loin supérieure à la cible mondiale de 70 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes d'ici 2030.

L'engagement de l'Etat de rendre effective la gratuité de l'enseignement de base, permettra de récupérer un nombre important d'enfants non scolarisés ou ayant quitté le système à cause du coût d'accès à l'éducation. Cette réforme permettra également d'accroître sensiblement le ratio élèves/enseignant au-delà des seuils requis.

#### • Sur le plan économique

Bien qu'en deçà de la cible de 7,0 % fixée par l'agenda 2030, l'économie congolaise a connu en 2021, une croissance du PIB réel soutenue. Venant d'un ralentissement de 1,7 % en 2020, le taux de croissance atteint 6,2 %. Toutefois, en termes de développements humains, cette croissance n'est pas remarquable et la majorité de la population congolaise n'en tire pleinement pas profit.

Ce rapport indique une augmentation permanente des inégalités en RDC, amplifiées par la Covid-19. Le coefficient de Gini durant cette période est établi à 0,51 alors qu'il était à 0,42 en 2005, en dépit d'une légère diminution observée en 2014.

#### • Sur le plan environnemental

Le bassin du fleuve Congo est l'une des dernières régions du monde à absorber plus de carbone qu'elle n'en émet. En 2021, la RDC a été déclarée par ses autorités d'être le pays solution dans la lutte contre les changements climatiques. Cependant, il reste confronté à plusieurs problèmes environnementaux avec des conséquences qui sont bien réelles.

Toutefois, sur les questions relatives à la conservation de l'environnement, la RDC a réitéré son engagement de faire de la lutte contre le changement climatique et de sauvegarde de la biodiversité ses préoccupations majeures. Dans ce cadre, lors de ses différentes sorties, le Gouvernement

congolais n'a cessé de mettre un accent sur le rôle que joue la biodiversité congolaise dans l'équilibre climatique mondial. A cet effet, les autorités ont émis le vœu de voir tous les efforts consentis par la RDC dans le cadre de ladite conservation être compensés.

### Encadré 1 | 2 Diagnostic des Objectifs de Développement Durable (ODD) en République Démocratique du Congo<sup>2</sup>

L'Agenda 2030, adopté en 2015 a permis de mettre en place un programme ambitieux qui va au-delà des OMD. Outre les priorités de développement considérées dans les OMD, notamment l'élimination de la pauvreté, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'Agenda 2030 est un vaste éventail d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux (ONU, 2015). Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) qui en constituent la trame, assortis de 169 cibles, adossées sur 232 indicateurs, sont intégrées, indissociables et concilient les trois dimensions du développement durable: économique, sociale et environnementale.

Il ne fait aucun doute que l'adoption des ODD a un impact sur les politiques publiques des pays. Héritée de la mise en œuvre des OMD, la planification actuelle ne convient pas pour analyser et élucider les effets dynamiques des interdépendances entre les ODD. En effet, les 17 ODD sont décrits comme intégrés (Nations Unies 2015). Cela implique que les ODD et l'efficacité des politiques visant à les atteindre dépendent les uns des autres. Les efforts de mise en œuvre qui isolent les ODD un par un et négligent ces interdépendances systémiques peuvent difficilement porter des fruits. Ainsi, pour Le Blanc, D. (2015), les objectifs et cibles proposés peuvent être considérés comme un réseau, dans lequel des liens entre les ODD existent via des cibles qui se réfèrent à plusieurs ODD. De ce fait, décrire la trajectoire dans la mise en œuvre des ODD suppose une compréhension de la manière dont les 17 ODD peuvent être opérationnalisés. Chose qui n'est toujours pas évidente. Néanmoins, des travaux récents ont essayé d'identifier des domaines ou un certain nombre de question transversale dans la mise en œuvre des ODD.

Schmidt-Traub, G. (2015), dans son estimation des besoins d'investissement pour l'atteinte des ODD, a proposé un cadre analytique pour l'évaluation des besoins en

investissement qui traduit les 17 ODD en huit domaines distincts. Sachs, J. et *al.* (2019) ont, quant à eux, introduit six domaines de transformation dans la mise en œuvre des ODD: (i) éducation, genre et inégalité; (ii) santé, bien-être et démographie; (iii) décarbonisation de l'énergie et industrie durable; (iv) alimentation, terre, eau et océans durables; (v) villes et collectivités durables; et (vi) révolution numérique pour le développement durable. Chaque transformation identifie les investissements prioritaires et les défis, appelant à des actions par des parties bien définies. Mais ces travaux précurseurs, bien qu'innovants ne montrent pas clairement comment les ODD peuvent être opérationnalisés dans les politiques et stratégies publiques.

Dans cette même perspective, le Millenium Institute a mis en place un modèle intégré pour les stratégies pro-ODD (iSDG). Ce modèle permet aux décideurs et aux responsables de la planification de comprendre l'interdépendance des politiques conçues pour atteindre les ODD et de tester leurs impacts probables avant de les adopter (Collste, D. and al., 2017). Dans la même ligné, El-Maghrabi, M. et *al.* (2018) présente une méthodologie qui peut aider les décideurs politiques à hiérarchiser les cibles des ODD dans leurs plans de développement, compte tenu des indépendances entre eux.

Chaque pays doit mettre en place un mécanisme propre de mise en œuvre des ODD, compte tenu de son contexte et niveau de développement.

La République Démocratique du Congo (RDC), étant partie prenante de ce nouvel Agenda, met en œuvre les ODD depuis 2015.

Pour la RDC, il en ressort que le pays a enregistré des performances ou est surperformant en ce qui concerne, notamment l'ODD 4 sur l'éducation. Les progrès hérités des OMD y sont pour quelque chose. Bien que n'ayant pas atteint tous les OMD, la RDC avait enregistré des bonnes performances dans l'accès à tous à l'éducation. Toutefois, en comparaison aux pays similaires (revenus faibles et post-conflits) ces performances sont à nuancer, étant donné que certains pays ont des résultats très meilleurs. Par ailleurs, un travail supplémentaire est requis

<sup>2</sup> Larges extraits du rapport du Coordonnateur National, Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD)

pour améliorer davantage la qualité de l'éducation. Il en est de même de l'ODD 7 sur l'accès à l'énergie par tous. 30 % des congolais ont accès à l'électricité. Comparativement à son niveau du RNB par habitant cela peut être considéré comme une performance mais le niveau reste relativement bas au niveau africain de 45 %. Aussi, au regard des atouts que dispose les pays en termes des sources d'énergie, ces performances s'avèrent non conformes. Les baisses récentes de la mortalités maternelles et infantiles ainsi que l'élargissement de la vaccination seraient à la base de la performance en matière de la santé (ODD 3). Les performances en matières de la lutte contre les inégalités (ODD 10) méritent aussi d'être indiquées. En effet, le pays enregistre une hausse rapide des revenus des 40 % les plus pauvres par rapport au reste de la population.

Hormis ces quelques performances, la RDC accuse une contre-performance dans 9 Ojectifs du développement durable sur les 17. Il s'agit de l'ODD 1 sur la pauvreté, qui du reste est multidimensionnelle, de l'ODD 5 sur l'égalité entre les sexes (par exemple, moins de 15 % de députés et sénateurs sont des femmes), de l'ODD 6 sur l'accès à l'eau potable, de l'ODD 8 sur l'emploi et la croissance économique, de l'ODD 11 sur les villes et communautés durables, de l'ODD 12 sur la consommation et production durable, de l'ODD 13 sur la lutte contre les changements climatiques, de l'ODD 14 sur les écosystèmes

marins, et l'ODD 16 sur la paix, justice et institutions efficaces (le pays est en proie des conflits depuis plus de deux décennies).

De ce qui précède, il ressort globalement que les performances de la RDC en matière des ODD sont mitigées. Le pays devra mettre en place des mesures accélératrices et correctrices pour espérer atteindre les ODD à l'horizon 2030. Les projections établies montrent qu'au rythme actuel de progrès, la RDC enregistrera des sous-performances dans plusieurs ODD<sup>3</sup>. Des progrès peuvent être enregistrés, liés essentiellement à l'évolution du RNB per capita. Mais ils restent insuffisants pour réaliser les ambitions et sont inférieurs aux niveaux requis au regard du RNB per capita projeté.

Ces contreperformances sont en grande partie dues à un faible niveau initial des ODD. Pour la plupart d'indicateurs, cela signifie que la réalisation des ambitions mondiales nécessiterait une rupture du schéma actuel, en agissant notamment pour accélérer la croissance, au-delà de ce qui est projeté ou une augmentation significative du soutien extérieur.

<sup>3</sup> Les projections ne sont pas établies pour l'ODD 14, 15 et 17, ayant des  $R^2 < 0,1$ .



## 2 | Finances publiques

La croissance de l'économie nationale s'est accélérée en 2021, après la contraction de l'activité en 2020 sur fond des mesures de restrictions prises pour lutter contre la pandémie de Covid-19.

Cette reprise a été rendue possible notamment par la mise en place des dispositifs budgétaire et monétaire dans le cadre de la coordination des politiques publiques. A cela s'ajoute le bon comportement des cours des produits miniers et énergétiques au niveau mondial.

Le Gouvernement s'est vu obligé, en cours d'exercice, de procéder à un collectif budgétaire pour des raisons de crédibilité au regard de l'évolution favorable de l'activité économique. Cette révision des hypothèses a également pris en compte les engagements pris par le Gouvernement dans le cadre du Programme triennal conclu avec le FMI, au plan de la taille du Gouvernement et des actions prioritaires étalées qui couvrent la période 2021-2023.

A cet effet, la Loi de finances rectificative de l'exercice 2021 a fixé les recettes et les dépenses, en équilibre, à 16.621,6 milliards de CDF, équivalant à 8,3 milliards d' USD, dégageant ainsi un taux d'accroissement de 13,7% par rapport au budget initial chiffré à 14.620,5 milliards de CDF.

Parmi les mesures d'accompagnement fiscales et non fiscales du budget de l'État figurent notamment l'intensification de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi que le coulage des recettes dans différents postes de perception.

Les réalisations de la situation intégrée des opérations financières des administrations publiques en 2021 établissent le niveau des recettes à 13.877,5 milliards de CDF, soit 12,6% du PIB en 2021 contre 9,4% une année auparavant. La pression fiscale s'est située autour de 8,5% contre 6,2% une année plus tôt.

Du côté des dépenses publiques, l'enveloppe prévue pour l'année a été exécutée à hauteur de 14.107,0 milliards de CDF. Comparativement à l'exercice 2020, il s'observe une progression de 49,7%.

En conséquence, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit de 229,5 milliards de CDF, soit -0,019% du PIB contre -0,85% en 2020. Ce gap de financement a été entièrement couvert par des financements

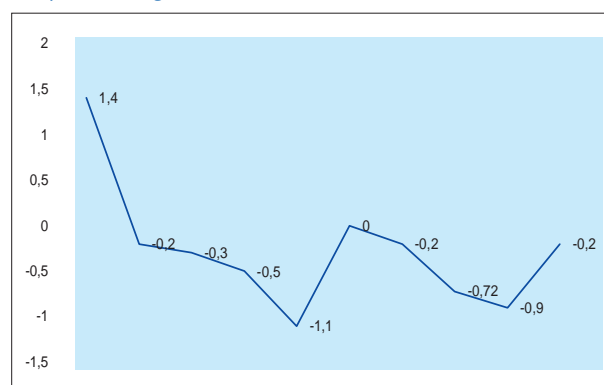
sains, notamment les marges antérieures de trésorerie, les produits des bons du trésor et les appuis budgétaires.

### 2 | 1 Operations du cadre budgétaire

Le budget 2021 a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement constitué de 15 piliers, 62 axes et 342 actions regroupés en quatre secteurs, pour lequel il a été investi par le Parlement en date du 26 avril 2021. A cet effet, les politiques publiques mises en œuvre se sont inscrites dans la poursuite de la hausse des dépenses à caractère social pour assurer le bien-être de la population et de l'amélioration des conditions sécuritaires.

Concernant l'exécution des opérations du cadre budgétaire, elles se sont clôturées par un déficit de 229,5 milliards de CDF contre celui de 788,6 milliards une année auparavant. Exprimé en pourcentage du PIB, ce déficit a représenté 0,2% contre celui de 0,9% en 2020. Avec la signature du Pacte de stabilité intervenue en août 2020, ce gap a été entièrement couvert par des financements sains.

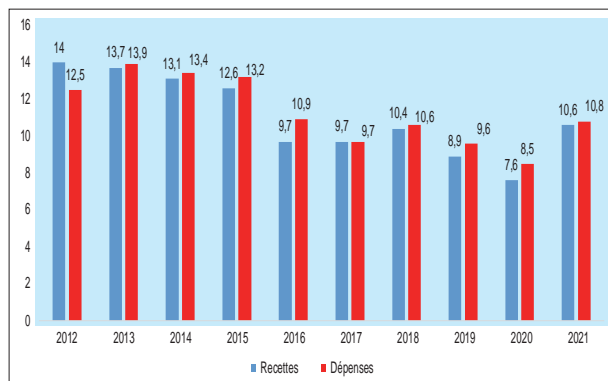
Graphique I | 2 | 1 Évolution du solde budgétaire (en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

En infra-annuel, la stratégie de couverture des déficits de trésorerie consistait en l'utilisation des marges de trésorerie constituées, impulsées par l'effort de mobilisation des recettes, à la suite de la signature des contrats de performance avec les régies financières.

Graphique I|2|2 Évolution des opérations du cadre budgétaire  
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

## 2|1|1 Recettes publiques

Les ressources mobilisées dans le cadre budgétaire se sont établies à 11.635,5 milliards de CDF sur une projection annuelle de 15.181,4 milliards. Rapprochées aux recettes mobilisées en 2020, il s'observe une hausse de 34,7%. Cette progression est expliquée principalement par l'application des mesures d'accompagnement de la loi de finances rectificative, sur fond du programme triennal conclu avec le FMI, et l'engagement sans précédent des services mobilisateurs. Exprimées en ratio du PIB, ces rentrées de l'Etat ont représenté 10,6% contre 7,6% en 2020.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, la structure des recettes reste dominée par la part des recettes fiscales, suivie des recettes non fiscales et recettes exceptionnelles dont les contributions respectives ont été de 68,2%, 16,2% et 15,7%.

Tableau I|2|1 Structure des recettes publiques  
(en pourcentage du total des recettes)

	2017	2018	2019	2020	2021
1. Recettes fiscales	68,5	70,5	77,5	66,5	68,2
Recettes des impôts sur le commerce					
Extérieur	18,1	17,0	20,3	16,8	16,4
<sup>1</sup> Recettes des impôts sur les revenus	26,9	32,7	33,1	25,4	29,4
<sup>1</sup> Recettes des impôts sur les biens et services	22,5	19,7	22,5	22,1	20,7
<sup>1</sup> Autres recettes fiscales	1,1	1,2	1,6	2,2	1,7
2. Recettes non fiscales	16,8	18,7	19,7	14,9	16,2
3. Recettes exceptionnelles	14,7	10,7	2,8	18,6	15,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

## Recettes courantes

Les régies financières ont collecté 11.635,5 milliards de CDF au titre des recettes courantes, alors que les prévisions budgétaires tablaient sur un montant de 10.736,8 milliards. Cette plus-value a été réalisée sur fond de l'embellie des cours des matières premières, associée au renforcement des dispositifs de contrôle internes par la canalisation maximale des ressources publiques.

Rapportées au PIB, les recettes courantes, constituées des recettes fiscales et non fiscales, ont représenté 10,6% contre 7,6% en 2020. Ces deux composantes ont contribué chacune à hauteur de 9.403,8 milliards de CDF et 2.231,6 milliards.

Du côté des recettes fiscales, hormis la rubrique «autres recettes fiscales» qui a dégagé une contreperformance, les autres principaux postes de cette catégorie des recettes ont réalisé des plus-values. Il s'agit des recettes des impôts provenant du commerce extérieur, celles tirées sur les revenus ainsi que celles grevées sur les biens et services ayant enregistré des dépassements respectifs de 1,4%, 29,1% et 11,1% dans le même ordre.

De même, les recettes non fiscales ont enregistré une plus-value de 13,6% par rapport aux prévisions budgétaires. Cette performance s'explique principalement par l'opérationnalisation du logiciel de gestion des recettes, en dépit de la réduction sensible de la nomenclature des taxes, afin de contribuer à l'amélioration du climat des affaires.

## Recettes fiscales

### Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les transactions au niveau du commerce extérieur ont rapporté 2.260,5 milliards de CDF contre 1.448,7 milliards en 2020. Exprimées en ratio de PIB, ces recettes ont représenté 2,1% contre 1,6% une année plus tôt. Cette situation s'explique principalement par les prévisions minimalistes des droits d'entrée.

A cet effet, les recettes perçues au titre de droits d'entrée ont rapporté 2.177,4 milliards de CDF, dégageant ainsi un accroissement substantiel de 52,0% d'une année à l'autre.

En outre, les droits de sortie ont progressé de 465,3% par rapport à la situation de 2020, se situant à 83,1 milliards de CDF.

### Recettes des impôts sur les revenus

Les assiettes de ces impôts sont constituées des traitements et salaires des personnes physiques ainsi que des bénéficiaires des sociétés et des entreprises, les recettes des impôts sur les revenus ont presque doublé par rapport à l'exercice précédent. Elles sont passées de 2.192,9 milliards de CDF à 4.053,3 milliards.

Ces réalisations ont procédé notamment de l'application de mesures suivantes: (i) l'imposition de la première tranche de revenus au taux de 3% en matière d'impôt professionnel sur les rémunérations au lieu de 0% et (ii) la fixation de l'échéance de souscription de la déclaration de l'impôt sur les bénéficiaires et profits à charge des Petites Entreprises ainsi que du paiement de l'acompte de 60% de l'impôt y afférent au 31 janvier de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus et celle du versement du solde de 40%, au moyen d'un bordereau, au 30 avril de l'année.

Au niveau de l'impôt sur les revenus à charge des personnes physiques, il a été enregistré un import de 1.809,7 milliards de CDF contre 1.474,3 milliards en 2020.

Bien plus, les prélèvements sur les revenus des sociétés et entreprises ont atteint 2.243,6 milliards sur une projection annuelle de 2.000,5 milliards.

### Recettes des impôts sur les biens et services<sup>1</sup>

Les recettes tirées des impôts sur les biens et services ont été mobilisées au-delà des prévisions budgétaires. En effet, sur un montant attendu de 2.575,7 milliards de CDF, ces recettes se sont chiffrées à 2.860,5 milliards, en progression de 50,1% par rapport à leur niveau de l'exercice 2020.

Deux mesures phares ont impulsé cette mobilisation, à savoir: (i) la consolidation de la réforme de la TVA sur le plan opérationnel, à travers le renforcement des contrôles inopinés et le déploiement des dispositifs électroniques fiscaux pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis ainsi que (ii) la mise en œuvre de la télé-déclaration au niveau de la Direction des Grandes Entreprises.

Outre les rubriques «TVA à l'intérieur» et «Droits de consommation» qui ont contribué à concurrence de 63,0% et 27,2% dans le total, les apports des rubriques «sociétés pétrolières» et «impôts sur le véhicule», ont été faibles, soit 2,6% et 7,1%

<sup>1</sup> Comprendent les ressources tirées des impôts et droits perçus sur la consommation, le chiffre d'affaires, les véhicules ainsi que la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières appelée marge distribuable.

### Autres recettes fiscales<sup>2</sup>

Sur les cinq lignes prévues, seules trois sont opérationnelles, à savoir: (i) impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés à charge des employeurs, (ii) les pétroliers producteurs et (iii) les divers encaissements en faveur du Trésor public.

Ainsi, sur un montant prévisionnel de 345,6 milliards de CDF, il a été recouvré 229,6 milliards. A l'instar de l'exercice précédent où aucun paiement n'a été enregistré pour compte des pétroliers, les statistiques renseignent que la rubrique «impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés à charge des employés» a encaissé quasiment la totalité des ressources mobilisées, soit 229,1 milliards de CDF. L'apport de la rubrique «divers» a été marginal, soit 0,5 milliard de CDF.

### Recettes non fiscales<sup>3</sup>

Les recettes non fiscales se sont chiffrées à 2.231,6 milliards contre une programmation de 1.963,8 milliards de CDF. Comparativement à l'année 2020, les recettes réalisées correspondent à une amélioration de 73,4%. Rapportées au PIB, elles ont représenté 2,0% en 2021 contre 1,4% une année auparavant.

Leur structure reste dominée par le volume des recettes administratives, judiciaires et domaniales chiffrées à 1.893,0 milliards de CDF, représentant 84,8% de l'ensemble des ressources mobilisées.

Les contributions des rubriques «portefeuille» et «royalties» ont représenté respectivement 11,1% et 4,0% du total.

### Recettes exceptionnelles<sup>4</sup>

Outre les ressources tirées des émissions des titres publics sur le marché intérieur, les recettes exceptionnelles se sont chiffrées à 2.242,0 milliards de CDF dont 2.039,9 milliards des dons projets et 202,1 milliards au titre des prêts projets. Comparativement à l'exercice 2020, il se dégage un accroissement de 39,3%.

<sup>2</sup> Regroupent les impôts sur la propriété immobilière, les impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés à charge des employeurs et les fonds spéciaux.

<sup>3</sup> Sont celles provenant de la parafiscalité, des recettes de portefeuille, administratives, domaniales et judiciaires.

<sup>4</sup> Sont comptabilisées au niveau des opérations à financement extérieur spécifique.

## 2 | 1 | 2 Dépenses publiques

En phase avec le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG), l'exécution des dépenses publiques s'est inscrite dans la logique de la Lettre d'Orientation Budgétaire du Gouvernement. Ce dernier s'est engagé à opérer des ajustements en cas de besoin, en s'imposant une gestion rationnelle et efficace des dépenses publiques, dans l'optique d'éviter tout recours au financement monétaire et/ou à un endettement insoutenable.

Dans ce contexte, la poursuite du Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des Impacts du COVID-19 adopté par le Gouvernement et le financement de la gratuité de l'enseignement de base ont fait l'objet des priorités du Gouvernement.

Ainsi, les dépenses publiques ont totalisé 11.864,9 milliards de CDF et ont été ainsi exécutées à 77,4% par rapport à leur prévision budgétaire de 15.331,4 milliards de CDF. Rapprochées à la situation financière de l'année 2020, les dépenses publiques ont connu un accroissement de 51,8%, représentant 10,8% du PIB en 2021 contre 8,5% une année auparavant. Comparativement à la moyenne de 22,0% du PIB observée en Afrique Subsaharienne, ce niveau demeure encore faible.

### Dépenses Courantes

Prévues à 10.174,5 milliards, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 10.336,3 milliards, enregistrant de ce fait un accroissement de 42,9% par rapport à leur niveau de 2020. Ces dépenses ont représenté 82,6% du total des décaissements effectués par le Trésor public.

### Analyse des dépenses courantes par nature

#### Dépenses sur biens et services

Les dépenses courantes ont concerné essentiellement les dépenses sur biens et services avec importance de 84,1% du total. Les dépenses pour biens et services ont progressé de 51,5% par rapport à leur niveau de l'année précédente, s'établissant à 8.697,4 milliards de CDF.

L'analyse de cette composante révèle que la rubrique « rémunérations » a consommé 5.386,5 milliards de CDF de l'enveloppe globale, soit 45,4% du total des dépenses. Cette situation s'explique principalement par la majoration du salaire de base des agents et fonctionnaires de l'Etat, la mécanisation de nouvelles unités et la prise en charge relative au départ en retraite.

Pour les décaissements en faveur de la rubrique « autres biens et services », ils se sont établis à 3.310,9 milliards de CDF.

#### Versement d'intérêts sur la dette publique

Avec le développement du marché intérieur des valeurs du Trésor et les nouveaux engagements extérieurs contractés par le pays, la charge financière de l'Etat est passée de 22,7 milliards de CDF en 2020 à 153,3 milliards à la période sous revue.

Par rapport à la composition de frais financiers, les remboursements issus de la dette extérieure ont représenté 62,0% et ceux liés à la dette intérieure ont été évalués à 28,0%.

Comparés au volume des dépenses courantes exécutées, les intérêts payés ont constitué 1,5% du total.

#### Subventions et transferts

Les subventions et transferts ont légèrement augmenté pour s'établir à 1.485,7 milliards de CDF contre 1.469,5 milliards en 2020.

Les dotations en faveur de la rubrique « organismes publics » autres que les écoles et les formations ont atteint 1.325,0 milliards de CDF, suivies des appuis aux ménages dont les pensions civiles et militaires, avec une enveloppe estimée à 127,3 milliards.

Par ailleurs, les subventions et transferts aux entreprises ont été faibles. En effet, elles sont passées de 7,7 milliards de CDF en 2020 à 4,8 milliards en 2021.

### Analyse des dépenses par service

Les décaissements au profit des institutions politiques et ministères se sont accrus, en raison de l'élargissement de la taille du Gouvernement et la création de nouvelles structures pour renforcer l'action des pouvoirs publics. En effet, ces deux rubriques ont enregistré des accroissements respectifs de 177,7% et 78,8% par rapport à leur niveau d'exécution de 2020, établi à 1.303,6 milliards et 1.213,3 milliards dans le même ordre.

Toutefois, en dépit des augmentations enregistrées, certains ministères accusent des taux d'exécution faibles par rapport aux prévisions budgétaires, alors que leurs activités devraient contribuer au développement durable et à la lutte contre le réchauffement climatique.

Outre ces deux composantes des dépenses, les décaissements effectués aux autres services dont « services communs<sup>5</sup> » se sont chiffrés à 7.819,4 milliards de CDF contre 6.084,9 milliards en 2020.

Tableau I|2|2 Structure des dépenses courantes par Institution et ministère (en pourcentage)

	2017	2018	2019	2020	2021
Autres services	77,0	71,2	82,9	84,1	75,6
Institutions politiques	10,2	13,1	7,1	6,5	12,6
Finances	1,3	1,5	1,3	1,0	1,4
Défense Nationale	4,1	5,7	2,9	1,9	3,6
Affaires Étrangères	1,3	1,1	0,7	0,4	0,7
Travaux Publiques	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1
Santé publique	0,3	0,5	0,2	0,2	0,1
Éducation Nationale	0,2	0,4	0,6	2,2	2,6
Autres Ministères	5,5	6,5	4,2	3,5	3,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

## Dépenses en capital

L'exécution des dépenses en capital a connu un accroissement considérable de 162,9 % d'une année à l'autre, pour s'établir à 1.528,7 milliards de CDF. Rapportées au PIB, ces dépenses ont représenté 1,4 % contre 0,6 % en 2020. Cette expansion est corrélée avec le démarrage des travaux exécutés dans le cadre du programme du Gouvernement.

Cet accroissement s'est concentré au niveau de la Présidence de la République en tant qu'Institution, aux Ministères de la Santé Publique, des Finances, des Travaux Publics et Aménagement du Territoire et de l'Énergie.

<sup>5</sup> Cette rubrique est reprise dans le tableau RA-II-18 sous l'appellation « Autres services ». Sa composition ainsi que celle des autres sont détaillées dans ce tableau.

### Encadré 1 | 3 débat clos sur le financement monétaire du déficit public<sup>6</sup>

Le Phénix est cet oiseau légendaire qui se reproduit de lui-même en renaissant de ses cendres. Quand il sent sa fin venir, il construit un nid de branches aromatiques et d'encens. Il y met le feu et se consume dans les flammes. Des cendres de ce bûcher surgit le nouveau Phénix. La controverse sur le financement monétaire du déficit de l'État communément dénommé "la planche à billets"

<sup>6</sup> Extraits tirés d'un article de Ngonga Nzinga Vincent sur le phénix monétaire, 2019.

Cependant, la rubrique « autres services » composée principalement des activités au profit de villes et provinces n'a pas été mouvementée.

## 2 | 1 | 3 Besoins et moyens de financement des opérations du cadre budgétaire

Dans l'exécution des opérations financières de l'État, le Gouvernement a tant soit peu contenu le niveau du déficit. Cette volonté a été matérialisée par l'arrêt du recours au financement monétaire consacré dans le pacte de stabilité signé en août 2020 avec la Banque Centrale du Congo.

En dépit du faible niveau de déficit repris dans le tableau ci-dessous, le niveau important de l'ajustement statistique de 1.721,1 milliards de CDF s'explique principalement par deux facteurs majeurs, à savoir : (i) la prise en compte dans le bilan de la Banque Centrale du Congo des créances sur l'État au titre des engagements et (ii) la cession partielle au Gouvernement des allocations des DTS sous forme d'appuis budgétaires.

Tableau I|2|3 Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire (en milliards de CDF)

Année	Solde des opérations du Cadre budgétaire	Ajustement statistiques	Besoins de financement
2017	6,3	33,2	39,5
2018	-140,5	14,8	-123,1
2019	-594,8	-52,0	-646,9
2020	-788,6	1,2	-787,4
2021	-229,5	-1721,1	-1950,6

Source : Banque Centrale du Congo.

ressemble au Phénix : elle renaît, à intervalles répétitifs et par enchantement, des cendres qui l'ont consumée du fait de ses conséquences graves sur la société et l'économie. Le prétexte a été cette fois-ci les achats massifs des titres privés par les grandes banques Centrales dans le cadre des politiques monétaires non conventionnelles.

L'argumentaire en faveur le financement monétaire du déficit public de l'État

- i. les ressources issues du financement monétaire seront affectées, par des dirigeants à l'état d'esprit réformé

qualitativement, au financement des investissements productifs, notamment les infrastructures de base en matière de transport, de logistique, de desserte en eau et en électricité et d'intrants agricoles;

- ii. le delta de production qui résultera de cette affectation judicieuse aux investissements productifs donnera lieu à un rapport coût-bénéfice positif dès lors que sa croissance sera supérieure à la hausse du niveau général des prix suscitée par la création monétaire ex nihilo. Ce delta de production, sur la base de ce qui précède, fait office de seigneurage monétaire positif. Pour rappel, le seigneurage monétaire<sup>7</sup> se définit comme le revenu réel produit par la création monétaire ou l'augmentation ex nihilo de la masse monétaire<sup>8</sup>. Ainsi, le seigneurage est égal au produit de la croissance de la masse monétaire multiplié par la masse monétaire réelle.
- iii. L'État se prive des "ressources disponibles" résultant du financement monétaire et procède à des coupes sombres de dépenses en raison des préceptes venus d'ailleurs. Il laisse la population dans la pauvreté et le sous-développement en se mortifiant dans la recherche irréaliste et improductive de la stabilité du niveau général des prix.

**Les réponses à l'argumentaire des inconditionnels du financement monétaire du déficit public sont les suivantes: Primo**, les ressources issues du financement monétaire du déficit public, quelque soient leur affectation et la qualité des dirigeants, procèdent d'une création monétaire ex nihilo (faite à partir de rien). Elles entraînent un excès de monnaie non désirée. **Secundo**, Cet excès de monnaie se traduit très rapidement par une inflation forte (un impôt invisible qui va grever tous les revenus indistinctement). Cette inflation annihile tout le bénéfice à moyen et long terme attendu de l'affectation du financement monétaire du déficit aux investissements productifs. A ce propos, l'histoire de la RDC nous rappelle les ravages de l'hyperinflation des années 1990 à 2000 dont l'économie et la société congolaises portent encore les stigmates: la dépréciation du taux de change et la hausse du niveau général des prix ont été si vertigineuses que la mémoire collective a retenu l'expansion terrible des cimetières au cours de ces années ainsi que l'appauvrissement quasi gé-

néralisé. Pour quel gain en termes réels? **Tercio**, la situation est encore plus grave lorsque l'État ne rembourse pas le crédit au titre de financement monétaire. Or, les États modernes ont pris l'habitude de ne pas rembourser le crédit au titre de financement monétaire du déficit public au motif qu'ils étaient les actionnaires uniques des Banques Centrales. Compte tenu des conséquences néfastes de l'inflation sur l'économie et la société nées de la création monétaire non remboursée, les États, de commun accord, ont décidé de ne plus recourir au financement monétaire du déficit public et de se prononcer pour l'indépendance des Banques Centrales. HITLER a financé la deuxième guerre mondiale aux moyens notamment de la planche à billets (financement monétaire du déficit public non remboursé). L'hyperinflation qui en a résulté a précipité la fin du régime hitlérien. **Quarto**, le seigneurage monétaire est positif lorsque la croissance de la masse monétaire est supérieure à celle du niveau général des prix du fait surtout que l'État rembourse au fur et à mesure sa dette. Mais lorsque le financement monétaire n'est pas suivi de remboursement, la croissance monétaire excède l'inflation et provoque la situation de seigneurage monétaire négatif. **Quinto**, il est à peine croyable qu'une partie de l'élite continue à soutenir le financement monétaire du déficit dans un pays où la mobilisation des recettes publiques est l'une des plus faibles au monde. La pression fiscale au sens large mesurée par le ratio recettes hors dons sur PIB est de 13% en moyenne en RDC contre 19% pour les pays africains au Sud du Sahara. Au lieu d'insister sur la réforme, voire la refonte du système fiscal en vue de la mobilisation des recettes pour reconquérir le terrain perdu, une polarisation est portée sur le financement monétaire du déficit public abandonné par la quasi-totalité des États. Sexto, il serait plutôt judicieux pour cette élite d'encourager et relayer les efforts des gouvernants qui ont tourné le dos au financement monétaire du déficit public et s'engager résolument, à l'instar d'autres pays, dans la recherche des voies susceptibles d'engranger suffisamment des ressources saines pour le financement du développement. Il existe une division du travail dans les pays en développement entre la politique monétaire et la politique budgétaire: focalisation sur les objectifs de stabilité macroéconomique pour l'une et polarisation sur les objectifs de croissance et de développement pour l'autre.

Une bonne partie de ces inconditionnels justifie le recours par tous les moyens au financement monétaire du déficit par des faits ci-après :

<sup>7</sup>  $\frac{\Delta M}{D}$   
<sup>8</sup>  $\frac{\Delta M}{M} \times \frac{M}{P}$

Le déficit des États-Unis est couvert par le financement monétaire.

Il faut distinguer le déficit public du déficit extérieur. Les États-Unis financent plutôt son déficit extérieur avec la monnaie nationale, le dollar américain, en sa qualité de monnaie internationale de réserve et d'intervention. Le déficit public des États Unis est couvert par les fonds prêtables sur les marchés financiers.

La Fédérale Réserve procède régulièrement depuis la crise

financière de 2008 à des achats massifs des titres privés. Ce n'est pas pour financer le déficit public américain mais plutôt dans le cadre de sa politique monétaire d'open market et des interventions non conventionnelles d'assouplissement quantitatif.

Des réformes de fonds s'avèrent cruciales en RDC, notamment la réforme du système bancaire et financier par le biais du développement du marché des titres publics que privés pour la création des marchés financiers, la fonte de la fiscalité et du régime des assurances, la révision

des lois sur le commerce, sur la protection de la propriété privée, les investissements, la concurrence et le contrôle des monopoles, la révision de la loi foncière ...

Ainsi, à fin décembre 2020, le Trésor avait clôturé l'année avec un encours de 108,5 milliards de CDF contre 112,0 milliards en 2019.

## 2 | 1 | 4 Marché des valeurs du trésor

Après une longue absence du pays sur le marché domestique, le Gouvernement a repris avec les émissions des valeurs du Trésor en octobre 2019. Au cours de cette année, le Trésor avait levé 112,0 milliards de CDF, au dernier trimestre, alors que la Loi de finances l'autorisait à lever 150,0 milliards pour toute l'année. Les soumissions reçues s'étaient établies à 255,3 milliards de CDF. En conséquence, 143,3 milliards avaient été rejetés à cause principalement des taux d'intérêts proposés, jugés élevés.

En 2020, le Gouvernement avait inscrit dans le plan de trésorerie prévisionnel un montant de 692,0 milliards au titre d'émission des Bons du Trésor. Cette prévision intégrait l'encours de 112,0 milliards de CDF et les remboursements attendus au cours de la même année des titres échus. En effet, sur un montant total des soumissions reçues de 713,5 milliards de CDF, le Trésor n'avait retenu que 566,8 milliards. Cette décision était justifiée par la limitation des charges financières y afférentes.

Le taux d'intérêt moyen pondéré servi était passé de 4,9% en janvier à 19,5% à fin octobre 2020. De même, le taux maximum proposé avait atteint 25,0% au mois d'août et un pic de 22,2% en décembre pour le taux moyen. Cette hausse était expliquée par la dépréciation de la monnaie nationale et la révision à la hausse du taux directeur de la BCC porté à 18,5%.

S'agissant des remboursements, le Trésor avait décaissé 570,3 milliards de CDF sans arriérés. Somme toute, les émissions nettes des Bons du Trésor avaient été négatives de 19,0 milliards de CDF, couvertes par les appuis budgétaires reçus du FMI et de la BAD.

En 2021, la loi de finances a autorisé le Gouvernement à lever un montant de 250,0 milliards au titre d'émission des Bons et Obligations du Trésor. Au niveau du plan de trésorerie prévisionnel, sur un montant annoncé de 725,0 milliards de CDF, les soumissions reçues ont atteint 843,8 milliards. Cet engouement s'explique principalement par l'introduction le 06 juillet 2021 des titres publics indexés au taux de change. En vue de réduire la charge financière de l'État, le Trésor a jugé bon de retenir 708,8 milliards et de rejeter 135,1 milliards de CDF.

Au cours de la période indiquée, le Trésor a remboursé l'intégralité des titres échus, soit 452,9 milliards de CDF. En conséquence, les émissions nettes se sont chiffrées à 237,0 milliards de CDF.

Ainsi, l'encours global, à fin décembre 2021, s'est établi à 380,5 milliards de CDF contre 108,5 milliards en 2020.

## 2 | 2 Opérations à financement extérieur spécifique<sup>9</sup>

Dans le cadre des opérations à financement spécifique financées par les donations extérieures, la RDC a bénéficié de 1.127,0 millions d'USD contre 869,5 millions en 2020. Les fonds reçus des partenaires, convertis en monnaie nationale, ont représenté 2.242,1 milliards de CDF contre 1.609,9 milliards en 2020.

### 2 | 2 | 1 Recettes

<sup>9</sup> Se rapportent aux donations et prêts extérieurs liés à des projets économiques et sociaux, les opérations à financement extérieur spécifique, s'exécutent en marge des opérations du cadre budgétaire.

Les ressources encaissées au titre des subventions en provenance des bailleurs de fonds ont été constituées principalement des donations multilatérales à concurrence de 1.901,7 milliards de CDF et des donations bilatérales chiffrées à 340,4 milliards.

L'analyse par poste révèle que, sur l'enveloppe reçue des multilatéraux, la Banque mondiale a assisté le pays à hauteur de 1.039,6 milliards de CDF, alors que la Commission Européenne a libéré 225,8 milliards.

En effet, les fonds reçus des multilatéraux ont été orientés principalement vers «la coopération technique, projets d'investissement et autres» ainsi qu'à «l'aide alimentaire» pour des montants respectifs de 1.821,4 milliards de CDF et 80,2 milliards.

Au niveau des bilatéraux, le Royaume-Uni et les USA ont contribué respectivement à concurrence de 42,3 milliards de CDF et 0,5 milliard.

## 2|2|2 Dépenses

Le Gouvernement a pu augmenter les enveloppes des dépenses courantes à hauteur de 180,6 milliards de CDF et 2.061,4 milliards en faveur des dépenses en capital, à la suite des décaissements obtenus des partenaires au développement.

En termes d'affectations, l'assistance multilatérale et bilatérale reste dominée par le soutien des bailleurs de fonds orienté aux dépenses en capital dédiées à la «coopération technique et au financement des projets».

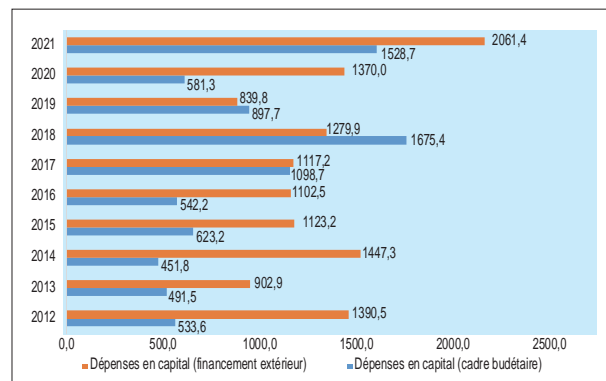
Le tableau ci-dessous atteste cette hypothèse dans la mesure où la quotité destinée à la consommation reste marginale par rapport aux apports financiers obtenus. En effet, les dépenses courantes concernent essentiellement l'assistance et urgence ainsi que l'aide alimentaire.

Tableau I|2|4 Opérations à financement extérieur spécifique  
(en milliards de CDF)

Année	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital
2017	2 174,6	284,8	1 889,8
2018	1 766,5	486,5	1 279,9
2019	977,8	137,9	839,8
2020	1 609,9	323,5	1 286,4
2021	2 242,1	180,6	2 061,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique I|2|3 Évolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

## 2|3 Analyse des arriérés de paiements en 2021

L'analyse des états de Suivi Budgétaire permet de relever, qu'au cours de l'exécution du Budget de l'Etat, les arriérés de paiements se sont chiffrés à 2.026,0 milliards de CDF contre 2.076,5 milliards en 2020.

Sur la base des engagements d'un import de 13.927,8 milliards de CDF, il y a lieu de mettre en exergue que 13.891,0 milliards ont été liquidés dont 13.586,3 milliards ordonnancés par la chaîne des dépenses. Les paiements exécutés n'ont été que de 11.865,0 milliards de CDF, induisant un niveau d'arriérés de 1.721,3 milliards comparativement aux ordonnancements.

### 2|3|1 Analyse par nature des dépenses

Le stock des arriérés par nature des dépenses reste dominé par deux principaux postes, à savoir «Transferts et interventions de l'Etat» et «Dépenses de prestation» avec des parts respectives de 59,2% et 14,0% du total. Cette concentration traduirait la surévaluation des prévisions et/ou l'importance accordée à cette nature des dépenses au regard des ressources disponibles.

Les lignes «Dépenses du personnel», «Biens et services» et «Dette publique en capital», ont représenté 7,7%, 7,0% et 5,0% du volume des arriérés.

Les autres rubriques, en l'occurrence «Construction, réfection, réhabilitation addition d'ouvrage», «Équipement» et «Frais financiers» ont enregistré des arriérés respectifs de 3,5%, 3,0% et 0,4%.

Tableau I|2|5 Arriérés de paiements par nature des dépenses  
(en milliards de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancements ( c )	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)	En % du total
Dettes publiques en capital	1276,4	1276,4	1251,6	1175,6	100,8	5,0
Frais financiers	137,5	137,5	136,0	129,8	7,8	0,4
Dépenses du personnel	5706,3	5699,6	5644,9	5544,6	155,0	7,7
Biens et services	447,2	441,5	418,9	298,7	142,8	7,0
Dépenses de prestations	1375,4	1363,3	1303,1	1079,8	283,5	14,0
Transferts et intervention de l'Etat	3512,0	3500,0	3359,0	2300,7	1199,3	59,2
Equipement	762,6	762,3	751,7	696,6	65,7	3,2
Construction, refection, réhabilitation addition d'ouvrage	710,4	710,4	695,9	639,2	71,2	3,5
TOTAL	13927,8	13891,0	13561,1	11865,0	2026,0	100,0

Source : Ministère du Budget, états de suivi Budgétaire 2021.

## 2|3|2 Analyse par fonction des dépenses

A l'instar de l'exercice 2020, les arriérés par fonction des dépenses ont été localisés au niveau des trois principaux postes, à savoir: «Administration centrale publique», «Affaires économiques» et «Défense» avec des parts respectives de 65,0 %, 8,4 % et 7,0 % du total des impayés.

Outre les rubriques «Ordre et sécurité» et «Enseignement», lesquelles ont enregistré des arriérés respectifs de 5,8 % et 5,2 %, les niveaux d'arriérés des autres postes restent marginaux au regard du volume global.

Tableau I|2|6 Arriérés de paiements par fonction des dépenses  
(en milliards de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancements ( c )	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)	En % du total
Administration centrale publique	6593,7	6588,2	6331,0	5271,1	1317,1	65,0
Défense	1058,2	1053,1	1039,0	911,6	141,5	7,0
Ordre et sécurité	1142,3	1137,1	1137,1	1019,7	117,4	5,8
Affaires économiques	1014,6	1010,5	992,0	839,7	170,8	8,4
Protection de l'environnement	36,9	36,9	36,3	33,1	3,8	0,2
Logement et équipements collectifs	95,3	94,8	92,7	68,0	26,8	1,3
Santé	986,8	985,8	983,1	922,4	63,4	3,1
Réligion, culture, sports et loisirs	245,3	243,8	237,6	197,2	46,7	2,3
Enseignement	2572,1	2560,8	2560,2	2455,6	105,2	5,2
Protection sociale, affaires sociales	182,7	180,0	177,3	146,7	33,3	1,6
TOTAL	13927,8	13891,0	13586,3	11865,0	2026,0	100,0

Source : Ministère du Budget, états de suivi budgétaire 2021.



## 3 | Relations économiques extérieures

Les relations économiques extérieures se sont caractérisées, en 2021, par un accroissement des échanges avec le reste du monde, suite principalement à la reprise de l'économie mondiale, consécutive notamment à l'assouplissement des mesures de confinement en riposte à la crise sanitaire. Cette amélioration des échanges a induit une forte atténuation du solde du compte courant de la balance des paiements et globalement une relative contraction des besoins de financement.

S'agissant de la dette extérieure, son stock a représenté 8,7 % du PIB contre 8,6 % en 2020, en raison de la diminution de la dette notamment envers les Institutions multilatérales. Cependant, le portefeuille continue de comporter un risque majeur de change du fait de la part prépondérante de la dette publique en devises.

En ce qui concerne les donations extérieures en provenance des partenaires multilatéraux et bilatéraux, il convient d'indiquer la hausse de cette assistance en 2021, sous l'impulsion principale des partenaires multilatéraux, notamment la Banque mondiale.

Quant aux activités relatives à la coopération régionale, il y a lieu de noter la reprise des réunions, en présentielle, au niveau des regroupements d'appartenance de la RDC. C'est le cas notamment de l'Association des Banques Centrales Africaines qui a connu l'élection de Madame le Gouverneur de la Banque Centrale du Congo en tant que Présidente pour l'exercice 2021-2022.

### 3 | 1 Commerce des biens

En 2021, les échanges des biens entre la RDC et le reste du monde, évalués à 40.430,6 millions d'USD, ont représenté 77,3 % du PIB. Parallèlement à la reprise, ils ont rebondi par rapport à l'année précédente, affichant une hausse annuelle de 57,6 %, après des baisses observées au cours de deux années précédentes sur fond de la pandémie du Covid-19. Cette évolution corrobore celle observée sur le plan mondial bien que certains secteurs soient restés affectés par les mutations des comportements de consommation et la limitation des déplacements.

Cette amélioration des échanges a été consécutive à la diffusion des vaccins sur le plan mondial, laquelle avait permis d'assouplir les mesures de confinement. Toutefois, l'inégalité d'accès aux vaccins, en plus des nouvelles vagues

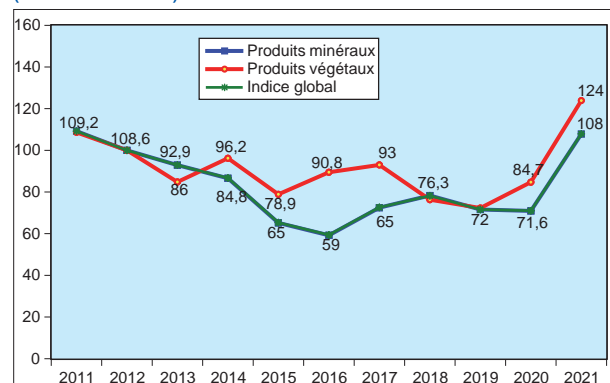
d'infections, comme l'épée de Damoclès, menace toujours cette reprise.

Au cours de cette année, aussi bien les importations que les exportations de la RDC ont sensiblement augmenté avec une prédominance des exportations. Le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 121,6 % venant de 116,2 % une année auparavant.

### 3 | 1 | 1 Cours des principales matières premières

Les cours des principaux produits exportés ont enregistré des hausses considérables en 2021, comparativement à l'année précédente, comme l'atteste l'indice global des cours des matières premières. En effet, il s'est fixé à 107,9 points venant de 71,0 points une année plus tôt. Cette évolution a découlé de la hausse des cours des produits minéraux et végétaux.

Graphique I | 3 | 1 Indice des cours des principaux produits (Base 2012=100)



Source : Banque centrale du Congo.

### Produits miniers et hydrocarbures

L'indice des cours mondiaux des principaux produits miniers et hydrocarbures exportés par la RDC a renseigné une hausse des prix de l'ensemble des produits qu'elle offre. Il s'est établi à 107,8 points venant de 70,9 points. Cette hausse des cours tient beaucoup plus d'un effet de rattrapage après la crise sanitaire de 2020. En effet, la levée des mesures de restriction sanitaire consécutive à la mise en place des vaccins a permis une reprise de l'activité industrielle et une hausse de la demande, surtout chinoise. En outre, les besoins en énergie propre ont d'avantage alimenté la hausse des cours notamment du cuivre et du cobalt.

Tableau I|3|1 Évolution des cours des produits miniers et hydrocarbures

Produits et Marchés		Cotation	2017	2018	2018	2019	2020	2021
Cuivre	Londres	USD/tm	6 155,0	6 527,6	6 527,6	6 003,7	6 157,4	9 299,3
Etain	Londres	USD/tm	20 120,6	20 148,5	20 148,5	18 664,2	17 121,6	32 500,6
Zinc	Londres	USD/tm	2 889,2	2 926,2	2 926,2	2 548,5	2 263,7	3 003,0
Diamant	Kinshasa (CEEC) <sup>(1)</sup>	USD/carat	25,4	13,5	13,5	11,6	8,1	10,9
Cobalt	Londres (LME) <sup>(2)</sup>	USD/lb	26,0	37,6	37,6	17,6	15,8	22,7
	Londres (LME) <sup>(2)</sup>	USD/tonne	57 372,2	82 933,8	82 933,8	38 745,7	34 843,7	50 019,6
	Londres (Boursorama) <sup>(3)</sup>	USD/tonne	57 713,4	74 054,3	74 054,3	33 265,4	31 450,6	51 169,6
Coltan	Londres	USD/lb	69,4	95,0	95,0	66,6	60,0	75,9
Or	New York	USD/o.t.	1 258,1	1 270,3	1 270,3	1 391,9	1 770,3	1 800,6
Pétrole	New York	USD/baril	51,3	64,7	64,7	57,1	39,7	67,9
Argent	New York	Cts/o.t.	1 705,3	1 571,6	1 571,6	1 620,4	2 057,0	2 514,8

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et de la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières.

(1) Prix implicite dégagé par le rapport entre la valeur et le volume exportés.

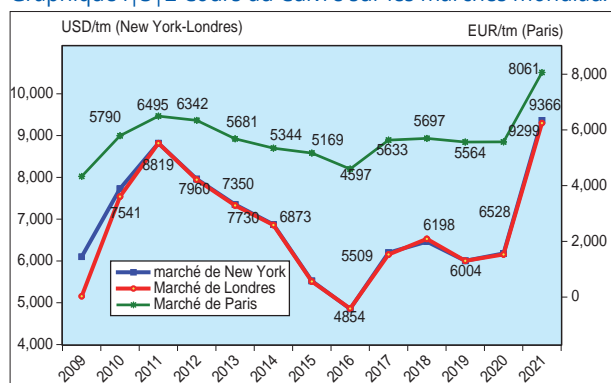
(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.

(3) Il s'agit du cobalt brut.

Cfr. Tableau III.23.

D'une année à l'autre, le cours moyen du cuivre, situé à 9.299,3 USD la tonne, a affiché une hausse de 51,5 % sur le marché de Londres. En sus de tirer profit de la rapidité de la reprise de la demande mondiale après Covid, le métal rouge a bénéficié également d'une demande solide liée à la transition énergétique. Par ailleurs, il s'est observé une perturbation de la production principalement au Chili, premier producteur mondial de cuivre. Elle a été secouée par une crise sociale et des grèves qui ont perturbé la production, les chargements et les exportations.

Graphique I|3|2 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux



Source : Banque centrale du Congo.

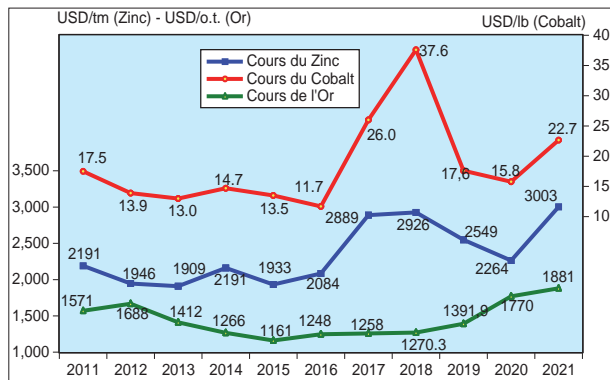
Rapproché au trend historique de 19.000 USD la tonne métrique, le cours moyen de l'étain a connu un boom en 2021, atteignant un niveau record, soit 32.500,6 USD.

Comparativement à l'année précédente, il a connu une hausse de 89,8%. Ce marché a fait face à une pénurie d'offre, alors que la demande est demeurée forte, confortée par la levée des mesures de restriction sanitaire dans la plupart des économies. En effet, les stocks de l'étain dans les entrepôts du London Metal Exchange ont atteint leur plus bas niveau depuis 1989. La production a été perturbée principalement par des tensions politiques et la progression de la pandémie de Covid-19 en Birmanie, l'une des plus grandes mines d'étain au monde.

Le cours moyen de l'argent, en hausse de 25,3 %, s'est établi à 2.514,8 USD cette année. Ce dernier a principalement bénéficié de son statut de métal industriel nécessaire à la transition vers les énergies renouvelables. Il a été davantage boosté par une forte demande des pièces et des lingots d'argent surtout des investisseurs de l'Amérique du Nord et d'Europe comme valeurs refuges. Ils ont profité des prix périodiquement plus bas.

S'agissant du cours mondial du zinc, il s'est situé à 3.000,3 USD la tonne, affichant une hausse de 32,7 % sur l'année. Cet accroissement est justifié par l'insuffisance de l'offre, en raison des perturbations liées à la fourniture d'énergie observées en Chine, principal producteur mondiale du zinc. En effet, son processus de production étant très énergivore, plusieurs entreprises ont été contraintes de réduire leur production.

Graphique I|3|3 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres



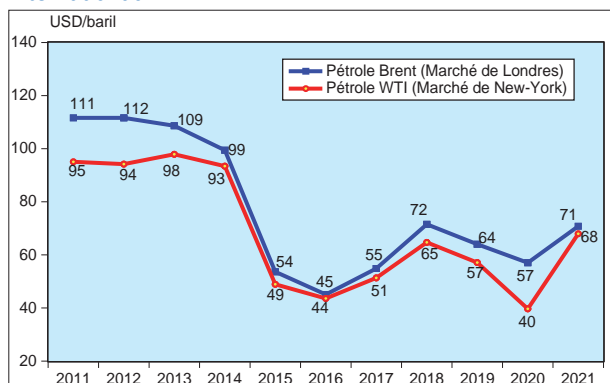
Source : Banque centrale du Congo.

La reprise économique au niveau mondial a également stimulé le cours du Coltan, produit très prisé par les industries de pointe ainsi que par le secteur de la télécommunication en plein essor. Son cours moyen s'est fixé à 75,9 USD la lb, affichant une hausse de 26,5 % sur l'année.

Après le choc de la crise de Covid-19, les ventes ont également repris dans la joaillerie, confortant le cours du diamant. Le carat s'est fixé à 10,9 USD, en hausse de 34,8 % sur l'année.

En 2021, le prix du baril du pétrole a atteint son plus haut niveau depuis deux ans, soit 67,9 USD contre 39,7 USD en 2020. Ce cours a également été porté par la reprise de la demande, suite à l'atténuation de la crise de Covid-19, alors que l'offre s'est avérée insuffisante. La perturbation de l'offre a résulté d'une part, de la décision de réduction de la production par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole et la Russie et d'autre part, de l'attaque d'un des principaux terminaux d'exportation du pétrole de l'Arabie Saoudite.

Graphique I|3|4 Cours du pétrole brut sur les marchés internationaux



Source : Banque centrale du Congo.

## Produits végétaux

L'indice des cours des principaux produits végétaux exportés par la RDC s'est établi à 123,9 points en 2021, en hausse de 46,4 % par rapport à 2020. Cette situation est expliquée par la progression des cours de café, de l'huile, du coton et du caoutchouc.

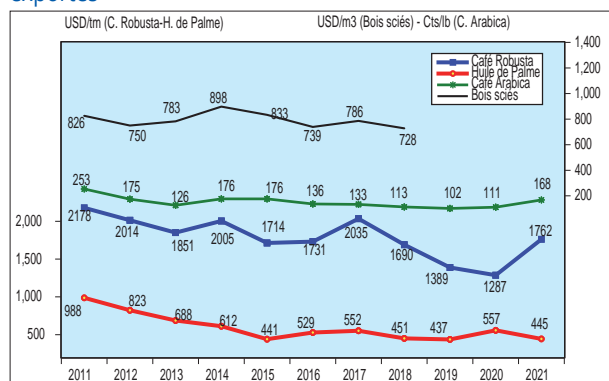
Tableau I|3|2 Evolution des cours des produits végétaux

Produits et Marchés	Cotation	2017	2018	2019	2020	2021	
<b>Café</b>							
Robusta	Londres	USD/tonne	2 034,7	1 689,9	1 388,7	1 287,3	1 762,1
Arabica	New York	Cts/lb	133,0	113,1	101,6	111,0	168,2
<b>Cacao</b>							
	New York	USD/tonne	2 831,3	2 310,5	2 384,3	2 519,8	2 496,5
(Marché à terme)							
<b>Huile</b>							
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	552,2	451,3	436,8	557,3	889,1
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	951,1	758,3	865,5	720,1	1 127,8
<b>Coton</b>							
	New York	Cts/lb	73,6	82,1	67,4	64,1	93,4
<b>Caoutchouc</b>							
	Londres C.I.F.	Cts/Kg	199,6	155,8	165,6	176,1	208,9
<b>Bois Sapelli</b>							
Bois dur grume Cameroun F.O.B.		USD/m <sup>3</sup>	384,2	461,0	371,3	367,6	365,5
Bois dur Scié Cameroun F.O.B.		USD/m <sup>3</sup>	786,1	727,9	616,2	578,9	540,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos, Boursorama et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.  
Cfr. Tableau III.24.

Les cours moyens du café arabica et robusta, situés respectivement à 168,2 cents la livre et 1.762,1 USD la tonne, ont enregistré des hausses annuelles de 51,5 % et 36,9 %. Ces hausses ont fait suite à la perturbation de l'offre, sur fond des troubles politiques en Colombie et aux conditions météorologiques dévastatrices au Brésil. Ces événements ont handicapé les exportations de ces grands producteurs mondiaux. Par ailleurs, la demande s'est confortée avec la réouverture progressive des lieux de consommation, où l'arabica, contrairement au robusta présent surtout dans les cafés solubles, est privilégié.

### Graphique I|3|5 Cours de principaux produits végétaux exportés



Source : Banque centrale du Congo.

Le prix moyen de l'huile de palme, situé à 889,1 Euros la tonne, s'est accru de 59,5% en rythme annuel. Cette flambée a été principalement alimentée par un resserrement de l'offre d'huile de palme en Malaisie, deuxième producteur mondial. En effet, ce pays a tardé à lever ses mesures de restriction sanitaire alors que 70% de la main d'œuvre de ses plantations proviennent des pays frontaliers.

Le cours moyen du caoutchouc, en hausse de 18,6%, s'est établi à 208,9 cents le kilo. Ce cours a été soutenu, notamment par la forte demande des équipements de protection individuelle utilisés en période de pandémie.

### 3|1|2 Destinations des exportations

En 2021, les exportations à destination de la Chine ont représenté plus de la moitié des exportations totales de la RDC, soit 52,4%, en hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2020, en raison de la forte demande des industries chinoises en produits miniers, notamment le cuivre. Celles à destination de l'Afrique du Sud suivent avec 14,7% contre 14,3% en 2020.

Tableau I|3|3 Exportations de la RDC par destination

Pays	2017	2018	2019	2020	2021 (p)
Chine	28,2	35,5	33,6	51,0	52,4
Afrique du Sud	21,3	20,1	26,5	14,3	0,7
Union Européenne	5,0	3,0	3,7	1,7	13,7
Autres	45,5	41,4	36,2	33,1	33,2

Source : Banque Centrale du Congo.  
Cfr. Tableau III.26.

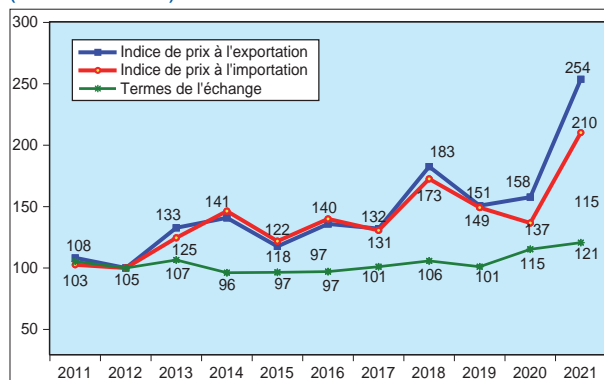
### 3|1|3 Provenance des importations

S'agissant des importations, la Chine a été le premier pays de provenance, avec une part représentant 15,1% du total. Il s'en est suivi des achats auprès de l'Afrique du Sud qui ont représenté 15,0%.

### 3|1|4 Termes de l'échange

Sous l'effet de la remontée de la demande mondiale, les termes de l'échange de la RDC se sont améliorés en 2021, s'établissant à 120,7 points contre 115,3 points en 2020.

Graphique I|3|6 Evolution des termes de l'échange (Base 2009=100)



Source : Banque centrale du Congo.

### 3|2 Balance des paiements

En 2021, les transactions avec le reste du monde indiquent une diminution des besoins de financement, par rapport à l'année précédente, justifiée principalement par le recul du déficit du compte des transactions courantes.

#### 3|2|1 Compte courant et compte de capital

Le solde cumulé du compte courant et celui de capital a renseigné un besoin de financement de 345,1 millions de USD en 2021 contre un besoin de 425,6 millions, une année plus tôt. Ce solde a représenté 0,6% du PIB contre 0,9% en 2020.

Tableau I|3|4 Composantes de la balance des paiements  
(en millions de USD)

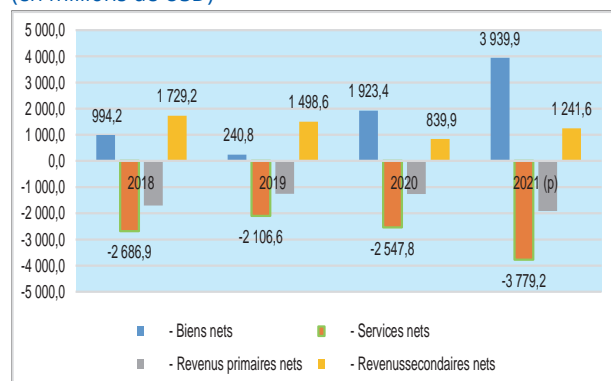
	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(p)</sup>
I. Compte des transactions courantes	-1 241,4	-1 672,3	-1 620,3	-1 052,1	-516,4
- Biens nets	208,2	994,2	240,8	1 923,4	3 939,9
- Services nets	-1 614,5	-2 686,9	-2 106,6	-2 547,8	-3 779,2
- Revenus primaires nets	-1 080,7	-1 708,7	-1 253,0	-1 267,7	-1 918,7
- Revenus secondaires nets	1 245,7	1 729,2	1 498,6	839,9	1 241,6
II. Compte de capital	465,3	437,1	405,6	626,5	171,3
- ACANFNP nettes <sup>(1)</sup>	-20,3	-47,2	-22,4	-15,8	-39,6
- Capitaux publics nets	498,4	523,7	533,7	687,8	255,2
- Capitaux privés nets	-12,8	-39,3	-105,8	-45,5	-44,3
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-776,1	-1 235,2	-1 214,7	-425,6	-345,1
III. Compte financier					
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-926,6	-1 442,1	-1 516,3	-233,5	-679,6
1. Investissements directs nets	-1 048,0	-1 407,6	-1 354,1	-1 498,1	-1 677,7
2. Investissements de portefeuille nets	10,6	38,3	46,1	39,4	48,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) nets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements nets	134,7	-129,2	-644,0	1 515,3	-1 214,1
5. Avoirs de réserves	-23,9	56,4	435,8	-290,1	2 164,1
Erreurs nettes et omissions	-150,5	-206,9	-301,6	192,1	-334,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.  
Source : Banque Centrale du Congo.  
Cfr. Tableau III.27.

## Compte courant

Le compte courant s'est soldé par un déficit de 516,4 millions de USD en 2021, représentant 0,9% du PIB contre celui de 1.052,1 millions, soit 2,2% du PIB, en 2020. La diminution de ce déficit a résulté de la hausse, à la fois, de l'excédent des biens et celui du compte des revenus secondaires.

Graphique I|3|7 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes  
(en millions de USD)Source : Banque Centrale du Congo.  
Cfr. Tableau II

## Compte des biens

A la faveur de la reprise économique mondiale, le compte des biens a renseigné un excédent de 3.939,9 millions de USD, soit 7,0% du PIB, en 2021 contre 1.923,4 millions, soit 3,9% du PIB, en 2020. Cette situation a été expliquée par l'accroissement plus prononcé des exportations que des importations.

### Exportations des biens

Les exportations des biens se sont accrues de 60,9% par rapport à 2020, tirées par la rubrique « Produits miniers et hydrocarbures ». Celle-ci a représenté 99,1% du total en 2021. Les exportations des « Produits agricoles » ont représenté 0,9% du total tandis que celles des « Produits Industriels et Énergétiques » ont présenté une proportion très infime.

Tableau I|3|5 Structure des exportations  
(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2019		2020 <sup>(p)</sup>		2021 <sup>(p)</sup>	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES	13 071,9	99,2	13 637,5	98,9	21 979,6	99,1
Cuivre	8 226,9	62,4	9 412,0	68,3	16 024,2	72,2
Cobalt	2 561,6	19,4	2 244,5	16,3	3 500,9	15,8
Zinc	3,0	0,0	27,4	0,2	33,9	0,2
Or	1 387,2	10,5	1 202,0	8,7	1 267,9	5,7
Diamant	146,4	1,1	113,4	0,8	137,7	0,6
Pétrole brut	508,9	3,9	386,9	2,8	595,2	2,7
Autres <sup>(1)</sup>	238,0	1,8	251,2	1,8	419,8	1,9
PRODUITS AGRICOLES	100,7	0,8	139,8	1,0	203,2	0,9
Café	25,8	0,2	27,0	0,2	40,0	0,2
Caoutchouc	11,5	0,1	4,5	0,0	4,0	0,0
Bois	27,7	0,2	32,9	0,2	31,5	0,1
Cacao	24,5	0,2	60,6	0,4	118,6	0,5
Autres <sup>(2)</sup>	11,1	0,1	14,9	0,1	9,1	0,0
PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	10,9	0,1	11,4	0,1	2,4	0,0
Ciment	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Electricité	4,5	0,0	2,7	0,0	1,0	0,0
Autres <sup>(3)</sup>	6,4	0,0	8,7	0,1	1,4	0,0
AJUSTEMENT <sup>(4)</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	13 183,5	100,0	13 788,7	100,0	22 185,2	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) notamment Coltan, Plomb et Cassitérite.

(2) notamment thé et quinquina.

(3) notamment mitrilles ferreuses.

(4) Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.

Cfr. Tableau III.33&amp;bis.

### Exportations des produits miniers et hydrocarbures

Dopées par la réouverture des échanges internationaux, les exportations des produits miniers et hydrocarbures ont enregistré une progression de 61,2%, s'établissant à 21.979,6 millions de USD en 2021. Elles ont été influencées

par l'accroissement de la valeur des exportations du cuivre, laquelle a bondi de 70,3 %, se fixant à 16.024,2 millions de USD et représentant 72,2 % du total des exportations.

La hausse de la valeur des exportations du cuivre est justifiée par l'augmentation tant du volume exporté que du prix observé au niveau mondial. En effet, le cours moyen du cuivre est passé de 6.157,4 USD la tonne, en 2020 à 8.873,6 USD, en 2021.

Quatre facteurs majeurs ont été à la base de la hausse de ce prix en 2021, à savoir :

- l'utilisation plus accrue du cuivre, notamment pour réaliser la transition énergétique dans le secteur de l'automobile au niveau mondial ;
- la forte demande en provenance de la Chine, qui a importé 1,436 million de tonnes de cuivre au premier trimestre 2021, en augmentation de 11,7 % par rapport à la même période de 2020 ;
- la faiblesse du dollar américain, incitant les négociants de matières premières à accumuler des gains en capital à travers l'achat du cuivre, en vue de le revendre avec une meilleure plus-value ;
- la croissance de l'économie chinoise au premier trimestre 2021, soit 18,3 % en glissement annuel, son rythme de croissance le plus rapide jamais enregistré sur un trimestre.

S'agissant du volume exporté, il a atteint 1.796,0 mille tonnes en 2021, enregistrant un accroissement de 12,2 %, en raison notamment de l'entrée en production des nouvelles sociétés d'extraction de ce produit.

Les exportations du cobalt ont augmenté de 56,0 % en 2020, s'établissant à 3.500,9 millions d'USD, suite à la hausse du prix de ce produit sur le marché international. En 2021, le prix moyen annuel de la tonne du cobalt s'est établi à 50.019,6 USD, enregistrant une hausse de 43,6 % par rapport à 2020.

S'agissant des exportations du pétrole brut, elles ont enregistré une hausse de 53,8 % en 2021, en raison exclusivement de la hausse du prix du baril au niveau mondial, portée par l'optimisme des investisseurs vis-à-vis de la reprise de la demande mondiale. En effet, le prix moyen annuel s'est accru de 71,2 %, se fixant à 67,2 USD le baril.

Tableau I | 3 | 6 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures (Variation en pourcentage)

	2019	2020	2021 <sup>(a)</sup>
Produits miniers et hydrocarbures	-17,4	4,3	61,2
Cuivre	10,6	14,4	70,3
Cobalt	-59,7	-12,4	56,0
Zinc	39,7	828,7	23,7
Diamant	-22,3	-22,5	21,4
Plomb	-	-	-
Or	26,0	-13,4	5,5
Cassitérite	-23,8	173,5	82,6
Pétrole brut	-14,7	-24,0	53,8
Autres <sup>(1)</sup>	217,6	-75,1	-14,5

Source : Banque Centrale du Congo.  
notamment Coltan.  
Cfr. Tableau III.30.

### Exportations des produits agricoles et bois

Les exportations des produits agricoles ont connu un accroissement de 45,4 %, se situant à 203,2 millions de USD en 2021, justifié par la hausse des exportations du cacao et celle des exportations du café respectivement de 95,7 % et 48,0 %.

S'agissant des quantités exportées, celles du cacao sont passées de 38.491,5 tonnes en 2020 à 58.238,4 tonnes en 2021, alors que celles du café sont passées, sur la même période, de 13.963,0 tonnes à 12.437,5 tonnes.

### Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques ont reculé de 78,7 % en 2021, s'établissant à 2,4 millions de USD, en raison de la baisse des exportations des « autres produits », particulièrement les mitrilles ferreuses.

### Importations

Après avoir connu une baisse de 8,3 % en 2020, les importations de la RDC ont rebondi de 53,8 % en 2021, justifié par la hausse de toutes les composantes qui constituent cette rubrique. Cette situation est la résultante des mesures d'assouplissement, après une année caractérisée par des restrictions liées la pandémie de Covid-19.

Tableau I | 3 | 7 Structure des importations  
(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2019		2020 <sup>(a)</sup>		2021 <sup>(a)</sup>	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>BIENS DE CONSOMMATION</b>	3 042,5	23,5	2 898,9	24,4	4 768,0	26,1
Alimentations et boissons	1 645,1	12,7	1 608,2	13,6	3 156,0	17,3
Tabacs, textiles et habillements	1 397,4	10,8	1 290,7	10,9	1 611,9	8,8
<b>ÉNERGIE</b>	1 134,1	8,8	1 121,4	9,5	1 685,4	9,2
Produits chimiques et colorants	742,8	5,7	732,5	6,2	739,5	4,1
Autres instruments et appareils	391,2	3,0	388,9	3,3	945,9	5,2
<b>MATIÈRES PREMIÈRES ET SEMI-PRODUITS</b>	2 900,7	22,4	2 644,2	22,3	3 576,0	19,6
Cuir, Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	839,1	6,5	756,5	6,4	802,2	4,4
Produits chimiques, colorants et autres	306,6	2,4	291,0	2,5	888,0	4,9
Agriculture, matériaux de construction et métalliques	1 755,1	13,6	1 596,6	13,5	1 885,8	10,3
<b>BIENS D'ÉQUIPEMENT</b>	5 865,4	45,3	5 200,9	43,8	8 216,0	45,0
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	286,8	2,2	267,9	2,3	350,1	1,9
Matériels de transport	1 099,9	8,5	998,3	8,4	2 346,4	12,9
Machines pour industries spécialisées	4 091,3	31,6	3 599,4	30,3	5 055,2	27,7
Autres instruments et appareils	387,4	3,0	335,2	2,8	464,3	2,5
<b>TOTAL</b>	12 942,7	100,0	11 865,3	100,0	18 245,4	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

Cfr. Tableau III.31.

Les importations des biens de consommation se sont accrues de 64,5 %, en raison de la hausse de toutes les composantes de cette catégorie. En effet, la composante «Alimentations et boissons» a connu une augmentation de 96,3 %, s'établissant à 3.156,0 millions de USD en 2021. La composante «Tabacs, textiles et habillements» a progressé de 24,9 %, se fixant à 1.611,9 millions de USD en 2021.

Les importations pour la catégorie Énergie ont augmenté de 50,3 % en 2021, s'établissant à 1.685,4 millions de USD en 2021. Les approvisionnements des «Produits chimiques et colorants» et «Autres instruments et appareils» se sont accrus respectivement de 1,0 % et 143,6 %. Cette évolution est justifiée par la politique du Gouvernement visant à accroître le taux de desserte en énergie électrique. Il sied de noter qu'au cours de l'année 2021, la Banque mondiale a signé avec l'État congolais un accord d'investissement chiffré à 400,0 millions de USD dans un projet de mini-centrales photovoltaïques dénommé Scaling Mini-Grid.

S'agissant des importations des matières premières et semi-produits, elles ont connu un rebond de 35,2 % en 2021, soutenu principalement par la hausse des importations des «Produits chimiques, colorants et autres» et «matériaux de construction et métalliques».

Les importations des biens d'équipement ont augmenté de 58,0 % en 2021, consécutivement à l'évolution de toutes les composantes de cette catégorie. Toutefois, il convient de souligner que les accroissements les plus importants ont été réalisés dans les rubriques «Matériels de transport» et

«Machines pour industries spécialisées». Ces dernières ont progressé respectivement de 135,0 % et 40,4 %, se fixant à 2.346,4 millions de USD et 5.055,2 millions, sur fond de l'accélération des travaux de construction et réfection des édifices publics en RDC.

### Compte des services

Le déficit du compte des services est passé de 5,2 % du PIB en 2020 à 6,7 % en 2021, impulsé par l'accroissement des déficits des principales rubriques du compte des services. Il s'agit notamment des «Services de transport», «Bâtiment et travaux publics», «Services de pension et d'assurance», «Services financiers» et «Autres services aux entreprises».

Le déficit des services de transport est passé de 1.052,5 millions de USD à 1.561,9 millions d'une année à l'autre, en raison de la hausse des importations des services connexes d'appui et auxiliaires, ainsi que les services postaux et de messagerie par les grandes entreprises résidentes en RDC.

Le déficit des services de bâtiment et travaux publics s'est établi à 126,5 millions de USD en 2021 contre 64,5 millions en 2020. Cette situation est expliquée par l'exécution des travaux pour la réalisation des routes, caniveaux et de revêtement des chaussées sur l'étendue du territoire national. Il s'agit entre autres, du projet «Kinshasa zéro trou» et le projet de bitumage de la route nationale numéro 1 dans son tronçon Kananga – Mbuji-Mayi, long de 180 kilomètres.

S'agissant du déficit des autres services aux entreprises, il est passé d'une année à l'autre, de 546,8 millions de USD à 970,2 millions, en raison de la hausse des importations des services connexes dans le secteur minier, dans un contexte d'accroissement des flux entrants d'investissements directs étrangers orientés vers ce secteur.

Par ailleurs, le déficit des services financiers s'est amplifié de 46,2 % en 2021, s'établissant à 157,5 millions de USD.

Tableau I|3|8 Évolution du solde des opérations sur les services  
(en millions de USD)

	2019	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(p)</sup>
Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	-	-	-
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-	-	-
Transports	-1 058,6	-1 052,5	-1 561,9
Voyages	-363,6	-122,9	-111,8
Services de bâtiment et travaux publics	-16,1	-65,4	-126,5
Service de pension et d'assurance	-300,1	-476,2	-598,2
Services financiers	-43,6	-107,8	-157,5
Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	-	-	-
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	0,9	-0,5	-3,8
Autres services aux entreprises	-230,0	-546,8	-970,2
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-2,5	-8,9	-16,0
Biens et services publics non inclus ailleurs	-93,0	-166,7	-233,3
TOTAL	-2 106,6	-2 547,8	-3 779,2

Source : Banque Centrale du Congo.  
Cfr. Tableau III.29.

### Compte des revenus primaires

Le compte des revenus primaires s'est soldé par un déficit de 1.918,7 millions de USD. Ce qui représente 3,4 % du PIB en 2021 contre celui de 1.267,7 millions, soit 2,6 % en 2020, suite à la détérioration du poste «revenus des placements».

Tableau I|3|9 Évolution du solde des revenus primaires  
(en millions USD)

	2019	2020	2021 <sup>(p)</sup>
Rémunération des salariés	-8,5	139,2	55,4
Revenus des placements	-1 244,5	-1 406,9	-1 974,1
TOTAL	-1 253,0	-1 267,7	-1 918,7

Source : Banque Centrale du Congo.  
Cfr. Tableau III.29.

### Compte des Revenus secondaires

Le compte des revenus secondaires, en 2021, s'est soldé par un excédent de 1.241,6 millions, représentant 2,2 % du PIB contre 1,7 % en 2020. La hausse de cet excédent a résulté d'une part, de l'accroissement de l'excédent des transferts privés reçus au profit des sociétés financières, sociétés non financières, ménages et Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), lequel a augmenté de 29,6 % et d'autre part, de la hausse de 19,5 % de l'excédent des transferts publics reçus à titre des donations extérieures.

Tableau I|3|10 Évolution du solde des revenus secondaires  
(en millions de USD)

	2019	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(p)</sup>
Administrations publiques	366,8	529,1	679,7
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 131,8	310,8	561,9
TOTAL	1 498,6	839,9	1 241,6

Source : Banque Centrale du Congo.  
Cfr. Tableau III.29.

### Compte de capital

L'excédent du compte capital a connu un recul de 72,7 %, s'établissant à 171,3 millions de USD, soit 0,3 % du PIB en 2021, contre celui de 626,5 millions, une année auparavant, représentant 1,3 % du PIB. Cette situation s'est justifiée principalement par le recul de 62,6 % des « autres transferts de capitaux publics » reçus du reste du monde, établis à 325,8 millions de USD.

### 3|2[2] Compte financier

Le compte financier a renseigné un besoin de financement de 679,6 millions de USD, représentant 1,2 % du PIB en 2021 contre celui de 233,5 millions, soit 0,5 % du PIB une année plus tôt.

Ce besoin a été couvert par l'accroissement net des passifs financiers, résultant notamment des flux entrants des Investissements Directs Étrangers soit 1.870,0 millions de USD et des recettes perçues au titre des préfinancements des exportations de 568,3 millions de USD.

Tableau I|3|11 Évolution du compte de capital et d'opérations financières  
(en millions USD)

	2017	2018	2019	2020	2021 (p)
Compte de capital	465,3	437,1	405,6	626,5	171,3
- ACANFNP nettes <sup>(1)-(2)</sup>	-	-47,2	-22,4	-15,8	-39,6
- Capitaux publics nets	498,4	523,7	533,7	687,8	255,2
- Capitaux privés nets	-12,8	-39,3	-105,8	-45,5	-44,3
Compte financier					
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+ 4+ 5)	-926,6	-1 313,6	-1 516,3	-233,5	-679,6
1. Investissements directs	-1 048,0	-1 407,6	-1 354,1	-1 498,1	-1 677,7
- Acquisition nette d'actifs financiers	-	-	-	-	-
* Actions et parts dans les fonds de placement	-	-	-	-	-
* Instrument de dette	-	-	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	1 048,0	1 407,6	1 354,1	1 498,1	1 677,7
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 340,2	1 616,8	1 488,1	1 646,9	1 870,0
* Instrument de dette	-292,2	-209,2	-133,9	-148,8	-192,4
2. Investissements de portefeuille	10,6	38,3	46,1	39,4	48,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,4	30,9	27,3	33,9	45,3
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,4	30,9	27,3	33,9	45,3
* Titre de créance	-	-	-	-	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7

	2017	2018	2019	2020	2021 (p)
* Actions et parts dans les fonds de placement	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7
* Titre de créance	-	-	-	-	-
3. Dérivés financiers (autres que les réserves)	-	-	-	-	-
4. Autres Investissements	134,7	-129,2	-644,0	1 515,3	-1 214,1
- Acquisition nette d'actifs financiers	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7	2 585,5
- Accroissement net des passifs financiers	554,3	76,9	1 894,6	1 084,4	3 799,5
5. Avoirs de réserves	-23,9	184,8	435,8	-290,1	2 164,1
- Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Droits de tirage spéciaux	-135,6	-72,0	35,4	-14,0	724,4
- Position de réserve au FMI	-	128,44	-	-	-
- Autres avoirs de réserve	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.

Cfr. Tableau III.29.

### 3 | 3 Dette extérieure

Au 31 décembre 2021, le stock de la dette publique extérieure a représenté 8,7 % du PIB contre 8,6 % en 2020. Ce stock est en progression de 14,6 %, en raison de la hausse des engagements envers les Institutions multilatérales.

Par ailleurs, il ressort de l'analyse de la dette publique que la grande part des prêts multilatéraux à très long terme maintient le coût global de la dette publique congolaise à un niveau relativement bas, malgré le lancement du marché des titres publics. En effet, à fin décembre 2021, le taux d'intérêt moyen du portefeuille de la dette publique est de 1,0 %. Ainsi, le pays est exposé au risque de refinancement et faiblement à celui du taux d'intérêt. Cependant, le portefeuille continue de comporter un risque majeur de change du fait de la part prépondérante de la dette publique en devises.

#### 3 | 3 | 1 Nouveaux emprunts extérieurs

En 2021, la République Démocratique du Congo a contracté six nouveaux emprunts d'un import global de 2,2 millions de USD, dont quatre concessionnels, un semi-concessionnel et un non-concessionnel, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau I | 3 | 12 Répartition des engagements extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2021

Objet du prêt	Date de signature	Nature du prêt	Créanciers	Montant de l'emprunt en millions de USD
Projet de développement multisectoriel et de résilience urbaine de Kinshasa (Kin-Elenda)	12/05/2021	Concessionnel	IDA	250,00
Projet d'urgence en appui à la riposte et préparation du Covi-19 en République Démocratique du Congo (PUARP-COVID 19)- Financement additionnel	17/07/2021	Concessionnel	IDA	100,00
Accord Triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) de DTS	19/07/2021	Semi-concessionnel	FMI	1 520,00
Programme national de développement agricole (PNDA)	18/08/2021	Concessionnel	IDA	250,00
Projet de réhabilitation de la voirie de Kinshasa "2ème Phase" (14 artères de la Ville de Kinshasa)	25/11/2021	Non-Concessionnel	BADEA	50,00
Programme d'appui au développement agro-industriel de Ngandajika (PRODAN) Projet n° P-CD-AAAG-006	25/11/2021	Concessionnel	FAD	71,00
TOTAL				2 241,00

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

### 3 | 3 | 2 Tirages

A fin 2021, la République Démocratique du Congo a levé un montant total de 838,5 millions de USD, comme indiqué dans le tableau ci-après. La quasi-totalité de ces tirages a été effectuée auprès des Institutions multilatérales.

Tableau I | 3 | 13 Tirages effectués en 2021 (en millions de USD)

Désignation	2018	2019	2020	2021
CLUB DE KINSHASA	7,3	0,4	29,2	58,3
EXIM BANK OF CHINA	7,1	-	22,8	52,7
- Financement du Projet de Réhabilitation de la piste de l'aéroport international de N'djili	7,1	-	-	-
- Financement du Projet de construction du Poste 220 kV de Kinsuka et des réseaux de distribution associés	-	-	22,8	52,7
EXIM BANK OF INDIA	0,2	0,4	6,4	5,6
- Financement du projet de Développement des lignes électriques et réseaux de distribution de l'électricité dans la province du Bandundu	-	-	-	-
(Barrage hydroélectrique de Kakobola)	0,2	0,4	6,4	5,6
CLUB DE PARIS	-	-	5,3	7,8
EXIM BANK OF KOREA (KEXIMBANK)	-	-	5,3	7,8
- Financement du Projet d'approvisionnement en eau potable de Lemba-Imbu	-	-	5,3	7,8
INSTITUTIONS MULTILATERALES	220,0	600,8	563,3	772,4
BADEA	3,3	2,2	0,1	-
- Financement du Projet de construction Réhabilitation et équipement des centres de santé à la RDC	0,7	2,1	-	-
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	1,1	0,1	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation et de bitumage de quelques artères dans la Ville de Kinshasa	1,4	-	0,1	-
- Financement du Projet de Réhabilitation et équipement des Cliniques Universitaires de Kinshasa	0,0	-	-	-
FAD	0,8	2,1	0,1	48,6
- Financement du Projet d'aménagement de la route Batshamba-Tshikapa, section Lovua-Tshikapa	0,2	0,2	0,1	0,0
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE) Projet n°P-CD-ECO-002	0,0	-	-	-
- Financement du Projet d'entreprenariat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)	0,6	1,9	-	1,2
- Financement du Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt (PABEA-COBALT)	-	-	-	0,8
- Financement du Projet appui au développement des chaînes de valeur agricoles dans 6 provinces de la RD Congo (PADCA-6P)	-	-	-	0,1
- Financement du Projet de réhabilitation de la route nationale RN1, Tronçon Kinshasa-Kikwit-Batshamba	-	-	-	1,6
- Financement du Programme au développement intégré de l'économie rurale (PROADER)	-	-	-	1,2
- Financement du Programme budgétaire en réponse à la crise de la COVID-19 (PABRC)	-	-	-	43,7
FIDA	-	-	-	0,6
- Financement du Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu	-	-	-	0,6
IDA	177,4	224,2	198,3	293,5

Désignation	2018	2019	2020	2021
- Financement du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS)	15,6	61,7	13,4	2,0
- Financement du Projet de facilitation des échanges commerciaux dans les grands lacs (Réhabilitation et renforcement des postes frontaliers de Nord et Sud Kivu)	2,7	9,4	3,5	5,3
- Financement additionnel pour le projet de réouverture et d'entretien des routes prioritaires	26,7	32,3	9,8	
- Financement du Projet sur la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire et supérieur	15,7	23,6	28,2	11,5
- Financement additionnel du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS-FA)	81,0	40,1	1,5	
- Financement additionnel du Projet d'Appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole (PARRSA-FA)	5,2	28,9	19,5	10,8
- Financement additionnel du Projet d'accès et d'amélioration des services électriques (PAASE)	2,5	2,6	0,5	6,5
- Financement additionnel du Projet de Développement Urbain (PDU)	2,9	2,1	17,2	8,9
- Financement additionnel divers				
- Financement du Projet de Relèvement de l'Est et Financement additionnel pour la relance de l'Est	9,0	9,5	7,8	5,8
- Financement du Projet de Développement agricole intégré de la région des grands lacs	16,2	7,8	10,9	67,3
- Financement du Projet d'appui au développement de petites et moyennes entreprises	-	6,3	4,7	36,5
- Financement du Projet multisectoriel de nutrition et de santé			12,2	63,8
- Financement du Projet d'amélioration des systèmes de santé 4ème Phase (REDISSE IV)			7,5	1,0
- Financement du Projet pour la préparation stratégique et la réponse du COVID-19			2,3	17,1
- Financement du Projet de renforcement du système de santé			36,3	
- Financement du Projet de relèvement de l'Est			22,9	57,3
OFID	4,8	3,9	1,6	0,7
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	2,6	1,6	0,2	0,2
- Financement du Projet de Réhabilitation du réseau routier de la Ville-Province de Kinshasa	2,3	-	0,2	
- Financement du Projet de Réhabilitation des quelques écoles primaires de la RD Congo			0,4	
- Financement du Projet de Construction, réhabilitation et équipement des centres de santé	-	2,3	0,8	0,4
BEI	33,7	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga dans la province du Bas-Congo	12,7	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga dans la province du Bas-Congo	21,0	-	-	-
FMI	-	368,4	363,2	429,0
- Accord ad-réréendum sur l'assistance financière au titre de la facilité de crédit rapide	-	368,4	363,2	-
- Accord triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC)				429,0
TOTAL GENERAL	227,3	601,2	597,8	838,5

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

### 3|3|3 Service de la dette extérieure

Le service de la dette publique extérieure en 2021, s'est chiffré à 275,4 millions de USD contre une prévision de 321,0 millions. Il sied de noter que le pays n'a enregistré aucun arriéré en 2021.

Tableau I|3|14 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2021 (en millions USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	188983,6	198896,9	105,2
dont : - FMI	.	318,5	.
- Autres<>>	.	772,4	.
Club de Londres	3862,1	3862,1	.
Club de Kinshasa	107667,4	72440,6	67,3
Club de Paris	20519,4	238,9	1,2
Total	321 032,4	275 438,5	85,8

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

<sup>(1)</sup> Il s'agit de BAD, BADEA, BDGL, BEI, FAD, FIDA, IDA et OFID.

### 3|3|4 Stock de la dette extérieure

A fin décembre 2021, le stock de la dette extérieure s'est chiffré à 4.868,0 millions de USD, soit une hausse de 14,6% par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette augmentation est expliquée par l'accroissement de la dette à moyen et long terme, notamment celle due aux Institutions multilatérales et au Club de Kinshasa.

Tableau I|3|15 Stock de la dette extérieure (en millions USD)

	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(1)</sup>
I. Dette à moyen et long terme	4 588,5	3 282,6	3 723,5	4 249,1	4 868,0
- Club de Paris	38,5	28,8	73,1	67,1	75,1
- Club de Kinshasa	1 300,3	1 326,4	1 326,3	1 343,3	1 400,8
- Club de Londres	18,0	11,5	7,7	3,8	0,0
- Institutions multilatérales	1 926,1	1 915,9	2 316,5	2 835,0	3 392,1
- Passif Conditionnel <sup>(1)</sup>	1 305,6				
II. Dette à court terme	5,0	1,3	5,3	0,0	0,0
- Divers BCC	5,0	1,3	5,3	0,0	0,0
TOTAL GENERAL (I + II)	4 593,5	3 283,8	3 728,9	4 249,1	4 868,0

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

<sup>(1)</sup> Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

### 3|4 Donations extérieures

En 2021, la RDC a bénéficié d'une assistance extérieure sous la forme des dons d'un import de 1.127,0 millions de USD contre 869,5 millions en 2020. Cette évolution, localisée tant dans les apports des multilatéraux que des bilatéraux, est expliquée notamment par la reprise de l'économie mondiale, après l'épisode de 2020 marqué par les effets néfastes de la pandémie de covid-19.

Tableau I|3|16 Provenance des donations extérieures d'origine publique (en millions de USD)

	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(a)</sup>
Donations Multilatérales	911,1	691,1	511,8	709,1	955,9
dont: - Banque Mondiale	571,9	331,2	309,8	302,5	522,6
- Commission Européenne	193,7	223,8	92,9	158,1	113,5
Donations Bilatérales	572,4	397,6	81,6	160,4	171,1
dont: - Royaume Uni	208,4	259,3	71,5	60,1	21,3
- USA	193,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Total	1 483,4	1 088,7	593,4	869,5	1 127,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA).

### 3|4|1 Assistance multilatérale

L'assistance multilatérale a progressé de 34,8%, se chiffrant à 955,9 millions de USD. La part la plus importante est provenue de la Banque mondiale, soit 522,6 millions de USD.

Il sied de mentionner que l'essentiel de cette assistance a été orienté vers le financement des projets relevant de la « coopération technique, investissements et autres ».

Tableau I|3|17 Types de donations d'origines multilatérales (en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres			Aide alimentaire			Assistance et Secours d'urgence		
	2019	2020 <sup>(a)</sup>	2021 <sup>(a)</sup>	2019	2020 <sup>(a)</sup>	2021 <sup>(a)</sup>	2019	2020 <sup>(a)</sup>	2021 <sup>(a)</sup>
Total	449,7	567,9	915,6	58,8	39,9	40,3	3,4	101,3	-
Nations Unies	7,8	105,6	209,5	-	-	-	-	70,8	-
Commission Européenne	71,2	134,0	103,9	18,3	19,9	9,6	3,4	4,2	-
Banque Mondiale	275,1	270,0	500,4	34,7	16,2	22,2	-	16,3	-
BAD	88,1	58,3	101,8	5,7	3,8	8,5	-	10,0	-
Autres	7,5	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA).

#### Nations-Unies

Les Agences des Nations Unies ont porté leur secours à la RDC pour une enveloppe globale de 209,5 millions de USD, soit une hausse de 18,8% par rapport à 2020. Toutes les ressources obtenues ont financé les projets de coopération technique, investissements et autres.

#### Commission Européenne

L'aide de la Commission Européenne, en faveur de la RDC, a porté sur une enveloppe globale de 113,5 millions de USD, en baisse de 28,2% par rapport à 2020. Ce recul s'expliquerait notamment par une réorientation budgétaire

en faveur des projets de lutte contre les effets de la crise sanitaire ainsi que de la relance économique en Europe.

La grande partie de l'aide de la Commission Européenne, soit 91,5%, a été orientée vers les projets relatifs à la coopération technique, investissements et autres. Le reste, soit 8,5%, a porté sur l'aide alimentaire.

#### Banque Mondiale

La Banque mondiale est demeurée la principale Institution multilatérale pourvoyeuse de l'aide au développement à la RDC. En effet, comme indiqué précédemment, l'aide reçue de cette Institution a dépassé le demi-milliard de USD en 2021 contre 302,5 millions en 2020. Comparativement à l'année précédente, cette assistance s'est accrue de 72,7%. Les donations de la Banque mondiale ont été affectées, à 95,7%, au financement des projets de la « coopération technique, investissements et autres ».

#### Banque Africaine de Développement (BAD)

Avec une enveloppe globale de 110,3 millions de USD, en hausse de 53,0% par rapport à 2020, la BAD a soutenu la RDC dans deux volets. Il s'agit de « la coopération technique, projets d'investissements et autres » pour une part de 92,3% et de « l'aide alimentaire » pour 7,7%.

### 3|4|2 Assistance bilatérale

Le décaissement des partenaires bilatéraux en faveur de la RDC, au titre des dons, s'est chiffré à 171,1 millions de USD, soit une hausse de 6,6% par rapport à 2020. Cette enveloppe a porté pour 70,5% au financement de la coopération technique, projets d'investissements et autres et pour 29,5% à l'assistance et secours d'urgence.

Tableau I|3|18 Types de donations d'origines bilatérales

	Coopération technique, projets d'investissement et autres			Aide alimentaire			Assistance et Secours d'urgence		
	2019 <sup>(r)</sup>	2020 <sup>(a)</sup>	2021 <sup>(a)</sup>	2019	2020 <sup>(a)</sup>	2021 <sup>(a)</sup>	2019	2020 <sup>(a)</sup>	2021 <sup>(a)</sup>
Total	319,9	297,3	120,6	-	-	-	21,5	28,9	50,5
Belgique	-	1,2	-	-	-	-	-	-	-
USA	170,7	6,0	0,3	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	78,1	43,1	21,2	-	-	-	15,0	17,1	0,0
Canada	-	7,0	41,9	-	-	-	-	0,5	17,2
Chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays	71,1	240,0	57,2	-	-	-	6,4	11,4	33,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA).

## 3|5 Coopération internationale

### 3|5|1 Réunions de printemps 2021 du FMI et de la banque mondiale

Deux temps forts ont marqué le déroulement des réunions de printemps 2021, à savoir : (i) la réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs du G20 et (ii) la réunion du Comité monétaire et financier.

#### Réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs du G20

La Réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs du G20 a été présidée par le Ministre des Finances de l'Italie. Cette réunion a notamment été consacrée aux effets de la pandémie sur l'économie mondiale ainsi que les différentes stratégies pour la vaincre et relancer l'économie mondiale. A cet effet, un total de quarante interventions de différentes personnalités et Institutions ont été enregistrées, dont celle du Gouverneur de la Banque Centrale du Congo, en tant que Représentant de l'Union Africaine.

Dans le cadre de cette intervention, le Gouverneur de la BCC a notamment indiqué que le G20 devrait apporter un soutien plus consistant aux États africains dans la mise en œuvre des réformes structurelles. Ces réformes devraient porter sur le développement des marchés financiers nationaux, la promotion du numérique, la lutte contre les flux financiers illicites et la contribution du secteur privé au développement. Des progrès dans ces domaines contribueraient substantiellement à réduire les vulnérabilités des pays africains. De même, l'appui du G20 à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, à la réalisation de principaux projets retenus dans ce plan d'action, notamment dans les secteurs des infrastructures, de l'accès à l'éducation, devrait permettre d'accroître le potentiel de création d'emplois, d'améliorer le niveau de vie et de réduire les tensions sociales et sécuritaires transfrontalières.

Par ailleurs, au cours de leurs échanges, les membres du G20 ont noté qu'en dépit d'une reprise globalement plus rigoureuse que prévu, l'avenir présente des défis de taille. La pandémie n'est pas encore vaincue et le nombre de personnes infectées augmente dans de nombreux pays. En outre, les reprises divergent dangereusement d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays. En effet, les résultats sont moins bons là où la distribution des vaccins est plus lente, là où le soutien des pouvoirs publics est plus restreint et là où l'économie dépend davantage du tourisme.

Face à cette situation, le G20 a appelé les dirigeants des États

à continuer de soutenir leurs économies, en prenant des mesures mieux ciblées afin de disposer de la marge nécessaire si le soutien devait être apporté sur une plus longue période. Compte tenu de la vitesse variable de la reprise, il convient d'adopter une stratégie sur mesure : les réformes doivent être bien adaptées au stade de la pandémie, à la vigueur de la reprise économique et aux caractéristiques structurelles de chaque pays.

En outre, même si tous les regards sont tournés vers la pandémie, il est essentiel de progresser dans la résolution des tensions commerciales et technologiques. Les pays doivent également coopérer en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique, la modernisation de la fiscalité internationale des entreprises et les mesures visant à limiter les transferts de bénéfices à l'étranger ainsi que l'évasion et la fraude fiscales.

### 3|5|2 Comité Monétaire et Financier International (CMFI)

Les travaux du CMFI ont été présidés par Mme Magdalena Andersson, ministre des Finances de la Suède qui a succédé au Gouverneur Lesetja Kganyago de la Réserve Fédérale d'Afrique du Sud.

Au cours de ces travaux, les Ministres des Finances et les Gouverneurs des banques centrales ont noté que l'économie mondiale se remet de la crise plus rapidement que ce qui était prévu en octobre 2020, grâce aux mesures sans précédent prises par les pouvoirs publics et à la rapidité avec laquelle des vaccins ont pu être mis au point.

Dans ce cadre, plusieurs interventions ont eu lieu de la part des membres du FMI dont celle du Gouverneur de la Banque Centrale du Congo, en tant que Représentant du Groupe Afrique II. Dans son intervention, le Gouverneur a notamment :

- souligné l'importance d'une coordination des politiques et d'une coopération internationale forte, dans la recherche des solutions aux principaux défis mondiaux, notamment la lutte contre la pandémie de covid-19, la taxation internationale des activités dans les secteurs du numérique et des télécommunications ainsi que le changement climatique ;
- soutenu la proposition de considérer les vaccins comme un bien commun mondial et a encouragé les pays producteurs à s'engager en faveur d'une distribution équitable des vaccins pour faire face à la divergence croissante entre les économies avancées, d'une part, et les pays émergents et en développement, d'autre part.

Par ailleurs, le CMFI a réaffirmé son engagement à adapter son action et la coopération pour sortir durablement de la crise. Il a insisté sur la nécessité d'une étroite coopération internationale pour accélérer la production de vaccins et favoriser leur distribution équitable à un prix abordable pour tous. L'activité économique sera soutenue, en fonction des circonstances propres à chaque pays, jusqu'à ce que les contraintes pesant sur l'activité s'atténuent réellement, en continuant de donner la priorité aux dépenses de santé et à l'aide aux groupes les plus vulnérables, tout en préservant la viabilité à long terme des finances publiques. Si besoin est, les politiques monétaires devraient rester accommodantes, conformément au mandat des banques centrales.

### 3 | 5 | 3 Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

Les activités de l'ABCA ont été marquées par la tenue du Symposium et de la 43<sup>ème</sup> Réunion du Conseil des Gouverneurs. Ces travaux ont lieu du 19 au 20 août 2021, en virtuel, sous la coordination de la Banque Centrale du Congo et du Secrétariat permanent de l'ABCA.

#### Symposium de l'ABCA 2021

Le symposium de l'ABCA 2021 a porté sur le thème «les économies africaines et la pandémie de Covid-19: gestion de la crise et politiques de relance économiques». Au terme des échanges, dans le cadre des travaux en panels, il s'est dégagé, pour une relance économique post-pandémie réussie, la nécessité notamment de :

- affiner les mesures de politique monétaire mises en œuvre ainsi que les instruments utilisés pour combattre les effets néfastes de la pandémie de Covid-19 et soutenir la relance économique;
- assurer une meilleure coordination entre les politiques monétaire et budgétaire, à l'effet d'assurer la stabilité du cadre macroéconomique;
- mettre en place des stratégies de désendettement post Covid-19 et revenir à des niveaux raisonnables de soutenabilité de la dette des pays africains;
- mettre en œuvre des politiques idoines pour augmenter les marges budgétaires dont disposent les États africains pour assurer la reprise économique;
- favoriser la digitalisation des services financiers et l'intégration des systèmes de paiement, à l'effet d'accroître la mobilisation des revenus domestiques et de faciliter les échanges commerciaux entre états.

#### 43<sup>ème</sup> Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA

Au cours de la 43<sup>ème</sup> réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA, plusieurs matières ont été examinées, dont les principaux points saillants se déclinent comme suit :

#### Évaluation de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) en 2020

Le Conseil des Gouverneurs a noté que les performances des sous-régions au regard des critères du PCMA se sont détériorées en 2020, à la suite principalement des effets négatifs de la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19. De ce fait, il a encouragé (i) les États membres à poursuivre leurs efforts, afin d'améliorer les performances, en vue de favoriser le processus d'intégration monétaire et économique sur le continent, en dépit des effets négatifs de la pandémie de Covid-19; et (ii) les Sous-régions à poursuivre et intensifier les efforts visant à assurer un meilleur suivi des différentes diligences en cours.

#### Rapports du Groupe de Projet sur l'intégration des systèmes de paiement en Afrique et ses deux Groupes de Travail

Le Conseil des Gouverneurs a noté que le Groupe de Projet a organisé des réunions virtuelles qui ont permis de sélectionner les partenaires au développement ainsi que d'établir le Groupe de Travail sur l'Intégration des Systèmes de Paiement (GTISP) et celui sur la Stratégie d'Intégration des paiements par téléphonie Mobile (GTSIM). A cet effet, le Conseil a assigné au Groupe de Projet un certain nombre d'objectifs, en plus de travailler ensemble avec Afrexim bank et le Secrétariat pour l'identification des stratégies visant à accélérer la mise en place d'un système de paiement au niveau continental.

#### Thèmes du Symposium et du Séminaire Continental de l'ABCA pour l'année 2022

Après débats et délibérations, le Conseil des Gouverneurs a choisi comme thème: (i) Pour le Symposium 2022: «Les innovations numériques et l'avenir du secteur financier: Opportunités et défis pour les monnaies numériques des banques centrales»; et (ii) pour le Séminaire Continental: «Tirer parti de la technologie dans la promotion de l'investissement dans le secteur bancaire panafricain pour faire progresser la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) : Le rôle des banques centrales».

## Président et Vice-président de l'ABCA pour l'exercice 2021-2022

Conformément aux règles de l'ABCA, la Gouverneure de la Banque Centrale du Congo (BCC) a été désignée comme Présidente de l'ABCA pour la période d'août 2021 à août 2022, secondée par le Gouverneur de la Banque Centrale de la Gambie.

## 3|5|4 Commission économique pour l'Afrique

La 53<sup>ème</sup> Session de la Commission Économique pour l'Afrique s'est tenue, au niveau des experts, du 17 au 19 mars 2021, sous le thème « L'industrialisation et la diversification durables de l'Afrique à l'ère du numérique dans le contexte du Covid-19 », sous la présidence de la Guinée équatoriale.

Au terme de cette rencontre, les points saillants ci-après méritent d'être relevés :

### Aperçu de l'évolution récente de la situation économique en Afrique dans le contexte de la pandémie de Covid-19

Le secrétariat a présenté un aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale en Afrique en 2019 et 2020, tout en abordant l'impact de la crise sanitaire. Il a souligné la forte contraction du produit intérieur brut du continent en 2020, le creusement des déficits budgétaires, l'accroissement de la dette et la baisse des échanges intra-africains. Toutefois, il a relevé des perspectives économiques positives pour 2021, en raison de la disponibilité des vaccins et de l'amélioration de l'activité économique au quatrième trimestre 2020.

### Évaluation des progrès de l'intégration régionale en Afrique dans le contexte de la pandémie.

A ce sujet, les experts ont relevé que des progrès continuent d'être accomplis dans la mise en œuvre du programme d'intégration régionale du continent dans l'ensemble des huit Communautés Économiques Régionales (CER) qui le composent. Toutefois, des difficultés persistent quant à la réalisation d'une intégration plus poussée, notamment dans le domaine de la production.

Ainsi, pour aider les CER à améliorer leurs performances dans les différents domaines de l'intégration régionale, les experts ont recommandé notamment :

- (i) d'incorporer des recommandations plus concises dans la prochaine édition de la publication de l'« État de l'intégration régionale en Afrique » ;
- (ii) d'aider les États membres à renforcer leurs capacités dans le domaine de l'intégration régionale et du commerce, notamment par la création de comités nationaux de mise en œuvre de la ZLECAf ;
- (iii) de travailler en étroite collaboration avec la Commission de l'Union africaine pour stimuler le développement des infrastructures sur le continent, notamment par la mobilisation des ressources ;
- (iv) de soutenir les États membres dans le développement des chaînes de valeur agricoles, régionales et continentales ;
- (v) d'aider les États membres à exploiter les innovations dans le domaine des technologies numériques pour renforcer l'intégration régionale, en particulier le commerce intra-africain, etc.

## 3|5|5 Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC)

Le Sous-comité Macroéconomique du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales (CCBG) a tenu, sous la présidence de la Banque Centrale du Congo, une réunion virtuelle du 04 au 06 mai 2021.

Plusieurs points y ont été débattus dont : (i) le rapport de la réunion du CCBG de septembre 2020 et la session stratégique de septembre et novembre 2020 ; (ii) les travaux de recherche et (iii) l'état de réalisation des critères de convergence macroéconomique.

**S'agissant du premier point**, le Secrétariat a présenté les rapports relatifs à la réunion du CCBG de septembre 2020 ainsi que les résolutions des Gouverneurs en rapport avec les sessions stratégiques de septembre et de novembre 2020. Une évaluation des décisions des Gouverneurs a été faite concernant les questions touchant particulièrement le sous-comité macroéconomique.

**Concernant les travaux de recherche**, l'île Maurice et les Seychelles ont présenté des travaux portant respectivement sur l'introduction et l'efficacité des politiques macro-prudentielles dans la région de la SADC ainsi que le changement climatique et ses implications sur l'inflation dans la région de la SADC.

Globalement, il a été souligné le caractère partiel des données, principalement quantitatives, utilisées dans ces travaux, lequel a contribué à l'obtention des résultats quelque peu biaisés. Il a donc été suggéré aux rédacteurs d'améliorer la qualité du travail en envisageant la possibilité de considérer certaines données en panel pour Maurice, et de ne considérer que les données qualitatives pour le cas de Seychelles.

Par ailleurs, la Banque Centrale de Seychelles a également présenté un aperçu des développements macroéconomiques au sein de la SADC, lesquels ont été négativement affectés par les effets de la pandémie de covid-19 en 2020.



## 4 | Monnaie, crédit et institutions financières

En 2021, la situation de la monnaie et du crédit a été pro-cyclique. En effet, parallèlement à la consolidation de l'expansion économique, l'offre et demande de monnaie se sont inscrites à la hausse.

Au niveau du secteur bancaire, l'on relève une forte progression des dépôts et crédits des banques commerciales, notamment ceux en devises à la suite de la hausse des exportations et de recettes subséquentes.

Ce quatrième titre présente et analyse (i) l'évolution de l'offre et de la demande de monnaie, (ii) le marché monétaire et (iii) la dynamique de l'activité bancaire.

### 4 | 1 Offre et demande de monnaie

En 2021, l'offre et la demande de monnaie ont augmenté consécutivement à la forte reprise économique. En réalité, l'offre s'est ajustée à la demande impulsée par l'accélération de la croissance et la baisse du taux d'intérêt. Le multiplicateur monétaire, quant à lui, est demeuré relativement stable.

#### 4 | 1 | 1 Offre de monnaie

La dilatation de la base monétaire est tributaire de l'accroissement des avoirs extérieurs nets. Celui-ci est le résultat de la reprise des échanges extérieurs après la levée des restrictions sanitaires.

Les avoirs intérieurs nets ont connu un repli sous l'effet essentiellement de l'observance de l'interdiction du financement monétaire nul du déficit public inscrite dans le pacte de stabilité et la mobilisation accrue des recettes se traduisant par une augmentation des dépôts de l'État.

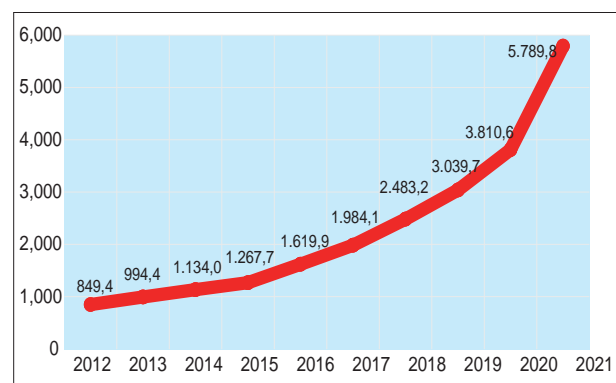
De même, la progression de la masse monétaire est expliquée, pour les mêmes raisons, par l'augmentation des avoirs extérieurs nets alors que les avoirs intérieurs nets ont accusé un léger recul.

#### Base monétaire

Consécutivement à la consolidation de l'expansion économique, en 2021, la monnaie centrale au sens large s'est accrue de 51,9 % contre une hausse observée de 25,4 %, une année plus tôt. En effet, elle s'est établie à 5.789,8 milliards de CDF en 2021 venant de 3.810,6 milliards à fin décembre

2020. Cette évolution est expliquée par la progression des avoirs extérieurs nets dopés par la relance des échanges extérieurs. Elle est contrebalancée par le recul des avoirs intérieurs nets résultant de la discipline budgétaire dans le cadre du non recours au financement monétaire du déficit public et la mobilisation accrue des recettes se traduisant par l'augmentation des dépôts de l'État.

Graphique I | 4 | 1 Evolution de la base monétaire  
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

#### Composantes de la base monétaire

La progression de la monnaie centrale est essentiellement localisée au niveau des dépôts des banques et de la circulation fiduciaire, lesquels ont progressé respectivement de 98,0 % et 24,3 %. Les dépôts en devises ont augmenté, passant de 156,2 milliards de CDF à 380,6 milliards, à la faveur de l'accroissement des dépôts des banques commerciales, en vue d'assurer la compensation en devises dans le système de paiement.

Tableau I | 4 | 1 Composantes de la base monétaire  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %	
						2020	2021
Base monétaire	1984,1	2483,2	3039,7	3810,6	5789,8	25,4	51,9
Base monétaire au sens strict	1952,4	2471,0	3028,0	3646,7	5402,0	20,4	48,1
Circulation fiduciaire	1454,8	1689,8	1933,6	2448,9	3045,2	26,6	24,3
Dépôts des banques	477,9	767,7	1083,3	1174,2	2325,1	8,4	98,0
Dépôts en devises	25,6	6,2	5,7	156,2	380,6	2647,0	143,7
Provisions pour importation	6,1	6,0	6,0	7,8	7,3	29,8	-6,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Les composantes les plus prédominantes de la monnaie centrale demeurent la circulation fiduciaire et les dépôts de

banques, à hauteur respectivement de 52,6% et 40,2%, contre des niveaux respectifs de 64,3% et 30,8% en 2020.

### Contreparties de la base monétaire

La progression de la monnaie centrale a résulté de la hausse des avoirs extérieurs nets alors que les avoirs intérieurs nets ont régressé. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont accrus de 3.531,5 milliards de CDF alors que les avoirs intérieurs nets se sont décrus de 1.552,3 milliards une année auparavant.

Tableau I|4|2 Contreparties de la base monétaire  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %	
						2020	2021
Avoirs extérieurs nets	-596,3	-347,5	-684,4	-660,2	2871,3	3,5	534,9
Avoirs intérieurs nets	2580,4	2830,7	3724,0	4470,8	2918,5	20,1	-34,7
Crédits Intérieurs	1135,3	1342,1	2163,7	2833,9	4882,5	31,0	72,3
Crédits net à l'Etat	456,1	669,2	1230,9	1555,2	3533,5	26,3	127,2
Créances sur les banques	661,2	647,1	906,1	1243,3	1319,4	37,2	6,1
Autres postes nets	1445,0	1488,6	1560,3	1636,9	-1964,0	4,9	-220,0

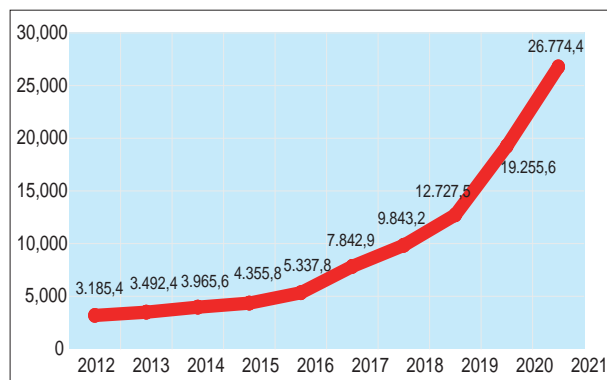
Source : Banque Centrale du Congo.

La baisse des avoirs intérieurs nets a résulté du recul des autres postes nets, contrebalancée par une hausse des crédits intérieurs, tirée par le Crédit net à l'État.

### Masse monétaire

En 2021, l'offre de monnaie a enregistré une augmentation de 39,0%, pour se fixer à 26.774,4 milliards de CDF. Cette variation est expliquée par une progression des avoirs extérieurs nets, dans un contexte d'un léger recul des avoirs intérieurs nets.

Graphique I|4|2 Evolution de la masse monétaire  
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

### Composantes de la masse monétaire

L'analyse des composantes de la masse monétaire a révélé que son accroissement est principalement localisé au niveau des dépôts en devises et de la circulation fiduciaire, lesquels se sont accrus de 30,4% et 25,7%, respectivement.

Les flux des dépôts en devises ont représenté 62,5% de la progression de la masse monétaire. Par contre, ceux des dépôts à vue et la circulation fiduciaire ont représenté respectivement 19,3% et 7,6% de la croissance de l'offre de monnaie.

Tableau I|4|3 Composantes de la masse monétaire  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %	
						2020	2021
Masse monétaire M2	7842,9	9843,2	12727,5	19255,6	26774,4	51,3	39,0
Monnaie et quasi-monnaie	7812,8	9820,6	12649,8	19172,0	26554,6	51,6	38,5
Circulation fiduciaire	1354,5	1559,7	1772,9	2230,6	2803,2	25,8	25,7
Dépôts à vue	709,9	835,8	1039,8	1408,2	2861,6	35,4	103,2
Quasie-monnaie	5748,5	7425,1	9837,0	15533,3	20889,8	57,9	34,5
Dépôts à terme en MN	49,0	46,1	66,2	96,5	755,1	45,7	682,9
Dépôts en devises	5699,5	7379,0	9770,8	15436,8	20134,7	58,0	30,4
Provisions pour importations	30,1	22,6	77,7	83,5	219,8	7,5	163,2

Source : Banque Centrale du Congo

La composante « dépôts en devises » a représenté 75,2% du total de la masse monétaire contre respectivement 10,5% et 10,7% pour la circulation fiduciaire et les dépôts à vue. Quant aux dépôts à terme en monnaie nationale, en dépit de leur forte croissance annuelle de 682,9%, ils n'ont représenté qu'une part de 2,8%, dans la variation de la masse monétaire, en 2021 contre celle de 0,5%, en 2020.

### Contreparties de la masse monétaire

La forte progression de l'offre de monnaie a découlé de l'augmentation des avoirs extérieurs nets à hauteur de 7.572,9 milliards de CDF, soit 77,3%, atténuée par une légère diminution des avoirs intérieurs nets de 0,6%, soit 54,1 milliards de CDF. La hausse des avoirs extérieurs nets est portée par les dépôts en devises des banques commerciales, sous l'effet principalement des rapatriements des miniers dans un contexte de la reprise de la demande mondiale. La dilatation des avoirs extérieurs nets a représenté 100,7% de la croissance de la masse monétaire contre une contribution négative de 0,7% pour les avoirs intérieurs nets.

Tableau I|4|4 Contreparties de la masse monétaire  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %	
						2020	2021
Avoirs extérieurs nets	2636,4	3374,7	4416,6	9801,9	17374,8	121,9	77,3
Avoirs intérieurs nets	5206,5	6468,5	8310,9	9453,7	9399,6	13,8	-0,6
Créances nettes sur l'Etat	342,1	447,9	994,7	1259,3	2978,0	26,6	136,5
Créances au secteur privé	2914,6	4248,5	4907,4	6194,9	7282,3	26,2	17,6
Autres postes nets	1639,9	1728,7	1918,0	1441,1	-1487,1	-24,9	-203,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Comme pour la base monétaire, la réduction des avoirs intérieurs nets a découlé notamment d'une baisse des autres postes nets.

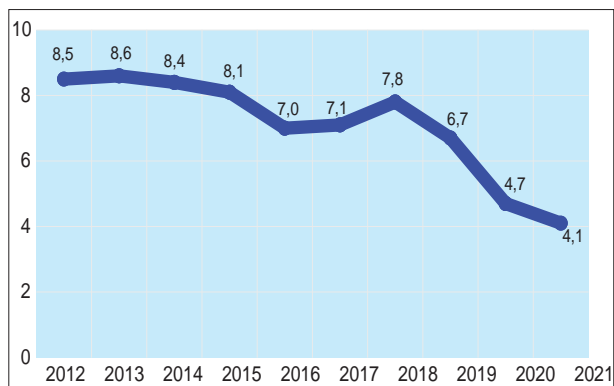
## 4|1|2 Demande de monnaie

Avec la forte reprise économique, la demande de monnaie a augmenté, tandis que la vitesse de la circulation de la monnaie a baissé et le taux de liquidité de l'économie s'est accru. En tant qu'indicateur non observable, la demande de monnaie est approximée à partir de la vitesse de circulation et le taux de liquidité de l'économie : Une baisse de la vitesse de la circulation ou une hausse du taux de liquidité de l'économie correspond à une hausse de la demande de monnaie et vice-versa.

### La vitesse de circulation de la monnaie

Durant les trois dernières années, la vitesse de circulation de la monnaie a poursuivi son trend baissier pour se fixer à 4,1 en 2021 contre 4,7 en 2020.

Graphique I|4|3 Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie



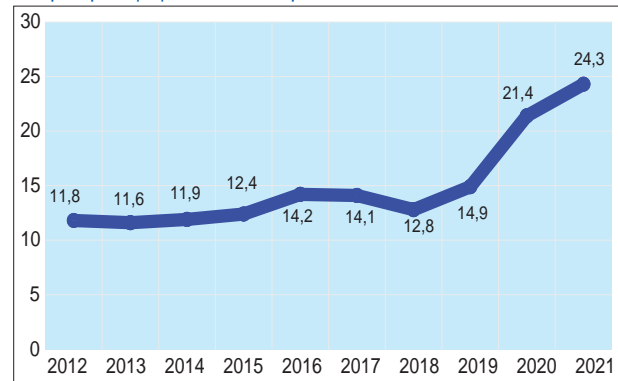
Source : Banque Centrale du Congo.

### Taux de liquidité de l'économie

La hausse de la demande de monnaie est également confirmée par l'évolution du taux de liquidité de l'économie.

En effet, le taux de liquidité global s'est établi à 24,3% en 2021 contre 21,4% en 2020.

Graphique I|4|4 Taux de liquidité de l'économie

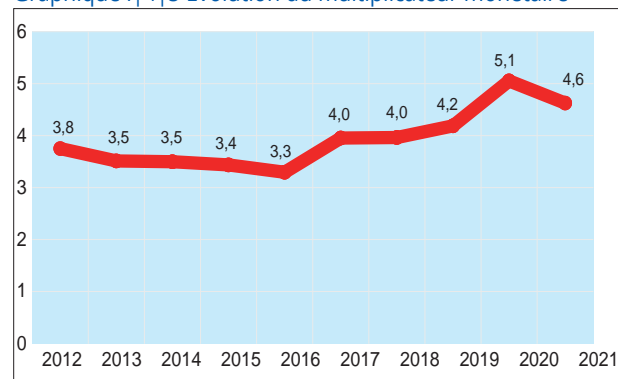


Source : Banque Centrale du Congo.

## 4|1|3 Evolution du multiplicateur monétaire

Le multiplicateur monétaire indique la mesure dans laquelle la Banque Centrale contrôle l'offre de monnaie à partir des inflexions imprimées sur la base monétaire ou monnaie centrale. Si le rapport entre l'offre de monnaie et la base monétaire est stable, les inflexions de la politique monétaire s'avèreront efficaces. En cas d'envolée de l'inflation, une baisse de la base monétaire par la Banque Centrale va induire celle de l'offre de monnaie laquelle va se répercuter sur le niveau général des prix. Le multiplicateur s'est établi à 4,6 en 2021 contre 5,1 en 2020 inférant, à travers le calcul de l'écart type, une relation globalement stable entre l'offre de monnaie et la base monétaire malgré une progression plus importante de la base monétaire par rapport à celle de l'offre de monnaie.

Graphique I|4|5 Évolution du multiplicateur monétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

## 4|2 Marché monétaire

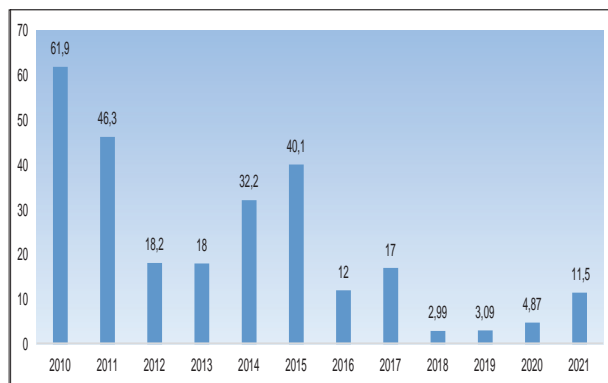
L'année 2021 a été marquée par la reprise des activités du

marché monétaire dans tous ses segments. Pour ce qui est des taux d'intérêt, ils ont fluctué tout au long de l'année au regard des différentes modifications du taux directeur.

## 4|2|1 Evolution des transactions

L'analyse de la profondeur du marché monétaire révèle un accroissement de 6,63 points de pourcentage par rapport à 2020, représentant 11,5 % du PIB en 2021. Les volumes des opérations sur les marchés en banque, interbancaire et des Bons BCC ont représenté, en pourcentage du PIB, respectivement 10,61 %, 0,85 % et 1,89 % contre 2,24 %, 1,69 % et 0,94 % en 2020.

Graphique I|4|6 Profondeur du marché monétaire (en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

## Refinancement des banques

En réponse à la reprise économique, le guichet de refinancement des banques a enregistré une hausse importante des transactions par rapport à l'année 2020, suite à l'assèchement de la liquidité. Il a été en effet observé l'engouement des banques au guichet de prêts à court terme. En effet, en 2021, le volume des opérations s'est chiffré à 11.699,1 milliards de CDF contre 2.414,1 milliards en 2020.

Graphique I|4|7 Évolution du volume de refinancement (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

## Marché interbancaire

Le guichet interbancaire est demeuré dynamique en 2021, et ce, malgré un recul par rapport à 2020. En effet, il s'est dégagé un volume global de 937,5 milliards de CDF, soit une baisse de 618,5 milliards. Cette situation a résulté de l'assèchement de la liquidité bancaire, attesté par la négativité des avoirs libres des banques.

Graphique I|4|8 Volume des transactions interbancaires (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

## Marché des Bons BCC

En 2021, le Bon BCC a joué un rôle important dans la régulation de la des excédents de liquidité à court terme. A fin décembre, l'encours s'est établi à 110,0 milliards, soit une ponction de 95,0 milliards de CDF par rapport à fin 2020 où en raison du ralentissement prononcé de l'activité, il a été enregistré des remboursements nets des bons BCC. Ce qui a impliqué des injections de la liquidité de l'ordre de 40 milliards de FC.

Tableau I|4|5 Évolution de l'encours du Bon BCC  
(En milliards de CDF)

	2017	2018	2019	2020	2021
Bon BCC volume Encours	35	42,5	55	15	110
Variation cumulée de l'encours	26,5	7,5	12,5	-40	95,0
TMP	15,13	1,57	2	12	8,5
Bon BCC volume retenu	517,3	634,5	748,5	868,0	1 145,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, le volume des transactions s'est chiffré à 1.145,0 milliards de CDF, en hausse de 277,0 milliards par rapport à 2020, traduisant la participation active des banques sur les guichets des trois maturités.

Graphique I|4|9 Volume annuel des ventes des Bons BCC  
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

## 4|2|2 Comportement des taux d'intérêt

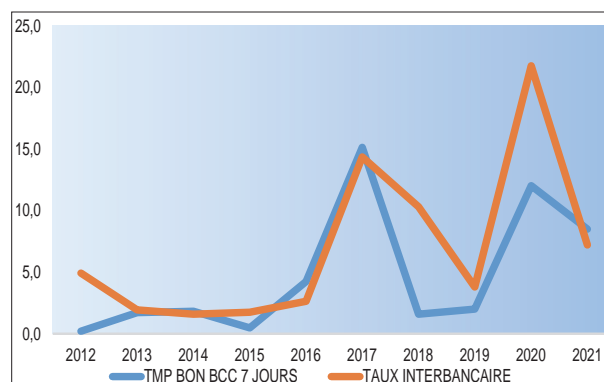
Il concerne tant les taux d'intérêt nominaux que les taux d'intérêts réels.

### Évolution des taux d'intérêt nominaux

Pour soutenir la reprise, la Banque Centrale du Congo était amenée à réduire la marge de positivité des taux d'intérêts réels. Celle-ci était en moyenne de 2,8 points en 2020. Elle est passée à 2,1 points en moyenne en 2021. Elle est le résultat de la baisse du taux directeur nominal de 18,5% à fin 2020 à 7,5% à fin 2021 subséquentement à quatre modifications le réduisant de 9,5 points sur l'année.

Dans ce contexte, le taux moyen pondéré sur le marché interbancaire a suivi la tendance du taux directeur en régressant de 14,5 points de pourcentage, passant de 21,7% en décembre 2020 à 7,2% à fin 2021.

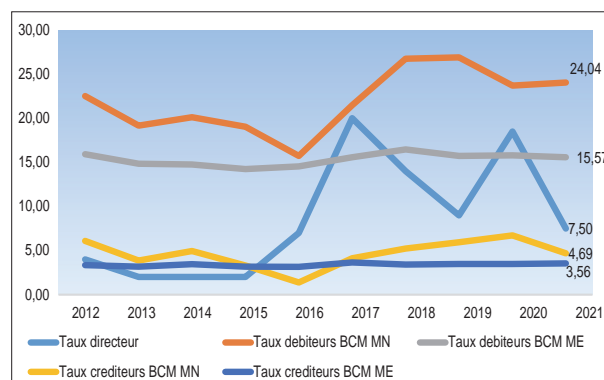
Graphique I|4|10 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire  
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Par contre, les taux débiteurs des banques en monnaie nationale ont été relativement stables au cours de l'année sous revue. En effet, ils se sont établis à 24,0% et 15,6% respectivement pour les opérations en monnaie nationale (MN) et monnaies étrangères (ME). Du côté des taux créditeurs en MN, ils ont enregistré des baisses par rapport à 2020, soit 4,7% et les taux créditeurs en ME sont restés relativement stable à 3,6%.

Graphique I|4|11 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales  
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

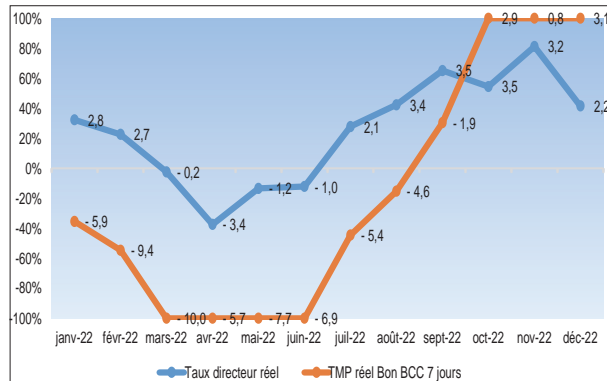
### Taux réels

En 2021, le principe de positivité du taux directeur a été relativement observé de janvier à février, puis de juillet à décembre 2021. Cependant, de mars à juin 2021, ce principe n'a pas été respecté, en raison d'une légère accélération du rythme de formation des prix intérieurs.

Quant aux taux moyens pondérés réels sur le Bon BCC, ils ont globalement été négatifs, à l'instar des taux créditeurs en monnaie étrangère des banques. Par contre, les taux

créditeurs en monnaie nationale ont enregistré des taux positifs uniquement à partir du mois de septembre à décembre et des taux négatifs aux huit premiers mois de l'année sous analyse.

Graphique I|4|12 Taux d'intérêt réels  
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

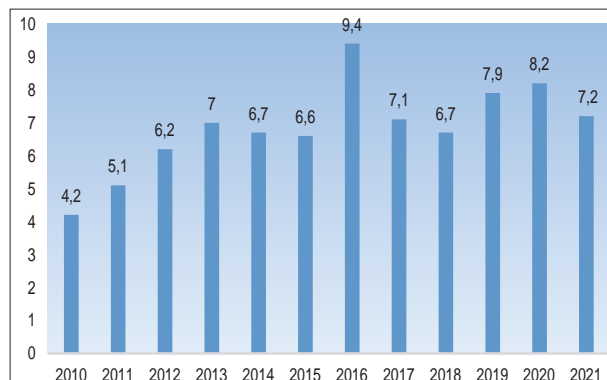
### 4|3 Activité bancaire

L'activité bancaire est demeurée dynamique en 2021, comme en témoigne la croissance des crédits et des dépôts bancaires, parallèlement à la réouverture des économies.

#### 4|3|1 Encours global des crédits

L'encours global des crédits à l'économie s'est établi à 7.938,3 milliards de CDF à fin 2021, soit une hausse de 3,0% par rapport à l'année précédente. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie a représenté 7,2% contre 8,2% en 2020.

Graphique I|4|13 Évolution de l'encours des crédits  
(En pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

En léger recul par rapport au total de crédit, les crédits à décaissement se sont établis à 6.404,4 milliards de CDF, représentant 80,7% du total des crédits octroyés contre 89,2% une année plutôt.

Graphique I|4|14 Structure générale des crédits octroyés  
par le système bancaire  
(en pourcentage du total)

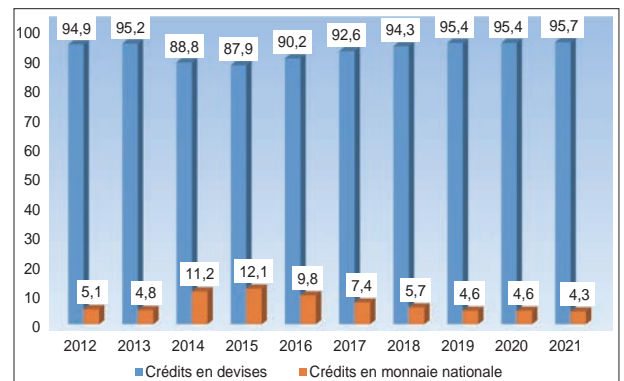


Source : Banque Centrale du Congo.

### Crédits à décaissement

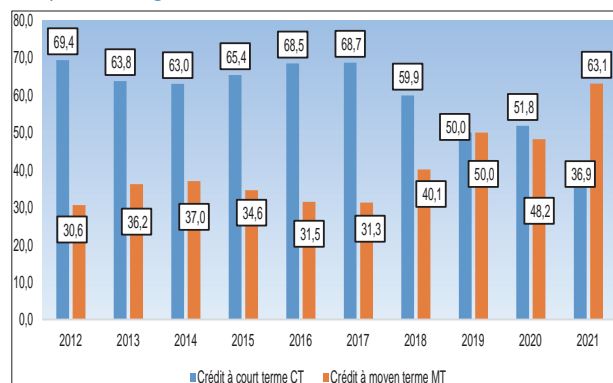
Les crédits à décaissement alloués aux entreprises privées et aux ménages sont restés dominés par les crédits en devises, dont la part a été de 95,7% de l'encours total, traduisant encore la forte persistance de la dollarisation financière.

Graphique I|4|15 Crédits à décaissement suivant la  
monnaie de règlement  
(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

La structure des crédits suivant la maturité indique un retournement de tendance de la dominance des crédits à moyen terme par rapport à l'année précédente. En effet, les crédits à moyen terme ont représenté 63,1% du total contre 48,2% en 2020. Cette situation atteste la reprise des activités économiques et la baisse des effets de la pandémie de Covid-19.

Graphique I|4|16 structure du crédit suivant la maturité  
(en pourcentage du total)

Source : Banque Centrale du Congo.

## Crédits d'engagement

Les crédits d'engagement se sont chiffrés à 1.503,5 milliards de CDF en 2021, en hausse de 87,9% par rapport à la situation de 2020. La part de ces crédits dans le total des concours à l'économie s'est améliorée, s'établissant à 18,9% en 2021 contre 10,4% une année plutôt.

Les crédits documentaires à l'importation ont augmenté de 0,6%, se chiffrant à 398,0 milliards de CDF en 2021 contre 395,7 milliards en 2020. Quant aux crédits documentaires à l'exportation, ils se sont situés à 77,1 milliards de CDF contre 83,9 milliards en 2020, soit une décroissance de 8,1%.

Graphique I|4|17 Crédits d'engagement  
(en pourcentage)

Source : Banque Centrale du Congo.

## 4|3|2 Evolution de l'encours global des dépôts

D'une année à l'autre, l'encours global des dépôts bancaires s'est accru de 21,1%, atteignant 20.332,6 milliards de CDF contre un accroissement de 54,6% en 2020, avec une prépondérance des dépôts à vue, en monnaies étrangères.

## Encours des dépôts par catégorie des déposants

Du point de vue de la catégorie des déposants, les dépôts ont été dominés par ceux des entreprises privées et les ménages, lesquels ont représenté respectivement 46,1% et 31,6% du total. Quant aux entreprises publiques, les administrations publiques centrale et locale, leurs dépôts ont représenté, respectivement 9,2%, 1,8% et 1,1%.

Tableau I|4|6 Encours des dépôts par catégorie des déposants  
(en millions de CDF)

Rubrique	2018	2019	2020	2021
Entreprises (Établissements) Privées	2 898,90	4 402,30	7 736,49	10 535,1
Entreprises (Établissements) Publiques	565,9	825,9	1 537,96	2 409,5
Ménages	3 343,80	4 387,80	5 309,70	5 704,5
Administration Publique Centrale	254,1	299,5	306,94	599,3
Administration Publique Locale	27,8	40,8	184,15	214,4
Autres	254,5	903,8	1 713,95	869,7
TOTAL GENERAL	7 345,00	10 860,10	16 789,20	20 332,55

Source : Banque Centrale du Congo.

## Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

Les dépôts à vue, établis à 17.645,1 milliards de CDF en 2021, ont représenté 80,2% du volume total des dépôts bancaires. D'une année à l'autre, les dépôts à vue et à terme se sont respectivement accrûs de 40,7% et 2,4%.

Tableau I|4|7 Évolution des dépôts bancaires  
(en milliards de CDF)

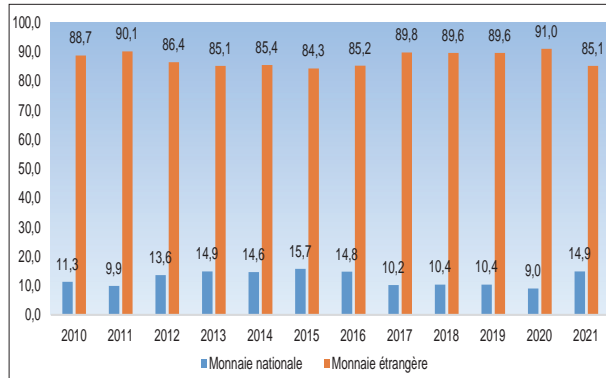
	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôts à vue	4 348,40	5 868,40	7 398,40	12 541,90	17 645,08
Dépôts à terme	1 830,90	1 476,60	3 461,70	4 247,30	4 353,19
Total	6 179,40	7 345,00	10 860,10	16 789,20	21 998,28

Source : Banque Centrale du Congo.

## Encours de dépôts suivant la monnaie de constitution

A l'instar des années précédentes, les dépôts demeurent dominés par ceux en devises, représentant 85,1% du total en 2021 contre 91,0% en 2020. Cette situation atteste la forte dollarisation de l'économie nationale.

Graphique I | 4 | 18 Structure des dépôts suivant la monnaie  
(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

Le diagnostic en 2020 a attesté du ralentissement prononcé de l'activité et de réapparition de l'inflation déclarée, d'une part, de la crispation des échanges extérieurs et de recul de l'évolution du PIB réel par tête, d'autre part.

Cette partie présente les politiques mises en œuvre en 2021 à l'effet de déterminer le regain de l'activité, la restauration de la stabilité du niveau général des prix et la variation positive du PIB réel par tête.

## PARTIE II

---

# POLITIQUES ÉCONOMIQUES MISES EN ŒUVRE



## 1 | Politiques conjoncturelles

Face à la nécessité de lutter contre les vents contraires de la conjoncture apparus en 2020 et ayant entraîné soit la récession quasi généralisée, soit le ralentissement notable de l'activité, quelles ont les politiques conjoncturelles mises en œuvre en 2021 ?

Concernant spécifiquement la RDC, les politiques conjoncturelles ont visé la consolidation de la stabilité du niveau général des prix et la viabilité budgétaire en vue du soutien à la croissance restaurée à travers le monde.

### 1 | 1 Politique budgétaire

La politique budgétaire s'est inscrite dans le cadre du renforcement de la soutenabilité budgétaire par la focalisation sur l'ancrage budgétaire de non recours aux avances de la Banque Centrale, l'amélioration de la qualité de la dépense, la mobilisation accrue des recettes et le respect des engagements pris avec les partenaires multilatéraux.

Concernant ce dernier point, en juillet 2021, la République Démocratique du Congo avait conclu avec le Fonds Monétaire International un programme de trois ans appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) pour un montant de 1,5 milliard de USD.

Ce programme formel met en exergue trois principaux domaines clés, à savoir: (i) la mobilisation accrue des recettes intérieures, afin d'accroître la marge de manœuvre budgétaire pour soutenir notamment les dépenses sociales, (ii) le renforcement de la gouvernance par la gestion des ressources naturelles et la transparence ainsi que (iii) la consolidation du cadre de la politique monétaire et de l'indépendance de la banque centrale.

Globalement, la politique budgétaire a été prudente avec une attention soutenue sur le respect du non recours au financement monétaire consacré dans le pacte de stabilité signé entre le Gouvernement et la Banque Centrale en août 2020.

Aussi, malgré le niveau élevé des dépenses courantes, en raison notamment de la hausse de la masse salariale, l'accroissement des recettes fiscales a relativement contribué à faire baisser le déficit budgétaire de 0,9 % du PIB en 2020 à 0,2 % en 2021. La dette publique est restée modérée à 14,3 % du PIB.

### 1 | 1 | 1 Cadre de mise en œuvre opérationnelle de la politique budgétaire

Au cours de la période sous-revue, la politique budgétaire a été menée dans un contexte de surveillance du pacte de stabilité signé le 18 août 2020 et se fondait sur les ressorts suivants :

- a) Le dispositif de gestion sur la base caisse et le respect du non-retour au financement monétaire ;
- b) L'ajustement au plan de trésorerie de l'État du plan d'engagement budgétaire lequel détermine le plan de liquidation des dépenses ;
- c) Le renforcement de la coordination entre la politique budgétaire et la politique monétaire.

Le dispositif de gestion sur la base caisse, financement monétaire nul et ajustement du plan d'engagement au plan de trésorerie

La politique budgétaire se devait de contenir le solde budgétaire intérieur (base caisse) à -0,1 % du PIB et le solde budgétaire global (base caisse) devrait représenter -1,5 % du PIB. Ces niveaux étaient compatibles avec les cibles d'inflation et de croissance ainsi qu'avec le niveau d'endettement soutenable.

Le solde budgétaire déficitaire a été couvert par des moyens sains, notamment les appuis budgétaires, les produits des bons du trésor et les marges antérieures de trésorerie.

Ces exigences ont impliqué un effort substantiel au niveau de la mobilisation accrue des recettes que de l'encadrement scrupuleux de la dépense publique.

S'agissant des recettes, une attention a été portée, d'une part, sur le respect par les régies financières des contrats de performance signés avec le Ministère des Finances, et d'autre part, sur le suivi des calendriers des décaissements au titre des accords de dons ou des prêts conclus avec les partenaires tant bilatéraux que multilatéraux. Pour s'assurer de l'élargissement de l'assiette fiscale, il a été retenu le renforcement des dispositifs de contrôle interne en vue de la matérialisation des engagements pris par les régies par la signature des contrats de performance. Par ailleurs, des plans de contingence ont été arrêtés dans le cadre de l'exploitation maximale des fonctionnalités de LOGIRAD et d'ISIS-Régies.

Concernant les dépenses, outre l'obligation de respecter la chaîne de la dépense, il était impérieux de réduire, autant que faire se peut, les dépenses urgentes hors chaîne. La politique budgétaire entend réaliser la gestion sur la base caisse et le financement monétaire nul en limitant les masses du plan d'engagement budgétaire au plan minimal de trésorerie du secteur public. Élaboré sur un horizon trimestriel, le plan de trésorerie indiquera les prévisions des recettes, dépenses, solde et moyens de couverture (en cas de déficit) ou la marge de trésorerie à constituer (en cas d'excédent)

La politique budgétaire se devra d'améliorer la composition de la dépense publique en contenant les dépenses de fonctionnement afin qu'elles n'évincent pas les dépenses d'investissement et celles destinées aux filets de sécurité sociale en faveur des segments vulnérables de la population. Concernant les investissements publics, il s'agissait de veiller à l'adéquation entre l'exécution physique et financière des projets.

Au plan de la politique de gestion du solde budgétaire, il a été mis en place un dispositif de surveillance régulière et conjointe Banque Centrale/Ministère des Finances destiné à prévenir tout recours au financement monétaire du déficit public. A cet effet, le suivi systématique devrait consister à veiller à ce que le solde du Compte Général du Trésor et de sous-comptes soit supérieur au solde débiteur du sous-compte dépenses urgentes. Pour préserver cet équilibre, il doit être procédé à des coupes sombres ou à des renvois de certaines dépenses sur les mois à venir présentant des meilleures perspectives en matière de mobilisation des recettes et ressources.

#### *La coordination entre la politique budgétaire et la politique monétaire*

Les flux de liquidité découlant de l'exécution du plan de trésorerie requièrent une cohérence avec la programmation monétaire de la Banque Centrale.

D'une manière générale, les grandes échéances fiscales, notamment celles d'avril/mai, septembre et novembre se soldent, du fait de la mobilisation accrue des recettes, par des excédents budgétaires. Les surplus des recettes mobilisées sur les dépenses effectuées se traduisent, au plan des statistiques monétaires, par l'accroissement des dépôts de l'État et la contraction des créances nettes sur l'État. Il en résulte des possibilités de contraction de la base monétaire en deçà de son niveau programme. Pour prévenir une telle évolution de caractère déflationniste, la Banque Centrale se doit de procéder à des acquisitions des devises pour maintenir la base monétaire proche de son niveau programmé.

Par ailleurs, la situation hors grandes échéances fiscales, se caractérise généralement par des pressions nettes de la dépense publique. De ce fait, l'État commence à consommer ses excédents et partant les dépôts de l'état baissent et les créances nettes sur l'État augmentent. Il peut, en cas de persistance de déficit et pour éviter tout recours au financement monétaire, se résoudre à émettre les bons du trésor ou utiliser les appuis budgétaires. Il en résulte des risques de dilatation de la base monétaire au delà de son niveau programmé. Dans ce cas, la Banque Centrale peut vendre des devises pour résorber l'excès de liquidité et maintenir la base monétaire proche de son niveau programmé.

En définitive, en cas de politique budgétaire restrictive marquée par l'apparition des excédents et des ponctions de liquidité, la politique monétaire sera expansive pour maintenir les réalisations de base monétaire en lien avec sa cible compatible avec l'inflation et la croissance.

## 1 | 1 | 2 Résultats de la politique budgétaire

Les résultats de la politique budgétaire en 2021 ont été déroulés dans le titre 2 en rapport avec la description des opérations financières de l'État. L'ancrage au financement monétaire nul du déficit public a été respecté. La masse salariale a été contenue dans des proportions acceptables, soit 4,9% du PIB contre un niveau programmé de 4,8%.

L'amélioration de la qualité de la dépense a transparu dans l'augmentation de la part des investissements publics dans les dépenses totales. Elle s'est située à 14,7% contre 6,2% une année auparavant.

En dépit de ces avancées, une attention particulière doit être centrée sur trois questions essentielles.

Il s'agit d'abord de l'ajustement du plan d'engagement budgétaire au plan de trésorerie afin d'éviter des accumulations des liquidations non ordonnancées parce que non programmées. Il en est de même de l'impératif de limiter strictement, à défaut des les supprimer, les dépenses urgentes ou hors chaîne dont le solde débiteur du sous-compte peut à tout instant excéder le solde créditeur du Compte Général du Trésor et de l'ensemble de sous-comptes. Ce qui conduirait à la résurgence du financement monétaire du déficit public. A ce niveau, la meilleure assurance consiste en l'observance des procédures normales d'exécution de la dépense publique.

La stratégie d'apurement des arriérés de la subvention pétrolière devrait être poursuivie pour permettre la restauration progressive de l'approvisionnement régulier en produits pétroliers. Il en est de même de la TVA sur l'industrie minière afin d'accroître le meilleur suivi de la mobilisation des recettes minières. Enfin, le gouvernement devra maintenir dans le cadre de la soutenabilité budgétaire l'ancrage sur un risque modéré de endettement, pour s'assurer de son accès à des financements externes concessionnels pour les projets prioritaires. Il s'en tiendra à cet effet au respect du plafond sur la valeur actualisée des nouveaux prêts contractés par le secteur public.

Globalement, les déviations par rapport aux cibles sont négligeables mais appellent à certains réglages au niveau de la poursuite des réformes.

## 1 | 2 Politique de change

La reprise des échanges avec l'extérieur, à la faveur d'une croissance plus forte des exportations des biens par rapport aux importations, a permis d'améliorer l'offre des devises sur le marché des changes.

La stratégie de la politique de change de la Banque Centrale s'est essentiellement portée sur l'augmentation du niveau des réserves internationales par deux canaux principaux. Le premier concerne les achats, surtout lors de grandes échéances fiscales, dans un contexte d'offre nette des devises et de nécessité pour la Banque Centrale d'assurer le niveau adéquat de liquidité pour le fonctionnement de l'économie. Le second a trait aux rachats automatiques des appuis budgétaires de l'état et des recettes mobilisées en devises par les régies financières.

### 1 | 2 | 1 Objectifs de la politique de change

Les deux objectifs majeurs de la politique de change de la BCC ont été globalement maintenus en 2021. Il s'agit du lissage des fluctuations du taux de change à travers des ventes ponctuelles des devises et de la reconstitution des réserves de change.

Cependant, les actions de politique de change ont été plus orientées vers le deuxième objectif. En effet, étant données les conditions normales ayant prévalu sur le marché des changes, avec l'absence d'un choc majeur sur la demande des devises, le premier objectif était préservé.

## 1 | 2 | 2 Evaluation des objectifs de la politique de change

Comme relevé ci haut, l'action de la politique de change s'est plus focalisée, sans préjudice du lissage de la volatilité du taux de change, sur l'accumulation des réserves de change.

### Lissage des fluctuations du taux de change

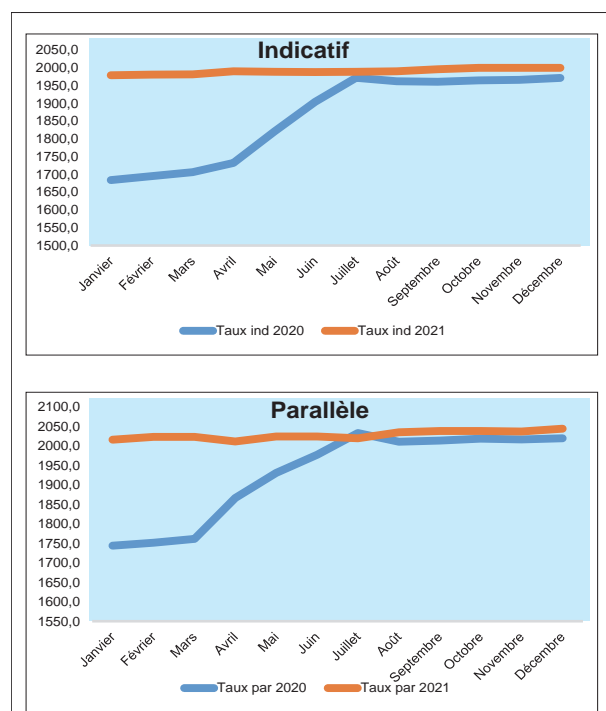
Globalement, sur les deux segments du marché des changes, le franc congolais est demeuré stable, et ce, durant toute l'année 2021.

#### Évolution du taux de change

En 2021, suivant les données à fin période, le taux de change indicatif s'est établi à 2.000,0 CDF pour 1 dollar américain contre 1.971,8 CDF en 2020. Sur le marché parallèle, le taux s'est situé à 2.044,7 CDF le dollar américain contre 2.020,0 CDF en 2020.

Ainsi, les opérations sur le marché des changes congolais se sont traduites par une perte, moins profonde qu'en 2020, de la valeur externe du franc congolais. En effet, à fin décembre 2021, il a été enregistré un taux de dépréciation de la monnaie nationale de 1,4 % à l'indicatif et de 1,2 % au parallèle contre respectivement 15,2 % et 14,6 % à la période correspondante de 2020.

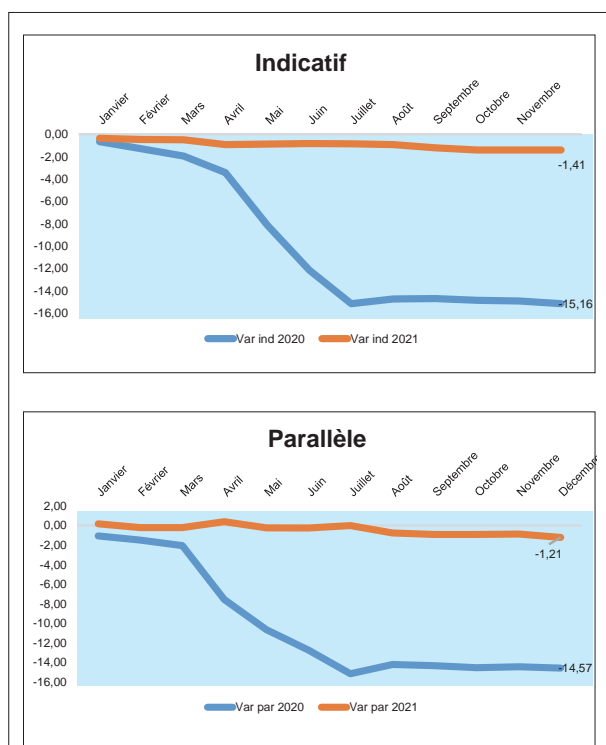
Graphique II | 1 Évolution du taux de change (CDF le dollar américain)



Source : Banque Centrale du Congo.

La très faible volatilité du taux de change aussi bien à l'indicatif qu'au parallèle est expliquée notamment par l'amélioration de l'offre des devises résultant de la bonne performance des transactions du pays avec l'extérieur, singularisée par des excédents importants des balances des biens et des revenus secondaires.

Graphique II|2 Variation cumulée du taux de change (CDF le dollar US)

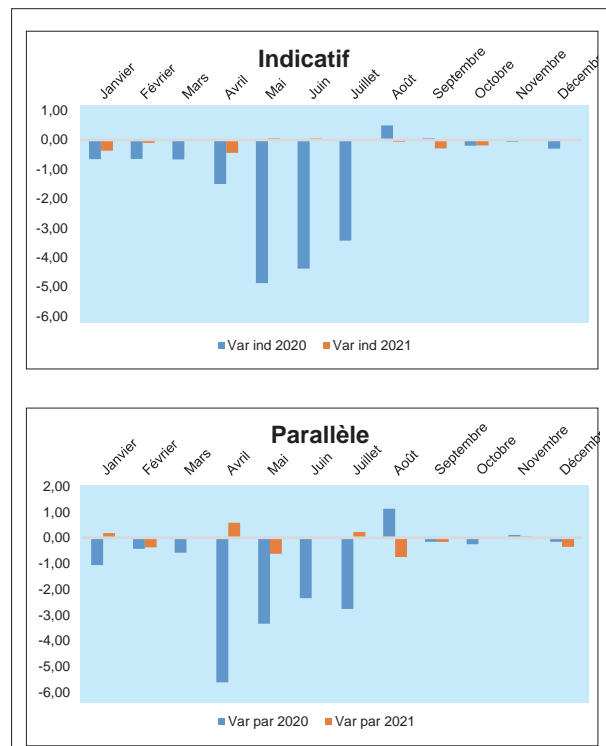


Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, l'analyse infra-annuelle a permis de distinguer deux sous-périodes au regard de l'évolution du taux de change en 2021, à savoir :

- la première, de janvier à juin 2021, marquée par une dépréciation relativement élevée, soit une moyenne mensuelle de 0,14% à l'indicatif. Cette situation est expliquée par une relative faiblesse de l'offre des devises, au cours de cette période. En effet, durant ce premier semestre de 2021, les opérations de change, incluant les rachats des recettes fiscales et non fiscales, les rachats des financements extérieurs, les achats interbancaires, les décaissements au titre de la Facilité Rapide de Crédit et les allocations de DTS, n'ont rapporté à la Banque Centrale du Congo que 1,4 milliard de USD ;

Graphique II|3 Variation mensuelle du taux change (en %)



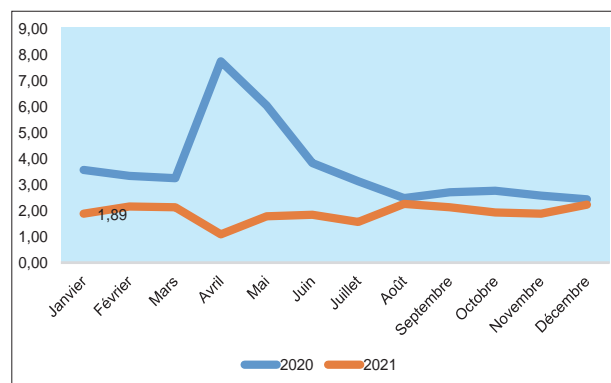
Source : Banque Centrale du Congo.

- la seconde sous-période, de juillet à décembre 2021, s'est traduite par une baisse du niveau de la dépréciation du franc congolais, à une moyenne mensuelle de 0,10% à l'indicatif. Cette situation a été consécutive à l'amélioration des transactions de la balance des paiements ainsi que des appuis extérieurs. En effet, les opérations de change ont rapporté globalement 3,2 milliards de USD, au cours de cette période.

#### Le spread entre le taux Indicatif et le taux Parallèle

En 2021, l'écart entre les taux indicatifs et ceux parallèles a été plus faible qu'en 2020, avec une moyenne de 1,9% contre 3,7% en 2020. L'amélioration de l'offre des devises ayant permis une nette stabilité de l'évolution de la monnaie nationale, comparativement à 2020, a été la base de cette situation.

Graphique II|4 Ecart taux indicatif - taux parallèle (en %)



Source : Banque Centrale du Congo.

### Consolidation du niveau des réserves internationales

A fin décembre 2021, les réserves internationales se sont situées à 3.465,6 millions de USD, soit 3,3 mois d'importations des biens et services. Ce niveau de réserves équivaut à une reconstitution de 2.756,7 millions de USD par rapport à fin décembre 2020.

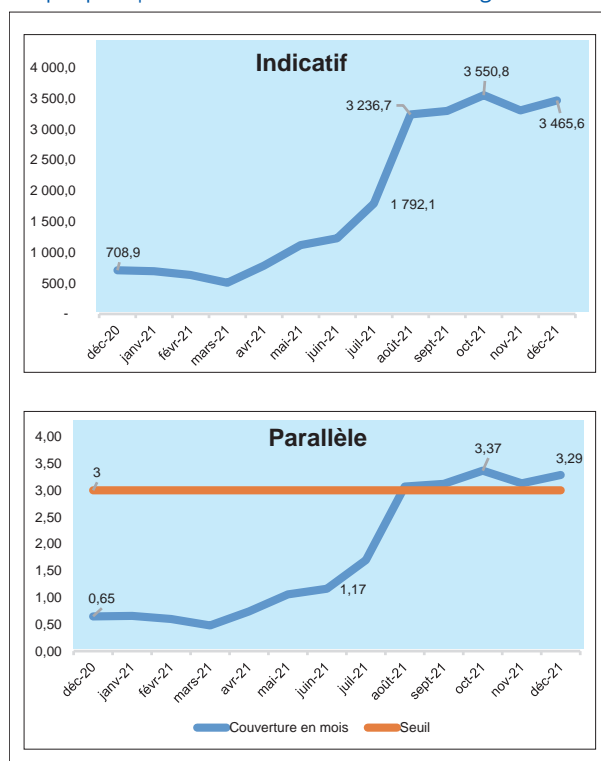
Cette évolution est expliquée par les faits ci-après :

- les achats directs et indirects des devises (achats par adjudications des devises, rachats des recettes fiscales et non fiscales), consécutifs à l'amélioration de l'offre des devises sur le marché, faisant suite aux rentrées massives des devises relatives aux exportations des biens, et d'autre part, à un plus grand effort de mobilisation des recettes publiques ;
- l'encaissement des allocations des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international équivalent à 1.447,5 millions de USD, le 31 août 2021. Cet

encaissement a fait suite à la décision du Conseil d'Administration du FMI, à l'initiative du G-20, de procéder à l'augmentation des allocations des DTS, dans le contexte de la lutte contre les effets néfastes de la pandémie de Covid-19; et

- l'encaissement de 216,9 millions de USD et de 212,3 millions de USD, respectivement le 20 juillet 2021 et le 17 décembre, du FMI au titre de la première et deuxième tranche de la facilité rapide de crédit, relatif à la mise en œuvre du programme économique du Gouvernement.

Graphique II|5 Évolution des réserves de change



Source : Banque Centrale du Congo.

### Encadré II|1 Allocation historique des Droits de Tirage Spéciaux

Le 2 août 2021, le Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé, avec prise d'effet le 23 août, une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux. D'un import de 433 milliards de DTS équivalent à environ 650 milliards de dollars, cette distribution des DTS se présente comme une réponse contra-cyclique aux dommages collatéraux du COVID-19.

En effet, la pandémie a plongé la plupart des pays en

récession et d'autres pays ont été en proie à une forte décélération de l'activité.

L'allocation générale des DTS est souvent accordée juste après le début d'une récession ou d'un ralentissement sévère de l'activité pour fournir des contingents en moyens de paiements extérieurs et contribuer à la reprise de l'activité.

La première allocation générale d'un montant de 9,3 milliards de DTS a été décidée au cours des années 1970-1972 pour prévenir les effets tenant au premier choc pétrolier.

L'allocation générale de 12,1 milliards de DTS suivra en tant que coussin contra-cyclique au deuxième choc pétrolier de 1979-1981.

La troisième allocation générale d'un total de 161,2 milliards de DTS est intervenue lors de la récession généralisée de 2009 subséquente à la crise financière internationale de 2007-2008. Elle a été précédée par une allocation spéciale de 21,5 milliards de DTS en direction des pays devenus membres du FMI après 1981.

A propos de la distribution de ces nouvelles allocations DTS, si dans l'ensemble les pays en voie de développement ont reçu 274 milliards de dollars (soit 42 % des nouvelles allocations), les pays africains n'ont eu droit qu'à 33 milliards d'USD dont 21 milliards pour les pays à faible revenu. Ce qui représente 3,2 % du total.

À titre de comparaison, les États-Unis ont obtenu 118 milliards de dollars (83 milliards de DTS). La Chine, quant à elle, s'est vue allouer 43 milliards de dollars.

L'Afrique du Sud est le pays du continent le mieux loti avec 4,3 milliards de dollars (3 milliards de DTS) soit 0,6 % de l'allocation totale. Le Nigeria a bénéficié de 3,5 milliards de dollars (2,4 milliards de DTS) et l'Égypte 2,9 milliards de dollars (2 milliards de DTS). Viennent

ensuite le Maroc (1,3 milliard de dollars), l'Angola (1 milliard de dollars) et la RDC (1,5 milliard de dollars). La Côte d'Ivoire a reçu 925,6 millions de dollars, le Sénégal (460 millions de dollars), le Cameroun (393 millions de dollars), le Togo (208 millions de dollars) et le Tchad (199 millions de dollars).

C'est dans ce sens qu'un consensus s'est dégagé au sein de la communauté internationale, exprimé lors du G7 de juin 2021 pour que les pays industrialisés «recyclent» sur une base volontaire une part de DTS leur accordés en faveur des pays à faible ou moyen revenu pour un import d'environ 100 milliards de DTS. C'est l'opération dite de "réallocation" des DTS.

Pour rappel, le DTS joue le rôle d'avoir de réserve complémentaire et sert d'unité de compte du FMI et de plusieurs autres organisations internationales. Le signal donné par la distribution des DTS n'est pas seulement informationnel et allocatif, il constitue surtout une détermination de résorber les vents contraires à la conjoncture en synchronisation avec les soutiens budgétaires et monétaires des États. Cette coordination des financements explique qu'à chaque fois de la distribution des DTS, un retournement favorable de la conjoncture s'amorce.

## 1 | 3 Politique monétaire

La Banque Centrale du Congo a mené une politique monétaire expansive en 2021 comme en témoignent tant les augmentations des encours de refinancement de la Banque Centrale aux banques que les baisses progressives de son taux directeur nominal et réel. En effet, l'Institut d'Émission a, à la fois, augmenté son offre de refinancement et abaissé son principal taux directeur à quatre reprises, dont trois pour au premier semestre. Le but recherché était le soutien à la reprise de l'économie nationale.

La grille des coefficients de la réserve obligatoire, quant à elle, est demeurée inchangée, par rapport à son niveau de l'année précédente.

Les inflexions des fourchettes d'appel d'offre des bons de la Banque Centrale ont servi à contrer les chocs transitoires provenant des variations imprévues des facteurs autonomes de la liquidité. Le rapprochement entre les évolutions des facteurs autonomes et les inflexions des facteurs institutionnels de la liquidité bancaire laisse apparaître une injection de la liquidité au-delà du niveau programmé. Par conséquent, des dépassements ont été constatés dans les objectifs intermédiaires et opératoires alors que l'objectif final est resté en deçà de sa cible.

### 1 | 3 | 1 Cadre analytique de la politique monétaire

Le cadre analytique se réfère aux questions concernant le cadre de référence et ressorts théoriques de la politique monétaire, son régime monétaire et à son modèle de transmission et de prévision.

#### Cadre de référence et les ressorts théoriques

Il est cristallisé dans la relation d'identité entre l'offre et la demande de monnaie, à savoir  $M^o = M^d$ .

Un excès d'offre de monnaie par rapport à la demande implique des pressions à la hausse du niveau général des prix (NGP).  $M^o > M^d \Rightarrow NGP \uparrow$ . D'où l'inflation se traduisant par la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie détenue par le public. En effet, le niveau général des prix varie en raison inverse du pouvoir d'achat de la monnaie entendue comme la quantité des biens et services que procure la monnaie. L'inflation frappe d'abord les consommateurs et les acheteurs.

Par contre, une insuffisance d'offre de monnaie par rapport à la demande entraîne des pressions à la baisse du niveau général des prix.  $M^o < M^d \Rightarrow NGP \downarrow$ . D'où la déflation affecte en première instance les producteurs et les vendeurs. Les chiffres d'affaires des entreprises baissent et les contraignent à licencier une partie de leur personnel.

La Banque Centrale se doit de s'assurer que l'offre de monnaie est en ligne avec la demande de monnaie, donc l'offre de monnaie ne soit ni excessive, ni insuffisante pour permettre un fonctionnement normal de l'économie.

L'offre de monnaie est l'ensemble des moyens de paiements utilisés dans une économie. Ces derniers se présentent sous forme de monnaie fiduciaire et sous forme de monnaie scripturale. Ils tirent leur origine de deux contreparties, à savoir les Avoirs Extérieurs Nets (les opérations avec l'extérieur interceptant les Avoirs en devises nets des engagements extérieurs) et les Avoirs Intérieurs Nets (reprenant les créances sur l'état nettes des dépôts, le crédit à l'économie et les autres postes nets retraçant les opérations

de la Banque Centrale et des banques commerciales pour leurs propres comptes.

Quant à la demande de monnaie, elle s'analyse comme l'ensemble des dispositions du secteur privé (entreprises et ménages) à détenir la monnaie. Les dispositions de détenir la monnaie, laquelle est une forme de détention des richesses, procèdent de plusieurs motifs: motifs de transaction, de précaution ou de spéculation. Ainsi, la monnaie est demandée par le Public en raison de son rôle d'unité de compte, d'intermédiaire des échanges et de règlement ou d'extinction des dettes, d'actif de réserve ou d'épargne.

## Régime de ciblage

La problématique du régime de ciblage est examinée dans l'encadré suivant<sup>1</sup>:

<sup>1</sup> Tshionza Mbiye Omer et Ngonga Nzinga, Vincent, Les questions de politique monétaire (I), 2022, Ouvrage Inédit en cours de publication. .

### Encadré II | 2 Régimes de ciblage

Le régime monétaire définit, identifie et cible l'indicateur le mieux à assurer que les réalisations de l'inflation ( $\pi$ , l'inflation observée) seront conformes à l'inflation visée ( $\pi^c$ ). Cet indicateur est la cible intermédiaire. L'atteindre revient à accrocher la cible finale ou l'inflation visée.

*Dans le cas du régime de ciblage du taux de change, généralement pratiqué en régime des changes fixes, cibler le taux de change permet de garantir que l'inflation réalisée ( $\pi$ ) sera en phase avec l'inflation visée. La politique monétaire sera modulée en fonction de l'ancrage de l'évolution de l'offre de monnaie à celle des réserves de change. D'où le caractère non indépendant de la politique monétaire.*

La Banque Centrale s'emploiera pour que l'évolution de l'offre de monnaie soit calée à celle des réserves de change pour préserver la stabilité du taux de change et partant celle du niveau général des prix. Dans le cas contraire, elle interviendra sur le marché des changes pour défendre la parité en vendant les devises pour résorber l'excédent d'offre de monnaie. Sinon, pour ne pas épuiser les réserves de change, elle décidera de changer de parité en dévaluant la monnaie nationale par rapport à la devise.

*En ce qui concerne le régime de ciblage monétaire, cibler un agrégat de monnaie, principalement l'évolution de l'offre de monnaie permet de s'assurer que l'inflation réa-*

lisée sera compatible avec l'inflation visée. ***La politique monétaire sera modulée en fonction de l'écart entre la variation observée de l'offre de monnaie et sa variation programmée.*** Étant donnée la corrélation voire la causalité entre la croissance monétaire et l'inflation :

- Si  $m$ , la croissance observée de l'offre de monnaie est supérieure à la croissance programmée  $mp$ , la Banque Centrale, anticipant l'inflation, s'évertuera à réduire l'offre de monnaie, soit en baissant l'offre de refinancement ou en augmentant le taux directeur ou les deux à la fois.
- Si  $m$ , la croissance observée est inférieure à la croissance programmée  $mp$  l'autorité monétaire contrera anticipativement les poussées déflationnistes en augmentant l'offre de refinancement ou en baissant son taux directeur.
- Si  $m$ , l'inflation observée est égale à l'inflation visée,  $mp$ , la politique monétaire sera au repos. La Banque Centrale maintiendra inchangées ses conditions de refinancement.

Dans le régime de ciblage de l'inflation, l'inflation anticipée est la cible intermédiaire. La politique monétaire sera modulée en fonction de l'écart entre l'inflation anticipée et l'inflation visée et annoncée.

- Si  $\pi^a$  l'inflation anticipée est supérieure à l'inflation

visée,  $\pi^C$ , la politique monétaire sera restrictive tant que l'inflation anticipée n'est pas ramenée au niveau de l'inflation visée. La Banque Centrale augmentera son taux directeur.

- Si  $\pi^A$ , l'inflation anticipée est inférieure à l'inflation visée,  $\pi^C$ , la politique monétaire sera expansive tant que l'inflation anticipée n'est pas portée au niveau de l'inflation visée. La Banque Centrale baissera son taux directeur.
- Si  $\pi^A$ , l'inflation anticipée est égale à l'inflation visée,  $\pi^C$ , la politique monétaire sera inchangée. La Banque Centrale maintiendra invariant son taux directeur.

Dans la pratique actuelle, les Banques centrales se trouvant dans le régime de ciblage monétaire considèrent, à la fois, l'écart entre la croissance observée et la croissance programmée de l'offre de monnaie, d'une part, et l'écart entre l'inflation anticipée (souvent ramenée à l'inflation observée en projection annuelle ou en glissement annuel) et l'inflation visée, d'autre part. Elles modulent la politique monétaire en fonction de ses écarts. Dans ce cas, le régime de ciblage devient hybride mélangeant les modalités attachées au régime de ciblage monétaire et au ciblage de l'inflation.

Cependant, ce n'est parce que les Banques Centrales du régime de ciblage monétaire se comportent de la sorte qu'elles pratiquent le ciblage d'inflation. L'adoption de ce dernier suppose la réalisation d'un certain nombre de conditions dont les principales sont les suivantes<sup>2</sup>:

- Le ciblage d'inflation suppose d'abord une banque Centrale dont la liberté de manœuvre est considérable tant en termes de choix des instruments que de détermination des objectifs. A cet effet, le pays ne doit présenter aucun symptôme de domination budgétaire. Autrement dit, la politique monétaire ne doit pas être dictée ou freinée par des considérations purement budgétaires.
- L'emprunt du secteur public à la Banque Centrale et au système bancaire doit être nul.
- Les marchés des capitaux intérieurs doivent être suffisamment développés pour absorber l'émission d'effets publics et privés et l'accumulation de la dette

<sup>2</sup> Masson, Paul, Savastano, Miguel et Sharma Sunil, "Le ciblage de l'inflation peut-il servir de cadre à la politique monétaire des pays en développement?" in Finances et Développement, mars 1998, pp.34-37.

publique doit être soutenable pour ne pas contraindre par trop la politique monétaire;

- Les pouvoirs publics doivent s'abstenir de cibler le niveau ou le sentier d'évolution de toute autre variable nominale telle que le taux de change et les salaires. Si le taux de change est fixe, la politique monétaire est subordonnée à l'objectif de taux de change, et le pays ne peut viser directement avec efficacité aucune autre variable nominale.

### Modèle de prévision et de transmission de la politique monétaire

**La Banque Centrale du Congo se propose de mettre en place un modèle analytique de prévision et de transmission de la politique monétaire.**

Dans le cadre des travaux relatifs à la modernisation du cadre d'analytique de sa politique monétaire, la Banque Centrale du Congo a entamé, depuis avril 2021, un processus visant la mise en place d'un Système de Prévisions et d'Analyse (SPA), à l'instar d'autres banques centrales, et ce, avec l'appui technique du Fonds Monétaire International (FMI). La version canonique du modèle devant sous-tendre ce système est présenté à travers l'encadré ci-dessous.

#### Encadré II|3 Vers la mise en place d'un Système d'Analyse et des Prévisions (FPAS) à la Banque Centrale du Congo

Le FPAS<sup>3</sup> est un système d'organisation d'une production efficiente et directe d'informations économiques pour

permettre au Comité de Politique Monétaire de prendre de décisions. Il aiderait dans l'analyse de l'évolution de l'économie congolaise et dans l'élaboration des prévisions à court et à moyen termes.

Au cœur du système, l'on retrouve un modèle semi-structurel néokeynésien d'analyse et de prévisions de la politique monétaire. Ce modèle intègre un certain nombre

<sup>3</sup> Système de Prévisions et d'Analyse de la politique monétaire.

des caractéristiques, à savoir notamment: (i) la concurrence monopolistique, (ii) la rigidité des prix et des salaires et (iii) les anticipations rationnelles. A la différence des modèles DSGE (Dynamic Stochastic General Equilibrium), les coefficients de l'équation ne proviennent pas nécessairement de "paramètres profonds", mais sont estimés ou calibrés.

En effet, la version canonique de ce modèle se présente de manière suivante :

• **La demande agrégée**

$$\hat{y}_t = b_1 \hat{y}_{t-1} - b_2 mci_t + b_3 \hat{y}_t^* + \varepsilon_t^y$$

et 
$$mci_t = b_4 \hat{r}_t + (1 - b_4)(-\hat{z}_t)$$

Où  $\hat{y}_t$  est l'écart entre la production effective et la production potentielle (écart de production) ;  $\hat{y}_{t-1}$ , l'écart de production retardé;  $mci_t$  l'indice des conditions monétaires;  $\hat{y}_t^*$ , l'écart de la production étranger;  $\varepsilon_t^y$ , le choc de la demande.

Du côté de l'équation de l'indice des conditions monétaires, il y a:  $\hat{r}_t$ , l'écart du taux d'intérêt réel et,  $\hat{z}_t$ , l'écart du taux de change réel.

Une valeur positive de  $mci_t$  indique des conditions monétaires resserrées. De ce fait, le coefficient associé au  $mci$  entre dans l'équation avec le signe négatif. Un écart plus élevé du taux d'intérêt réel signifie un coût plus élevé de l'argent emprunté pour financer la consommation et l'investissement, ou des incitations plus importantes à épargner et reporter la consommation, occasionnant une diminution de la demande agrégée.

Le taux de change réel, étant mesuré à l'incertain, une appréciation réelle (baisse du taux de change réel) signifie qu'il faudra moins d'unités d'un bien national spécifique en contrepartie d'une unité du même bien produit à l'étranger, impliquant une réorientation de la demande en faveur des biens étrangers, signe que les conditions monétaires sont devenues plus strictes, ou encore moins accommodantes.

• **L'offre agrégée**

L'équation de l'offre agrégée s'inspire de la courbe de Phillips néo-keynésienne

$$\pi_t = a_1 \pi_{t-1} + (1 - a_1) E_t \pi_{t+1} + a_2 rmc_t + \varepsilon_t^\pi ;$$

et 
$$rmc_t = a_3 \hat{y}_t + (1 - a_3) \hat{z}_t$$

Où  $\pi_t$  le taux d'inflation;  $E_t \pi_{t+1}$  le taux d'infla-

tion anticipé;  $rmc_t$ , les coûts marginaux réels et  $\varepsilon_t^\pi$  le choc d'offre. Dans l'équation des coûts marginaux réels  $\hat{y}_t$ , représente l'écart de production et  $\hat{z}_t$ , l'écart du taux de change réel.

Les effets inflationnistes d'une hausse de l'écart de production passent par une augmentation de l'utilisation des capacités inutilisée entreprises nationales et donc une augmentation des coûts de production (heures supplémentaires travaillées peuvent nécessiter un salaire supérieur au taux habituel, dépréciation de l'équipement supérieure à la normale, etc.). De même, une accentuation de l'écart du taux de change réel, entraîne l'inflation par une accélération des coûts marginaux des importateurs.

• **La parité non couverte des taux d'intérêts**

$$s_t = E_t s_{t+1} + \frac{(i_t^* - i_t + prem_t)}{4} + \varepsilon_t^s$$

où,  $s_t$ , le taux de change;  $E_t s_{t+1}$ , le taux de change anticipé;  $i_t^*$ , le taux d'intérêt étranger;  $i_t$ , le taux d'intérêt national;  $prem_t$ , la prime de risque et,  $\varepsilon_t^s$ , le choc du taux de change.

Le taux de change se déprécie (augmentation)<sup>4</sup> en cas d'une hausse du taux de change anticipé ou d'une accélération de l'écart entre les taux d'intérêt nominaux étrangers et nationaux augmente, ce qui indique que les actifs étrangers deviennent plus attractifs pour les investisseurs par rapport aux actifs nationaux, ou encore d'une hausse de la prime de risque pays.

• **La règle de politique monétaire**

$$i_t = g_1 i_{t-1} + (1 - g_1)(i_t^n + g_2(E_t \pi_{t+N} - \pi_{t+N}^T) + g_3 \hat{y}_t) + \varepsilon_t^i$$

Où  $i_t$  le taux d'intérêt;  $i_t^n$ , le taux nominal neutre;  $E_t \pi_{t+N}$ , le taux d'inflation prévisionnel;  $\pi_{t+N}^T$  la cible d'inflation;  $\hat{y}_t$  l'écart de production et  $\varepsilon_t^i$ , le choc du taux d'intérêt.

Cette règle suppose que la Banque Centrale utilise le taux d'intérêt comme principal instrument de politique monétaire. Le taux d'intérêt retardé est un facteur de lissage qui prend en compte le fait que les Banques Centrale préfèrent souvent attendre de voir avant de prendre position sur l'évolution du taux directeur, évitant ainsi des changements trop brusques des taux directeurs.

Ainsi, la version finale du modèle de l'économie congolaise devrait être beaucoup plus vaste que la version canonique ci-haut, en intégrant un certain nombre des caractéristiques de l'économie congolaise, entre autres: (i) la

<sup>4</sup> Dans le cas de la cotation à l'incertain pratiquée par la RDC depuis les années 1975-1976.

prédominance de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire, la faible portée de la politique monétaire au regard de la sous-bancarisation de l'économie, de la faible connectivité du pays en raison des problèmes de transport, la dominance budgétaire, quoiqu'en net recul, la désarticulation économique conduisant à des phénomènes proches des "îles de LUCAS", la dollarisation de

l'économie, le caractère oligopolistique du système bancaire, la pro-cyclicité du crédit bancaire, et l'utilisation du ciblage des agrégats monétaires comme cadre de politique monétaire.

## 1 | 3 | 2 Cadre opérationnel de la politique monétaire

En 2021, le cadre opérationnel de la politique monétaire et de change est resté identique à celui de 2020.

Le dispositif instrumental est décliné comme suit :

- i. Le taux directeur, le point de départ des impulsions monétaires est appliqué sur les opérations de refinancement, à travers deux guichets, à savoir celui de prêt à court terme (avec une maturité de 7 jours) et celui des facilités permanentes (24 heures) ;
- ii. Concernant les coefficients de la réserve obligatoire, ils sont discriminés suivant la monnaie et la maturité de dépôts ; et
- iii. Pour ce qui est des appels d'offres du Bon BCC, ils

sont proposés suivant des fréquences hebdomadaire, mensuelle et trimestrielle.

Le dispositif stratégique repose sur la conduite de la politique monétaire selon la règle : la cible d'inflation est annoncée en lien avec la programmation monétaire précisant les niveaux-cibles de l'offre de monnaie et des autres agrégats monétaires. Les résultats de politique monétaire sont régulièrement publiés dans les notes de conjoncture hebdomadaires à la disposition du Public.

La politique monétaire résulte des orientations du Conseil d'Administration et est mise en œuvre dans un cadre institutionnel fondé sur l'indépendance de la Banque Centrale dans le choix des instruments et la détermination des objectifs.

### Encadré II | 4 Adaptation du modèle keynésien monétaire de base à l'économie congolaise

Le point de départ est l'équilibre ex ante entre l'offre et la demande de monnaie à 100 milliards de FC. L'offre de monnaie se compose des avoirs extérieurs nets et des avoirs intérieurs nets.

Quant à la demande de monnaie, elle est constituée de la demande de transactions, de la demande de précaution et de la demande de spéculation. Les deux premières demandes, d'une valeur de 70 milliards de FC sont des fonctions croissantes du revenu réel.

La troisième, d'un import de 30 milliards de FC, varie en raison indirecte du taux d'intérêt.

Le déséquilibre monétaire de type keynésien survient après un choc réel touchant la demande de monnaie. En effet, à la suite de la baisse de la production, l'économie entre en récession ou est confrontée à un ralentissement de l'activité.

L'équilibre monétaire antérieur est rompu du fait du décrochage de la demande de monnaie de 100 à 80 mil-

liards de FC. Elle procède de la baisse des demandes de précaution et de transactions lesquelles dépendent du revenu réel. Ces demandes passent de 70 à 50 milliards de FC. Quant à l'offre de monnaie, elle demeure à son niveau initial. Il s'ensuit un surplus de l'offre de monnaie de 20 milliards de FC débouchant sur la baisse du taux d'intérêt nominal. Comme le niveau général des prix reste inchangé, le taux d'intérêt réel baisse aussi. Il se répercute favorablement sur l'investissement, lequel, par effet multiplicateur, impulse la production.

L'économie congolaise était en proie au ralentissement de l'activité en 2000 avec un taux de croissance de 1,7% largement inférieur à la moyenne observée depuis 2002 à 2019 de 5,6%. La Banque Centrale du Congo a commencé par relever son offre de refinancement laquelle, sur l'année, passera de 2.414,1 milliards en 2020 à 11.699,1 milliards de CDF en 2021. Elle va impliquer la réduction à 4 reprises sur l'année du taux directeur parti de 18,5% à 7,5%.

Ce repli du taux directeur se serait répercuté favorablement sur le coût du crédit et aurait permis d'impulser

la demande de crédit de la part notamment du secteur de production non extractif (industries manufacturières, télécommunications, transports et communications....).

Il en serait découlé la croissance de l'activité hors secteur extractif lequel dépend de la demande internationale.

## 1 | 3 | 3 Comportement des facteurs de la liquidité bancaire et modification des instruments

### Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

Au cours de l'année sous analyse, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection de 1.198,4 milliards de CDF, en dépassement de 560,5 milliards par rapport à l'injection programmée de 637,9 milliards. Cette injection découle de celle opérée par les facteurs autonomes de 2.200,9 milliards de CDF, atténuée par une ponction des facteurs institutionnels de 1.002,5 milliards.

Tableau II | 1 Évolution des facteurs de la liquidité bancaire (Flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2021		
	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart
Facteurs autonomes (hors circu fiduc.)	258,9	636,1	377,3	897,4	1564,8	667,4	1156,2	2200,9	1044,7
Facteurs institutionnels	384,0	81,7	-302,3	134,4	920,8	786,4	518,4	1002,5	484,2
Fact. Instit. Fact. Auton.	-125,1	554,4	679,5	763,0	643,9	-119,0	637,9	1198,4	560,5

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse semestrielle relève que cette injection a été plus forte durant le deuxième semestre que durant la première partie de l'année. En effet, aux six premiers mois de l'année, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels s'est soldée par une injection nette de 554,4 milliards face à une ponction prévue de 125,1 milliards de CDF. Le second semestre s'est soldé également par une injection nette de 643,9 milliards de CDF face à un flux programmé de 763,0 milliards de CDF.

#### Facteurs autonomes de la liquidité

Les facteurs autonomes ont induit une injection de la liquidité de 2.200,9 milliards de CDF contre celle attendue de 1.156,2 milliards. Cette injection est attribuable à celle des avoirs extérieurs nets de 3.531,5 milliards de CDF et de celle du Crédit Net à l'État de 1.978,3 milliards, contrebalancée par la ponction opérée au niveau des Autres Postes Nets à hauteur de 3.505,9 milliards de CDF.

Tableau II | 2 Évolution des facteurs autonomes de la liquidité (flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2021		
	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart
Facteurs autonomes (hors circu fiduc.)	258,9	636,1	377,3	897,4	1564,8	667,4	1156,2	2200,9	1044,7
Avoirs extérieurs nets (AEN)	33,9	1087,6	1053,7	1445,6	2443,9	998,3	1479,5	3531,5	2051,9
Avoirs intérieurs nets (AIN)	224,9	-451,5	-676,4	-548,2	-879,1	-330,9	-323,3	-1330,6	-1007,3
Crédits intérieurs	-278,8	-792,3	-513,5	-46,7	2967,6	3014,3	-325,5	2175,4	2500,8
Crédits nets à l'Etat (CNE)	-494,5	-789,4	-294,9	354,8	2767,7	2412,8	-139,7	1978,3	2117,9
Créances sur BCM (RME)	194,2	-22,2	-216,4	-402,8	224,9	627,8	-208,6	202,7	411,4
Créances sur secteur privé	21,5	19,3	-2,2	1,3	-25,0	-26,3	22,8	-5,6	-28,5
APN hors Bons BCC	503,7	340,8	-162,9	-501,5	-3846,7	-3345,2	2,2	-3505,9	-3508,1

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse semestrielle révèle ce qui suit :

- au premier semestre, les facteurs autonomes ont entraîné une injection de la liquidité de 636,1 milliards, en dépassement de 377,3 milliards de CDF par rapport à la programmation. Ce comportement découle de l'injection opérée par les avoirs extérieurs nets (AEN) de 1.087,6 milliards contre une prévision de 33,9 milliards alors que les avoirs intérieurs nets (AIN) ont entraîné une ponction de 451,5 milliards de CDF notamment par le truchement du Crédit net à l'État à hauteur de 789,4 milliards de CDF.
- au second semestre, l'injection des facteurs autonomes s'est accélérée pour atteindre 1.564,8 milliards de CDF contre une programmation de 897,4 milliards. Elle fait suite à une injection des avoirs extérieurs nets de 2.443,9 milliards de CDF. Cependant, à la différence du premier semestre, le Crédit Net à l'État a entraîné une expansion de la liquidité de 2.767,7 milliards de CDF.

#### Comportement des facteurs institutionnels

Afin de faire face à la forte injection de la liquidité opérée par les facteurs autonomes et de contenir d'éventuelles dépréciations de la monnaie nationale, les facteurs institutionnels ont ponctionné de la liquidité au-delà du niveau programmé. En effet, ils ont opéré une ponction annuelle de 1.002,5 milliards face à celle programmée de 518,4 milliards de CDF à travers la réserve obligatoire, le refinancement et l'encours des Bons BCC à hauteur respectivement de 780,8 milliards de CDF, 126,7 milliards et 95,0 milliards.

Tableau II | 3 Évolution des facteurs institutionnels de la liquidité  
(flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2021		
	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart
Facteurs institutionnels	384,0	81,7	-302,3	134,4	920,8	786,4	518,4	1002,5	484,2
a) Encours Bons BCC	-5,0	0,0	5,0	20,0	95,0	75,0	15,0	95,0	80,0
b) Réserve Obligatoire	340,3	215,7	-124,6	82,1	565,2	483,1	422,3	780,8	358,5
c) Encours refinancement	-48,7	134,0	182,7	-32,3	-260,6	-228,3	-81,0	-126,7	-45,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Au second semestre, les facteurs institutionnels ont ponctionné 920,8 milliards de CDF contre un retrait de liquidité programmé de 134,4 milliards alors qu'au premier semestre, ils n'ont ponctionné que 81,7 milliards.

### Manipulation des instruments de la politique monétaire

En 2021, la Banque Centrale du Congo a manipulé ses instruments de manière à fournir de la liquidité aux banques commerciales dans le but d'accompagner la relance de l'économie nationale après les effets néfastes subies de 2020 à la suite de la pandémie de Covid-19.

#### Taux directeur

La Banque Centrale du Congo a revu à la baisse de son principal taux directeur à quatre reprises, dont trois au premier semestre sur fond de la baisse progressive des tensions inflationnistes. Ces baisses du taux directeur visaient à accompagner la relance de l'économie nationale. En effet, le taux directeur de la BCC a évolué comme indiqué ci-dessous :

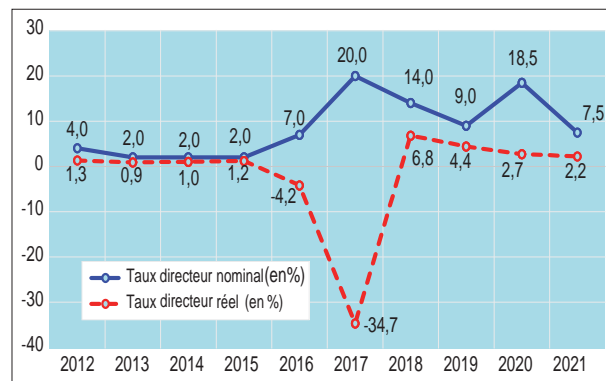
Tableau II | 4 Évolution du taux directeur nominal  
(en %)

Dates	Niveaux du taux directeur nominal
Fin décembre 2020	18,5
12-mars-21	15,5
16-avr-21	10,5
17-juin-21	8,5
30-déc-21	7,5

Source : Banque Centrale du Congo.

L'orientation de la politique monétaire s'est révélée expansionniste, le taux directeur réel a baissé de 0,5 point en s'établissant à 2,2 % en 2021 contre un niveau de 2,7 % au 31 décembre 2020.

Graphique II | 6 Évolution du taux directeur nominal et réel  
(en %)



Source : Banque Centrale du Congo.

#### Coefficient de la réserve obligatoire

Au cours de la période sous analyse, les coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2020, à savoir : 0,0 % pour les dépôts en monnaie nationale à vue et à terme, 13,0 % et 12,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

Cependant, même en l'absence de modification de la grille des taux, les coefficients de la réserve obligatoire ont globalement occasionné une ponction de la liquidité au-delà du flux programmé.

### 1 | 3 | 4 Etat des objectifs de la politique monétaire

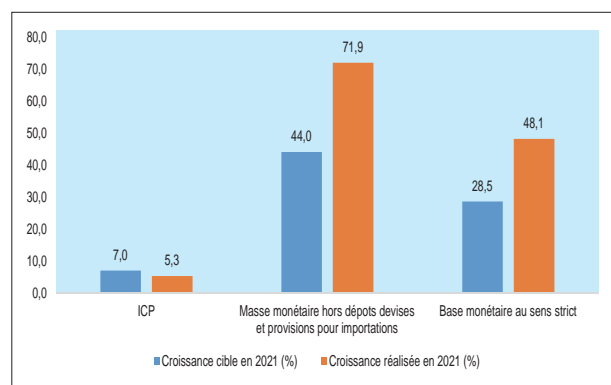
En 2021, les réalisations de la politique monétaire ont dépassé leurs cibles à l'exception de l'objectif final. En effet, le taux d'inflation, s'est situé à 5,3 % contre un objectif de moyen terme de 7,0 % fixé par l'Institut d'Émission.

Par contre, la base monétaire au sens strict s'est accrue de 48,1 % contre une croissance programmée de 28,5 %. L'objectif intermédiaire, à savoir, la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises, a progressé de 71,9 %, en dépassement par rapport à sa croissance programmée de 44,0 %.

Cette situation soulève le problème de validité du régime de ciblage monétaire au regard de l'affaiblissement du lien entre les agrégats monétaires et le niveau général des prix. L'écart entre les réalisations de croissance des agrégats monétaires et leurs niveaux programmés devraient logiquement amener à un dépassement de l'inflation visée. Ce qui conforte la pratique actuelle de régime de ciblage hybride même si toutes les conditions requises pour l'adoption du ciblage

de l'inflation ne sont pas encore remplies par la plupart des Banques Centrales dans les pays en développement.

Graphique II|7 Objectifs de la politique monétaire  
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

## 2 | Politiques structurelles

Les politiques structurelles comprennent les réformes structurelles et les politiques sectorielles.

Le Rapport 2021 de la Banque Centrale du Congo fait le point sur les réformes économiques menées par la RDC en tant que composante essentielle des politiques structurelles.

En RDC, les politiques économiques sont prédominées par les politiques conjoncturelles. Le focus sur les politiques structurelles, lesquelles visent à diversifier l'offre des biens et services et à transformer structurellement l'économie, n'est pas très prononcé.

En effet, face à l'instabilité macroéconomique quasi permanente, les politiques conjoncturelles ont pris le pas sur les politiques structurelles et de développement dont les résultats se situent à moyen et long terme. Celles-ci ont l'avantage d'impulser durablement la stabilisation macroéconomique.

L'histoire de la stabilisation macroéconomique de la RDC est émaillée des politiques de "stop and go", c'est-à-dire une succession d'actions, de relance et de restriction par la demande globale lesquelles ont accentué les à-coups de la conjoncture au lieu de les éviter. Confronté aux déséquilibres fondamentaux répétitifs, à la montée de l'endettement et à la stagnation de la production, le pays a été contraint, dans les années 1970 et 1980, à adopter des politiques de stabilisation et d'ajustement structurel initiées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Cependant, malgré la récurrence de ces politiques insistant davantage sur l'ouverture aux échanges extérieurs depuis l'accession du pays à l'indépendance, l'économie congolaise n'a cessé de se désarticuler et d'être de moins en moins compétitive. L'absence d'un plan de développement, la persistance des problèmes sécuritaires, l'instabilité politique, institutionnelle et juridique plombent les résultats en matière de développement.

Il est important de relever les "années perdues" entre 1989 et 2001. Pendant cette période, l'économie est entrée dans la phase de récession doublée d'hyperinflation au regard la variation annuelle moyenne de la production de - 5,1 % et du niveau général des prix de plus de 2.000 %. Dans un tel contexte, le processus d'accumulation des richesses s'est arrêté et la séquence de redistribution ne pouvait être envisagée.

Cette situation a freiné tant l'investissement interne qu'étranger en dépit d'énormes potentialités du pays attendant d'être transformées en capital physique et en développement humain.

Les réformes entreprises durant les années 2000, notamment le partenariat dans le secteur minier ont, tant soit peu, permis le retour de l'économie sur un sentier de croissance soutenue. De ce fait, la variation du PIB réel s'est établie en moyenne annuelle à 5,6 %, de 2002 à 2021.

Cette phase d'accumulation des richesses ne s'est pas cependant accompagnée d'une redistribution plus ou moins équilibrée des fruits de la croissance : les inégalités mesurées à partir du coefficient de Gini se sont accentuées et la pauvreté s'est généralisée.

Par ailleurs, le taux de transformation structurelle de l'économie est inexistant : la part du secteur primaire dans le PIB est prépondérante. Elle est suivie par celle des services. Le secteur secondaire vient en dernière position. Or, c'est la part de ce secteur dans le PIB qui mesure notamment le degré d'industrialisation, l'effort de requalification des valeurs ajoutées, le processus de diversification économique et l'importance relative de la complexité économique<sup>5</sup>. C'est ainsi que les résultats de la RDC en termes de complexité économique sont faibles tel qu'indiqué ci-dessous :

<sup>5</sup> La complexité économique peut être entendue comme la mesure de la quantité de savoir qu'un pays mobilise dans la production des produits à valeur ajoutée toujours élevée. Le calcul de la complexité économique s'appuie sur deux mesures : la diversité productive et l'ubiquité. La diversité illustre la variété de produits différents exportés par un pays. L'ubiquité est une indication du nombre de pays qui exportent un même produit.

Tableau II | 5 Statut de la RDC au plan de la complexité économique

Années	Indice de complexité	Position
2017	-1,41	120 <sup>ème</sup> /135
2018	-1,45	122 <sup>ème</sup> /135
2019	-1,38	120 <sup>ème</sup> /135
2020	-1,46	123 <sup>ème</sup> /136

Source : Country Rankings (ECI)

Les efforts actuels dans le cadre du développement local de 145 territoires, des réformes sur les dépenses des institutions publiques, des secteurs de la santé publique, de l'éducation nationale, de la justice, des investissements publics, de la défense nationale et de la sécurité doivent s'inscrire sur la durée. Parallèlement, des corrections inéluctables sont à opérer pour améliorer la qualité de la dépense publique à travers la réforme de la subvention pétrolière évoluant à deux vitesses, la maîtrise de la masse salariale et des risques budgétaires, la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs...

### Encadré II | 5 Politiques conjoncturelles et structurelles

La politique économique a deux composantes essentielles : la composante conjoncturelle et la composante structurelle.

D'une manière générale, les politiques conjoncturelles exercent des effets sur le court terme et agissent sur la production effective afin de réduire son écart avec la production potentielle. Les politiques conjoncturelles visent la restauration des équilibres rompus entre la demande et l'offre globale. Ces déséquilibres donnent lieu à quatre principales situations conjoncturelles. La première est l'expansion expliquée par la poussée de la demande et caractérisée par la hausse de la production et du niveau général des prix généralement sous contrôle. La deuxième est la récession procédant du recul de la demande et marquée par la baisse du niveau général des prix, mieux la baisse de l'inflation et le repli de la production. La troisième est la stimpflation consistant en une hausse du niveau général des prix et une baisse de la production. La quatrième est la crise de surproduction, combinaison d'une situation d'augmentation de la production dans un contexte de baisse du niveau général des prix.

Les politiques structurelles *sont, quant à elles, des politiques dont les résultats sont perceptibles à moyen et long terme. Elles* sont fondamentales pour garantir la croissance à terme d'un pays. Elles consistent, essentiellement, en des mesures qui modifient les composantes systémiques d'une économie, c'est-à-dire le cadre institutionnel et réglementaire dans lequel les entreprises et les individus exercent

En dépit des résultats encourageants obtenus depuis 2002 au plan de la croissance et de l'inflation, l'économie de la RDC continue à souffrir d'une volatilité relativement élevée et d'une faible résilience en raison de son insignifiante diversification, de la précarité de son réseau des transports et communications, de sa faible connectivité, de taux de desserte en électricité et en eau très insuffisants et divers autres goulets d'étranglement.

Cette situation l'expose aux aléas du comportement de l'environnement international, notamment les différentes crises qui se sont succédé dans le monde, après le retour à la stabilité de cadre macroéconomique en 2002, à savoir : la crise financière internationale de 2008, la baisse des cours des matières premières de 2016 et la pandémie du Covid-19 de 2020, les contrecoups de la guerre en Ukraine.

leurs activités. Elles visent à assurer la performance d'une économie afin d'atteindre son niveau de croissance potentielle de manière équilibrée. Elles portent essentiellement sur l'augmentation de l'offre grâce à l'amélioration de la productivité des facteurs, la transformation structurelle attestée par la réduction croissante de l'importance du secteur primaire dans le PIB au profit du secteur manufacturier, l'investissement dans le capital physique en termes d'infrastructures et de logistique, l'investissement dans le capital humain en termes des capacités et de savoir-faire. Elles s'emploient donc à améliorer et transformer la logique de fonctionnement d'une économie à travers des réformes d'envergure visant à augmenter l'importance des secteurs à forte intensité de capital et à forte valeur ajoutée. "Les politiques structurelles sont susceptibles d'affecter à la fois la force et la persistance des effets des chocs externes exogènes. Les politiques de stabilisation macroéconomique jouent également un rôle important en matière de résilience, mais leur efficacité est aussi conditionnée par les orientations de politique structurelle. Ces dernières peuvent par exemple affecter la force du mécanisme de transmission de la politique monétaire"<sup>6</sup>.

Dans une optique néoclassique, elles cherchent à libéraliser les marchés, alors que, dans une optique keynésienne, elles cherchent à renforcer le poids de l'intervention publique sur ces marchés. Les politiques structurelles agissent sur la production tendancielle. Il s'agit des réformes structurelles, des politiques

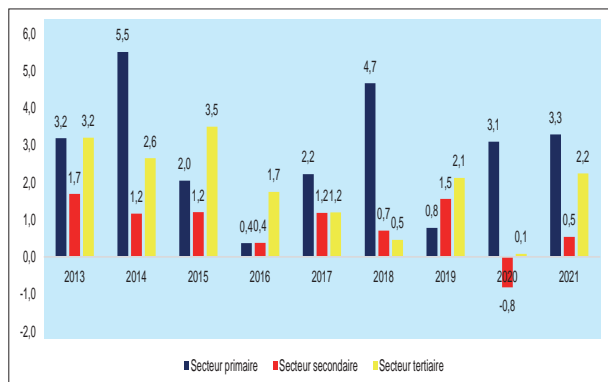
<sup>6</sup> Romain Duval et Lukas Vogel, Résilience économique aux chocs : Le rôle des politiques structurelles, in Revue économique de l'OCDE, 2008/1 (n° 44) , Page 211-251

industrielle, agricole, d'aménagement du territoire, de la libéralisation des marchés, des réformes tarifaires, douanières et fiscales, de l'ouverture de certains secteurs protégés à la concurrence...

Pour mieux illustrer la différence entre les objectifs de la politique économique conjoncturelle avec ceux de la politique économique structurelle, l'on peut recourir aux objectifs de la

politique d'une entreprise par rapport à ses capacités installée et effective. La politique conjoncturelle est celle qui consiste pour l'entreprise à maintenir sa capacité effective de production proche de la capacité installée. Sa politique structurelle est celle qui cherche à augmenter sa capacité installée au regard des perspectives en termes de conquête de nouveaux marchés et débouchés...

Graphique II | 8 Évolution des contributions des secteurs d'activités à la croissance



Source : Banque Centrale du Congo

## 2 | 1 Quelques réformes structurelles réalisées au sein de l'économie congolaise

Plusieurs réformes ont été menées ou sont envisagées par les gouvernements dans les différents secteurs pour améliorer la performance de l'économie congolaise.

### Réformes mises en œuvre

Elles ont concerné plusieurs secteurs notamment les mines, la gestion des finances publiques, le climat des affaires, l'éducation nationale...

#### Secteur minier

En sus d'être, durant plusieurs décennies, enclavée et peu contrôlée, l'activité minière de la RDC, notamment celle d'exploitations de cuivre, du cobalt et de diamant, a été caractérisée par un monopole d'exploitation du secteur public. Cette situation n'a pas permis l'amélioration de ce secteur, poumon de développement économique du pays. C'est dans ce cadre que dans les années 80, le pays s'était engagé avec le concours des institutions de Bretton-Woods dans un programme d'ajustement structurel.

Ces institutions prônaient un processus de décapitalisation de la Gécamines, et, d'autre part, l'ouverture de certaines concessions de la MIBA aux creuseurs artisanaux. Cependant, refusant d'appliquer la majorité des mesures prescrites, les autorités politiques ont fini par mettre un terme audit programme et la Gécamines a vu ses activités décliner, faisant passer sa production de 440,8 milliers de tonnes en 1989 à 7,7 milliers en 2004.

Cette situation a poussé la Gécamines, représentant l'Etat congolais, à initier une politique de cessions d'une partie de ses concessions aux joint-ventures dans lesquelles elle détient des actions. La cession de ces concessions par la Gécamines a contribué à la relance des activités d'exploitations minières et au relèvement de la production minière jamais réalisée auparavant.

Pour ce faire, en 2001, le gouvernement de la République avait mis en place une succession de réformes dans ce secteur avec comme objectif d'attirer les investissements directs étrangers et de faire des mines le moteur de la croissance économique. Pour y arriver, un code minier a été mis en place en 2002 caractérisé par une fiscalité beaucoup plus attractive, permettant aux investisseurs de bénéficier d'importantes exonérations en termes d'impôts, au cours de leurs premières années d'exploitation.

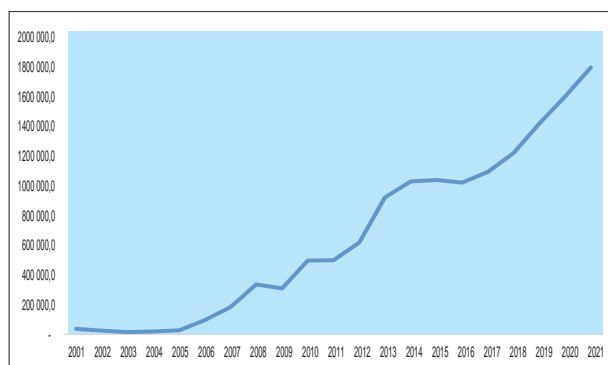
Cependant, après avoir observé certaines irrégularités et limites dans le précédent code, le Gouvernement a décidé de mettre en place un nouveau code minier et, dont sa publication est intervenue en 2018. Ce dernier a été élaboré dans le but de la maximisation des recettes de l'Etat dans le secteur minier en vue de contribuer au développement du pays.

Ainsi, ce nouveau code minier prévoit une plus grande appropriation de l'Etat sur ce secteur, à travers notamment (i) le relèvement de la quotité de la participation de l'État dans le capital social de l'entreprise, (ii) l'exclusivité de la sous-traitance aux sociétés dont la majorité du capital social est détenue par des Congolais, (iii) la participation requise d'au moins 10% des personnes physiques de nationalité

congolaise lors de la création d'une société minière, (iv) le rapatriement des recettes minières qui passe de 40 % à 60 % et à 100 % après amortissement de l'investissement et (v) la participation des Congolais dans le capital des comptoirs d'achat et de vente des matières précieuses et de traitement.

Il sied d'indiquer la poursuite des efforts de transparence au sein du secteur minier à travers notamment la publication des tous les contrats, ainsi que le renforcement de la mise en œuvre de l'ITIE.

Graphique II|9 Évolution de la production du cuivre de 2001 à 2021



Source : Banque Centrale du Congo.

Toutefois, alors que la production minière s'est substantiellement élevée suite aux réformes susmentionnées, portant la part de la branche minière dans le PIB à 31,0 % en 2021, alors qu'il était à 11,0 % en 2002, sa part contributive dans le budget reste démesurément faible. Cette situation, essentiellement expliquée par le non maitrise de la fiscalité minière, devrait être résolue au travers des nouvelles réformes au niveau du secteur public.

### Secteur de l'éducation nationale

La RDC est restée durant plusieurs années l'un des rares pays où l'enseignement de base n'était pas gratuit. Le financement de l'enseignement par les parents a été pratiquement formalisé pour soutenir le système éducatif, alors que la gratuité est inscrite dans la Constitution.

Ainsi, en vue de soutenir l'éducation nationale, le gouvernement a décidé d'accroître la part réservée à l'éducation nationale dans son budget. Cette réforme a contribué à redonner de la crédibilité dans le système éducatif congolais et auprès des partenaires techniques et financiers du secteur à l'occurrence l'UNICEF, l'UNESCO, l'USAID et la Banque Mondiale.

La réforme est à ces jours appliquée au niveau de l'enseignement primaire. Elle s'étendra dans les jours à

venir à l'école secondaire. Elle a permis de récupérer un nombre important des enfants non scolarisés et aussi à contribuer à l'amélioration infinitésimale des conditions socioprofessionnelles de l'enseignant ainsi qu'à la suppression des écoles fictives.

### Secteur de la santé publique

C'est depuis 2006 que la RDC s'était engagée à réformer son système de santé. En 2021, la RDC a bénéficié d'un plan stratégique de Couverture Santé Universelle (CSU). Il s'agit de la mise en place du Conseil National pour la CSU et son cadre du pilotage politique et technique, la validation des projets de décret portant création, organisation et fonctionnement des cinq établissements publics (l'Autorité de Régulation et de Contrôle de la Couverture Santé Universelle, le Fonds de Promotion de la Santé, le Fonds de Solidarité de Santé, l'Institut National de Santé Publique et l'Agence Nationale d'Ingénierie Clinique et du Numérique de la Santé) d'appui à la mise en œuvre du CSU.

Le plan stratégique de Couverture Santé Universelle avait comme objectif de donner l'accès égalitaire aux soins de santé de tous les congolais.

### Climat des affaires

Dans le souci d'améliorer le climat des affaires, plusieurs efforts sont poursuivis en vue de stimuler l'investissement privé. Globalement, ces dernières années, quelques-unes des réformes prises au niveau national, dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires ont été ovationnées par des instances internationales, à savoir: (i) le guichet unique du commerce extérieur, (ii) le guichet unique pour la création des entreprises, (iii) la réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices et profits, qui est passé de 35 à 30 %, (iv) la réduction du coût de création d'entreprise, (v) l'existence de l'Ordre des architectes, des ingénieurs indiquant un vrai engagement de normalisation de standards opérationnels sur le plan normatif, (vi) la réduction du délai et condition dans l'obtention de permis de construire ...

Aussi, dans son programme d'action quinquennal, le Gouvernement de la république a fait de la question relative à l'amélioration du climat des affaires et de la promotion de l'entrepreneuriat et de la classe moyenne l'une de ses priorités. C'est dans ce cadre qu'en 2021, il a été mise en place le Fonds de Garantie de l'Entrepreneuriat au Congo (FOGEC).

Le FOGEC a reçu des autorités comme mission principale garantir les financements des micros, petites et moyennes

entreprises, à travers notamment l'IFS et les banques. Les missions connexes de cette structure, portent notamment sur le développement des mécanismes innovants de financement des entrepreneurs, octroyer le financement participatif avec ou sans contrepartie, avec ou sans intérêt, accorder le subventionnement, participer à la mise à disposition des fonds d'amorçage et des prêts d'honneur au profit principalement des femmes et des jeunes.

### Le partenariat Public Privé

En vue de pouvoir fournir des services publics, tout en ayant également recours à l'expertise, au financement et la capacité d'innovation du secteur privé, la République Démocratique du Congo s'est dotée en juillet 2018 de la Loi n°18/016, relative au Partenariat Public-Privé. En effet, cette réforme fait suite à la volonté du Gouvernement de promouvoir la participation du secteur Privé dans le processus de développement, à travers notamment la création d'un environnement propice aux investissements.

Cette Loi définit le cadre institutionnel et détermine les règles et procédures juridiques relatives à la conclusion, à l'exécution, au suivi et contrôle des contrats de partenariats Public-Privés, conformément aux meilleures pratiques internationales. Elle couvre les contrats globaux comprenant le financement, la conception, la construction ou la transformation, l'entretien, la maintenance, l'exploitation ou la gestion d'infrastructures.

Ainsi, l'application de cette Loi a été marquée en 2021 par la mise en place d'un Établissement Public dénommé «Unité de Conseil et de Coordination de Partenariat Public-Privé», créé par Décret n°21/04.

### Gestion des finances publiques

Depuis les années 2001-2002, la RDC s'est engagée dans la voie des réformes au plan de la gestion des Finances Publiques. Parmi ces réformes, l'on peut mentionner l'introduction en 2003 de la chaîne informatisée de la dépense publique reprenant les procédures normales d'engagement, de liquidation, d'ordonnancement et de paiement. Cependant, outre l'absence de la chaîne de la recette devant comprendre les procédures informatisées de constatation, de liquidation, d'ordonnancement et de recouvrement de la recette publique, d'autres faiblesses continuent à entacher la gestion des finances publiques.

En effet, en dépit de progrès considérables dans les domaines de l'élaboration du budget, de la classification et de l'exécution des dépenses publiques ainsi que de

l'établissement des rapports budgétaires, la transparence budgétaire est affectée par la persistance des dépenses hors chaîne et hors budget. Ainsi, les procédures exceptionnelles (dépenses d'urgence, mise à disposition des fonds) continuent à affecter la qualité de la dépense publique.

Par ailleurs, le cadre juridique et institutionnel régissant les finances publiques n'est plus adapté. La loi financière, qui fait fonction de loi organique, n'assure pas la transparence, la fluidité et la traçabilité des opérations budgétaires. Le Règlement Général de la Comptabilité Publique est peu vulgarisé en plus d'être trop désuet et inapplicable en l'état.

Le champ de couverture des actions de l'État n'est que partiel dans le budget et dans les rapports s'y rapportant. En effet, le Budget Général de l'État n'est pas exhaustif en ce qu'il n'intègre pas les budgets des entités décentralisées (les provinces) dont seul ressort le transfert venant du gouvernement central non pas comme une retenue à la source mais une rétrocession. En outre, les financements extérieurs, destinés aux projets d'investissement qui sont gérés par des structures spécialisées (tels que BCECO...) ne sont pas intégrés dans le Budget présenté au Parlement pour adoption.

La maîtrise des arriérés budgétaires pose problème. Dans le chef des administrations, l'accès avec retard aux crédits budgétaires procède notamment du fait que la «mécanisation» du budget est réalisée après la promulgation de la loi des finances. Ce problème concerne spécifiquement les charges «communes» (eau, électricité, carburants et lubrifiants, communications et télécommunications).

La comptabilité publique n'est pas tenue selon les normes internationalement admises. Elle est à partie simple et est, de ce fait, lacunaire. Comme conséquence, il n'existe pas de bilan à l'ouverture et à la clôture des opérations financières de l'État.

De lourds écueils pèsent sur le rapprochement des données budgétaires et bancaires. L'élaboration de la balance des comptes par la Direction de la Trésorerie et Ordonnancement n'est pas régulière. Les seules informations comptables utilisées sont celles produites par la Banque Centrale. Celle-ci ne dispose pas de prérogatives pour exercer le suivi systématique de la multitude des comptes de l'État ouverts auprès des banques commerciales.

Le système de passation des marchés publics souffre de crédibilité et de transparence. Les procédures de traitement des dépenses par marchés publics sont très lourdes. Les retards sont significatifs au niveau du Conseil des Adjudications

qui se réunit très irrégulièrement pour l'appréciation des dossiers de dépenses.

La rétrocession des recettes aux provinces est lente et tardive. D'où l'accumulation régulière des arriérés des paiements. En outre, même lorsque ces recettes sont rétrocédées, peu de suivi ou de contrôle est exercé sur celles-ci. Les enquêtes de suivi des dépenses publiques sont inexistantes. Les rapports de l'Inspection Générale des Finances ne font pas l'objet d'une prise en charge systématique et l'examen de leurs recommandations fait souvent défaut au niveau central.

La plupart de ces faiblesses font l'objet des réformes en cours discutées dans le cadre du programme triennal 2021-2024 convenu avec le Fonds Monétaire International et financé par la Facilité Élargie du Crédit (FEC).

### Réformes en cours de réalisation

Les politiques structurelles en 2021 ont mis l'accent sur la consolidation de la croissance à terme à travers la lutte progressive contre les vulnérabilités et la levée des externalités négatives.

Les réformes ont visé, de ce fait, à renforcer la croissance inclusive, la diversification économique et la compétitivité extérieure. Il s'agira de créer de nouvelles opportunités commerciales et de soutenir la diversification économique.

Pour ce faire, un accès particulier est mis sur :

- (i) le relèvement du capital humain par l'amélioration des systèmes d'éducation et de santé;
- (ii) l'amélioration de l'environnement des affaires et de la gouvernance; et (iii) le renforcement de la connectivité de l'économie nationale fragmentée en raison de multiples goulets d'étranglement et rupture de charge grâce aux développements des infrastructures routières et à l'intégration commerciale avec le reste du monde.

S'agissant de la valorisation du capital humain, des efforts seront entrepris dans le sens du contrôle de la masse salariale et des effectifs de la fonction publique pour lutter contre les fictifs et rémunérer conséquemment les actifs tout en favorisant les secteurs prioritaires (tels que la défense et la sécurité, l'éducation et la santé ainsi que la justice). Dans le même ordre d'idées, il est prévu des enveloppes au titre d'indemnités de mise à la retraite de fonctionnaires pour la mise à la retraite ou des transferts sociaux pour limiter l'insécurité alimentaire.

### Réformes relatives à la dépense publique

**S'agissant de la subvention pétrolière**, le gouvernement entend la réduire en apurant les arriérés y relatifs et en ajustant progressivement le prix à la pompe dans le but de l'uniformiser dans toutes les zones. Il est déterminé à réformer le système de subvention des prix des carburants pour maîtriser le risque lié aux passifs envers les distributeurs pétroliers. Face à l'écart entre les prix à la pompe fixés par le gouvernement et les prix reflétant les fondamentaux du marché, qui génère d'importantes pressions budgétaires et des dépenses fiscales, une réforme globale de ce système de subvention est mise en place. Afin de réduire les nouveaux passifs, il sera procédé à une hausse graduelle et prudente des prix à la pompe pour une augmentation totale comprise entre 35 % et 60 % selon les zones, tout en instaurant des transferts ciblés pour compenser les ménages les plus vulnérables à la volatilité de prix. Il sera envisagé la suppression de la subvention pour l'achat de carburant par les compagnies aériennes pour les vols internationaux et pour le secteur industriel (notamment le secteur minier). À l'avenir, le ravitaillement régulier sera assujéti à la certification préalable eu au paiement simultané des montants dus aux distributeurs.

Après un appel d'offres, une société internationale de conseil sera engagée pour mener l'audit de la structure des prix, dont le résultat est attendu d'ici décembre 2022. Mensuellement à partir de 2023, sera publiée la structure de prix à la pompe, l'écart avec la vérité des prix, le montant estimé des manques à gagner pour les distributeurs et les manques à gagner sur les recettes fiscales. Les manques à gagner des distributeurs seront certifiés pour un trimestre donné dans un délai maximum de deux mois.

Le Gouvernement continuera à développer la capacité d'évaluation et de gestion des risques budgétaires. Il élaborera dans ce cadre et avec l'assistance technique du FMI, une déclaration détaillée contenant des informations sur (i) les risques macroéconomiques; (ii) les risques liés à la dette publique; (iii) les risques liés aux entités publiques autres que le gouvernement central; (iv) les risques liés au secteur financier; (v) les risques institutionnels; et (vi) les risques à long terme, notamment ceux liés au changement climatique. Initialement publiée en annexe du Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT), cette déclaration sera désormais annexée à la Loi de Finances.

Concernant les risques liés à la dette publique, le Gouvernement reste attaché à éviter d'accumuler d'arriérés sur le service de la dette extérieure publique et d'accumuler d'arriérés de salaires de l'État. Il s'engage aussi ne plus utiliser les dépôts de la banque centrale comme collatéral/

garantie pour les emprunts de l'administration centrale, tout en remboursant les emprunts de ce type existants selon l'échéancier prévu.

Le Gouvernement mettra en œuvre **une stratégie d'apurement des arriérés intérieurs**. Élaborée avec l'assistance technique du FMI, la première étape de cette stratégie est un audit indépendant du stock d'arriérés intérieurs certifiés. Cet audit a pour but de nettoyer la base de données de ce stock d'arriérés. Un arrêté ministériel définira la répartition entre les petites créances qui seront payées immédiatement et sans décote suivant un échéancier budgétairement soutenable. Les autres créances seront transformées en Obligations du Trésor que le gouvernement remboursera annuellement par anticipation via des opérations de rachat. Par ailleurs, il est prévu la reprise du processus de certification des arriérés et l'amélioration de la traçabilité des dépenses à court terme, pour éviter d'accumuler de nouveaux arriérés.

Une attention sera portée sur la rationalisation des charges non fiscales. Toutes les dispositions légales sur les recettes non fiscales seront regroupées dans un document unique, en les classant par secteur économique pour en simplifier la compréhension par les contribuables.

Il sera adopté un plan de rationalisation de ces charges cohérent avec les recommandations de l'assistance technique du FMI.

L'inventaire de toutes les charges parafiscales, des comptes spéciaux et des budgets annexes sera finalisé d'ici la mi-2023 en vue de commencer à les rationaliser avec des mesures spécifiques à intégrer dans la Loi de finances 2024.

### *Réformes concernant la recette publique*

A moyen terme, les efforts de mobilisation de recettes seront poursuivis pour progressivement converger vers la moyenne de la pression fiscale de l'Afrique subsaharienne (21 % du PIB). La finalisation et l'adoption du plan de mobilisation des recettes intérieures 2023-25 serviront de modèle pour améliorer la conformité et la collecte des recettes.

A court terme, les objectifs de mobilisation des recettes pour les trois régies sont ceux assignés dans les contrats de performance. Les recettes fiscales et non fiscales sont projetées à 15,4 % du PIB en 2023. Outre les efforts conjugués des trois régies financières, les performances du secteur minier et les réformes et mesures suivantes à entreprendre soutiendront les projections :

– *L'élargissement de l'assiette fiscale et l'amélioration de la*

*conformité au paiement de l'impôt*, avec (i) l'adoption d'un plan d'amélioration de la conformité fiscale pour faciliter l'enregistrement volontaire des contribuables et pour augmenter le nombre réel de grands, moyens et petits contribuables; (ii) la sécurisation du registre des contribuables pour limiter l'accès aux opérations douanières, aux marchés publics et le droit d'émettre des factures de TVA aux seuls assujettis actifs identifiés par la DGI; (iii) l'amélioration des taux de déclarations d'impôts et de paiements; (iv) l'augmentation du nombre de contributeurs effectifs à la TVA; (v) l'augmentation de la couverture des risques par un plan d'audit adapté; et (vi) le renforcement du recouvrement des arriérés d'impôts. Ces mesures s'appuieraient sur l'adoption par le gouvernement du plan à moyen terme de mobilisation des recettes intérieures finalisé avec l'aide du département des finances publiques du FMI.

– *Le rétablissement d'un bon fonctionnement de la TVA:*

– Conformément à la législation existante et aux meilleures pratiques internationales, le système de TVA comptable en vigueur depuis mars 2021 s'applique désormais aux sociétés minières en phase d'exploitation et non à des produits spécifiques. Cela devrait limiter l'accumulation de nouveaux arriérés de TVA envers ces entreprises.

– Concernant le stock d'arriérés de crédits envers les sociétés minières, estimé à quelque 800 millions de dollars après l'audit achevé par l'Inspection Générale des Finances (IGF) en mars 2022, un plan de remboursement ad hoc a été arrêté en tenant compte de l'espace budgétaire de l'État.

– Afin d'améliorer le système de TVA en dehors du secteur minier, il est prévu des contrôles ponctuels de la TVA et de connecter les directions centrales entre elles et avec les services opérationnels. La faible informatisation de l'administration fiscale explique la contreperformance dans la collecte de la TVA, entravant les remboursements de crédits de TVA et fragilisant la capacité de la DGI à maîtriser l'assiette et à accompagner un recouvrement exhaustif. Le Gouvernement prévoit d'introduire, au plus tard le 30 décembre 2023, une solution informatique de contrôle de facturation certifiée par la DGI. Ce qui permettra à l'administration d'émettre un code de certification de chaque facture émise et de s'assurer de la régularité de la comptabilité présentée afin de juger de la sincérité des déclarations.

Le Gouvernement s'abstiendra d'accorder de nouvelles exemptions de TVA.

– L'amélioration de la performance de la Direction Générale des Douanes et des Accises (DGDA) :

– Tout en tenant compte de la taille du territoire et des défis rencontrés dans les provinces, le Gouvernement favorisera l'application cohérente des dispositions douanières à l'échelle nationale. D'où la modernisation des installations douanières et l'extension des actions de formation. La généralisation de l'utilisation de SYDONIA World, qui couvre désormais au moins 95% des recettes douanières du pays, participe à cet effort.

– Compte tenu de l'important potentiel de recettes, une attention particulière sera portée sur le contrôle de la valeur des marchandises importées, avec un contrôle renforcé de la valeur déclarée, notamment pour les importations de véhicules via un système dédié en interaction avec SYDONIA World. Le contrôle administratif des exonérations et des régimes suspensifs à l'importation sera renforcé.

– Concernant le système de traçabilité des droits d'accises (STDA), d'importantes avancées ont eu lieu pour les secteurs du tabac et des télécommunications. Toutefois, les préoccupations et divers recours introduits par le secteur privé ont occasionné d'importants retards dans la mise en œuvre pour les boissons. En dehors du fonctionnement du STDA, pour lequel la DGDA continue à travailler en vue de l'installation des équipements nécessaires chez les producteurs (de premières installations ont été effectuées fin octobre 2022), il est planifié de renforcer les missions de contrôle, tant pour les produits importés que pour la production locale. La performance en termes de collecte de recettes doit être relevée. En effet, à ce jour, les droits d'accise représentent seulement 0,6% du PIB contre une moyenne en Afrique subsaharienne est de l'ordre de 1,6% du PIB.

– *La modernisation et l'informatisation de la collecte des recettes*, avec le soutien de l'Agence Française de Développement et de l'Union Européenne pour automatiser la chaîne des recettes avec l'installation et l'utilisation de nouveaux logiciels :

(i) ISYS-Régies, lequel permet la traçabilité des paiements effectués auprès des banques commerciales

(encadrées par la BCC selon des conventions signées en avril 2022) ;

(ii) LOGIRAD, lancé officiellement par le Premier Ministre le 8 septembre 2022, ce logiciel va améliorer la gestion des recettes non fiscales en traçant les opérations et réduisant le temps de traitement des dossiers; et

(iii) le progiciel de gestion intégrée (PGI) de l'impôt à la DGIA officiellement été lancé le 11 juin 2022. Au-delà des investissements initiaux, pour lesquels le Gouvernement bénéficie de l'appui technique et financier de nos partenaires, l'engagement est de pérenniser ces outils avec les dotations budgétaires nécessaires pour la maintenance, les abonnements internet et la formation des utilisateurs.

– *La rationalisation des dépenses fiscales*. Le rapport sur les dépenses fiscales, publié en annexe de la Loi de Finances, est régulièrement enrichi. Par ailleurs, en octobre 2022, un plan de rationalisation des dépenses fiscales a été adopté. Il ambitionne de réformer les régimes fiscaux dérogatoires ainsi que toutes les conventions, agréments, accords, lettres ou autres documents prévoyant des exonérations fiscales, à l'exception de ceux prévus dans les codes administratifs en vigueur.

– Des mesures ont été mises en œuvre pour assurer que les lignes budgétaires nécessaires soient bien identifiées et pour résoudre les difficultés de coordination entre les différents acteurs (ministère du budget, ministère des finances, ministère de la santé, cellule de passation des marchés, primature). Malgré ces efforts et la sanctuarisation des dotations budgétaires nécessaires (versées sur des comptes dédiés au BCeCo), la passation des marchés a encore connu des retards, ne permettant pas les décaissements attendus au premier semestre 2022. Face à cette situation, il est proposé le renforcement du dispositif institutionnel de suivi en mettant en place une *taskforce* interministérielle (comprenant la présidence, la primature, les ministères des finances, du budget et de la santé) ainsi que l'accélération du processus d'approbation des marchés.

– Dans le cadre du plan d'élimination progressive de la subvention pour les prix des carburants, il sera développé des programmes sociaux ciblés, avec l'appui des partenaires au développement, notamment de la Banque mondiale et la Banque africaine de développement avec l'assistance technique du FMI. L'appui sera aussi donné aux actions du ministère des affaires sociales et le Fonds

National de Promotion et de Service Social (FNPSS), notamment pour finaliser la politique et stratégie nationale de protection sociale (PSNPS).

### 3 | Perspectives macroéconomiques

#### 3 | 1 | 1 Perspectives économiques mondiales

Les perspectives de l'économie mondiale en 2022 renseignent l'intensification des incertitudes liées au déclenchement de la guerre en Ukraine et la persistance de la pandémie de Covid-19. En effet, après le rebond de l'activité économique en 2021, l'économie mondiale devrait ralentir en 2022. Le taux de croissance s'établirait à 3,2 % en 2022 contre 6,1 % réalisé en 2021.

D'après les prévisions issues des perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI) de mois d'avril 2022, cette croissance devrait se maintenir au même niveau en 2023.

Les dommages économiques causés par cette guerre devraient se propager par le canal du commerce extérieur avec des conséquences notamment sur les marchés des produits de base et financiers. Ces effets néfastes se feront sentir dans de nombreuses parties du monde et contribueront significativement au ralentissement de la croissance mondiale en 2022.

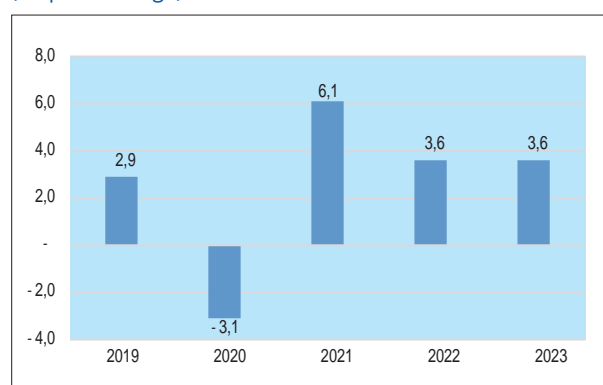
La Russie étant l'un des principaux producteurs des produits énergétiques (pétrole et gaz) et alimentaires, avec l'Ukraine (blé et maïs), les perturbations en approvisionnement de ces produits continueront à occasionner la hausse des cours sur les marchés mondiaux. Les pays importateurs de ces produits en Europe, dans le Caucase, en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne resteront exposés aux contrecoups de cette situation. De même, les ménages à faible revenu dans le monde entier demeureront les principales victimes de ces hausses de prix des denrées alimentaires et des combustibles.

En outre, il convient de noter que suite à la relation étroite des pays de l'Europe de l'Est et d'Asie centrale avec la Russie ainsi que l'afflux de plus de cinq millions des déplacés de guerre provenant de l'Ukraine, au-delà de ses conséquences humanitaires, ces régions continueront à ployer sous d'énormes difficultés économiques.

D'autre part, il sied de remarquer que ce conflit a accru le risque d'une fragmentation plus durable de l'économie

mondiale en blocs géopolitiques, s'appuyant sur des normes technologiques, des monnaies de réserve et des systèmes de paiements internationaux distincts. Cette situation plomberait davantage la poursuite de la reprise économique après la pandémie. L'accroissement de la polarisation mondiale ferait également obstacle à la coopération entre Etats laquelle du reste, demeure essentielle à la prospérité et au développement à long terme.

Graphique II | 10 Profil de la croissance économique mondiale  
(en pourcentage)



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI.

Pour sa part, la Banque mondiale table également sur le ralentissement de l'économie mondiale à 2,9 % en 2022 après avoir atteint 5,7 % en 2021. En outre, elle souligne que le recul prononcé de la croissance mondiale et les hausses des prix de l'énergie, des engrais ainsi que des denrées alimentaires occasionneraient une augmentation de la pauvreté dans le monde. Les perspectives de croissance à moyen terme sont revues à la baisse, à l'exception des pays exportateurs de produits de base qui pourraient bénéficier de la forte augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

Pour l'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), la croissance devrait s'établir à 4,5 % en 2022 et à 3,2 % en 2023. Dans l'hypothèse d'un enlèvement de la guerre, la croissance du PIB mondial pourrait fléchir de plus de 1,0 point de pourcentage la première année et une hausse de l'inflation mondiale d'environ 2,5 points de pourcentage. Par contre, la Russie et l'Ukraine seront engluées dans une récession, en raison des sanctions et des décisions des pays européens de réduire leurs importations.

Par ailleurs, les perspectives de croissance demeurent exposées à d'importants risques de détérioration, notamment une longue période de stagflation comparable à celle des années soixante-dix, une instabilité financière grandissante

due au renchérissement des emprunts et une aggravation de l'insécurité alimentaire.

### 3 | 1 | 2 Pays avancés

#### Activité économique

Après une forte reprise économique en 2021, les économies avancées devraient enregistrer une décélération remarquable de leurs activités économiques en 2022. En effet, le PIB réel du groupe devrait ralentir à 3,3% contre -5,8% en 2020, en raison de l'accélération remarquable de l'inflation et les conséquences de la guerre. Il convient de relever que ce rythme de croissance de l'activité devrait se maintenir en 2024, traduit par une croissance estimée à 2,4%.

Aux États-Unis et au Royaume-Uni, la croissance de l'activité devrait s'établir à 3,7% pour les deux économies, soit des baisses de 2,0 points et 3,7 points, respectivement. L'activité économique dans la zone euro devrait progresser en moyenne de 2,8% contre 5,3% en 2021. Les deux principales économies de la zone devraient progresser de 2,1% et 2,9%, respectivement pour l'Allemagne et pour la France, soit des baisses respectives de 0,7 point et 4,1 points.

#### Inflation

Les pressions inflationnistes engendrées par la mise en œuvre des mesures de soutien monétaire et budgétaire par les pouvoirs publics ont été accentuées par les contrecoups de la guerre en Ukraine. En effet, l'inflation mondiale devrait s'accélérer en 2022, alimentée par la hausse des prix des produits énergétiques et alimentaires, sur fond des déséquilibres entre l'offre et la demande.

Dans les économies avancées, l'inflation devrait se situer à 5,7% au-delà de l'objectif de 2% l'an fixé par les principales banques centrales, avant d'enregistrer une décélération à 2,5% en 2023. Aux États-Unis, l'inflation devrait se situer à 7,7% en 2022, un niveau jamais atteint depuis plus de quatre décennies et largement supérieur à l'objectif de 2,0% fixé par la Réserve fédérale (Fed). Une tendance analogue devrait s'observer également dans la zone euro, traduite par une inflation projetée de 5,3% en 2023, soit au-delà de la cible de 2,0% fixée par la Banque Centrale Européenne (BCE).

L'inflation représente désormais un danger évident et immédiat pour de nombreux pays. Le risque est croissant de voir les prévisions d'inflation s'éloigner largement des objectifs des banques centrale. Cette situation a incité les grandes banques centrales à arrêter avec les politiques

monétaires accommodantes, dispositions attestées par l'arrêt de programmes de rachat de titres et le relèvement des taux d'intérêt. L'objectif de celles-ci étant de veiller à ce que les anticipations d'inflation restent bien ancrées.

### 3 | 1 | 3 Pays émergents et en développement

#### Activité économique

Les perspectives économiques renseignent également le ralentissement des économies émergentes et en développement, sur fond des effets combinés du déclenchement de la guerre en Ukraine et de la persistance de la pandémie. En effet, le FMI table sur une croissance de 3,8% en 2022 contre une réalisation de 6,8% en 2021. Toutefois, l'activité devrait légèrement progresser en 2024, pour se hisser à 4,4%.

En outre, le ralentissement de l'activité devrait se refléter dans les principales économies émergentes, à savoir la Chine et l'Inde. En Chine, l'activité serait plombée par les conséquences de la stratégie «zéro Covid», attestée par un taux de croissance prévu de 4,4% et 5,1%, respectivement en 2022 et 2023, après une forte croissance de 8,1% enregistrée en 2021. Pour ce qui est l'Inde, le rythme de croissance devrait demeurer soutenu en 2022, bien qu'en ralentissement par rapport à 2021. En effet, la croissance devrait se situer à 8,2% et 6,9%, respectivement en 2022 et 2023 contre 8,9% en 2021. Il convient de noter que la guerre en Ukraine n'aurait pas des conséquences très prononcées dans l'économie indienne, en raison de la faiblesse des échanges entre l'Inde et la Russie ainsi que l'Ukraine.

S'agissant de l'Afrique Subsaharienne, elle ne serait pas épargnée des contrecoups de la guerre en Ukraine avec notamment la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques. En effet, après une reprise enregistrée en 2021, traduite par un taux de croissance de 4,5%, l'économie devrait ralentir à 3,8% en 2022, avant de s'établir à 4,0% en 2023. Ce rythme de croissance ne serait pas suffisant pour faire reculer significativement la pauvreté.

Toutefois, les effets de la guerre impacteraient différemment les économies de la région, selon qu'elles soient exportatrices ou importatrices des produits de base. S'agissant particulièrement des pays exportateurs nets de pétrole, la hausse des prix de l'énergie leur donnera un gain exceptionnel. De même, les pays exportateurs d'autres produits de base tels que le cuivre, l'or, le diamant, bénéficieraient également de l'augmentation des prix et de la progression des ventes.

Les grandes économies de la région devraient ralentir également en 2022 par rapport à l'année précédente. La croissance économique de l'Afrique du Sud, du Nigéria et de l'Angola devrait se situer respectivement à 1,9%, 3,4% et 3,0% en 2022 puis dans le même ordre à 1,4%, 3,3% et 3,1% en 2023.

## Inflation

La hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques a accentué les pressions inflationnistes dans les pays émergents et en développement. En effet, l'inflation devrait se situer à 8,7% en 2022 contre 5,9% en 2021, en raison des restrictions à l'exportation dans les grands pays exportateurs de produits alimentaires, et des pénuries d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Toutefois, un ralentissement du rythme de formation des prix s'observerait en 2023, avec un taux d'inflation prévu à 6,5%.

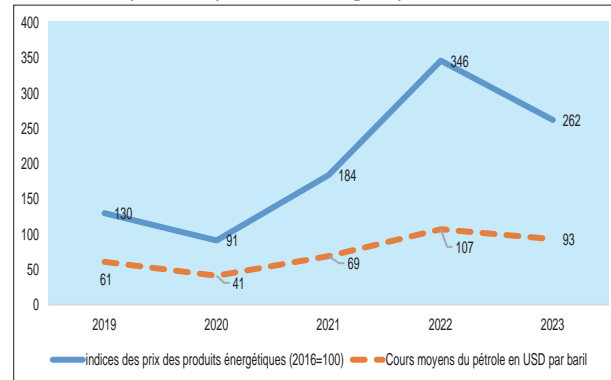
En Chine, l'inflation devrait se situer à 2,1% en 2022 et à 1,8% en 2023 contre 0,9% en 2021. Ce niveau d'inflation serait consécutif à la consommation des biens produits localement. Ainsi, les effets de la montée des prix à l'international n'auront que des effets limités dans l'économie chinoise.

Pour ce qui est de l'Afrique subsaharienne, une grande partie des importations, principalement les produits alimentaires et les engrais provient de la Russie et de l'Ukraine. Il convient de relever que 40% du panier de consommation de la région est constitué des denrées alimentaires. Ainsi, la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits énergétiques alimenterait l'inflation de la région. Le taux d'inflation se situerait à 12,2% en 2022 et 9,6% en 2023 contre 11,0% en 2021.

## 3 | 1 | 4 Marchés des produits de base

L'indice des prix énergétiques, composé des indices du pétrole, du gaz naturel et du charbon, pourrait croître à 346,5 points en 2022 avant de fléchir à 262,4 points en 2023. Cet accroissement serait la conséquence de la guerre russo-ukrainienne qui a créé un choc d'offre. Ainsi, le cours moyen du pétrole, représentant la moyenne des trois principaux marchés, atteindrait des niveaux élevés, soit 106,8 USD le baril en 2022 et 92,6 USD le baril en 2023 venant d'un niveau de 60,1 USD le baril en 2021.

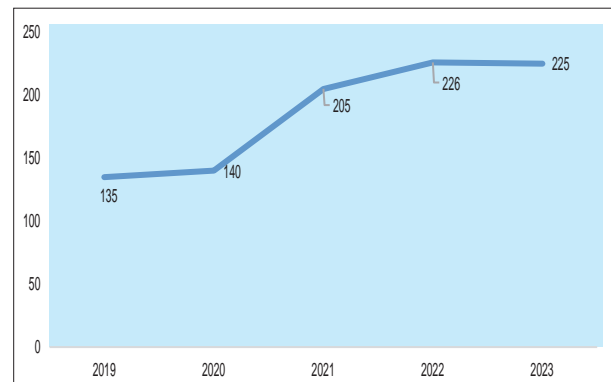
Graphique II | 11 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2022).

S'agissant de l'indice des prix des métaux, il connaîtrait un accroissement 9,9% d'une année à l'autre s'établirait à 225,7 points en 2022 pour se maintenir à un niveau similaire une année après, soit 225,4 points.

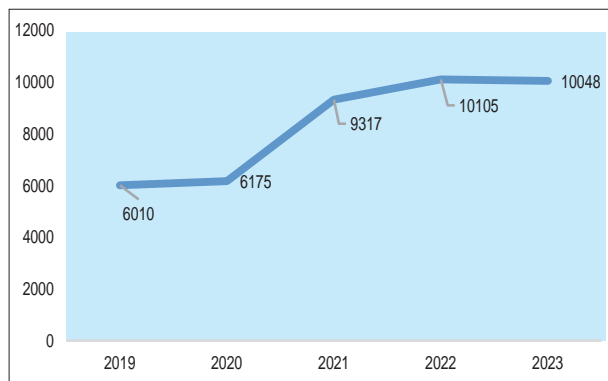
Graphique II | 12 Prévisions de l'indice des prix des métaux (en points)



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2022).

Pour ce qui est du cuivre, principal produit d'exportation de la RDC, son cours connaîtrait des niveaux record et atteindrait, en moyenne, 10.105,2 USD la tonne en 2022 et 10.048,4 USD en 2023. Ce dynamisme de croissance a été observé depuis 2021, sur fond de la reprise considérable de l'économie mondiale.

Graphique II|13 Prévisions des cours du cuivre  
(en USD la tonne)



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2022).

### 3|1|5 Principaux risques pesant sur les perspectives mondiales

Les perspectives de l'économie mondiale demeurent exposées à des risques de détérioration importante, à savoir :

- l'enlèvement de la guerre en Ukraine, lequel pourrait aggraver les perturbations sur les marchés des produits de base et les chaînes d'approvisionnement. Cela impacterait fortement la croissance et la stabilité macro-financière internationale;
- les incertitudes quant à la trajectoire de l'inflation. En effet, la hausse continue des prix des produits alimentaires et énergétiques, alimenterait les pressions inflationnistes dans plusieurs économies. Cela aura des répercussions sur les décisions de consommation d'investissements, respectivement pour les ménages et les entreprises et des ménages. De même, la hausse des prix des denrées alimentaires devraient accentuer l'insécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et fragiliser les personnes les plus vulnérables;
- le resserrement brutal de la politique monétaire par les principales banques centrales pour juguler les pressions inflationnistes. En effet, le durcissement des conditions de financement, avec l'arrêt des politiques monétaires non conventionnelles, devrait exercer des pressions beaucoup plus sur les économies émergentes et en développement. Le relèvement des taux d'intérêt directs par les banques centrales des pays avancés devrait engendrer une hausse des coûts de l'emprunt et du risque de sorties de capitaux, lesquelles occasionneraient des dépréciations de leurs monnaies;
- les craintes d'une crise climatique plus prononcée. En effet, le changement climatique engendrerait des coûts

économiques et sociaux très élevés, notamment la hausse de la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles, compromettant la stabilité macroéconomique et financière;

- l'intensification des escalades géopolitiques, induisant une fragmentation des circuits commerciaux, financiers et d'investissement mondiaux.

Dans cet environnement d'incertitudes croissantes suite aux multiples crises auxquelles fait face l'économie mondiale, il est important de renforcer la coopération internationale pour répondre aux conséquences causées par la guerre en Ukraine et de la pandémie de Covid-19 encore persistante.

Cette coopération internationale devrait aller dans le sens de (i) l'abolition des restrictions imposées sur les exportations alimentaires, (ii) du renforcement des chaînes d'approvisionnement et d'aide aux plus vulnérables. En outre, les économies avancées sont appelées à apporter des solutions urgentes pour soutenir les pays en développement.

Concernant l'orientation monétaire, les banques centrales devraient communiquer de manière claire et transparente leurs objectifs et la trajectoire des taux d'intérêts. Cela permettrait de renforcer la crédibilité, tout en évitant des pertes dues à des erreurs d'anticipations des agents économiques.

S'agissant de l'orientation budgétaire, les décideurs publics devraient faire preuve de rigueur budgétaire, principalement dans les pays les plus endettés, tout en veillant à préserver les mesures temporaires et ciblées visant à aider les plus vulnérables à survivre aux chocs.

### 3|2 perspectives intérieures

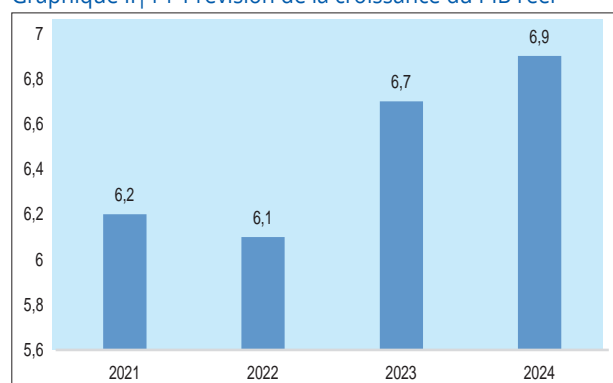
#### 3|2|1 Secteur réel

#### Perspectives de croissance

L'économie congolaise devrait demeurer résiliente au cours des prochaines années, en dépit d'un environnement extérieur difficile marqué par les contrechocs de la guerre russo-ukrainienne. En effet, l'activité économique nationale bénéficierait de la bonne tenue de la demande internationale à l'effet de maintenir à des niveaux soutenables les cours de principaux produits d'exportation de l'économie congolaise, à savoir: le cuivre et le cobalt. Ce qui maintiendrait la tendance du taux de croissance à des niveaux supérieurs à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Ainsi, le taux de croissance économique se situerait à 6,1% et 6,7%, respectivement en 2022 et 2023.

De ce fait, la coordination des politiques budgétaire et monétaire serait de mise pour contenir, dans la mesure du possible, toute éventualité que causerait l'exaspération des tensions géopolitiques régionales et mondiales. Cette policy-mix devrait être accompagnée des réformes structurelles et sectorielles pour renforcer la résilience de l'économie nationale et promouvoir la diversification économique.

Graphique II | 14 Préviation de la croissance du PIB réel



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

L'activité économique serait davantage portée principalement par le dynamisme du secteur primaire, particulièrement au niveau de la branche Extraction, ainsi que par le secteur tertiaire.

La contribution du secteur primaire à la croissance serait de 3,7 points et 3,8 points, respectivement en 2022 et 2023, soutenue principalement par la branche « Extraction », laquelle représenterait, en moyenne annuelle, une contribution de 3,2 points à la croissance entre 2022 et 2024. Comme relevé ci-haut, ce développement serait consécutif à des niveaux élevés prévus des cours des principaux produits d'exportations, notamment le cuivre et le cobalt. La branche « Agriculture, élevage, chasse, forêt, pêche » et « Industrie extractive » demeure relativement marginal, avec une contribution moyenne à la croissance de 0,5 point sur la période prévisionnelle.

**S'agissant du secteur secondaire**, sa contribution à la croissance devrait se maintenir à 0,6 point de croissance en 2022 et 2023. Ainsi, ce secteur demeure le moins prépondérant dans l'activité économique en RDC, alors qu'il devrait se relancer de manière très significative si l'industrie congolaise était compétitive.

**Pour ce qui est du secteur tertiaire**, il est demeuré plus dynamique que le secteur secondaire avec une expansion dans la branche « Transports et Télécommunications », et qui en même temps contribue le plus dans la croissance du secteur.

Tableau II | 6 Contributions de différents secteurs à la croissance du PIB réel de 2022-2024 (en points de croissance, aux prix de 2005)

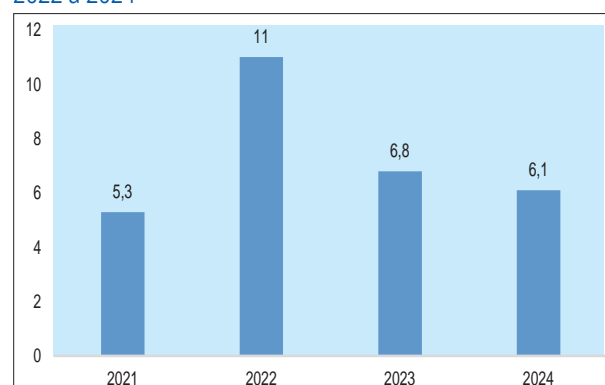
Branches d'activité	2022	2023	2024
Secteur primaire	3,7	3,8	3,6
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,5	0,5	0,6
Extraction	3,3	3,3	3,0
Secteur secondaire	0,6	0,6	0,8
Industries manufacturières	0,4	0,4	0,5
Électricité, gaz, vapeur et eau	0,0	0,0	0,0
Bâtiment et travaux publics	0,2	0,2	0,2
Secteur tertiaire	1,7	2,2	2,5
Transports et communications	0,9	1,0	1,1
Commerce de gros et de détail	0,5	0,7	0,9
Services marchands	0,3	0,4	0,5
Services non marchands	0,1	0,1	0,1
Autres services	0,0	0,0	0,0
PIB au coût des facteurs	6,0	6,7	6,8
Taxes sur les produits	0,1	0,1	0,1
PIB aux prix constants	6,1	6,7	6,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

## Prix intérieurs

La hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques résultante de la guerre en Ukraine devrait alimenter les pressions inflationnistes en 2022. Le taux d'inflation devrait s'établir à 11,0 % en 2022 contre 5,8 % en 2021, soit à un niveau largement supérieur à l'objectif de moyen terme de 7,0 % l'an. Toutefois, les efforts de stabilisation fournis par le Gouvernement et la Banque centrale, à travers le respect strict du Pacte de stabilité ainsi que le resserrement de la politique monétaire devraient conduire à une inflexion de la tendance à partir de 2023.

Graphique II | 15 Préviation annuelle du taux d'inflation de 2022 à 2024



Source : Banque Centrale du Congo.

### 3|2|2 Secteur public

L'amélioration dans la gestion des finances publiques observée en 2021 devrait se poursuivre en 2022 avec la mobilisation accrue des ressources internes et la rationalisation des dépenses publiques. Pour ce qui est de la mobilisation de ressources internes, elle serait tributaire principalement de la bonne conjoncture économique, la signature des contrats de performance avec les régies financières, le renforcement de contrôles par les structures internes et la poursuite de réformes engagées par l'administration fiscale.

S'agissant des dépenses publiques, l'action du Gouvernement devrait s'inscrire dans l'amélioration de la qualité des dépenses, notamment celles promouvant les dépenses sociales et en capital humain, indispensables à la réalisation des objectifs de développement durable.

**La masse salariale sera maîtrisée à moyen terme et sera accompagnée d'une réforme ambitieuse de la fonction publique. Elle** a atteint 4,8 % du PIB en 2021 et est projetée à environ 5,2 % en 2022. Elle équivaut à une croissance de 20 % par rapport à 2021. Cette croissance procède de diverses régularisations accordées visant une amélioration du traitement de base de certains fonctionnaires en régime général et des primes dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la sécurité. Cependant, cette croissance ne peut pas être soutenue à moyen terme sans tensions sur la trésorerie.

En 2023, pour s'assurer de la viabilité budgétaire, tout en tenant compte des contraintes sociales et notamment des besoins dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité, la masse salariale est ciblée à 7130 milliards CDF et représentera une augmentation de 8,6 % par rapport à 2022. Elle visera l'amélioration du traitement de base des différentes professions visées par les autorités. Par ailleurs, afin d'améliorer les salaires de base ainsi que l'efficacité des services publics, il est prévu un nettoyage du fichier de la fonction publique visant à supprimer les emplois fictifs, une réorganisation de la couverture sociale des agents publics et un programme de mise à la retraite financièrement soutenable.

Le niveau des recettes et des dépenses publiques demeurerait en deçà des normes exigées dans le cadre de critère de convergence des différents regroupements régionaux (SADC et le COMESA).

Tableau II|7 Prévission des recettes et des dépenses publiques 2022-2024 (en pourcentage du PIB)

Composantes	2022	2023	2024
Recettes et dons	13,8	14,0	14,8
Recettes fiscales et non fiscales	12,5	13,0	14,1
Recettes fiscales	10,1	10,4	11,2
Recettes non fiscales	2,5	2,6	2,9
Dons(courants)	1,3	1,0	0,7
Total dépenses	17,0	16,6	17,6
Dépenses courantes	9,6	10,0	10,1
Dépenses en capital	6,6	6,1	7,2
Variations des arriérés (baisse -)	-0,2	-0,3	-0,1
Solde général consolidé(base caisse)	-3,5	-2,9	-2,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

### Ressources publiques

Durant les trois années à venir, le Gouvernement devrait poursuivre une mobilisation plus accrue des ressources, afin de résorber le déficit infrastructurel et jeter les bases de la diversification de l'économie nationale. Ainsi, la mobilisation des recettes publiques attendues sur la période de 2022 à 2024 devrait augmenter, en moyenne, à 14,2 % du PIB venant de 10,8 % en 2021. Cette évolution nécessiterait une performance accrue de toutes les régies financières. Toutefois, pour mieux contribuer au développement économique, le secteur public devrait être capable de mobiliser au-delà de 20 % du PIB en ressources internes en considérant que la qualité des dépenses soit de mise.

### Dépenses publiques

La qualité des dépenses publiques devrait s'améliorer de manière remarquable dans la période prise en compte dans les perspectives. En effet, la pondération des dépenses en capital devrait augmenter avec un niveau de 6,6 % du PIB en moyenne au cours de trois prochaines années alors qu'elle a représenté 2,5 % du PIB de 2019 à 2021. Toutefois, malgré les améliorations constatées dans le niveau et la qualité des dépenses publiques, elles représenteraient toujours un niveau inférieur à celui requis pour une meilleure contribution à l'émergence de l'économie congolaise.

### 3|2|3 Secteur extérieur

#### Évolution de la balance des paiements

L'évolution des transactions entre la RDC et le reste du monde devrait connaître globalement une nette amélioration. En effet, le compte courant connaîtrait un raffermissement entre 2022 et 2024. Ainsi, en mettant ensemble le compte des transactions courantes et le compte

courant, il en résulterait un basculement des besoins de financement en 2022 en capacités de financement pour les deux années suivantes.

## Compte des transactions courantes

Durant la période prévisionnelle, le compte courant devrait s'améliorer sensiblement d'une année à l'autre pour devenir excédentaire en 2024. Ce bon comportement serait principalement consécutif à l'excédent de la balance commerciale, lequel atteindrait 9,5 % du PIB, en moyenne, sur la période. Les soldes déficitaires des comptes des services et des revenus primaires seraient progressivement couverts par ceux excédentaires des comptes des biens et des revenus secondaires.

Tableau II | 8 Balance des paiements 2022-2024

Composantes agrégées	En millions de USD			En pourcentage du PIB		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
I. Comptes des transactions courantes	-400,7	-144,9	142,1	-0,6	-0,2	0,2
Biens nets	5 708,6	6 756,2	7 675,9	8,9	9,6	9,9
Services nets	-4 337,5	-4 764,9	-5 187,0	-6,8	-6,8	-6,7
Revenus primaires nets	-2 733,2	-3 052,5	-3 353,7	-4,3	-4,3	-4,3
Revenus secondaires nets	961,5	916,3	1 006,9	1,5	1,3	1,3
<b>II. Compte de capital</b>	114,7	313,2	258,5	0,2	0,4	0,3
Capacité(+)/Besoin(-) de financement	-286,0	168,3	400,5	-0,4	0,2	0,5
<b>III. Compte financier</b>	729,5	1 255,8	980,1	1,1	1,8	1,3
- dont investissements directs nets	-1 798,2	-1 864,4	-1 924,3	-2,8	-2,6	-2,5
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du Cadrage de FMI au 07 juin 2022.

## Compte de capital

Le compte de capital serait excédentaire sur toute la période concernée par les perspectives avec une moyenne annuelle de 0,3 % du PIB. En 2023 le niveau élevé d'excédent du compte de capital devrait couvrir le déficit du compte des transactions courantes de manière à aboutir à une capacité de financement alors qu'il était renseigné un besoin de financement en 2022.

## Compte financier

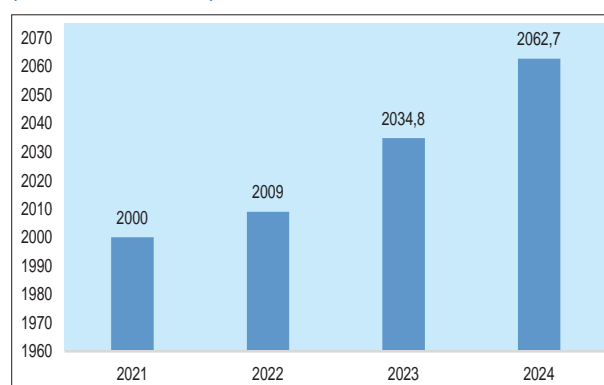
L'entrée des capitaux sous forme d'accumulation des passifs, au titre des Investissements Directs Étrangers (IDE) serait croissante en termes nominaux de 2022 à 2024. Ces IDE représenteraient respectivement 2,8 %, 2,6 % et 2,5 % du PIB, se chiffrant dans le même ordre à 1.798,2 millions, 1.864,4 millions et 1.924,3 millions.

## Évolution du taux de change

Tout au long de la période prévisionnelle, le marché des changes devrait demeurer relativement stable, sur fond d'une bonne coordination des politiques conjoncturelles. La dépréciation de la monnaie nationale serait de 0,4 % et 1,3 %, respectivement en 2022 et 2023.

Graphique II | 16 Evolution du taux de change de 2022 à 2024

(en CDF le dollar US)



Source : Banque Centrale du Congo.

## 3 | 2 | 4 Secteur monétaire

L'analyse concerne la conduite de la politique monétaire et la programmation monétaire.

### Conduite de la politique monétaire

L'orientation monétaire sera prudente, en raison de l'incertitude qui plane sur les perspectives économiques mondiales, avec la relance de l'inflation intérieure influencée par l'évolution des prix des produits de base sur le marché international, et ce, couplée au choc relatif à la crise russo-ukrainienne. De même, l'agression à l'Est du pays nécessite une bonne coordination teintée de la prudence dans la mise en œuvre des politiques conjoncturelles. Ainsi, l'Institut d'Émission devrait être proactif afin de maintenir la stabilité du cadre macroéconomique.

Par ailleurs, en vue d'optimiser l'utilisation de ses instruments et atteindre ses objectifs, la Banque Centrale du Congo entend poursuivre les réformes concernant le cadre analytique et opérationnel de sa politique monétaire, d'une part, et la réserve obligatoire, d'autre part. De même, elle entend consolider la stabilisation macroéconomique à l'effet de contrer progressivement le processus de dollarisation de l'économie congolaise. Ce qui renforcera l'efficacité de la politique monétaire et améliorera le financement de l'économie nationale en Franc Congolais.

De ce fait, il est attendu notamment ce qui suit :

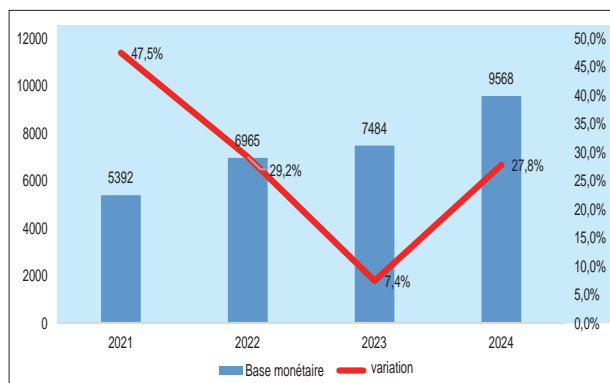
- la poursuite du processus de la recapitalisation de la Banque Centrale par le gouvernement, en vue de renforcer son l'indépendance financière; et
- le maintien du non recours au financement monétaire du déficit public conformément au Pacte de stabilité entre le Gouvernement et la Banque Centrale.

### Projection de la base monétaire

L'offre de monnaie centrale devrait connaître un accroissement de 29,2% en 2022, avant de ralentir à 7,4% en 2023 et de progresser de 27,8% en 2024. L'accroissement de la base monétaire en 2022 serait dû à l'augmentation des Avoirs extérieurs nets (AEN) alors que celui de 2023 serait consécutif à l'augmentation des Avoirs intérieurs nets (AIN). Pour ce qui est de la progression de l'offre de monnaie en 2024, elle serait consécutif à l'amélioration des Avoirs extérieurs nets (AEN).

Graphique II | 17 Prévion de la base monétaire de 2022 à 2024

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)



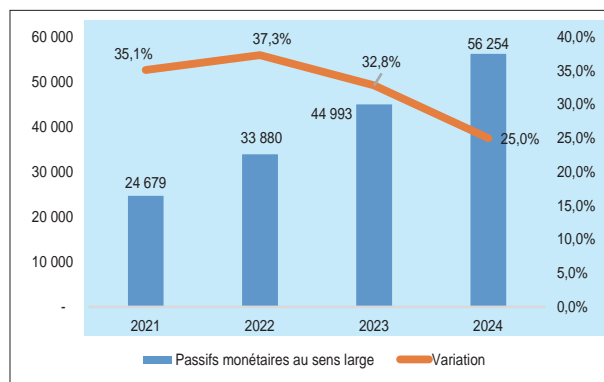
Source : Banque Centrale du Congo.

### Projection de l'offre de monnaie

L'évolution du passif monétaire au sens large indiquerait des accroissements annuels de 37,3%, 32,8% et 25,0% respectivement en 2022, 2023 et 2024. Cette hausse serait expliquée tant par une augmentation des Avoirs intérieurs nets (AIN) que des Avoirs extérieurs nets (AEN).

Graphique II | 18 Prévion du passif monétaire de 2022 à 2024

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)



Source : Banque Centrale du Congo.

## 3 | 2 | 5 Réformes structurelles

1. Les priorités sociales comprennent également la gratuité d'accès à éducation et la promotion de la convergence régionale.
  - Compte tenu de l'importance du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), en partie financé par la moitié de l'allocation générale de DTS d'août 2021 (511 millions de dollars en 2022 pour des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs, et 203 millions de dollars prévus en 2023 pour l'électrification rurale), sa mise en œuvre doit mener à l'adoption de bonnes pratiques qui pourront être étendues à la gestion d'autres projets. C'est pourquoi les trois agences en charge de ces investissements—le Bureau Central de Coordination (BCeCo), la Cellule d'Exécution des Financements en Faveur des États Fragiles (CFEF), et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)—respecteront les principes de transparence et la loi de passation des marchés publics. Il est adopté un suivi étroit de la mise en œuvre physique du PDL-145T, avec des fiches de projets détaillées et une géo-localisation pour chaque infrastructure. La conformité aux procédures de gestion des finances publiques et de passation des marchés publics sera renforcée. En plus des rapports trimestriels qui seront produits par les agences chargées de la mise en œuvre dans un délai d'un mois après chaque trimestre, il sera publié un rapport annuel consolidé sur l'utilisation de l'allocation de DTS en 2022 d'ici fin juin 2023.

### 3 | 2 | 6 Amélioration de la Gestion des Finances Publiques (GFP)

**Le plan d'actions opérationnel de la mise en œuvre de la stratégie de la réforme des finances publiques a été adopté par le Conseil des ministres.** Ce plan d'action, est articulé autour de cinq axes prioritaires :

- *Axe 1. La réforme budgétaire.* La crédibilité budgétaire sera renforcée, notamment par l'amélioration de la coordination interinstitutionnelle, de la formulation du cadre macroéconomique et de la prévision des ressources budgétaires. Nous améliorerons également la transparence dans la formulation de notre budget.
- *Axe 2. La politique fiscale et le renforcement des administrations fiscales.*
- *Axe 3. La réforme de la dépense publique, incluant :*
  - *Le renforcement de la chaîne des dépenses et la limitation du recours aux procédures d'urgence.* Limitée à environ 8 % en 2021 et à 8,8 % au premier trimestre 2022, la proportion des dépenses effectuées selon la procédure d'urgence a fortement augmenté au deuxième trimestre 2022 (pour atteindre 19 %), principalement sous l'effet des dépenses de sécurité. L'engagement du Gouvernement est de limiter la proportion des dépenses en procédure d'urgence en-deçà de 5 % du total des dépenses. De plus, les rapports trimestriels détaillant la nature et le montant de ces dépenses continueront d'être publiés.
  - *L'amélioration de la transparence et de l'efficacité de la commande publique.* Le gouvernement a initié l'informatisation des procédures de passation des marchés publics à travers le système intégré de gestion des marchés publics (SIGMAP).
  - *Le renforcement de la gestion de la dette publique.* Un arrêté interministériel a été signé le 5 décembre 2020, chargeant la Direction Générale de la dette publique (DGDP) d'évaluer et de surveiller tous les nouveaux contrats de dette, y compris leur cohérence avec la conditionnalité du programme, et de faire respecter la déclaration de dette des entreprises publiques. A cet effet, un Projet de Loi sur l'endettement public sera soumis au parlement d'ici mars 2023 afin d'harmoniser le cadre juridique régissant la gestion de la dette publique.
  - *L'amélioration de la supervision des entreprises*

*publiques (EP) et la gestion des risques associés.* Les principales EP (Générale des carrières et des mines (Gécamines), Société minière de Bakwanga (MIBA), Régie de distribution d'eau (REGIDESO), Société nationale d'électricité (SNEL), Régie des voies aériennes (RVA), Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) et Société commerciale des transports et des ports (SCTP)) devront produire leurs états financiers de façon régulière et le gouvernement, avec l'assistance technique du FMI, produira un rapport sur la performance du portefeuille de l'État en annexe du projet de Loi de Finances 2024.

- *Le renforcement de la gestion des investissements publics.*
- *Axe 4. La comptabilité publique et la gestion de la trésorerie :*
  - La restauration de la fonction comptable de l'État.

Il est question de concrétiser le projet relatif à la création de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP). Un arrêté ministériel fixant organisation et fonctionnement du le réseau national des comptables publics, sera signé d'ici à fin mars 2023 et un décret fixant le cadre et structures organiques de la DGTCP sera signé avant fin 2022. D'ici fin octobre 2023, le Gouvernement adoptera deux décrets : l'un sur les procédures de comptabilisation des recettes et l'autre sur les paiements de l'État à des tiers.

- *L'amélioration de la gestion de la trésorerie.* Après le recensement des comptes des administrations ouverts à la Banque Centrale, le même travail est en cours pour les comptes dans les banques commerciales et sera achevé fin mars 2023. Dans le cadre de la mise en place du Compte Unique du Trésor (CUT), l'ensemble des comptes de l'Etat sera progressivement consolidé, y compris ceux liés aux comptes spéciaux et budgets annexes. Le processus pour la mise en place du CUT a été défini dans une feuille de route qui sera adoptée en Conseil des ministres d'ici à fin juin 2023. Le Gouvernement, avec l'assistance technique du FMI, adoptera un décret délimitant le périmètre et la structure du CUT et fixant les modalités de son fonctionnement, au plus tard en mai 2023.
- *Axe 5. La numérisation du système de gestion des finances publiques.* Au-delà de la digitalisation en cours de la collecte des recettes, le gouvernement souhaite

mettre en place un système intégré de gestion des finances publiques (GFP) pour interconnecter les différents systèmes informatiques des finances publiques existants et développer les modules de comptabilité et de gestion budgétaire. Ainsi, d'ici à fin mars 2023, sera adopté un plan de numérisation du système de gestion des finances publiques. Aussi, un cadre institutionnel de coordination et d'orientation du système numérique de GFP sera mis en place au travers de la signature d'un décret portant création de la Direction Générale des systèmes d'information financière. Ce service public aura pour mission de planifier l'évolution et le développement des systèmes d'information des finances publiques, d'assister la maîtrise d'ouvrages pour les projets liés à la GFP et d'assurer la sécurité, l'intégrité, la fiabilité ainsi que la régulation technique des systèmes d'information des finances publiques.

2. Il sera envisagé la possibilité d'une refonte du cadre budgétaire pour ancrer la politique budgétaire sur un solde à moyen terme hors ressources extractives. Des avancées ont été relevées ces dernières années dans la mise en œuvre de la politique budgétaire notamment dans la mobilisation des recettes et l'absence de financement monétaire. Pour continuer à renforcer le cadre budgétaire et éviter des politiques budgétaires procycliques en relation avec les prix des minerais, il sera envisagé un cadre budgétaire qui permettra de gérer les défis découlant de la volatilité des prix de minerais et ainsi renforcer la mise en œuvre de la politique budgétaire à moyen terme. Comme d'autres exportateurs de matières premières, ce cadre permettra l'élaboration de politiques budgétaires plus acycliques qui tiennent en compte la volatilité et l'incertitude et la gestion des risques fiscaux.

### 3 | 2 | 7 Amélioration des statistiques des Finances et Dettes Publiques

3. L'amélioration des statistiques des finances publiques et de la dette renforcera la capacité et la résilience institutionnelles. Les statistiques budgétaires seront systématisées avec la préparation, d'ici fin novembre 2022 du TOFE 2021 en format MSFP par la DTMF, élaboré à partir des TOFE MSFP 1986 pour être publiées dans l'annuaire statistique du FMI. Le nouveau schéma comptable restreint sera rendu opérationnel en vue de l'utilisation de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) comme source principale du TOFE au format MFSP 2014 d'ici septembre 2023. Pour les statistiques de dettes publiques, la DGDP compte rétablir la publication régulière trimestrielle des statistiques sur

la dette du secteur public suivant le Guide pour les Compileurs et les Utilisateurs de 2013 et qui seront publiés sous «Quarterly Public Sector Debt Statistics-QPSDS») à partir du deuxième trimestre 2023.

### Réformes structurelles : Améliorer la Gouvernance et l'Environnement des Affaires

4. L'amélioration de la gouvernance et de la lutte contre la corruption restent au cœur de la stratégie du gouvernement :
  - L'Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption (APLC) sera renforcée, conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) et aux meilleures pratiques internationales. Les moyens de la Cour des comptes seront améliorés, y compris via une dotation budgétaire (le projet de loi de finances prévoit un budget de 49 milliards CDFen 2023 (contre 22 milliards en 2022).
  - Autres avancées notables : la validation de la Politique Nationale de la Réforme de la Justice (PNRJ), et la validation de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (ministère de la Justice, APLC, OSCEP et autres institutions et partenaires) dont le plan d'action sera finalisé et validé d'ici à la fin de l'année 2022. L'Inspection générale des Finances poursuit ses missions de contrôle et a publié plusieurs rapports sur son site internet.
5. Les efforts de transparence et de gouvernance du secteur minier seront poursuivis :
  - Le processus de validation de la RDC par le Secrétariat International de l'ITIEa été finalisé Au-delà de la validation, le gouvernement continuera à soutenir le travail de l'ITIE, y compris en respectant les dotations budgétaires nécessaires à son fonctionnement.
  - Les nouveaux contrats dans le secteur minier continueront à être publiés en conformité avec les dispositions pertinentes du Code Minier et des exigences de la Norme ITIE, y compris les contrats renégociés. Par ailleurs, les états financiers 2021 de la Gécamines, y compris les commentaires des auditeurs, ont été publiés en août 2022, renouvelant une bonne pratique.
  - Enfin, compte tenu de l'importance de l'exploitation du cobalt (la RDC disposerait de 60 à 70% des réserves mondiales) et de la part du cobalt exploité de façon artisanale (estimée jusqu'à 20%), le Gouvernement

- travaille sur des solutions qui prendront mieux en compte les droits humains (y compris l'interdiction effective du travail des enfants) et les impacts sur l'environnement, qui garantiront un prix équitable pour les travailleurs artisanaux, et qui favoriseront une meilleure traçabilité des exportations et des retombées fiscales pour l'État.
- Le gouvernement s'engage à améliorer le cadre de LBC/FT et sa mise en œuvre
  - i) finaliser l'évaluation nationale des risques (ENR, présentement élaborée avec l'assistance de la Banque Mondiale) et à adopter d'une stratégie nationale LBC/FT d'ici fin mai 2023;
  - ii) assigner des autorités de surveillance pour tous les secteurs d'entreprises et professions non-financières désignées, et élaborer et mettre en œuvre un plan de surveillance fondé sur les risques;
  - iii) doter la CENAREF de ressources suffisantes et renforcer sa capacité pour mener ses missions; iv) renforcer les capacités d'enquêtes et de poursuites en matière de LBC/FT; et
  - v) appliquer efficacement un régime de sanctions financières ciblées liées au terrorisme et à son financement.
  - Une étape cruciale sera l'adoption d'une nouvelle loi LBC/FT, qui intègre des amendements préparés par la Cellule nationale de renseignements financiers (CENAREF) visant à aligner le projet de loi sur les Recommandations du GAFI. Les amendements comprennent l'élargissement de l'application des mesures de LBC/FT à l'ensemble du secteur financier au-delà des banques, l'interdiction des comptes bancaires anonymes, le renforcement de mesures de vérification préalable à l'égard des clients de virements électroniques, et l'établissement d'exigences de base en matière de vérification préalable de la clientèle des correspondants bancaires. En outre, la loi vise à définir les personnes politiquement exposées (PPE) conformément aux Recommandations du GAFI, renforcer les mesures de vérification préalable à l'égard des PPE, et renforcer les procédures de déclaration de patrimoine des PPE conformément à l'article 99 de la Constitution.
  - Le travail de la CENAREF pour mettre en œuvre le plan d'actions convenu bénéficiera de l'assistance technique de plusieurs partenaires (dont l'Union européenne, la Banque mondiale et les Etats-Unis). Une *task force* de haut niveau, comprenant les Ministres des Finances, du Budget, de la Justice, Intérieur, la Gouverneur de la BCC, le DG du COLUB (Comité consultatif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme) et la société civile impulsera les réformes nécessaires et suivra les progrès.
6. Le gouvernement entend accélérer les réformes pour stimuler l'investissement privé :
- Avec la coordination de la cellule climat des affaires et de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI), le gouvernement a adopté une feuille de route comportant près de 70 réformes pour (i) la facilitation de la création d'entreprises (instauration d'un visa d'affaires, mise en place d'un guichet unique de délivrance des licences, permis et autorisations spécifiques), (ii) la facilitation de l'accès à l'électricité, (iii) la facilitation du transfert de propriété (avec une base de données des transactions du registre foncier, numérisation des plans cadastraux de Kinshasa, réduction des délais de mutation de 38 à 15 jours), et (iv) la facilitation des échanges internationaux (promotion des plateformes logistiques, mise en place de la commission de règlement des litiges commerciaux, et adoption de la loi sur le commerce et les échanges électroniques).
  - Un système de perception fiscale juste et prévisible est en train d'être mis en place pour éviter les accusations de harcèlement fiscal (l'objectif de mobilisation des recettes ne doit pas être en opposition avec l'amélioration du climat des affaires) et nous travaillons à l'amélioration du système judiciaire pour la résolution des litiges commerciaux, avec l'application et la protection des droits de propriété et des droits contractuels.
  - Il est prévu la mise en place d'un Baromètre National du Climat des Affaires en RDC afin d'évaluer périodiquement le degré de satisfaction des agents économiques vis-à-vis des réformes et de tous les aspects liés à l'environnement des affaires. Ce baromètre, qui permettra au gouvernement d'évaluer son action et d'optimiser ses politiques futures, pourrait commencer à être publié début 2023.
7. Le cadre juridique et institutionnel de gestion des partenariats public-privé (PPP) et des risques budgétaires associés sera renforcé,
- En application de la loi PPP N°18/016 du 09 juillet 2018 relative aux PPP, nous comptons signer, d'ici à fin

octobre 2023, les différents décrets d'application de la loi sus-évoquées règlementant : (i) les modalités d'octroi de garanties de l'Etat; (ii) les modalités d'approbation des contrats PPP; (iii) les modalités de saisine de l'établissement public; (iv) les modalités de réalisation de l'évaluation comparative préalable des options des PPP relativement à d'autres formes de la commande publique (**proposition de RS pour fin juin 2023**). Nous publierons également tous les contrats en PPP sur le site internet de l'ARMP.

- Dans l'objectif de renforcer les PPP, le cadre institutionnel sera révisé d'ici fin novembre 2023. Avec l'assistance technique du FMI, une version modifiée de la loi sur le PPP clarifiera les rôles et responsabilités (i) du Ministère du plan dans l'identification et la sélection des projets; (ii) des ministères sectoriels dans la négociation des PPP avec l'assistance de l'UC-PPP; et (iii) des ministères des Finances et du Budget dans l'approbation des projets PPP après leur évaluation, y compris l'analyse des risques budgétaires. En 2023, le registre des garanties sera établi à la DGDP du ministère des Finances et un registre exhaustif des PPP à l'ARMP et l'UC-PPP.
8. Des mesures de sauvegardes nécessaires seront mises en place avant de rendre opérationnelle une banque nationale de développement ou toute nouvelle institution financière publique ou parapublique. Un plan d'affaires, comprenant l'identification des sources de financement, une analyse des risques budgétaires, une structure de gouvernance solide et un système d'analyse de risque de crédit pour le portefeuille, sera préparé en coordination avec les services du FMI avant toute opérationnalisation. Lors de ses opérations, cette banque devra également respecter l'ensemble des procédures de passation de marché applicables aux institutions gouvernementales, et elle sera supervisée par la BCC. De plus, les agences et sociétés financières publiques seront rationalisées pour consolider les efforts.
9. Préserver l'environnement, s'adapter au changement climatique et intégrer les considérations de changements climatiques dans les investissements publics sont des priorités croissantes. Bien que nos émissions de gaz à effet de serre soient parmi les plus faibles au monde, la RDC est sujette à des précipitations intenses, à des glissements de terrain, à l'érosion côtière, aux vagues de chaleur et aux sécheresses saisonnières. La contribution nationale déterminée (NDC) révisée sera publiée avant la COP26, se concentrera sur les mesures d'atténuation et d'adaptation dans les domaines de conservation des forêts, de traitement des déchets, de l'énergie,

de l'agriculture et de l'érosion côtière. Des actions prioritaires ont été établies pour la stratégie de politique d'atténuation et d'adaptation contre le changement climatique en ligne avec notre Plan National Stratégique de Développement (PNSD) et la stratégie nationale REDD+.

10. Les actions prioritaires couvrent cinq secteurs, à savoir
- i) la conservation des écosystèmes forestiers et de biodiversité,
  - ii) agriculture, pêche, élevage et développement rural intégré,
  - iii) eau et assainissement,
  - iv) plan d'actions et coûts associés; et
  - v) engagement du secteur privé. La gestion des investissements publics sera renforcée face aux risques de changement climatique suivant les recommandations de la mission C-PIMA.

## Réformes concernant la Banque Centrale

- Pour l'exercice 2023, les états financiers de la BCC seront produits sur la base des normes IFRS.
- La BCC compte adopter ses règles de passation de marché et mettre en place une Cellule responsable de leur application d'ici fin 2022.
- La BCC renforcera la gestion des réserves de change en s'engageant à plafonner les dépôts en devises chez les correspondants locaux (excluant les dépôts utilisés comme garantie pour des emprunts de l'administration centrale) à 300 millions de dollars à fin 2022, puis à 250 millions de dollars d'ici fin juin 2023 et à 200 millions fin décembre 2023. D'ici fin juillet 2023, de concert avec le FMI, la BCC préparera également un plan de fermeture définitive de l'ensemble des comptes en devises auprès des correspondants locaux, y compris les transformations résultantes à la fonction de caissier de l'État.
- La BCC établira une fonction de conformité ayant comme piliers la LBC/FT, la déontologie ainsi que la fraude interne et externe. Une cartographie des risques internes LBC/FT est en cours d'élaboration et sera validée par le Conseil de la BCC. Afin d'améliorer la clôture comptable mensuelle, un comité de conciliation des dépenses et recettes de l'État a été mis en place et le

- contrôle des comptes en suspens a été renforcé. L'audit interne transmet désormais des rapports intermédiaires au comité d'audit. Le Conseil approuvera une charte de l'audit interne d'ici fin 2022 et la BCC rendra compte des activités du comité d'audit dès son rapport annuel 2022.
11. La mise en œuvre des recommandations de la récente revue de la stabilité du secteur financier (FSSR) sera essentielle pour le renforcement de la surveillance et de la réglementation du secteur financier.:
- *Réglementation du secteur financier*: l'adoption de la nouvelle loi bancaire, attendue d'ici la fin 2022, demeure un préalable à l'avancée des réformes. Après sa promulgation, une révision de l'ensemble de la réglementation prudentielle est projetée et les règles prudentielles pour les établissements de paiement seront définies. La BCC adoptera une instruction sur l'identification et la gestion des risques associés aux transactions entre parties liées conforme au 20<sup>e</sup> Principe fondamental de Bâle.
  - *Supervision du secteur financier et simulations de crise (stress tests) bancaires*: D'ici la fin mars 2023, la BCC évaluera les conséquences du rétablissement, le 22 décembre 2021, de règles sur la qualité du portefeuille de crédit et d'autres règles bancaires, suite à leur suspension lors de la pandémie de COVID-19. Pour renforcer la capacité de la BCC, des experts bancaires pour déployer une supervision basée sur les risques, et sera mis en place un comité pour préparer les données nécessaires aux simulations de crise (*stress tests*) et un centre d'expertise en risques informatiques au sein de la DSIF d'ici septembre 2023 (initialement prévu pour décembre 2022).
  - *Gestion de crise et filet de sécurité financière*: la BCC adoptera un règlement sur les plans de redressement des banques; alignera avec les meilleures pratiques le cadre de fourniture de liquidité d'urgence. Elle procédera à une revue des accords de coopération transfrontaliers avec tous les pays d'origine des maisons mères des banques établies en RDC, dans l'optique d'intégrer la planification du redressement et de la résolution.
- *Mandat de Stabilité Financière et Politiques Macro-prudentielles*: afin d'appuyer les travaux du Comité de Stabilité Financière, créé en novembre 2021, des ressources requises seront fournies pour créer une fonction de stabilité financière; la surveillance des institutions financières non bancaires sera renforcée; les outils de surveillance et d'alerte précoce seront développés pour analyser l'interdépendance et les interconnexions sectorielles. Dès mars 2023, les indicateurs de solidité financière seront transmis mensuellement au FMI afin qu'ils soient publiés.
12. **La stratégie nationale d'inclusion financière sera finalisée d'ici juin 2023.** Prévue initialement pour décembre 2022, nous attendons pour la finaliser le rapport final de la mission de la Banque mondiale pour le développement du secteur financier, attendu d'ici fin 2022. La stratégie comportera les objectifs ci-après: (i) améliorer l'accès aux services et produits financiers; (ii) faire augmenter le crédit aux ménages et aux petites et moyennes entreprises; (iii) accroître l'utilisation de l'argent mobile et autres services fintech; (iv) éducation et protection des consommateurs; (v) renforcer l'infrastructure et institutions; et (vi) accroître la gamme de services d'assurances offerte aux particuliers et aux entreprises. La Banque Centrale s'évertuera à travailler aussi à restructurer et renforcer les institutions de micro-finance, qui ont le potentiel de soutenir l'inclusion financière.



## PARTIE III

---

# ADMINISTRATION, ACTIVITÉS ET COMPTES DE LA BANQUE



# 1 | Administration et cadres dirigeants de la Banque

## 1 | 1 Administration

L'année 2021 a été marquée par la désignation des membres du Conseil de la Banque Centrale du Congo conformément aux dispositions de la loi organique n° 18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque. En effet, en vertu de l'ordonnance n° 21/041 du 12 juillet 2021 modifiant et complétant l'ordonnance n° 21/036 du 30 juin 2021 portant nomination d'un Gouverneur et des Vice-Gouverneurs de la Banque Centrale du Congo et de l'ordonnance n° 21/042 du 12 juillet 2021 modifiant et complétant l'ordonnance n° 21/036 du 30 juin 2021 portant nomination des Administrateurs de la Banque Centrale du Congo, le Conseil de la BCC est désormais doté de 11 membres dont le Gouverneur, les deux Vice-Gouverneurs et les huit administrateurs.

### 1 | 1 | 1 Conseil de la Banque

Le Conseil de la Banque était composé, à fin 2021, de :

- MALANGU KABEDI MBUYI (Président et Gouverneur)
- Dieudonné FIKIRI ALIMASI (1<sup>er</sup> Vice-Gouverneur)
- William PAMBU PAMBU (2<sup>ème</sup> Vice-Gouverneur)
- Thomas BATETELE BOLEKI LINKA (Administrateur)
- Alain KAHASHA NTUMWA (Administrateur)
- Louis N'SA ELONGO ISEMOLI (Administrateur)
- Eliane MUNKENI KIEKIE (Administrateur)
- Georges TSHILENGI MBUYI SHAMBUYI (Administrateur)
- Chimène POLIPOLI LUNDA (Administrateur)
- Jean ELONGO ONGONA (Administrateur)
- Marie NYANGE NDAMBO (Administrateur).

Le Conseil ainsi constitué a centré l'essentiel de son action dans la mise en œuvre des outils permettant son fonctionnement. Ainsi, conformément aux dispositions de la loi organique, le Conseil a tenu au moins six réunions, avec notamment comme points à l'ordre du jour l'adoption de son règlement intérieur, l'adoption de l'organigramme général de la Banque et la mise en place de ses comités spécialisés. Il s'agit spécialement du Comité d'audit et du Comité de gouvernance. Les deux comités comprennent chacun trois administrateurs comme membres, avec une

représentation paritaire du Genre. Le Comité d'audit est présidé par Madame NYANGE NDAMBO. Les autres membres sont Madame Eliane MUNKENI KIEKIE et Monsieur Louis N'SA ELONGO. Le Comité de Gouvernance est présidé par Monsieur Thomas BATETELE BOLEKI L'INKA. Les autres membres sont Madame Chimène LUNDA POLIPOLI et Monsieur George TSHILENGI SHAMBUYI.

Au cours de la même période, au titre de sa mission d'approbation des états financiers et du budget de la Banque, le Conseil a eu à examiner et à approuver, d'une part, le rapport de l'Auditeur externe sur la certification des comptes de la Banque pour l'exercice 2020 et, d'autre part, le budget de la Banque pour l'exercice 2022. Lors de l'examen du budget, il a examiné les axes stratégiques du prochain plan stratégique de la Banque pour la période 2022 – 2026. Enfin, le Conseil a suivi de près l'audit des critères du Programme triennal avec le Fonds Monétaire International, dans le cadre de la deuxième revue dudit Programme.

### 1 | 1 | 2 Gouverneur

Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Il assure également la gestion courante de l'Institut d'Emission et la mise en œuvre de la politique monétaire. Le poste du Gouverneur est occupé par Madame MALANGU KABEDI MBUYI, assistée de deux Vice-Gouverneurs, à savoir : Messieurs Dieudonné FIKIRI ALIMASI et William PAMBU PAMBU.

Par ailleurs, la Haute Direction est assistée par un cabinet composé de :

Directeur de Cabinet : Monsieur Alain MUSANGU MULUMBA

Conseillers :

- Monsieur Jephthé NSUMBU KIBIDIKILA ;
- Monsieur KAVENA LUKAU ;
- Monsieur Beni BUNGU LAB'NSIK ;
- Madame Marie-Marthe LEBUGHE NKOBAFILI ;
- Monsieur Guy MBULA ea LOONDO ;
- Monsieur Georges WEMBI LOAMBO ;
- Monsieur Séraphin BAHARANYI NACIYIMBA ;
- Monsieur Benjamin KAKANDA SELEMANI ;
- Monsieur Francis BAZU DIFUANA ;
- Monsieur Charles TSHIBANGU KALONJI

BUKONDA.

### 1 | 1 | 3 Structures de contrôle

Outre le Collège des commissaires aux comptes prescrit par le législateur, la Banque Centrale dispose également d'autres structures de contrôle, à savoir: le Comité d'Audit et la Direction de l'Audit Interne.

S'agissant particulièrement des Commissaires aux comptes, ils sont constitués de:

- Monsieur AKA LUNDEMVUKILA Augustin;
- Monsieur TSHIPEPELE KAZADI Adolf; et
- Monsieur BONGULUMATA LOKELE Cyprien.

### 1 | 2 Cadres dirigeants de la Banque

#### Situation lors de l'exercice 2021

A fin 2021, la liste des Cadres dirigeants de la Banque se présente comme suit:

#### 1 | 2 | 1 Haute Direction

- Mme. MALANGU KABEDI MBUYI: Gouverneure
- M. Dieudonné FIKIRI ALIMASI: 1<sup>er</sup> Vice-Gouverneur;
- M. William PAMBU PAMBU: 2<sup>ème</sup> Vice-Gouverneur

#### 1 | 2 | 2 Cabinet du Gouverneur

- M. Alain MUSANGU MULUMBA: Directeur de Cabinet;
- M. Jephthé NSUMBU KIBIDIKILA: Conseiller en charge du Suivi de la politique monétaire des Relations avec le Gouvernement et les Institutions financières Multilatérales;
- M. KAVENA LUKAU: Conseiller en charge du Suivi de la Coopération régionale et des assistances techniques;
- M. Beni BUNGU LAB'NSIK: Conseiller en charge du suivi de la maintenance du système d'information et de l'implémentation des projets informatiques;
- Mme Marie-Marthe LEBUGHE NKOBAFILI: Conseillère en charge des Questions de stratégie;
- M. Guy MBULA ea LOONDO: Conseiller en charge des Questions Juridiques;
- M. Georges WEMBI LOAMBO: Conseiller en charge du suivi des opérations bancaires et des

marchés;

- M. Séraphin BAHARANYI NACIYIMBA: Conseiller en charge du Suivi de la circulation fiduciaire et des activités des entités provinciales;
- M. Benjamin KAKANDA SELEMANI: Conseiller en charge du suivi des statistiques et de la mise en cohérence des secteurs de l'économie;
- M. Francis BAZU DIFUANA: Conseiller en charge du suivi de la supervision bancaire et des institutions de micro-finance;
- M. Charles TSHIBANGU KALONJI BUKONDA: Conseiller en charge de l'Administration et des Opérations.

### 1 | 2 | 3 Directions et organes du siège

#### Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires

##### Direction Générale

M. KAYEMBE wa KAYEMBE: Directeur Général

##### Cellule de Coordination de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires

M. BORAUZIMA KABUNGU BOBO: Coordonnateur

##### Direction de la Trésorerie

M. MULAMBA MUSAFIRI: Responsable

Mme KAPIPA BIARUGA: Responsable-Adjoint

##### Direction des Analyses Economiques

M. MWANA NKWARA: Responsable

##### Direction de la Recherche et des Statistiques

M. DJAMBA TAMBWE ELUHU: Responsable

##### Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

M. MUGANZA BEYA: Responsable

##### Sous-Direction des Opérations Bancaires

Mme MULENGEZI CHICHIBANJI: Responsable

##### Sous-Direction des Marchés

Mme. DIMUMBE WENYI: Responsable a.i.

##### Direction des Systèmes de Paiement

M. SIAZO GINI: Responsable

M. LUBOA NGOVO: Responsable-Adjoint

### **Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers**

M. KALUBI KAYEMBE : Responsable

### **Sous-Direction de Contrôle permanent des banques et autres intermédiaires financiers**

M. KAVULA MUHETA : Responsable

### **Sous-Direction de Contrôle sur place**

M. KALOMBO NSENDA : Responsable

### **Sous-Direction de Contrôle permanent de la Micro- finance**

Mme NDAYA ILUNGA : Responsable

## **Direction Générale de l'Administration et Services Techniques**

### **Direction Générale**

M. MOSEI NSAMBI : Directeur Général

### **Cellule de Coordination de la Direction Générale de l'Administration et Services Techniques**

M. KAFUMBA WA KISUMBULE : Coordonnateur

### **Direction des Ressources Humaines**

Mme. EBAMBA NYALIWANGA : Responsable a.i.

M. LUBAGA LUZOKA : Responsable-Adjoint a.i.

### **Direction de la Comptabilité et du Budget**

M. OKENDE NGONGO : Responsable

M. UNYON PEWU ALI NEGA : Responsable-Adjoint

### **Direction de l'Administration Générale**

M. MUKINAYI TSHIMANGA : Responsable

M. MUNTU MAKUMBU : Responsable-Adjoint

### **Sous-Direction des Approvisionnements**

M. MASANGU ILUNGA : Responsable

### **Direction de l'Informatique**

M. BOFALA BEKANGA : Responsable a.i.

### **Sous-Direction du Développement et Maintenance**

M. BOSONGA EKILA : Responsable

### **Sous-Direction de l'Infrastructure**

Mme. KASHWANTALE BATUDU : Responsable a.i.

### **Direction Juridique**

M. RAMAZANI MWAMBO : Responsable

Mme LUNDULA SIFA : Responsable-Adjoint

## **Structures autonomes**

### **Audit Interne**

Mme SHABANI ANIFA : Auditeur Général

### **Sous-Direction de Contrôle et Conformité**

M. MPUNGA TSHIYOMBO : Responsable

### **Sous-Direction de la Gestion des Risques**

M. GERE KWAGALEME : Responsable

### **Direction de l'Organisation et Planification**

M. LUSAMBA NTUMBA : Responsable

### **Direction de la Coordination du Réseau des Entités Provinciales**

M. MUDIAYI MPINGA : Responsable

M. NTAMBUKA ZABIKA : Responsable-Adjoint

### **Sous-Direction de la Sécurité du Siège et des Entités provinciales**

M. KAYENGA NTUMBA : Responsable a.i.

### **Caisse de Retraite**

M. MUKIZA MUHIMA : Coordonnateur

### **Hôtel des Monnaies**

M. IPANGA MUNENGE : Directeur Responsable

### **Sous-Direction de Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies**

M. MUAMBA KABOTO : Responsable

### **Direction Technique**

M. NGONGO NGOYI BOSAY : Responsable

### **Sous-Direction de la Production des Billets de banque**

M. LYONZE MWILA : Responsable

### **Sous-Direction de la Production des Documents de Sécurité**

M. MASUMBUKO NGWENA : Responsable

### **Sous-Direction de la Maintenance**

M. MBANGU KASALUMUNA : Responsable

**Direction Commerciale**

M. ILUNGA KAHIMBA: Responsable

**Directions Provinciales****Direction Provinciale de Lubumbashi**

M. SANGWA MULOBEWA: Responsable

M. MATONDO MBWANGI: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Mbuji-Mayi**

M. IMIDY PENE MALEMBWA: Responsable

M. KALOMBO NTUMBA: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Kananga**

M. LENGWE BIN KAUMBA: Responsable

M. SAKUNGU KAKOLA: Responsable Adjoint

**Direction Provinciale de Matadi**

M. YUMA BIN YUMA: Responsable

M. KABASELE TSHIPAMBA: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Bandundu**

M. KANDOLO DIAMAWA: Responsable

M. KAMPANGA KATEMBWE: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Mbandaka**

M. MABAKU KINSUMUNA: Responsable

M. UMBA DIBWE: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Kisangani**

M. AISSI YUMA MWANA: Responsable

M. BENGHYA NAMWIJIMA: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Bukavu**

M. TSHILIATA TSHAHWA: Responsable

M. SAIDI KIBANDWA: Responsable Adjoint

**Direction Provinciale de Goma**

M. MULONGO KIBAWA: Responsable

M. MALEMP A BOSHABO: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Kindu**

M. NTAHONSIGAYE RUGIRA: Responsable

M. ADEITO KEMISA: Responsable-Adjoint

**Agences autonomes****Agence de Boende**

M. BOTAKA BOKANGA: Chef d'Agence

**Agence de Boma**

M. KUMBU BADIANGA: Chef d'Agence

**Agence de Bumba**

M. TSHIBUYI LUKETE: Chef d'Agence

**Agence de Gbadolite**

M. KOYAKONZI AHONZIALA: Chef d'Agence

**Agence d'Ilebo**

M. TSHIBUABUA WA TSHIBUABUA: Chef d'Agence

**Agence d'Inongo**

M. EBENGO IYUMBUTA: Chef d'Agence

**Agence de Kalemie**

M. KABANGE NGOIE: Chef d'Agence

**Agence de Kamina**

M. KABALA NSENGA: Chef d'Agence

**Agence de Kasumbalesa**

Mme MUANJI BAPANGE: Chef d'Agence

**Agence de Kikwit**

M. MUYEBA KADENGA: Chef d'Agence

**Agence de Kongolo**

M. MUYUMBA KAHOZI: Chef d'Agence

**Agence de Tshikapa**

M. LAVU TALA TULA: Chef d'Agence

**Agence de Zongo**

M. BULAMBO MUKINGI: Chef d'Agence

**Agence de Buta**

M. KOMBO NGUKA: Chef d'Agence

**Agence de Kolwezi**

M. ONOYA KAHODI: Chef d'Agence

**Situation durant l'élaboration du Rapport annuel 2021**

Le rapport annuel 2021 a été documenté sur la base des données des enquêtes économiques finalisées en 2022, préparé et élaboré la même année par la nouvelle équipe des cadres de direction mise en place le 7 avril 2021 et se présente comme suit :

## 1 | 2 | 1 Haute Direction

- Mme. MALANGU KABEDI MBUYI : Gouverneure
- M. Dieudonné FIKIRI ALIMASI : 1<sup>er</sup> Vice-Gouverneur ;
- M. William PAMBU PAMBU : 2<sup>ème</sup> Vice-Gouverneur

## 1 | 2 | 2 Cabinet du Gouverneur

M. MWANA NKWARA WILLY : Directeur de Cabinet ;

M. Jephthé NSUMBU KIBIDIKILA : Conseiller en charge du Suivi de la politique monétaire des Relations avec le Gouvernement et les Institutions financières Multilatérales ;

M. KAVENA LUKAU : Conseiller en charge du Suivi de la Coopération régionale et des assistances techniques ;

M. Beni BUNGU LAB'NSIK : Conseiller en charge du suivi de la maintenance du système d'information et de l'implémentation des projets informatiques ;

Mme Marie-Marthe LEBUGHE NKOBAFILI : Conseillère en charge des Questions de stratégie ;

M. Guy MBULA ea LOONDO : Conseiller en charge des Questions Juridiques ;

M. Georges WEMBI LOAMBO : Conseiller en charge du suivi des opérations bancaires et des marchés ;

M. Séraphin BAHARANYI NACIYIMBA : Conseiller en charge du Suivi de la circulation fiduciaire et des activités des entités provinciales ;

M. Benjamin KAKANDA SELEMANI : Conseiller en charge du suivi des statistiques et de la mise en cohérence des secteurs de l'économie ;

M. Francis BAZU DIFUANA : Conseiller en charge du suivi de la supervision bancaire et des institutions de micro-finance ;

M. Charles TSHIBANGU KALONJI BUKONDA : Conseiller en charge de l'Administration et des Opérations.

## 1 | 2 | 3 Directions et organes du siège

### Direction des Analyses Économiques

M. NGONGA NZINGA Vincent : Responsable

M. DIFUMBA LUMUNA Alain : Responsable-Adjoint

### Direction de la Recherche et des Statistiques

M. MUSA GALU Victor : Responsable

M. UMBA Gilles : Responsable-Adjoint

### Direction de la Trésorerie

Mme PALUKU NDUSHIRE Rachel : Responsable

M. NGAMPURU BAZIA : Responsable-Adjoint

### Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

Mme MULENGEZI CHISHIBANJI : Responsable

Mme. DIMUMBE WENYI : Responsable-Adjoint en charge des opérations bancaires

M. BAPEBABO ILUNGA : Responsable-Adjoint en chargé des marchés

### Direction du Suivi des Opérations de Change

Mme NKONDI NSALA Marcelline : Responsable

M. KALALA KANYINDA Gabriel : Responsable-Adjoint

### Direction de la Surveillance des Systèmes de Paiement

M. LUBOA NGOVO : Responsable

M. MANDA KAPEMBWA : Responsable-Adjoint

### Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

M. MUDIAYI MPINGA : Responsable

M. YUKI MAFUAKADI Roger : Responsable-adjoint en charge du contrôle sur pièces

### M. BEMBIDE GEKUSA : Responsable-adjoint en charge du Contrôle sur place

M. MPUKU NZOU : Responsable-adjoint en charge du contrôle permanent des activités de Microfinances

### Direction des Agréments et de la Réglementation

M. KALUBI KAYEMBE : Responsable

M. MASWA KITENGA : Responsable-Adjoint

### Direction des Ressources Humaines

M. TSHIANGALA NTITA : Responsable

M. LUBENZO KIATELAMA : Responsable-Adjoint

### Direction de la Comptabilité et du Budget

Mme MUANJI BAPANGE : Responsable

Monsieur LUBALA MBATI : Responsable-Adjoint

### Direction de la Formation

M. DJAMBA TAMBWUE : Responsable

M. KUPAPA MOLA : Responsable-Adjoint

### Direction de l'Administration Générale

M. MUKINAYI TSHIMANGA : Responsable

M. TAMBU MATUNGUL: Responsable-Adjoint en charge de l'Administration

M. BIRHEGA MUHINDO: Responsable-Adjoint en charge des Approvisionnements

#### **Direction de l'Informatique**

M. BOFALA BEKANGA: Responsable

M. PONGO NSIMBA: Responsable-Adjoint en charge du Développement et de la Maintenance

M. LUTUMBA KABAMBA MUEHU: Responsable-Adjoint en charge des Infrastructures

M. MBELU MUTOBA: Responsable-Adjoint en charge des Données.

#### **Direction Juridique**

M. GERE KWAGALEME: Responsable

Mme LUNDULA SIFA: Responsable-Adjoint

#### **Direction de l'Audit Interne**

M.LINDJANDJA BACHAMBALE SAIDI: Auditeur Général

M. MAMBUKU NTIMASI: Superviseur du Collège des Auditeurs

M. BIGHOSHI MUSIMWA: Responsable de la Gestion des Risques

#### **Direction de l'Inspection**

M. MPUNGA TSHIYOMBO: Inspecteur Général

M. BASOKO Camille: Inspecteur Général Adjoint

#### **Direction de l'Organisation et de la Planification**

Monsieur LUSAMBA NTUMBA: Responsable

Mme NDILU NSONA: Responsable-Adjoint

#### **Direction de la Caisse de Retraite**

M. MOKILI NABWENGE OSANGO: Responsable

M. KAKESE OKIWA: Responsable-Adjoint

#### **Direction de la Coordination des Entités Provinciales**

M.MULAMBA MUSAFIRI: Responsable

Mme MUJINGA DIANGANA Hélène: Responsable-Adjoint.

#### **Sous-Direction de la Sécurité SIEGE et Entités Provinciales**

M. GAZAMBA GUYINDAMA GHABELL

#### **Direction de l'Hôtel des Monnaies**

Mme SHABANI ANIFA: Directeur Responsable

#### **Direction de la Production**

M. NGONGO BOSADI: Responsable

#### **Sous-Direction de la Production des Billets de banque**

M. LYONZE MWILA: Responsable

#### **Sous-Direction de la Production des Documents de Sécurité**

M. CUNGU KILUNGA: Responsable

#### **Direction Technique**

M. MBANGU KASALUMUNA: Responsable

#### **Direction Commerciale**

Mme NDAYA ILUNGA: Responsable

#### **Direction Financière**

M.OKENDE NGONGO: Responsable

#### **Sous-Direction de Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies**

M. YANGUILE GAMA: Responsable

### **Directions provinciales**

#### **Direction Provinciale de Lubumbashi**

M. MATONDO MBWANGI: Responsable

M. KALUMBA KASONGO Valère: Responsable-Adjoint

#### **Direction Provinciale de Mbuji-Mayi**

M. KALOMBO NTUMBA: Responsable

M. KABWIKA BANZA Serge: Responsable-Adjoint

#### **Direction Provinciale de Kananga**

M. LENGWE BIN KAUMBA: Responsable

M. SAKUNGU KAKOLA: Responsable Adjoint

#### **Direction Provinciale de Matadi**

M. KUMBU BADIANGA: Responsable

M. EMUNGU OKENDE: Responsable-Adjoint

#### **Direction Provinciale de Bandundu**

M. KAMPANGA KATEMBWE: Responsable

M. MANGANI MAWAKANI: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Mbandaka**

M. MABAKU KINSUMUNA: Responsable

M. UMBA DIBWE: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Kisangani**

M. SAIDI KIBANDWA: Responsable

M. LUMALIZA AMALI: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Bukavu**

M. ILUNGA KAHIMBA: Responsable

M. RUYIMBASA MULUM'ODERWA: Responsable  
Adjoint

**Direction Provinciale de Goma**

M. YUMA BIN YUMA SERAPHIN: Responsable

M. MALEMP A BOSHAB: Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Kindu**

M. NTAHONSIGAYE RUGIRA: Responsable

M. MORISHO AMUNDALA: Responsable-Adjoint

**Agences autonomes**

**Agence de Boende**

M. BOTAKA BOKANGA: Chef d'Agence

**Agence de Boma**

M. MATOTA MBALA: Chef d'Agence

**Agence de Bumba**

M. TSHIBUYI LUKETE: Chef d'Agence

**Agence de Gbadolite**

M. KOYAKONZI AHONZIALA: Chef d'Agence

**Agence d'Ilebo**

M. TSHIBUABUA WA TSHIBUABUA: Chef d'Agence

**Agence d'Inongo**

M. EBENGO IYUMBUTA: Chef d'Agence

**Agence de Kalemie**

M. KABANGE NGOIE: Chef d'Agence

**Agence de Kamina**

M. KABALA NSENGA: Chef d'Agence

**Agence de Kasumbalesa**

M. ONOYA KAHODI: Chef d'Agence

**Agence de Kikwit**

M. KABA NGALA MOBY: Chef d'Agence

**Agence de Kongolo**

M. MUYUMBA KAHOZI: Chef d'Agence

**Agence de Tshikapa**

M. LAVU TALA TULA: Chef d'Agence

**Agence de Zongo**

M. BULAMBO MUKINGI: Chef d'Agence

**Agence de Buta**

M. KOMBO NGUKA: Chef d'Agence

**Agence de Kolwezi**

M. SANDUKU MUTOMBO: Chef d'Agence



## 2 | Activités de la Banque

### 2 | 1 Gestion fiduciaire

#### 2 | 1 | 1 Emission et destruction des signes monétaires

##### Émission monétaire brute

La programmation de l'émission monétaire de l'exercice 2021 prévoyait un montant global à émettre 1.140,0 milliards de CDF, dont 297,0 milliards pour l'émission à effectuer aux guichets du Siège et 843,0 milliards pour celles des provinces.

En termes de réalisations, 773,9 milliards de CDF ont été émis, en baisse de 366,1 milliards par rapport au montant de la programmation de la même année et de 56,7 milliards par rapport à l'émission de 2020.

La situation moins confortable du stock des billets neufs de l'Hôtel des Monnaies ainsi que la politique de la Haute Direction privilégiant le recours aux billets recyclés comme moyens de couverture des paiements à nos guichets expliquent principalement ce fait.

Tableau III | 2 | 1 Évolution des émissions monétaires  
(en milliards de CDF)

Ru- brique	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	10	77,6	26	137,2	36,8	151	30,9	116,1	34,4	98,1	43,4	69,1	830,6
2021	19,7	13	32	29,5	37,6	100	247,1	41,2	124,5	1	92,1	36,3	773,9
Variation	9,7	-64,6	6	-107,7	0,8	-51	216,2	-74,9	90,1	-97,1	48,7	-32,8	-56,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, la part des billets neufs destinée aux paiements au siège est passée de 26,0 % à 27,7 %, d'une année à l'autre, tandis que celle affectée aux envois en provinces a été de 72,3 % contre 74,0 % en 2020.

Tableau III | 2 | 2 Répartition des billets émis entre Siège et  
Entités Provinciales  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2021	Siège	12	13	15,9	12,1	17,9	28,5	20,1	41,2	25,7	1	6,7	20,3	214,2
	Provinces	7,7	0	16,1	17,4	19,7	71,6	227	0	98,9	0	85,4	16	559,7
	Total	19,7	13	32	29,5	37,6	100	247,1	41,2	124,5	1	92,1	36,3	773,9
2020	Siège	10	16,2	26	39,2	21,3	11,8	21,9	14,4	15,7	11,2	11,7	16,9	216,2
	Provinces	0	61,4	0	98	15,5	139,2	9	101,8	18,7	87	31,7	52,2	614,4
	Total	10	77,6	26	137,2	36,8	151	30,9	116,1	34,4	98,1	43,4	69,1	830,6
Variation	Siège	2	-3,2	-10,1	-27,1	-3,4	16,7	-1,8	26,8	10	-10,2	-5	3,4	-2
	Provinces	7,7	-61,4	16,1	-80,6	4,2	-67,6	218	-101,8	80,2	-87	53,7	-36,2	-54,7
	Total	9,7	-64,6	6	-107,7	0,8	-51	216,2	-74,9	90,1	-97,1	48,7	-32,8	-56,7

Source : Banque Centrale du Congo.

En outre, dans le total des décaissements, la part de ceux en faveur des banques agréées est demeurée prépondérante à l'instar de l'année 2020, attestant le fait que ces dernières constituent le canal privilégié pour la mise en circulation des billets neufs. Cette part a été 86,3 % du total des décaissements en 2020 avant de fléchir légèrement à 85,5 % en 2021.

Tableau III | 2 | 3 Répartition des paiements en billets neufs  
aux guichets du Siège  
(en milliards de CDF)

An- née	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	du Trésor	0,0	0,4	0,0	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7
	de la BCC	1,7	2,9	1,9	7,0	4,3	4,1	2,8	0,0	0,0	0,4	0,9	1,0	27,0
	des Banques	8,3	12,8	24,1	30,9	16,6	7,4	19,2	14,3	15,7	10,7	10,8	15,9	186,7
	des Particuliers	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
	Total	10,0	16,2	26,0	39,2	21,3	11,8	21,9	14,4	15,7	11,2	11,7	16,9	216,2
	2021	du Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	6,0
de la BCC	0,7	0,5	0,8	0,6	2,4	5,5	1,5	3,7	3,2	0,0	0,7	2,3	22,0	
des Banques	11,1	12,4	15,0	11,5	15,2	22,7	18,8	35,2	22,4	1,0	6,0	11,9	183,1	
des Particuliers	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,8	
Total	12,0	13,0	15,9	12,1	17,6	28,5	20,4	41,2	25,7	1,0	6,7	20,3	214,2	
Variation	du Trésor	0,0	-0,4	0,0	-1,3	0,0	0,0	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	6,0	6,6
	de la BCC	-1,0	-2,4	-1,1	-6,4	-1,9	1,4	-1,3	3,7	3,2	-0,4	-0,2	1,3	-5,0
	des Banques	2,8	-0,4	-9,1	-19,4	-1,4	15,3	-0,4	20,9	6,7	-9,7	-4,8	-4,0	-3,6
	des Particuliers	0,2	0,0	0,1	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	Total	2,0	-3,2	-10,1	-27,1	-3,7	16,7	-1,5	26,8	10,0	-10,2	-5,0	3,4	-2,0

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des coupures, il y a lieu de relever qu'une seule des huit coupures qui ont été émises en 2021 a enregistré une réalisation au-delà de sa programmation. Il s'agit de la coupure 10.000 FC, avec un taux d'exécution de 100,8 %.

En 2021, la distribution des émissions monétaires (en volume) s'est faite autour de la coupure de 500 FC alors qu'en 2020, c'est la coupure de 1.000 FC qui était la coupure modale. La situation moins confortable du stock de l'Hôtel des Monnaies a modifié l'allure de la courbe des émissions en 2021.

Tableau III | 2 | 4 Ventilation par coupure des émissions monétaires  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Coupure	Programmation		Réalizations		Ecart		Taux d'exécution (Valeur)
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	
20 000 FC	200 000,0	10,0	181 020,0	9,1	-18 980,0	-0,9	0,9
10 000 FC	221 000,0	22,1	222 760,0	22,3	1 760,0	0,2	1,0
5 000 FC	236 500,0	47,3	102 900,0	20,6	-133 600,0	-26,7	0,4
1 000 FC	268 000,0	268,0	117 634,0	117,6	-150 366,0	-150,4	0,4
500 FC	178 300,0	356,6	127 694,5	255,4	-50 605,5	-101,2	0,7
200 FC	21 450,0	107,3	11 247,8	56,2	-10 202,2	-51,0	0,5
100 FC	9 300,0	93,0	7 019,1	70,2	-2 280,9	-22,8	0,8
50 FC	5 450,0	109,0	3 620,8	72,4	-1 829,3	-36,6	0,7
Total	1 140 000,0	1 013,3	773 896,2	623,8	-366 103,9	-389,5	0,7

Source : Banque Centrale du Congo.

## Destruction des signes monétaires

Au terme de l'exercice 2021, un montant 334,4 milliards de CDF, soit 413,2 millions de billets, a été détruit contre 60,0 milliards de CDF, correspondant à 143,7 millions des billets, en 2020.

Cet accroissement est justifié notamment par l'organisation, en 2021, des opérations de destructions dans certaines provinces (Bukavu, Lubumbashi, Mbandaka et Mbuji-Mayi) à hauteur 207,2 milliards de CDF.

Tableau III | 2 | 5 Évolution de la destruction des billets impropres à la circulation  
(en milliards de CDF)

Année	Rubrique	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	Siège	9,3	12,6	9,8	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	7,2	8,4	7,5	3,3	59,5
	Provinces	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
	Total	9,3	12,6	9,8	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	7,2	8,4	7,5	3,3	60,0
	Variation	-4,8	-1,9	-0,6	8,6	13,3	10,2	15,7	17,0	11,4	1,9	10,5	13,0	127,1
2021	Siège	4,5	10,7	9,2	9,8	13,3	10,2	15,7	17,0	11,4	1,9	10,5	13,0	127,1
	Provinces	0,0	0,0	91,8	85,3	29,3	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	207,3
	Total	4,5	10,7	101,0	95,1	42,6	11,0	15,7	17,0	11,4	1,9	10,5	13,0	334,4
	Variation	-4,8	-1,9	91,2	93,9	42,6	11,0	15,7	17,0	4,2	-6,5	3,0	9,2	274,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, exception faite de la coupure de 200 FC, entre les deux périodes, il s'observe une progression en valeur et en volume des billets impropres détruits pour toutes les autres coupures de l'éventail fiduciaire actuelle.

Tableau III | 2 | 6 Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation  
(en millions de CDF et en millions de billets)

Coupure	2020		2021		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	4 250,00	0,2	62 490,00	3,1	58 240,00	2,9
10 000 FC	5 465,00	0,5	62 465,00	6,2	57 000,00	5,7
5 000 FC	1 935,00	0,4	72 167,50	14,4	70 232,50	14
1 000 FC	19 887,00	19,9	81 128,50	81,1	61 241,50	61,2
500 FC	20 018,00	40	40 173,00	80,3	20 155,00	40,3
200 FC	4 670,40	23,4	2 179,60	10,9	-2 490,80	-12,5
100 FC	1 623,20	16,2	5 919,30	59,2	4 296,10	43
50 FC	2 152,80	43,1	7 823,40	156,5	5 670,60	113,4
20 FC	0	0	22,2	1,1	22,2	1,1
10 FC			2,3	0,2	2,3	0,2
5 FC	0	0	0	0	0	0
Total	60 001,40	143,7	334 370,80	413,2	274 369,40	269,5

Source : Banque Centrale du Congo.

## Émission monétaire nette

L'émission monétaire nette s'est contractée de 43,0% en 2021, s'établissant à 439,5 milliards de CDF.

La régression sensible de destruction des BIC (457,3%) justifie principalement cette tendance baissière des émissions nettes.

Tableau III | 2 | 7 Evolution des émissions monétaires nettes  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	Emissions brutes	10,0	77,6	26,0	137,2	36,8	151,0	30,9	116,1	34,4	98,1	43,4	69,1	830,6
	Destructions	9,3	12,6	9,8	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	7,2	8,4	7,5	3,3	60,0
	Emissions nettes	0,7	65,0	16,2	136,0	36,8	151,0	30,9	116,1	27,2	89,7	35,9	65,2	770,6
	Variation	-4,8	-1,9	-0,6	8,6	13,3	10,2	15,7	17,0	11,4	1,9	10,5	13,0	127,1
2021	Emissions brutes	19,7	13,0	32,0	29,5	37,6	100,0	247,1	41,2	124,5	1,0	92,1	36,3	773,9
	Destructions	4,5	10,7	101,0	95,1	42,6	11,0	15,7	17,0	11,4	1,9	10,5	13,0	334,4
	Emissions nettes	15,1	2,3	-69,1	-65,6	-5,0	89,0	231,4	24,2	113,1	-0,9	81,6	23,3	439,5
	Variation	9,7	-64,6	6,0	-107,7	0,8	-51,0	216,2	-74,9	90,1	-97,1	48,7	-32,8	-56,7
Variation	Destructions	-4,8	-1,9	91,2	93,9	42,6	11,0	15,7	17,0	4,2	-6,5	3,0	9,2	274,4
	Emissions nettes	14,4	-62,7	-85,3	-201,6	-41,8	-62,0	200,5	-91,9	85,9	-90,6	45,7	-41,9	-331,1

Source : Banque Centrale du Congo.

## 2 | 1 | 2 Mouvements de fonds aux guichets du Siège

### Versements

Au terme de l'année 2021, un montant 1 172,9 milliards de CDF a été recyclé aux guichets du Siège, dégageant une hausse de 82,0% par rapport au montant réalisé en 2020.

Il sied de relever que 96,3% des versements enregistrés aux guichets Siège durant l'année 2021 représentent les

versements des banques agréées, un import de 1.129,9 milliards de CDF.

Tableau III | 2 | 8 Evolution des versements  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	du Trésor	0,9	1,0	1,0	0,4	0,4	0,3	0,5	4,2	4,9	2,2	3,8	4,8	24,4
	de la BCC	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9
	des Banques	84,0	47,0	50,9	24,1	48,6	58,8	57,3	41,4	51,1	61,3	45,2	42,8	612,7
	des Particuliers	0,6	0,3	0,6	3,8	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	6,5
	Total	85,7	48,4	52,6	28,3	49,4	59,5	58,0	45,8	56,2	63,7	49,2	47,8	644,5
2021	du Trésor	1,8	2,9	2,3	2,4	3,0	2,7	2,7	2,6	3,6	2,4	2,8	4,9	34,1
	de la BCC	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	2,5
	des Banques	103,6	49,8	76,1	63,4	82,1	76,4	89,8	133,1	178,9	103,2	108,9	112,9	1129,7
	des Particuliers	0,2	0,3	0,5	0,2	0,2	0,2	0,1	0,7	0,5	1,8	0,9	1,0	6,6
	Total	105,7	53,2	79,0	66,2	67,7	85,2	79,6	93,4	137,5	183,3	107,1	115,0	1172,9
Variation	du Trésor	0,9	1,9	1,3	2,0	2,6	2,4	2,2	-1,6	-1,3	0,2	-1,0	0,1	9,7
	de la BCC	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	1,6
	des Banques	19,6	2,8	25,2	39,3	15,8	23,3	19,1	48,4	82,0	117,6	58,0	66,1	517,0
	des Particuliers	-0,4	0,0	-0,1	-3,6	-0,1	-0,1	0,0	0,6	0,4	1,7	0,8	0,9	0,1
	Total	20,0	4,8	26,4	37,9	18,3	25,7	21,6	47,6	81,3	119,6	57,9	67,2	528,4

Source : Banque Centrale du Congo.

La ventilation par coupure de ces versements renseigne que les coupures de CDF 20.000 FC, 10.000 FC et 1.000 FC ont été, en valeur, les plus versées aux guichets du Siège avec des parts respectives de 28,0%, 24,9% et 27,7%.

Par ailleurs, d'une année à l'autre, les versements se sont accrus dans toutes les coupures.

Tableau III | 2 | 9 Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation  
(en millions de CDF et en millions de billets)

Coupure	2020		2021		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	169 152,5	8,5	323 532,7	16,2	154 380,2	7,7
10 000 FC	167 793,5	16,8	292 482,0	29,2	124 688,5	12,5
5 000 FC	20 493,9	4,1	84 934,5	17,0	64 440,6	12,9
1 000 FC	185 905,7	185,9	324 624,4	324,6	138 718,7	138,7
500 FC	92 746,5	185,5	135 679,7	271,4	42 933,2	85,9
200 FC	5 493,9	27,5	7 499,0	37,5	2 005,1	10,0
100 FC	1 728,6	17,3	2 633,7	26,3	905,1	9,1
50 FC	1 207,8	24,2	1 416,0	28,3	208,2	4,2
Total	644 522,5	469,6	1 172 802,0	750,5	528 279,5	280,9

Source : Banque Centrale du Congo.

## Retraits

Les retraits aux guichets du Siège sont passés de 958,3 milliards de CDF en 2020 à 1.501,6 milliards durant la période sous examen. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement de 250,1% retraits en

faveur du Trésor Public. Ces retraits en faveur du Trésor représentent, en 2021, 40,5% du total des retraits. Cette part se situait à 18,1% en 2020.

Tableau III | 2 | 10 Evolution des retraits  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	du Trésor	28,4	22,2	20,2	25,1	5,4	5,6	5,6	2,6	5,1	19,8	11,4	22,4	173,8
	de la BCC	9	9,4	9,1	10	6,9	9,7	5,8	6,9	5,4	6,3	5,7	8	92,2
	des Banques	30,6	40,7	77,3	49	44,6	52,3	73,5	69,6	63,6	54,9	52	82	690,1
	des Particuliers	0,3	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	2,3
	Total	68,2	72,5	106,7	84,3	57,2	67,8	85,1	79,2	74,2	81,2	69,3	112,7	958,4
2021	du Trésor	8,5	5,4	9,2	20,1	15,2	7,3	16,7	87,8	115,8	104,7	76,6	141,1	608,4
	de la BCC	8,1	11,4	10,4	9	8,3	10,8	7,4	7,4	6,1	7,3	8,8	13	107,9
	des Banques	41,5	60,9	70,6	54	72,3	83,4	92	87,1	57,2	44,2	55,2	62,6	781
	des Particuliers	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,5	0,3	0,2	0,6	0,5	0,8	0,6	4,2
	Total	58,2	77,8	90,3	83,3	96	102	116,3	182,5	179,7	156,7	141,4	217,3	1501,6
Variation	du Trésor	-19,9	-16,8	-11	-5	9,8	1,7	11,1	85,2	110,7	84,9	65,2	118,7	434,6
	de la BCC	-0,9	2	1,3	-1	1,4	1,1	1,6	0,5	0,7	1	3,1	5	15,7
	des Banques	10,9	20,2	-6,7	5	27,7	31,1	18,5	17,5	-6,4	-10,7	3,2	-19,4	90,9
	des Particuliers	-0,2	0	-0,1	0	-0,1	0,2	0,2	0,1	0,5	0,4	0,7	0,3	1,9
	Total	-10	5,3	-16,4	-1	38,8	34,2	31,2	103,3	105,5	75,5	72,1	104,6	543,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Il sied de relever que les coupures de 20.000 FC, 10.000 FC et 1.000 FC ont été les plus sollicitées aux guichets du Siège avec des parts respectives de 23,2%, 23,1%

Tableau III | 2 | 11 Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège  
(en millions de CDF et en millions de billets)

Coupure	2020		2021		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	252	348	96	96	156	352
10 000 FC	311,5	12,6	925,9	17,4	614,4	4,8
5 000 FC	246	346	99	99	147	347
1 000 FC	373,9	24,6	342,1	34,6	968,2	10,0
500 FC	27	111	84	84	57	16,8
200 FC	001,1	5,4	096,0	22,2	094,9	16,8
100 FC	301	493	192	192	109	19,2
50 FC	708,9	301,7	890,8	493,9	181,9	192,2
200 FC	120	188	67	67	53	13,4
100 FC	905,5	241,8	261,6	376,5	356,1	134,7
50 FC	6	6	2,2	2,2	3,8	2,2
200 FC	148,4	30,7	595,6	33,0	447,2	2,2
100 FC	2	3	1	1	1	14,9
50 FC	360,2	23,6	854,4	38,5	494,2	14,9
200 FC	1	2	13,9	13,9	12,8	13,9
100 FC	444,6	28,9	138,1	42,8	693,5	13,9
50 FC	958	1 501	542	542	416	959
Total	254,1	669,4	104,5	059,0	850,4	389,6

Source : Banque Centrale du Congo.

## 2|2 Opérations bancaires dénouées à la Banque Centrale du Congo

En 2021, il s'est observé une hausse des transactions dénouées par les banques agréées aux guichets de la Banque Centrale du Congo.

En effet, la Banque Centrale du Congo tient en ses livres les comptes courants de quinze banques commerciales agréées et opérationnelles en République Démocratique du Congo, en ses qualités de Banque des banques et d'agent de règlement des opérations de Compensation, à travers le système interbancaire «Automated Transfer System», ATS en sigle. Ces opérations qui impactent les comptes de règlement de ces banques logés dans l'ATS à travers : (i) les opérations de retraits et versements des espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo, (ii) différents recours aux guichets de refinancement offerts par cette dernière et (iii) toutes les autres transactions passées au cours d'une journée d'échange dans l'ATS. Les agrégations respectives de toutes les opérations des banques dégagent des soldes des opérations de la journée qui impactent les différents comptes des banques agréées ouverts en les livres de la Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, la Banque Centrale du Congo dénoue également des opérations pour d'autres clients dont l'Etat congolais, à travers le Compte général du Trésor et autres sous comptes de l'Etat. Certaines entreprises publiques et semi-publiques, certaines entreprises du secteur privé, les institutions financières non bancaires et les tiers.

### 2|2|1 Transactions des banques aux guichets de la BCC

Au cours de l'exercice 2021, le volume global des transactions des banques commerciales à la Banque Centrale du Congo s'est élevé à 35 568,4 milliards de CDF. Comparé à l'année 2020, ce volume des transactions a connu une hausse de 83,7%, expliquée essentiellement par la hausse des opérations du Trésor public congolais dénouées aux guichets des banques commerciales d'une part et à un fort recours par les banques commerciales au guichet des prêts à court terme auprès de la Banque Centrale du Congo.

Tableau III|2|12 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC  
(en millions de CDF)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
Transactions effectuées via ATS	2 911 536,0	4 080 099,1	10 462 301,9	10 938 119,8	18 827 180,3	72,1
Transactions initiées par les banques	158 442,5	187 021,2	325 941,1	806 166,2	9 000 667,9	1016,5
Transactions initiées par la BCC	2 753 093,5	3 893 077,9	10 136 360,7	10 131 953,6	9 826 512,3	-3,0
dont pour compte du Trésor Public	5 516 316,6	7 937 498,3	9 067 166,6	9 905 286,0	8 086 058,1	-18,4
Transactions effectuées en espèces	2 913 219,0	5 149 365,9	5 710 322,6	6 382 049,7	5 882 089,5	-7,8
Retraits des espèces	1 257 752,9	2 699 272,3	2 989 531,2	3 468 632,8	2 719 124,5	-21,6
Versements des espèces	1 655 466,1	2 450 093,5	2 720 791,3	2 913 416,9	3 162 965,1	8,6
Refinancement	8 163 885,0	173 500,0	25 000,0	2 038 429,6	10 859 146,5	432,7
Facilités permanentes accordées	1 017 905,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts à court terme octroyés	7 145 980,0	173 500,0	25 000,0	2 038 429,6	10 859 146,5	432,7
Prêts à moyen terme octroyés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transactions des banques	360 530,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Volume des transactions	14 349 170,7	9 402 965,0	16 197 624,4	19 358 599,1	35 568 416,3	83,7

Source : Banque Centrale du Congo.

### 2|2|2 Transactions des autres clients aux guichets de la BCC

#### Virements bancaires effectués aux guichets de la BCC

Au cours de l'année 2021, les virements bancaires ordonnés par les titulaires des comptes en les livres de la Banque Centrale du Congo se sont évalués à 7 833 074,70 millions de CDF, venant de 5 901 280,00 millions de CDF en 2020, soit une hausse de 32,7% par rapport à l'année précédente. Ces virements bancaires sont constitués à 95% des opérations sur les comptes de l'Etat.

Tableau III|2|13 Volume des virements bancaires effectués aux guichets de la BCC  
(en millions de CDF)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
Virements bancaires ordonnés par l'Etat	2 423 241,1	4 820 547,0	2 924 356,9	5 792 871,5	7 424 023,9	28,2
Virements bancaires ordonnés par la BCC	85 115,2	50 788,3	55 966,2	73 026,8	272 006,0	272,5
Virements bancaires ordonnés par autres clients	134 909,0	93 866,6	52 454,9	35 381,7	137 044,8	287,3
Total virements bancaires	2 643 265,2	4 965 202,0	3 032 778,0	5 901 280,0	7 833 074,7	32,7

Source : Banque Centrale du Congo.

#### Transferts d'espèces effectués aux guichets de la BCC

En 2021, les transferts des fonds effectués par les tiers en utilisant les guichets de la Banque Centrale du Congo, se

sont chiffrés à 55 311,8 millions de CDF, soit une baisse de 17,7% par rapport à 2020, au cours duquel ces transferts se sont élevés à 67 200,1 millions de CDF. Ces transferts de fonds sont constitués à 61,08% des transferts payés en espèces.

Tableau III | 2 | 14 Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC (en millions de CDF)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
Transferts payés via la Compensation	34 562,0	27 269,9	24 850,8	39 736,3	21 527,1	-45,8
dont Transferts des Messageries financières	26 693,3	19 101,3	21 292,2	38 816,8	20 354,7	-47,6
Transferts payés en espèces	18 050,1	19 995,0	23 626,2	27 463,8	33 784,7	23,0
Total	52 612,1	47 264,9	48 476,9	67 200,1	55 311,8	-17,7

Source : Banque Centrale du Congo.

## 2 | 3 Gestion des réserves de change

La mission de détenir et de gérer les réserves officielles de change de la République est conférée à la Banque Centrale du Congo par la Loi Organique n° 18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 10.

Par cette prérogative, la Banque Centrale du Congo est appelée à assurer la bonne tenue et gestion des avoirs en devises de la RDC, avec comme objectif principal de préserver et relever son niveau. De cette façon, elle pourvoira efficacement aux interventions sur le marché et pourra répondre aux besoins à court terme de couverture des dettes extérieures de l'Etat. C'est à travers la maîtrise de ses sources d'accumulation des devises que la Banque Centrale du Congo saura mettre en place une politique de change susceptible de prendre en charge les préoccupations suivantes :

- "Corriger les désalignements ou stabiliser le taux de change;
- Ramener le calme sur des marchés désordonnés;
- Constituer les réserves;
- Alimenter le marché en devises"<sup>1</sup>
- répondre des mesures devant permettre d'atteindre le niveau d'adéquation des réserves de change.

<sup>1</sup> Jorge Ivan Canales-Kriljenko, Roberto Guimarães, Shogo Ishij et Cem Karacadağ, " Prudence et circonspection, Comment les Banques Centrales peuvent-elles intervenir au mieux sur des marchés de changes instables?" *in Finances et Développement*, FMI et Banque Mondiale, septembre 2003, PP:28-31.

La gestion des réserves internationales de la République Démocratique du Congo par la Banque Centrale du Congo s'articule autour d'un cadre fonctionnel et organisationnel répondant aux exigences internationales en la matière, ainsi qu'un portefeuille de devises dont l'allocation stratégique est fonction de la priorité des besoins en devises du pays.

### 2 | 3 | 1 Cadre fonctionnel et structurel

La Banque Centrale du Congo, avec l'assistance technique de la Coopération allemande à travers son agence « GIZ », avait définie au cours de l'année 2012 l'organisation et la politique générale de gestion des réserves de change. C'est à l'occasion que fut signé l'Ordre de Service n° 226/12 du 30 novembre 2012 relatif à la Création du Comité de Gestion des Réserves de Change, CGRC en sigle.

Ainsi, l'organisation générale de la gestion des réserves est faite par certains organes de la BCC repartis à trois niveaux de gestion: niveau stratégique, niveau tactique et niveau opérationnel, de la manière suivante :

- Niveau stratégique: Conseil de la Banque, présidé par le Gouverneur;
- Niveau tactique: Comité de gestion des réserves de change; et
- Niveau opérationnel: Direction des Opérations Bancaires et des Marchés.

### 2 | 3 | 2 Gestion des réserves de change par la BCC

La gestion des réserves internationales à la BCC a toujours été conduite selon les principes en la matière, en partant d'un Benchmark proposé, dans le respect des orientations et recommandations sous forme de politique reçues du Conseil de la Banque faites à l'organe en charge de la gestion quotidienne de ces réserves avec l'accompagnement du Comité de gestion des réserves de change.

Afin de se prémunir contre les risques de change et de contrepartie, l'essentiel des réserves de la Banque Centrale du Congo est constitué en USD & EUR et les devises constitutives de ces réserves sont déposées auprès de la BRI, une Banque Centrale Internationale, cotée AAA.

### Volume des avoirs extérieurs de la BCC

Les avoirs extérieurs détenus par la Banque Centrale du Congo se sont situés à 4 143,2 millions d'USD à fin 2021.

Il s'en est dégagé une accumulation des réserves de 2 729,1 millions d'USD, par rapport à USD 1 414,1 millions atteints à fin 2020; soit un accroissement des réserves de plus de 100 %.

Les réserves internationales de la République Démocratique du Congo se sont situées à 2 751,3 millions d'USD à fin 2021. Elles représentent 66,4% des avoirs extérieurs de la République, le reste étant détenu en compte RME et sous forme de dépôts en garantie auprès des banques locales.

Signalons que les rachats des devises issues des recettes publiques, principale source des réserves de la République, ont constitué 61,26% des recettes en devises de la Banque Centrale du Congo en 2021, contre 86% en 2020. Aussi, les rachats nets auprès du Trésor public congolais (Rachats des recettes publiques encaissées en monnaies étrangères déduits des dépenses de l'Etat payées en devises) ont été négatifs de 49,21 millions d'USD en 2021, ce qui dénote que l'Etat a été plus consommateur des réserves en 2021.

Tableau III|2|15 Évolution des réserves de la BCC  
(en millions d'USD)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
Avoirs extérieurs bruts	844,0	879,0	1 193,0	1 414,1	4 143,2	192,99
Réserves internationales	718,0	665,3	1 141,3	708,9	2 751,3	288,12
Réserves de change	605,6	647,8	1 058,9	669,7	1 999,9	198,63
Rachats nets auprès du Trésor public	-12,4	-142,3	-1 086,5	-916,0	-49,2	94,63

Source : Banque Centrale du Congo.

## Allocation stratégique des réserves internationales

Les réserves internationales de la République Démocratique du Congo répondent particulièrement à deux besoins, à savoir: (i) le besoin de sécurité, en soutenant le déficit de la balance commerciale du pays, à travers des interventions de la banque Centrale du Congo sur le marché des changes, et (ii) le besoin de liquidité, en assurant la couverture des dépenses du secteur public (Etat congolais et BCC) en monnaies étrangères. De ce fait, ces besoins étant essentiellement exprimés en la devise de référence, le dollar américain, la détention majoritaire en cette monnaie étrangère permet de se couvrir contre le risque change. En 2021, les réserves internationales de la RDC étaient constituées à 81 % du Dollar américain, venant de 95 % en 2020.

Tableau III|2|16 Composition des réserves de la BCC  
(en valeur relative)

Rubriques	Code ISO	2017	2018	2019	2020	2021
Dollar américain	USD	88 %	97 %	93 %	95 %	81 %
Dollar australien	AUD	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Droits de tirage spéciaux	XDR	11 %	2 %	5 %	3 %	18 %
Euro	EUR	1 %	1 %	2 %	2 %	1 %
Total		100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Banque Centrale du Congo.

## 2|4 Systèmes national de paiement

Ce chapitre s'articule autour de quatre points ci-après:

1. l'évolution des activités des systèmes ATS et CSD;
2. la surveillance des systèmes de paiement;
3. la mise en œuvre des projets sous la responsabilité de la DSP;
4. les difficultés rencontrées, pistes de solutions et perspectives.

### 2|4|1 Evolution des activités du système ATS et du CSD

Au cours de l'année 2021, les activités du système ATS, composé du RTGS et de l'ACH, ont été marquées par une baisse de 10,4% du volume des transactions traitées dans l'ATS, par rapport à 2020. Cette baisse est expliquée par la persistance des effets du COVID-19 sur les activités économiques. En effet, 233.328 ordres de paiement ont été traités durant l'année 2021 contre 260.324 enregistrés en 2020.

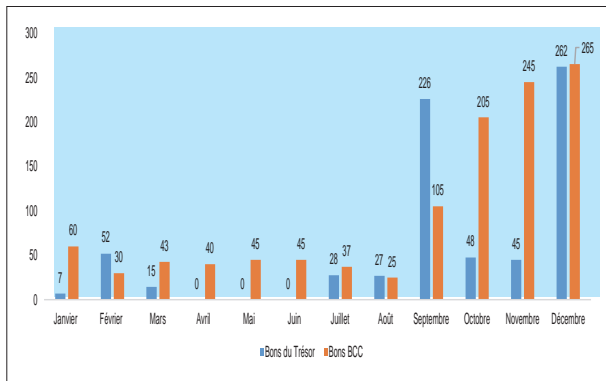
Ces opérations réalisées par 17 banques contre 16 en 2020, ont été d'une valeur globale de 59.801,45 milliards de CDF contre CDF 38.539,52 milliards en 2020.

Les taux moyens de rejets techniques et financiers pour l'ensemble de l'année ont été de 2,1% et 0,5% largement inférieurs à leurs seuils normatifs de 5% et 1%.

S'agissant du Dépositaire Central des Titres (CSD), il sied d'indiquer que l'activité d'émission des titres a été légèrement faible au cours du premier semestre de l'année 2021, période durant laquelle il a été levé un montant total de 73,5 milliards de CDF pour les Bons du Trésor et de 262,5 milliards pour le Bon BCC. Cependant, pour le deuxième semestre 2021, il a été noté une évolution positive des émissions dont la valeur a atteint 635,2 milliards pour les Bons du Trésor et 882,5 milliards pour le Bon BCC. Comparativement à l'année 2020, il s'observe un accroissement de 25,1% pour les Bons du Trésor et de 33,2% pour le titre de la BCC.

Ainsi, l'ensemble d'émissions durant l'année sous examen a atteint 708,8 milliards pour les Bons du Trésor et de CDF 1.145,0 milliards pour le Bon BCC.

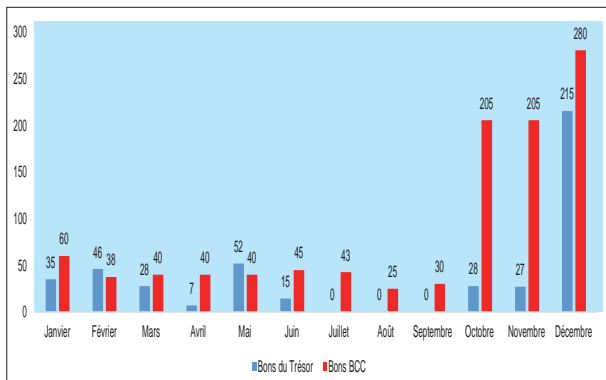
Graphique III | 2 | 1 Emissions Bon du Trésor et Bon BCC en 2021



Source : Banque Centrale du Congo.

Au titre de remboursements, il a été enregistré un montant total de 451,8 milliards pour les Bons du Trésor et de CDF 1.050,0 milliards en ce qui concerne le Bon BCC.

Graphique III | 2 | 2 Remboursements Bon du Trésor et Bon BCC en 2021



Source : Banque Centrale du Congo.

Aussi, importe-il d'indiquer que l'encours dans le système CSD au 31 décembre 2021 s'est établi à 365,5 milliards de CDF pour les Bons du Trésor et à 110,0 milliards pour le Bon BCC.

En outre, l'année 2021 a été également marquée par :

1. la création, au travers de l'Arrêté ministériel n°007/CAB/MIN.FIN/CTDPI/2021 du 27 mars 2021, des Bons du Trésor et Obligations du Trésor indexés au cours de change entre le dollar américain et le franc congolais, lesquels instruments ont été intégrés dans la plateforme en charge de la gestion centralisée des titres dématérialisés (CSD) opérée par la BCC ;

2. la publication de la Directive sur les normes et procédures des activités du Dépositaire Central des Titres ;
3. l'agrément, conformément à l'instruction 38 bis portant règlement général du marché des valeurs du Trésor, de deux Banques commerciales (RAWBANK et TMB) en qualité de Teneur Conservateur des titres financiers, lesquelles banques viennent s'ajouter aux 4 (FBN BANK, EQUITY BCDC, ACCESS BANK et UBA) ayant reçu la qualité susvisée en 2020, amenant le nombre total de Banques Teneurs conservateurs des valeurs du Trésor à 6.
4. en lien avec le point précédent, la participation des clients-détenteurs (6 sur 14 configurés dans le CSD) aux adjudications des Bons du Trésor via les banques teneurs conservateurs, avec un montant total chiffré à 353 millions de CDF.

Enfin, il sied de relever que la DSP, en sa qualité d'Agence Nationale de Codification, a procédé durant l'année sous examen à l'attribution de 21 codes-titres pour les Bons du Trésor contre 48 codes-titres attribués une année avant. En ce qui concerne les Bons BCC, 122 codes-titres ont été attribués au cours de l'année 2021 contre 154 codes titres enregistrés au cours de l'année 2020.

## 2 | 4 | 2 Surveillance des systèmes de paiement

Une série d'activités se rapportant notamment à l'examen des demandes des acteurs du marché pour l'obtention de la qualité du prestataire de services critiques ou la mise en exploitation des nouveaux produits au titre de services de paiement au sein de l'écosystème de paiement national selon le cas a été réalisée en 2021.

En ce qui concerne les activités relatives aux agréments et autorisations, 29 autorisations et agréments ont été délivrés pour la mise en œuvre des services innovants dont sept (8) aux banques commerciales (Access, Afriland, UBA, BCDC, RAWBANK), une (1) autorisation à l'institution de Microfinance (FINCA) et Vingt-deux (22) aux agrégateurs (ABC PAYMENT, AGIS SA, AVADA, BAOBAB, CINETPAY, ECD, INFOSET, MSFAfrica RDC, OKAPI, SWIM-IT, WOLF TECHNOLOGY).

Aussi, la fonction de surveillance a été impliquée dans le processus de sélection des fintech dans le cadre du concours visant la promotion des innovations financières lancé par FSD AFRICA en collaboration avec la BCC. Ce concours dénommé « RDC-innovations et services financiers » initié

par la BCC et FSD Africa, sous un financement de la coopération britannique (UKAID) a été clôturé au cours de l'exercice 2021, au terme duquel il a été procédé à l'annonce de 6 lauréats pour les deux volets, à savoir : (1) l'innovation pour le développement économique et social, et (2) l'innovation pour la solidarité.

Aussi, dans le cadre de ce projet, 99 dossiers étaient-ils réceptionnés dont 6 avaient bénéficié d'une assistance technique et d'une subvention individuelle de 13.000 USD octroyées par la coopération britannique via FSD Africa. Deux lauréats ont pu se distinguer, à savoir : Infoset SARL avec la solution Money X pour le volet « l'innovation pour le développement économique et social » et SIX (Smart Information exchange) SARL avec sa plateforme UFIS (Unified Financial identifier System) pour le volet « innovation financière pour la solidarité » qui ont été mis en contact avec des investisseurs et partenaires stratégiques potentiels.

## 2|4|3 Mise en œuvre des projets

Durant l'année 2021, la Banque Centrale a poursuivi la mise en œuvre du projet de modernisation de Système National de Paiement, à travers deux structures de gouvernance dénommées projet de modernisation du système national de paiement (PROMOSYS) et projet monétique national (PROMONAT).

### Mise en œuvre du projet de modernisation du système national de paiement (PROMOSYS)

Pour ce qui est du PROMOSYS, il convient de souligner la finalisation, durant l'année sous revue, des travaux relatifs au recouvrement des recettes de l'Etat par voie d'avis de crédit dans l'ATS, dont la mise en production effective a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Par ailleurs, le Projet s'est attelé à la poursuite des différentes activités, dont notamment :

- l'accompagnement de la BCC par le Cabinet AFRICAPITAL Consulting pour la mise en place d'un cadre opérationnel de la surveillance des systèmes et instruments de paiement ;
- l'adaptation du système CSD pour la prise en charge de (i) la codification de l'instrument Bon BCC, (ii) du nouveau guichet prêt spécial et (iii) la prise en charge de l'instrument des titres indexés au taux de change ;

- la poursuite du processus de mise en place de la Centrale des incidents de paiement ;
- l'organisation et fonctionnement du service « Centre de Traitement Monétique » au sein de la Direction des Systèmes de Paiement.

### Mise en œuvre du projet monétique national (PROMONAT).

Pour ce projet, la Banque Centrale s'est attelée au fonctionnement du switch monétique national et du centre de personnalisation des cartes en 2021.

Le Switch Monétique National est la plateforme appelée à interconnecter toutes les Institutions financières du pays pour permettre à leurs membres de réaliser, chacun suivant son domaine, les opérations interbancaires par carte et par monnaie électronique. Au démarrage de ses activités le 23 décembre 2020, le switch comptait 4 banques au titre de participants, en l'occurrence ACCESS BANK, BOA, UBA et SOFIBANQUE, avant de passer à 7 acteurs connectés et actifs au terme de l'exercice 2021, soit un ajout de 3 participants dont 2 banques AFRILANDFIRSTBANK CD et ECOBANK et l'Institution de Micro-finance FINCA.

Pour s'assurer de sa pleine souveraineté dans le domaine transactionnel et l'indépendance dans l'organisation de son système national de paiement et faciliter l'intégration du Switch Monétique National avec ceux de la sous-région, la Banque Centrale du Congo a mis en place un schéma de paiement national baptisé Mosolo.

C'est dans ce cadre que la BCC a obtenu auprès de l'organisme international de standardisation ISO, 130 Numéros d'Identification Bancaire (BIN) et a défini à travers l'instruction 48 du 20 novembre 2020, trois produits de carte Mosolo acceptés par tous les membres ou participants, à savoir Carte Mosolo prépayé, Mosolo débit et Mosolo crédit.

Ce switch n'est pas encore ouvert pour une consommation de masse du public et des clients de ses membres. Seule une catégorie restreinte de détenteurs des cartes Mosolo y accède, et ce, juste pour effectuer les opérations de pilotage et de tests d'appropriation.

Toutefois, à fin 2021, l'activité du switch monétique renseigne un volume de 1.017 transactions enregistrées pour une valeur globale de 13.011.559,12 de CDF.

Aussi, le démarrage effectif de la personnalisation des cartes Mosolo dans les locaux de la BCC et tributaire du renforcement du personnel (ajout de 7 unités) et la finalisation des procédures de sécurité de production des cartes PCI-CP.

S'agissant du Centre de Personnalisation des cartes, celui-ci est équipé de deux imprimantes de carte bancaire d'une capacité chacune de 700 cartes par heure. La Banque Centrale a enregistré une commande globale de 170.000 plastiques de cartes Mosolo réparties comme suit: FBN bank 100 000 cartes, TMB 50.000 cartes, FINCA 15.000 cartes et Sofibanque 5.000 cartes.

Avec l'accompagnement de la firme BPC, 5 modules du Switch Monétique National, ci-dessous, restent à activer, spécialement pour les membres hébergés. Il s'agit de :

- Smart Vista Internet Banking System ;
- Smart Vista Mobile Banking System ;
- Smart Vista iPay MPI (module pour le commerce électronique) ;
- Smart Vista iPay ACS module (module pour la sécurité des opérations d'achat sur internet) ;
- SmartVista Loyalty Service (module pour la gestion des programmes de fidélité).

A fin 2021, la situation d'intégration à la plateforme d'interopérabilité commune, le switch monétique national se présente comme suit :

- cinq (5) banques sont en phase de Test UAT (acceptance utilisateur), à savoir: Rawbank, FBN Bank, Equity à travers le consortium Multipay, TMB et BGFIBANK ;
- Citi Bank est en phase d'intégration système SIT ;
- 4 Etablissements de Monnaie Électronique (Airtel money, Orange money, Vodacash et Afrimoney) sont en phase de développement de leurs interfaces.

En outre, il convient de relever qu'à fin 2021, les Messageries financières et les Coopecs n'ont pas démarré les travaux de participation au Switch Monétique National.

Par ailleurs, la BCC a entrepris des contacts pour l'intégration du Switch Mosolo au Switch GIMAC de la CEMAC et aux Switchs internationaux VISA et Mastercard.

S'agissant de la sécurisation des activités monétiques, la BCC, avec le concours des firmes DataProtect et Thales s'attèle à certifier respectivement l'environnement du

Switch Monétique au Standard PCI-DSS et le Centre de personnalisation des cartes au Standard PCI-CP.

La mise en place du Call Center du Switch Monétique National est bloquée suite à l'indisponibilité d'une liaison numérique directe (SIP) avec les opérateurs de Téléphonie mobile.

### Mise en œuvre du projet Centrale des Incidents de Paiement.

Suivant les dispositions de la Loi N°18/019 du 09 juillet 2018 relative aux systèmes de paiement et de règlement-titres à son article 75, la BCC est chargée de créer et de gérer un registre pour la centralisation des informations notamment sur les clients, les comptes, les incidents de paiement et les instruments de paiement irréguliers.

Un service est organisé au sein de la Direction des systèmes de paiement pour assurer la gestion des fichiers se rapportant aux informations susmentionnées. Cependant, le service CIP n'est pas encore totalement opérationnel suite au manque de solution informatique ou logiciel dédié à la gestion de ses activités, notamment l'identification des acteurs initiateurs des paiements, la gestion des incidents de paiement dans le système National de Paiement, l'identification biométrique des détenteurs des comptes et l'octroi des Identifiants Financiers Uniques à tous les acteurs financiers de la RDC.

L'exercice 2021 a permis de finaliser le processus de préparation d'un projet de texte réglementaire devant régir le fonctionnement d'une centrale des incidents de paiement moderne.

## 2 | 4 | 4 Difficultés rencontrées et pistes de solutions

Dans ce chapitre, il sied de relever que les activités de la Direction des Systèmes de paiement ont été perturbées par la survenance de la pandémie de covid-19. Les actions dont la réalisation a été impactée du fait de la persistance de la crise sanitaire, ont fait l'objet d'une révision des échéances de réalisation.

En outre, il a été noté auprès de certaines banques des difficultés dans la manipulation des plateformes ATS et CSD, occasionnant entre autres des rejets techniques et financiers ainsi que la facturation des opérations exemptées du fait de l'usage des codes d'opérations (TTC) non appropriés.

A cet effet, il est prévu des actions de formation de mise à niveau des utilisateurs de banques commerciales sur l'utilisation des dites plateformes ainsi que l'exploitation des manuels des opérations mis à leur disposition.

Il convient de mentionner ci-dessous quelques difficultés majeures se rapportant à la mise en place du cadre opérationnel de surveillance des systèmes et instruments de paiement, à la mise en place de la centrale des incidents de paiement et à la gestion opérationnelle du Switch monétique et développement du réseau Mosolo. Il s'agit de :

### Pour la surveillance des systèmes et instruments de paiement :

- du manque d'une définition complète du périmètre de surveillance ;
- de l'absence d'un système automatisé pour la collecte de données de surveillance et le suivi en temps réel de la conformité réglementaire des transactions (Regtech).

### Pour la mise en place de la Centrale des incidents de paiement :

- le retard pris dans le processus de publication de l'Instruction afférente à la CIP devant permettre l'application effective de cette activité dans le Système National de Paiement ;
- le long délai pris pour finaliser le processus d'acquisition d'un logiciel de gestion des incidents de paiement.

### Pour la gestion opérationnelle du Switch monétique et développement du réseau Mosolo

Le projet PROMONAT rencontre quelques difficultés pour mener à bien ses missions :

- l'inexistence d'un réseau de télécommunication sur toute l'étendue du pays afin d'intégrer des IMFs et COOPECS sur le Switch monétique national ;
- les IMFs et COOPECS ne disposent pas des solutions bancaires (Core-banking) leur permettant de se connecter au Switch monétique national ;
- les comptes ouverts auprès des banques (Ecobank, Afriland etc.) en faveur des agents et cadre de la BCC ne sont pas encore approvisionnés pour leur permettre de tester les cartes Mosolo et de certifier l'opérationnalisation des participants ;
- les techniciens ne disposent pas des forfaits Internet

sur leurs ordinateurs portables pour effectuer des interventions à distance.

## 2|4|5 Perspectives

Au titre des actions à amorcer au courant de l'année 2022, il y a lieu d'épingler :

- la poursuite de l'automatisation du circuit de la paie des agents de la Banque Centrale du Congo ;
- le renforcement du cadre opérationnel de surveillance des systèmes et instruments de paiements ;
- l'acquisition d'un logiciel pour la surveillance des systèmes et instruments de paiement ;
- la poursuite de l'implémentation des virements individuels pour la collecte des recettes de l'Etat à travers le Switch Monétique ;
- l'acquisition d'une solution clef à main pour la gestion de la Centrale des Incidents de Paiement ;
- l'ouverture de la plateforme monétique nationale à tous les clients de Banques ;
- l'acquisition d'une solution bancaire (Core-banking) mutualisée pour les IMFs et COOPECS afin de faciliter leur intégration au Switch Monétique National ;
- la location d'un réseau de télécommunication auprès d'un opérateur pour intégrer les IMFs et COOPECS au réseau interbancaire ;
- la fourniture d'une connexion internet aux agents du CTM afin de leur permettre d'intervenir à distance sur la plateforme Monétique ;
- l'adoption d'une stratégie de démocratisation des Terminaux de paiement (TPE, DAB) en RDC ; et
- la connexion du Switch monétique national aux passerelles de paiement régionales et internationales.

## 2|5 Plan stratégique de la Banque Centrale du Congo

En 2021, les activités liées à la planification stratégique étaient retardées suite au changement de l'administration à la tête de la Banque Centrale. Ainsi, les actions menées dans le cadre du Plan Stratégique qui devraient être lancées en 2021 avaient été réaménagées, en vue du prochain Plan 2022-2026 fixé par la nouvelle Administration.

Par ailleurs, il convient de noter ce que suit :

## 2|5|1. Diagnostic stratégique

Le diagnostic stratégique de la Banque à fin 2021 a démontré que le principal défi à relever dans les cinq prochaines années est celui de renforcer sa capacité institutionnelle, organisationnelle et opérationnelle dans le but d'améliorer l'efficacité dans l'exécution de son mandat.

Ce diagnostic met en exergue les préoccupations ci-après :

**Politique Monétaire et de change:** (i) faible niveau des réserves de change, (ii) amélioration de l'efficacité des instruments de politique monétaire (iii) Systématisation de la stratégie de la règle et de la communication ad hoc en vue de l'ancrage des anticipations d'inflation (iv) forte dollarisation de l'économie congolaise.

**Gestion fiduciaire:** (i) Capacité non optimale dans le traitement des billets de banque, (ii) Nécessité de remplacement régulier des billets impropres à la circulation (dont les statistiques sont connues) et ceux hors circuit (du fait de la salissure, de la déchirure dont les statistiques ne sont pas connues) surtout dans l'arrière-pays pour éviter des niveaux insuffisants de circulation fiduciaire en cas de substitution au pair billets impropres/billets neufs ou des excès d'émission monétaire en cas de remplacement au pair billets non en circulation estimés/billets neufs, (iii) nécessité de diversification des instruments de paiement autres que les espèces ;

**Stabilité Financière:** (i) non formalisation de la fonction stabilité financière à la Banque pourtant reprise parmi ses missions depuis la promulgation de la Loi Organique n° 18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, (ii) déficit de renforcement des capacités des cadres et agents de la Banque dans le domaine de la stabilité financière (iii) absence des structures dédiées à l'inclusion financière, à la lutte contre le blanchiment des capitaux, au financement du terrorisme et à la prolifération des armes de destruction massive.

**Stratégie, Organisation et Planification:** (i) non alignement du budget sur la planification stratégique de la Banque, (ii) inadéquation du cadre organique par rapport à la loi organique et à l'approche processus et (iii) inadéquation des manuels des procédures et des textes réglementaires ;

**Audit:** faiblesses au niveau: (i) du suivi des conseils de l'audit, (ii) du taux d'application des recommandations de l'audit par les Entités, (iii) de l'alignement des pratiques

d'audit aux standards internationaux, (iv) du dispositif de contrôle interne ;

**Activités Supports:** (i) obsolescence des équipements et des logiciels de l'infrastructure de la Banque, (ii) absence d'une gestion structurée des ressources humaines, (iii) lourdeur des procédures administratives, (iv) sous-utilisation de l'outil informatique, (v) inadéquation des pratiques de gestion appliquées à l'Hôtel des Monnaies, (vi) inadéquation du référentiel comptable aux standards internationaux.

## 2|5|2 Vision

Le Plan Stratégique 2022-2026 est centré sur la vision suivante: « renforcer la capacité institutionnelle de la Banque Centrale en vue de contribuer à la consolidation de la valeur de la monnaie nationale et soutenir le développement d'un système financier profond et crédible ».

### Renforcement de la capacité institutionnelle de la Banque Centrale

Dans le but de garantir une amélioration de sa situation financière et les meilleures conditions dans l'exécution de ses missions, la Banque Centrale du Congo engagera d'importantes réformes dans le cadre de ce plan, pour corriger les principales faiblesses constatées à divers niveaux notamment: la précarité de sa situation financière, l'absence d'une gestion structurée des ressources humaines, l'inadéquation de son cadre organique, la sous-utilisation des systèmes informatiques et d'autres technologies ainsi que l'obsolescence des procédures comptables et celles du secteur d'approvisionnement.

### Consolidation de la monnaie

Les actions à mettre en place par l'Institut d'Emission, en vue du renforcement de son efficacité dans l'exécution de son mandat devront être principalement axées autour de la réforme du cadre analytique et opérationnel de la politique monétaire, la consolidation de la stabilité de la monnaie nationale vis-à-vis des monnaies étrangères, la restauration de la monnaie dans ses trois fonctions, en particulier celle de réserve de valeur, l'accroissement des réserves de change, la mise en place d'une politique optimale de gestion desdites réserves, la résolution des difficultés rencontrées dans la production et la publication des données statistiques fiables et le déploiement des activités du système national des paiements.

## Promotion d'un système financier profond et crédible

Le renforcement de la solidité des institutions financières de la place requiert la mise en place des réformes importantes pour notamment : renforcer le cadre légal et réglementaire, opérationnaliser la politique et la surveillance macro prudentielle, mettre en place un cadre légal de résolution à travers la conclusion, entre la BCC et le Ministère des Finances, de la convention consacrant la création du Comité de Stabilité Financière, contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'inclusion financière ainsi que la surveillance de l'intégrité financière. Dans ce cadre, les actions visant le développement du marché financier occupent une place de choix.

### 2|5|3 Valeurs

La Vision à moyen terme de la BCC repose sur les valeurs ci-après : le Professionnalisme, l'Agilité, l'Intégrité, la Responsabilité et l'Efficacité.

- **Professionnalisme** : qualité d'une personne qui exerce une activité avec une grande compétence ;
- **Agilité** : capacité à s'adapter rapidement et efficacement à des changements ;
- **Intégrité** : adhésion sans faille à un code moral et éthique en entreprise (honnêteté, fiabilité, moralité, honneur) ;
- **Responsabilité** : capacité d'être en conformité, d'assurer la pérennité de l'activité et de contribuer au bien commun ;
- **Efficacité** : capacité de produire le maximum de résultats de qualité avec le minimum d'effort, de dépense.

### 2|5|4 Axes stratégiques

1. La stabilisation sur la durée du niveau général des prix par la marginalisation de la volatilité de l'inflation et la restauration de ses trois fonctions sont assurées.
2. La contribution de la Banque Centrale du Congo au développement du secteur financier et au financement de l'économie est efficace.
3. La capacité institutionnelle, organisationnelle et opérationnelle de la Banque est renforcée.

## 2|6 Audit interne

L'audit interne est l'organe chargé de la prévention des risques et pertes, en vue de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque. A cet effet, il (i) exerce

une activité permanente de surveillance et de contrôle sur le fonctionnement et la gestion de l'Institut d'Emission et ((ii) propose à la Haute Direction des mesures susceptibles de contribuer à la prévention des cas de mauvaise gestion, à l'accroissement du rendement au sein de la Banque par la qualité de ses services et à l'amélioration de la fiabilité de l'information financière.

A cet effet, le présent chapitre passe en revue les activités de cet organe au cours de l'année sous examen.

## 2|6|1 Activités traditionnelles de l'audit interne

### Exécution des missions d'audit

#### Missions d'audit interne

#### Revue des états financiers de l'exercice 2020 par l'Audit Interne

Les travaux effectués ont porté sur la revue des comptes et sur l'analyse du résultat. Il ressort, des ajustements proposés à l'issue desdits travaux, que le total du bilan est passé de **6.849.773.845.522,09 CDF**, avant examen, à **6.858.181.011.129,33 CDF**, après examen, soit une augmentation de **CDF 8.407.525.607,24**.

Quant au résultat de la période, il est passé de **47.882.556.918,10 CDF** à **44.494.755.970,09 CDF**, soit une régression de **CDF 3.387.800.948,01**.

Les observations et anomalies significatives suivantes ont été identifiées comme susceptibles d'entacher la sincérité et la fidélité des états financiers :

- l'application, sur un large éventail d'immobilisations, de coefficients de réévaluation différents de ceux publiés par le Ministère des Finances, suivant l'Arrêté n°/CAB/MIN/FINANCES/2021/001 du 15 février 2021 y relatif ;
- la difficulté d'examiner la régularité des paiements effectués au titre d'avances aux fournisseurs résidents, compte «4011010101», de l'ordre de **32 690 029 389,10 CDF**, en l'absence de contrats ;
- la présence d'écarts dans le compte Clients non-bancaires ordinaires en monnaie nationale «4644010100», de l'ordre de **736.625.935,53 CDF**, entre la somme portée au bilan et celle issue du détail de compte ;

- l'absence de justificatifs expliquant la reprise des provisions constituées pour des litiges judiciaires opposant la BCC à des tiers (compte 7831000000 : « Reprises sur provisions pour risques »), pour un montant global de **52.251.243.020,03 CDF**.

Des recommandations conséquentes ont été formulées pour la résorption de ces dysfonctionnements.

### Suivi des recommandations d'audit

Outre le suivi de la mise en œuvre des recommandations propres à l'audit, il a été procédé au suivi de l'état des lieux de la mise en œuvre des observations antérieures de l'Auditeur externe sur les comptes de l'Institut d'Emission et sur son système de contrôle interne. Il sied de rappeler que certaines de ces recommandations d'audits interne et/ou externe portent sur des déficiences majeures, susceptibles d'entraver la continuité d'activité de la Banque ou, du moins, l'atteinte de ses objectifs de façon significative.

### Certification des états financiers de la Banque de l'exercice 2020

Après avoir exécuté selon les Normes internationales d'audit (ISA) et clôturé ses diligences d'audit portant sur les états financiers clos le 31 décembre 2020, le Cabinet DELOITTE Services Sarl, Auditeur externe de la Banque, a, dans son rapport final adressé au Conseil de la Banque, **certifié sans réserve** lesdits états financiers, comme donnant, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie de la Banque, moyennant quelques recommandations sur les faiblesses ci-après :

- la position débitrice du Compte Général du Trésor en les livres de la BCC, non conforme à l'article 67 de la loi organique ;
- l'absence de prise en charge par le Gouvernement des pertes cumulées et des écarts de conversion respectivement de **1.571.599 millions** de CDF et **387.002 millions** ;
- l'augmentation des suspens due essentiellement aux opérations de crédit-logement de 35.983 millions de CDF, comptabilisés provisoirement dans les suspens débiteurs en attente d'une imputation comptable appropriée ;
- l'évaluation et l'option (annuelles) retenue pour la comptabilisation de la provision pour indemnités de fin de carrière des agents ;
- des engagements donnés en monnaies étrangères pour le

compte du Trésor Public, en marge de l'article 16 de la loi organique.

### Révision comptable par les Commissaires aux Comptes

Les Commissaires aux Comptes ont également conclu leurs travaux de certification des comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2020 et de vérifications spécifiques et d'informations. Leur rapport adressé au Chef de l'Etat, conclut à la régularité, à la sincérité et à l'image fidèle du résultat des opérations de l'exercice passé en revue, donc à une **opinion sans réserve**.

### Audit des critères du FMI

La Direction de l'Audit Interne a accompagné le Cabinet DELOITTE dans l'autre mission lui confiée par le Conseil, à savoir la Revue des données monétaires à fin juin 2020 et à fin décembre 2020. Cette mission s'est déroulée avec satisfaction.

### Professionnalisation de l'Audit interne

Les travaux de révision de la technique de planification (suivant le nouveau profil des risques de la Banque) et d'exécution des missions d'audit interne (suivant la dernière version des Normes de l'IIA sur la pratique professionnelle de l'audit interne) ont été entamés.

En effet, il est prévu que le nouveau Plan d'audit de la Banque s'exécute, pour plus de pertinence et d'efficience, à l'aune des audits des processus, et non plus des audits des structures de la Banque.

### Suivi des recommandations de la mission des sauvegardes

L'Audit Interne suit régulièrement, en synergie avec le Département Financier du FMI, la mise en œuvre par les organes de la Banque des recommandations de la Mission du Fonds, de février 2020, sur les Sauvegardes de la BCC.

### Renforcement du contrôle interne de la banque et suivi d'autres dossiers spécifiques

Il a été poursuivi le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la *Charte de Contrôle interne de la Banque* publiée par la Lettre Collective n° 02 du 26 janvier 2016, à travers :

- le suivi de la mise en œuvre des modalités d'application de la Charte de Contrôle interne ainsi que de ses **six**

**(06) mesures d'application**, portant respectivement sur la **mise en place d'un mécanisme d'alerte éthique**, le **renforcement du contrôle opérationnel**, le dispositif de **lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme** au sein de la BCC, la **déclaration d'événements**, la **prévention des risques juridiques** et la **sécurité des personnes à la BCC** ;

- la poursuite des travaux préliminaires de renforcement du contrôle opérationnel au Siège et aux Entités Provinciales pilotes.

## 2|6|2 Compliance : processus de mise en place d'un dispositif LBC/FTP à la banque et de déontologie

Conformément à la loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) et à la réglementation en la matière, plusieurs faits marquants ont été enregistrés, dont :

- l'amorce de l'implémentation du dispositif interne de la BCC en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), avec l'assistance technique de la Banque Mondiale et de la Banque de France: une Equipe de travail restreinte d'Experts de la BCC (le GTLAB) y travaille hebdomadairement depuis mars 2021 ;
- la publication, en avril 2021, du Rapport d'Évaluation Mutuelle de la RDC par le GABAC, et la participation active de la Banque aux travaux de mise en œuvre des dix-huit (18) recommandations prioritaires dudit Rapport. Outre les recommandations dont la mise en œuvre requiert la participation de la BCC en synergie avec d'autres instances du pays (à l'instar de la modification de la *loi* portant LBC/FT et de l'Évaluation Nationale des Risques de BC/FT), la mise en œuvre de quelques recommandations revient exclusivement à la Banque, dont celles ci-après :
  - mettre en place un dispositif interne de LBC/FTP ;
  - renforcer les capacités de la BCC afin qu'elle conduise des évaluations sectorielles des risques et développe une approche basée sur les risques BC/FT à ses activités, en particulier pour les contrôles sur pièces et sur place ;
  - élaborer des directives provisoires sur la base des dispositifs d'identification actuellement en place pour créer des exigences auxquelles les assujettis doivent se conformer pour l'exécution des mesures de CDD et autres déclarations ;

- renforcer les efforts d'inclusion financière en élaborant et mettant en œuvre, avec l'appui des autorités en charge de la LBC/FT, la feuille de route de l'inclusion financière, en prenant les dispositions nécessaires pour faciliter l'identification de la clientèle et la vérification des identités, par exemple par l'instauration de pièces d'identités uniformes en RDC et/ou en s'appuyant sur la digitalisation d'identité et en prévoyant des mesures de vigilance simplifiées et encourageant leur mise en œuvre dans les cas appropriés ;

- prendre des mesures afin d'obliger les représentations des sociétés internationales de transfert de fonds à se constituer en entités juridiquement responsables en RDC, soumises à un agrément formel avant toute activité et d'établir une autorité de contrôle en charge d'identifier les prestataires de services de transfert de fonds sans licence, d'élaborer et de mettre en œuvre un régime de sanctions proportionnées, dissuasives et efficaces visant les prestataires de services de transfert de fonds sans licence.

- la participation de nos Experts aux travaux respectifs de la Cellule Nationale des Renseignements Financiers (CENAREF), du Comité Consultatif de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux (COLUB) et du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) ;

- la participation de la BCC au démarrage du processus d'opérationnalisation du Fonds de Lutte contre le Crime Organisé (FOLUCCO) ;

- la finalisation, à 95 %, du développement en interne du mécanisme d'alerte éthique, qui, après l'imminente mise en production, permettra de renforcer, à tous les niveaux, les moyens d'expression, afin de permettre une participation plus active des agents et des parties prenantes à la bonne gouvernance, à la prévention des risques ainsi qu'à l'affermissement de la démarche éthique et de la responsabilité morale au sein de la Banque.

## 2|6|3 Activités en rapport avec la gestion des risques

La Sous-direction de la Gestion des Risques a réalisé plusieurs activités, qui ont essentiellement tourné autour des axes suivants :

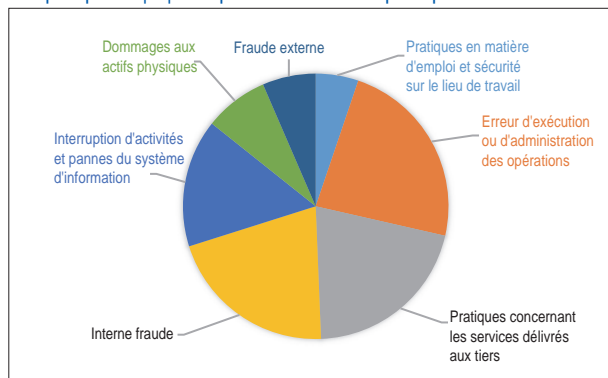
## Mise à jour de la cartographie des risques opérationnels

Depuis la présentation, à la fin de l'exercice 2018, du premier rapport général de cartographie des **risques opérationnels** ainsi que du profil général du risque à la Banque, le dispositif de gestion des risques de la BCC a poursuivi son déploiement en 2021 autour de quatre (4) composantes :

- la **Gouvernance des risques** (par le Comité d'Audit), qui a pour rôle de définir l'**appétence aux risques (non définie à ce jour)**, de valider la politique de gestion des risques (**non publiée à ce jour**) et d'effectuer une surveillance attentive et régulière ;
- l'**Organisation de la Gestion des Risques**, qui fait référence à la structure qui anime le dispositif (la Sous-direction de la Gestion des Risques) ainsi qu'à la définition claire des rôles et responsabilités des animateurs ;
- les **processus de gestion des risques** sont les modes opératoires permettant d'identifier, d'analyser, de mesurer et de maîtriser les risques de la BCC. Les domaines de risques de la BCC sont les **risques opérationnels, financiers, sectoriels et stratégiques** ;
- les **moyens**: les ressources humaines et **les outils de travail, dont l'automatisation est toujours attendue**.

Il a été enregistré la publication de la 2<sup>ème</sup> itération de la cartographie des risques opérationnels et la sensibilisation à la démarche de gestion des risques de la BCC ainsi que l'optimisation de la démarche de rationalisation du nombre des risques identifiés. La cartographie des risques opérationnels du Siège, exercice 2021, renseigne 77 risques opérationnels majeurs au Siège, suivant la répartition et le profil des risques suivants :

Graphique III | 2 | 3 Répartition des risques par famille



Source : Banque Centrale du Congo.

## Mise en œuvre du dispositif de gestion des risques financiers

Des esquisses de la conception et de la mise en place du dispositif de gestion des risques financiers sont en cours. Dans ce cadre, il a été initié un programme de coopération avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), en vue de l'identification, l'évaluation, le traitement et l'élaboration de la cartographie des risques financiers. Le dispositif y relatif se focalisera sur la mise en œuvre de la politique monétaire, la gestion des réserves de change, le système national des paiements et la gestion du marché financier en pleine implémentation.

## Mise en œuvre du dispositif global de gestion des risques

En vue d'une meilleure gestion des risques et une meilleure remontée d'informations, l'Audit Interne a démarré le processus de déploiement des Services Contrôle et Prévention des Risques dans certaines Entités pilotes du Siège et dans les Directions Provinciales.

## 2 | 7 Autres activités de la Banque

Elles concernent :

### 2 | 7 | 1 La gestion courante

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service, dont les plus importants sont :

#### 1. Ordre de Service n°053/21 du 12 mars 2021

Cet Ordre de Service a concerné la nouvelle hiérarchisation de la fonction d'Auditeur, grades minimums y relatifs et positionnement dans la structure des Itinéraires de Carrière (SIC) de la Banque.

#### 2. Ordre de Service n°116/21 du 03 juin 2021

Cet Ordre de Service a porté réaménagement de l'Organigramme de la Direction de la Comptabilité et du Budget, assorti de ses missions, structures et attributions.

#### 3. Ordre de Service n°130/21 du 29 juin 2021

Le présent Ordre de Service a porté création d'un projet chargé de « l'encadrement des actifs relatifs aux innovations de technologie financière », désigné projet FINTECH.

#### 4. Ordre de Service n°167/2021 du 27 août 2021

Cet Ordre de Service a porté désignation des Représentants Provisoires auprès de l'AFRILAND FIRST BANK CD s.a.

## 5. Ordre de Service n°170/21 du 30 août 2021

Le présent Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 décembre 2021, le mandat du Comité d'Administration Provisoire de la MECRECO et des MECRE en difficulté.

## 6. Ordre de Service n°171/21 du 30 août 2021

Cet Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 décembre 2021, la mission assignée au Groupement ABLEGAL, GBC et LUBALA & Associés, en sigle A.G.L., en qualité de Liquidateur de la Banque Congolaise sarl.

## 7. Ordre de Service n°188/21 du 29 septembre 2021

Le présent Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 décembre 2021, le mandat du cabinet Elie NGOMO TONGBO BANGAYE, en qualité de Liquidateur de la First International Bank RDC, en sigle FIBANK RDC s.a.

## 2|7|2 Participation de la haute direction aux réunions internationales

### Madame le Gouverneur

Octobre 2021, Washington DC (Etats-Unis d'Amérique) : Participation aux Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et du Groupe de la Banque Mondiale. Dans le cadre de ces assemblées, Madame le Gouverneur a pris part aux réunions sur (i) les perspectives économiques mondiales et régionales, (ii) les communiqués du Comité Monétaire et Financier International et du Comité du Développement ainsi que (iii) la Conférence sur la crise pandémique : les leçons à tirer et les perspectives. Elle a également participé aux autres réunions organisées en marge de ces assises.

En marge de ces assemblées annuelles, elle a eu d'intenses échanges dans le cadre des réunions avec (i) les Ministres des finances et les Gouverneurs des banques centrales du G20, (ii) le Groupe du G24, (iii) les Gouverneurs du FMI / Groupe II, (iv) le staff du département Afrique du FMI, (v) le Département des marchés monétaires et des capitaux ainsi que celui des Statistiques du FMI et (vi) la délégation belge.

### Monsieur le 1<sup>er</sup> Vice-gouverneur :

Juillet 2021, Naples (Italie) : Participation à la Réunion Ministérielle conjointe du G20 sur l'Environnement, le climat et l'énergie organisée préluède à la 4<sup>ème</sup> réunion du G20 des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales qui se tiendra du 12 au 13 octobre 2021 à Washington DC, aux États-Unis d'Amérique. Cette réunion a tourné autour de nombreuses questions

importantes qui affectent l'économie mondiale en général, et africaine en particulier, notamment les efforts visant à lutter contre la pandémie de la COVID-19, la trajectoire des perspectives économiques récentes, le soutien aux pays les plus vulnérables, les questions de fiscalité internationale et celles relative au secteur financier, ainsi que les politiques nécessaires à la relance forte, durable et inclusive des économies.

## 2|7|3 Mouvement du personnel, formation des agents et encadrement des stagiaires

### Personnel

#### Effectif de la Banque

À la clôture de l'année 2021, l'effectif de la Banque s'est chiffré à 1.733 agents à raison de 1.229 agents du Siège, soit 71 %, et 504 agents, soit 29 % répartis dans les Entités Provinciales.

En comparaison de l'année 2020 où la Banque comptait 1.795 agents dont 1.261, soit 70,3 %, au Siège et 534 agents, soit 29,7 %, en Province, il se dégage une diminution globale des effectifs de l'ordre de 62 unités.

Tableau III|2|17 Evolution de l'effectif de la Banque

Localisation	déc-20		déc-21		Variation	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Siège	1 261	70,3	1 229	70,92 %	-32	51,6
Entités Provinciales	534	29,7	504	29,08 %	-30	48,4
Total	1 795	100	1 733	100	-62	100

Source : Banque Centrale du Congo.

Sur les 1.733 agents dénombrés à la fin de l'année 2021 à la Banque, 24 % sont de sexe féminin contre 76 %, pour les hommes. Comparativement à l'année 2020, il dégage une diminution de 15 agents féminins et de 47 agents masculins, comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau III|2|18 Evolution du Personnel par Sexe

Sexe	Déc. 2020		Déc. 2021		Variation en	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Féminin	431	24	416	24	-15	24,2
Masculin	1 364	76	1 317	76	-47	75,8
Total	1 795	100	1 733	100	-62	100

Source : Banque Centrale du Congo.

## Répartition du Personnel par Organes

Les effectifs de la Banque, par grande structure, ne connaissent pas de très grande disparité entre eux. Ainsi, sur l'ensemble de l'effectif total, à savoir 1.733, 504 agents sont affectés en Province, soit 29,08 % de l'effectif total de la BCC, suivi de ceux sous la supervision de la Direction Générale de l'Administration et Services Techniques, avec un effectif de 434 agents, soit 25,04 % alors que ceux relevant du Directeur Général de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires comptent 421 agents, soit 24,29 %. S'agissant des Directions Autonomes, 374 agents peuvent y être dénombrés (soit 21,58 %). En ce qui concerne la Direction de l'Hôtel des Monnaies, elle représente 9,98 % de l'effectif total de la Banque ou 14,08 % des effectifs des Organes du Siège.

Tableau III | 2 | 19 Répartition du personnel du Siège

STRUCTURES	ORGANES	EFFECTIF PAR SEXE			
		F	M	Total	%
DIRECTION AUTONOME DU SIEGE	CABINET DE LA HAUTE DIRECTION	8	46	54	3,12 %
	AUDIT INTERNE	13	42	55	3,17 %
	COORDINATION DE LA CAISSE DE RETRAITE	8	5	13	0,75 %
	DIRECTION DE L'ORGANISATION ET PLANIFICATION	7	14	21	1,21 %
	DIR. DE LA COORDINATION DU RESEAU DES ENTITES PROV.	3	8	11	0,63 %
	S/D SECURITE SIEGE & ENTITES PROVINCIALES	5	42	47	2,71 %
	DIRECTION DE L'HOTEL DES MONNAIES	20	153	173	9,98 %
SOUS-TOTAL 1		64	310	374	21,58 %
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET DES OPERATIONS	CELLULE DE COORDINATION DG PMO	3	10	13	0,75 %
	DIRECTION DES ANALYSES ECONOMIQUES	14	22	36	2,08 %
	DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DES INTERMEDIAIRES FIN.	26	60	86	4,96 %
	DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DES STATISTIQUES	12	32	44	2,54 %
	DIRECTION DES OPERATIONS BANCAIRES ET DES MARCHES	44	47	91	5,25 %
	DIRECTION DU SYSTÈME NATIONAL DE PAIEMENTS	7	33	40	2,31 %
	DIRECTION DE LA TRÉSORERIE	39	72	111	6,41 %
SOUS-TOTAL 2		145	276	421	24,29 %
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET SERVICES TECHNIQUES	CELLULE DE COORDINATION DG AST	5	8	13	0,75 %
	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	45	65	110	6,35 %
	DIRECTION JURIDIQUE	13	22	35	2,02 %
	DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ ET DU BUDGET	20	37	57	3,29 %
	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE	18	62	80	4,62 %
	DIRECTION DE L'INFORMATIQUE	9	102	111	6,41 %
SOUS-DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS	10	18	28	1,62 %	
SOUS-TOTAL 3		120	314	434	25,04 %
TOTAL SIEGE		329	900	1 229	70,92 %
ENTITÉS PROVINCIALES	DIRECTIONS PROVINCIALES	75	301	376	21,70 %
	AGENCES AUTONOMES	12	116	128	7,39 %
TOTAL PROVINCE		87	417	504	29,08 %
TOTAL GENERAL		416	1 317	1 733	100 %

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant de la répartition des effectifs du personnel par

entités provinciales, il y a lieu de relever que près du 2/3 de leurs effectifs, soit 376 ou 74,6 %, se retrouve dans les Directions Provinciales notamment de LUBUMBASHI (81), KISANGANI (46), BUKAVU (40), KANANGA (42) et BUKAVU (38).

Tableau III | 2 | 20 Répartition du personnel des entités provinciales

ENTITÉ PROVINCIALE	EFFECTIF PAR SEXE				% eff. BCC
	F	M	Total	%	
DP BANDUNDU	1	19	20	3,97 %	1,15 %
AA INONGO	0	7	7	1,39 %	0,40 %
AA KIKWIT	0	8	8	1,59 %	0,46 %
DP BUKAVU	8	32	40	7,94 %	2,31 %
DP GOMA	6	28	34	6,75 %	1,96 %
DP KANANGA	6	32	38	7,54 %	2,19 %
AA ILEBO	0	8	8	1,59 %	0,46 %
AA TSHIKAPA	1	5	6	1,19 %	0,35 %
DP KINDU	0	26	26	5,16 %	1,50 %
DP KISANGANI	12	34	46	9,13 %	2,65 %
AA BUTA	0	7	7	1,39 %	0,40 %
DP LUBUMBASHI	27	54	81	16,07 %	4,67 %
AA KALEMIE	2	7	9	1,79 %	0,52 %
AA KAMINA	1	9	10	1,98 %	0,58 %
AA KASUMBALISA	3	7	10	1,98 %	0,58 %
AA KOLWEZI	0	8	8	1,59 %	0,46 %
AA KONGOLO	0	8	8	1,59 %	0,46 %
DP MATADI	5	31	36	7,14 %	2,08 %
AA BOMA	3	12	15	2,98 %	0,87 %
DP MBANDAKA	5	17	22	4,37 %	1,27 %
AA BOENDE	1	3	4	0,79 %	0,23 %
AA BUMBA	1	8	9	1,79 %	0,52 %
AA GBADOLITE	0	9	9	1,79 %	0,52 %
AA ZONGO	0	10	10	1,98 %	0,58 %
DP MBUJI-MAYI	5	28	33	6,55 %	1,90 %
TOTAL	87	417	504	100 %	29,08 %

Source : Banque Centrale du Congo.

## Répartition du Personnel par Grade

En ce qui concerne la répartition des effectifs suivant les grades, les sous-totaux des effectifs par catégorie des grades indiquent ce qui suit :

- 63,94 % des agents, soit près de 2/3, sont porteurs des grades de la 3<sup>ème</sup> catégorie,
- 24,24 % des agents, soit presque le ¼, sont porteurs des grades de la 2<sup>ème</sup> catégorie,
- 6,98 % des agents sont porteurs des grades de la 4<sup>ème</sup> catégorie,
- 4,33 % des agents sont porteurs des grades de la 1<sup>ère</sup> catégorie,
- 0,52 % des agents sont porteurs des grades de la 5<sup>ème</sup> catégorie;

Pris séparément, le grade de « Chef de Bureau Principal – Classe 3 » (Codifié 31.3), est celui revêtu par le plus grand nombre d'agents, c'est-à-dire 191 personnes, soit 11,02% ou plus du 1/10<sup>ème</sup> de la population active de la Banque. Par ailleurs, aucun agent n'est porteur de l'un des grades suivant :

- grade du « Rédacteur Adjoint Principal – Classe 1 », soit 43.1 ;
- grade du « Commis Principal – Classe 1 », soit 51.1 ;
- grade du « Commis Principal - Classe 2 », soit 51.2 ;
- grade du « Commis – Classe 2 », soit 52.2.

Tableau III | 2 | 21 Répartition du Personnel actif par grade

	GRADE	CODE	SEXE		Total général	Pourcentage	
			Féminin	Masculin			
CATEGORIE 1	Directeur Général Classe 1	111	0	1	1	0,06 %	
	Directeur Général Classe 2	112	0	1	1	0,06 %	
	Directeur Général Classe 3	113	0	1	1	0,06 %	
	Directeur Classe 1	121	1	8	9	0,52 %	
	Directeur Classe 2	122	1	16	17	0,98 %	
	Directeur Classe 3	123	0	6	6	0,35 %	
	Directeur Adjoint Classe 1	131	4	12	16	0,92 %	
	Directeur Adjoint Classe 2	132	4	10	14	0,81 %	
	Directeur Adjoint Classe 3	133	0	10	10	0,58 %	
SOUS TOTAL 1			10	65	75	4,33 %	
CATEGORIE 2	Chef de Service Principal Classe 1	211	7	25	32	1,85 %	
	Chef de Service Principal Classe 2	212	4	17	21	1,21 %	
	Chef de Service Principal Classe 3	213	13	45	58	3,35 %	
	Chef de Service Classe 1	221	11	74	85	4,90 %	
	Chef de Service Classe 2	222	12	30	42	2,42 %	
	Chef de Service Classe 3	223	8	24	32	1,85 %	
	Chef de Service Adjoint Principal Classe 1	231	23	23	46	2,65 %	
	Chef de Service Adjoint Principal Classe 2	232	8	17	25	1,44 %	
	Chef de Service Adjoint Principal Classe 3	233	7	8	15	0,87 %	
	Chef de Service Adjoint Classe 1	241	10	14	24	1,38 %	
	Chef de Service Adjoint Classe 2	242	17	16	33	1,90 %	
	Chef de Service Adjoint Classe 3	243	5	2	7	0,40 %	
	SOUS TOTAL 2			125	295	420	24,24 %

	GRADE	CODE	SEXE		Total général	Pourcentage
			Féminin	Masculin		
CATEGORIE 3	Chef de Bureau Principal Classe 1	311	45	133	178	10,27 %
	Chef de Bureau Principal Classe 2	312	17	55	72	4,15 %
	Chef de Bureau Principal Classe 3	313	40	151	191	11,02 %
	Chef de Bureau Classe 1	321	32	72	104	6,00 %
	Chef de Bureau Classe 2	322	22	69	91	5,25 %
	Chef de Bureau Classe 3	323	3	35	38	2,19 %
	Chef de Bureau Adjoint Principal Classe 1	331	0	1	1	0,06 %
	Chef de Bureau Adjoint Principal Classe 2	332	8	15	23	1,33 %
	Chef de Bureau Adjoint Principal Classe 3	333	36	113	149	8,60 %
	Chef de Bureau Adjoint Classe 1	341	25	65	90	5,19 %
	Chef de Bureau Adjoint Classe 2	342	25	102	127	7,33 %
	Chef de Bureau Adjoint Classe 3	343	14	30	44	2,54 %
	SOUS TOTAL 3			267	841	1 108
CATEGORIE 4	Rédacteur Principal Classe 1	411	5	15	20	1,15 %
	Rédacteur Principal Classe 2	412	0	1	1	0,06 %
	Rédacteur Principal Classe 3	413	0	15	15	0,87 %
	Rédacteur Classe 1	421	8	21	29	1,67 %
	Rédacteur Classe 2	422	0	14	14	0,81 %
	Rédacteur Classe 3	423	1	19	20	1,15 %
	Rédacteur Adjoint Principal Classe 1	431	0	0	0	0,00 %
	Rédacteur Adjoint Principal Classe 2	432	0	2	2	0,12 %
	Rédacteur Adjoint Principal Classe 3	433	0	20	20	1,15 %
	SOUS TOTAL 4			14	107	121
CATEGORIE 5	Commis Principal Classe 1	511	0	0	0	0,00 %
	Commis Principal Classe 2	512	0	0	0	0,00 %
	Commis Principal Classe 3	513	0	1	1	0,06 %
	Commis Classe 1	521	0	5	5	0,29 %
	Commis Classe 2	522	0	0	0	0,00 %
	Commis Classe 3	523	0	3	3	0,17 %
SOUS TOTAL 5			0	9	9	0,52 %
TOTAL GENERAL			416	1 317	1 733	100 %

Source : Banque Centrale du Congo.

Durant l'année 2021, la Banque a enregistré 67 départs pour raisons diverses contre 05 engagement tel que détaillés dans le tableau ci-dessous.

Tableau III | 2 | 22 Mouvements du personnel

MOUVEMENT	EFFECTIF PAR MOIS												
	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
Retraite normale	0	0	1	0	0	0	7	4	4	4	2	14	36
Retraite anticipée	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	3
Décès	1	2	1	1	2	3	2	1	0	1	3	2	19
Détachement	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Mise en Dispo	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	2
Licenciement	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	6
Total Sortie	1	2	2	8	3	3	10	7	4	5	5	17	67
Engagement	0	1	0	0	0	1	3	0	0	0	0	0	5
ECART	-1	-1	-2	-8	-3	-2	-7	-7	-4	-5	-5	-17	-62

Source : Banque Centrale du Congo.

## Répartition du personnel par niveau d'études

Au cours de l'année 2021, la répartition du personnel par niveau d'études se présente de la manière suivante :

Tableau III | 2 | 23 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études

NIVEAU D'ÉTUDES	Effectif par genre				
	F	M	Total	%	
Universitaire	Licence et plus (Bac + 5 & Plus)	155	532	687	39,6
	Graduat (BAC + 3)	101	254	355	20,5
Sous-total 1		256	786	1 042	60,1
Non Universitaire	Diplôme d'Etat	111	345	456	26,3
	Brevet Aptitude Professionnel	1	16	17	1,0
	Secondaire	41	119	160	9,2
Autres	7	51	58	3,3	
Sous-total 2		160	531	691	39,9
Total général		416	1 317	1 733	100

Source : Banque Centrale du Congo.

Le tableau ci-dessus renseigne 1.042 agents, soit 60,1 %, sur l'effectif global du personnel actif, ont au moins un diplôme de niveau supérieur et/ou universitaire contre 691 agents, soit 39,9 %, n'ayant pas de titre académique ou supérieur.

## Répartition du personnel par catégorie professionnelle

Au regard du caractère « élitiste » de l'Institut d'Émission, la répartition de l'effectif global de l'Institut d'Émission suivant les catégories professionnelles d'appartenance répond aux standards, étant donné que la base de la pyramide est, en principe, constituée des agents qui exercent des emplois catégorisés « Techniciens ».

Ainsi, près de la moitié des effectifs de la Banque, soit 48,18 % est constitué des techniciens et près du tiers, soit 29,54 % par des professionnels. Les Managers constituent 15,75 % de cette population, alors que les Soutiens Administratifs

ou Techniques ainsi que les Métiers Non Spécialisés font ensemble 6,52 %.

Tableau III | 2 | 24 Répartition du personnel actif de la Banque par catégorie professionnelle

CATÉGORIE	POSITIONNEMENT / FONCTION	EFFECTIF PAR SEXE			
		Féminin	Masculin	Total	%
MANAGERS	Cadre de Direction & Assimilé	8	71	79	4,56 %
	Responsable de Service	35	159	194	11,19 %
Total MANAGERS		43	230	273	15,75 %
PROFESSIONNELS	Assimilé au Cadre de Direction	3	18	21	1,21 %
	Principal non Cadre de Direction	1	4	5	0,29 %
	Autres	120	366	486	28,04 %
Total PROFESSIONNELS		124	388	512	29,54 %
TECHNICIENS	Assimilé au Cadre de Direction	1	0	1	0,06 %
	Autres	240	594	834	48,12 %
Total TECHNICIENS		241	594	835	48,18 %
SOUTIENS ADMINISTRATIFS OU TECHNIQUES		8	88	96	5,54 %
MÉTIERS NON SPÉCIALISÉS		0	17	17	0,98 %
TOTAL GENERAL		416	1317	1733	100 %

Source : Banque Centrale du Congo.

## Répartition du personnel selon l'âge et par ancienneté à la Banque

La comparaison des effectifs de la Banque Centrale du Congo selon l'âge renseigne que près du tiers des agents de la Banque, c'est-à-dire 566 personnes (31,12 %), sont âgés de plus de 55 ans. S'agissant de l'ancienneté, près de l'effectif global, soit 599 personnes (33,02 %) est composé des agents de plus de 25 ans de carrière. Toutefois, il y a lieu de relever que ces derniers peuvent, à tout moment, solliciter une retraite l'admission à la retraite anticipée.

Tableau III | 2 | 25 Répartition du personnel actif selon l'âge et par ancienneté à la Banque

TRANCHE D'ÂGE	TRANCHE D'ANCIENNETÉ A LA BANQUE							Total	%
	0 à 5	6 à 10	11 à 15	16 à 20	21 à 25	26 à 30	31 et plus		
18 à 25 ans	-	-	-	-	-	-	-	0	0,00 %
26 à 30 ans	25	6	-	-	-	-	-	31	1,79 %
31 à 35 ans	68	83	9	-	-	-	-	160	9,23 %
36 à 40 ans	32	187	77	1	-	-	-	297	17,14 %
41 à 45 ans	22	99	108	14	2	-	-	245	14,14 %
46 à 50 ans	15	50	69	27	13	5	-	179	10,33 %
51 à 55 ans	4	13	47	37	33	35	19	188	10,85 %
56 à 60 ans	-	12	20	32	39	118	124	345	19,91 %
61 à 65 ans	-	-	10	14	22	77	165	288	16,62 %
Total	166	450	340	125	109	235	308	1 733	100 %
%	9,58 %	25,97 %	19,62 %	7,21 %	6,29 %	13,56 %	17,77 %		100 %

Source : Banque Centrale du Congo.



## 3 | Comptes de la banque

Les comptes annuels de la Banque Centrale du Congo de l'exercice 2021 ont été essentiellement influencés par l'évolution des agrégats macro-économiques ci-après :

- le taux d'inflation moyen de 10,6% contre celui de 10,2% en 2020 ;
- le taux directeur de 8,5% contre 18,5% en 2020 ;
- le taux de change moyen du dollar américain par rapport au franc congolais de USD 1 = 1.985,9 CDF contre USD 1 = CDF 1.851,5 en 2020.

S'agissant de la taille du bilan de la Banque Centrale du Congo, elle est passée de 6.852.357 millions en 2020 à 12.731.129 millions, à la suite des variations enregistrées tant au niveau de l'actif que du passif.

Quant au résultat d'exploitation de la Banque, pour l'exercice 2021, il accuse un résultat négatif de 1.981 millions de CDF.

### 3 | 1 Bilan

L'analyse sommaire des comptes annuels de l'exercice 2021 montre que le total bilantaire s'est établi à 12.731.129 millions de CDF contre 6.852.357 millions de CDF à fin décembre 2020.

#### 3 | 1 | 1 Actif

Du point de vue de l'actif, l'évolution du total bilantaire a résulté des faits ci-après :

- l'augmentation des avoirs et créances en monnaies étrangères hors Droits de Tirage Spéciaux (DTS), des avoirs et créances en DTS auprès du Fonds monétaire international et des autres actifs, lesquels renseignent respectivement une hausse de 3.127.799 millions de CDF, 2.854.522 millions et 202.645 millions ;
- la diminution des avoirs et créances en monnaie nationale, de 306.194 millions de CDF.

Tableau III | 3 | 1 Actif du bilan de la Banque Centrale du Congo  
(en millions de CDF)

ACTIF	2020	2021	Variation
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	2 735 488	5 863 287	3 127 799
Avoirs et créances en Or	-	-	-
Avoirs et créances en ME	2 735 488	5 863 287	3 127 799
Titres en ME	-	-	-
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	76 767	2 931 288	2 854 522
Avoirs et créances en DTS auprès du FMI	76 767	2 931 288	2 854 522
Avoirs et créances à vue en DTS auprès d'autres IFNR	-	-	-
AVOIRS ET CREANCES EN MN	1 376 194	1 070 000	- 306 194
Concours en MN aux établissements de crédit	126 696	-	- 126 696
Titres en MN	1 249 498	1 070 000	- 179 498
AUTRES ACTIFS	2 663 909	2 866 554	202 645
Immobilisations	441 298	473 277	31 979
Avoirs et créances divers	1 247 878	128 194	- 1 119 684
Régularisations et suspens	203 899	103 829	- 100 070
Autres actifs divers	770 834	2 161 254	1 390 420
TOTAL ACTIF	6 852 357	12 731 129	5 878 772

Source : Banque Centrale du Congo.

#### 3 | 1 | 2 Passif

Quant au passif, la variation du bilan est expliquée par ce qui suit :

- l'augmentation (i) des engagements en monnaie nationale de 1.900.607 millions de CDF, (ii) des engagements en DTS 2.222.387 millions, (iii) des autres passifs de 1.763.179 millions, (iv) des provisions pour risques et charges de 20.946 millions et des fonds propres, pour 13.604 millions ;
- la réduction (i) des engagements en or et monnaies étrangères hors DTS de 49.913 millions de CDF.

Tableau III | 3 | 2 Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo  
(en millions de CDF)

PASSIF	2020	2021	Variation
ENGAGEMENTS EN MN	3 674 627	5 575 233	1 900 607
Billets et pièces en circulation	2 448 942	3 045 223	596 281
Dépôts en MN des résidents	1 210 609	2 419 934	1 209 325
Dépôts en MN des non-résidents	76	77	1
Réprises de liquidité	15 000	110 000	95 000
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	200 410	150 497	-49 913
Engagements en Or	-	-	-
Engagements en ME	200 410	150 497	-49 913
ENGAGEMENTS EN DTS	2 242 205	4 464 592	2 222 387
Engagements en DTS envers le FMI	2 231 198	4 453 800	2 222 602
Engagements en DTS envers les autres IFNR	11 008	10 792	-216
AUTRES PASSIFS	426 411	2 189 590	1 763 179
Engagements divers	199 734	419 061	219 327
Régularisations et suspens	214 310	1 714 858	1 500 548
Autres passifs divers	12 367	55 671	43 304
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	36 268	57 215	20 946
FONDS PROPRES	282 379	295 984	13 604
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 9 943	- 1 981	7 962
TOTAL PASSIF	6 852 357	12 731 129	5 878 772

Source : Banque Centrale du Congo.

### 3 | 2 Comptes des pertes et profits

L'exercice 2021 s'est clôturé avec un déficit de 1.981 millions de CDF moins important que celui de 9.943 millions enregistré en 2020. Ce résultat a découlé des produits de 746.457 millions de CDF contre des charges de 748.438 millions.

Tableau III | 3 | 3 Tableau de formation du Résultat  
(en millions de CDF)

	2020	2021	Variation
1. Produits d'exploitation monétaire	96 476	155 248	58 772
2. Charges d'exploitation monétaire	70 459	168 783	98 324
3. MARGE D'EXPLOITATION MONÉTAIRE (3)=(1)-(2)	26 017	13 535	-39 552
4. Produits d'exploitation bancaire	351 931	505 019	153 088
5. Charges d'exploitation bancaire	57 526	63 209	5 682
6. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (6)=(4)-(5)	294 404	441 811	147 406
7. Matières et fournitures consommées	13 796	13 020	-776
8. Services consommés	81 423	68 484	-12 940
9. VALEUR AJOUTÉE (9)=(3)+(6)-(7)-(8)	225 203	346 773	121 570
10. Produits divers	8 776	6 178	-2 597
11. Subvention d'exploitation	-	-	-
12. Reprises sur provisions exigibles	66 514	34 309	-32 205
13. Charges diverses	62 355	68 307	5 952
14. Charges du personnel	203 578	269 737	66 159
15. Dotation aux provisions exigibles	35 082	55 255	20 173
16. RESULTAT BRUT D'EXPL. (16)=(9)+(10)+(11)-(12)-(13)-(14)-(15)	- 523	6 040	5 516
17. Reprises s/amortissement et provisions N-exigibles	6 094	888	-5 206
18. Dotation amortissement et provision N-exigibles	32 179	40 193	8 013
19. RESULTAT COURANT D'EXPL. (19)=(16)+(17)-(18)	- 26 609	45 344	18 735
20. Produits exceptionnels et hors-exploitation	32 907	44 815	11 908
21. Charges exceptionnelles et hors-exploitation	16 241	1 452	-14 789
22. RESULTAT EXCEPT. ET H-EXPL. (22)=(20)-(21)	16 666	43 363	26 697
23. RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (23)=(19)+(22)	- 9 943	1 981	7 962

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse par paliers du résultat révèle ce qui suit :

- la marge d'exploitation monétaire s'est chiffrée à -13.535 millions de CDF contre 26.017 millions en 2020, en raison de la hausse des charges d'exploitation monétaire sur le poste « signes monétaires achetés et créés » qui est passé, d'une année à l'autre, de 16.777 millions de CDF à 93.460 millions ;
- la marge d'exploitation bancaire s'est établie à 441.811 millions de CDF, en hausse de 147.406 millions par rapport à 2020, expliquée tant par l'accroissement des produits d'exploitation bancaire que des charges d'exploitation, d'une année à l'autre ;
- la valeur ajoutée s'est chiffrée à 346.773 millions de CDF contre 225.203 millions en 2020. La progression observée est justifiée par l'augmentation sensible de la marge d'exploitation bancaire et la baisse des consommations intermédiaires malgré la diminution de la marge d'exploitation monétaire ;
- le résultat brut d'exploitation s'est détérioré de 5.516 millions de CDF, d'une année à l'autre, s'établissant à -6.040 millions en 2020. Cette détérioration est justifiée par :
  - la hausse de la valeur ajoutée ;
  - la baisse des produits divers constitués des recettes issues des ventes d'imprimés de sécurité, d'imprimés ordinaires, des signes monétaires de collection, des publications et des prestations diverses ;
  - la baisse des reprises sur provisions exigibles ;
  - l'augmentation des charges diverses ;
  - la hausse des charges du personnel.
- le résultat courant d'exploitation, soit -45.344 millions de CDF en 2021, est en détérioration par rapport à son niveau de 2020 établi à -26.609 millions. Cette situation est expliquée par l'accentuation du déficit relatif au résultat brut d'exploitation, la baisse des reprises sur amortissements et provisions exigibles et la hausse des dotations aux amortissements et provisions non exigibles.

### 3 | 3 Opinion de l'auditeur externe sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo

**Deloitte.**

**BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021



**Deloitte Services SARL**  
Commissariat aux comptes. Audit. Consulting.  
Expertise comptable Juridique. Fiscal  
Bureau de Kinshasa Avenue Tombalbaye n°4239  
Kinshasa/Gombe. Tel : +243 85 999 30 80  
Bureau de Lubumbashi Avenue Kilela Balanda N°1134  
Lubumbashi: Tel: +243 84 84 39 360  
[www.deloitte.com](http://www.deloitte.com)

## **BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)**

### **RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Au Conseil de la Banque Centrale du Congo,

#### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo, comprenant le Bilan au 31 décembre 2021, le Tableau de Formation du Résultat et le Tableau des Flux de Trésorerie clos à cette date ainsi que des notes comprenant le résumé de principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux règles et principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la Banque Centrale du Congo conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en République Démocratique du Congo (RDC) et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous portons à votre attention les observations suivantes :



### **Observation - Conformité du capital social de la Banque Centrale du Congo**

La note 10.1 des états financiers relative au capital social de la Banque stipule qu'il s'élève toujours à CDF 60 à ce jour.

L'article 6 de la loi organique n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, stipule que le capital social de la Banque s'élève à 213 milliards de Francs Congolais, il est entièrement souscrit par l'Etat et libéré suivant les modalités arrêtées entre la Banque et le Gouvernement.

Le protocole d'accord signé en date du 28 décembre 2021 entre la Banque et le Gouvernement congolais n'a pas réglé la problématique soulevée par l'article 6 de la loi organique susmentionnée, relative à la dotation de la Banque d'un capital social du montant de 213 milliards de CDF.

A la date de rédaction de ce rapport, les modalités de la libération dudit capital ne sont toujours pas définies.

### **Observation – Organisation et comptabilisation des opérations de la Caisse de Retraite**

L'annexe 2 relative aux opérations et à l'organisation de la caisse de retraite dont le fonctionnement actuel n'est pas entièrement conforme aux textes.

La traduction comptable des opérations de la caisse de retraite présente plusieurs insuffisances qui nécessitent des résolutions à court terme.

### **Observation – Comptabilisation des indemnités de fin de carrière**

La note 9.3 relative à l'évaluation et l'option retenue pour la comptabilisation de la provision pour indemnités de fin de carrière des agents de la Banque Centrale du Congo.

### **Observation – Provisionnement des litiges et contentieux de la Banque**

La note 9.2 relative aux litiges provisionnés. La Banque Centrale du Congo ne dispose pas d'une procédure formelle de provisionnement des litiges et contentieux avec les tiers de ce fait, l'évaluation des risques juridiques de la Banque Centrale du Congo demeure perfectible.

### **Observation - Comptes hors Bilan : Engagements donnés sur les emprunts de l'Etat**

La note 12.2.1.2.2 relative aux engagements donnés en monnaies étrangères pour le compte du Trésor Public par la Banque en marge de l'article 16 de la loi organique N°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, qui interdit à la Banque de garantir les dettes et engagements de l'Etat, des provinces, des entités territoriales décentralisées et des entreprises ou organismes publics.

Ces observations ne modifient pas notre opinion.

## Deloitte.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les comptes

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des comptes conformément aux normes et principes comptables admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des comptes exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des comptes, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, ou de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de proposer la liquidation de la Banque ou la cessation de son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Banque Centrale du Congo.

### Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des comptes

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des comptes annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur externe.

Kinshasa, le 04 octobre 2022

Deloitte Services Sarl



Prof. Bob David NZOIMBENGHE L.  
Associé  
Expert-Comptable

# ANNEXE - TABLEAUX

---



## 1 | Développement économique et évolution du secteur réel

Tableau I|1|7 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut  
(Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2005)

Branches d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Secteur primaire</b>	<b>3 579 904,8</b>	<b>3 850 312,1</b>	<b>4 357 309,9</b>	<b>4 564 150,9</b>	<b>4 603 663,6</b>	<b>4 849 291,9</b>	<b>5 383 386,8</b>	<b>5 477 271,8</b>	<b>5 868 579,8</b>	<b>6 291 923,8</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 557 695,7	1 623 832,3	1 700 798,4	1 780 002,3	1 838 031,4	1 867 631,5	1 897 024,4	1 956 662,5	2 006 207,5	2 053 374,4
Agriculture vivrière	1 498 331,1	1 562 980,1	1 624 998,6	1 699 109,5	1 751 841,8	1 781 700,3	1 812 154,3	1 868 838,6	1 926 082,8	1 980 689,8
rente	1 477 079,9	1 541 027,6	1 600 768,6	1 673 552,5	1 724 827,7	1 754 149,8	1 783 970,3	1 838 628,6	1 894 726,8	1 952 536,7
rentes	21 251,2	21 952,5	24 230,0	25 557,0	27 014,1	27 550,5	28 184,0	30 210,0	31 356,0	28 153,2
ylviculture	56 685,3	58 097,9	72 938,7	77 816,8	83 021,1	82 667,4	81 508,1	84 360,9	76 557,6	69 010,2
elevage, peche et chasse	2 679,3	2 754,4	2 861,1	3 076,0	3 168,5	3 263,8	3 361,9	3 463,0	3 567,1	3 674,4
Extraction	2 022 209,1	2 226 479,7	2 656 511,5	2 784 148,6	2 765 632,2	2 981 660,4	3 486 362,4	3 520 609,3	3 862 372,3	4 238 549,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1 301 608,0</b>	<b>1 444 709,1</b>	<b>1 551 625,9</b>	<b>1 672 750,0</b>	<b>1 713 350,6</b>	<b>1 843 837,4</b>	<b>1 923 817,3</b>	<b>2 111 770,7</b>	<b>2 007 621,3</b>	<b>2 075 818,7</b>
Industries manufacturières	899 584,8	990 025,7	1 088 390,4	1 237 851,7	1 344 870,4	1 378 148,7	1 366 482,5	1 450 009,0	1 345 497,0	1 404 030,6
Industries alimentaires,boissons et tabac	713 604,4	814 907,6	922 882,5	1 044 717,0	1 142 128,9	1 158 376,9	1 138 128,3	1 206 360,2	1 126 501,9	1 181 925,8
Autres industries manufacturières	185 980,4	175 118,1	165 507,9	193 134,7	202 741,5	219 771,8	228 354,2	243 648,7	218 995,0	222 104,7
Bâtiment et travaux publics	342 531,9	390 908,0	395 452,1	370 176,5	297 717,7	391 201,1	478 975,4	582 205,9	581 353,9	587 865,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	59 491,3	63 775,4	67 783,4	64 721,8	70 762,5	74 487,6	78 359,3	79 555,8	80 770,5	83 923,1
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3 364 379,5</b>	<b>3 636 116,2</b>	<b>3 880 315,4</b>	<b>4 232 857,0</b>	<b>4 421 320,2</b>	<b>4 552 969,8</b>	<b>4 605 408,4</b>	<b>4 861 953,1</b>	<b>4 872 045,0</b>	<b>5 160 000,1</b>
Commerce	1 248 576,3	1 350 938,3	1 415 698,1	1 569 026,6	1 669 686,1	1 749 343,7	1 780 599,5	1 852 713,8	1 792 231,0	1 864 924,9
Transports et telecommunications	1 050 624,7	1 150 781,0	1 220 218,4	1 339 108,5	1 386 116,7	1 422 861,3	1 402 765,7	1 468 162,5	1 615 436,3	1 783 104,4
Autres services hors adm. publique	784 186,6	835 326,1	926 120,3	997 374,1	1 028 076,9	1 049 135,3	1 100 546,6	1 191 994,7	1 137 795,3	1 179 913,8
Services d'administration publique	340 760,1	355 261,1	382 750,0	397 088,9	412 481,9	408 471,9	406 818,0	443 487,2	417 264,4	425 649,9
SIFIM	-59 768,3	-56 190,2	-64 471,5	-69 741,1	-75 041,4	-76 842,4	-85 321,5	-94 405,0	-90 682,0	-93 592,9
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>8 245 892,3</b>	<b>8 931 137,3</b>	<b>9 789 251,2</b>	<b>10 469 757,9</b>	<b>10 738 334,4</b>	<b>11 246 099,0</b>	<b>11 912 612,5</b>	<b>12 450 995,5</b>	<b>12 748 246,1</b>	<b>13 527 742,7</b>
Taxes sur les produits	252 947,2	288 570,0	303 589,0	321 122,1	311 459,7	215 515,1	216 196,1	209 604,2	132 068,5	154 980,5
<b>PIB à prix constants</b>	<b>8 498 839,5</b>	<b>9 219 707,4</b>	<b>10 092 840,2</b>	<b>10 790 880,0</b>	<b>11 049 794,1</b>	<b>11 461 614,2</b>	<b>12 128 808,6</b>	<b>12 660 599,7</b>	<b>12 880 314,6</b>	<b>13 682 723,2</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 8 Croissances sectorielles et globale de l'activité économique  
(Variations en pourcentage, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>Secteur primaire</b>	<b>6,9</b>	<b>7,6</b>	<b>13,2</b>	<b>4,7</b>	<b>0,9</b>	<b>5,3</b>	<b>11,0</b>	<b>1,7</b>	<b>7,1</b>	<b>7,2</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	3,5	4,2	4,7	4,7	3,3	1,6	1,6	3,1	2,5	2,4
Agriculture	3,4	4,3	4,0	4,6	3,1	1,7	1,7	3,1	3,1	2,8
vivrière	3,4	4,3	3,9	4,5	3,1	1,7	1,7	3,1	3,1	3,1
rente	2,8	3,3	10,4	5,5	5,7	2,0	2,3	7,2	3,8	-10,2
sylviculture	3,9	2,5	25,5	6,7	6,7	-0,4	-1,4	3,5	-9,2	-9,9
élevage, pêche et chasse	3,5	2,8	3,9	7,5	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Extraction	9,8	10,1	19,3	4,8	-0,7	7,8	16,9	1,0	9,7	9,7
<b>Secteur secondaire</b>	<b>7,7</b>	<b>11,0</b>	<b>7,4</b>	<b>7,8</b>	<b>2,4</b>	<b>7,6</b>	<b>4,3</b>	<b>9,8</b>	<b>-4,9</b>	<b>3,4</b>
Industries manufacturières	5,2	10,1	9,9	13,7	8,6	2,5	-0,8	6,1	-7,2	4,4
Industries alimentaires, boissons et tabac	10,3	14,2	13,2	13,2	9,3	1,4	-1,7	6,0	-6,6	4,9
Autres industries manufacturières	-10,5	-5,8	-5,5	16,7	5,0	8,4	3,9	6,7	-10,1	1,4
Bâtiment et travaux publics	15,1	14,1	1,2	-6,4	-19,6	31,4	22,4	21,6	-0,1	3,9
Electricité, gaz, vapeur et eau	6,8	7,2	6,3	-4,5	9,3	5,3	5,2	1,5	1,5	1,1
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6,7</b>	<b>8,1</b>	<b>6,7</b>	<b>9,1</b>	<b>4,5</b>	<b>3,0</b>	<b>1,2</b>	<b>5,6</b>	<b>0,2</b>	<b>5,9</b>
Commerce	11,2	8,2	4,8	10,8	6,4	4,8	1,8	4,0	-3,3	4,1
Transports et télécommunications	5,9	9,5	6,0	9,7	3,5	2,7	-1,4	4,7	10,0	10,4
Autres services hors adm. publique	4,3	6,5	10,9	7,7	3,1	2,0	4,9	8,3	-4,5	3,7
Services d'administration publique	-1,2	4,3	7,7	3,7	3,9	-1,0	-0,4	9,0	-5,9	2,0
SIFIM	2,3	-6,0	14,7	8,2	7,6	2,4	11,0	10,6	-3,9	3,2
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>7,0</b>	<b>8,3</b>	<b>9,6</b>	<b>7,0</b>	<b>2,6</b>	<b>4,7</b>	<b>5,9</b>	<b>4,5</b>	<b>2,4</b>	<b>6,1</b>
Taxes sur les produits	11,5	14,1	5,2	5,8	-3,0	-30,8	0,3	-3,0	-37,0	17,3
<b>PIB aux prix constants</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>	<b>1,7</b>	<b>6,2</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 9 Contribution des différents secteurs à la croissance économique  
(en points de croissance)

Branches d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
Secteur primaire	2,9	3,2	5,5	2,0	0,4	2,2	4,7	0,8	3,1	3,3
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,7	0,8	0,8	0,8	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4
Agriculture	0,6	0,8	0,7	0,7	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4
vivrière	0,6	0,8	0,6	0,7	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sylviculture	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>4,7</b>	<b>1,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>2,0</b>	<b>4,4</b>	<b>0,3</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>
Secteur secondaire	1,2	1,7	1,2	1,2	0,4	1,2	0,7	1,5	-0,8	0,5
Industries manufacturières	0,6	1,1	1,1	1,5	1,0	0,3	-0,1	0,7	-0,8	0,5
Industries alimentaires, boissons et tabac	0,8	1,2	1,2	1,2	0,9	0,1	-0,2	0,6	-0,6	0,4
Autres industries manufacturières	-0,3	-0,1	-0,1	0,3	0,1	0,2	0,1	0,1	-0,2	0,0
Bâtiment et travaux publics	0,6	0,6	0,0	-0,3	-0,7	0,8	0,8	0,9	0,0	0,1
<b>Electricité, gaz, vapeur et eau</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Secteur tertiaire	2,7	3,2	2,6	3,5	1,7	1,2	0,5	2,1	0,1	2,2
Commerce	1,6	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7	0,3	0,6	-0,5	0,6
Transports et télécommunications	0,7	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3	-0,2	0,5	1,2	1,3
Autres services hors adm. publique	0,4	0,6	1,0	0,7	0,3	0,2	0,4	0,8	-0,4	0,3
Services d'administration publique	-0,1	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	-0,2	0,1
SIFIM	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
PIB au coût des facteurs	6,8	8,1	9,3	6,7	2,5	4,6	5,8	4,4	2,3	6,1
Taxes sur les produits	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,2</b>
<b>PIB aux prix constants</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>	<b>1,7</b>	<b>6,2</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 10 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut  
(en pourcentage)

Branches d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(a)</sup>	2020 <sup>(b)</sup>	2021 <sup>(c)</sup>
Secteur primaire	41,2	37,5	58,1	29,6	15,3	59,6	80,1	17,7	178,1	52,8
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	9,2	9,2	8,8	11,3	22,4	7,2	4,4	11,2	22,5	5,9
Agriculture	8,9	9,0	7,1	10,6	20,4	7,3	4,6	10,7	26,1	6,8
vivrière	8,7	8,9	6,8	10,4	19,8	7,1	4,5	10,3	25,5	7,2
rente	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,1	0,1	0,4	0,5	-0,4
Sylviculture	0,4	0,2	1,7	0,7	2,0	-0,1	-0,2	0,5	-3,6	-0,9
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Extraction</b>	<b>32,0</b>	<b>28,3</b>	<b>49,3</b>	<b>18,3</b>	<b>-7,2</b>	<b>52,5</b>	<b>75,6</b>	<b>6,4</b>	<b>155,5</b>	<b>46,9</b>
Secteur secondaire	16,6	19,9	12,2	17,4	15,7	31,7	12,0	35,3	-47,4	8,5
Industries manufacturières	7,9	12,5	11,3	21,4	41,3	8,1	-1,7	15,7	-47,6	7,3
Industries alimentaires, boissons et tabac	11,8	14,1	12,4	17,5	37,6	3,9	-3,0	12,8	-36,3	6,9
Autres industries manufacturières	-3,9	-1,5	-1,1	4,0	3,7	4,1	1,3	2,9	-11,2	0,4
Bâtiment et travaux publics	8,0	6,7	0,5	-3,6	-28,0	22,7	13,2	19,4	-0,4	0,8
<b>Electricité, gaz, vapeur et eau</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>
Secteur tertiaire	37,5	37,7	28,0	50,5	72,8	32,0	7,9	48,2	4,6	35,9
Commerce	22,4	14,2	7,4	22,0	38,9	19,3	4,7	13,6	-27,5	9,1
Transports et télécommunications	10,3	13,9	8,0	17,0	18,2	8,9	-3,0	12,3	67,0	20,9
Autres services hors adm. publique	5,7	7,1	10,4	10,2	11,9	5,1	7,7	17,2	-24,7	5,2
Services d'administration publique	-0,7	2,0	3,1	2,1	5,9	-1,0	-0,2	6,9	-11,9	1,0
<b>SIFIM</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,8</b>	<b>-2,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>-0,4</b>
PIB au coût des facteurs	95,3	95,1	98,3	97,5	103,7	123,3	99,9	101,2	135,3	97,1
<b>Taxes sur les produits</b>	<b>4,7</b>	<b>4,9</b>	<b>1,7</b>	<b>2,5</b>	<b>-3,7</b>	<b>-23,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-1,2</b>	<b>-35,3</b>	<b>2,9</b>
<b>PIB aux prix constants</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 11 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit  
(en pourcentage du PIB à prix constants)

Branches d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
Secteur primaire	42,1	41,8	43,2	42,3	41,7	42,3	44,4	43,3	45,6	46,0
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	18,3	17,6	16,9	16,5	16,6	16,3	15,6	15,5	15,6	15,0
Agriculture	17,6	17,0	16,1	15,7	15,9	15,5	14,9	14,8	15,0	14,5
vivrière	17,4	16,7	15,9	15,5	15,6	15,3	14,7	14,5	14,7	14,3
rente	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sylviculture	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Extraction</b>	<b>23,8</b>	<b>24,1</b>	<b>26,3</b>	<b>25,8</b>	<b>25,0</b>	<b>26,0</b>	<b>28,7</b>	<b>27,8</b>	<b>30,0</b>	<b>31,0</b>
Secteur secondaire	15,3	15,7	15,4	15,5	15,5	16,1	15,9	16,7	15,6	15,2
Industries manufacturières	10,6	10,7	10,8	11,5	12,2	12,0	11,3	11,5	10,4	10,3
Industries alimentaires, boissons et tabac	8,4	8,8	9,1	9,7	10,3	10,1	9,4	9,5	8,7	8,6
Autres industries manufacturières	2,2	1,9	1,6	1,8	1,8	1,9	1,9	1,9	1,7	1,6
Bâtiment et travaux publics	4,0	4,2	3,9	3,4	2,7	3,4	3,9	4,6	4,5	4,3
<b>Electricité, gaz, vapeur et eau</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>
Secteur tertiaire	39,6	39,4	38,4	39,2	40,0	39,7	38,0	38,4	37,8	37,7
Commerce	14,7	14,7	14,0	14,5	15,1	15,3	14,7	14,6	13,9	13,6
Transports et télécommunications	12,4	12,5	12,1	12,4	12,5	12,4	11,6	11,6	12,5	13,0
Autres services hors adm. publique	9,2	9,1	9,2	9,2	9,3	9,2	9,1	9,4	8,8	8,6
Services d'administration publique	4,0	3,9	3,8	3,7	3,7	3,6	3,4	3,5	3,2	3,1
<b>SIFIM</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,7</b>
PIB au coût des facteurs	97,0	96,9	97,0	97,0	97,2	98,1	98,2	98,3	99,0	98,9
<b>Taxes sur les produits</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>	<b>1,9</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>
<b>PIB aux prix constant</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 12 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut  
(en millions de CDF courants)

Branches d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(e)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>Secteur primaire</b>	<b>10 696 781,2</b>	<b>11 861 979,9</b>	<b>13 493 927,3</b>	<b>13 628 921,6</b>	<b>14 232 480,4</b>	<b>21 071 943,5</b>	<b>29 950 539,3</b>	<b>28 617 139,9</b>	<b>31 306 292,2</b>	<b>42 560 467,6</b>
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	5 509 797,3	5 804 886,3	6 167 208,5	6 450 068,6	6 978 142,6	10 969 692,2	14 577 353,2	16 580 795,0	18 832 886,0	20 969 845,0
Agriculture	5 283 886,5	5 572 388,3	5 873 448,9	6 203 304,2	6 702 671,5	10 544 749,2	14 028 207,4	15 948 008,4	18 191 575,9	20 333 051,2
Vivrière	5 208 943,7	5 494 122,5	5 785 871,2	6 115 548,7	6 605 460,6	10 391 392,0	13 823 003,7	15 702 943,9	17 909 252,5	20 055 795,6
Rente	74 942,8	78 265,8	87 577,7	87 755,4	97 210,9	153 357,2	205 203,7	245 064,5	282 323,4	277 255,6
Sylviculture	216 462,1	222 678,1	283 418,2	235 524,0	263 336,9	405 608,8	523 096,3	603 210,8	607 593,3	599 052,1
Élevage, pêche et chasse	9 448,7	9 819,9	10 341,4	11 240,4	12 134,2	19 334,2	26 049,5	29 575,8	33 716,8	37 741,7
Industrie extractive	5 186 983,9	6 057 093,6	7 326 718,8	7 178 853,0	7 254 337,8	10 102 251,3	15 373 186,1	12 036 344,8	12 473 406,2	21 590 622,6
<b>Secteur secondaire</b>	<b>5 663 507,3</b>	<b>6 349 940,2</b>	<b>6 952 901,0</b>	<b>7 464 236,0</b>	<b>8 188 339,3</b>	<b>13 388 447,9</b>	<b>18 011 456,6</b>	<b>21 792 349,3</b>	<b>24 693 446,4</b>	<b>28 305 359,8</b>
Industries manufacturières	4 140 583,5	4 623 444,0	5 167 796,6	6 014 081,6	6 852 323,8	10 849 621,5	14 057 288,7	16 617 421,0	17 126 489,9	19 558 932,3
Agro industrielles	3 364 043,8	3 883 780,6	4 459 077,8	5 177 956,2	5 932 477,8	9 307 232,0	11 961 059,2	14 125 460,3	14 640 449,5	16 801 160,2
Autres industries manufacturières	776 539,7	739 663,4	708 718,8	836 125,4	919 846,0	1 542 389,5	2 096 229,5	2 491 960,7	2 486 040,4	2 757 772,1
Batiments et Travaux publics	1 264 563,2	1 448 504,5	1 485 564,5	1 163 849,6	980 965,9	1 993 879,7	3 193 154,3	4 324 446,1	6 898 122,7	7 629 473,3
Electricité, gaz et eau	258 360,6	277 991,7	299 539,9	286 304,9	355 049,6	544 946,7	761 013,6	850 482,2	668 833,7	1 116 954,2
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>8 730 280,4</b>	<b>9 513 006,7</b>	<b>10 296 062,0</b>	<b>11 364 783,1</b>	<b>12 399 597,8</b>	<b>18 328 996,3</b>	<b>24 887 364,8</b>	<b>29 765 942,3</b>	<b>31 319 927,4</b>	<b>35 641 263,2</b>
Commerce de gros et de détail	2 842 133,3	3 110 794,7	3 304 903,4	3 703 175,8	4 129 905,8	6 693 143,4	8 911 052,1	10 330 426,6	11 566 451,5	13 164 188,1
Transports et communications	2 701 538,0	2 985 169,9	3 208 974,4	3 582 392,0	3 859 941,4	4 766 172,0	6 238 320,1	7 128 199,2	8 083 828,9	9 328 765,3
Services marchands	1 889 868,8	2 027 802,5	2 279 221,3	2 514 884,1	2 716 312,2	4 287 753,1	5 881 942,3	7 097 366,4	7 519 222,7	8 528 918,1
Services non marchands	1 510 537,8	1 592 494,0	1 739 391,0	1 822 899,9	1 985 013,0	3 043 776,0	4 526 806,5	6 036 841,6	5 032 023,4	5 614 612,7
<b>SIFIM</b>	<b>-213 797,5</b>	<b>-203 254,4</b>	<b>-236 428,1</b>	<b>-258 568,8</b>	<b>-291 574,6</b>	<b>-461 848,2</b>	<b>-670 756,1</b>	<b>-826 891,4</b>	<b>-881 599,1</b>	<b>-995 221,0</b>
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>25 090 568,9</b>	<b>27 724 926,8</b>	<b>30 742 890,3</b>	<b>32 457 940,7</b>	<b>34 820 417,4</b>	<b>52 789 387,8</b>	<b>72 849 360,7</b>	<b>80 175 431,5</b>	<b>87 319 665,9</b>	<b>106 507 090,7</b>
Droits et Taxes sur les produits	1 863 987,9	2 326 252,4	2 481 098,1	2 653 285,3	2 696 975,0	2 886 705,4	4 331 177,9	5 138 716,5	2 861 381,9	3 672 655,2
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>26 954 556,8</b>	<b>30 051 179,2</b>	<b>33 223 988,4</b>	<b>35 111 226,0</b>	<b>37 517 392,4</b>	<b>55 676 093,2</b>	<b>77 180 538,6</b>	<b>85 314 148,0</b>	<b>90 181 047,8</b>	<b>110 179 745,8</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 13 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit  
(en pourcentage du PIB à prix courants)

Branches d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(e)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
Secteur primaire	39,7	39,5	40,6	38,8	37,9	37,8	39,3	33,5	34,7	38,6
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	20,4	19,3	18,6	18,4	18,6	19,7	19,2	19,4	20,9	19,0
Agriculture	19,6	18,5	17,7	17,7	17,9	18,9	18,5	18,7	20,2	18,5
Vivrière	19,3	18,3	17,4	17,4	17,6	18,7	18,2	18,4	19,9	18,2
Rente	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Sylviculture	0,8	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5
Élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Industrie extractive</b>	<b>19,2</b>	<b>20,2</b>	<b>22,1</b>	<b>20,4</b>	<b>19,3</b>	<b>18,1</b>	<b>20,1</b>	<b>14,1</b>	<b>13,8</b>	<b>19,6</b>
Secteur secondaire	21,0	21,1	20,9	21,3	21,8	24,0	23,7	25,5	27,4	25,7
Industries manufacturières	15,4	15,4	15,6	17,1	18,3	19,5	18,5	19,5	19,0	17,8
Agro industrielles	12,5	12,9	13,4	14,7	15,8	16,7	15,7	16,6	16,2	15,2
Autres industries manufacturières	2,9	2,5	2,1	2,4	2,5	2,8	2,8	2,9	2,8	2,5
Batiments et Travaux publics	4,7	4,8	4,5	3,3	2,6	3,6	4,2	5,1	7,6	6,9
<b>Electricité, gaz et eau</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,7</b>	<b>1,0</b>
Secteur tertiaire	32,4	31,7	31,0	32,4	33,1	32,9	32,0	34,9	34,7	32,3
Commerce de gros et de détail	10,5	10,4	9,9	10,5	11,0	12,0	11,7	12,1	12,8	11,9
Transports et communications	10,0	9,9	9,7	10,2	10,3	8,6	8,2	8,4	9,0	8,5
Services marchands	7,0	6,7	6,9	7,2	7,2	7,7	7,7	8,3	8,3	7,7
Services non marchands	5,6	5,3	5,2	5,2	5,3	5,5	5,2	7,1	5,6	5,1
<b>SIFIM</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,9</b>
PIB au coût des facteurs	93,1	92,3	92,5	92,4	92,8	94,8	95,0	94,0	96,8	96,7
<b>Droits et Taxes sur les produits</b>	<b>6,9</b>	<b>7,7</b>	<b>7,5</b>	<b>7,6</b>	<b>7,2</b>	<b>5,2</b>	<b>5,0</b>	<b>6,0</b>	<b>3,2</b>	<b>3,3</b>
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 14 Utilisation du Produit Intérieur Brut  
(en millions de CDF aux prix de 2005)

Composantes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>Demande intérieure</b>	<b>10 697 773,5</b>	<b>11 540 518,0</b>	<b>12 309 640,5</b>	<b>12 556 818,2</b>	<b>12 450 894,5</b>	<b>13 305 481,3</b>	<b>16 286 307,2</b>	<b>15 567 621,2</b>	<b>16 288 626,9</b>	<b>20 016 883,7</b>
Consommation	7 598 263,7	8 463 528,9	9 084 945,8	9 635 918,2	9 277 569,5	9 327 143,1	11 078 824,4	10 577 856,6	9 999 472,1	10 604 510,1
Secteur public	1 197 005,1	1 251 500,1	1 312 213,2	1 346 200,0	947 726,4	636 494,0	701 166,8	747 175,6	777 963,9	947 149,0
Secteur privé	6 401 258,7	7 212 028,9	7 772 732,6	8 289 718,2	8 329 843,1	8 690 649,1	10 377 657,6	9 830 681,0	9 221 508,2	9 657 361,1
Investissements bruts	3 099 509,8	3 076 989,1	3 224 694,7	2 920 900,0	3 173 325,1	3 978 338,2	5 207 482,8	4 989 764,6	6 289 154,9	9 412 373,6
FBCF	3 084 279,2	3 060 724,0	3 224 694,7	2 920 900,0	3 172 325,1	3 978 336,9	5 206 456,0	4 960 714,0	6 232 736,6	9 348 226,8
Secteur public	678 541,4	705 181,0	806 173,7	457 200,0	348 255,5	312 479,5	311 559,6	359 247,6	373 132,2	454 906,2
Secteur privé	2 405 737,8	2 355 543,0	2 418 521,0	2 463 700,0	2 824 069,6	3 665 857,4	4 894 896,4	4 601 466,5	5 859 604,3	8 893 320,6
<b>Variation des stocks</b>	<b>15 230,6</b>	<b>16 265,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1 000,0</b>	<b>1,3</b>	<b>1 026,8</b>	<b>29 050,5</b>	<b>56 418,3</b>	<b>64 146,8</b>
Demande extérieure nette	-2 198 934,1	-2 320 810,7	-2 216 800,3	-1 765 938,2	-1 401 100,4	-1 843 867,1	-4 157 498,6	-2 907 021,5	-3 408 312,3	-6 334 160,5
Exportations de biens et services	2 168 294,6	2 396 542,6	2 909 088,4	3 028 300,0	3 001 784,1	3 222 242,3	3 681 237,1	3 734 347,6	4 032 961,7	4 350 662,3
Exportations des biens	2 050 685,2	2 304 288,2	2 833 329,0	2 969 200,0	2 953 295,4	3 172 789,2	3 639 506,2	3 689 195,8	3 982 131,4	4 292 014,9
Produits miniers	1 736 160,4	1 981 223,4	2 443 792,2	2 574 900,0	2 557 775,2	2 768 643,7	3 237 288,7	3 269 088,9	3 586 435,6	3 935 737,8
Autres produits	314 524,8	323 064,8	389 536,8	394 300,0	395 520,2	404 145,4	402 217,5	420 106,9	395 695,8	356 277,2
<b>Exportations des services</b>	<b>117 609,4</b>	<b>92 254,5</b>	<b>75 759,4</b>	<b>59 100,0</b>	<b>48 488,7</b>	<b>49 453,1</b>	<b>41 730,9</b>	<b>45 151,9</b>	<b>50 830,3</b>	<b>58 647,4</b>
Importations de biens et services	-4 367 228,6	-4 717 353,3	-5 125 888,7	-4 794 238,2	-4 402 884,5	-5 066 109,4	-7 838 735,8	-6 641 369,1	-7 441 274,0	-10 684 822,8
Importations des biens	-3 742 434,2	-3 894 596,0	-4 112 610,5	-4 028 177,5	-3 522 050,9	-4 035 627,4	-6 591 157,1	-5 663 240,1	-6 263 361,7	-8 987 536,0
Consommations	-664 609,8	-719 096,4	-753 567,7	-814 927,8	-1 006 161,7	-1 050 709,4	-1 143 896,1	-994 514,3	-698 813,9	-1 129 082,8
Equipements	-1 815 602,0	-1 805 988,2	-1 859 427,8	-1 685 815,3	-1 502 015,9	-1 712 212,1	-1 714 703,4	-1 371 152,1	-1 230 852,1	-1 910 077,2
Intermédiaires	-1 262 222,5	-1 369 511,4	-1 499 614,9	-1 527 434,4	-1 013 873,3	-1 272 706,0	-3 732 557,6	-3 297 573,8	-4 333 695,7	-5 948 376,0
<b>Importations des services</b>	<b>-624 794,4</b>	<b>-822 757,3</b>	<b>-1 013 278,2</b>	<b>-766 060,7</b>	<b>-880 833,6</b>	<b>-1 030 482,0</b>	<b>-1 247 578,6</b>	<b>-978 129,0</b>	<b>-1 177 912,3</b>	<b>-1 697 286,8</b>
Produit Intérieur Brut	8 498 839,5	9 219 707,4	10 092 840,2	10 790 880,0	11 049 794,1	11 461 614,2	12 128 808,6	12 660 599,7	12 880 314,6	13 682 723,2

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 15 Croissance des différentes composantes de la demande globale  
(en pourcentage)

Composantes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>Demande intérieure</b>	<b>13,5</b>	<b>7,9</b>	<b>6,7</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>6,9</b>	<b>22,4</b>	<b>-4,4</b>	<b>4,6</b>	<b>22,9</b>
Consommation	18,3	11,4	7,2	6,0	-4,1	1,1	18,8	-4,5	-5,5	6,1
Consommation publique	31,4	4,6	4,9	2,6	-29,6	-32,8	10,2	6,6	4,1	21,7
Consommation privée	16,2	12,7	7,6	6,5	0,1	5,0	19,4	-5,3	-6,2	4,7
Investissements bruts	3,1	-0,7	5,2	-9,1	9,7	23,3	30,9	-4,2	26,0	49,7
FBCF	2,9	-0,8	5,4	-9,4	10,5	23,3	30,9	-4,7	25,6	50,0
Secteur public	2,9	3,9	14,3	-43,3	-23,8	-29,7	-0,3	15,3	3,9	21,9
Secteur privé	2,9	-2,1	2,7	1,9	16,8	29,7	33,5	-6,0	27,3	51,8
<b>Variation des stocks</b>	<b>69,0</b>	<b>6,8</b>	<b>-27,2</b>	<b>73,8</b>	<b>-95,1</b>	<b>-100,0</b>	<b>-</b>	<b>2 729,2</b>	<b>94,2</b>	<b>13,7</b>
Demande extérieure nette	47,5	5,5	-4,5	-20,3	-20,7	31,6	125,5	-30,1	17,2	85,8
Exportations de biens et services	11,4	10,5	21,4	4,1	-0,9	7,3	14,2	1,4	8,0	7,9
Exportations des biens	12,0	12,4	23,0	4,8	-0,5	7,4	14,7	1,4	7,9	7,8
Produits miniers	13,7	14,1	23,3	5,4	-0,7	8,2	16,9	1,0	9,7	9,7
Autres produits	3,6	2,7	20,6	1,2	0,3	2,2	-0,5	4,4	-5,8	-10,0
<b>Exportations des services</b>	<b>1,9</b>	<b>-21,6</b>	<b>-17,9</b>	<b>-22,0</b>	<b>-18,0</b>	<b>2,0</b>	<b>-15,6</b>	<b>8,2</b>	<b>12,6</b>	<b>15,4</b>
Importations de biens et services	27,1	8,0	8,7	-6,5	-8,2	15,1	54,7	-15,3	12,0	43,6
Importations des biens	18,8	4,1	5,6	-2,1	-12,6	14,6	63,3	-14,1	10,6	43,5
Consommations	11,2	8,2	4,8	8,1	23,5	4,4	8,9	-13,1	-29,7	61,6
Equipements	0,9	-0,5	3,0	-9,3	-10,9	14,0	0,1	-20,0	-10,2	55,2
Intermédiaires	67,6	8,5	9,5	1,9	-33,6	25,5	193,3	-11,7	31,4	37,3
<b>Importations des services</b>	<b>118,1</b>	<b>31,7</b>	<b>23,2</b>	<b>-24,4</b>	<b>15,0</b>	<b>17,0</b>	<b>21,1</b>	<b>-21,6</b>	<b>20,4</b>	<b>44,1</b>
Produit Intérieur Brut	7,1	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 16 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut  
(en points de croissance, aux prix de 2005)

Composantes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(e)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>Demande intérieure</b>	<b>16,0</b>	<b>9,9</b>	<b>8,3</b>	<b>2,4</b>	<b>-1,0</b>	<b>7,7</b>	<b>26,0</b>	<b>-5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>28,9</b>
Consommation	14,8	10,2	6,6	5,4	-3,6	0,9	15,3	-4,1	-4,6	4,7
Consommation publique	3,6	0,6	0,7	0,3	-3,7	-2,8	0,6	0,4	0,2	1,3
Consommation privée	11,2	9,5	6,0	5,0	0,1	3,8	14,7	-4,5	-4,8	3,4
Investissements bruts	1,2	-0,3	1,7	-2,9	2,7	6,8	10,7	-1,8	10,3	24,2
FBCF	1,1	-0,3	1,8	-3,0	2,8	6,8	10,7	-2,0	10,0	24,2
Secteur public	0,2	0,3	1,1	-3,5	-1,0	-0,9	-0,0	0,4	0,1	0,6
Secteur privé	0,9	-0,6	0,7	0,4	3,8	7,7	10,7	-2,4	9,9	23,6
<b>Variation des stocks</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>
Demande extérieure nette	-8,9	-1,4	1,1	4,5	3,4	-4,0	-20,2	10,3	-4,0	-22,7
Exportations de biens et services	2,8	2,7	5,6	1,2	-0,2	2,0	4,0	0,4	2,4	2,5
Exportations des biens	2,8	3,0	5,7	1,3	-0,1	2,0	4,1	0,4	2,3	2,4
Produits miniers	2,6	2,9	5,0	1,3	-0,2	1,9	4,1	0,3	2,5	2,7
Autres produits	0,1	0,1	0,7	0,0	0,0	0,1	-0,0	0,1	-0,2	-0,3
<b>Exportations des services</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
Importations de biens et services	-11,7	-4,1	-4,4	3,3	3,6	-6,0	-24,2	9,9	-6,3	-25,2
Importations des biens	-7,5	-1,8	-2,4	0,8	4,7	-4,6	-22,3	7,7	-4,7	-21,1
Consommations	-0,8	-0,6	-0,4	-0,6	-1,8	-0,4	-0,8	1,2	2,3	-3,3
Equipements	-0,2	0,1	-0,6	1,7	1,7	-1,9	-0,0	2,8	1,1	-5,3
Intermédiaires	-6,4	-1,3	-1,4	-0,3	4,8	-2,3	-21,5	3,6	-8,2	-12,5
<b>Importations des services</b>	<b>-4,3</b>	<b>-2,3</b>	<b>-2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,9</b>	<b>2,2</b>	<b>-1,6</b>	<b>-4,0</b>
Produit Intérieur Brut	7,1	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 17 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut (en pourcentage, aux prix de 2005)

Composantes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(a)</sup>	2020 <sup>(a)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>Demande intérieure</b>	<b>225,9</b>	<b>116,9</b>	<b>88,1</b>	<b>35,4</b>	<b>-40,9</b>	<b>208</b>	<b>446,8</b>	<b>-135,1</b>	<b>328,2</b>	<b>464,6</b>
Consommation	209,2	120,0	71,2	78,9	-138,4	12	262,5	-94,2	-263,2	75,4
Consommation publique	50,9	7,6	7,0	4,9	-153,9	-76	9,7	8,7	14,0	21,1
Consommation privée	158,3	112,5	64,2	74,1	15,5	88	252,9	-102,9	-277,3	54,3
Investissements bruts	16,7	-3,1	16,9	-43,5	97,5	195	184,2	-40,9	591,4	389,2
FBCF	15,6	-3,3	18,8	-43,5	97,1	196	184,1	-46,2	578,9	388,3
Secteur public	3,4	3,7	11,6	-50,0	-42,1	-9	-0,1	9,0	6,3	10,2
Secteur privé	12,2	-7,0	7,2	6,5	139,2	204	184,2	-55,2	572,6	378,1
<b>Variation des stocks</b>	<b>1,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-1,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0</b>	<b>0,2</b>	<b>5,3</b>	<b>12,5</b>	<b>1,0</b>
Demande extérieure nette	-125,9	-16,9	11,9	64,6	140,9	-108	-346,8	235,1	-228,2	-364,6
Exportations de biens et services	39,5	31,7	58,7	17,1	-10,2	54	68,8	10,0	135,9	39,6
Exportations des biens	39,1	35,2	60,6	19,5	-6,1	53	70,0	9,3	133,3	38,6
Produits miniers	37,2	34,0	53,0	18,8	-6,6	51	70,2	6,0	144,4	43,5
Autres produits	1,9	1,2	7,6	0,7	0,5	2	-0,3	3,4	-11,1	-4,9
<b>Exportations des services</b>	<b>0,4</b>	<b>-3,5</b>	<b>-1,9</b>	<b>-2,4</b>	<b>-4,1</b>	<b>0</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,6</b>	<b>2,6</b>	<b>1,0</b>
Importations de biens et services	-165,4	-48,6	-46,8	47,5	151,2	-161	-415,6	225,2	-364,1	-404,2
Importations des biens	-105,2	-21,1	-25,0	12,1	195,5	-125	-383,0	174,5	-273,1	-339,5
Consommations	-11,9	-7,6	-3,9	-8,8	-73,9	-11	-14,0	28,1	134,6	-53,6
Equipements	-2,8	1,3	-6,1	24,9	71,0	-51	-0,4	64,6	63,9	-84,6
Intermédiaires	-90,5	-14,9	-14,9	-4,0	198,4	-63	-368,7	81,8	-471,6	-201,2
<b>Importations des services</b>	<b>-60,2</b>	<b>-27,5</b>	<b>-21,8</b>	<b>35,4</b>	<b>-44,3</b>	<b>-36</b>	<b>-32,5</b>	<b>50,7</b>	<b>-90,9</b>	<b>-64,7</b>
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 18 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale (en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Composantes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(a)</sup>	2020 <sup>(a)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>Demande intérieure</b>	<b>125,9</b>	<b>125,2</b>	<b>122,0</b>	<b>116,4</b>	<b>112,7</b>	<b>116,1</b>	<b>134,3</b>	<b>123,0</b>	<b>126,5</b>	<b>146,3</b>
Consommation	89,4	91,8	89,9	89,1	83,5	81,4	91,3	83,5	77,6	77,5
Secteur public	14,1	13,6	13,0	12,5	8,6	5,6	5,8	5,9	6,0	6,9
Secteur privé	75,3	78,2	76,9	76,6	74,9	75,8	85,6	77,6	71,6	70,6
Investissements bruts	36,5	33,4	32,1	27,3	29,2	34,7	42,9	39,4	48,8	68,8
FBCF	36,3	33,2	32,0	27,1	29,2	34,7	42,9	39,2	48,4	68,3
Secteur public	8,0	7,6	8,0	4,2	3,2	2,1	2,6	2,8	2,9	3,3
Secteur privé	28,3	25,5	24,0	22,8	26,0	32,6	40,4	36,3	45,5	65,0
<b>Variation des stocks</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>
Demande extérieure nette	-25,9	-25,2	-22,0	-16,4	-12,7	-16,1	-34,3	-23,0	-26,5	-46,3
Exportations de biens et services	25,5	26,0	28,8	28,1	27,2	28,1	30,4	29,5	31,3	31,8
Exportations des biens	24,1	25,0	28,1	27,5	26,7	27,7	30,0	29,1	30,9	31,4
Produits miniers	20,4	21,5	24,2	23,9	23,1	24,2	26,7	25,8	27,8	28,8
Autres produits	3,7	3,5	3,9	3,7	3,6	3,5	3,3	3,3	3,1	2,6
<b>Exportations des services</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>
Importations de biens et services	-51,4	-51,2	-50,8	-44,4	-39,8	-44,2	-64,6	-52,5	-57,8	-78,1
Importations des biens	-44,0	-42,2	-40,7	-37,3	-31,9	-35,2	-54,3	-44,7	-48,6	-65,7
Consommations	-7,8	-7,8	-7,5	-7,6	-9,1	-9,2	-9,4	-7,9	-5,4	-8,3
Equipements	-21,4	-19,6	-18,4	-15,6	-13,6	-14,9	-14,1	-10,8	-9,6	-14,0
Intermédiaires	-14,9	-14,9	-14,9	-14,2	-9,2	-11,1	-30,8	-26,0	-33,6	-43,5
<b>Importations des services</b>	<b>-7,4</b>	<b>-8,9</b>	<b>-10,0</b>	<b>-7,1</b>	<b>-8,0</b>	<b>-9,0</b>	<b>-10,3</b>	<b>-7,7</b>	<b>-9,1</b>	<b>-12,4</b>
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 19 Utilisation du Produit Intérieur Brut  
(en millions de CDF, à prix courants)

Composantes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(a)</sup>	2020 <sup>(a)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>Demande intérieure</b>	<b>28 772 828,6</b>	<b>31 425 787,0</b>	<b>36 140 766,4</b>	<b>37 248 518,8</b>	<b>39 765 037,1</b>	<b>57 786 403,7</b>	<b>80 894 985,3</b>	<b>88 299 996,3</b>	<b>91 337 037,4</b>	<b>109 860 030</b>
Consommation	24 910 717,4	24 861 881,2	28 186 017,6	30 558 949,4	28 049 397,5	43 874 240,6	64 025 412,7	70 729 940,3	69 150 442,6	79 554 994
Secteur public	2 108 186,0	2 459 701,0	2 764 823,0	4 083 731,0	3 672 843,5	3 038 146,0	4 875 953,0	5 911 543,0	6 831 789,9	9 097 456
Secteur privé	22 802 531,4	22 402 180,2	25 421 194,6	26 475 218,4	24 376 554,0	40 836 094,6	59 149 459,7	64 818 397,3	62 318 652,7	70 457 538
Investissements bruts	3 862 111,2	6 563 905,8	7 954 748,7	6 689 569,4	11 715 639,5	13 912 163,1	16 869 572,6	17 570 056,1	22 186 594,7	30 305 036
<b>FBCF</b>	<b>3 840 476,3</b>	<b>6 532 886,8</b>	<b>7 915 846,8</b>	<b>6 624 177,4</b>	<b>11 645 716,2</b>	<b>13 793 049,3</b>	<b>26 474 467,4</b>	<b>17 352 683,3</b>	<b>21 892 947,0</b>	<b>29 908 348</b>
Secteur public	533 537,0	617 054,0	1 927 552,0	1 746 314,9	1 644 672,7	2 903 583,4	14 920 162,6	7 687 904,2	12 263 329,3	13 563 508
Secteur privé	3 306 939,3	5 915 832,8	5 988 294,8	4 877 862,5	10 001 043,5	10 889 465,9	11 554 304,9	9 664 779,1	9 629 617,7	16 344 840
<b>Variation des stocks</b>	<b>21 635,0</b>	<b>31 019,0</b>	<b>38 901,9</b>	<b>65 392,0</b>	<b>69 923,3</b>	<b>119 113,8</b>	<b>-9 604 894,8</b>	<b>217 372,8</b>	<b>293 647,8</b>	<b>396 687</b>
Demande extérieure nette	-1 818 271,8	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-2 137 292,8	-2 247 644,7	-2 110 310,6	-3 714 446,7	-2 985 848,3	-1 155 989,6	319 716
Exportations de biens et services	8 302 814,6	10 952 411,2	11 691 156,8	9 684 064,1	12 137 102,3	19 626 113,6	25 124 988,5	22 068 778,1	25 796 245,0	44 470 754
Exportations des biens	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 977,4	19 467 596,3	24 938 731,4	21 819 085,9	25 530 316,7	44 135 158
Produits miniers	7 057 018,8	9 559 650,4	10 173 720,5	8 964 237,4	8 490 489,7	19 256 823,8	24 718 717,7	21 635 177,7	25 250 358,9	43 726 083
Autres produits	981 302,7	1 120 456,6	1 226 177,4	559 308,3	3 517 487,7	210 772,5	220 013,7	183 908,2	279 957,9	409 075
<b>Exportations des services</b>	<b>264 493,1</b>	<b>272 304,2</b>	<b>291 258,9</b>	<b>160 518,4</b>	<b>129 124,9</b>	<b>158 517,2</b>	<b>186 257,1</b>	<b>249 692,2</b>	<b>265 928,3</b>	<b>335 596</b>
Importations de biens et services	-10 121 086,4	-12 327 019,0	-14 607 934,7	-11 821 357,0	-14 384 747,0	-21 736 424,1	-28 839 435,1	-25 054 626,4	-26 952 234,6	-44 151 038
Importations des biens	-7 977 523,0	-9 940 207,4	-11 756 200,0	-9 791 929,3	-12 273 954,6	-18 866 814,9	-24 293 546,3	-21 326 432,0	-21 968 989,6	-36 297 215
Consommations	-1 720 603,9	-2 255 855,8	-3 477 772,8	-2 603 773,5	-4 092 355,0	-6 154 016,1	-7 567 262,3	-6 882 000,9	-5 367 377,2	-9 485 341
Equipements	-2 850 460,7	-5 405 102,2	-6 897 624,7	-6 319 750,4	-4 084 917,3	-10 889 465,9	-11 554 304,9	-9 664 779,1	-9 629 617,7	-16 344 840
Intermédiaires	-3 406 458,4	-2 279 249,3	-1 380 802,5	-868 405,5	-4 096 682,3	-1 823 332,9	-5 171 979,1	-4 779 652,0	-6 971 994,7	-10 467 034
<b>Importations des services</b>	<b>-2 143 563,4</b>	<b>-2 386 811,6</b>	<b>-2 851 734,8</b>	<b>-2 029 427,6</b>	<b>-2 110 792,3</b>	<b>-2 869 609,3</b>	<b>-4 545 888,9</b>	<b>-3 728 194,4</b>	<b>-4 983 245,0</b>	<b>-7 853 823</b>
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>26 954 556,8</b>	<b>30 051 179,2</b>	<b>33 223 988,4</b>	<b>35 111 226,0</b>	<b>37 517 392,4</b>	<b>55 676 093,1</b>	<b>77 180 538,7</b>	<b>85 314 148,0</b>	<b>90 181 047,8</b>	<b>110 179 746</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 20 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale  
(en pourcentage du PIB à prix courant)

Composantes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(e)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>Demande intérieure</b>	<b>106,7</b>	<b>104,6</b>	<b>108,8</b>	<b>106,1</b>	<b>106,0</b>	<b>103,8</b>	<b>104,8</b>	<b>103,5</b>	<b>101,3</b>	<b>99,7</b>
Consommation	92,4	82,7	84,8	87,0	74,8	78,8	83,0	82,9	76,7	72,2
Secteur public	7,8	8,2	8,3	11,6	9,8	5,5	6,3	6,9	7,6	8,3
Secteur privé	84,6	74,5	76,5	75,4	65,0	73,3	76,6	76,0	69,1	63,9
Investissements bruts	14,3	21,8	23,9	19,1	31,2	25,0	21,9	20,6	24,6	27,5
FBCF	14,2	21,7	23,8	18,9	31,0	24,8	34,3	20,3	24,3	27,1
Secteur public	2,0	2,1	5,8	5,0	4,4	5,2	19,3	9,0	13,6	12,3
Secteur privé	12,3	19,7	18,0	13,9	26,7	19,6	15,0	11,3	10,7	14,8
<b>Variation des stocks</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-12,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>
Demande extérieure nette	-6,7	-4,6	-8,8	-6,1	-6,0	-3,8	-4,8	-3,5	-1,3	0,3
Exportations de biens et services	30,8	36,4	35,2	27,6	32,4	35,3	32,6	25,9	28,6	40,4
Exportations des biens	29,8	35,5	34,3	27,1	32,0	35,0	32,3	25,6	28,3	40,1
Produits miniers	26,2	31,8	30,6	25,5	22,6	34,6	32,0	25,4	28,0	39,7
Autres produits	3,6	3,7	3,7	1,6	9,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4
<b>Exportations des services</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>
Importations de biens et services	-37,5	-41,0	-44,0	-33,7	-38,3	-39,0	-37,4	-29,4	-29,9	-40,1
Importations des biens	-29,6	-33,1	-35,4	-27,9	-32,7	-33,9	-31,5	-25,0	-24,4	-32,9
Consommations	-6,4	-7,5	-10,5	-7,4	-10,9	-11,1	-9,8	-8,1	-6,0	-8,6
Equipements	-10,6	-18,0	-20,8	-18,0	-10,9	-19,6	-15,0	-11,3	-10,7	-14,8
Intermédiaires	-12,6	-7,6	-4,2	-2,5	-10,9	-3,3	-6,7	-5,6	-7,7	-9,5
<b>Importations des services</b>	<b>-8,0</b>	<b>-7,9</b>	<b>-8,6</b>	<b>-5,8</b>	<b>-5,6</b>	<b>-5,2</b>	<b>-5,9</b>	<b>-4,4</b>	<b>-5,5</b>	<b>-7,1</b>
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 21 Produit Intérieur Brut

Années	Estimations aux prix de 2005				Estimations à prix courants				Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du flateur du PIB en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles en %)	( en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,0	15 559,6	0,0	94,8	0,0	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,0	14 887,2	0,0	1 975,4	0,0	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,0	13 650,4	0,0	3 697,5	0,0	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,4	17 866,2	0,0	1 425,0	0,0	1 663,3
<b>1994</b>	<b>5 578 636,5</b>	<b>11 774,7</b>	<b>98,4</b>	<b>-3,9</b>	<b>115,4</b>	<b>9 662,8</b>	<b>0,0</b>	<b>25 654,7</b>	<b>0,0</b>	<b>26 691,7</b>
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,6	9 368,0	0,0	471,7	0,0	467,6
1996	5 556 072	11 727	98	-1	4819	9 602	0	631	0	639
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,8	9 885,3	0,2	169,4	0,2	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,2	10 344,6	0,3	28,0	0,3	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,5	21 460,4	1,5	418,8	1,7	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,8	22 650,4	8,7	473,2	10,7	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,2	11 334,2	41,3	373,8	52,0	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,3	9 230,2	56,4	36,6	68,6	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,7	9 443,1	67,4	19,6	77,5	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,6	10 865,0	76,3	13,2	82,3	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,0	11 967,7	100,0	31,0	100,0	21,5
2006	5 971 768,0	12 604,5	105,3	5,3	6 767 519,5	14 459,0	119,4	19,4	113,3	13,3
2007	6 345 569,5	13 393,5	111,9	6,3	8 648 878,5	16 739,3	152,5	27,8	136,3	20,3
2008	6 740 637,9	14 227,3	118,9	6,2	11 067 568,5	19 724,0	195,2	28,0	164,2	20,5
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	15 101 187,9	18 725,5	266,3	36,4	217,8	32,7
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	19 536 676,9	21 567,2	344,6	29,4	263,1	20,8
2011	7 936 395,2	16 751,2	140,0	6,9	23 759 424,6	25 841,2	419,0	21,6	299,4	13,8
2012	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,1	26 954 556,8	29 318,8	475,4	13,4	317,2	5,9
2013	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	30 051 179,2	32 676,0	530,0	11,5	325,9	2,8
2014	10 092 840,2	21 302,8	178,0	9,5	33 223 988,5	35 909,0	586,0	10,6	329,2	1,0
2015	10 790 877,9	22 776,1	190,3	6,9	35 111 226,0	37 917,7	619,2	5,7	325,4	-1,2
2016	11 049 794,1	23 322,6	194,9	2,4	37 517 392,4	37 134,9	661,7	6,9	339,5	4,3
2017	11 461 614,2	24 191,8	202,1	3,7	55 676 093,1	37 980,6	981,9	48,4	485,8	43,1
2018	12 128 808,6	25 600,1	213,9	5,8	77 180 538,7	47 568,2	1 361,2	38,6	636,3	31,0
2019	12 660 600	26 722	223	4	85 314 148	51 776	1 505	11	674	6
2020	12 880 314,6	27 186,2	227,2	1,7	90 181 047,8	48 642,0	1 590,5	5,7	700,1	3,9
2021	13 682 723,2	28 879,9	241,3	6,2	110 179 745,8	55 383,7	1 943,2	22,2	805,2	15,0

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 22 Produit national brut et revenu national  
(en millions de CDF courants)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(e)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
						2017 <sup>(p)</sup>	2018 <sup>(p)</sup>	2018 <sup>(p)</sup>	2018 <sup>(p)</sup>	2018 <sup>(p)</sup>
Produit intérieur brut	26 954 556,8	30 051 179,2	33 223 988,4	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,2	77 180 538,6	85314148	90 181 047,8	110 179 745,8
Revenu des facteurs du reste du Monde	16 789,0	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0	17 982,7	117 928,4	136553	357 352,3	299 275,5
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	636 680,8	1 602 234,8	2 890 369,3	2201244	2 704 532,6	4 116 377,3
Revenu national brut (1)	25 991 490,6	27 402 677,5	32 666 029,9	34 110 687,8	36 897 618,6	54 091 841,0	74 408 097,7	83249457	87 833 867,5	106 362 644,0
Consommation de capital fixe (-)	808 636,7	901 535,4	996 728,4	1 075 494,8	1 247 784,9	1 810 998,3	2 494 502,3	2575856	2 863 229,8	3 182 664,8
Revenu national net	25 182 853,9	26 501 142,1	31 669 301,5	33 035 193,0	35 649 833,7	52 280 842,7	71 913 595,4	80673601	84 970 637,7	103 179 979,2
Transferts courants du reste du Monde	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 314,2	2 825 943,1	4 629 155,6	4427770	3 478 725,9	5 452 972,9
Transferts courants au reste du Monde (-)	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	541 455,3	999 884,8	1 823 506,7	1958469	1 923 618,5	2 171 020,1
Revenu National disponible	26 805 371,7	27 665 177,3	33 550 229,6	34 799 085,2	36 997 692,6	54 106 900,9	74 719 244,2	83142902	86 525 745,1	106 461 932,0
Consommation finale (-)	24 910 717,5	24 861 881,4	28 183 685,1	29 604 263,9	33 995 405,9	43 874 240,6	64 025 412,7	70729940	69 150 442,6	79 554 994,4
Épargne nette	1 894 654,2	2 803 295,9	5 366 544,5	4 678 818,9	11 113 878,9	10 281 349,2	10 693 831,5	12412962	17 375 302,4	26 906 937,6

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 23 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages  
(base 2015 = 100)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>I. VOLUME DE PRODUCTION</b>										
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	86,4	89,2	90,9	100,0	113,8	117,2	113,0	117,1	122	124,4
2. Production agricole	85,8	88,6	92,9	100,0	106,9	109,9	113,3	115,7	122	127,4
3. Production agricole vivrière	86,5	89,4	90,4	100,0	115,3	117,4	111,2	117,0	121	122,9
4. Production agricole de rente	86,8	89,7	89,2	100,0	120,2	121,9	111,0	118,5	123	122,0
5. Sylviculture	85,8	88,4	92,6	100,0	107,9	116,5	119,9	116,6	124	128,6
6. Elevage, pêche et chasse	86,3	88,8	92,4	100,0	108,2	117,2	120,7	125,6	130	135,0
7. Extraction	74,2	86,8	94,0	100,0	94,0	102,9	121,3	134,3	126	149,0
8. Extraction des métaux non ferreux	74,5	89,8	96,2	100,0	93,1	103,1	122,1	121,8	135	154,5
9. Autres produits d'extraction	72,7	73,7	84,5	100,0	61,1	63,1	69,2	65,1	58	58,0
10. Production de pétrole brut	103,6	101,3	101,4	100,0	95,0	91,4	101,8	99,0	106	103,0
11. Production manufacturière	113,7	110,4	99,7	100,0	99,2	96,1	96,6	102,4	101	102,9
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	135,3	126,6	99,9	100,0	102,2	101,5	98,3	108,1	104	104,9
13. Production d'autres industries manufacturières	98,0	98,5	99,3	100,0	96,1	90,7	94,8	96,8	99	100,8
14. Production de ciment	104	112	83	100	64	226	263	277	307	391
15. Production d'eau	87,4	92,6	95,9	100,0	104,3	103,2	98,4	91,9	95	92,7
16. Production d'électricité	84,5	93,5	97,7	100,0	99,6	105,9	118,3	128,2	139	148,5
<b>II. VOLUME DE CONSOMMATION</b>										
1. Consommation d'eau	93,8	92,5	97,0	100,0	100,5	97,4	99,3	99,3	97	97,1
2. Consommation intérieure d'électricité	91,9	102,2	106,2	100,0	96,1	99,5	104,7	119,0	87	113,7
3. Consommation intérieure de ciment	96,8	95,0	73,0	100,0	57,8	162,5	267,1	297,2	318	386,4
4. Consommation des produits pétroliers	82,4	91,7	103,3	100,0	81,3	82,8	78,9	80,4	121	119,0
<b>III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT</b>										
1. Manutention dans les principaux ports	87,5	88,4	95,5	100,0	106,1	136,1	140,2	148,6	153	162,1
2. Trafic des marchandises et des personnes	94,6	93,8	99,8	100,0	79,3	50,5	50,3	50,8	56	58,0
<b>IV. PRIX</b>										
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroli	104,2	105,6	107,0	100,0	97,7	98,0	117,7	133,5	143	135,0
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C.	96,0	97,0	98,4	100,0	124,9	183,4	197,6	205,3	252	156,8
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES	77,6	87,0	97,9	100,0	105,5	117,1	128,0	132,1	140	150,4
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES	76	88	100	100	101	106	111	112	112	117
5. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	228,3	222,1	203,4	100,0	89,0	105,0	132,4	0,0	0	0,0
<b>V. Indice de volume du P.I.B.</b>	<b>78,8</b>	<b>85,4</b>	<b>93,5</b>	<b>100,0</b>	<b>102,4</b>	<b>106,2</b>	<b>112,4</b>	<b>117,3</b>	<b>119</b>	<b>121,4</b>

Source : Banque centrale du Congo sur base des données fournies par les structures contributrices.

Tableau I | 1 | 24 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse  
( en milliers de tonnes sauf indication contraire )

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(e)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>I. CULTURES VIVRIERES</b>										
Céréales										
Maïs grains	1938	1 986,0	2 035,0	2 086,0	2 138,0	2 191,0	2 245,0	2 301,0	2 186,2	2 234,4
Riz paddy	645	811,0	1 020,0	1 282,0	1 295,0	1 365,0	1 378,0	1 500,0	1 476,3	1 580,6
Millet & sorgho	46	46,0	46,0	46,0	46,0	47,0	48,0	48,0	48,1	48,6
Blé & orge	33	30,0	35,0	41,0	49,0	52,0	57,0	61,0	64,8	66,8
Racines et tubercules										
Manioc tubercules	33033	33 938,0	34 868,0	35 823,0	36 804,0	37 813,0	38 848,0	39 913,0	42 769,5	45 673,5
Patate douce	453	465,0	478,0	491,0	504,0	505,0	533,0	533,0	558,4	574,5
Taro	66	68,0	68,0	68,0	68,0	68,0	68,0	68,0	68,6	68,6
Pomme de terre	98	99,0	100,0	100,0	101,0	102,0	105,0	108,0	104,2	105,5
Oignons, ails...	168	175,0	190,0	205,0	211,0	228,0	246,0	266,0	274,1	282,4
Igname	95	98,0	100,0	103,0	106,0	110,0	113,0	116,0	115,1	118,2
Légumes et légumineuses										
Haricots	247	248	249	250	251	252	253	253	260	264
Vandz ou	10	10,0	11,0	11,0	11,0	12,0	12,0	12,0	14,0	14,5
Feuille de manioc	983	1 002,0	1 053,0	1 108,0	1 141,0	1 162,0	1 197,0	1 233,0	1 255,8	1 293,4
Tomates	150	158,0	169,0	181,0	187,0	197,0	211,0	226,0	233,0	240,0
Piments et poivre	106	109,0	120,0	132,0	146,0	161,0	178,0	196,0	216,1	222,5
Autres légumes	311	319,0	352,0	387,0	399,0	410,0	422,0	435,0	446,5	459,9
Oléagineux										
Arachides	405	413,0	422,0	430,0	439,0	447,0	456,0	465,0	465,5	475,8
Soja	20	20,0	21,0	21,0	22,0	23,0	23,0	24,0	25,7	26,3
Noix de palme (palmier à huile)	3699	3 739,0	4 184,0	4 683,0	4 824,0	4 844,0	4 864,0	4 869,0	5 293,1	5 451,9
Autres oléagineux	122	136,0	142,0	148,0	155,0	161,0	168,0	176,0	183,2	188,7
Fruits										
Bananes plantains	2935	3 815,0	4 960,0	5 551,0	5 718,0	5 779,0	5 952,0	5 977,0	4 866,8	4 884,2
Bananes douces	789	810,0	832,0	855,0	879,0	903,0	927,0	953,0	805,9	807,2
Autres fruits	728	734,0	741,0	747,0	754,0	761,0	783,0	787,0	750,8	752,1
<b>II. ELEVAGE</b>										
Bovins (en milliers de têtes)	893	947,0	1 003,0	1 064,0	1 127,0	1 195,0	1 267,0	1 343,0	1 343,9	1 490,2
Ovins (en milliers de têtes)	906	907,0	908,0	909,0	910,0	910,0	911,0	911,0	914,3	915,9
Porcins (en milliers de têtes)	985	988,0	993,0	997,0	1 001,0	1 005,0	1 006,0	1 006,0	999,7	1 003,3
Volailles (en milliers de têtes)	20188	20 249,0	20 309,0	20 370,0	20 430,0	20 492,0	20 512,0	20 533,0	18 675,5	18 793,5
Oeufs (en millions d'oeufs)	967	968,0	968,0	1 084,0	1 083,0	1 087,0	1 116,0	1 119,0	1 150,8	1 185,3
Lait (en millions de litres)	72	73,0	82,0	91,0	101,0	113,0	126,0	141,0	144,9	149,3
<b>III. SYLVICULTURE</b>										
Bois de chauffage	75314	78 980,0	85 189,0	91 887,0	99 111,0	99 131,0	99 181,0	99 230,0	102 187,1	105 252,7
Charbon de bois	2947	3 039,0	3 334,0	3 656,0	4 010,0	4 026,0	4 040,0	4 057,0	4 074,1	4 196,3
<b>IV. PECHE ET CHASSE</b>										
Poissons frais	430	442,0	456,0	469,0	483,0	498,0	512,0	529,0	538,7	554,9
Gibier	308	317,0	326,0	336,0	346,0	356,0	367,0	377,0	387,3	398,9

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau I | 1 | 25 Production agro-industrielle  
(en tonnes)

PRODUITS	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)	2021 (e)
<b>PLANTES STIMULANTES</b>										
Café robusta	26243	25 535,0	30 114,8	37 782,5	37 905,7	37 659,6	44 414,0	55 722,5	44 704,3	55 029,8
exportations : Source ONC	3161	2 454,5	3 489,9	2 886,8	4 725,6	4 744,2	5 414,6	6 269,9	5 770,9	4 807,2
Café arabica	5744	1 525,9	6 601,0	17 014,4	7 471,2	9 516,7	7 070,6	8 380,9	8 599,3	8 934,8
exportations	5141	1 365,8	5 908,5	15 229,5	6 687,4	8 518,3	6 328,9	7 501,7	8 452,2	7 997,5
Cacao	5355	7 157,5	7 569,6	13 229,8	18 401,9	6 146,2	18 475,2	31 530,0	44 165,2	69 533,5
exportations	4485	5 994,8	6 340,0	11 080,7	15 412,7	5 147,8	15 474,0	26 408,2	36 991,0	58 238,4
Thé	3508	3 933,0	4 330,0	4 349,0	4 368,2	4 387,4	4 406,7	4 426,0	4 446,3	4 608,5
Tabac	3485	3 380,8	3 279,4	...	...	...	...	...	...	...
<b>BOIS</b>										
Grumes ( m <sup>3</sup> )	412831	414604	520513	528359	502271	504429	506596	508772	510957	513152
exportations	186234	187 034,0	234 811,0	250 514,6	238 145,5	110 167,7	196 220,0	117 696,6	115 446,0	108 678,1
<b>OLEAGINEUX <sup>(1)</sup></b>	<b>8487</b>	<b>11 277,5</b>	<b>15 496,7</b>	<b>16 668,2</b>	<b>17 479,9</b>	<b>18 078,9</b>	<b>18 959,3</b>	<b>19 609,0</b>	<b>20 563,9</b>	<b>21 268,6</b>
Huile de palme	7181	9 542,5	13 112,6	13 422,6	13 338,9	13 356,3	13 564,2	13 998,7	14 881,9	15 056,9
Huile de palmistes	1362	1 086,6	1 438,2	1 654,0	2 076,7	2 072,3	2 053,1	2 092,7	2 168,7	2 205,7
exportations	1249	996,3	1 318,7	1 360,9	1 360,4	1 357,5	1 344,9	1 370,9	1 420,6	1 444,9
Tourteaux de palmistes	9488	9 803,4	10 136,1	10 476,8	10 830,5	11 195,4	11 573,0	11 963,1	12 366,4	12 386,4
<b>PLANTES TEXTILES ET DERIVEES</b>										
Coton-fibres	3532	3 250,5	2 990,0	2 531,2	2 142,3	1 984,1	1 860,3	1 753,9	1 745,9	1 776,1
Huile de coton	49	45,7	42,3	39,2	36,3	32,3	28,6	25,1	24,6	25,7
Tourteaux de coton	268	246,9	227,6	209,8	193,4	176,1	159,9	143,8	153,4	154,9
Fibres Urena-Punga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>PLANTES MEDICINALES</b>										
Quinquina	2790	2 595,0	2 413,4	2 292,7	2 304,2	2 315,7	2 327,3	2 338,9	2 350,6	2 361,7
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>PLANTES A CAOUTCHOUC</b>										
Caoutchouc	3413	1 985,0	2 107,8	2 355,4	2 596,4	2 536,2	17 414,0	15 073,4	15 213,5	15 213,5
exportations	1740	1012	1075	1346	1324	1293	14914	12910	7372	5616
<b>PLANTES SACCHARIFERES</b>										
Canne à sucre	1996565	2 056 461,8	2 118 155,6	2 181 700,3	2 247 151,3	2 252 769,2	2 258 401,1	2 264 047,1	2 269 028,0	2 280 982,2

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

(1) Production exportée.

Tableau I | 1 | 26 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
Cuivre	tonnes	619 941,5	922 016,5	1 030 129,3	1 039 006,6	1 023 686,7	1 094 637,6	1 221 647,6	1 420 386,3	1 601 207,8	1 797 836
dont : - Gécamines	tonnes	36 452,0	40 706,9	15 090,0	16 810,9	10 444,0	15 864,4	18 036,8	2 973,9	3 514,9	2526
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	583 489,5	881 309,6	1 015 039,3	1 022 195,6	1 013 242,7	1 078 773,3	1 203 610,8	1 417 412,3	1 597 692,9	1 795 310
Zinc	tonnes	10 572,0	12 113,6	12 736,8	12 675,1	12 587,0	12 337,3	1 046,7	6 134,1	15 305,4	16079
dont : - Gécamines	tonnes	10 572,0	9 938,0	9 460,0	6 318,8	9 028,0	9 163,3	777,4	0,0	2 978,9	6228
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	0,0	2 175,6	3 276,8	6 356,3	3 559,0	3 174,0	269,3	4 940,2	12 326,5	9852
Cobalt	tonnes	86 433,4	76 592,5	75 560,2	83 529,1	68 822,0	82 461,4	111 358,2	77 963,7	86 590,7	93011
dont : - Gécamines	tonnes	1522	878	163	1041	39	184	241	1509	14339	17397
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	84 911,4	75 714,5	75 397,2	82 488,1	68 783,0	82 277,5	111 116,8	76 454,9	72 251,6	75614
Or fin <sup>(1)</sup>	kilos	4 528,9	6 112,0	23 936,7	31 790,7	30 663,8	31 585,6	36 776,9	31 585,6	31 501,2	31903
Diamant	milliers de carats	19 723,7	16 898,9	14 932,9	15 789,2	15 522,8	18 891,5	15 131,2	18 891,5	16 559,8	13332
dont : - MIBA et autres industriels	milliers de carats	569,3	245,8	244,0	1 505,4	3 145,5	3 487,8	3 201,8	3 487,8	6 483,5	7110
- Artisanal	milliers de carats	19 154,5	16 653,1	14 688,8	14 283,8	12 377,3	15 403,7	11 929,4	15 403,7	10 076,3	6222
Cassitérite	tonnes	18 981,1	6 231,5	7 295,4	8 303,6	11 824,4	17 681,7	16 273,1	19 983,5	26 678,2	29023
Wolframite	tonnes	71,0	115,3	16,3	106,4	153,9	247,9	380,0	405,8	226,3	209
Colombo-tantalite	tonnes	585,5	500,0	1 140,4	2 101,9	2 414,0	1 995,7	2 266,9	1 256,3	1 711,7	2422
Pétrole brut	milliers de barils	8 545,4	8 351,3	8 362,0	8 247,3	7 837,0	7 535,6	8 392,7	8 161,7	8 736,5	8499
Indice de la production minière et hydrocarbure (2015=100)		65,6	80,8	93,9	100,0	94,0	102,9	121,3	134,3	126,2	149

Source : Ministère des mines

(1) Y compris la production artisanale.

Tableau I | 1 | 27 Principales productions manufacturières

	Unité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(a)</sup>	2020 <sup>(e)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS</b>											
Industries alimentaires :											
Lait pasteurisé	10 <sup>3</sup> litres	72,0	74,0	77	79	81,0	84,0	86,0	89,0	90,0	89,0
Farine de maïs	tonnes	17 112,8	17 626,2	18155	18700	19 260,6	19 838,4	20 433,5	21 046,5	21 365,4	22 835,5
Farine de froment	tonnes	155 599,1	193 525,5	195051	202703	239 902,8	240 612,3	213 106,6	203 301,6	194 945,3	204 935,6
Riz décortiqué	tonnes	200,6	206,6	213	219	222,6	221,2	222,1	222,9	249,2	212,8
Sucre	tonnes	108 410,4	111 662,7	115013	118463	120 863,1	120 761,0	121 843,8	122 678,1	127 681,6	118 201,7
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	195,8	201,7	208	214	220,4	195,8	201,7	198,0	216,3	191,4
Pain	tonnes	203 188,8	210 300,4	217661	225279	233 163,9	241 324,6	249 771,0	258 512,9	263 088,8	272 327,8
Graisses et huiles de table	tonnes	1 465,1	1 509,1	1554	1601	1 649,0	1 544,2	1 517,5	1 455,6	1 635,0	1 504,3
Huiles de palme	tonnes	7 181,4	9 542,5	13113	13423	13 338,9	13 356,3	13 564,2	13 998,7	14 881,9	14 980,4
Margarine	tonnes	708,1	729,3	751	774	796,9	820,9	845,5	870,8	884,0	893,0
Aliments pour animaux	tonnes	25 992,1	26 771,9	27575	28402	29 254,4	30 132,0	31 036,0	31 967,0	32 451,3	32 781,4
Pêche lacustre	tonnes	1 009,5	1 039,8	1071	1103	1 136,2	1 170,3	1 205,4	1 241,5	1 260,3	1 273,1
Industries des boissons :											
Boissons alcoolisées	10 <sup>3</sup> d'hl	4 662,8	4 837,8	5095	4850	4 678,8	4 464,4	4 249,8	4 804,4	5 396,3	6 074,7
Boissons gazeuses	10 <sup>3</sup> d'hl	2 109,3	2 044,2	2226	2224	2 132,6	2 131,2	2 087,9	2 892,7	2 592,0	2 623,2
Industries du tabac :											
Cigarettes	10 <sup>6</sup> d'unités	4 424,1	3 050,1	639	...	...	...	...	...	...	...
<b>B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>											
Industries de tissu, confection et bonneterie :											
Bonneterie	10 <sup>3</sup> de pièces	70,8	68,6	67	65	62,6	60,8	58,9	57,2	55,5	56,2
Couvertures	10 <sup>3</sup> de pièces	0,0	0,0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sacs	10 <sup>3</sup> de pièces	1 784,4	1 427,5	1142	914	730,9	584,7	467,8	374,2	299,4	301,3
Toiles d'emballages	milliers de m	10,1	10,4	11	11	11,4	11,7	12,1	12,5	12,8	13,3
Tissus de coton (écru, blanchis, teints)	milliers de m <sup>2</sup>	142,3	142,9	144	144	145,0	145,6	146,3	147,0	147,7	150,8
Tissus imprimés	milliers de m <sup>2</sup>	175,5	87,8	44	22	11,0	5,5	2,7	1,4	0,7	0,7
Tissus polyester	milliers de m <sup>2</sup>	39	19	10	5	2	1	1	0	0	0
Filatures	tonnes	68	55	44	35	28	22	18	14	11	12
Industries des chaussures et cuirs :											
Chaussures	10 <sup>3</sup> de paires	1 646,8	988,1	593	356	213,4	128,5	123,5	74,0	76,2	69,1
Industries de la chimie de consommation :											
Savons	tonnes	9 517,0	9 802,5	10097	10399	10 711,5	11 032,8	11 363,8	11 704,7	12 055,8	12 406,2
Peintures, vernis, émaux	tonnes	45 720,3	47 091,9	48505	49960	51 458,6	53 002,3	54 592,4	56 230,2	57 917,1	59 600,4
Allumettes	cartons	144 652,5	148 992,1	153462	158066	162 807,7	151 195,9	153 499,2	149 113,4	153 114,4	170 465,9
Explosifs	tonnes	8,8	7,1	6	5	3,6	2,9	5,3	9,7	11,1	11,6
Acétylène	kilos	7 372,0	6 658,5	12815	13443	12 394,3	13 402,6	18 472,3	31 209,0	30 011,2	29 515,0
Oxygène	10 <sup>3</sup> de m <sup>3</sup>	11,8	10,1	13	13	9,2	11,4	...	...	...	...
Chaux	kilos	7 741,1	5 500,0	4000	4050	4 331,2	4 100,3	4 385,0	4 151,2	4 439,4	3 424,9
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés :											
Lubrifiants	litres	492 902,2	507 689,3	522920	538608	554 765,8	571 408,8	588 551,0	606 207,5	624 393,8	499 755,0
Industries du plastique :											
Pneus pour automobiles	10 <sup>3</sup> de pièces	83,0	91,9	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Casiers et bacs de 32 litres	10 <sup>3</sup> de pièces	252,2	301,4	360	431	514,7	436,3	521,3	442,0	528,1	608,6
Divers articles plastiques	10 <sup>3</sup> de pièces	2 735,3	2 817,3	2902	2989	3 266,1	3 368,3	3 737,8	3 992,3	4 624,3	5 240,5
Industries des fabrications métalliques légères :											
Articles galvanisés	10 <sup>3</sup> de pièces	154,2	172,5	193	216	214,1	184,8	182,4	172,5	167,2	190,6
Machettes et houes	10 <sup>3</sup> de pièces	187,2	192,8	199	205	210,7	198,6	195,7	192,9	187,2	203,9
Pelles et bèches	10 <sup>3</sup> de pièces	25,9	26,7	28	28	29,2	27,5	27,1	26,7	25,9	28,2
Tôles galvanisées	10 <sup>3</sup> de pièces	374,9	386,2	398	410	422,0	397,8	392,0	386,4	375,0	328,7
Articles de ménage en aluminium	tonnes	59,1	60,9	63	65	66,5	62,7	61,8	60,9	59,1	58,2
Valises et malles	pièces	152,5	156,8	161	166	170,1	161,1	158,9	156,8	152,6	149,4
Bouchons couronnes	10 <sup>6</sup> de pièces	716,2	737,7	760	783	806,1	814,1	808,6	793,6	766,5	774,3
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction :											
Imprimés	10 <sup>3</sup> de pièces	411,1	429,8	449	461	475,8	483,7	495,7	511,3	529,3	600,3
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton											
Papiers et cartons	tonnes	518,0	533,6	550	569	583,8	597,1	613,8	628,5	643,9	744,0
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	73 607,4	75 815,6	78090	80433	82 845,7	85 331,1	87 891,0	90 527,8	93 243,6	95 911,1

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I | 1 | 28 Principales productions manufacturières

	Unité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(e)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>											
Industries des fabrications métal. lourdes :											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	419,3	423,5	435,9	465,7	497,4	533,4	549,6	556,3	567,1	607,7
Chaudronnerie	tonnes	236,4	237,6	238,8	239,9	241,0	242,4	243,6	245,0	246,3	248,4
Fonderie fonte et acier	tonnes	101,2	103,4	106,7	113,4	120,3	127,8	132,3	134,8	138,6	139,0
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	3,8	4,1	3,2	3,0	2,6	2,8	3,5	3,5	3,8	3,9
Industrie du matériel de transport :											
Réparations navales	pièces	34,0	36,1	41,0	47,3	33,0	32,7	24,9	25,2	26,8	26,3
Constructions navales	pièces	8,0	11,0	19,0	19,5	22,0	21,2	22,8	23,2	24,4	24,1
Industries des minéraux non métalliques :											
Ciment Portland normal	10 <sup>3</sup> de tonne	413,2	446,6	329,2	398,7	253,2	899,5	1 169,5	1 382,8	1 284,9	1 571,0
Ciment métallurgique	10 <sup>3</sup> de tonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits en béton	tonnes	1 294,7	1 346,2	1 399,1	1 454,4	1 511,8	1 573,7	1 637,5	1 704,0	1 772,0	1 832,1
Carrelages	milliers	24	25	27	30	30	33	33	35	39	40,6
Fibro-ciment	milliers de	214,3	224,9	235,9	247,6	248,0	259,2	265,5	281,0	300,1	287,7
Concassés	10 <sup>3</sup> de tonne	356,9	361,2	285,1	306,8	326,1	340,8	396,8	324,0	323,2	410,6
Bouteilles	10 <sup>3</sup> de pièces	40 585,4	44 580,1	38 860,1	28 263,9	23 677,1	20 527,1	23 853,4	26 978,0	26 407,3	26 978,3
Industries de transformation de bois :											
Tranchages	m <sup>3</sup>	3 924,3	4 069,4	4 215,3	4 368,8	4 526,7	4 690,9	4 860,7	5 036,9	4 860,0	4 885,8
Contreplaqués	m <sup>3</sup>	749,1	773,0	797,4	822,7	848,8	875,7	903,5	932,1	875,7	916,1
Bois sciés	m <sup>3</sup>	33 943,0	39 981,0	40 370,6	43 070,5	43 973,9	24 681,7	36 572,1	39 971,0	37 093,0	34 559,8
Matelas	10 <sup>6</sup> de pièces	3 641,7	3 751,0	3 863,5	3 979,4	4 098,8	4 221,7	4 348,4	4 478,9	4 348,4	4 428,7
Stylo à billes	10 <sup>3</sup> de pièces	7 460,2	8 221,9	9 059,1	9 982,8	11 000,0	12 121,1	13 356,4	14 717,6	15 249,6	15 495,2
Menuiserie métallique	tonnes	69,6	71,6	73,8	76,0	78,3	80,6	83,1	85,5	88,1	99,5
Mobiliers métalliques	pièces	733,5	774,6	816,6	861,6	908,7	958,6	1 011,1	1 066,5	1 086,9	1 088,2

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I | 1 | 29 Indice de la production des industries manufacturières  
( base 2015 = 100 )

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(p)</sup>	2020 <sup>(e)</sup>	2021 <sup>(e)</sup>
<b>A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABA</b>										
Produits alimentaires	85,3	93,8	96,6	100,0	108,0	109,7	107,0	107,3	107,8	110
Boissons	95,7	97,3	103,5	100,0	96,3	93,2	89,6	108,8	100,2	100
Tabacs	100,0	68,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
<b>B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>										
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	191,6	151,5	122,2	100,0	82,9	69,6	59,1	50,8	44,1	45
Chaussures et cuirs	463,0	277,8	166,7	100,0	60,0	36,1	34,7	20,8	21,4	19
Chimie de consommation	91,1	92,4	97,0	100,0	102,4	98,6	102,7	107,0	109,2	117
<b>Fabrication des produits pétroliers raffinés</b>	<b>91,5</b>	<b>94,3</b>	<b>97,1</b>	<b>100,0</b>	<b>103,0</b>	<b>106,1</b>	<b>109,3</b>	<b>112,6</b>	<b>115,9</b>	<b>93</b>
Plastique	89,8	93,9	95,4	100,0	110,6	111,3	124,6	129,7	150,7	171
Fabrications métalliques légères	89,3	92,6	96,2	100,0	102,5	98,7	97,6	95,6	92,6	93
Edition, imprimerie et reproduction	89,2	93,3	97,5	100,0	103,2	105,0	107,6	110,9	114,9	130
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,5	115,9	119
Fabrication métalliques lourdes	92,5	93,5	95,4	100,0	104,8	110,3	113,0	114,3	116,3	122
<b>Matériel de transport</b>	<b>63</b>	<b>71</b>	<b>90</b>	<b>100</b>	<b>82</b>	<b>81</b>	<b>71</b>	<b>72</b>	<b>77</b>	<b>75</b>
<b>Minéraux non métalliques</b>	<b>139,7</b>	<b>153,0</b>	<b>134,0</b>	<b>100,0</b>	<b>84,8</b>	<b>77,0</b>	<b>89,1</b>	<b>100,0</b>	<b>98,1</b>	<b>101</b>
Transformation de bois	80,0	92,9	94,0	100,0	102,3	62,7	87,7	95,2	88,7	84
Autres non classées ailleurs	79,9	86,0	92,7	100,0	108,0	116,7	126,2	136,6	139,4	142
<b>C. INDICE GLOBAL</b>										
	<b>110,3</b>	<b>100,5</b>	<b>102,9</b>	<b>100,0</b>	<b>99,2</b>	<b>96,1</b>	<b>96,6</b>	<b>102,4</b>	<b>101,4</b>	<b>103</b>

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I | 1 | 30 Production, exportation et consommation intérieure de ciment  
(en tonnes)

Années	Production			Consommation			Variation des stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique <sup>(1)</sup>	Total production ciment	Exportation <sup>(1)</sup>	Consommation locale <sup>(2)</sup>	Total	
2012	413 181,2	...	413 181,2	29 806,7	385 205,7	415 012,4	-1 831,3
2013	446 610,1	...	446 610,1	26 893,6	420 974,7	447 868,2	-1 258,1
2014	329 205,1	...	329 205,1	12 573,2	316 911,1	329 484,3	-279,1
2015	398 749,2	...	398 749,2	1 122,5	397 970,0	399 092,4	-343,2
2016	253 200,6	...	253 200,6	0,0	229 966,6	229 966,6	23 234,0
2017	899 532,7	...	899 532,7	0,0	881 733,0	881 733,0	17 799,7
2018	1 168 642,7	...	1 168 642,7	0,0	1 148 800,3	1 148 800,3	19 842,4
2019 <sup>(a)</sup>	1 382 768,7	...	1 382 768,7	0,0	940 414,1	940 414,1	442 354,5
2020 <sup>(a)</sup>	1 284 917,3	...	1 284 917,3	0,0	1 267 276,5	1 267 276,5	17 640,8
2021 <sup>(a)</sup>	1 560 407,9	...	1 560 407,9	0,0	1 537 714,0	1 537 714,0	22 693,8

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

(1) Uniquement ciment Portland normal.

(2) Y compris ciment métallurgique.

Tableau I | 1 | 31 Consommation de produits pétroliers

Produits	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Essence auto	338 791,8	341 676,5	387 837,6	422 105,4	407 197,0	362760	357 980,0	388 868,2	484 574,2	497 148,8	478 862,1
Carburant aviation	181 155,2	174 888,8	184 031,0	181 129,0	152 802,0	142381	144 337,0	153 348,7	165 969,4	122 787,2	150 309,9
Pétrole	10 909,2	5 608,7	3 285,6	2 642,9	2 029,0	1100	1 040,1	2 558,5	3 525,0	16 670,8	7 323,0
Gasoil	497 887,4	489 039,0	545 902,6	643 502,4	637 604,0	482290	503 610,9	777 799,9	791 606,9	838 082,5	809 908,2
Fuel oil	45 696,0	40 649,0	37 894,0	30 629,1	16 876,0	18754	17 743,0	14 317,7	897,4	1 237,6	733,8
Huiles	2 107,0	2 958,6	659,9	5,0	11,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	1 076 546,7	1 054 820,6	1 159 610,7	1 280 013,8	1 216 519,0	1007285	1 024 711,0	1 336 893,0	1 446 775,2	1 475 926,9	1 447 137,0

Source : SEP-Congo.

Tableau I | 1 | 32 Production et consommation d'électricité par province  
( en milliers de Mwh )

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (r)	2020 (p)	2021 (p)
I. Production brute <sup>(1)</sup>										
dont:										
centrales hydroélectriques	7 537,7	8341	8 718,1	8 917,7	8 881,0	9 440,1	10 548,4	11 433,5	12 381,8	13134
centrales thermiques	9,0	8	10,2	12,1	9,9	10,1	13,0	14,3	15,0	15
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	7 546,7	8349	8 728,3	8 929,9	8 890,8	9 450,2	10 561,3	11 447,8	12 396,8	13149
II. Consommation										
intérieure nette :										
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
dont : ville de Kinshasa	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
haute tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	6 677,9	7424	7 715,6	7 264,9	6 982,6	7 208,8	7 603,6	8 648,4	6 323,0	8262
III. Exportations <sup>(2)</sup>	261,7	476	368,7	422,2	395,5	408,8	411,8	420,2	416,0	414
IV. Importations et Achats locaux <sup>(4)</sup>	19	20	20	20	20	20	22	23	24	22
V. Pertes <sup>(4)</sup>	626,1	470	664,0	1 262,4	1 532,6	1 852,4	2 568,2	2 402,4	5 633,3	4451

Source: S.N.EL.

(1) I = II + III - IV + V non compris les autoproducteurs.

(2) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

(3) En provenance notamment de la Zambie et de la SINELEC.

(4) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I | 1 | 33 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODE	REGIDESO			S. N. EL		
	Production (en mios de m3)	(Eau potable) Consommation (en mios de m3)	Nombre d'abonnés	Production (en milliers de MWh)	(Electricité) Consommation (1) (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
2012	271 759,8	166 867,7	528 182,0	7 546,7	6 677,9	528 182,0
2013	288 073,4	68 415,9	536 903,0	8 349,0	7 423,7	596 691,0
2014	298 328,5	176 376,6	552 735,0	8 728,3	7 715,6	777 122,0
2015	311 021,5	181 450,0	580 263,0	8 929,9	7 264,9	825 842,0
2016	324 240,8	178 798,1	600 759,0	8 890,8	6 982,6	864 088,0
2017	320993	173376	610128	9457	7230	613163
2018	306 199,3	176 715,3	619 279,9	10 561,3	7 603,6	662 704,0
2019 <sup>(1)</sup>	285 690,3	176 779,2	628 569,1	11 447,8	8 648,4	715 720,3
2020 <sup>(1)</sup>	294 909,6	176 441,9	722 854,5	12 396,8	6 323,0	844 550,0
2021 <sup>(1)</sup>	286 212,8	176 157,3	831 282,7	13 149,3	8 261,8	996 569,0

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1) Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I | 1 | 34 Activité de principaux organismes de transport  
(en millions d'unités)

Marchandises ( tkm )	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(r)</sup>	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(p)</sup>
<b>I. TRANSPORT FLUVIAL</b>	<b>87,1</b>	<b>84,8</b>	<b>84</b>	<b>86,9</b>	<b>84,0</b>	<b>84,7</b>	<b>84,9</b>	<b>84,6</b>	<b>86,0</b>	<b>83,9</b>
1. ONATRA	87,1	84,8	84	86,9	84,0	84,7	84,9	84,6	86,0	83,9
Voies fluviales	83,7	81,4	80	83,6	80,5	81,0	81,3	81,2	82,3	80,5
Bas-fleuve	3,4	3,4	4	3,3	3,5	3,7	3,6	3,4	3,6	3,5
<b>II. TRANSPORT FERROVIAIRE</b>	<b>77,9</b>	<b>70,2</b>	<b>69</b>	<b>55,6</b>	<b>55,6</b>	<b>89,1</b>	<b>94,0</b>	<b>48,1</b>	<b>35,3</b>	<b>28,6</b>
1. S.N.C.C. <sup>(1)</sup>	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réseau Sud (OCS)	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réseau Est (SFE)	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>2. ONATRA (CFMK)</b>	<b>78</b>	<b>70</b>	<b>69</b>	<b>56</b>	<b>56</b>	<b>89</b>	<b>94</b>	<b>48</b>	<b>35</b>	<b>28,6</b>
<b>III. TRANSPORT AERIEN</b>	<b>59,3</b>	<b>61,3</b>	<b>67</b>	<b>71,3</b>	<b>76,8</b>	<b>95,5</b>	<b>118,8</b>	<b>142,0</b>	<b>158,4</b>	<b>147,1</b>
<b>IV. TRANSPORT ROUTIER</b>	<b>6 021,3</b>	<b>6 035,1</b>	<b>6517</b>	<b>6 784,9</b>	<b>7 190,2</b>	<b>9 410,8</b>	<b>9 679,9</b>	<b>10 319,3</b>	<b>10 609,6</b>	<b>11 343,6</b>
<b>Total transport marchandises</b>	<b>6 245,6</b>	<b>6 251,4</b>	<b>6736</b>	<b>6 998,7</b>	<b>7 406,7</b>	<b>9 680,1</b>	<b>9 977,6</b>	<b>10 593,9</b>	<b>10 889,2</b>	<b>11 603,2</b>
Voyageurs ( Voyageurs km )										
<b>I. TRANSPORT FLUVIAL</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>
1. ONATRA	0,3	0,2	0	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3
Voies fluviales	0,2	0,2	0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Bas-fleuve	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>II. TRANSPORT FERROVIAIRE</b>	<b>200</b>	<b>193</b>	<b>184</b>	<b>190</b>	<b>154</b>	<b>143</b>	<b>152</b>	<b>151</b>	<b>144</b>	<b>142,9</b>
1. S.N.C.C.	141,6	139,6	140	141,3	139,3	140,2	140,5	140,7	141,1	140,3
Réseau Sud (OCS)	141,6	139,6	140	141,3	139,3	140,2	140,5	140,7	141,1	140,3
Réseau Est (SFE).....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Réseau Nord (CFU).....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA	58,4	53,2	45	49,0	14,6	2,9	12,0	10,2	3,0	2,6
Voie ferrée (CFMK)	0,0	0,0	0	1,3	2,2	0,1	3,4	3,4	0,8	0,7
T.U.K.	58,4	53,2	45	47,7	12,4	2,8	8,5	6,8	2,2	1,9
<b>III. TRANSPORT AERIEN</b>	<b>550,4</b>	<b>649,8</b>	<b>750</b>	<b>874,9</b>	<b>984,9</b>	<b>994,6</b>	<b>1 007,4</b>	<b>1 018,8</b>	<b>1 031,1</b>	<b>1 012,3</b>
<b>IV. TRANSPORT ROUTIER</b>	<b>148</b>	<b>175</b>	<b>202</b>	<b>236</b>	<b>281</b>	<b>323</b>	<b>340</b>	<b>373</b>	<b>402</b>	<b>437,2</b>
<b>Total transport voyageurs</b>	<b>898,9</b>	<b>1 017,8</b>	<b>1137</b>	<b>1 301,0</b>	<b>1 419,6</b>	<b>1 460,5</b>	<b>1 500,1</b>	<b>1 543,5</b>	<b>1 577,6</b>	<b>1 592,7</b>
Indice de trafic des marchandises										
et des personnes ( 2015 = 100 )	87,5	88,4	95	100,0	106,1	136,1	140,2	148,6	152,7	162,1

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

(1) Données indisponibles depuis 2005.

Tableau I | 1 | 35 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports  
( en milliers de tonnes )

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(p)</sup>
<b>Port de Matadi</b>	<b>2 653,0</b>	<b>2 694,5</b>	<b>2911</b>	<b>2 944,2</b>	<b>2 331,6</b>	<b>1 435,2</b>	<b>1 403,0</b>	<b>1 531,8</b>	<b>1 597,1</b>	<b>1769</b>
Entrées	2 211,0	2 297,0	2478	2 538,0	1 968,8	1 216,2	1 169,8	1 293,2	1 342,5	1485
Sorties	442,0	397,5	433	406,2	362,8	219,1	233,1	238,6	254,6	284
Port public de Kinshasa	286,3	247,7	233	187,1	180,8	167,6	229,7	164,4	139,5	139
Réseau fluvial	221,2	186,0	175	142,6	135,5	101,4	144,1	119,4	94,6	104
Chargement	83,7	80,1	60	54,2	45,0	28,0	29,8	28,5	17,8	11
Déchargement	137,5	105,9	115	88,4	90,4	73,4	114,3	90,9	76,8	92
C.F.M.K.	65,1	61,7	57	44,4	45,4	66,2	85,6	45,0	44,9	36
Chargement	13	11	10	10	14	11	9	6	3	6
<b>Déchargement</b>	<b>51,9</b>	<b>50,7</b>	<b>47</b>	<b>34,9</b>	<b>31,1</b>	<b>54,9</b>	<b>77,0</b>	<b>38,9</b>	<b>42,3</b>	<b>30</b>
Port de Boma	228,9	194,2	186	192,9	135,2	119,9	101,9	14,7	93,3	93
Chargement	29,1	28,9	19	16,0	16,1	12,2	12,7	11,8	9,8	9926
Déchargement	199,8	165,4	167	176,9	119,1	107,7	89,2	2,9	83,5	34102
Port de Kalemie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Port de Kalundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total</b>	<b>3 168,2</b>	<b>3 136,4</b>	<b>3330</b>	<b>3 324,2</b>	<b>2 647,7</b>	<b>1 722,7</b>	<b>1 734,6</b>	<b>1 710,9</b>	<b>1 829,9</b>	<b>2002</b>
Indice de manutention <sup>(1)</sup>										
( 2015 = 100 )	95,3	94,4	100	100,0	79,3	50,5	50,3	50,8	55,9	58

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I | 1 | 36 Communication téléphonique  
(en milliers)

Périodes	Unités consommées	Sms	Mégas
<b>2018</b>			
Janvier	1 019 105,7	1 097 500,0	2 404 045,8
Février	975 696,9	1 019 411,2	2 465 778,3
Mars	1 155 174,2	1 194 620,8	2 926 658,2
Avril	1 114 077,9	1 198 894,4	3 077 179,3
Mai	1 209 704,1	1 332 156,2	3 239 826,0
Juin	1 235 291,6	1 389 765,2	3 505 502,4
Juillet	1 316 658,9	1 549 228,7	3 800 874,5
Août	1 321 652,7	1 569 633,5	4 055 155,5
Septembre	1 202 333	1 486 784	4 028 359
Octobre	1 226 908,2	1 567 944,1	4 406 958,6
Novembre	1 148 741,7	1 533 731,7	4 454 201,4
Décembre	1 082 655,9	987 870,4	4 810 306,7
Total 2018	14 008 000,7	15 927 540,0	43 174 846,0
<b>2019</b>			
Janvier	1 058 292,2	33 528,6	2 065 933,9
Février	882 761,6	49 444,7	4 632 790,8
Mars	979 470,0	51 369,2	5 292 274,4
Avril	955 671,2	833 298,2	5 603 840,6
Mai	980 678	995 983	6 097 829
Juin	972 755,8	972 344,3	6 680 081,8
Juillet	1 045 907,3	1 028 993,1	7 387 442,7
Août	1 029 368,2	998 313,8	7 509 250,7
Septembre	1 081 019,5	906 918,0	7 332 910,8
Octobre	1 126 212	892 028	7 574 644
Novembre	1 173 447,6	877 961,6	7 824 346,1
Décembre	1 222 818,9	864 601,2	8 082 279,7
Total 2019	12 508 402,8	8 504 784,0	76 083 624,3
<b>2020</b>			
Janvier	1 075 265,9	1 007 167,9	9 388 350,5
Février	1 036 317,6	1 018 456,2	6 488 145,5
Mars	1 148 588,4	1 176 748,5	12 025 805,1
Avril	1 002 663,7	1 171 121,4	12 643 311,9
Mai	1 049 166,8	1 125 973,6	12 215 698,3
Juin	1 042 579	1 123 328	17 615 932
Juillet	1 099 667,6	1 152 410,2	14 460 674,4
Août	1 101 302,4	1 230 620,4	14 347 956,4
Septembre	1 111 574,7	1 315 878,0	14 423 468,9
Octobre	1 139 850,0	1 340 747,4	15 390 956,1
Novembre	1 084 194,0	1 326 026,4	15 866 037,1
Décembre	1 157 354,4	1 382 895,9	18 004 154,9
Total 2020	13 048 525,0	14 371 373,8	162 870 491,3
<b>2021</b>			
Janvier	1 112 833,8	1 129 526,3	11 922 608,2
Février	1 071 562	1 087 635	11 480 431
Mars	1 216 724,4	1 234 975,3	13 035 664,7
Avril	1 209 083,9	1 227 220,1	12 953 805,7
Mai	1 284 670,2	1 303 940,2	13 763 617,4
Juin	1 346 624,5	1 366 823,9	14 427 380,1
Juillet	1 359 754	1 380 150	14 568 041
Août	1 373 794,6	1 394 401,6	14 718 473,7
Septembre	1 367 084,3	1 387 590,5	14 646 580,5
Octobre	1 374 597,5	1 395 216,4	14 727 074,9
Novembre	1 302 514,8	1 322 052,5	13 954 800,1
Décembre	1 410 812,3	1 431 974,5	15 115 071,5
Total 2021	15 430 055,7	15 661 506,5	165 313 548,6

Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), sur base des données de l'ARPTC

## 2 | Finances publiques

Tableau I|2|7 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
1. Produit intérieur brut	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 281,1	35 111 230,0	37 517 392,4	55 124 325,3	75 984 953,3	83 048 338,6	92 313 558,6	110 179 745,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	4 940 888,0	5 460 203,6	5 791 807,4	5 285 980,8	5 393 526,1	7 504 587,0	9 844 030,0	8 954 697,8	9 424 014,6	14 107 039,3	18,3	18,2	17,4	15,1	14,4	13,6	13,0	10,8	10,2	12,8
Consommation publique	2 963 272,6	3 991 111,1	3 828 016,7	4 083 731,0	3 672 843,5	4 412 466,0	6 760 346,3	7 101 844,3	7 436 564,0	10 356 334,9	11,0	13,3	11,5	11,6	9,8	8,0	8,9	8,6	8,1	9,4
Formation brute de capital	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,2	1 737 451,8	1 867 680,1	3 590 066,2	7,1	4,6	5,7	5,0	4,4	5,4	3,9	2,1	2,0	3,3
Transferts à d'autres secteurs	53 507,7	74 695,9	64 670,4	79 088,4	76 009,9	103 559,1	128 324,4	115 401,7	119 770,4	160 638,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
3. Charge fiscale brute (Pression fiscale)	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 599 638,4	5 723 510,4	5 738 636,0	9 403 829,1	10,1	11,3	10,9	11,0	8,3	6,6	7,4	6,9	6,2	8,5
Commerce extérieur	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 447 524,5	2 260 498,1	4,0	4,6	4,4	4,1	2,6	1,7	1,8	1,8	1,6	2,1
Exportations	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Importations	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	982 275,8	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0	3,9	4,6	4,3	2,8	2,6	1,7	1,8	1,8	1,6	2,0
Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Activités intérieures	1 635 509,7	1 997 558,9	2 165 748,2	2 397 539,4	2 137 544,0	2 692 839,3	4 247 458,4	4 225 469,3	4 291 111,5	7 143 330,9	6,1	6,6	6,5	6,8	5,7	4,9	5,6	5,1	4,6	6,5
Revenus	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1	2,6	2,9	3,3	3,6	2,6	2,6	3,4	2,9	2,4	3,7
Biens et Services	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9	3,3	3,4	3,0	3,1	2,9	2,2	2,1	2,0	2,1	2,6
Autres recettes fiscales	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8	121 199,8	192 520,4	229 580,9	0,2	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Charge fiscale nette <sup>(1)</sup>	2 656 832,0	3 313 932,6	3 550 800,3	3 771 204,1	3 052 510,6	3 553 195,9	5 471 314,0	5 608 108,7	5 618 865,6	9 243 190,9	9,9	11,0	10,7	10,7	8,1	6,4	7,2	6,8	6,1	8,4
5. Solde global <sup>(2)</sup>	431 629,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	14 556,5	-105 798,3	-646 857,7	-787 387,7	-1 950 634,8	1,60	-0,35	-0,16	-0,62	-1,28	0,03	-0,14	-0,78	-0,85	-1,77
Contribution des administrations																				
publiques	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8	2 061 405,9	5,2	3,0	4,4	3,2	2,9	3,4	1,7	1,0	1,4	1,9
Acquisition directe des biens																				
de capital	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8	2 061 405,9	5,2	3,0	4,4	3,2	2,9	3,4	1,7	1,0	1,4	1,9
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cfr tableau II.8.

Tableau I|2|8 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
1.Recettes totales plus dons	5 331 527,0	5 409 849,7	6 022 222,9	5 725 725,9	4 962 421,1	7 510 844,0	9 703 579,2	8 359 880,2	8 635 438,2	13 877 502,5
a) Recettes des administrations publiques <sup>(1)</sup>	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	7 025 529,9	11 635 460,0
Cadre budgétaire	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	7 025 529,9	11 635 460,0
Recettes courantes	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0	7 086 586,0	7 174 441,2	7 025 529,9	11 635 460,0
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	2 174 602,1	1 766 455,2	977 773,0	1 609 908,3	2 242 042,5
Courantes <sup>(2)</sup>	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4	284 763,8	486 543,2	137 988,1	323 485,5	180 636,6
En capital <sup>(3)</sup>	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8	2 061 405,9
2.Dépenses courantes	3 016 780,3	4 065 807,0	4 209 047,8	4 162 819,4	3 748 853,4	4 516 025,1	6 888 670,8	7 217 245,8	7 556 334,5	10 516 973,1
Cadre budgétaire <sup>(4)</sup>	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6	7 079 257,7	7 232 849,0	10 336 336,5
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique <sup>(5)</sup>	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4	284 763,8	486 543,2	137 988,1	323 485,5	180 636,6
3.Epargne budgétaire <sup>(6)</sup>	924 279,0	441 162,1	350 693,7	416 494,1	109 662,0	321 140,7	684 458,4	95 183,5	-207 319,1	1 299 123,4
4.Dépenses en capital	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,2	1 737 451,8	1 867 680,1	3 590 066,2
Cadre budgétaire <sup>(7)</sup>	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2	897 666,9	581 257,3	1 528 660,3
A financement extérieur spécifique <sup>(8)</sup>	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8	2 061 405,9
5.Total dépenses= 2 + 4	4 940 888,0	5 460 203,6	6 108 168,2	5 909 134,3	5 393 526,1	7 504 587,0	9 844 030,0	8 954 697,6	9 424 014,6	14 107 039,4
Cadre budgétaire	3 371 740,0	4 171 958,1	4 448 576,8	4 622 203,6	4 087 659,0	5 329 984,9	8 077 574,8	7 976 924,6	7 814 106,3	11 864 996,9
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique <sup>(9)</sup>	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	2 174 602,1	1 766 455,2	977 773,0	1 609 908,3	2 242 042,5
6.Solde (1 - 5)	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0	-140 450,8	-594 817,4	-788 576,4	-229 536,9
Cadre budgétaire	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0	-140 450,8	-594 817,4	-788 576,4	-229 536,9
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7.Ajustement statistique <sup>(9)</sup>	47 854,0	-54 495,1	33 489,3	-32 739,6	-47 946,0	8 299,5	34 652,5	-52 040,3	1 188,7	<b>-1 721 097,9</b>
8.Solde global	438 493,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	14 556,5	-105 798,3	-646 857,7	-787 387,7	-1 950 634,8
9.Financement	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-14 556,5	105 798,3	646 857,7	787 387,7	1 950 634,8
Intérieur monétaire net	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-14 556,5	105 798,3	534 857,7	220 587,7	1 694 766,8
Banque Centrale du Congo	-305 092,0	63 212,0	4 644,0	194 469,0	511 006,0	-25 792,8	213 230,4	549 763,0	280 264,3	1 954 272,5
Banques commerciales	-133 401,0	41 637,0	47 812,0	21 679,0	-31 955,0	11 236,3	-107 432,1	-14 905,3	-59 676,6	-259 505,6
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	112 000,0	566 800,0	255 868,0
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau II.10.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cfr tableaux III.19 et III.20.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.19 & III.20.

(4) Cfr tableau II.18.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cfr tableau II.21.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8. Pour l'année 2022. La forte augmentation du solde et de l'ajustement statistique est due à la prise en compte des créances titrisées de l'Etat dans les engagements au bilan de la BCC et.

Tableau I|2|9 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat<sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>A.RECETTES FISCALES</b>	3 112 756,7	3 387 368,3	4 584 763,7	5 138 613,0	3 633 913,0	5 333 077,8	5 360 272,1	6 817 966,3	4 996 256,1	8 773 027,5
1.Impôts sur le commerce extérieur <sup>(2)</sup>	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9	2 045 978,0	1 281 874,4	2 235 092,5
-Droits de sortie	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1	15 997,9	6 935,9	13 031,5
-Droits d'entrée	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8	2 029 980,1	1 274 938,6	2 222 061,0
-Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Impôts sur les revenus <sup>(3)</sup>	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3	2 685 120,6	1 784 064,5	3 616 687,3
-Personnes physiques	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0	1 145 108,4	1 081 026,0	1 616 241,4
-Sociétés et entreprises	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3	1 540 012,2	703 038,5	2 000 445,9
-Amendes et accroissements	-	46 715,3	44 219,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts sur biens et services. <sup>(4)</sup>	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9	1 818 389,2	1 694 222,2	2 575 698,4
4.Autres recettes fiscales	220 156,4	215 965,2	240 187,3	260 331,2	113 401,2	158 357,5	174 581,1	268 478,5	236 095,0	345 549,3
a. I.E.R à charge des employeurs	32 502,8	48 637,9	67 480,7	72 009,9	50 749,5	59 426,8	63 627,2	105 500,1	142 642,9	240 425,7
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	2 738,6	2 780,8	3 186,0	3 816,2	1 840,9	2 419,4	1 882,8	1 808,3	285,3	277,2
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f. Pétroliers	184 915,0	164 546,4	169 520,7	184 505,1	60 810,8	96 511,2	109 071,0	161 170,0	93 166,7	104 846,4
<b>B.RECETTES NON FISCALES</b>	1 147 535,5	1 213 993,2	895 631,3	865 577,5	659 727,8	957 859,6	1 242 895,7	1 475 888,6	1 341 525,8	1 963 800,0
1.Recettes adm., judiciaires et domaniales	747 829,1	789 945,8	565 978,0	615 522,0	586 930,5	846 367,3	1 138 492,9	1 290 486,5	1 095 296,1	1 827 608,6
2.Portefeuille	282 706,4	267 277,3	240 914,3	250 055,5	72 797,2	111 492,3	104 402,8	185 402,1	246 229,7	136 191,4
3.Divers <sup>(5)</sup>	117 000,0	156 770,1	88 739,0	-	0,0	-	-	-	-	-
<b>C.RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	2 348 879,0	1 833 303,1	1 968 609,2	1 582 028,5	1 203 830,8	3 932 375,1	2 324 708,0	1 311 014,1	3 450 750,7	4 444 553,9
1 Dons projets	1 621 939,2	866 994,8	1 587 193,3	1 531 043,3	606 238,1	1 951 297,6	1 372 527,1	879 354,6	1 734 248,5	918 065,3
2.Prêts projets	403 068,1	588 149,5	184 042,6	-	372 838,1	1 889 842,9	143 279,6	281 659,5	302 253,5	2 523 138,6
3.Ressources PPTE	293 450,7	293 450,7	40 373,3	50 985,2	30 406,7	6 134,3	8 541,3	-	-	-
4.Appui budgétaire	30 421,0	84 708,0	-	-	101 002,6	-	725 360,0	-	1 064 248,6	1 003 350,0
5.Autres(Remboursement BCC)	-	-	157 000,0	-	93 345,0	85 100,0	-	-	-	-
6.Produit des emprunts intérieurs	-	-	-	-	-	-	75 000,0	150 000,0	350 000,0	-
<b>D.BUDGETS POUR ORDRE<sup>(6)</sup></b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL (A+B+C+D)</b>	<b>6 609 171,2</b>	<b>6 434 664,6</b>	<b>7 449 004,2</b>	<b>7 586 219,0</b>	<b>5 497 471,6</b>	<b>10 223 312,6</b>	<b>8 927 875,8</b>	<b>9 604 869,1</b>	<b>9 788 532,7</b>	<b>15 181 381,4</b>

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances).

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cfr tableau II.11.

(3) Cfr tableau II.13.

(4) Cfr tableau II.15.

(5) Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).

(6) Il s'agit des recettes des provinces

Tableau I|2|10 Recettes des Administrations Publiques  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
I.RECETTES DU CADRE BUDGET	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	8 635 438,2	11 635 460,0
I.1 RECETTES COURANTES (1)	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0	7 086 586,0	7 174 441,2	7 025 529,9	11 635 460,0
A.RECETTES FISCALES	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 599 638,4	5 723 510,4	5 739 814,9	9 403 829,1
1.Impôts sur lecommerce extérieur <sup>(2)</sup>	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 448 703,4	2 260 498,1
-Droits de sortie	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1
-Droits d'entrée	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0
-Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	1 178,86	-
2.Impôts s/revenus	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1
-Revenus des personnes physiques	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4	936 451,2	1 474 291,9	1 809 669,5
-Revenus des sociétés et entreprises	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5	1 506 003,3	718 636,7	2 243 591,6
-Amendes et accroiss.	25 695,7	30 848,4	28 184,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts s/biens et services <sup>(3)</sup>	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9
4.Autres recettes fiscales	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8	121 199,8	192 520,4	229 580,9
a. I.E.R à charge des employeurs	37 316,9	49 086,9	50 661,8	48 502,5	43 342,9	59 172,6	91 488,1	121 125,1	138 714,7	229 128,3
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b. Divers	7 279,7	60 180,9	957,3	1 860,3	509,3	61,0	212,8	74,7	53 805,7	452,6
c. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	923 381,3	664 885,7	732 025,8	565 251,6	526 636,5	895 647,0	1 486 947,6	1 450 930,9	1 285 715,0	2 231 630,9
1.Recettes administratives, judiciaires et domaniales	599 476,7	434 147,0	505 619,0	450 442,5	436 230,7	709 387,5	1 199 695,7	1 218 456,7	1 140 927,6	1 893 098,3
2.Portefeuille	99 517,9	110 532,8	103 473,2	86 708,8	28 866,1	92 509,3	120 508,8	173 968,5	111 292,3	248 741,6
3.Royalties	54 383,9	62 679,9	58 676,6	28 100,3	11 918,6	48 008,7	45 194,1	58 503,7	33 495,1	89 791,0
5.Divers <sup>(4)</sup>	170 002,8	57 526,0	64 257,0	-	49 621,0	45 741,5	121 548,0	-	-	-
I.2 RECETTES EXCEPTIONNELLES	128 657,0	68 090,0	15 135,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0	207 666,0	1 609 908,3	2 242 042,5
1 Dons projets	128 657,0	35 631,0	-	-	-	-	-	207 666,0	1 286 422,8	2 039 899,5
2.Prêts projets	-	-	120,0	-	-	-	-	-	323 485,5	202 143,0
3.Ressources PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	-	32 459,0	15 015,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0	-	-	-
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	8 635 438,2	11 635 460,0

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances.

Tableau I|2|11 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur(1)  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
A.DROITS DE SORTIE	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1	15 997,9	6 935,9	13 031,5
1. Droits de sortie ordinaire .	14 513,1	16 362,5	14 674,8	104 160,6	16 790,3	7 120,3	10 151,8	14 010,1	6 911,3	12 653,4
-Produits minéraux	6 320,4	6 954,9	7 417,2	95 564,0	14 503,3	5 251,0	7 135,3	7 994,6	606,5	4 372,8
-Produits végétaux	5 993,0	7 008,6	7 242,6	8 596,5	2 287,0	1 869,2	3 016,5	6 015,5	6 304,8	8 280,6
-Autres produits	2 199,7	2 399,0	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. T.V.A à l'exportation(2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Amendes	4 130,50	130,00	1 965,78	101,15	101,15	1 048,29	1 048,29	1 987,79	24,53	378,05
B.DROITS D'ENTREE	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8	2 029 980,1	1 274 938,6	2 222 061,0
1.Droits de douane	436 656,4	470 923,1	720 344,9	764 011,9	593 892,2	973 577,8	842 249,4	764 426,5	482 236,3	856 697,4
2. T.V.A à l'importation	575 000,0	663 906,9	1 174 933,5	1 097 326,1	784 738,7	1 082 763,2	1 216 351,1	1 263 741,8	792 019,4	1 364 499,7
3.Taxe statistique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.Amendes	55 428,6	11 050,0	23,4	8 344,7	885,0	2 262,3	2 262,3	1 811,8	682,8	864,0
C. ENTREPOTS (3)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL(A+B+C)	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9	2 045 978,0	1 281 874,4	2 235 092,5

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances).

(1) Non compris la Gécamines.

(2) A partir de 2012, Taxe sur la valeur ajoutée

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau I|2|12 Recettes des impôts sur le commerce extérieur<sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
A.DROITS DE SORTIE	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1
1. Droits de sortie ordinaire	8 182,2	7 311,0	7 340,0	5 445,7	4 529,4	7 782,0	9 505,0	8 357,2	10 216,1	10 640,8
-Produits minéraux	3 245,2	2 551,4	2 870,0	3 238,1	2 774,1	5 917,6	4 780,2	2 673,3	1 933,4	804,1
-Produits végétaux	4 937,1	4 759,5	4 470,0	2 207,6	1 755,3	1 864,4	4 724,8	5 683,9	8 282,7	9 836,7
-Autres produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. T.V.A à l'exportation <sup>(2)</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Taxe statistique	9 469,05	9 344,41	7 356,91	4 500,85	1 909,02	4 082,67	6 158,03	6 791,75	4 399,49	7 159,57
4. Amendes	1,0	40,7	2 176,5	214,6	2 262,3	893,6	82,1	439,2	60,0	65 324,7
B.DROITS D'ENTREE	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0
1. Droits de douane	463 433,4	532 427,5	559 649,2	559 242,6	420 135,0	410 536,8	568 422,5	675 640,3	549 396,9	763 240,0
2. T.V.A à l'importation	590 679,3	840 588,0	873 054,8	879 549,0	561 977,7	538 173,2	766 231,7	805 491,4	882 273,1	1 366 036,6
3.Taxe statistique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Amendes	3 065,0	1 358,1	145,1	3 800,4	163,1	2 447,3	1 780,8	1 321,2	1 178,9	48 096,5
C.ENTREPOTS <sup>(3)</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	1074830,041	1391069,64	1449722,498	1452753,136	990976,4729	963915,7011	1352180,034	1498041,118	1447524,499	2260498,132

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau I|2|13 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus<sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
A.REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES.	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0	1 145 108,4	1 081 026,0	1 616 241,4
1.Rémunérations	415 773,3	489 601,2	647 235,6	700 820,5	522 982,6	988 546,6	787 906,4	961 419,6	921 870,7	1 246 728,0
2.Revenus locatifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Revenus mobiliers	28 252,4	38 667,8	55 401,8	71 850,2	50 051,7	56 747,2	81 548,0	92 466,6	87 072,8	188 957,4
4.Professions libérales	4 327,3	7 625,8	0,0	0,0	0,0	62 146,3	72 916,7	91 222,2	72 082,5	180 555,9
B.REVENUS DES SOCIETE ET ENTREPRISE.	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3	1 540 012,2	703 038,5	2 000 445,9
1.Sociétés	200 576,44	237 034,83	324 749,37	614 311,19	351 482,69	476 307,97	730 459,27	1 520 735,74	695 980,97	1 991 425,88
2.Entreprises	31 880,7	40 727,3	66 150,5	73 253,9	70 982,4	46 890,1	43 347,0	19 276,5	7 057,5	9 020,0
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	0,0	46 715,3	44 219,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3	2 685 120,6	1 784 064,5	3 616 687,3

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

Tableau I|2|14 Recettes des impôts sur les revenus<sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
A.REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES.	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4	936 451,2	1 474 291,9	1 809 669,5
1.Rémunérations	391 793,1	478 375,7	532 023,7	515 016,4	508 929,3	659 395,3	816 379,2	726 149,8	983 789,1	1 301 942,5
2.Revenus locatifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Revenus mobiliers	37 918,3	45 671,6	50 656,7	53 211,5	53 445,1	65 016,6	164 488,2	119 766,4	386 033,9	343 684,1
4.Professions libérales	2 611,6	1 652,7	0,0	0,0	0,0	75 010,1	102 685,0	90 535,0	104 468,9	164 042,8
B.REVENUS DES SOCIETE ET ENTREPRISE.	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5	1 506 003,3	718 636,7	2 243 591,6
1.Sociétés	226 118,54	297 345,90	435 020,26	632 854,06	376 430,54	627 904,44	1 501 627,34	1 499 255,82	710 543,14	2 235 071,20
dont -Gécamines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Pétroliers	54 383,9	53 668,1	42 253,2	25 849,9	10 964,1	23 448,1	35 367,6	1 499 255,8	710 543,1	2 235 071,2
2.Entreprises	24 632,6	8 319,7	56 170,4	48 879,6	48 318,8	6 590,4	9 166,2	6 747,5	8 093,5	8 520,4
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	25 695,6657	30 848,41197	28 184,59501	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

Tableau I|2|15 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services (1)  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
A. T.V.A. A L'INTERIEUR (2)	684 960,7	673 363,3	747 667,7	788 176,7	652 289,3	955 766,4	880 722,0	1 173 818,1	1 074 454,4	1 749 042,4
B. DROITS DE CONSOMMATION	413 440,8	470 356,7	543 809,8	604 134,7	438 865,7	462 601,8	478 257,2	599 404,2	592 053,9	762 642,7
1.Bières	101 016,3	119 174,8	138 245,1	160 002,1	142 128,1	146 685,5	144 993,0	212 125,2	178 417,4	222 421,0
2.Huiles minérales	0,0	352,9	0,0	3 858,7	1 729,8	2 494,5	9 517,8	9 889,7	10 606,4	16 603,1
3.Tabacs et allumettes	84 625,9	91 694,5	101 118,9	118 178,1	65 552,2	88 610,8	88 861,0	130 434,6	92 244,1	93 942,8
4.Autres produits (3)	187 357,7	257 314,6	304 122,2	320 694,8	228 054,5	224 741,0	234 815,2	246 796,6	310 785,8	429 602,2
5.Amendes	40 440,85	1 820,00	323,54	1 401,06	1 401,06	70,13	70,13	158,11	0,28	73,71
C. IMPOTS SUR VEHICUL (4)	27 659,9	4 938,3	3 400,1	51 790,2	37 450,1	58 941,9	38 471,7	45 167,0	27 714,0	64 013,3
TOTAL (A+B+C)	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9	1 818 389,2	1 694 222,2	2 575 698,4

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

Tableau I|2|16 Recettes des impôts sur biens et services  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
A. T.V.A. A L'INTERIEUR (1)	539 181,9	593 970,0	582 746,0	640 137,8	622 186,6	705 823,6	944 230,3	1 022 753,6	1 231 605,6	1 802 294,8
B. DROITS DE CONSOMMATION	240 930,0	331 545,7	350 508,0	393 247,9	422 887,0	426 604,4	483 117,0	518 125,6	583 193,0	778 834,5
1. Bières	74 772,5	124 336,8	130 537,1	134 904,0	124 979,4	154 497,9	180 445,6	175 457,9	187 987,1	189 574,4
2. Huiles	0,0	0,0	0,0	1 388,9	5 560,6	6 906,2	7 557,5	7 495,9	10 535,3	9 241,2
3. Tabacs fabriqués	66 235,5	57 832,9	58 685,1	62 064,3	55 597,6	67 195,8	60 704,6	73 706,9	80 764,4	44 183,9
4. Autres produits (2)	99 558,9	149 350,7	161 260,6	194 812,7	236 649,4	197 644,8	234 362,4	261 393,8	298 982,1	532 475,6
5. Amendes	363,11	25,30	25,22	78,00	99,96	359,60	46,99	71,07	4 924,03	3 359,38
C. SOCIETES PETROLIERES(3)	99 517,9	98 208,0	77 319,7	47 303,0	20 063,4	42 908,0	64 719,7	71 380,0	46 237,8	75 245,7
C. IMPOTS SUR VEHICUL (4)	2 513,4	2 353,4	1 499,8	16 526,4	41 431,1	24 352,7	69 344,7	49 555,7	44 626,2	204 114,0
TOTAL	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances.

Tableau I|2| 17 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
I.Institutions politiques	318 510,0	308 747,9	345 889,1	341 929,2	205 727,4	271 744,3	332 998,0	380 538,3	489 871,9	838 596,0
Présidence de la République.	50 000,0	53 000,0	63 191,5	65 694,7	43 028,5	50 694,7	58 056,7	64 520,9	121 777,8	240 633,8
Assemblée Nationale & Sénat	122 850,0	132 098,9	142 809,9	148 161,3	91 711,0	112 368,3	121 403,0	134 920,3	228 100,2	402 883,2
Primature <sup>(1)</sup>	19 380,0	17 827,7	19 140,6	19 814,9	12 078,9	23 812,9	34 319,4	37 284,7	53 505,6	97 563,5
Organismes auxiliaires <sup>(2)</sup>	7 200,0	8 500,0	15 656,9	15 822,1						
Autres <sup>(3)</sup>	48 080,0	27 746,0	3 273,6	15 822,1	12 947,7	32 754,6	47 028,5	62 091,4	30 643,0	29 661,9
Magistrature, Cours & Tribunaux	71 000,0	69 575,4	101 816,6	76 614,2	45 961,3	52 113,8	72 190,3	81 721,0	55 845,3	67 853,6
Comité Directeur CPP	0,0	0,0	0,0	0,0						
Dialogue Inter Congolais	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
II.Ministères	525 191,8	607 815,5	628 670,5	662 699,6	461 070,9	501 494,0	600 000,0	674 187,7	581 800,0	855 636,5
Administration du territoire.	76 416,0	92 376,4	102 571,6	108 277,9	77 584,3	78 326,7	83 717,6	13 752,2	65 946,1	78 309,2
Affaires Etrangères	14 713,0	19 928,6	2 300,0	23 300,0	15 862,6	14 911,0	16 966,5	102 367,7	10 181,8	14 281,8
Commerce	700,0	635,1	3 800,0	2 126,7	1 239,1	4 696,8	5 619,7	6 100,0	3 952,1	3 952,1
Défense Nationale	131 544,1	204 475,3	212 469,6	214 078,0	140 206,6	134 312,7	135 235,5	145 536,7	121 973,9	187 902,1
Anciens Combattants	621,0	744,1	800,0	801,8	563,7	1 163,7	1 860,1	2 500,0	2 854,4	2 715,6
Justice	25 000,0	18 977,8	21 750,0	23 119,1	13 832,7	13 075,6	13 998,5	14 713,1	8 547,5	40 547,7
Finances	20 000,0	23 640,8	25 517,4	25 849,6	13 753,9	12 861,7	13 789,5	21 893,8	22 015,5	30 001,7
Economie Nationale	3 000,00	2 915,00	3 050,00	3 015,51	2 415,73	3 023,51	3 946,34	4 531,58	2 974,37	3 974,37
Education Nationale <sup>(4)</sup>	91 661,0	86 366,7	90 200,0	92 741,0	63 899,7	65 790,8	118 482,2	114 932,1	101 283,2	175 108,8
Information et presse	2 500,0	2 235,5	2 377,0	2 036,4	1 344,3	1 952,1	2 874,9	3 700,0	2 306,4	2 806,4
Agriculture , Pêche & Elevage	10 000,0	10 164,6	10 850,0	9 745,5	10 164,0	17 989,5	20 078,8	23 721,9	40 104,3	40 104,3
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	3 000,0	3 488,0	3 708,0	8 473,8	6 030,3	5 801,9	9 347,0	7 415,6	4 871,5	15 761,4
Mines & Hydrocarbone	7 780,0	7 942,4	8 286,1	8 139,5	5 359,6	6 575,2	8 420,8	9 890,0	6 896,7	7 396,7
Transports et Communications.	1 900,0	2 766,8	3 500,0	3 519,7	2 051,4	2 659,2	3 808,4	5 000,0	3 293,3	3 333,3
Fonction Publique	7 000,0	6 248,8	6 976,0	6 981,9	5 294,2	5 902,0	6 824,8	9 250,0	5 142,6	6 177,4
Affaires sociales	2 000,0	2 198,2	2 500,0	2 019,9	4 013,8	4 621,6	5 544,4	8 357,4	10 669,0	10 831,8
Postes, Télégraphes,Télégrammes.	1 700,0	2 440,7	2 700,0	2 139,4	1 525,9	2 133,6	3 282,9	3 388,6	2 798,4	3 799,4
Santé Publique	27 870,0	31 219,4	30 000,0	31 413,6	24 897,0	25 504,8	26 427,6	28 902,5	53 448,6	53 448,6
Culture et Arts	1 762,51	1 625,11	2 180,00	3 197,44	2 061,71	2 669,49	3 592,32	3 708,02	3 691,25	3 691,25
Energie	1 200,0	1 389,7	1 450,0	1 513,6	4 599,2	5 207,0	6 129,8	6 463,8	3 517,9	3 517,9
Sports & Jeunesse	13 256,9	11 503,8	11 909,2	11 839,6	7 432,1	8 681,9	10 824,7	13 571,9	9 035,2	21 035,2
Affaires Foncières.	1 476,9	1 353,2	1 450,0	1 609,2	1 250,6	1 998,3	3 034,4	4 000,0	2 599,5	2 599,5
Travail et Prévoyance Sociales.	2 500,0	2 363,5	4 286,2	4 145,6	2 234,3	4 117,6	6 416,1	8 569,5	5 556,7	6 238,7
Portefeuille	2 000,0	1 740,3	1 860,0	1 870,9	1 697,2	2 304,9	3 227,8	4 500,0	3 190,3	3 191,3
Environnement	4 250,0	4 484,6	4 700,0	3 905,3	2 859,4	3 467,2	3 583,2	4 200,0	3 388,1	6 061,6
Développement rural	5 949,9	6 000,8	6 400,0	7 882,7	8 843,9	9 451,7	10 844,5	11 200,0	16 094,8	16 094,8
Plan	6 000,0	5 114,7	5 841,3	5 816,8	4 696,4	5 304,2	6 227,0	8 609,3	10 941,2	18 100,1
Recherche scientifique	1 900,0	1 697,6	2 000,0	3 235,8	2 209,4	2 817,2	3 740,0	4 104,1	5 355,1	
Condition Féminine & Famille	2 350,0	1 903,5	2 100,0	1 667,1	3 635,8	4 243,6	5 166,4	5 332,8	3 324,2	4 835,5
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	1 400,0	1 204,0	1 300,0	1 122,0	1 030,9	3 003,6	3 931,4	4 000,0	2 288,4	3 088,4
Budget	25 000,0	24 114,6	23 514,6	22 960,9	13 870,3	12 928,1	13 850,9	24 827,7	16 689,5	41 325,0
Urbanisme et Habitat	4 608,7	4 369,5	4 500,0			3 223,9	4 146,7	4 500,0	3 004,9	10 293,2
Reconstruction	264,0	229,6	250,0	249,7	403,0	1 003,0	0,0	1 754,2	2 288,4	2 288,4
Coopération internationale	10 458,9	10 901,0	11 850,0	11 955,2	7 281,0	8 409,4	10 758,8	14 447,9	6 255,4	10 067,7
Relations avec le parlement	1 500,0	1 304,2	1 387,0	2 079,4	1 340,3	2 248,1	3 170,9	3 517,7	2 180,7	2 769,7
Réformes Institutionnelles	320,0	295,0	300,0		439,8	1 039,8	1 731,2	2 400,0	1 559,7	1 559,7
Relations avec partis politiques.	300,0	340,1	350,0	744,8	466,1	966,1	1 458,6	1 712,8	1 144,2	1 144,2
Petites et Moyennes Entreprises.	1 985,0	1 849,8	1 955,0	2 880,4	1 846,0	2 513,8	3 549,8	3 664,2	3 416,4	3 432,9
Tourisme et hôtellerie	600,0	532,9	600,0	1 788,8	1 415,1	2 022,9	2 945,7	4 077,0	3 253,3	5 286,6
Industrie	1 400,00	1 235,65	2 800,00	2 105,31	1 419,76	2 027,56	2 950,39	3 045,42	2 288,35	2 288,35
Ministères non identifiés	7 304,0	3 498,2	2 331,5	2 349,9		10 542,4	8 493,7	6 025,0	1 476,8	6 273,8
III.Autres services	3 583 607,2	3 008 937,8	3 627 879,0	3 716 632,5	3 521 120,3	5 021 017,6	5 374 468,8	5 666 428,3	6 266 659,6	8 480 307,4
Dette Publique	544 794,7	612 320,1	369 067,8	341 301,5	225 937,0	537 411,5	791 005,3	836 454,4	440 549,3	946 727,6
Villes et Provinces	973 221,0	212 400,0	212 400,0	241 698,1	212 400,0	240 000,0	240 000,0	240 000,0	414 246,5	392 278,3
Dépenses communes <sup>(5)</sup>	1 439 432,1	1 526 913,8	1 694 425,3	2 055 684,9	2 030 189,5	2 577 543,2	2 942 932,8	3 697 772,2	4 911 542,9	5 727 171,9
Budgets annexes	293 069,8	376 731,2	437 326,1	364 841,3	221 235,6	71 000,0	76 500,0	477 201,7	23 310,3	684 818,8
Dépenses pour ordre	0,0	0,0	0,0	0,0						
Dépenses exceptionnelles	285 789,6	247 272,7	864 383,7	203 637,8	323 200,0	1 202 950,6	977 536,0	410 000,0	100 000,0	268 000,0
Autres services	47 300,0	33 300,0	50 276,1	509 468,9	508 158,1	392 112,3	346 494,8	5 000,0	377 010,6	461 310,9
TOTAL	4 427 309,0	3 925 501,2	4 602 438,6	4 721 261,3	4 187 918,6	5 794 255,9	6 307 466,9	6 721 154,3	7 338 331,5	10 174 539,9

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

Tableau I|2| 18 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
I.Institutions politiques	398 452,3	374 288,6	329 974,7	306 351,8	347 482,4	429 890,7	841 329,0	504 539,7	469 372,0	1 303 559,5
Présidence de la Républ.	146 812,4	163 087,9	124 582,6	102 489,8	123 825,9	192 589,4	411 953,6	200 723,1	150 186,2	457 200,5
Assemblée Nationale & Sénat	129 889,8	108 832,8	114 111,8	105 938,9	92 941,2	120 482,8	158 124,5	143 434,6	191 965,1	416 983,0
Primature <sup>(1)</sup>	35 948,3	45 509,8	50 705,4	42 658,5	57 782,4	52 448,6	83 419,7	50 026,8	75 954,9	135 567,1
Organismes auxiliaires	5 005,6	12 662,4	17 499,8	20 435,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres <sup>(2)</sup>	72 053,2	28 532,9	2 862,2	1 332,9	49 879,0	37 906,3	140 043,1	45 775,2	9 054,8	221 337,7
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	8 742,9	15 662,8	20 213,0	33 496,2	23 053,8	26 463,6	47 788,2	64 580,0	42 211,0	72 471,1
Ministère délégué à la Présidence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
II.Ministères	533 796,2	513 559,7	382 815,3	425 406,9	526 988,5	544 655,0	1 004 468,8	702 890,3	678 532,1	1 213 343,8
Droits et Libertés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droits humains	589,6	324,7	59,3	301,4	62,6	1 145,4	3 486,5	1 295,3	1 617,4	2 260,7
Intérieur, affaires coutumières	37 538,5	49 890,5	37 752,2	47 123,1	76 859,3	69 401,7	142 047,3	82 728,3	72 131,8	107 316,6
Affaires Etrangères	43 480,6	21 710,4	18 077,6	25 072,3	34 405,0	55 318,8	68 855,2	51 371,9	32 440,7	71 412,1
Défense Nationale	163 481,8	161 386,1	119 240,0	136 377,0	139 932,3	172 406,3	362 627,6	202 091,0	139 875,6	373 158,0
Anciens Combattants	91,3	15,8	49,2	39,1	39,8	79,7	301,3	1 154,9	1 868,5	269,9
Justice	8 085,2	9 491,9	11 952,5	15 090,1	17 679,0	12 271,6	40 416,0	24 521,6	17 808,4	48 318,0
Finances	79 070,8	121 845,7	71 176,8	50 135,8	67 115,0	56 949,1	98 157,0	91 628,0	70 109,4	142 204,9
Economie Nationale	339,9	2 132,7	2 018,9	2 064,7	1 011,4	812,1	861,7	581,4	1 682,1	1 157,4
Petites et moyennes entreprises	148,4	122,9	144,6	1 497,7	1 090,6	531,2	796,3	768,1	2 248,5	3 267,2
Education Nationale	26 700,4	11 384,5	24 807,2	12 648,4	14 544,3	7 911,5	25 197,1	43 455,4	156 383,7	268 994,5
Information et Presse	1 259,5	2 033,1	1 943,9	3 204,5	5 088,3	2 518,7	6 650,9	1 019,0	2 704,4	8 149,1
Agriculture, pêche et élevage	1 658,9	1 720,3	1 749,7	825,2	8 000,1	721,2	2 739,9	1 935,2	13 961,1	2 949,0
Travaux Publics <sup>(3)</sup>	3 536,2	7 719,5	708,0	1 097,0	3 161,8	6 984,2	3 267,1	2 287,0	8 698,9	11 057,7
Mines, Industrie et Artisanat	1 326,7	1 430,3	1 212,8	2 376,2	491,6	474,9	2 081,7	719,2	3 282,6	2 411,3
Transports et Communications.	14 390,7	22 710,3	2 349,8	3 524,4	4 901,5	2 121,5	4 775,9	3 651,0	1 734,2	733,5
Fonction Publique	1 196,0	1 218,4	1 357,5	1 459,1	804,0	2 494,3	10 282,9	2 438,0	1 929,3	10 093,4
Postes, Téléphones Télégrammes.	672,2	990,2	950,8	1 526,8	343,8	722,9	11 523,2	467,2	896,5	1 114,9
Santé Publique	14 032,2	23 419,8	22 114,2	21 767,8	30 803,1	12 097,7	29 275,7	12 996,5	15 184,8	8 842,3
Développement rural	735,4	595,6	783,8	1 725,1	1 333,1	512,6	2 625,8	872,9	4 834,9	2 625,9
Culture et Arts	1 097,5	1 274,9	695,5	3 041,5	721,9	1 399,1	1 528,8	1 145,5	1 785,3	1 682,1
Travail et Prévoyance Sociale	824,6	1 855,0	1 794,1	1 040,2	379,2	1 021,8	2 016,2	2 543,0	2 745,0	2 070,2
Energie et hydrocarbure	812,9	1 928,8	2 312,6	2 677,0	1 485,2	1 839,6	3 141,0	4 094,5	5 452,3	12 393,0
Tourisme et hôtellerie	62,4	75,4	62,3	1 164,0	762,8	549,4	1 055,8	410,6	1 036,8	1 280,4
Sports, Loisirs et Jeunesse	16 675,5	18 989,5	11 646,4	22 801,9	25 933,3	35 102,1	59 156,6	73 552,3	5 818,5	15 278,3
Urbanisme,Habitat et Affaires Foncières.	690,8	1 273,7	1 014,0	2 234,2	1 405,4	1 658,0	5 078,1	1 931,9	3 939,2	13 905,3
Plan	2 601,2	2 921,1	2 390,0	2 185,1	6 674,9	2 257,9	4 072,4	2 419,3	6 983,4	4 224,3
Reconstruction	6,3	3,7	16,6	34,8	3,3	4,7	59,6	19,0	133,0	38,0
Portefeuille	1 349,9	633,7	467,3	265,2	137,2	115,8	976,3	529,8	1 581,8	1 429,2
Commerce	258,3	808,6	78,7	675,1	462,5	1 403,9	2 243,0	956,4	1 258,4	1 541,8
Environnement	890,2	952,7	1 098,7	972,5	1 522,5	811,6	791,1	796,1	1 577,6	3 767,9
Affaires sociales	1 954,2	704,1	670,4	990,9	643,1	995,2	3 010,7	4 735,0	3 180,7	3 257,8
Recherche scientifique	230,3	349,9	297,5	1 315,4	576,5	290,5	495,8	466,0	1 698,2	1 184,2
Condition Féminine & Famille	773,6	1 011,9	773,9	961,4	342,7	1 219,4	1 965,9	1 833,3	3 006,4	1 336,8
Budget	49 711,4	25 546,9	25 605,4	42 744,0	76 328,4	79 853,1	99 318,7	78 982,4	82 031,6	77 690,8
Coopération internationale	51 166,8	9 647,7	8 892,7	4 194,0	384,2	0,0	1 280,6	1 616,5	3 371,0	4 432,6
Relations avec le Parlement	223,1	219,6	108,0	1 349,3	1 347,4	2 235,4	2 206,6	838,9	854,4	1 414,5
Réformes institutionnelles	15,0	11,2	14,7	45,9	0,9	0,0	52,6	19,0	1 982,4	38,0
Rélation avec les Partis Politiques	82,8	90,2	99,5	150,6	0,8	0,0	49,7	19,0	156,9	42,4
Ministères non identifiés	6 035,3	5 118,4	6 328,1	8 708,2	209,7	8 422,1	0,0	0,0	546,4	0,0
III.Autres services	1 905 851,5	2 792 593,8	3 284 012,8	3 267 291,4	2 671 024,0	3 256 715,5	4 556 329,7	5 871 827,7	6 084 944,9	7 819 433,2
Villes et Provinces	170 441,0	203 963,1	170 100,4	236 283,1	164 904,2	134 712,4	199 704,0	151 178,1	257 975,2	251 845,1
Dettes Publiques	160 451,0	372 917,6	255 656,2	266 267,3	204 100,1	353 621,2	444 116,9	814 474,9	411 358,9	1 305 377,9
Dépenses communes <sup>(4)</sup>	1 293 459,0	1 463 767,0	1 609 074,7	2 384 279,0	1 987 697,2	2 261 275,4	2 819 097,0	4 471 326,8	4 844 407,3	5 604 547,5
Dépenses à ventiler	14204,5	492921	694497,1	152914,7	72121,91718	0	0	0	411559,2395	
Subventions et transferts	176 820,0	246 056,3	303 989,0	177 883,4	198 044,5	186 084,2	443 745,2	384 476,4	91 105,5	587 367,1
Budget pour ordre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25 210,6	8 569,8	6 192,4	7 656,8	18 772,1
Dépenses exceptionnelles	90 476,0	12 968,8	250 695,4	49 664,0	44 156,1	295 811,7	641 096,8	44 179,1	60 882,1	51 523,5
Autres services (PPT)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6	7 079 257,7	7 232 849,0	10 336 336,5

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(3) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.

(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées, et le TVA remboursable.

Tableau I | 2 | 19 Dépenses courantes de l'Etat par nature  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
I.Biens et services	2 215 632,5	2 912 557,9	3 399 221,6	3 403 022,6	3 014 862,4	3 025 477,3	4 307 751,6	4 859 083,8	5 740 632,8	8 697 382,5
1.Rémunérations	1 256 135,0	1 409 746,4	1 577 880,8	1 802 647,6	1 957 119,0	2 083 863,0	2 694 080,0	3 616 181,7	4 758 328,0	5 386 458,3
2.Autres biens et services	959 497,5	1 502 811,5	1 821 340,8	1 600 375,0	1 057 743,4	941 614,3	1 613 671,6	1 242 902,1	982 304,8	3 310 924,2
Fournitures et matériel <sup>(1)</sup>	209 639,6	111 729,2	167 808,8	196 565,3	153 497,5	152 037,4	359 065,2	233 879,4	213 988,8	298 737,1
Frais généraux et divers	104 338,4	64 874,1	108 244,7	121 984,9	251 592,9	378 562,2	949 421,9	208 733,4	173 219,4	404 446,6
Dépenses extérieures <sup>(2)</sup>	18 066,0	11 582,1	12 109,8	11 978,1	8 288,4	15 374,4	23 475,5	16 167,5	20 848,8	19 071,1
Provinces et villes	170 441,00	199 774,20	170 100,45	236 283,06	162 529,19	137 094,67	199 703,99	151 178,11	81 516,29	251 845,12
Organismes médicaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Voyages	28 440,1	45 937,1	61 546,9	49 248,6	59 962,6	38 462,9	82 005,0	65 306,7	24 461,1	73 387,0
A ventiler	428572,4	1068914,8	1301530,1	984315,0514	421872,7665	220082,73		567637,0195	468270,434	2263437,336
II.Versements d'intérêts	160 780,8	243 168,9	139 559,1	156 078,5	259 582,1	89 882,4	140 245,9	175 309,8	22 694,5	153 303,3
1.Sur dette intérieure	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8	149 496,5	5 056,3	58 211,3
Découvert journalier <sup>(3)</sup>	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8	149 496,5	5 056,3	58 211,3
Bons du Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Dette consolidée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
2.Sur dette extérieure	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1	25 813,3	17 638,3	95 092,0
Dette financière	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1	25 813,3	17 638,3	95 092,0
Dette commerciale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
A ventiler	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
III.Subventions et transferts	461 686,7	524 715,3	470 320,4	439 949,0	271 050,6	1 115 901,6	1 954 130,1	2 044 864,2	1 469 521,6	1 485 650,7
1.Organismes publics <sup>(4)</sup>	408 179,0	450 019,4	405 650,0	360 860,5	195 040,7	1 012 342,5	1 825 805,7	1 929 462,5	1 349 751,2	1 325 012,5
2.Entreprises	0,0	21 033,4	16 949,5	17 113,6	11 721,7	12 054,0	8 569,8	6 192,4	7 656,8	4 766,4
3.Ménages	35 118,8	34 017,5	30 448,0	49 893,9	46 333,6	58 285,3	98 151,7	88 171,7	90 406,4	127 287,4
Bourses d'études	0,0	22,9	0,0	168,6	429,5	72,9	26,0	112,4	105,2	88,3
Pensions civiles et militaires	11 810,9	17 633,0	17 514,6	24 155,1	25 808,7	26 824,2	31 624,8	41 251,9	50 443,4	71 528,6
Soins médicaux	12 691,7	8 641,9	7 855,9	13 707,4	15 463,5	20 400,5	35 644,8	32 082,4	16 154,4	36 788,2
Divers <sup>(5)</sup>	10 616,2	7 719,7	5 077,5	11 862,8	4 632,0	10 987,8	30 856,1	14 725,1	23 703,4	18 882,3
4.A l'étranger <sup>(6)</sup>	18 388,9	19 645,0	17 273,0	12 080,9	17 954,5	33 219,8	21 602,9	21 037,5	21 707,3	28 584,4
Total	2 838 100,0	3 680 442,1	4 009 101,1	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,5	7 079 257,9	7 232 848,9	10 336 336,5

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques.

(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.

(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.

(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau I|2|20 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
I. Institutions politiques	41 739,0	15 962,7	32 960,5	12 305,2	17 406,4	11 631,1	42 836,0	44 515,9	5 309,2	38 774,5
Présidence de la République.	38 641,7	2 689,9	6 746,7	2 726,2	6 996,8	3 338,9	7 575,6	12 421,2	2 361,6	20 400,9
Assemblée Nationale & Sénat	2 615,2	501,4	10 772,5	5 434,2	9 395,3	2 553,2	9 965,2	12 604,0	1 164,8	10 230,8
Primature <sup>(1)</sup>	76,3	2 175,6	3 979,3	2 144,8	1 014,3	4 150,0	4 600,0	3 601,6	702,9	2 018,3
Organismes auxiliaires <sup>(2)</sup>							0,0		166,5	
Autres <sup>(3)</sup>							18 926,1	5 517,7	200,8	975,9
Magistrature, Cours & Tribunaux	405,9	10 595,8	11 462,0	2 000,0	0,0	1 589,0	1 769,2	10 371,4	712,6	5 148,6
Comité Directeur CPP										
Dialogue Inter Congolais										
II. Ministères	2 023 745,2	1 584 115,8	1 496 914,1	1 718 376,1	1 292 146,6	574 998,3	2 143 148,6	1 998 228,6	2 292 922,6	3 911 232,2
Administration du territoire.	157 161,2	169 252,9	10 643,5	316 797,3	43 649,8	10 051,9	116 140,7	342 591,8	49 347,6	90 336,9
Affaires Etrangères	0,0	237,1	3 252,0	3 700,0	2 223,9	237,4	2 591,5	4 913,7	123,1	14 643,1
Commerce	159,0	500,0	1 943,0	7 909,1	1 956,0	495,8	7 237,7	12 778,2	9 990,6	11 290,1
Défense Nationale	11 006,1	7 115,2	72 569,4	21 688,6	10 452,9	2 784,0	3 700,0	8 006,4	3 861,7	69 936,0
Anciens Combattants	390,7	744,1	516,0	0,0	70,3	313,7	500,0	425,0	76,4	2 258,1
Justice	5 968,7	5 714,3	8 074,3	9 958,3	4 985,8	5 840,6	4 777,9	15 043,4	2 737,9	6 720,7
Finances	75 389,6	59 253,2	149 078,5	38 219,6	107 130,5	960,6	52 753,8	21 989,9	53 595,8	61 924,4
Economie Nationale	343,4	2 760,3	934,2	911,0	3 211,6	204,5	2 304,5	4 460,2	13 590,2	169 463,1
Education Nationale <sup>(4)</sup>	117 164,0	120 287,4	76 004,8	47 191,8	82 744,3	95 879,6	171 586,2	97 675,3	287 116,1	582 729,1
Information et presse	305,2	8 542,2	243,4	797,3	71 847,6	50,0	8 646,0	7 018,2	1 369,9	2 036,4
Agriculture , Pêche & Elevage	216 722,2	47 722,2	182 970,4	57 406,5	265 113,2	14 431,5	71 861,7	252 555,7	123 886,5	242 161,1
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	315 408,3	532 306,3	88 419,9	231 415,5	181 565,4	122 328,5	271 271,5	100 940,3	173 704,9	222 188,1
Mines & Hydrocarbone	12 187,6	1 000,0	27 743,1	74 925,9	6 068,6	1 010,3	44 721,4	85 014,5	11 938,8	27 107,5
Transports et Communications.	140 147,2	108 357,8	77 883,2	332 045,5	63 513,8	5 806,7	200 475,4	134 086,1	181 203,7	256 430,3
Fonction Publique	114,5	85,9	97 600,7	45 578,8	14 102,7	1 879,0	101 930,6	63 314,3	41 229,9	77 872,3
Affaires sociales	16 169,3	4 894,5	19 555,0	6 855,5	9 346,4	6 104,6	25 934,6	14 211,5	94 324,6	93 817,2
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	1 409,0	1 893,9	70 278,1	86 820,4	24 832,0	0,0	28 844,0	6 625,3	6 107,4	24 626,7
Santé Publique	344 923,9	125 208,0	328 211,3	132 115,5	147 623,4	53 018,6	267 355,2	452 307,2	390 569,1	805 507,1
Culture et Arts	1 576,9	1 500,0	1 294,5	1 799,0	1 463,9	862,9	29 629,4	5 701,0	496,7	5 279,6
Energie	367 381,0	246 035,2	0,0	162 601,9	119 265,6	3 954,7	399 711,8	163 401,9	281 160,1	303 625,0
Sports & Jeunesse	1 232,1	5 092,2	1 398,8	3 602,1	4 355,8	24 185,4	6 023,6	10 520,5	2 693,7	5 472,0
Affaires Foncières.							3 055,8	2 937,4	143,0	1 862,9
Travail et Prévoyance Sociales.	199,9	5 015,9	4 818,6	3 624,0	3 199,8	4 717,1	12 286,3	15 018,1	6 542,6	9 830,1
Portefeuille	11 617,6	7 561,6	7 063,7	3 598,3	5 693,8	888,8	12 708,2	14 387,0	908,7	2 201,5
Environnement	31 567,6	10 362,9	47 543,8	0,0	70 902,1	2 227,4	38 180,9	16 375,0	17 600,8	25 608,1
Développement rural	30 939,4	25 497,7	165 991,5	42 187,6	12 953,3	136 352,7	40 689,8	30 602,5	31 225,6	62 421,3
Plan	124 713,4	53 378,5	31 185,8	12 317,4	10 808,0	4 510,1	40 783,5	23 316,8	240 401,5	262 157,7
Recherche scientifique	1 294,30	2 403,55	2 414,90	3 154,48	4 465,08	1 218,59	6 548,71	12 946,61	19 505,68	30 500,67
Condition Féminine & Famille	25 600,0	11 931,5	8 969,6	42 427,6	14 641,4	1 516,5	39 758,3	7 867,0	8 866,3	10 418,4
Droits et libertés du Citoyen.									812,6	
Droits humains							500	461,55		3474,970311
Budget	3 890,8	4 555,7	5 000,0	4 739,9	3 819,7	9 287,8	11 042,2	11 476,7	60 529,4	86 103,2
Urbanisme et Habitat	8 660,8	13 525,9	4 812,1	21 084,8	0,0	456,1	49 877,0	13 132,0	26 329,7	28 864,1
Reconstruction	101,6	1 379,8	0,0	1 630,6	140,0	50,0	0,0	450,0	10,6	845,9
Coopération internationale								790,0	20,6	22,0
Relations avec le parlement							500,0	700,0	9,2	51,1
Réformes Institutionnelles								466,9	6,8	43,0
Relations avec partis politiques.							200,0	500,0	15,1	1 130,8
Petites et Moyennes Entreprises.			500,0	1 271,7		63 373,0	27 636,5	12 750,0	52 288,0	97 951,9
Tourisme et hôtellerie							7 281,4	13 875,0	1 237,1	1 517,3
Industrie							24 787,6	5 043,5	44 408,7	48 327,0
Ministères non identifiés							9 315,0	11 552,5	52 936,1	162 475,4
III. Autres services	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4		3 842 427,2	434 424,3	566 919,6	151 969,3	1 206 835,0
Villes et Provinces							374 424,3	566 919,6	136 969,3	1 176 835,0
Budgets annexes										
Dépenses exceptionnelles										
Autres services	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4	0,0	3 842 427,2	60 000,0	0,0	15 000,0	30 000,0
<b>TOTAL</b>	<b>2 181 862,2</b>	<b>2 509 163,4</b>	<b>2 846 565,7</b>	<b>2 864 957,6</b>	<b>1 309 553,0</b>	<b>4 429 056,7</b>	<b>2 620 408,9</b>	<b>2 609 664,1</b>	<b>2 450 201,1</b>	<b>5 156 841,8</b>

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'Homme, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau I|2|21 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition par ministère et institution  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
I.Institutions politiques	3 944,3	29 317,0	17 217,5	3 026,8	2 909,2	1 036,3	85 517,2	18 488,0	21 294,3	26 043,5
Présidence de la République.	1 814,2	27 751,2	9 677,2	1 850,2	2 857,1	1 036,3	17 470,3	9 172,0	8 256,3	25 306,4
Assemblée Nationale & Sénat	0,0	617,5	0,0	905,3	0,0	0,0	2 751,5	3 727,7	3 445,8	
Primature <sup>(1)</sup>	2 130,1	948,3	7 540,3	271,2	52,1	0,0	1 900,8	3 822,2	9 350,2	600,0
Organismes auxiliaires <sup>(2)</sup>									0,0	
Autres <sup>(3)</sup>							63 324,6	756,0	6,0	
Magistrature, Cours & Tribunaux							70,00	1 010,07	236,00	137,05
Comité Directeur CPP										
Dialogue Inter Congolais										
II.Ministères	355 176,7	323 436,2	281 515,5	502 893,6	539 254,9	999 216,0	731 400,1	849 442,2	559 963,0	1 502 616,9
Intérieur et Administration du territoire.	12 044,0	3 262,7	6 277,0	19 290,0	28 013,3	64 358,7	36 990,0	40 217,9	7 584,1	67 585,9
Affaires Etrangères	933,2	0,0	120,1	537,5	1 705,2	154,4	2 213,4	1 707,7	550,2	122,0
Commerce	665,0	0,0	0,0	2 184,6	601,8	0,0	284,9	342,3	2 191,8	14 551,8
Défense Nationale	31 201,8	12 275,2	13 290,7	4 975,6	5 911,8	11 739,0	20 773,8	1 553,9	10 800,1	27 919,7
Anciens Combattants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	787,5	595,6	0,0	
Justice	135,6	321,1	297,1	4 071,7	12 830,8	8 203,9	0,0	14 670,4	8 673,8	
Finances	4 605,4	58 944,5	33 855,1	10 059,1	33 729,9	28 942,9	56 245,3	57 844,0	24 081,7	337 401,0
Economie Nationale							-	160,55	-	37,68
Education Nationale <sup>(4)</sup>	2 379,1	18 925,5	30 603,1	33 968,4	30 360,2	20 523,5	71 654,5	82 579,3	39 934,8	60 597,3
Information et presse	23,7	0,0	0,0	1 081,5	574,5	0,0	4 761,6	1 020,0	531,6	3 847,1
Agriculture , Pêche & Elevage	27 082,4	33 471,4	73 157,2	27 467,8	9 995,2	6 282,0	49 510,6	60 094,2	32 617,8	75 163,2
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	41870,7	119848	32810,29991	131282,932	67128,13751	138463,301	115154,758	196962,4592	89460,77131	110075,089
Mines & Hydrocarbone	212,8	1 130,9	120,0	2 978,0	0,0	15 510,8	8 950,6	11 017,5	28,1	16 398,6
Transports et Communications.	15 599,5	32 974,9	41 426,8	102 657,8	258 638,7	54 193,6	71 386,4	43 710,4	42 247,1	48 189,9
Fonction Publique	0,0	40,1	644,3	11 835,6	6 977,9	47 967,8	33 398,4	28 304,3	35 228,3	41 261,2
Affaires sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	468,9	0,0	1 326,9	2 203,1	392,1	2 946,4
Postes, Télégraphes,Télégrammes.	0,0	6 518,0	672,1	801,8	5 415,8	7 288,2	5 616,7	5 300,5	15 996,0	8 985,8
Santé Publique	17 478,2	31 356,2	33 324,3	10 337,4	12 874,7	204 335,8	97 376,0	153 886,9	171 440,4	344 085,9
Culture et Arts	146,10	168,10	1 364,46	1 414,63	339,35	30,00	537,56	346,12	200,00	9 406,80
Energie	192 066,2	0,0	0,0	99 966,0	17 065,3	271 662,4	54 794,1	22 310,2	9 620,8	92 083,2
Sports & Jeunesse	66,7	0,0	6 170,8	4 807,4	5 362,5	0,0	1 815,8	580,0	20 463,6	56 200,7
Affaires Foncières.							243,0	93,0	0,0	81,4
Travail et Prévoyance Sociales.							1 103,0	1 629,9	1 393,3	
Portefeuille							1 245,3	2 308,6	670,4	978,4
Environnement	0,0	0,0	0,0	5 088,9	11 805,6	20 255,9	34 297,7	15 738,3		16 138,5
Développement rural	38,3	645,7	57,1	7 968,1	9 102,8	46 213,6	8 220,8	3 363,5	4 560,6	16 541,2
Plan	7 238,6	1 698,5	6 029,1	3 575,4	10 425,2	17 957,6	10 842,8	13 536,0	8 558,1	4 305,7
Recherche scientifique	528,20	709,60	-	-	566,85	-	367,33	210,70	3 253,08	432,87 <sup>2</sup>
Condition Féminine & Famille	66,7	0,0	356,7	1 465,5	7 621,6	15 529,9	6 487,7	208,3	10 443,2	39 986,7
Droits et libertés du Citoyen.								0,0		
Droits humains							0		1685,488893	996,6473283
Budget	794,5	1080	814,2444091	2306,874	650,480571	1634,883829	2407,897031	1052,513064	1206,646827	4293,393596
Urbanisme et Habitat	0,0	65,8	125,0	12 771,0	1 088,2	17 968,1	17 823,4	79 900,3	5 935,4	16 276,5
Reconstruction								0,0	49,0	
Coopération internationale								0,0	0,0	
Relations avec le parlement							0,0	0,0	166,2	
Réformes Institutionnelles							0,0	0,0	0,0	
Relations avec partis politiques.							0,0	0,0	0,0	
Petites et Moyennes Entreprises.							1 188,28	4 277,97	5 753,39	72 042,51
Tourisme et hôtellerie							604,4	125,0	46,5	
Industrie							9 695,3	789,6	4 161,0	11 721,3
Ministères non identifiés							3 133,8	961,9	0	
III.Autres services	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4	858 529,9	29 736,8	0,0	0,0
Villes et Provinces							37 964,1	29 736,8		
Budgets annexes										
Dépenses exceptionnelles										
Autres services	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4	820 565,8			
<b>TOTAL</b>	<b>533 640,0</b>	<b>491 516,0</b>	<b>451 773,9</b>	<b>623 153,5</b>	<b>542 164,0</b>	<b>1 098 723,6</b>	<b>1 675 447,2</b>	<b>897 666,9</b>	<b>581 257,3</b>	<b>1 528 660,3</b>

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'Homme, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau I|2|22 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
A.Auprès des institutions monétaires	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	17 793,7	3 237,2	109 035,5	643 893,2	864 480,9	2 559 247,7
Banque Centrale du Congo	-699 115,0	-635 903,0	-631 259,0	-436 790,0	142 941,7	117 148,9	330 379,3	880 142,4	1 160 406,7	3 114 679,1
Banques commerciales	-226 026,0	-184 389,0	-136 577,0	-114 898,0	-125 148,0	-113 911,7	-221 343,9	-236 249,2	-295 925,8	-555 431,4
B.Auprès des institutions financières et des organismes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	- 925 141,00	- 820 292,00	- 767 836,00	- 551 688,00	17 793,72	3 237,18	109 035,47	643 893,19	864 480,88	2 559 247,73

Source : Banque Centrale du Congo.



## 3 | Relations économiques extérieures

Tableau I | 3 | 19 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits	Marchés	Cotation	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Cuivre	New York	USD/tm	7 960,3	7 349,8	6 873,0	5 523,0	4 854,0	6 197,7	6 462,8	6 003,6	6 181,1	9 366,2
	Londres	USD/tm	7 943,6	7 329,5	6 859,9	5 509,0	4 861,8	6 155,0	6 527,6	6 003,7	6 157,4	9 299,3
	Paris	EUR/tm	6 341,9	5 680,9	5 344,2	5 169,4	4 596,9	5 632,9	5 697,3	5 564,4	5 570,1	8 061,2
Etain	Londres	USD/tm	21 104,1	22 341,0	21 897,2	16 085,7	17 953,2	20 120,6	20 148,5	18 664,2	17 121,6	32 500,6
Zinc	Londres	USD/tm	1 946,0	1 909,9	2 160,9	1 933,0	2 084,4	2 889,2	2 926,2	2 548,5	2 263,7	3 003,0
Diamant	Kinshasa (CEEC) <sup>(1)</sup>	USD/carat	13,2	14,4	14,5	15,0	15,6	25,4	13,5	11,6	8,1	10,9
Cobalt	Londres (LME) <sup>(2)</sup>	USD/lb	13,9	13,0	14,7	13,5	11,7	26,0	37,6	17,6	15,8	22,7
	Londres (LME) <sup>(2)</sup>	USD/tonne	30 706,4	28 697,6	32 538,6	29 823,4	25 805,7	57 372,2	82 933,8	38 745,7	34 843,7	50 019,6
	Londres (Boursorama) <sup>(3)</sup>	USD/tonne	25 332,1	26 500,0	32 000,0	24 700,0	32 483,0	57 713,4	74 054,3	33 265,4	31 450,6	51 169,6
Coltan	Londres	USD/lb	117,1	115,0	92,3	78,0	59,6	69,4	95,0	66,6	60,0	75,9
Or	New York	USD/o.t.	1 668,0	1 411,7	1 266,4	1 161,1	1 247,7	1 258,1	1 270,3	1 391,9	1 770,3	1 800,6
Pétrole	New York <sup>(3)</sup>	USD/baril	94,2	97,9	93,4	48,9	43,6	51,3	64,7	57,1	39,7	67,9
Argent	New York	Cts/o.t.	3 120,5	2 389,2	1 908,8	1 572,0	1 708,4	1 705,3	1 571,6	1 620,4	2 057,0	2 514,8

Sources : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et du CEEC.

(1) Prix implicite dégagé par le rapport de la valeur et le volume exportés.

(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80%.

(3) Il s'agit du cobalt brut.

Tableau I | 3 | 20 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Café</b>												
Robusta	Londres	USD/tonne	2	1	2	1	1	2	1	1	1	1
Arabica	New York	Cts/lb	174,6	126,0	176,4	132,9	136,4	133,0	113,1	101,6	111,0	168,2
<b>Cacao</b>												
	New York	USD/tonne	2	2	2	2	3	2	2	2	2	2
(Marché à terme)												
<b>Huile</b>												
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	640,0	517,6	611,8	441,0	528,9	552,2	451,3	436,8	557,3	889,1
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	864,1	901,7	894,5	774,6	857,5	951,1	758,3	865,5	720,1	1
<b>Coton</b>												
	New York	Cts/lb	79,9	83,3	76,6	63,3	65,6	73,6	82,1	67,4	64,1	93,4
<b>Caoutchouc<sup>(1)</sup></b>												
	Londres C.I.F.	Cts/Kg	336,2	279,7	196,5	155,6	163,9	199,6	155,8	165,6	176,1	208,9
<b>Bois Sapelli</b>												
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m <sup>3</sup>	287,4	311,2	282,0	246,0	299,0	384,2	461,0	371,3	367,6	365,5
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m <sup>3</sup>	750,0	782,5	897,9	833,3	738,9	786,1	727,9	616,2	578,9	540,0

Sources : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et du CEEC.

Tableau I | 3 | 21 Evolution des indices des cours des matières premières  
(Base 2012 = 100)

Périodes	Indice de produits minéraux	Indice de produits végétaux	Indice global
2012	100	100	100,0
2013	92,93	84,8	92,9
2014	86,6	96,2	86,7
2015	65,2	78,9	65,3
2016	59,2	89,5	59,4
2017		93,0	72,6
2019	71,6	72,3	71,6
2020	70,9	84,7	71,0
2021	107,8	123,9	107,9

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau I|3|22 Répartition des exportations par principaux pays de destination <sup>(1)</sup>  
(en millions de USD)

PAYS	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(a)</sup>
1. Union Européenne	1 887,3	2 456,9	562,9	448,2	541,4	571,8	479,5	494,2	230,2	3 035,5
Belgique et Luxembourg	730,2	967,8	330,2	283,2	360,9	415,6	353,2	360,4	106,0	845,6
France	179,7	262,7	16,2	13,7	10,8	5,0	3,9	4,0	3,5	604,9
Italie	35,6	50,4	5,2	3,4	6,9	4,0	6,3	3,6	1,8	73,6
Allemagne	25,1	34,8	35,1	23,1	30,3	29,5	27,6	12,2	6,7	237,4
Pays-Bas	79,0	100,0	2,7	6,9	27,6	16,8	10,7	5,5	8,7	176,8
Royaume-Uni	9,1	16,3	151,2	95,8	87,8	91,8	69,7	79,5	10,5	708,9
Irlande, Danemark et Grèce	4,5	8,5	2,3	0,7	3,0	0,8	0,3	0,4	1,4	224,7
Portugal	68,9	84,9	3,2	2,7	2,3	1,6	2,8	2,0	0,9	4,2
Espagne	7,8	12,3	5,6	8,4	11,0	3,9	4,0	4,3	2,7	70,0
Autres pays de l'U.E.	747,3	919,3	11,2	10,1	0,9	2,8	1,0	22,3	87,9	89,3
2. Amérique du Nord	451,5	612,5	522,9	462,0	492,5	477,3	460,1	272,8	15,8	3 170,6
3. Japon	45,5	64,4	0,7	0,3	0,7	0,2	1,0	1,1	1,8	74,7
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	14,3	23,9	755,6	675,3	599,1	561,0	439,5	209,2	348,8	857,5
<b>Sous-total (1+2+3+4)</b>	<b>2 398,5</b>	<b>3 157,8</b>	<b>1 842,1</b>	<b>1 585,9</b>	<b>1 633,7</b>	<b>1 610,3</b>	<b>1 380,1</b>	<b>977,3</b>	<b>596,6</b>	<b>7 138,3</b>
5. Destinations diverses	6 344,8	8 455,2	10 479,1	8 698,9	10 251,8	9 937,9	14 586,7	12 206,2	13 192,1	15 046,9
Chine <sup>(2)</sup>	2 833,4	2 760,0	2 823,0	2 647,0	2 379,4	3 260,0	5 661,4	4 428,6	7 030,6	11 635,0
Brésil <sup>(3)</sup>	193,0	270,7	-	-	-	-	-	0,0	0,0	9,7
Afrique du Sud <sup>(4)</sup>	700,5	902,5	2 007,9	2 103,4	2 194,4	2 457,8	3 211,6	3 491,3	1 967,4	146,4
Autres pays	2 617,8	4 522,1	5 648,3	3 948,5	5 678,0	4 220,1	5 713,7	4 286,3	4 194,1	3 255,8
<b>Total</b>	<b>8 743,4</b>	<b>11 613,0</b>	<b>12 321,2</b>	<b>10 284,8</b>	<b>11 885,5</b>	<b>11 548,2</b>	<b>15 966,8</b>	<b>13 183,5</b>	<b>13 788,7</b>	<b>22 185,3</b>

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(2) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(3) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(4) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau I | 3 | 22 bis Répartition des exportations par principaux pays de destination <sup>(1)</sup>

(en millions de CDF)

PAYS	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(p)</sup>
1. Union Européenne	1 735 118,3	2 259 575,8	520 796,9	415 024,8	546 981,2	838 268,1	778 008,8	814 264,9	426 161,7	6 038 734,9
Belgique et Luxembourg	671 330,9	890 052,7	305 489,2	262 239,2	364 585,6	609 304,7	573 138,8	593 812,0	196 279,4	1 682 208,5
France	165 214,2	241 566,0	15 009,7	12 662,0	10 910,8	7 363,3	6 326,4	6 551,7	6 571,8	1 203 445,8
Italie	32 751,6	46 324,6	4 839,1	3 192,0	7 009,2	5 844,0	10 163,8	5 886,8	3 290,9	146 430,8
Allemagne	23 112,1	31 969,6	32 494,4	21 397,0	30 620,7	43 262,1	44 850,8	20 157,8	12 396,4	472 238,6
Pays-Bas	72 663,6	91 979,3	2 499,6	6 400,4	27 838,3	24 604,8	17 409,3	9 063,5	16 039,9	351 711,9
Royaume-Uni	8 388,7	14 993,2	139 865,0	88 748,1	88 675,3	134 579,9	113 019,6	131 046,8	19 508,8	1 410 279,2
Irlande, Danemark et Grèce	4 105,9	7 803,3	2 130,2	684,1	3 040,3	1 168,5	419,9	578,7	2 567,0	447 084,6
Portugal	63 385,6	78 077,2	2 930,5	2 526,8	2 278,7	2 346,7	4 503,6	3 364,1	1 635,7	8 322,8
Espagne	7 162,9	11 355,9	5 183,8	7 789,9	11 115,8	5 745,9	6 515,9	7 101,1	5 037,4	139 353,0
Autres pays de l'U.E.	687 002,8	845 454,0	10 355,4	9 385,3	906,3	4 048,1	1 660,6	36 702,4	162 834,4	177 659,6
		0,0								
2. Amérique du Nord	415 095,3	563 300,2	483 820,5	427 846,6	497 557,0	699 625,9	746 504,5	449 494,8	29 269,5	6 307 656,8
3. Japon	41 793,1	59 255,9	603,3	281,8	729,5	240,9	1 674,1	1 816,3	3 290,9	148 587,9
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	13 115,1	21 975,4	699 115,9	625 353,8	605 302,8	822 413,0	713 064,9	344 712,3	645 829,6	1 705 990,8
<b>Sous-total (1+2+3+4)</b>	<b>2 205 121,8</b>	<b>2 904 107,3</b>	<b>1 704 336,6</b>	<b>1 468 507,0</b>	<b>1 650 570,5</b>	<b>2 360 547,9</b>	<b>2 239 252,3</b>	<b>1 610 288,3</b>	<b>1 104 551,7</b>	<b>14 200 970,4</b>
5. Destinations diverses	5 833 199,8	7 775 999,8	9 695 561,4	8 055 038,7	10 357 425,6	14 568 015,6	23 667 336,8	20 112 945,8	24 425 765,1	29 934 181,6
Chine <sup>(2)</sup>	2 604 964,2	2 538 290,5	2 611 913,8	2 451 082,2	2 403 867,5	4 778 865,6	9 185 823,5	7 297 240,8	13 017 501,3	23 146 634,3
Brésil <sup>(3)</sup>	177 475,6	248 909,3	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	19 224,2
Afrique du Sud <sup>(4)</sup>	644 023,8	829 957,9	1 857 728,4	1 947 700,7	2 217 029,9	3 602 842,2	5 210 938,3	5 752 890,9	3 642 788,9	291 192,0
Autres pays	2 406 736,2	4 158 842,1	5 225 919,2	3 656 255,8	5 736 528,2	6 186 307,8	9 270 575,0	7 062 814,0	7 765 474,9	6 477 131,2
<b>Total</b>	<b>8 038 321,5</b>	<b>10 680 107,0</b>	<b>11 399 897,9</b>	<b>9 523 545,7</b>	<b>12 007 996,1</b>	<b>16 928 563,6</b>	<b>25 906 589,1</b>	<b>21 723 234,0</b>	<b>25 530 316,7</b>	<b>44 135 152,0</b>
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(2) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(3) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(4) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau I | 3 | 23 Répartition des importations par principaux pays de provenance <sup>(1)</sup>  
(en millions de USD)

PAYS	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(p)</sup>
1. Union Européenne	2 007,3	2 462,8	2 949,0	2 480,5	2 152,5	2 198,9	1 815,1	1 691,3	1 193,8	4 374,6
Belgique et Luxembourg	731,7	897,8	938,4	832,8	692,7	662,8	614,2	554,9	337,9	1 167,1
France	357,4	438,5	516,7	438,0	500,5	469,3	364,9	328,8	206,7	935,0
Italie	179,7	220,5	123,5	75,2	92,0	75,2	72,7	83,8	58,3	76,1
Allemagne	220,6	270,7	257,3	190,5	154,5	138,7	123,6	134,3	68,5	76,7
Pays-Bas	239,4	293,8	491,8	349,1	252,2	208,7	191,9	259,2	150,5	843,6
Royaume-Uni	50,2	61,6	100,6	117,2	156,8	152,8	123,9	100,3	101,6	1 041,1
Irlande, Danemark et Grèce	24,5	30,1	79,1	194,4	91,9	107,0	68,4	54,6	48,1	42,1
Portugal	20,8	25,5	39,4	21,1	23,0	25,5	13,8	11,4	7,4	34,6
Espagne	38,0	46,7	144,3	85,3	57,8	51,6	44,8	54,3	82,9	39,5
Autres pays de l'U.E.	144,8	177,6	258,0	177,0	131,1	307,4	196,8	109,8	131,8	118,8
2. Amérique du Nord	286,3	351,2	348,3	323,9	419,0	371,5	362,8	327,6	187,4	1 166,8
3. Japon	68,9	84,5	47,0	41,5	19,7	42,8	31,6	34,2	21,2	10,9
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	94,3	115,7	546,4	420,3	540,0	509,0	435,4	349,1	291,4	455,5
<b>Sous-total (1+2+3+4)</b>	<b>2 456,8</b>	<b>3 014,3</b>	<b>3 890,8</b>	<b>3 266,2</b>	<b>3 131,2</b>	<b>3 122,2</b>	<b>2 644,9</b>	<b>2 402,2</b>	<b>1 693,8</b>	<b>6 007,9</b>
5. Provenances diverses	6 220,5	7 794,2	8 815,5	7 308,4	9 017,6	8 217,8	12 327,8	10 540,5	10 171,4	12 237,5
Chine <sup>(2)</sup>	1 543,6	1 950,0	1 362,0	1 413,0	1 319,1	970,0	1 774,4	2 098,9	2 013,1	2 757,3
Brésil <sup>(3)</sup>	80,0	98,5	72,6	36,9	56,6	61,3	52,1	44,5	94,1	0,3
Afrique du Sud <sup>(4)</sup>	1 226,3	1 272,3	1 349,8	1 298,8	1 176,0	964,3	1 621,3	1 842,8	1 580,3	1 220,2
Autres pays	3 370,5	4 473,3	6 031,1	4 559,7	6 465,8	6 222,2	8 880,0	6 554,2	6 483,8	8 259,7
<b>Total</b>	<b>8 677,2</b>	<b>10 808,4</b>	<b>12 706,3</b>	<b>10 574,6</b>	<b>12 148,8</b>	<b>11 340,0</b>	<b>14 972,7</b>	<b>12 942,7</b>	<b>11 865,3</b>	<b>18 245,4</b>

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(2) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(3) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(4) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau I|3|23 bis Répartition des importations par principaux pays de provenance <sup>(1)</sup>

(en millions de CDF)

PAYS	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(p)</sup>
1. Union Européenne	1 845 415,2	2 264 960,9	2 728 521,3	2 296 943,0	2 174 653,7	3 223 419,4	2 945 080,1	2 786 861,4	2 210 453,3	8 702 878,8
Belgique et Luxembourg	672 739,2	825 683,0	868 245,7	771 149,1	699 851,2	971 543,7	996 499,7	914 375,5	625 592,1	2 321 841,8
France	328 605,9	403 312,7	478 024,6	405 601,2	505 647,8	687 887,5	592 050,9	541 745,6	382 770,3	1 860 079,3
Italie	165 202,6	202 760,5	114 231,7	69 674,4	92 995,1	110 207,1	118 033,5	138 049,0	107 998,4	151 466,4
Allemagne	202 835,7	248 949,3	238 103,1	176 371,2	156 070,1	203 386,4	200 513,4	221 290,0	126 894,8	152 649,6
Pays-Bas	220 133,8	270 180,1	454 996,4	323 266,6	254 840,5	305 985,1	311 385,0	427 024,0	278 615,6	1 678 217,5
Royaume-Uni	46 193,8	56 695,8	93 059,2	108 524,3	158 366,2	224 040,9	201 089,2	165 322,5	188 184,9	2 071 095,9
Irlande, Danemark et Grèce	22 549,0	27 675,4	73 157,1	179 988,4	92 869,5	156 805,8	111 041,1	89 939,1	89 082,9	83 748,3
Portugal	19 115,5	23 461,3	36 454,0	19 554,8	23 226,9	37 355,3	22 395,3	18 840,2	13 662,5	68 860,8
Espagne	34 959,7	42 907,6	133 498,7	78 942,8	58 366,6	75 651,5	72 697,1	89 420,3	153 541,4	78 553,8
Autres pays de l'U.E.	133 080,1	163 335,2	238 750,7	163 870,1	132 419,8	450 556,1	319 374,9	180 855,3	244 110,4	236 365,4
2. Amérique du Nord	263 186,9	323 021,1	322 257,5	299 944,0	423 365,9	544 561,6	588 647,7	539 790,0	346 891,0	2 321 243,4
3. Japon	63 354,4	77 757,7	43 515,7	38 395,0	19 879,3	62 688,5	51 231,4	56 287,6	39 299,0	21 676,8
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	86 702,4	106 413,7	505 561,3	389 180,5	545 572,6	746 159,3	706 403,3	575 290,5	539 583,4	906 198,4
<b>Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)</b>	<b>2 258 658,9</b>	<b>2 772 153,4</b>	<b>3 599 855,7</b>	<b>3 024 462,5</b>	<b>3 163 471,5</b>	<b>4 576 828,9</b>	<b>4 291 362,5</b>	<b>3 958 229,6</b>	<b>3 136 226,7</b>	<b>11 951 997,4</b>
5. Provenances diverses	5 718 864,1	7 168 054,0	8 156 344,3	6 767 466,8	9 110 502,2	12 046 601,3	20 002 183,8	17 368 202,5	18 832 762,9	24 345 213,1
Chine <sup>(2)</sup>	1 419 147,3	1 793 357,4	1 260 158,2	1 308 416,8	1 332 736,0	1 421 932,4	2 879 002,1	3 458 439,3	3 727 404,0	5 485 374,2
Brésil <sup>(3)</sup>	73 584,9	90 591,5	67 129,2	34 161,3	57 204,0	89 890,4	84 602,9	73 399,2	174 233,9	657,2
Afrique du Sud <sup>(4)</sup>	1 127 429,1	1 170 133,6	1 248 883,4	1 202 641,1	1 188 099,7	1 413 586,6	2 630 518,4	3 036 557,1	2 926 048,7	2 427 449,1
Autres pays	3 098 702,8	4 113 971,6	5 580 173,5	4 222 247,6	6 532 462,5	9 121 191,9	14 408 060,4	10 799 807,0	12 005 076,3	16 431 732,7
<b>Total</b>	<b>7 977 523,0</b>	<b>9 940 207,4</b>	<b>11 756 200,0</b>	<b>9 791 929,3</b>	<b>12 273 973,7</b>	<b>16 623 430,2</b>	<b>24 293 546,3</b>	<b>21 326 432,0</b>	<b>21 968 989,6</b>	<b>36 297 210,5</b>
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(2) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(3) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(4) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau I|3|24 Balance des biens

Périodes	Millions de CDF			Millions de USD		
	Exportations F.O.B.	Importations F.O.B.	Solde	Exportation F.O.B.	Importations F.O.B.	Solde
2012	8 038 321,5	7 977 523,0	60 798,6	8 743,4	8 677,2	66,1
2013	10 680 107,0	9 940 207,4	739 899,6	11 613,0	10 808,4	804,5
2014	11 399 897,9	11 756 200,0	-356 302,0	12 321,2	12 706,3	-385,1
2015	9 523 545,7	9 791 929,3	-268 383,7	10 284,8	10 574,6	-289,8
2016	12 007 977,4	12 273 954,6	-265 977,2	11 885,5	12 148,8	-263,3
2017	16 928 563,1	16 623 429,7	305 133,4	11 548,2	11 340,0	208,2
2018	25 906 589,1	24 293 546,3	1 613 042,8	15 966,8	14 972,7	994,2
2019	21 723 234,0	21 326 432,0	396 802,0	13 183,5	12 942,7	240,8
2020	25 530 316,3	21 968 989,3	3 561 327,1	13 788,7	11 865,3	1 923,4
2021 <sup>(p)</sup>	44 135 152,0	36 297 210,5	7 837 941,5	22 185,3	18 245,4	3 939,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 3 | 25 Evolution des termes de l'échange  
(Base : 2012 = 100)

Périodes	Données exprimées en USD			Données exprimées en CDF		
	Indices à l'expor	Indices à l'import	Termes de l'échange	Indice à l'export s	Indice à l'import	Termes de l'échange
2012	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2013	132,8	124,6	106,6	132,9	124,6	106,6
2014	140,9	146,4	96,2	141,8	147,4	96,2
2015	117,6	121,9	96,5	118,5	122,7	96,5
2016	135,9	140,0	97,1	149,4	153,9	97,1
2017	132,1	130,7	101,1	210,6	208,4	101,1
2018	182,6	172,6	105,8	322,3	304,5	105,8
2019	150,8	149,2	101,1	270,2	267,3	101,1
2020	157,7	136,7	115,3	317,6	275,4	115,3
2021 <sup>(a)</sup>	253,7	210,3	120,7	549,1	455,0	120,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|3|26 Cours interbancaires des devises  
(Moyennes mensuelles en CDF)

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 CAD	1 CHF	100 JPY	100 XAF	1 DTS	1 EUR	1 ZAR	1 AUD	100 AOA	100 BIF	100 RWF	1 ZMW	100 TZS	100 UGX	1 CNY
<b>2010</b>																	
Décembre	911,78	1 422,43	902,84	937,12	1 092,26	183,53	1 398,59	1 203,86	133,49	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>2011</b>																	
Décembre	898,12	1 401,74	797,47	964,11	1 164,80	180,02	1 393,90	1 184,20	111,53	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>2012</b>																	
Décembre	914,93	1 459,66	928,71	1 003,21	1 003,21	182,96	1 408,10	1 200,17	105,82	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>2013</b>																	
Décembre	926,63	1 516,42	871,40	1 038,00	894,88	193,68	1 425,39	1 270,45	89,36	829,29	...	...	...	...	...	...	...
<b>2014</b>																	
Décembre	925,14	1 433,39	800,82	949,54	775,13	174,06	1 347,96	1 155,82	80,64	766,50	...	...	...	...	...	...	...
<b>2015</b>																	
Janvier	925,40	1 406,68	773,63	943,26	783,52	165,18	1 319,94	1 083,54	80,02	751,10	...	...	...	...	...	...	...
Février	925,29	1 417,87	739,49	989,59	779,61	161,05	1 306,96	1 050,34	79,87	720,25	...	...	...	...	...	...	...
Mars	925,58	1 387,06	734,33	946,30	769,37	152,99	1 283,15	1 003,88	76,66	716,43	...	...	...	...	...	...	...
Avril	925,46	1 383,30	748,80	964,21	774,44	153,00	1 279,73	999,40	77,20	715,24	...	...	...	...	...	...	...
Mai	924,77	1 429,18	760,26	993,01	766,55	157,40	1 298,69	1 032,50	77,33	730,58	...	...	...	...	...	...	...
Juin	925,61	1 437,99	748,68	991,93	747,05	158,18	1 299,72	1 050,53	75,09	713,98	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	925,50	1 440,57	721,88	971,80	750,50	155,28	1 291,31	1 018,59	74,40	687,17	...	...	...	...	...	...	...
Août	925,57	1 443,61	704,67	957,10	751,76	157,13	1 297,69	1 030,68	71,88	675,94	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	926,26	1 421,59	698,75	952,70	770,39	158,47	1 301,97	1 039,50	67,98	654,01	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	927,33	1 404,27	709,05	957,44	772,49	158,78	1 303,79	1 041,54	68,83	643,19	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	927,75	1 391,64	699,13	920,56	757,58	152,04	1 282,31	997,34	65,78	662,52	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	927,31	1 391,54	677,75	930,56	761,03	153,75	1 285,11	1 008,53	62,15	671,68	...	...	...	...	...	...	...
<b>2016</b>																	
Janvier	928,25	1 340,94	654,63	923,09	784,18	153,70	1 282,85	1 008,19	57,22	655,55	...	...	...	...	...	...	...
Février	930,02	1 330,73	671,91	935,08	807,83	157,14	1 295,99	1 030,74	58,88	662,03	...	...	...	...	...	...	...
Mars	936,15	1 330,45	705,79	952,30	828,96	158,48	1 305,27	1 039,53	60,05	699,84	...	...	...	...	...	...	...
Avril	945,33	1 351,89	735,96	981,14	860,58	163,40	1 331,78	1 071,81	64,59	724,51	...	...	...	...	...	...	...
Mai	951,92	1 383,93	736,42	974,70	875,19	164,25	1 343,75	1 077,39	95,82	697,51	...	...	...	...	...	...	...
Juin	963,75	1 387,83	763,84	993,55	904,48	165,15	1 358,67	1 083,38	63,75	712,55	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	990,98	1 304,32	760,54	1 008,91	952,01	167,19	1 377,93	1 096,70	68,56	746,90	...	...	...	...	...	...	...
Août	1 010,48	1 323,79	777,19	1 041,08	626,39	172,69	1 413,96	1 132,76	73,48	771,46	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	1 033,91	1 360,13	788,18	1 060,48	1 012,72	176,62	1 446,66	1 158,56	73,16	782,29	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	1 087,72	1 344,35	822,39	1 102,06	1 048,64	182,91	1 502,00	1 194,93	77,99	828,60	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	1 144,80	1 421,09	851,12	1 150,09	1 060,63	188,58	1 563,64	1 236,98	82,22	862,81	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	1 200,33	1 499,39	898,11	1 176,24	1 034,42	192,92	1 616,90	1 265,44	86,52	883,07	...	...	...	...	...	...	...
<b>2017</b>																	
Janvier	1 249,08	1 540,42	943,01	1 236,26	1 083,73	201,94	1 686,26	1 324,63	92,04	928,75	...	...	...	...	...	...	...
Février	1 299,03	1 621,57	992,12	1 297,74	1 148,68	210,89	1 760,75	1 378,33	98,40	990,40	...	...	...	...	...	...	...
Mars	1 339,97	1 654,15	1 001,77	1 337,67	1 186,33	214,40	1 815,79	1 432,04	103,87	1 021,92	...	...	...	...	...	...	...
Avril	1 385,24	1 747,79	1 032,58	1 384,32	1 257,51	226,08	1 884,95	1 483,20	103,17	1 044,71	...	...	...	...	...	...	...
Mai	1 418,18	1 832,98	1 042,19	1 435,21	1 263,14	238,73	1 949,40	1 565,98	106,98	1 054,20	...	...	...	...	...	...	...
Juin	1 461,65	1 869,83	1 095,71	1 508,99	1 320,37	250,05	2 021,58	1 640,21	113,01	1 102,46	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	1 569,81	2 037,12	1 234,00	1 635,07	1 394,98	275,30	2 189,29	1 805,81	119,37	1 221,96	...	...	...	...	...	...	...
Août	1 548,27	2 005,54	1 232,03	1 603,61	1 410,34	278,58	2 184,13	1 827,38	109,70	1 225,33	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	1 561,44	2 076,39	1 270,08	1 622,75	1 411,63	283,73	2 217,37	1 861,16	89,44	1 245,29	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	1 570,84	2 074,27	1 248,10	1 602,36	1 391,86	281,78	2 214,38	1 848,35	87,00	1 224,26	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	1 579,06	2 085,47	1 234,81	1 591,64	1 399,12	282,38	2 224,18	1 852,28	84,77	1 204,08	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	1 589,67	2 130,01	1 244,55	1 609,16	1 408,64	286,73	2 249,52	1 880,82	90,09	1 213,84	...	...	...	...	...	...	...

PERIODES	1	1	1	1	100	100	1	1	1	1	100	100	100	1	100	100	1
	USD	GBP	CAD	CHF	JPY	XAF	DTS	EUR	ZAR	AUD	AOA	BIF	RWF	ZMW	TZS	UGX	CNY
<b>2018</b>																	
Janvier	1 599,54	2 208,16	1 285,61	1 663,42	1 441,76	297,04	2 298,92	1 948,46	94,58	1 270,65	...	...	...	...	...	...	...
Février	1 611,99	2 252,70	1 283,44	1 723,99	1 491,69	303,40	2 340,62	1 990,20	97,48	1 269,88	...	...	...	...	...	...	...
Mars	1 616,53	2 257,56	1 250,75	1 706,28	1 523,31	303,78	2 348,52	1 992,63	97,72	1 254,88	...	...	...	...	...	...	...
Avril	1 617,84	2 288,91	1 273,91	1 683,18	1 511,88	303,89	2 351,57	1 993,37	95,47	1 249,83	...	...	...	...	...	...	...
Mai	1 619,22	2 181,95	1 257,90	1 623,90	1 476,76	294,03	2 308,58	1 914,33	112,62	1 218,21	...	...	...	...	...	...	...
Juin	1 623,75	2 156,91	1 239,69	1 640,74	1 476,83	288,99	2 295,94	1 895,67	122,29	1 218,24	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	1 625,43	2 139,20	1 235,93	1 633,41	1 458,79	289,37	2 283,99	1 898,12	122,02	1 202,36	...	...	...	...	...	...	...
Août	1 627,91	2 095,95	1 248,10	1 647,04	1 466,75	286,55	2 271,51	1 879,63	114,38	1 193,87	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	1 629,67	2 128,23	1 268,89	1 684,34	1 456,66	289,91	2 282,68	1 901,72	110,24	1 174,22	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	1 631,27	2 126,25	1 257,09	1 644,24	1 446,13	286,04	2 270,17	1 876,26	112,72	1 158,98	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	1 632,27	2 105,90	1 237,71	1 630,46	1 441,65	282,84	2 260,21	1 855,29	115,55	1 182,01	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	1 632,63	2 068,57	1 215,21	1 643,98	1 451,26	282,98	2 260,73	1 856,24	114,81	1 174,36	...	...	...	...	...	...	...
<b>2019</b>																	
Janvier	1 637,21	2 106,04	1 228,44	1 655,15	1 499,43	284,94	2 280,97	1 869,10	117,73	1 168,54	...	...	...	...	...	...	...
Février	1 637,09	2 127,20	1 240,39	1 636,37	1 484,88	283,73	2 279,45	1 861,12	118,76	1 172,22	...	...	...	...	...	...	...
Mars	1 639,05	2 161,24	1 227,74	1 639,11	1 482,77	282,84	2 281,90	1 855,30	114,34	1 161,57	...	...	...	...	...	...	...
Avril	1 639,40	2 137,33	1 225,56	1 628,45	1 468,88	280,84	2 273,97	1 842,21	115,87	1 168,25	...	...	...	...	...	...	...
Mai	1 640,64	2 109,60	1 219,84	1 622,77	1 491,03	279,98	2 267,51	1 836,58	112,78	1 140,45	498,91	89,32	181,36	119,54	71,42	43,65	237,69
Juin	1 643,64	2 082,65	1 234,71	1 660,25	1 519,78	282,73	2 276,37	1 854,59	112,49	1 140,73	486,81	89,06	181,29	125,87	71,49	43,96	238,12
Juillet	1 638,82	2 058,64	1 255,76	1 669,11	1 522,52	281,92	2 276,57	1 849,30	116,83	1 151,53	476,89	93,42	180,36	128,78	71,64	63,43	0,00
Août	1 652,09	2 008,24	1 244,72	1 685,16	1 550,11	280,34	2 268,82	1 838,73	109,29	1 118,56	459,87	89,58	180,39	126,74	71,85	44,72	234,28
Septembre	1 653,78	2 041,54	1 248,16	1 668,35	1 539,85	277,71	2 263,22	1 821,69	111,85	1 126,08	451,38	89,32	179,62	125,76	71,94	44,99	232,34
Octobre	1 653,93	2 086,70	1 253,38	1 664,40	1 529,70	278,50	2 268,08	1 826,88	111,57	1 122,72	394,34	88,92	179,20	125,42	71,90	44,74	232,90
Novembre	1 658,32	2 137,28	1 253,49	1 670,29	1 523,77	279,58	2 280,51	1 833,61	112,75	1 133,90	349,98	88,54	178,96	119,12	72,01	44,65	236,20
Décembre	1 668,53	2 184,83	1 265,72	1 694,91	1 528,50	279,50	2 300,16	1 853,10	115,83	1 146,86	350,90	88,98	178,60	115,94	72,61	45,40	237,79
<b>2020</b>																	
Janvier	1 678,96	2 193,89	1 283,32	1 729,39	1 536,02	284,11	2 316,24	1 863,56	117,07	1 152,62	343,60	89,17	178,63	117,13	72,90	45,60	242,18
Février	1 687,16	2 188,29	1 271,11	1 727,72	1 532,94	280,52	2 310,19	1 840,09	112,96	1 126,61	341,13	89,45	179,09	114,60	73,07	45,92	241,13
Mars	1 710,26	2 107,49	1 224,75	1 775,05	1 577,32	286,66	2 334,33	1 881,52	103,54	1 063,21	336,06	89,97	179,83	104,94	73,80	45,12	242,40
Avril	1 716,53	2 129,49	1 218,69	1 786,24	1 592,61	284,58	2 340,71	1 866,67	93,24	1 077,93	308,76	90,56	183,08	92,46	74,18	45,36	242,65
Mai	1 798,83	2 212,24	1 282,10	1 824,84	1 678,02	298,44	2 451,95	1 957,65	99,66	1 171,43	319,46	94,74	191,82	98,74	77,73	47,43	253,22
Juin	1 861,10	2 333,71	1 369,48	1 955,15	1 730,58	319,46	2 567,99	2 095,51	108,77	1 282,85	315,28	97,75	196,48	102,13	80,40	49,69	262,61
Juillet	1 940,26	2 451,46	1 431,34	2 073,00	1 815,80	333,66	2 696,69	2 219,58	115,52	1 360,91	341,01	100,89	203,68	107,00	83,77	52,40	276,70
Août	1 961,39	2 573,31	1 479,83	2 153,00	1 850,07	353,44	2 768,08	2 318,43	113,82	1 409,58	335,72	101,74	204,32	104,93	84,44	53,33	282,81
Septembre	1 961,17	2 530,79	1 482,24	2 146,30	1 857,65	352,95	2 770,32	2 315,08	117,40	1 424,36	316,53	101,51	203,20	98,82	84,54	53,09	287,85
Octobre	1 963,02	2 546,74	1 484,30	2 150,95	1 865,99	352,28	2 774,97	2 310,83	119,29	1 403,03	304,89	101,58	201,25	97,30	84,63	52,77	291,83
Novembre	1 965,41	2 589,38	1 500,60	2 153,86	1 880,75	353,58	2 792,91	2 319,34	126,79	1 426,80	296,98	101,47	200,10	94,31	84,78	52,95	297,21
Décembre	1 969,23	2 641,42	1 534,39	2 210,84	1 895,91	364,07	2 830,32	2 390,82	133,46	1 477,20	301,06	101,58	199,57	93,34	84,89	53,66	300,78
<b>2021</b>																	
Janvier	1 975,65	2 680,28	1 551,51	2 229,41	1 906,27	366,93	2 850,93	2 406,92	131,50	1 527,22	301,84	101,77	199,67	92,83	85,20	53,53	305,24
Février	1 980,48	2 741,84	1 558,97	2 208,21	1 881,47	365,10	2 852,10	2 394,85	133,70	1 534,10	303,48	102,11	199,92	91,70	85,40	54,02	306,56
Mars	1 980,88	2 746,04	1 573,15	2 134,17	1 824,93	359,79	2 829,57	2 360,11	132,07	1 533,09	317,02	100,72	199,27	90,10	85,42	54,08	304,05
Avril	1 985,48	2 749,11	1 586,77	2 146,08	1 818,66	361,13	2 834,29	2 368,88	137,56	1 528,20	310,10	101,40	200,68	89,49	85,61	54,66	303,83
Mai	1 989,08	2 794,40	1 639,03	2 199,92	1 822,31	368,05	2 861,41	2 412,92	141,43	1 544,05	304,61	101,05	200,30	88,59	85,71	55,90	308,64
Juin	1 989,53	2 798,65	1 627,61	2 196,28	1 810,10	366,59	2 861,16	2 404,65	143,44	1 525,99	306,79	101,53	204,02	88,13	85,94	56,24	310,57
Juillet	1 988,63	2 743,52	1 588,54	2 188,64	1 802,82	358,55	2 829,98	2 351,94	137,13	1 493,66	306,83	101,42	199,30	90,31	85,76	55,95	307,03
Août	1 992,08	2 723,89	1 585,85	2 178,90	1 812,88	357,45	2 832,50	2 344,68	135,67	1 455,05	309,25	100,53	199,06	105,00	85,92	56,31	307,71
Septembre	1 992,83	2 743,18	1 576,86	2 164,14	1 811,82	357,70	2 834,59	2 346,36	137,00	1 460,25	316,38	100,28	195,12	121,36	86,31	56,43	299,95
Octobre	1 997,31	2 729,40	1 595,73	2 159,79	1 768,35	353,10	2 820,38	2 316,19	134,47	1 473,10	332,09	100,19	198,49	117,44	86,64	55,77	311,16
Novembre	1 999,67	2 698,69	1 595,61	2 173,32	1 754,71	348,97	2 809,28	2 289,05	129,13	1 469,58	334,03	100,25	197,85	114,21	86,85	56,28	312,88
Décembre	1 999,68	2 658,41	1 561,91	2 170,44	1 758,44	344,45	2 795,48	2 259,43	126,10	1 428,27	347,61	100,16	195,62	118,56	86,81	56,24	313,87

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|3|27 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles  
(Données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles <sup>(1)</sup>		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
<b>2009</b>						
Décembre	902,66	1292,00	904,60	-	0,2	-
<b>2010<sup>(1)</sup></b>						
Décembre	915,13	1202,05	931,67	1 214,07	1,8	1,0
<b>2011</b>						
Décembre	910,82	1 173,90	914,00	1 178,00	0,3	0,3
<b>2012</b>						
Décembre	915,17	1 214,23	923,33	1 211,75	0,9	-0,2
<b>2013</b>						
Décembre	925,50	1 266,42	938,00	1 173,38	1,4	-7,3
<b>2014</b>						
Décembre	924,51	1 127,80	932,25	1 138,27	0,8	0,9
<b>2015</b>						
Janvier	925,32	1 044,50	932,00	1 105,01	0,7	5,8
Février	924,13	1 050,46	931,50	1 086,65	0,8	3,4
Mars	925,19	1 004,62	932,00	1 049,33	0,7	4,5
Avril	926,62	1 028,96	932,00	1 058,66	0,6	2,9
Mai	926,06	1 010,56	932,00	1 026,03	0,6	1,5
Juin	925,79	1 035,30	932,25	1 026,30	0,7	-0,9
Juillet	924,23	1 010,89	931,75	1 016,43	0,8	0,5
Août	927,65	1 041,32	933,00	1 016,97	0,6	-2,3
Septembre	925,45	1 038,58	932,25	1 016,97	0,7	-2,1
Octobre	928,02	1 014,27	931,25	1 016,43	0,3	0,2
Novembre	925,73	979,70	931,75	1 002,44	0,7	2,3
Décembre	927,92	1 018,29	936,25	1 005,06	0,9	-1,3
<b>2016</b>						
Janvier	929,51	1 014,39	939,63	1 012,45	1,1	-0,2
Février	933,97	1 023,76	943,88	1 019,39	1,1	-0,4
Mars	941,58	1 069,73	958,43	1 060,03	1,8	-0,9
Avril	949,49	1 076,18	978,33	1 091,82	3,0	1,5
Mai	954,95	1 063,85	986,63	1 091,22	3,3	2,6
Juin	983,76	1 084,83	1 032,00	1 137,26	4,9	4,8
Juillet	997,17	1 105,60	1 065,87	1 174,59	6,9	6,2
Août	1 024,00	1 138,35	1 078,03	1 195,54	5,3	5,0
Septembre	1 060,98	1 183,52	1 198,83	1 334,30	13,0	12,7
Octobre	1 120,56	1 225,20	1 204,37	1 319,99	7,5	7,7
Novembre	1 175,91	1 240,51	1 245,67	1 354,04	5,9	9,2
Décembre	1 215,59	1 270,92	1 269,13	1 365,59	4,4	7,4
<b>2017</b>						
Janvier	1280,59	1 361,87	1302,50	1 400,19	1,7	2,8
Février	1314,94	1 390,46	1334,17	1 400,88	1,5	0,7
Mars	1370,01	1 465,57	1371,17	1 453,44	0,1	-0,8
Avril	1405,89	1 525,75	1410,33	1 537,26	0,3	0,8
Mai	1440,37	1 610,70	1451,97	1 604,42	0,8	-0,4
Juin	1507,78	1 707,75	1545,30	1 746,19	2,5	2,3
Juillet	1565,97	1 934,31	1585,33	1 846,91	1,2	-4,5
Août	1555,62	1 852,76	1570,33	1 860,85	0,9	0,4
Septembre	1568,04	1 861,16	1582,33	1 859,24	0,9	-0,1
Octobre	1574,64	1 828,01	1586,00	1 839,76	0,7	0,6
Novembre	1586,28	1 877,42	1607,30	1 896,61	1,3	1,0
Décembre	1592,19	1 902,10	1615,53	1 914,41	1,5	0,6
<b>2018</b>						
Janvier	1604,98	1 996,36	1636,83	1 876,02	2,0	-6,0
Février	1615,97	1 986,77	1633,17	1 953,27	1,1	-1,7
Mars	1616,53	1 991,44	1638,33	1 987,30	1,3	-0,2

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles <sup>(1)</sup>		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
Avril	1620,00	1 959,17	1638,83	2 013,72	1,2	2,8
Mai	1620,98	1 880,65	1647,83	1 931,26	1,7	2,7
Juin	1625,67	1 882,28	1647,00	1 925,34	1,3	2,3
Juillet	1626,93	1 904,68	1644,33	1 923,87	1,1	1,0
Août	1628,14	1 899,29	1649,00	1 924,38	1,3	1,3
Septembre	1630,65	1 907,19	1649,11	1 926,90	1,1	1,0
Octobre	1632,46	1 855,94	1648,00	1 905,09	1,0	2,6
Novembre	1633,04	1 859,94	1649,33	2 187,02	1,0	17,6
Décembre	1635,62	1 864,22	1675,00	1 930,44	2,4	3,6
<b>2019</b>						
Janvier	1638,00	1 868,93	1658,00	1 905,04	1,2	1,9
Février	1637,01	1 864,47	1660,83	1 883,76	1,5	1,0
Mars	1639,00	1 841,00	1667,00	1 885,38	1,7	2,4
Avril	1638,88	1 827,29	1663,50	1 874,76	1,5	2,6
Mai	1637,68	1 837,80	1667,00	1 878,71	1,8	2,2
Juin	1645,89	1 869,87	1672,67	1 972,07	1,6	5,5
Juillet	1650,19	1 835,64	1676,33	1 880,85	1,6	2,5
Août	1653,96	1 830,31	1678,33	1 875,71	1,5	2,5
Septembre	1652,69	1 808,79	1682,83	1 864,58	1,8	3,1
Octobre	1654,40	1 838,37	1686,67	1 880,63	2,0	2,3
Novembre	1663,89	1 827,27	1717,50	1 908,14	3,2	4,4
Décembre	1672,95	1 865,85	1725,67	1 919,98	3,2	2,9
<b>2020</b>						
Janvier	1683,88	1 857,04	1744,17	1 941,26	3,6	4,5
Février	1695,01	1 860,02	1751,67	1 944,35	3,3	4,5
Mars	1706,91	1 880,13	1761,83	1 948,59	3,2	3,6
Avril	1738,50	1 878,37	1866,67	2 064,53	7,4	9,9
Mai	1822,00	1 996,70	1931,17	2 137,80	6,0	7,1
Juin	1906,76	2 137,22	1977,50	2 224,69	3,7	4,1
Juillet	1976,97	2 318,26	2033,67	2 336,68	2,9	0,8
Août	1960,92	2 333,61	2011,00	2 330,75	2,6	-0,1
Septembre	1961,10	2 295,91	2014,17	2 322,33	2,7	1,2
Octobre	1964,96	2 303,76	2019,17	2 350,31	2,8	2,0
Novembre	1965,87	2 350,22	2016,83	2 369,78	2,6	0,8
Décembre	1971,81	2 421,16	2020,00	2 403,80	2,4	-0,7
<b>2021</b>						
Janvier	1979,00	2 395,87	2016,33	2 358,71	1,9	-1,6
Février	1980,75	2 423,59	2023,83	2 404,31	2,2	-0,8
Mars	1982,36	2 324,27	2023,83	2 369,91	2,1	2,0
Avril	1990,25	2 408,00	2012,00	2 384,22	1,1	-1,0
Mai	1989,99	2 420,97	2024,67	2 417,45	1,7	-0,1
Juin	1988,54	2 372,92	2024,83	2 381,20	1,8	0,3
Juillet	1994,68	2 348,64	2020,17	2 359,55	1,3	0,5
Août	1990,99	2 347,97	2035,33	2 377,27	2,2	1,2
Septembre	1995,11	2 276,06	2038,67	2 371,78	2,2	4,2
Octobre	1999,70	2 319,60	2038,50	2 366,70	1,9	2,0
Novembre	1999,15	2 263,36	2037,50	2 316,64	1,9	2,4
Décembre	1999,97	2 262,43	2044,67	2 332,96	2,2	3,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change parallèle moyen observé sur les principales places de référence de la Ville province de Kinshasa.

Tableau I|3|28 Balance des paiements <sup>(1)</sup>  
(en millions de USD)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(p)</sup>
<b>I. COMPTE COURANT OU TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>-1 260,5</b>	<b>-3 108,8</b>	<b>-1 722,6</b>	<b>-1 483,8</b>	<b>-1 504,1</b>	<b>-1 241,4</b>	<b>-1 672,3</b>	<b>-1 620,3</b>	<b>-1 052,1</b>	<b>-516,4</b>
<b>1. Biens et services</b>	<b>-1 977,8</b>	<b>-1 494,7</b>	<b>-3 152,5</b>	<b>-2 308,1</b>	<b>-2 224,7</b>	<b>-1 406,4</b>	<b>-1 692,8</b>	<b>-1 865,8</b>	<b>-624,3</b>	<b>160,7</b>
<b>A. Biens</b>	<b>66,1</b>	<b>804,5</b>	<b>-385,1</b>	<b>-289,8</b>	<b>-263,3</b>	<b>208,2</b>	<b>994,2</b>	<b>240,8</b>	<b>1 923,4</b>	<b>3 939,9</b>
<b>- Exportations</b>	<b>8 743,4</b>	<b>11 613,0</b>	<b>12 321,2</b>	<b>10 284,8</b>	<b>11 885,5</b>	<b>11 548,2</b>	<b>15 966,8</b>	<b>13 183,5</b>	<b>13 788,7</b>	<b>22 185,3</b>
* Marchandises générales	8 640,4	11 428,4	11 505,0	9 212,5	10 666,1	10 461,4	14 865,9	11 796,3	12 586,7	20 917,3
* Or non monétaire	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9	1 387,2	1 202,0	1 267,9
<b>- Importations</b>	<b>8 677,2</b>	<b>10 808,4</b>	<b>12 706,3</b>	<b>10 574,6</b>	<b>12 148,8</b>	<b>11 340,0</b>	<b>14 972,7</b>	<b>12 942,7</b>	<b>11 865,3</b>	<b>18 245,4</b>
* Marchandises générales	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>B. Services</b>	<b>-2 043,9</b>	<b>-2 299,2</b>	<b>-2 767,4</b>	<b>-2 018,3</b>	<b>-1 961,5</b>	<b>-1 614,5</b>	<b>-2 686,9</b>	<b>-2 106,6</b>	<b>-2 547,8</b>	<b>-3 779,2</b>
<b>- Crédit</b>	<b>287,7</b>	<b>296,1</b>	<b>314,8</b>	<b>173,3</b>	<b>127,8</b>	<b>108,1</b>	<b>114,8</b>	<b>151,5</b>	<b>143,6</b>	<b>168,7</b>
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	91,3	91,8	131,7	90,3	63,9	34,6	18,5	58,8	23,5	19,2
* Voyages	6,9	8,4	45,4	0,1	4,3	6,0	60,5	71,1	80,8	107,7
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service de pension et d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	29,8	11,6	7,3	5,4	3,9	4,4	2,3	1,4	2,6	2,7
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	44,5	17,4	10,9	8,1	5,8	6,6	3,5	2,1	3,8	4,1
* Autres services aux entreprises	51,4	37,2	38,1	9,3	6,7	7,6	4,0	2,4	4,4	4,7
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
* Biens et services publics non inclus ailleurs	63,0	129,4	81,1	60,0	43,1	48,9	25,9	15,7	28,4	30,3
<b>- Débit</b>	<b>2 331,6</b>	<b>2 595,3</b>	<b>3 082,2</b>	<b>2 191,6</b>	<b>2 089,3</b>	<b>1 722,7</b>	<b>2 801,7</b>	<b>2 258,2</b>	<b>2 691,4</b>	<b>3 947,9</b>
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	921,5	1 253,0	1 598,2	1 008,7	772,4	874,2	1 264,0	1 117,4	1 076,1	1 581,1
* Voyages	107,5	170,0	282,6	127,4	59,8	67,5	114,8	434,7	203,7	219,5
* Services de bâtiment et travaux publics	47,2	99,5	20,0	16,6	19,4	18,1	73,3	16,1	65,4	126,5
* Service de pension et d'assurance	401,7	438,2	474,2	405,0	311,2	373,1	482,6	300,1	476,2	598,2
* Services financiers	75,5	40,4	8,3	34,8	36,0	24,7	116,8	45,0	110,3	160,2
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	20,3	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	3,0	49,9	64,2	20,9	434,8	1,1	4,6	1,2	4,4	7,8
* Autres services aux entreprises	380,9	234,9	255,2	291,7	188,4	183,4	599,3	232,4	551,2	974,9
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	6,3	2,6	2,9	2,5	2,6	2,3	9,6	2,5	9,0	16,1
* Biens et services publics non inclus ailleurs	388,0	286,4	365,7	283,9	264,7	178,2	136,6	108,7	195,2	263,6
<b>2. Revenus primaires</b>	<b>-1 047,5</b>	<b>-2 879,8</b>	<b>-603,1</b>	<b>-1 080,5</b>	<b>-613,5</b>	<b>-1 080,7</b>	<b>-1 708,7</b>	<b>-1 253,0</b>	<b>-1 267,7</b>	<b>-1 918,7</b>
<b>- Crédit</b>	<b>18,3</b>	<b>144,8</b>	<b>109,4</b>	<b>142,5</b>	<b>16,7</b>	<b>12,3</b>	<b>72,7</b>	<b>82,9</b>	<b>193,0</b>	<b>150,4</b>
* Rémunérations des salariés	12,2	33,1	22,4	141,9	16,0	12,0	58,4	66,4	186,7	142,0
* Revenus des placements	6,1	111,7	87,0	0,6	0,8	0,2	14,3	16,5	6,3	8,5
<b>- Débit</b>	<b>1 065,8</b>	<b>3 024,7</b>	<b>712,5</b>	<b>1 223,1</b>	<b>630,2</b>	<b>1 093,0</b>	<b>1 781,4</b>	<b>1 335,9</b>	<b>1 460,7</b>	<b>2 069,2</b>
* Rémunérations des salariés	55,3	135,9	95,1	428,4	28,5	11,8	65,8	74,9	47,6	86,6
* Revenus des placements	1 010,5	2 888,7	617,4	794,7	601,7	1 081,2	1 715,6	1 261,0	1 413,1	1 982,6
<b>3. Revenus secondaires</b>	<b>1 764,8</b>	<b>1 265,7</b>	<b>2 032,9</b>	<b>1 904,9</b>	<b>1 334,1</b>	<b>1 245,7</b>	<b>1 729,2</b>	<b>1 498,6</b>	<b>839,9</b>	<b>1 241,6</b>
<b>- Crédit</b>	<b>2 709,6</b>	<b>2 369,0</b>	<b>2 527,7</b>	<b>2 414,5</b>	<b>1 870,0</b>	<b>1 927,8</b>	<b>2 853,1</b>	<b>2 687,1</b>	<b>1 878,8</b>	<b>2 332,9</b>
* Administrations publiques <sup>(2)</sup>	1 865,9	1 400,8	1 793,7	1 389,8	1 292,6	863,5	1 088,7	593,4	869,5	1 127,0
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM <sup>(3)</sup>	843,7	968,2	734,0	1 024,7	577,5	1 064,3	1 764,4	2 093,7	1 009,3	1 205,9
<b>- Débit</b>	<b>944,7</b>	<b>1 103,3</b>	<b>494,8</b>	<b>509,6</b>	<b>535,9</b>	<b>682,1</b>	<b>1 123,9</b>	<b>1 188,6</b>	<b>1 038,9</b>	<b>1 091,3</b>
* Administrations publiques <sup>(2)</sup>	330,3	319,2	139,2	86,8	114,1	161,4	275,9	226,6	340,5	447,3
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM <sup>(3)</sup>	614,4	784,1	355,6	422,8	421,9	520,7	848,0	961,9	698,5	644,0
<b>II. COMPTE DU CAPITAL</b>	<b>486,4</b>	<b>192,7</b>	<b>320,5</b>	<b>252,2</b>	<b>-46,3</b>	<b>465,3</b>	<b>437,1</b>	<b>405,6</b>	<b>626,5</b>	<b>171,3</b>
<b>- Crédit</b>	<b>645,1</b>	<b>206,6</b>	<b>570,9</b>	<b>306,5</b>	<b>1,6</b>	<b>498,5</b>	<b>675,0</b>	<b>639,8</b>	<b>989,9</b>	<b>546,5</b>
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	0,1	69,7	0,7	176,9	0,0	0,0	1,0	1,9	1,1	0,6
* Transferts en capital	645,1	136,9	570,2	129,6	1,6	498,5	673,9	637,9	988,8	545,9
Administrations publiques <sup>(2)</sup>	392,4	47,2	520,0	129,6	1,5	498,4	523,7	533,7	870,2	325,8
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	392,4	47,2	520,0	129,6	1,5	498,4	523,7	533,7	870,2	325,8
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM <sup>(3)</sup>	252,7	89,7	50,2	0,0	0,1	0,0	150,3	104,2	118,5	220,2

Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	252,7	89,7	50,2	0,0	0,1	0,0	150,3	104,2	118,5	220,2
<b>- Débit</b>	<b>158,7</b>	<b>13,9</b>	<b>250,4</b>	<b>54,4</b>	<b>48,0</b>	<b>33,2</b>	<b>237,9</b>	<b>234,3</b>	<b>363,4</b>	<b>375,2</b>
* Cessions d'actifs non financiers non produits	7,3	3,4	9,9	0,6	0,7	20,3	48,3	24,3	16,9	40,3
* Transferts en capital	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	346,5	334,9
Administrations publiques <sup>(2)</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	182,4	70,5
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	182,4	70,5
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM <sup>(3)</sup>	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	164,1	264,4
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	164,1	264,4
<b>Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)</b>	<b>-774,1</b>	<b>-2 916,1</b>	<b>-1 402,1</b>	<b>-1 231,6</b>	<b>-1 550,4</b>	<b>-776,1</b>	<b>-1 235,2</b>	<b>-1 214,7</b>	<b>-425,6</b>	<b>-545,1</b>
<b>III. COMPTE FINANCIER</b>	<b>-114,7</b>	<b>-2 579,1</b>	<b>-932,5</b>	<b>-1 047,9</b>	<b>-1 371,4</b>	<b>-461,3</b>	<b>-1 004,9</b>	<b>-1 110,7</b>	<b>393,0</b>	<b>-508,3</b>
<b>Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)</b>	<b>-601,1</b>	<b>-2 771,8</b>	<b>-1 253,1</b>	<b>-1 300,0</b>	<b>-1 325,1</b>	<b>-926,6</b>	<b>-1 442,1</b>	<b>-1 516,3</b>	<b>-233,5</b>	<b>-679,6</b>
<b>1. Investissements directs</b>	<b>-2 891,6</b>	<b>-1 697,6</b>	<b>-1 499,6</b>	<b>-1 165,7</b>	<b>-932,4</b>	<b>-1 048,0</b>	<b>-1 407,6</b>	<b>-1 354,1</b>	<b>-1 498,1</b>	<b>-1 677,7</b>
<b>- Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>- Accroissement net des passifs financiers</b>	<b>2 891,6</b>	<b>1 697,6</b>	<b>1 499,6</b>	<b>1 165,7</b>	<b>932,4</b>	<b>1 048,0</b>	<b>1 407,6</b>	<b>1 354,1</b>	<b>1 498,1</b>	<b>1 677,7</b>
* Actions et parts dans les fonds de placement	3 312,1	2 098,2	1 843,2	1 673,5	1 204,7	1 340,2	1 616,8	1 488,1	1 646,9	1 870,0
* Instrument de dette	-420,5	-400,7	-343,6	-507,8	-272,3	-292,2	-209,2	-133,9	-148,8	-192,4
<b>2. Investissements de portefeuille</b>	<b>3 532,4</b>	<b>3,4</b>	<b>13,6</b>	<b>94,1</b>	<b>13,2</b>	<b>10,6</b>	<b>38,3</b>	<b>46,1</b>	<b>39,4</b>	<b>48,0</b>
<b>- Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>3 532,4</b>	<b>3,4</b>	<b>13,6</b>	<b>94,1</b>	<b>13,2</b>	<b>0,4</b>	<b>30,9</b>	<b>27,3</b>	<b>33,9</b>	<b>45,3</b>
* Actions et parts dans les fonds de placement	3 532,4	3,4	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9	45,3
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>- Accroissement net des passifs financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,0</b>	<b>-10,2</b>	<b>-7,4</b>	<b>-18,8</b>	<b>-5,6</b>	<b>-2,7</b>
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>4. Autres Investissements</b>	<b>-1 589,0</b>	<b>-1 113,9</b>	<b>338,5</b>	<b>116,2</b>	<b>197,0</b>	<b>134,7</b>	<b>-129,2</b>	<b>-644,0</b>	<b>1 515,3</b>	<b>-1 214,1</b>
<b>- Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>-1 389,7</b>	<b>-664,4</b>	<b>263,5</b>	<b>-593,0</b>	<b>386,5</b>	<b>688,9</b>	<b>-52,3</b>	<b>1 250,6</b>	<b>2 599,7</b>	<b>2 585,5</b>
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	-1 389,7	-664,4	263,5	-593,0	386,5	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7	2 585,5
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>- Accroissement net des passifs financiers</b>	<b>199,2</b>	<b>449,5</b>	<b>-75,0</b>	<b>-709,1</b>	<b>189,5</b>	<b>554,3</b>	<b>76,9</b>	<b>1 894,6</b>	<b>1 084,4</b>	<b>3 799,5</b>
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	-93,8	-54,2	-268,5	-235,3	-252,0	-202,1	-287,6	298,6	-75,4	1 676,5
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	292,4	507,1	197,5	-475,4	444,0	756,6	362,2	1 592,7	1 165,4	1 398,2
* Autres comptes à payer	0,7	-3,4	-4,0	1,5	-2,5	-0,2	2,3	3,3	-5,6	0,4
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	724,4
<b>5. Avoirs de réserves</b>	<b>347,1</b>	<b>36,3</b>	<b>-105,7</b>	<b>-344,6</b>	<b>-603,0</b>	<b>-23,9</b>	<b>56,4</b>	<b>435,8</b>	<b>-290,1</b>	<b>2 164,1</b>
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	-0,7	-2,0	-30,9	-59,7	-225,5	-135,6	-72,0	35,4	-14,0	724,4
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoirs de réserve	347,8	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7
Numéraire et dépôts	347,8	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7
Créances sur les autorités monétaires	347,8	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7
Créances sur d'autres entités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Erreurs nettes et omissions</b>	<b>173,0</b>	<b>144,3</b>	<b>149,0</b>	<b>-68,4</b>	<b>225,3</b>	<b>-150,5</b>	<b>-206,9</b>	<b>-301,6</b>	<b>192,1</b>	<b>-334,5</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5.

(r) Chiffres rectifiés pour toutes les rubriques de l'année 2010 et les autres années, uniquement le compte financier.

(2) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.

(3) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau I | 3 | 28 bis Balance des paiements <sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(a)</sup>
<b>I. COMPTE COURANT OU TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>-1 158 820,3</b>	<b>-2 859 074,5</b>	<b>-1 593 808,4</b>	<b>-1 373 938,9</b>	<b>-1 519 560,6</b>	<b>-1 819 815,6</b>	<b>-2 713 381,1</b>	<b>-2 669 817,2</b>	<b>-1 948 062,5</b>	<b>-1 027 295,4</b>
<b>1. Biens et services</b>	<b>-1 818 271,8</b>	<b>-1 374 607,8</b>	<b>-2 916 778,0</b>	<b>-2 137 292,9</b>	<b>-2 247 644,6</b>	<b>-2 061 621,7</b>	<b>-2 746 589,0</b>	<b>-3 074 427,5</b>	<b>-1 155 989,6</b>	<b>319 715,6</b>
<b>A. Biens</b>	<b>60 798,6</b>	<b>739 899,6</b>	<b>-356 302,0</b>	<b>-268 383,7</b>	<b>-265 977,2</b>	<b>305 133,4</b>	<b>1 613 042,8</b>	<b>396 802,0</b>	<b>3 561 327,1</b>	<b>7 837 941,5</b>
- Exportations	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 977,4	16 928 563,1	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,3	44 135 152,0
* Marchandises générales	7 943 694,8	10 510 327,8	10 644 765,1	8 530 621,7	10 775 926,9	15 335 476,5	24 120 330,1	19 437 430,2	23 304 733,3	41 612 757,2
* Or non monétaire	94 626,8	169 779,2	755 132,9	992 924,0	1 232 050,5	1 593 086,6	1 786 259,0	2 285 803,9	2 225 583,0	2 522 394,8
- Importations	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,3	36 297 210,5
* Marchandises générales	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,3	36 297 210,5
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>B. Services</b>	<b>-1 879 070,3</b>	<b>-2 114 507,4</b>	<b>-2 560 475,9</b>	<b>-1 868 909,2</b>	<b>-1 981 667,4</b>	<b>-2 366 755,0</b>	<b>-4 359 631,8</b>	<b>-3 471 229,5</b>	<b>-4 717 316,7</b>	<b>-7 518 225,9</b>
- Crédit	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4	129 124,9	158 517,2	186 257,1	249 692,2	265 928,2	335 595,8
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	83 930,7	84 468,1	121 878,1	83 647,4	64 596,7	50 673,9	29 952,7	96 950,8	43 598,1	38 207,2
* Voyages	6 340,6	7 735,4	41 999,8	91,0	4 300,7	8 810,8	98 152,1	117 089,2	149 589,0	214 214,1
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service de pension et d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	27 415,5	10 703,1	6 754,0	4 999,5	3 921,7	6 448,4	3 786,5	2 321,5	4 736,5	5 415,8
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	40 932,8	15 980,3	10 084,1	7 464,5	5 855,3	9 627,8	5 653,5	3 466,1	7 071,8	8 086,1
* Autres services aux entreprises	47 236,7	34 167,7	35 292,5	8 614,1	6 757,0	11 110,6	6 524,2	3 999,9	8 160,9	9 331,5
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	735,2	287,0	181,1	134,1	105,2	172,9	101,5	62,3	127,0	145,2
* Biens et services publics non inclus ailleurs	57 901,6	118 962,5	75 069,3	55 568,0	43 588,4	71 672,7	42 086,5	25 802,6	52 644,9	60 195,8
- Débit	2 143 563,4	2 386 811,6	2 851 734,8	2 029 427,6	2 110 792,3	2 525 272,3	4 545 888,9	3 720 921,7	4 983 244,9	7 853 821,6
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	847 198,8	1 152 370,6	1 478 726,4	934 043,4	780 371,8	1 281 558,3	2 050 945,0	1 841 237,2	1 992 370,9	3 145 392,1
* Voyages	98 831,7	156 382,8	261 429,0	117 975,2	60 381,0	98 978,0	186 314,1	716 206,7	377 204,5	436 641,6
* Services de bâtiment et travaux publics	43 354,7	91 548,6	18 514,8	15 389,8	19 635,3	26 533,6	118 880,8	26 530,3	121 163,4	251 588,7
* Service de pension et d'assurance	369 287,5	402 991,4	438 749,9	375 056,8	314 390,4	546 979,8	783 016,1	494 464,0	881 696,4	1 189 986,0
* Services financiers	69 437,8	37 130,5	7 724,5	32 257,8	36 368,4	36 156,5	189 563,8	74 212,7	204 249,0	318 728,5
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	18 669,3	9 933,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	2 797,2	45 877,1	59 432,2	19 373,9	439 295,4	1 638,4	7 539,5	2 025,2	8 076,6	15 584,9
* Autres services aux entreprises	350 177,7	216 006,0	236 149,6	270 141,2	190 336,0	268 904,2	972 401,4	383 019,5	1 020 519,8	1 939 475,8
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	5 754,5	2 429,9	2 718,0	2 316,3	2 624,4	3 370,6	15 510,8	4 166,3	16 615,7	32 062,4
* Biens et services publics non inclus ailleurs	356 723,4	263 405,2	338 356,7	262 873,2	267 389,7	261 152,8	221 717,2	179 059,8	361 348,6	524 361,7
<b>2. Revenus primaires</b>	<b>-963 066,3</b>	<b>-2 648 501,9</b>	<b>-557 958,6</b>	<b>-1 000 538,2</b>	<b>-619 772,8</b>	<b>-1 584 252,1</b>	<b>-2 772 441,0</b>	<b>-2 064 690,6</b>	<b>-2 347 180,3</b>	<b>-3 817 101,2</b>
- Crédit	16 789,0	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0	17 982,7	117 928,4	136 553,5	357 352,3	299 275,5
* Rémunérations des salariés	11 215,7	30 451,5	20 705,0	131 404,3	16 147,5	17 649,4	94 683,2	109 441,3	345 745,5	282 401,9
* Revenus des placements	5 573,3	102 731,6	80 514,1	583,8	759,5	333,3	23 245,1	27 112,2	11 606,8	16 873,5
- Débit	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	636 679,8	1 602 234,8	2 890 369,3	2 201 244,1	2 704 532,6	4 116 376,6
* Rémunérations des salariés	50 846,4	124 994,7	87 944,7	396 691,7	28 796,4	17 299,4	106 762,0	123 433,6	88 054,2	172 225,4
* Revenus des placements	929 008,9	2 656 690,3	571 233,0	735 834,6	607 883,4	1 584 935,4	2 783 607,3	2 077 810,5	2 616 478,3	3 944 151,3
<b>3. Revenus secondaires</b>	<b>1 622 517,8</b>	<b>1 164 035,2</b>	<b>1 880 928,2</b>	<b>1 763 892,2</b>	<b>1 347 856,9</b>	<b>1 826 058,2</b>	<b>2 805 648,8</b>	<b>2 469 300,9</b>	<b>1 555 107,4</b>	<b>2 470 090,2</b>
- Crédit	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 311,3	2 825 943,0	4 429 155,6	4 427 769,9	3 478 725,9	4 641 110,0
* Administrations publiques <sup>(2)</sup>	1 715 458,5	1 288 245,6	1 659 591,0	1 286 930,7	1 305 865,0	1 265 841,3	1 766 455,2	977 773,0	1 609 942,0	2 242 052,2
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM <sup>(3)</sup>	775 623,1	890 468,1	679 145,7	948 820,4	583 446,3	1 560 101,7	2 862 700,4	3 449 996,9	1 868 783,8	2 399 057,8
- Débit	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	541 454,4	999 884,8	1 823 506,7	1 958 469,0	1 923 618,5	2 171 019,8
* Administrations publiques <sup>(2)</sup>	303 671,3	293 547,2	128 774,4	80 373,1	115 251,0	236 641,4	447 573,6	373 415,7	630 366,8	889 834,9
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM <sup>(3)</sup>	564 892,5	721 131,4	329 034,1	391 485,8	426 203,5	763 243,4	1 375 933,1	1 585 053,2	1 293 251,7	1 281 184,9
<b>II. COMPTE DU CAPITAL</b>	<b>447 159,7</b>	<b>177 251,8</b>	<b>296 574,1</b>	<b>233 505,3</b>	<b>-46 812,7</b>	<b>682 085,1</b>	<b>709 227,5</b>	<b>668 251,9</b>	<b>1 160 042,6</b>	<b>340 805,5</b>
- Crédit	593 105,0	190 012,8	528 241,4	283 856,4	1 656,9	730 684,4	1 095 157,2	1 054 244,4	1 832 811,9	1 087 272,7
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	55,9	64 108,7	631,2	163 816,9	0,0	0,0	1 685,1	3 162,0	2 063,6	1 254,4
* Transferts des capitaux	593 049,2	125 904,1	527 610,1	120 039,5	1 656,9	730 684,4	1 093 472,2	1 051 082,4	1 830 748,3	1 086 018,3
Administrations publiques <sup>(2)</sup>	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5	1 534,4	730 627,4	849 674,1	879 384,5	1 611 299,5	648 046,9
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5	1 534,4	730 627,4	849 674,1	879 384,5	1 611 299,5	648 046,9

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(1)</sup>
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM <sup>(2)</sup>	232 286,6	82 537,5	46 453,7	0,0	122,6	57,0	243 798,1	171 697,9	219 448,7	437 971,4
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	232 286,6	82 537,5	46 453,7	0,0	122,6	57,0	243 798,1	171 697,9	219 448,7	437 971,4
<b>- Débit</b>	<b>145 945,3</b>	<b>12 761,0</b>	<b>231 667,3</b>	<b>50 351,1</b>	<b>48 469,6</b>	<b>48 599,3</b>	<b>385 929,8</b>	<b>385 992,5</b>	<b>672 769,3</b>	<b>746 467,2</b>
* Cessions d'actifs non financiers non produits	6 743,4	3 135,3	9 161,9	584,9	689,3	29 824,5	78 296,7	40 039,8	31 245,5	80 129,4
* Transferts des capitaux	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1	345 952,7	641 523,8	666 337,8
Administrations publiques <sup>(3)</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	337 758,1	140 255,3
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	337 758,1	140 255,3
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM <sup>(2)</sup>	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1	345 952,7	303 765,7	526 082,5
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1	345 952,7	303 765,7	526 082,5
<b>Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)</b>	<b>-711 660,5</b>	<b>-2 681 822,8</b>	<b>-1 297 234,2</b>	<b>-1 140 433,6</b>	<b>-1 566 373,2</b>	<b>-1 137 730,5</b>	<b>-2 004 153,6</b>	<b>-2 001 565,3</b>	<b>-788 019,9</b>	<b>-686 489,9</b>
<b>III. COMPTE FINANCIER</b>										
<b>Capacité (+) / Besoin (-) de financement du compte financier</b>	<b>-554 047,5</b>	<b>-2 548 934,7</b>	<b>-1 159 311,1</b>	<b>-1 204 080,3</b>	<b>-1 462 508,9</b>	<b>-1 361 395,7</b>	<b>-2 128 969,9</b>	<b>-2 498 455,8</b>	<b>-432 308,8</b>	<b>89 154,6</b>
<b>1. Investissements directs</b>	<b>-2 658 434,0</b>	<b>-1 561 219,6</b>	<b>-1 387 443,6</b>	<b>-1 079 439,2</b>	<b>-941 979,2</b>	<b>-1 536 243,2</b>	<b>-2 283 805,0</b>	<b>-2 231 279,7</b>	<b>-2 773 762,1</b>	<b>-3 337 549,5</b>
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	2 658 434,0	1 561 219,6	1 387 443,6	1 079 439,2	941 979,2	1 536 243,2	2 283 805,0	2 231 279,7	2 773 762,1	3 337 549,5
* Actions et parts dans les fonds de placement	3 045 057,8	1 929 697,7	1 705 352,3	1 549 635,9	1 217 118,5	1 964 618,1	2 623 287,7	2 451 955,3	3 049 338,2	3 720 226,2
* Instrument de dette	-386 623,8	-368 478,2	-317 908,7	-470 196,7	-275 139,3	-428 374,9	-339 482,7	-220 675,7	-275 576,1	-382 676,7
<b>2. Investissements de portefeuille</b>	<b>3 247 587,5</b>	<b>3 085,7</b>	<b>12 623,3</b>	<b>87 179,8</b>	<b>13 356,9</b>	<b>15 525,9</b>	<b>62 114,7</b>	<b>75 885,0</b>	<b>73 034,2</b>	<b>95 454,2</b>
- Acquisition nette d'actifs financiers	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8	13 341,1	642,3	50 083,1	44 928,8	62 708,2	90 160,5
* Actions et parts dans les fonds de placement	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8	13 341,1	642,3	50 083,1	44 928,8	62 708,2	90 160,5
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	-15,8	-14 883,6	-12 031,6	-30 956,2	-10 326,0	-5 293,7
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	-15,8	-14 883,6	-12 031,6	-30 956,2	-10 326,0	-5 293,7
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>4. Autres investissements</b>	<b>-1 460 837,8</b>	<b>-1 024 411,4</b>	<b>313 216,5</b>	<b>107 575,1</b>	<b>199 057,3</b>	<b>197 421,4</b>	<b>-209 618,4</b>	<b>-1 061 091,5</b>	<b>2 805 619,5</b>	<b>-974 075,6</b>
- Acquisition nette d'actifs financiers	-1 277 675,0	-610 986,3	243 821,6	-549 081,9	390 509,3	1 009 909,3	-84 921,3	2 060 675,6	4 813 359,8	5 143 521,6
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	-1 277 675,0	-610 986,3	243 821,6	-549 081,9	390 509,3	1 009 909,3	-84 921,3	2 060 675,6	4 813 359,8	5 143 521,6
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	183 162,8	413 425,2	-69 394,9	-656 657,0	191 452,0	812 487,8	124 697,1	3 121 767,1	2 007 740,4	6 117 597,2
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	-86 272,2	-49 818,1	-248 425,9	-217 840,4	-254 570,0	-296 269,3	-466 640,0	491 971,1	-139 659,0	3 335 228,3
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	268 796,2	466 334,6	182 759,0	-440 180,8	448 541,8	1 109 077,7	587 616,4	2 624 408,3	2 157 692,1	2 781 624,7
* Autres comptes à payer	638,8	-3 091,4	-3 727,9	1 364,3	-2 519,8	-320,5	3 720,7	5 387,7	-10 292,8	744,2
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 441 149,1
<b>5. Avoirs de réserves</b>	<b>317 636,8</b>	<b>33 610,5</b>	<b>-97 707,4</b>	<b>-319 396,0</b>	<b>-732 943,8</b>	<b>-38 099,7</b>	<b>302 338,8</b>	<b>718 030,4</b>	<b>-537 200,3</b>	<b>4 305 325,5</b>
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	-619,5	-1 830,4	-28 554,1	-55 281,5	-274 073,2	-215 856,8	-117 806,7	58 341,5	-25 904,8	1 441 149,1
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	210 072,7	0,0	0,0	0,0
* Autres avoirs de réserve	318 256,3	35 440,9	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5
Numéraire et dépôts	318 256,3	35 440,9	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5
Créances sur les autorités monétaires	318 256,3	35 440,9	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5
Créances sur d'autres entités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Erreurs nettes et omissions</b>	<b>157 613,1</b>	<b>132 888,0</b>	<b>137 923,1</b>	<b>-63 646,7</b>	<b>103 864,4</b>	<b>-223 665,2</b>	<b>-124 816,3</b>	<b>-496 890,5</b>	<b>355 711,1</b>	<b>775 644,5</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5.

(2) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.

(3) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau I|3|29 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit  
(en millions de USD)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(a)</sup>
<b>Produits miniers et hydrocarbures</b>	<b>8 622,4</b>	<b>11 261,4</b>	<b>11 766,4</b>	<b>10 083,8</b>	<b>8 736,2</b>	<b>11 468,4</b>	<b>15 826,8</b>	<b>13 071,9</b>	<b>13 637,5</b>	<b>21 979,6</b>
Cuivre	4 530,7	7 938,4	7 531,0	5 762,0	4 982,9	6 272,6	7 436,1	8 226,9	9 412,0	16 024,2
Cobalt	2 660,5	1 963,7	2 302,2	2 484,6	1 807,2	3 368,8	6 350,7	2 561,6	2 244,5	3 500,9
Zinc	20,5	23,0	26,8	24,7	27,7	22,0	2,1	3,0	27,4	33,9
Diamant	293,2	207,3	228,3	254,2	246,8	207,4	188,5	146,4	113,4	137,7
Plomb	-	-	1,6	1,2	0,2	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9	1 387,2	1 202,0	1 267,9
Cassitérite	61,2	69,5	0,0	0,0	64,1	87,2	101,2	77,2	211,1	385,5
Pétrole brut	946,4	866,8	770,4	403,0	332,3	383,2	596,5	508,9	386,9	595,2
Autres	6,9	8,1	89,9	81,7	55,6	40,5	50,6	160,8	40,1	34,3
<b>Produits agricoles</b>	<b>91,5</b>	<b>234,9</b>	<b>547,5</b>	<b>196,7</b>	<b>500,5</b>	<b>74,3</b>	<b>124,0</b>	<b>100,7</b>	<b>139,8</b>	<b>203,2</b>
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0
Café	18,5	51,1	246,2	31,0	41,8	27,0	24,7	25,8	27,0	40,0
Thé	-	-	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,0	0,3	0,0
Cacao	0,1	7,3	17,4	43,7	44,8	11,1	24,9	24,5	60,6	118,6
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	4,7	87,9	238,2	0,5	-	0,4	13,0	11,5	4,5	4,0
Bois	66,8	85,4	45,6	102,6	401,1	32,0	57,0	27,7	32,9	31,5
Quinquina	-	-	-	8,3	7,5	1,1	3,5	11,1	14,5	9,1
Autres	1,4	3,2	-	10,4	5,1	2,5	0,8	0,0	0,1	0,0
<b>Produits industriels</b>	<b>29,5</b>	<b>116,6</b>	<b>7,3</b>	<b>4,3</b>	<b>16,0</b>	<b>5,5</b>	<b>16,1</b>	<b>10,9</b>	<b>11,4</b>	<b>2,4</b>
Ciment	8,2	7,4	4,9	0,3	-	-	-	-	0,0	0,0
Produits chimiques	-	0,0	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0
Sucre de canne	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0
Divers <sup>(1)</sup>	21,3	109,2	2,4	4,0	16,0	5,5	16,1	10,9	11,4	2,4
Ajustement <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	2 632,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>8 743,4</b>	<b>11 613,0</b>	<b>12 321,2</b>	<b>10 284,8</b>	<b>11 885,5</b>	<b>11 548,2</b>	<b>15 966,8</b>	<b>13 183,5</b>	<b>13 788,7</b>	<b>22 185,3</b>

Source : Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

<sup>(1)</sup> dont mitrailles ferreuses et électricité.<sup>(2)</sup> Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.

Tableau I|3|29 bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit

(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(p)</sup>
<b>Produits miniers et hydrocarbures</b>	<b>7 927 148,0</b>	<b>10 356 797,7</b>	<b>10 886 538,1</b>	<b>9 337 406,6</b>	<b>8 826 163,9</b>	<b>16 811 632,3</b>	<b>25 679 278,2</b>	<b>21 539 325,9</b>	<b>25 250 358,4</b>	<b>43 726 076,9</b>
Cuivre	4 165 310,1	7 300 717,1	6 967 870,7	5 335 532,4	5 034 194,6	9 195 021,5	12 065 322,5	13 555 904,8	17 426 671,4	31 878 344,2
Cobalt	2 445 988,2	1 805 948,0	2 130 044,6	2 300 722,8	1 825 775,3	4 938 382,9	10 304 208,7	4 220 925,1	4 155 806,7	6 964 669,9
Zinc	18 854,1	21 128,2	24 760,4	22 867,6	28 025,3	32 300,6	3 430,5	4 866,1	50 778,7	67 483,9
Diamant	269 592,3	190 667,0	211 250,3	235 372,3	249 301,2	304 057,9	305 818,2	241 220,3	210 030,6	273 952,1
Plomb	-	-	1 493,1	1 134,1	175,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	94 626,8	169 779,2	755 132,9	992 924,0	1 232 052,4	1 593 086,6	1 786 259,0	2 285 803,9	2 225 583,0	2 522 394,8
Cassitérite	56 296,5	63 953,0	0,0	5,9	64 795,6	127 768,8	164 244,5	127 169,6	390 869,4	766 932,8
Pétrole brut	870 129,2	797 147,3	712 817,6	373 169,1	335 674,2	561 672,9	967 857,7	838 479,5	716 356,5	1 184 114,5
Autres	6 350,8	7 458,0	83 168,4	75 678,2	56 170,1	59 341,2	82 137,1	264 956,7	74 262,1	68 184,6
<b>Produits agricoles</b>	<b>84 094,0</b>	<b>216 055,0</b>	<b>506 598,7</b>	<b>182 142,6</b>	<b>505 701,3</b>	<b>108 871,9</b>	<b>201 235,1</b>	<b>165 890,7</b>	<b>258 825,5</b>	<b>404 231,1</b>
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Café	16 971,8	47 008,3	227 818,3	28 679,5	42 221,4	39 628,7	40 123,1	42 590,9	49 988,1	79 485,3
Thé	-	-	102,0	246,7	198,0	280,7	192,6	0,0	510,1	0,0
Cacao	47,4	6 737,3	16 102,4	40 504,8	45 236,2	16 201,7	40 333,0	40 330,5	112 186,2	235 941,8
Rauwolfia	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Caoutchouc	4 363,1	80 833,8	220 430,5	433,8	-	552,2	21 117,7	18 970,3	8 272,7	7 858,8
Bois	61 458,4	78 532,7	42 145,4	94 972,1	405 282,9	46 867,2	92 461,0	45 660,9	60 834,1	62 718,1
Quinquina	-	-	-	7 643,6	7 582,2	1 645,4	5 704,3	18 338,1	26 917,9	18 191,2
Autres	1 253,2	2 942,9	-	9 662,0	5 180,5	3 695,9	1 303,3	0,0	116,5	35,8
<b>Produits industriels</b>	<b>27 079,6</b>	<b>107 254,3</b>	<b>6 761,2</b>	<b>3 996,5</b>	<b>16 111,8</b>	<b>8 058,9</b>	<b>26 075,8</b>	<b>18 017,4</b>	<b>21 132,3</b>	<b>4 844,0</b>
Ciment	7 553,6	6 814,1	4 562,5	323,1	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	-	0,0	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	19 526,0	100 440,2	2 198,6	3 673,4	16 111,8	8 058,9	26 075,8	18 017,4	21 132,3	4 844,0
<b>Ajustement <sup>(1)</sup></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 2 660 000,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total</b>	<b>8 038 321,5</b>	<b>10 680 107,0</b>	<b>11 399 897,9</b>	<b>9 523 545,7</b>	<b>12 007 977,4</b>	<b>16 928 563,1</b>	<b>25 906 589,1</b>	<b>21 723 234,0</b>	<b>25 530 316,3</b>	<b>44 135 152,0</b>
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4

Source : Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(1) Il s'agit des données de l'enquête et les exportations frauduleuses.

Tableau I|3|30 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations <sup>(1)</sup>  
(en millions de USD)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(a)</sup>
<b>A. Biens de consommation</b>	<b>1 871,5</b>	<b>2 452,9</b>	<b>3 758,8</b>	<b>2 811,9</b>	<b>4 050,6</b>	<b>3 144,1</b>	<b>3 555,2</b>	<b>3 042,5</b>	<b>2 898,9</b>	<b>4 768,0</b>
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres <sup>(2)</sup>	1 100,8	1 436,6	2 197,8	1 647,8	812,0	1 178,4	1 291,7	1 108,4	1 102,6	2 441,1
Boissons <sup>(3)</sup>	145,5	151,6	209,2	146,4	809,5	546,9	627,1	536,7	505,6	715,0
Tabacs <sup>(4)</sup>	305,4	372,7	554,8	404,3	809,5	403,6	295,0	264,5	218,3	331,3
Textiles <sup>(5)</sup>	319,8	492,0	797,0	613,4	809,5	376,8	525,8	455,0	412,5	448,2
Habillements	...	...	...	...	810,1	638,4	815,6	678,0	659,9	832,4
<b>B. Energie</b>	<b>2 929,8</b>	<b>1 896,3</b>	<b>1 081,1</b>	<b>632,0</b>	<b>56,5</b>	<b>62,2</b>	<b>1 108,6</b>	<b>1 134,1</b>	<b>1 121,4</b>	<b>1 685,4</b>
Produits chimiques et colorants <sup>(6)</sup>	789,6	405,9	221,6	116,9	49,5	57,9	776,8	742,8	732,5	739,5
Autres instruments et appareils <sup>(7)</sup>	2 140,3	1 490,4	859,5	515,1	7,0	4,4	331,8	391,2	388,9	945,9
<b>C. Matières premières et semi-produits</b>	<b>775,4</b>	<b>582,0</b>	<b>411,3</b>	<b>305,8</b>	<b>3 998,4</b>	<b>2 898,5</b>	<b>3 187,6</b>	<b>2 900,7</b>	<b>2 644,2</b>	<b>3 576,0</b>
Cuir <sup>(8)</sup>	379,4	281,7	198,6	147,2	809,4	341,5	351,9	339,5	303,6	316,9
Destinés à l'agriculture	9,3	8,7	6,4	5,0	...	...	...	...	...	...
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc <sup>(9)</sup>	14,0	22,1	17,4	15,1	809,5	481,9	532,5	499,6	453,0	485,3
Produits chimiques, colorants	173,4	125,2	87,8	65,7	759,9	881,4	292,4	306,6	291,0	888,0
Matériaux de construction	98,3	71,6	50,3	35,2	810,1	389,0	450,4	571,9	529,3	582,2
Métalliques <sup>(10)</sup>	43,2	34,8	24,9	19,0	809,4	804,7	1 560,5	1 183,1	1 067,3	1 303,5
Autres	57,9	38,0	26,0	18,6	-	-	-	-	-	-
<b>D. Biens d'équipement</b>	<b>3 100,4</b>	<b>5 877,2</b>	<b>7 455,1</b>	<b>6 824,9</b>	<b>4 043,3</b>	<b>5 235,2</b>	<b>7 121,2</b>	<b>5 865,4</b>	<b>5 200,9</b>	<b>8 216,0</b>
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	568,9	873,4	995,1	850,2	809,4	357,0	305,0	286,8	267,9	350,1
Véhicules routiers non domestiques	135,6	893,0	1 482,8	1 814,0	809,5	532,3	378,0	368,9	308,2	977,1
Autres matériels de transport	80,6	147,7	184,6	186,2	809,9	586,8	650,0	731,0	690,1	1 369,3
Machines pour industries spécialisées	249,0	1 061,5	1 670,9	1 260,3	811,7	3 261,3	5 287,5	4 091,3	3 599,4	5 055,2
Autres instruments et appareils <sup>(11)</sup>	2 066,3	2 901,6	3 121,7	2 714,2	802,7	497,8	500,7	387,4	335,2	464,3
<b>Total</b>	<b>8 677,2</b>	<b>10 808,4</b>	<b>12 706,3</b>	<b>10 574,6</b>	<b>12 148,8</b>	<b>11 340,0</b>	<b>14 972,7</b>	<b>12 942,7</b>	<b>11 865,3</b>	<b>18 245,4</b>

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(8) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(9) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau I | 3 | 30 bis Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations <sup>(1)</sup>  
(en millions de USD)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(9)</sup>
<b>A. Biens de consommation</b>	<b>1 720 603,9</b>	<b>2 255 855,8</b>	<b>3 477 772,8</b>	<b>2 603 773,5</b>	<b>4 092 355,0</b>	<b>4 608 930,6</b>	<b>5 768 461,1</b>	<b>5 013 321,7</b>	<b>5 367 377,1</b>	<b>9 485 340,0</b>
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres <sup>(2)</sup>	1 012 063,4	1 321 195,7	2 033 447,9	1 525 872,2	820 374,4	1 727 376,3	2 095 826,6	1 826 418,2	2 041 526,4	4 856 228,6
Boissons <sup>(3)</sup>	133 742,6	139 421,9	193 574,6	135 567,1	817 881,3	801 689,6	1 017 478,0	884 297,4	936 113,9	1 422 326,7
Tabacs <sup>(4)</sup>	280 799,9	342 761,7	513 322,4	374 366,7	817 857,3	591 695,2	478 624,4	435 763,8	404 155,4	659 155,3
Textiles <sup>(5)</sup>	293 997,9	452 476,4	737 427,8	567 967,4	817 820,9	552 370,7	853 148,2	749 689,2	763 790,0	891 563,8
Habilllements	...	...	...	...	818 421,2	935 798,7	1 323 384,0	1 117 153,1	1 221 791,4	1 656 065,6
Produits chimiques et colorants <sup>(6)</sup>	725 905,0	373 286,8	204 998,4	108 263,7	50 006,0	84 837,4	1 260 447,9	1 224 002,3	1 356 231,8	1 471 149,3
Autres instruments et appareils <sup>(7)</sup>	1 967 664,7	1 370 709,7	795 260,2	476 978,4	7 100,2	6 381,8	538 353,3	644 676,9	720 006,5	1 881 820,2
<b>C. Matières premières et semi-produits</b>	<b>712 888,7</b>	<b>535 252,8</b>	<b>380 543,9</b>	<b>283 163,4</b>	<b>4 039 595,2</b>	<b>4 249 006,8</b>	<b>5 171 979,1</b>	<b>4 779 652,0</b>	<b>4 895 756,3</b>	<b>7 114 062,9</b>
Cuir <sup>(8)</sup>	348 807,4	259 054,4	183 744,1	136 306,0	817 782,0	500 542,3	570 908,2	559 406,4	562 048,5	630 397,8
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc <sup>(9)</sup>	12 828,1	20 317,2	16 076,9	14 012,6	817 855,9	706 436,3	863 916,3	823 166,9	838 711,0	965 536,0
Métalliques <sup>(10)</sup>	39 709,0	31 976,3	23 064,2	17 567,6	817 775,5	1 179 676,7	2 531 988,4	1 949 531,4	1 976 062,4	2 593 225,5
Autres	53 198,8	34 907,0	24 048,3	17 240,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>D. Biens d'équipement</b>	<b>2 850 460,7</b>	<b>5 405 102,2</b>	<b>6 897 624,7</b>	<b>6 319 750,4</b>	<b>4 084 898,2</b>	<b>7 674 273,2</b>	<b>11 554 304,9</b>	<b>9 664 779,1</b>	<b>9 629 617,5</b>	<b>16 344 838,1</b>
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	523 012,2	803 254,1	920 655,7	787 281,7	817 775,7	523 392,7	494 907,5	472 609,8	496 107,1	696 438,1
Machines pour industries spécialisées	228 952,7	976 214,9	1 545 999,6	1 167 025,2	820 105,5	4 780 784,3	8 579 115,1	6 741 470,9	6 664 519,6	10 056 799,7
Autres instruments et appareils <sup>(11)</sup>	1 899 715,4	2 668 525,5	2 888 247,5	2 513 308,5	810 920,6	729 719,4	812 421,1	638 383,4	620 586,9	923 662,1
<b>Total</b>	<b>7 977 523,0</b>	<b>9 940 207,4</b>	<b>11 756 200,0</b>	<b>9 791 929,3</b>	<b>12 273 954,6</b>	<b>16 623 429,7</b>	<b>24 293 546,3</b>	<b>21 326 432,0</b>	<b>21 968 989,3</b>	<b>36 297 210,5</b>
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

(1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, matières élaborées.

(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.

(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(10) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau I|3|31 Dette extérieure  
(en millions de USD)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(a)</sup>	2021 <sup>(a)</sup>
<b>Stock</b>	<b>4 939,7</b>	<b>5 203,9</b>	<b>4 923,3</b>	<b>4 796,8</b>	<b>4 542,2</b>	<b>4 593,5</b>	<b>3 287,9</b>	<b>3 728,9</b>	<b>4 249,1</b>	<b>4 249,1</b>
FMI	476,0	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5	128,4	422,4	778,1	778,1
Club de Paris	354,9	292,3	196,2	109,4	52,2	38,5	28,8	73,1	67,1	67,1
Club de Kinshasa	1 776,8	1 075,7	1 099,6	1 274,6	1 248,2	1 300,3	1 326,4	1 326,3	1 343,3	1 343,3
Club de Londres	80,8	80,8	18,0	18,0	18,0	18,0	11,5	7,7	3,8	3,8
Institutions multilatérales	2 245,7	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4	1 894,1	2 056,8	2 056,8
Autres <sup>(1)(2)</sup>	5,4	1 270,7	1 270,4	1 273,5	1 310,3	1 310,6	5,4	5,3	0,0	0,0
<b>Encours</b>	<b>4 455,0</b>	<b>4 694,7</b>	<b>4 474,2</b>	<b>4 287,1</b>	<b>4 022,6</b>	<b>4 236,9</b>	<b>3 020,5</b>	<b>3 566,3</b>	<b>4 249,1</b>	<b>4 250,1</b>
FMI	476,4	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5	128,4	422,4	778,1	778,1
Club de Paris	354,8	292,3	196,2	109,4	42,5	1,8	1,3	73,1	67,1	67,1
Club de Kinshasa	1 372,7	719,9	735,7	849,9	823,5	1 065,4	1 091,8	1 169,0	1 343,3	1 343,3
Club de Londres	-	-	-	-	-	-	11,5	7,7	3,8	3,8
Institutions multilatérales	2 245,7	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4	1 894,1	2 056,8	2 056,8
Autres <sup>(1)</sup>	5,4	1 198,2	1 203,3	1 206,4	1 243,2	1 243,5	-	-	-	1,00
<b>Service de la dette</b>										
<b>- Service dû</b>	<b>172,9</b>	<b>191,5</b>	<b>188,0</b>	<b>180,4</b>	<b>222,9</b>	<b>219,9</b>	<b>302,2</b>	<b>228,4</b>	<b>132,9</b>	<b>132,9</b>
FMI	1,0	-	-	-	65,3	46,3	95,4	79,3	0,0	0,0
Club de Paris	12,8	43,7	75,5	72,0	55,9	58,1	43,0	0,3	3,9	3,9
Club de Kinshasa	64,2	57,1	33,8	32,1	31,4	35,5	53,7	82,8	60,2	60,2
Club de Londres	-	-	-	2,0	2,0	-	-	4,0	12,0	12,0
Institutions multilatérales	95,0	90,7	78,8	74,3	68,3	79,9	110,0	62,1	56,7	56,7
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,00
<b>- Service effectué</b>	<b>172,9</b>	<b>191,5</b>	<b>209,4</b>	<b>220,5</b>	<b>259,9</b>	<b>212,1</b>	<b>225,3</b>	<b>228,4</b>	<b>130,2</b>	<b>131,2</b>
FMI	1,0	-	0,7	38,8	78,5	93,0	100,2	79,3	0,0	0,0
Club de Paris	12,8	43,7	74,9	69,4	57,9	20,0	0,3	0,3	3,9	3,9
Club de Kinshasa	64,2	57,1	31,0	29,5	37,6	48,4	67,0	82,8	58,1	58,1
Club de Londres	-	-	-	-	-	-	1,5	4,0	12,0	12,0
Institutions multilatérales	95,0	90,7	102,7	82,9	85,9	50,8	56,2	62,1	56,2	56,2
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,00
<b>- Arriérés <sup>(3)</sup></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-21,3</b>	<b>-40,1</b>	<b>-37,0</b>	<b>7,8</b>	<b>76,9</b>	<b>-</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>
FMI	-	-	-0,7	-38,8	-13,2	-46,6	-4,8	-	-	-
Club de Paris	-	-	0,5	2,7	-2,0	38,1	42,7	-	-	-
Club de Kinshasa	-	-	2,8	2,6	-6,2	-12,9	-13,3	-	2,1	2,1
Club de Londres	-	-	-	2,0	2,0	-	-1,5	-	-	-
Institutions multilatérales	-	-	-23,9	-8,6	-17,6	29,2	53,8	-	0,5	0,5
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : DGDG et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC. Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDG ne prend en compte que la dette publique appelée.

(2) A partir de 2018, il s'agit des engagements de la BCC.

(3) (-) : paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau I | 3 | 31 bis Dette extérieure  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014 <sup>(1)</sup>	2015	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(1)</sup>	2021 <sup>(1)</sup>
<b>Stock</b>	<b>4 520 651,9</b>	<b>4 816 208,1</b>	<b>4 551 588,9</b>	<b>4 445 484,8</b>	<b>5 521 410,5</b>	<b>7 313 673,5</b>	<b>5 377 739,7</b>	<b>6 238 177,9</b>	<b>8 378 454,1</b>	<b>8 382 703,2</b>
FMI	435 659,8	439 114,3	413 791,7	361 844,4	366 512,1	359 103,1	210 078,4	706 702,9	1 534 280,9	1 535 059,0
Club de Paris	324 795,5	270 478,3	181 351,7	101 396,9	63 441,6	61 251,7	47 023,9	122 292,4	132 229,2	132 296,3
Club de Kinshasa	1 626 064,1	995 591,7	1 016 599,3	1 181 221,1	1 517 310,0	2 070 264,5	2 169 512,8	2 218 745,6	2 648 705,4	2 650 048,7
Club de Londres	73 946,1	74 780,7	16 641,2	16 681,7	21 880,6	28 659,5	18 809,6	12 831,5	7 552,0	7 555,8
Institutions multilatérales	2 055 226,1	1 860 206,1	1 748 718,0	1 604 101,9	1 959 468,2	2 707 682,9	2 923 564,2	3 168 694,9	4 055 686,6	4 057 743,4
dont BAD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres <sup>(1)(2)</sup>	4 960,2	1 176 037,0	1 174 487,0	1 180 238,8	1 592 798,0	2 086 711,8	8 750,7	8 910,7	-	-
<b>Encours</b>	<b>4 077 121,6</b>	<b>4 344 951,1</b>	<b>4 140 886,9</b>	<b>3 973 068,6</b>	<b>4 889 790,6</b>	<b>6 745 881,6</b>	<b>4 940 326,9</b>	<b>5 966 213,1</b>	<b>8 378 375,2</b>	<b>8 384 597,1</b>
FMI	435 989,2	439 114,3	414 236,8	360 965,3	366 512,1	359 103,1	210 078,4	706 702,9	1 534 261,2	1 535 039,3
Club de Paris	324 713,1	270 478,3	181 546,7	101 150,5	51 613,9	2 929,6	2 093,6	122 292,4	132 308,1	132 375,2
Club de Kinshasa	1 256 232,9	666 223,6	680 865,0	785 767,9	1 000 976,5	1 696 306,2	1 785 781,1	1 955 691,4	2 648 705,4	2 650 048,7
Club de Londres	-	-	-	-	-	0,0	18 809,6	12 831,5	7 492,9	7 496,7
Institutions multilatérales	2 055 226,1	1 860 206,1	1 750 598,7	1 600 204,9	1 959 468,2	2 707 682,9	2 923 564,2	3 168 694,9	4 055 607,7	4 057 664,5
Autres <sup>(1)</sup>	4 960,2	1 108 928,8	1 113 639,6	1 115 327,7	1 511 219,9	1 979 859,8	-	-	-	1 972,80
<b>Service de la dette</b>										
<b>- Service dû</b>	<b>158 233,7</b>	<b>177 224,6</b>	<b>173 816,9</b>	<b>167 187,6</b>	<b>270 943,0</b>	<b>350 058,2</b>	<b>494 214,7</b>	<b>382 101,0</b>	<b>262 017,3</b>	<b>262 150,2</b>
FMI	906,0	-	0,0	0,0	79 341,9	73 786,3	156 084,9	132 581,0	-	-
Club de Paris	11 695,9	40 481,5	69 772,7	66 745,3	67 963,6	92 531,6	70 293,7	535,3	7 690,0	7 693,9
Club de Kinshasa	58 726,8	52 827,7	31 220,7	29 749,0	38 157,3	56 457,3	87 894,1	138 453,1	118 797,3	118 857,5
Club de Londres	-	-	-	1 853,5	2 431,2	0,0	0,0	6 658,3	23 661,7	23 673,7
Institutions multilatérales	86 905,0	83 915,4	72 823,6	68 839,8	83 049,0	127 283,0	179 942,0	103 873,3	111 868,4	111 925,1
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 972,80
<b>- Service effectué</b>	<b>158 233,7</b>	<b>177 224,6</b>	<b>193 551,9</b>	<b>204 387,8</b>	<b>315 968,0</b>	<b>337 708,0</b>	<b>368 445,7</b>	<b>382 101,0</b>	<b>256 729,0</b>	<b>258 832,0</b>
FMI	906,0	-	670,7	35 958,3	95 411,6	148 060,7	163 924,0	132 581,0	-	-
Club de Paris	11 695,9	40 481,5	69 270,3	64 270,8	70 431,2	31 810,0	507,0	535,3	7 690,0	7 693,9
Club de Kinshasa	58 726,8	52 827,7	28 668,4	27 339,4	45 718,3	76 998,3	109 586,2	138 453,1	114 561,8	114 619,9
Club de Londres	-	-	-	-	-	0,0	2 519,8	6 658,3	23 661,7	23 673,7
Institutions multilatérales	86 905,0	83 915,4	94 942,5	76 819,2	104 406,9	80 839,0	91 908,6	103 873,3	110 815,4	110 871,6
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 972,80
<b>- Arriérés <sup>(3)</sup></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-19 734,9</b>	<b>-37 200,2</b>	<b>-45 025,0</b>	<b>12 350,2</b>	<b>125 769,0</b>	<b>-</b>	<b>5 288,38</b>	<b>5 291,06</b>
FMI	-	-	-670,7	-35 958,3	-16 069,7	-74 274,4	-7 839,1	-	-	-
Club de Paris	-	-	502,4	2 474,5	-2 467,6	60 721,6	69 786,7	-	-	-
Club de Kinshasa	-	-	2 552,3	2 409,6	-7 561,0	-20 541,0	-21 692,1	-	4 235,4	4 237,6
Club de Londres	-	-	0,0	1 853,5	2 431,2	0,0	-2 519,8	-	-	-
Institutions multilatérales	-	-	-22 118,9	-7 979,4	-21 357,9	46 444,0	88 033,4	-	1 052,9	1 053,5
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux de change fin période USD/CDF	915,2	925,5	924,5	926,8	1 215,6	1 592,2	1 635,6	1 672,9	1 971,8	1 972,8

Sources : DGDP et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC. Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

(2) A partir de 2018, il s'agit des engagements de la BCC.

(3) (-) : paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau I|3|32 Provenance des donations extérieures d'origine publique  
(en millions de USD)

	2012	2013	2014	2015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2021 <sup>(a)</sup>
<b>A. Donations Multilatérales</b>	<b>865 867,6</b>	<b>855 527,1</b>	<b>1 159 686,0</b>	<b>724 133,6</b>	<b>920 176,1</b>	<b>1 335 586,5</b>	<b>1 121 307,0</b>	<b>843 332,2</b>	<b>1 312 872,4</b>	<b>1 901 659,5</b>
- Nations Unies	160 767,2	115 443,5	142 292,4	64 027,4	107 973,1	35 284,0	37 272,2	12 781,8	326 646,4	416 828,9
- Commission Européenne	222 086,8	168 620,7	119 674,3	163 649,9	153 682,5	283 967,2	363 190,5	153 114,7	292 644,3	225 841,6
- Banque mondiale	378 436,9	498 541,4	747 016,6	387 921,0	505 445,1	838 339,4	537 328,3	510 482,4	560 119,0	1 039 580,1
- BAD	84 242,0	72 921,6	150 702,7	107 609,4	114 124,9	151 417,0	174 379,1	154 540,2	133 462,7	219 408,9
- ACBF <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI <sup>(2)</sup>	20 334,7	-	-	-	38 950,5	20 889,7	9 136,9	12 413,1	-	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	926,0	-	5 689,3	-	-	-	-
<b>B. Donations Bilatérales</b>	<b>1 058 223,0</b>	<b>601 571,2</b>	<b>499 904,4</b>	<b>562 797,0</b>	<b>385 690,9</b>	<b>839 015,6</b>	<b>645 148,2</b>	<b>134 440,8</b>	<b>297 069,7</b>	<b>340 392,7</b>
- Belgique	122 872,9	62 002,3	34 169,5	73 958,0	14 161,6	67 924,9	78,2	-	-	-136,1
- France	-	-	32 782,6	41 801,4	-	3 566,9	-	-	-	-
- Allemagne	156 444,2	9 492,8	-	1 740,7	21 258,7	76 181,0	78 964,9	-	71 559,4	4 221,3
- Italie	-	-	-	926,0	-	-	-	-	-	-
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	33 010,3	39 101,6	32 302,4	-	11 199,9	14 617,1	82 694,1	-	13 852,6	88 520,5
- Japon	83 398,9	-	-	-	17 101,7	48 882,9	32 334,2	-	23 911,0	0,0
- Pays-Bas	21 000,9	67 761,3	2 130,8	-	-	7 518,0	-	-	-	-
- Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Suède	81 691,6	33 227,7	28 288,8	17 947,8	41 894,3	25 530,4	-	-	34 324,1	144 135,7
- Suisse	-	-	-	19 353,1	-	4 903,7	30 328,5	16 648,6	42 057,7	60 875,4
- Royaume-Uni	187 651,6	211 355,0	281 970,1	190 135,0	168 759,1	305 513,4	420 748,4	117 792,2	111 364,9	42 277,0
- USA	191 997,9	166 557,8	-	171 517,9	111 315,6	282 983,2	-	-	-	499,0
- Chine	123 360,5	12 000,8	81 889,9	45 417,1	-	-	-	-	-	-
- Inde	56 761,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Afrique du Sud	32,5	71,7	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	6 370,2	-	-	1 394,2	-	-	-	-
<b>C. ONG</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 924 090,6</b>	<b>1 457 098,3</b>	<b>1 659 590,4</b>	<b>1 286 930,7</b>	<b>1 305 867,0</b>	<b>2 174 602,1</b>	<b>1 766 455,2</b>	<b>977 773,0</b>	<b>1 609 942,0</b>	<b>2 242 052,2</b>
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

(1) African Capacity Building Foundation.

(2) GAVI à partir de 2011.

Tableau I | 3 | 32 bis Provenance des donations extérieures d'origine publique  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>A. Donations Multilatérales</b>	<b>865 867,6</b>	<b>855 527,1</b>	<b>1 159 686,0</b>	<b>724 133,6</b>	<b>920 176,1</b>	<b>1 335 586,5</b>	<b>1 121 307,0</b>	<b>843 332,2</b>	<b>1 312 872,4</b>	<b>1 901 659,5</b>
- Nations Unies	160 767,2	115 443,5	142 292,4	64 027,4	107 973,1	35 284,0	37 272,2	12 781,8	326 646,4	416 828,9
- Commission Européenne	222 086,8	168 620,7	119 674,3	163 649,9	153 682,5	283 967,2	363 190,5	153 114,7	292 644,3	225 841,6
- Banque mondiale	378 436,9	498 541,4	747 016,6	387 921,0	505 445,1	838 339,4	537 328,3	510 482,4	560 119,0	1 039 580,1
- BAD	84 242,0	72 921,6	150 702,7	107 609,4	114 124,9	151 417,0	174 379,1	154 540,2	133 462,7	219 408,9
- ACBF <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI <sup>(2)</sup>	20 334,7	-	-	-	38 950,5	20 889,7	9 136,9	12 413,1	-	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	926,0	-	5 689,3	-	-	-	-
<b>B. Donations Bilatérales</b>	<b>1 058 223,0</b>	<b>601 571,2</b>	<b>499 904,4</b>	<b>562 797,0</b>	<b>385 690,9</b>	<b>839 015,6</b>	<b>645 148,2</b>	<b>134 440,8</b>	<b>297 069,7</b>	<b>340 392,7</b>
- Belgique	122 872,9	62 002,3	34 169,5	73 958,0	14 161,6	67 924,9	78,2	-	-	-136,1
- France	-	-	32 782,6	41 801,4	-	3 566,9	-	-	-	-
- Allemagne	156 444,2	9 492,8	-	1 740,7	21 258,7	76 181,0	78 964,9	-	71 559,4	4 221,3
- Italie	-	-	-	926,0	-	-	-	-	-	-
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	33 010,3	39 101,6	32 302,4	-	11 199,9	14 617,1	82 694,1	-	13 852,6	88 520,5
- Japon	83 398,9	-	-	-	17 101,7	48 882,9	32 334,2	-	23 911,0	0,0
- Pays-Bas	21 000,9	67 761,3	2 130,8	-	-	7 518,0	-	-	-	-
- Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Suède	81 691,6	33 227,7	28 288,8	17 947,8	41 894,3	25 530,4	-	-	34 324,1	144 135,7
- Suisse	-	-	-	19 353,1	-	4 903,7	30 328,5	16 648,6	42 057,7	60 875,4
- Royaume-Uni	187 651,6	211 355,0	281 970,1	190 135,0	168 759,1	305 513,4	420 748,4	117 792,2	111 364,9	42 277,0
- USA	191 997,9	166 557,8	-	171 517,9	111 315,6	282 983,2	-	-	-	499,0
- Chine	123 360,5	12 000,8	81 889,9	45 417,1	-	-	-	-	-	-
- Inde	56 761,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Afrique du Sud	32,5	71,7	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	6 370,2	-	-	1 394,2	-	-	-	-
<b>C. ONG</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 924 090,6</b>	<b>1 457 098,3</b>	<b>1 659 590,4</b>	<b>1 286 930,7</b>	<b>1 305 867,0</b>	<b>2 174 602,1</b>	<b>1 766 455,2</b>	<b>977 773,0</b>	<b>1 609 942,0</b>	<b>2 242 052,2</b>
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

(1) African Capacity Building Foundation.

(2) GAVI à partir de 2011.

## 4 | Monnaie, crédit et institutions financières

Tableau I | 4 | 8 Bilans monétaires

Situation Monétaire Intégrée											
(En millions de CDF)											
	Dec-11	Dec-12	Dec-13	Dec-14	Dec-15	Dec-16	Dec-17	Dec-18	Dec-19	Dec-20	Dec-21
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>834 878</b>	<b>1 382 462</b>	<b>1 445 067</b>	<b>1 544 275</b>	<b>1 316 836</b>	<b>1 069 064</b>	<b>2 636 414</b>	<b>3 374 673</b>	<b>4 416 596</b>	<b>9 801 867</b>	<b>17 374 817</b>
BCC	19 178	330 446	380 718	345 108	110 135	-446 794	-596 297	-347 522	-684 354	-660 154	2 871 309
Banques commerciales	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167	1 206 702	1 515 858	3 232 711	3 722 195	5 100 950	10 462 021	14 503 507
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>1 702 368</b>	<b>1 802 913</b>	<b>2 046 490</b>	<b>2 413 361</b>	<b>3 037 831</b>	<b>4 268 700</b>	<b>5 206 508</b>	<b>6 468 548</b>	<b>8 310 892</b>	<b>9 453 706</b>	<b>9 399 630</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>898 867</b>	<b>937 488</b>	<b>1 081 756</b>	<b>1 502 706</b>	<b>2 001 972</b>	<b>3 017 721</b>	<b>3 566 597</b>	<b>4 739 845</b>	<b>6 392 941</b>	<b>8 012 645</b>	<b>10 886 756</b>
Crédit net à l'Etat	-63 176	-367 036	-497 727	-398 744	-162 390	352 787	342 141	447 872	994 676	1 259 264	2 978 031
BCC	-68 720	-376 160	-304 441	-262 167	-47 492	477 936	456 052	669 215	1 230 926	1 555 190	3 533 462
BCM	5 544	9 124	-193 287	-136 577	-114 898	-125 148	-113 912	-221 344	-236 249	-295 926	-555 431
Créances sur les entreprises publiques	1	1	134 887	122 151	76 168	254 544	309 811	43 478	490 860	558 436	626 460
Créances sur le secteur privé	962 042	1 304 523	1 444 597	1 779 299	2 088 194	2 410 389	2 914 646	4 248 495	4 907 404	6 194 945	7 282 265
Créances sur le reste de l'Economie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres postes nets</b>	<b>803 500</b>	<b>865 424</b>	<b>964 734</b>	<b>910 656</b>	<b>1 035 858</b>	<b>1 250 979</b>	<b>1 639 910</b>	<b>1 728 703</b>	<b>1 917 951</b>	<b>1 441 060</b>	<b>-1 487 126</b>
<b>M2 avec Provisions</b>	<b>2 537 246</b>	<b>3 185 374</b>	<b>3 492 362</b>	<b>3 965 647</b>	<b>4 355 824</b>	<b>5 337 764</b>	<b>7 842 922</b>	<b>9 843 221</b>	<b>12 727 488</b>	<b>19 255 573</b>	<b>26 774 447</b>
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>2 512 047</b>	<b>3 162 583</b>	<b>3 470 710</b>	<b>3 948 007</b>	<b>4 339 891</b>	<b>5 311 187</b>	<b>7 812 846</b>	<b>9 820 614</b>	<b>12 649 769</b>	<b>19 172 032</b>	<b>26 554 604</b>
Monnaie (M1)	842 032	1 008 474	1 072 635	1 181 584	1 324 936	1 674 868	2 064 383	2 395 532	2 812 781	3 638 732	5 664 813
Circulation fiduciaire	615 345	595 164	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 559 683	1 772 939	2 230 571	2 803 201
Dépôts à vue	226 687	413 310	379 690	439 076	543 068	601 437	709 904	835 849	1 039 842	1 408 161	2 861 612
Quasi-monnaie	1 670 014	2 154 109	2 398 076	2 766 424	3 014 955	3 636 319	5 748 462	7 425 082	9 836 987	15 533 300	20 889 791
Dépôts à terme en monnaie nationale	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	48 954	46 092	66 216	96 451	755 110
Dépôts en devises	1 652 470	2 128 369	2 367 721	2 730 802	2 942 180	3 578 075	5 699 508	7 378 990	9 770 771	15 436 849	20 134 682
<b>Provisions pour Importations</b>	<b>25 199</b>	<b>22 791</b>	<b>21 652</b>	<b>17 640</b>	<b>15 933</b>	<b>26 577</b>	<b>30 076</b>	<b>22 606</b>	<b>77 720</b>	<b>83 541</b>	<b>219 843</b>
Bilan monétaire de la Banque Centrale du Congo											
(En millions de CDF)											
	Dec-11	Dec-12	Dec-13	Dec-14	Dec-15	Dec-16	Dec-17	Dec-18	Dec-19	Dec-20	Dec-21
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>19 178</b>	<b>330 446</b>	<b>380 718</b>	<b>345 108</b>	<b>110 135</b>	<b>-446 794</b>	<b>-596 297</b>	<b>-347 522</b>	<b>-684 354</b>	<b>-660 154</b>	<b>2 871 309</b>
Avoirs extérieurs	1 182 958	1 499 652	1 556 147	1 449 569	1 137 144	759 327	927 528	1 034 986	1 221 149	1 582 893	7 338 298
Réserves extérieures	1 182 958	1 499 652	1 556 147	1 449 569	1 137 144	759 327	927 528	1 034 986	1 221 149	1 582 893	7 338 298
OR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DTS	495 278	497 026	500 805	471 712	417 580	273 647	142 569	28 651	88 538	76 767	2 931 288
Autres devises y compris USD	687 680	1 002 626	1 055 342	977 857	719 565	485 680	784 959	1 006 335	1 132 612	1 506 126	4 407 010
Engagements extérieurs	1 163 780	1 169 206	1 175 429	1 104 462	1 027 010	1 206 121	1 523 825	1 382 508	1 905 504	2 243 047	4 466 989
Ressources du FMI	1 151 630	1 156 363	1 165 552	1 098 319	1 019 487	1 198 660	1 514 401	1 368 934	1 886 150	2 231 198	4 453 800
Autres engagements	12 150	12 844	9 878	6 142	7 523	7 461	9 424	13 574	19 354	11 850	13 189
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>785 283</b>	<b>518 977</b>	<b>612 844</b>	<b>780 860</b>	<b>1 156 407</b>	<b>2 066 661</b>	<b>2 580 376</b>	<b>2 830 720</b>	<b>3 724 017</b>	<b>4 470 774</b>	<b>2 918 508</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>-54 419</b>	<b>-354 434</b>	<b>-250 203</b>	<b>-88 912</b>	<b>191 625</b>	<b>836 651</b>	<b>1 135 328</b>	<b>1 342 102</b>	<b>2 163 705</b>	<b>2 833 868</b>	<b>4 882 542</b>
Crédit net à l'Etat	-68 720	-376 160	-304 441	-262 167	-47 492	477 936	456 052	669 215	1 230 926	1 555 190	3 533 462
Dépôts de l'Etat	393 428	709 766	637 816	595 470	380 633	11 538	15 505	23 879	13 631	16 186	87 230
Créances sur l'Etat; y compris déficit BCC	324 708	333 606	333 375	333 303	333 141	489 474	471 557	693 094	1 244 557	1 571 376	3 620 692
Créances sur les Banques commerciales	8 897	11 548	47 681	162 368	227 279	346 808	661 151	647 072	906 135	1 243 340	1 319 389
Dont Refinancement	4 758	75	3	69 503	59 237	3 003	24 243	23 874	426	127 441	756
Comptes RME	4 139	11 473	47 678	92 866	168 042	343 805	636 908	623 198	905 709	1 115 899	1 318 633
Créances sur les entreprises publiques	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Créances sur le secteur privé	5 403	10 177	6 556	10 886	11 838	11 907	18 124	25 814	26 644	35 338	29 690
Créances sur le reste de l'économie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres postes nets</b>	<b>839 702</b>	<b>873 411</b>	<b>863 047</b>	<b>869 772</b>	<b>964 781</b>	<b>1 230 010</b>	<b>1 445 048</b>	<b>1 488 618</b>	<b>1 560 312</b>	<b>1 636 906</b>	<b>-1 964 034</b>
Encours Bons BCC	115 000	95 003	164 263	107 357	47 000	8 500	35 000	42 500	55 000	15 000	110 000
<b>Base monétaire</b>	<b>804 461</b>	<b>849 423</b>	<b>994 367</b>	<b>1 133 978</b>	<b>1 267 699</b>	<b>1 619 867</b>	<b>1 984 079</b>	<b>2 483 197</b>	<b>3 039 663</b>	<b>3 810 620</b>	<b>5 789 817</b>

<b>Base monétaire (sens strict)</b>	<b>798 694</b>	<b>844 597</b>	<b>988 316</b>	<b>1 110 251</b>	<b>1 262 265</b>	<b>1 610 716</b>	<b>1 952 384</b>	<b>2 470 988</b>	<b>3 027 982</b>	<b>3 646 672</b>	<b>5 401 981</b>
<i>Circulation fiduciaire</i>	647 487	642 560	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942	3 045 223
<b>Hors système bancaire</b>	<b>615 345</b>	<b>595 164</b>	<b>692 945</b>	<b>742 508</b>	<b>781 868</b>	<b>1 073 431</b>	<b>1 354 480</b>	<b>1 559 683</b>	<b>1 772 939</b>	<b>2 230 571</b>	<b>2 803 201</b>
<i>En banque</i>	32 142	47 396	67 513	74 915	86 189	79 871	100 329	130 116	160 695	218 371	242 022
<i>Dépôts des banques commerciales</i>	142 649	198 462	210 476	272 344	374 384	438 823	477 949	767 739	1 083 302	1 174 240	2 325 143
<i>Avoirs excédentaires</i>	27 894	48 131	-922	44 871	139 255	6 340	18 487	-68 483	22 107	-420 512	-50 453
<i>Niveau de Réserve obligatoire notifié aux banques</i>	114 756	150 330	211 398	227 473	235 130	432 483	459 462	836 222	1 061 195	1 594 753	2 375 596
<i>Dépôts des entreprises publiques</i>	1 541	2 378	2 483	2 157	3 987	2 274	2 907	4 544	8 385	20 088	10 521
<i>Dépôts du secteur privé</i>	7 017	1 197	14 899	18 327	15 838	16 318	16 720	8 906	2 660	3 401	21 094
<b>Dépôts en devises</b>	<b>1 995</b>	<b>925</b>	<b>1 982</b>	<b>20 103</b>	<b>2 175</b>	<b>5 067</b>	<b>25 584</b>	<b>6 220</b>	<b>5 685</b>	<b>156 169</b>	<b>380 567</b>
<b>Provisions pour importations</b>	<b>3 772</b>	<b>3 901</b>	<b>4 069</b>	<b>3 624</b>	<b>3 258</b>	<b>4 084</b>	<b>6 112</b>	<b>5 990</b>	<b>5 995</b>	<b>7 780</b>	<b>7 269</b>
<b>Bilan monétaire des Banques commerciales</b>											
(En millions de CDF)											
	Dec-11	Dec-12	Dec-13	Dec-14	Dec-15	Dec-16	Dec-17	Dec-18	Dec-19	Dec-20	Dec-21
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>815 700</b>	<b>1 052 016</b>	<b>1 064 349</b>	<b>1 199 167</b>	<b>1 206 702</b>	<b>1 515 858</b>	<b>3 232 711</b>	<b>3 722 195</b>	<b>5 100 950</b>	<b>10 462 021</b>	<b>14 503 507</b>
<i>Avoirs extérieurs</i>	923 525	1 206 276	1 340 522	1 441 964	1 512 581	1 903 966	3 648 422	4 025 829	5 591 579	11 091 749	15 669 015
<i>Engagements extérieurs</i>	107 824	154 261	276 173	242 797	305 880	388 108	415 710	303 634	490 629	629 727	1 165 508
<b>Réserves</b>	<b>241 262</b>	<b>313 499</b>	<b>341 494</b>	<b>375 576</b>	<b>488 253</b>	<b>531 162</b>	<b>582 760</b>	<b>929 271</b>	<b>1 687 903</b>	<b>1 442 565</b>	<b>2 546 774</b>
<i>Encaisses</i>	32 142	47 396	67 513	74 915	86 189	79 871	100 329	130 116	160 695	218 371	242 022
<i>Dépôts à la BCC</i>	209 120	266 103	273 980	300 661	402 065	451 291	482 431	799 155	1 527 208	1 224 194	2 304 752
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>910 684</b>	<b>1 236 374</b>	<b>1 371 959</b>	<b>1 617 150</b>	<b>1 879 015</b>	<b>2 450 511</b>	<b>2 965 376</b>	<b>4 005 513</b>	<b>4 568 391</b>	<b>5 298 369</b>	<b>7 311 892</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>962 183</b>	<b>1 303 470</b>	<b>1 379 640</b>	<b>1 753 986</b>	<b>2 037 626</b>	<b>2 527 877</b>	<b>3 092 420</b>	<b>4 044 815</b>	<b>5 135 371</b>	<b>6 422 117</b>	<b>7 323 603</b>
<i>Crédit net à l'Etat</i>	<b>5 544</b>	<b>9 124</b>	<b>-193 287</b>	<b>-136 577</b>	<b>-114 898</b>	<b>-125 148</b>	<b>-113 912</b>	<b>-221 344</b>	<b>-236 249</b>	<b>-295 926</b>	<b>-555 431</b>
<i>Créances sur l'Etat</i>	5 544	9 124	16 530	23 806	25 588	21 936	32 248	34 760	47 597	53 515	43 838
<i>Dépôts de l'Etat</i>	-	-	209 817	160 384	140 486	147 084	146 160	256 104	283 846	349 441	599 270
<b>Créances sur le secteur privé</b>	<b>956 639</b>	<b>1 294 346</b>	<b>1 438 041</b>	<b>1 768 413</b>	<b>2 076 357</b>	<b>2 398 482</b>	<b>2 896 522</b>	<b>4 222 681</b>	<b>4 880 761</b>	<b>6 159 608</b>	<b>7 252 575</b>
<i>*Crédit à Court terme FC</i>	44 734	66 690	68 482	154 510	167 430	162 824	157 186	177 376	104 337	208 114	174 442
<i>*Crédit à Court terme en \$ US</i>	627 397	807 906	808 038	950 714	889 595	1 014 885	1 154 785	2 053 228	1 405 517	1 964 803	2 906 542
<i>*Crédit à moyen terme</i>	260 309	383 723	489 460	582 163	832 728	946 675	1 192 668	1 607 531	2 537 727	3 116 677	3 265 111
<i>*Litigieux</i>	22 321	32 275	66 483	74 232	173 058	259 409	362 944	356 254	805 661	829 907	849 388
<i>*Autres</i>	1 879	3 752	5 578	6 794	13 547	14 689	28 939	28 292	27 520	40 108	57 091
<b>Créances sur les entreprises publiques</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>134 886</b>	<b>122 150</b>	<b>76 168</b>	<b>254 544</b>	<b>309 810</b>	<b>43 478</b>	<b>490 860</b>	<b>558 435</b>	<b>626 460</b>
<b>Autres postes nets</b>	<b>-51 499</b>	<b>-67 096</b>	<b>-7 681</b>	<b>-136 836</b>	<b>-158 611</b>	<b>-77 366</b>	<b>-127 044</b>	<b>-39 303</b>	<b>-566 980</b>	<b>-1 123 749</b>	<b>-11 711</b>
<b>Dépôts de la clientèle des banques commerciales</b>	<b>1 886 149</b>	<b>2 562 920</b>	<b>2 758 402</b>	<b>3 164 912</b>	<b>3 536 024</b>	<b>4 214 097</b>	<b>6 413 156</b>	<b>8 241 261</b>	<b>10 860 098</b>	<b>16 761 803</b>	<b>23 339 222</b>
<b>Dépôts en monnaie nationale</b>	<b>235 674</b>	<b>435 475</b>	<b>392 662</b>	<b>454 213</b>	<b>596 019</b>	<b>641 089</b>	<b>739 232</b>	<b>868 491</b>	<b>1 095 012</b>	<b>1 481 122</b>	<b>3 585 107</b>
<i>Dépôts à vue</i>	218 129	409 735	362 308	418 591	523 244	582 846	690 277	822 399	1 028 796	1 384 672	2 829 997
<i>Dépôts à terme</i>	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	48 954	46 092	66 216	96 451	755 110
<b>Dépôts en devises étrangères</b>	<b>1 650 475</b>	<b>2 127 444</b>	<b>2 365 740</b>	<b>2 710 698</b>	<b>2 940 005</b>	<b>3 573 008</b>	<b>5 673 924</b>	<b>7 372 770</b>	<b>9 765 086</b>	<b>15 280 680</b>	<b>19 754 115</b>
<i>Dépôts à vue</i>	1 298 417	1 647 834	1 750 701	1 882 689	2 023 586	2 382 523	3 830 122	5 108 115	6 369 563	11 129 821	14 780 338
<i>Dépôts à terme</i>	352 058	479 610	615 038	828 009	916 419	1 190 485	1 843 802	2 264 656	3 395 522	4 150 860	4 973 776
<b>Crédit de la BCC</b>	<b>60 070</b>	<b>20 080</b>	<b>1 818</b>	<b>12 966</b>	<b>25 272</b>	<b>260 940</b>	<b>343 727</b>	<b>399 101</b>	<b>425 421</b>	<b>365 391</b>	<b>810 378</b>
<b>Provisions pour Importations</b>	<b>21 427</b>	<b>18 890</b>	<b>17 583</b>	<b>14 016</b>	<b>12 675</b>	<b>22 493</b>	<b>23 964</b>	<b>16 617</b>	<b>71 725</b>	<b>75 761</b>	<b>212 574</b>

(p) Provisoire

Tableau I|4|8 bis Bilans monétaires

	Dec-20	Jan-21	Feb-21	Mar-21	Apr-21	May-21	Jun-21	Jul-21	Aug-21	Sep-21	Oct-21	Nov-21	Dec-21
<i>Situation Monétaire Intégrée</i>													
<b>EN MILLIONS DE CDF (AU TAUX COURANT)</b>													
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>9 801 867</b>	<b>10 155 595</b>	<b>10 213 920</b>	<b>10 272 646</b>	<b>11 418 149</b>	<b>11 966 727</b>	<b>13 084 265</b>	<b>13 657 810</b>	<b>14 571 002</b>	<b>14 842 674</b>	<b>15 744 970</b>	<b>16 122 946</b>	<b>17 374 817</b>
BCC	-660 154	-767 175	-500 857	-563 676	-327 937	349 709	427 445	1 126 012	1 112 134	1 487 038	1 630 679	1 612 883	2 871 309
Banques commerciales	10 462 021	10 922 770	10 714 778	10 836 322	11 746 087	11 617 019	12 656 820	12 531 797	13 458 868	13 355 636	14 114 291	14 510 063	14 503 507
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>9 453 706</b>	<b>9 297 266</b>	<b>9 998 553</b>	<b>10 311 039</b>	<b>9 573 754</b>	<b>9 762 528</b>	<b>9 574 532</b>	<b>9 197 689</b>	<b>9 149 311</b>	<b>10 294 357</b>	<b>10 179 634</b>	<b>10 298 063</b>	<b>9 399 630</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>8 012 645</b>	<b>7 835 493</b>	<b>7 877 554</b>	<b>7 992 960</b>	<b>7 571 038</b>	<b>7 542 464</b>	<b>7 331 544</b>	<b>7 316 900</b>	<b>7 203 320</b>	<b>8 046 455</b>	<b>8 299 396</b>	<b>8 276 245</b>	<b>10 886 756</b>
<b>Crédit net à l'État</b>	<b>1 259 264</b>	<b>1 237 025</b>	<b>1 143 044</b>	<b>1 185 210</b>	<b>715 539</b>	<b>663 185</b>	<b>297 540</b>	<b>67 256</b>	<b>-199 334</b>	<b>390 906</b>	<b>681 104</b>	<b>628 261</b>	<b>2 978 031</b>
BCC	1 555 190	1 518 029	1 471 737	1 504 021	1 023 308	945 617	765 780	533 455	518 463	891 585	1 397 559	1 324 733	3 533 462
Banques commerciales	-295 926	-281 004	-328 693	-318 812	-307 770	-282 432	-468 240	-466 199	-717 797	-500 679	-716 455	-696 472	-555 431
Créances sur les entreprises publiques	558 436	535 608	514 029	452 832	526 677	527 976	528 748	642 120	615 185	654 680	631 301	502 787	626 460
Créances sur le secteur privé	6 194 945	6 062 860	6 220 481	6 354 918	6 328 733	6 351 124	6 504 988	6 607 255	6 787 200	7 000 601	6 986 723	7 144 662	7 282 265
Créances sur le reste de l'Economie	-	-	-	-	89	179	268	268	268	268	268	535	-
<b>Autres postes nets</b>	<b>1 441 060</b>	<b>1 461 773</b>	<b>2 121 000</b>	<b>2 318 080</b>	<b>2 002 716</b>	<b>2 220 064</b>	<b>2 242 989</b>	<b>1 880 789</b>	<b>1 945 992</b>	<b>2 247 902</b>	<b>1 880 238</b>	<b>2 021 818</b>	<b>-1 487 126</b>
<b>M2 avec Provisions</b>	<b>19 255 573</b>	<b>19 452 861</b>	<b>20 212 473</b>	<b>20 583 685</b>	<b>20 991 904</b>	<b>21 729 255</b>	<b>22 658 797</b>	<b>22 855 498</b>	<b>23 720 314</b>	<b>25 137 031</b>	<b>25 924 603</b>	<b>26 421 009</b>	<b>26 774 447</b>
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>19 172 032</b>	<b>19 370 574</b>	<b>20 130 873</b>	<b>20 502 954</b>	<b>20 911 892</b>	<b>21 644 859</b>	<b>22 568 560</b>	<b>22 774 601</b>	<b>23 622 203</b>	<b>25 037 144</b>	<b>25 822 720</b>	<b>26 207 479</b>	<b>26 554 604</b>
<b>Monnaie (M1)</b>	<b>3 638 732</b>	<b>3 423 591</b>	<b>3 891 050</b>	<b>3 476 665</b>	<b>3 682 607</b>	<b>3 839 308</b>	<b>4 023 959</b>	<b>4 297 926</b>	<b>4 216 052</b>	<b>4 993 999</b>	<b>5 310 655</b>	<b>5 325 312</b>	<b>5 664 813</b>
Circulation fiduciaire	2 230 571	2 063 116	2 084 222	2 124 984	2 194 172	2 307 324	2 366 008	2 401 049	2 494 883	2 576 612	2 438 105	2 528 587	2 803 201
Dépôts à vue	1 408 161	1 360 475	1 806 828	1 351 681	1 488 435	1 531 984	1 657 952	1 896 877	1 721 169	2 417 387	2 872 550	2 796 724	2 861 612
<b>Quasi-monnaie</b>	<b>15 533 300</b>	<b>15 946 983</b>	<b>16 239 823</b>	<b>17 026 289</b>	<b>17 229 285</b>	<b>17 805 551</b>	<b>18 544 601</b>	<b>18 476 675</b>	<b>19 406 150</b>	<b>20 043 144</b>	<b>20 512 065</b>	<b>20 882 168</b>	<b>20 889 791</b>
Dépôts à terme en monnaie nationale	96 451	92 550	93 546	701 060	770 974	753 780	765 245	761 143	759 811	774 751	768 406	760 875	755 110
Dépôts en devises	15 436 849	15 854 433	16 146 277	16 325 229	16 458 311	17 051 771	17 779 356	17 715 532	18 646 339	19 268 394	19 743 659	20 121 293	20 134 682
<b>Provisions pour Importations</b>	<b>83 541</b>	<b>82 287</b>	<b>81 600</b>	<b>80 731</b>	<b>80 012</b>	<b>84 396</b>	<b>90 237</b>	<b>80 898</b>	<b>98 111</b>	<b>99 887</b>	<b>101 883</b>	<b>213 530</b>	<b>219 843</b>
<i>Bilan monétaire de la Banque Centrale du Congo --</i>													
	Dec-20	Jan-21	Feb-21	Mar-21	Apr-21	May-21	Jun-21	Jul-21	Aug-21	Sep-21	Oct-21	Nov-21	Dec-21
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>-660 154</b>	<b>-767 175</b>	<b>-500 857</b>	<b>-563 676</b>	<b>-327 937</b>	<b>349 709</b>	<b>427 445</b>	<b>1 126 012</b>	<b>1 112 134</b>	<b>1 487 038</b>	<b>1 630 679</b>	<b>1 612 883</b>	<b>2 871 309</b>
Avoirs extérieurs	1 582 893	1 475 127	1 753 077	1 644 169	1 902 345	2 593 102	2 647 678	3 768 110	6 647 574	7 019 958	7 159 800	7 062 787	7 338 298
Réserves extérieures	1 582 893	1 475 127	1 753 077	1 644 169	1 902 345	2 593 102	2 647 678	3 768 110	6 647 574	7 019 958	7 159 800	7 062 787	7 338 298
OR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DTS	76 767	76 741	76 817	74 953	76 150	112 455	75 916	76 607	2 967 603	2 966 251	2 964 213	2 921 738	2 931 288
Autres devises y compris USD	1 506 126	1 398 385	1 676 261	1 569 215	1 826 195	2 480 646	2 571 762	3 691 503	3 679 971	4 053 707	4 195 587	4 141 049	4 407 010
Engagements extérieurs	2 243 047	2 242 302	2 253 935	2 207 845	2 230 282	2 243 393	2 220 233	2 642 098	5 535 440	5 532 920	5 529 121	5 449 905	4 466 989
Ressources du FMI	2 231 198	2 230 453	2 242 029	2 196 163	2 218 270	2 231 420	2 208 421	2 630 330	5 523 667	5 521 150	5 517 356	5 438 296	4 453 800
Autres engagements	11 850	11 849	11 905	11 681	12 012	11 973	11 812	11 768	11 773	11 770	11 765	11 609	13 189
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>4 470 774</b>	<b>4 495 257</b>	<b>4 434 256</b>	<b>4 687 605</b>	<b>4 393 508</b>	<b>4 081 144</b>	<b>4 153 260</b>	<b>3 429 791</b>	<b>3 503 940</b>	<b>3 828 033</b>	<b>4 175 032</b>	<b>4 011 546</b>	<b>2 918 508</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>2 833 868</b>	<b>2 842 719</b>	<b>2 531 558</b>	<b>2 892 038</b>	<b>2 393 610</b>	<b>2 175 454</b>	<b>2 175 546</b>	<b>1 629 834</b>	<b>1 707 218</b>	<b>2 233 386</b>	<b>2 585 540</b>	<b>2 540 336</b>	<b>4 882 542</b>
<b>Crédit net à l'État</b>	<b>1 555 190</b>	<b>1 518 029</b>	<b>1 471 737</b>	<b>1 504 021</b>	<b>1 023 308</b>	<b>945 617</b>	<b>765 780</b>	<b>533 455</b>	<b>518 463</b>	<b>891 585</b>	<b>1 397 559</b>	<b>1 324 733</b>	<b>3 533 462</b>
Dépôts de l'État	16 186	19 593	13 531	13 095	33 700	33 364	57 700	65 456	49 127	32 518	32 026	23 470	87 230
Créances sur l'État, y compris déficit BCC	1 571 376	1 537 621	1 485 267	1 517 116	1 057 009	978 981	823 480	598 912	567 591	924 103	1 429 585	1 348 203	3 620 692
Créances sur les Banques commerciales	1 243 340	1 288 975	1 018 162	1 342 069	1 326 067	1 172 387	1 355 105	1 035 862	1 152 191	1 302 087	1 145 229	1 167 307	1 319 389
Dont Refinancement	127 441	86 605	1 267	13 242	1 367	1 373	261 401	1 396	1 403	1 404	1 405	1 157	756
Comptes RME	1 115 899	1 202 371	1 016 895	1 328 827	1 324 700	1 171 014	1 093 704	1 034 466	1 150 787	1 300 683	1 143 825	1 166 150	1 318 633
Créances sur les entreprises publiques	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Créances sur le secteur privé	35 338	35 714	41 659	45 947	44 234	57 451	54 660	60 516	36 564	39 714	42 752	48 295	29 690
<b>Autres postes nets</b>	<b>-</b>	<b>1 652 538</b>	<b>1 902 698</b>	<b>1 795 567</b>	<b>1 999 898</b>	<b>1 905 689</b>	<b>1 977 713</b>	<b>1 799 957</b>	<b>1 796 722</b>	<b>1 594 647</b>	<b>1 589 491</b>	<b>1 471 210</b>	<b>-1 964 034</b>
<b>Encours Bons BCC</b>	<b>1 636 906</b>	<b>15 000</b>	<b>7 500</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>85 000</b>	<b>85 000</b>	<b>125 000</b>	<b>110 000</b>

<b>Base monétaire</b>	<b>3 810 620</b>	<b>3 728 082</b>	<b>3 933 398</b>	<b>4 123 929</b>	<b>4 065 659</b>	<b>4 431 031</b>	<b>4 580 973</b>	<b>4 556 072</b>	<b>4 616 343</b>	<b>5 315 339</b>	<b>5 805 978</b>	<b>5 624 964</b>	<b>5 789 817</b>
<b>Base monétaire (sens strict)</b>	<b>3 646 672</b>	<b>3 564 177</b>	<b>3 563 150</b>	<b>3 646 154</b>	<b>3 656 193</b>	<b>3 983 173</b>	<b>4 441 681</b>	<b>4 381 927</b>	<b>4 443 247</b>	<b>4 942 983</b>	<b>5 434 215</b>	<b>5 253 962</b>	<b>5 401 981</b>
Circulation fiduciaire	2 448 942	2 312 962	2 329 433	2 354 272	2 392 892	2 526 940	2 595 704	2 617 568	2 751 204	2 853 597	2 735 207	2 833 294	3 045 223
Hors système bancaire	2 230 571	2 063 116	2 084 222	2 124 984	2 194 172	2 307 324	2 366 008	2 401 049	2 494 883	2 576 612	2 438 105	2 528 587	2 803 201
En banque	218 371	249 846	245 211	229 288	198 720	219 617	229 697	216 519	256 320	276 985	297 102	304 706	242 022
Dépôts des banques commerciales	1 174 240	1 223 048	1 212 953	1 269 543	1 241 675	1 441 453	1 833 702	1 736 255	1 667 637	2 067 751	2 674 601	2 398 717	2 325 143
Avoirs excédentaires	-420 512	-466 956	-530 013	-494 897	-541 302	-352 231	23 278	-150 493	-309 074	2 362	513 292	149 893	-50 453
Niveau de Réserves notifié aux banques commerciales	1 594 753	1 690 004	1 742 967	1 764 440	1 782 978	1 793 684	1 810 424	1 886 747	1 976 712	2 065 389	2 161 308	2 248 824	2 375 596
Dépôts des entreprises publiques	20 088	22 143	16 347	18 383	17 313	9 890	7 143	11 253	13 628	10 565	12 429	10 779	10 521
Dépôts du secteur privé	3 401	6 024	4 416	3 956	4 313	4 889	5 131	16 850	10 778	11 071	11 979	11 172	21 094
<b>Dépôts en devises</b>	<b>156 169</b>	<b>156 207</b>	<b>362 461</b>	<b>470 306</b>	<b>401 729</b>	<b>440 080</b>	<b>131 667</b>	<b>166 598</b>	<b>165 552</b>	<b>365 043</b>	<b>364 302</b>	<b>363 777</b>	<b>380 567</b>
<b>Provisions pour importations</b>	<b>7 780</b>	<b>7 698</b>	<b>7 787</b>	<b>7 468</b>	<b>7 737</b>	<b>7 779</b>	<b>7 625</b>	<b>7 546</b>	<b>7 544</b>	<b>7 313</b>	<b>7 461</b>	<b>7 225</b>	<b>7 269</b>
<b>Bilan monétaire des banques commerciales</b>													
	Dec-20	Jan-21	Feb-21	Mar-21	Apr-21	May-21	Jun-21	Jul-21	Aug-21	Sep-21	Oct-21	Nov-21	Dec-21
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>10 462 021</b>	<b>10 922 770</b>	<b>10 714 778</b>	<b>10 836 322</b>	<b>11 746 087</b>	<b>11 617 019</b>	<b>12 656 820</b>	<b>12 531 797</b>	<b>13 458 868</b>	<b>13 355 636</b>	<b>14 114 291</b>	<b>14 510 063</b>	<b>14 503 507</b>
Avoirs extérieurs	11 091 749	11 551 633	11 616 221	11 806 680	12 336 394	12 392 977	13 506 719	13 758 369	14 559 927	14 450 522	15 229 691	15 675 509	15 669 015
Engagements extérieurs	629 727	628 863	901 443	970 358	590 307	775 959	849 899	1 226 572	1 101 059	1 094 886	1 115 399	1 165 446	1 165 508
<b>Réserves</b>	<b>1 442 565</b>	<b>1 537 800</b>	<b>1 523 936</b>	<b>1 574 842</b>	<b>1 549 375</b>	<b>1 416 863</b>	<b>1 450 426</b>	<b>1 282 045</b>	<b>1 170 907</b>	<b>1 219 053</b>	<b>1 294 144</b>	<b>1 468 381</b>	<b>2 546 774</b>
Encaisses en monnaie nationale	218 371	249 846	154 262	183 016	239 443	221 262	207 017	190 309	192 849	219 746	247 220	218 734	242 022
Dépôts à la BCC	1 224 194	1 287 955	1 369 674	1 391 826	1 309 932	1 195 601	1 243 409	1 091 736	978 058	999 307	1 046 924	1 249 648	2 304 752
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>5 298 369</b>	<b>7 360 270</b>	<b>6 830 191</b>	<b>6 754 572</b>	<b>7 300 422</b>	<b>6 895 305</b>	<b>6 867 304</b>	<b>7 197 465</b>	<b>7 101 443</b>	<b>7 080 548</b>	<b>6 935 396</b>	<b>6 775 565</b>	<b>7 311 892</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>6 422 117</b>	<b>6 281 750</b>	<b>6 364 157</b>	<b>6 442 991</b>	<b>6 503 407</b>	<b>6 539 217</b>	<b>6 510 834</b>	<b>6 722 659</b>	<b>6 648 024</b>	<b>7 114 888</b>	<b>6 858 817</b>	<b>6 902 681</b>	<b>7 323 603</b>
Crédit net à l'État	-295 926	-281 004	-328 693	-318 812	-307 770	-282 432	-468 240	-466 199	-717 797	-500 679	-716 455	-696 472	-555 431
Créances sur l'État	53 515	50 077	50 454	46 678	41 882	42 863	43 992	45 811	44 505	48 801	40 123	45 796	43 838
Dépôts de l'État	349 441	331 080	379 147	365 489	349 651	325 294	512 232	512 011	762 302	549 479	756 578	742 268	599 270
Créances sur le secteur privé	6 159 608	6 027 146	6 178 822	6 308 970	6 284 500	6 293 674	6 450 327	6 546 739	6 750 636	6 960 887	6 943 972	7 096 366	7 252 575
'Crédit à court terme FC	208 114	139 480	117 132	131 506	145 315	257 886	161 266	158 515	167 033	177 419	166 619	167 300	174 442
'Crédit à court terme en \$ US	1 964 803	1 893 255	1 995 805	2 359 385	2 428 551	2 040 488	1 955 698	2 004 414	2 462 608	2 850 374	2 727 479	2 902 751	2 906 542
'Crédit à moyen terme	3 116 677	3 033 060	2 945 265	2 885 562	2 729 781	3 003 340	3 347 956	3 441 435	3 227 023	3 043 818	3 176 380	3 129 859	3 265 111
'Litigieux	829 907	926 001	1 070 409	882 046	933 005	944 069	935 849	896 867	848 209	833 228	816 272	840 752	849 388
'Autres	40 108	35 350	50 210	50 473	47 847	47 890	49 558	45 508	45 763	56 049	57 222	55 705	57 091
Créances sur les entreprises publiques	558 435	535 608	514 028	452 832	526 677	527 975	528 747	642 120	615 185	654 680	631 300	502 787	626 460
<b>Autres postes nets</b>	<b>-1 123 749</b>	<b>-1 078 520</b>	<b>-466 033</b>	<b>-311 581</b>	<b>-797 015</b>	<b>-356 088</b>	<b>-356 470</b>	<b>-474 805</b>	<b>-453 419</b>	<b>34 340</b>	<b>-76 580</b>	<b>127 116</b>	<b>-11 711</b>
<b>Dépôts de la clientèle des banques commerciales</b>	<b>16 761 803</b>	<b>17 123 084</b>	<b>17 663 427</b>	<b>17 885 325</b>	<b>18 294 365</b>	<b>18 882 677</b>	<b>20 058 611</b>	<b>20 178 850</b>	<b>20 937 362</b>	<b>22 073 854</b>	<b>22 995 905</b>	<b>23 293 164</b>	<b>23 339 222</b>
<b>Dépôts en CDF</b>	<b>1 481 122</b>	<b>1 424 858</b>	<b>1 879 610</b>	<b>2 030 402</b>	<b>2 237 783</b>	<b>2 270 985</b>	<b>2 410 922</b>	<b>2 629 916</b>	<b>2 456 575</b>	<b>3 170 503</b>	<b>3 616 548</b>	<b>3 535 648</b>	<b>3 585 107</b>
Dépôts à vue	1 384 672	1 332 308	1 786 064	1 329 342	1 466 809	1 517 205	1 645 677	1 868 773	1 696 764	2 395 752	2 848 142	2 774 773	2 829 997
Dépôts à terme	96 451	92 550	93 546	701 060	770 974	753 780	765 245	761 143	759 811	774 751	768 406	760 875	755 110
<b>Dépôts en devises étrangères</b>	<b>15 280 680</b>	<b>15 698 226</b>	<b>15 783 816</b>	<b>15 854 923</b>	<b>16 056 582</b>	<b>16 611 691</b>	<b>17 647 689</b>	<b>17 548 934</b>	<b>18 480 787</b>	<b>18 903 351</b>	<b>19 379 358</b>	<b>19 757 515</b>	<b>19 754 115</b>
Dépôts à vue	11 129 821	11 452 005	11 686 124	11 449 659	10 859 137	11 991 744	12 980 648	12 819 968	13 712 302	14 014 143	14 402 655	14 955 643	14 780 338
Dépôts à terme	4 150 860	4 246 221	4 097 693	4 405 264	5 197 445	4 619 947	4 667 041	4 728 965	4 768 485	4 889 208	4 976 702	4 801 872	4 973 776
<b>Crédit de la BCC</b>	<b>365 391</b>	<b>466 127</b>	<b>351 503</b>	<b>605 815</b>	<b>554 322</b>	<b>476 829</b>	<b>442 907</b>	<b>508 304</b>	<b>546 373</b>	<b>716 138</b>	<b>757 536</b>	<b>767 266</b>	<b>810 378</b>
<b>Provisions pour importations</b>	<b>75 761</b>	<b>74 589</b>	<b>73 812</b>	<b>73 262</b>	<b>72 275</b>	<b>76 617</b>	<b>82 612</b>	<b>73 351</b>	<b>90 567</b>	<b>92 574</b>	<b>94 422</b>	<b>206 305</b>	<b>212 574</b>

Tableau I | 4 | 9 Liquidités monétaires  
( en millions de CDF)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(P)</sup>
<b>Circulation fiduciaire hors banques (A)</b>	<b>595 164</b>	<b>692 945</b>	<b>742 508</b>	<b>781 868</b>	<b>1 073 431</b>	<b>1 354 480</b>	<b>1 559 683</b>	<b>1 772 939</b>	<b>2 230 571</b>	<b>2 803 201</b>
Circulation fiduciaire hors BCC (1)	642 560	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942	3 045 223
Encaisses Banque Centrale du Congo										
Encaisses Banques Commerciales	-47 396	-67 513	-74 915	-86 189	-79 871	-100 329	-130 116	-160 695	-218 371	-242 022
<b>Monnaie scripturale (B)</b>	<b>2 590 210</b>	<b>2 799 418</b>	<b>3 223 139</b>	<b>3 573 957</b>	<b>4 264 333</b>	<b>6 488 442</b>	<b>8 283 537</b>	<b>10 954 549</b>	<b>17 025 002</b>	<b>23 971 246</b>
<b>Dépôts à vue en MN</b>	<b>413 310</b>	<b>379 690</b>	<b>439 076</b>	<b>543 068</b>	<b>601 437</b>	<b>709 904</b>	<b>835 849</b>	<b>1 039 842</b>	<b>1 408 161</b>	<b>2 861 612</b>
Banque Centrale du Congo	3 575	17 382	20 484	19 824	18 592	19 626	13 450	11 046	23 489	31 615
Banques Commerciales	409 735	362 308	418 591	523 244	582 846	690 277	822 399	1 028 796	1 384 672	2 829 997
<b>Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents</b>	<b>2 154 109</b>	<b>2 398 076</b>	<b>2 766 424</b>	<b>3 014 955</b>	<b>3 636 319</b>	<b>5 748 462</b>	<b>7 425 082</b>	<b>9 836 987</b>	<b>15 533 300</b>	<b>20 889 791</b>
<b>Dépôts à terme en MN</b>	<b>25 741</b>	<b>30 355</b>	<b>35 622</b>	<b>72 775</b>	<b>58 244</b>	<b>48 954</b>	<b>46 092</b>	<b>66 216</b>	<b>96 451</b>	<b>755 110</b>
Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques Commerciales	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	48 954	46 092	66 216	96 451	755 110
<b>Dépôts en devises des résidents</b>	<b>2 128 369</b>	<b>2 367 721</b>	<b>2 730 802</b>	<b>2 942 180</b>	<b>3 578 075</b>	<b>5 699 508</b>	<b>7 378 990</b>	<b>9 770 771</b>	<b>15 436 849</b>	<b>20 134 682</b>
Banque Centrale du Congo	925	1 982	20 103	2 175	5 067	25 584	6 220	5 685	156 169	380 567
Banques Commerciales	2 127 444	2 365 740	2 710 698	2 940 005	3 573 008	5 673 924	7 372 770	9 765 086	15 280 680	19 754 115
<b>Provision pour paiements des importations</b>	<b>22 791</b>	<b>21 652</b>	<b>17 640</b>	<b>15 933</b>	<b>26 577</b>	<b>30 076</b>	<b>22 606</b>	<b>77 720</b>	<b>83 541</b>	<b>219 843</b>
Banque Centrale du Congo	3 901	4 069	3 624	3 258	4 084	6 112	5 990	5 995	7 780	7 269
Banques Commerciales	18 890	17 583	14 016	12 675	22 493	23 964	16 617	71 725	75 761	212 574
<b>Total (A) + (B)</b>	<b>3 185 374</b>	<b>3 492 362</b>	<b>3 965 647</b>	<b>4 355 824</b>	<b>5 337 764</b>	<b>7 842 922</b>	<b>9 843 221</b>	<b>12 727 488</b>	<b>19 255 573</b>	<b>26 774 447</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007, ancien poste «Émissions monétaires»

P : Provisoire

Tableau I|4|10 Contribution à la croissance de la masse monétaire  
(en millions de CDF)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Origine des variations</b>	<b>3 185 374</b>	<b>3 492 362</b>	<b>3 965 647</b>	<b>4 355 824</b>	<b>5 337 764</b>	<b>7 842 922</b>	<b>9 843 221</b>	<b>12 727 488</b>	<b>19 255 573</b>	<b>26 774 447</b>
Avoirs extérieurs nets	1 382 462	1 445 067	1 544 275	1 316 836	1 069 064	2 636 414	3 374 673	4 416 596	9 801 867	17 374 817
Avoirs intérieurs nets	1 802 913	2 047 295	2 421 372	3 038 988	4 268 700	5 206 508	6 468 548	8 310 892	9 453 706	9 399 630
Créances nettes sur l'État	-367 036	-497 727	-398 744	-162 390	352 787	342 141	447 872	994 676	1 259 264	2 978 031
Crédits à l'économie	1 304 523	1 444 597	1 779 299	2 088 194	2 410 389	2 914 646	4 248 495	4 907 404	6 194 945	7 282 265
Autres postes nets	865 425	1 100 426	1 040 817	1 113 184	1 505 524	1 949 721	1 772 181	2 408 812	1 999 496	-860 666
<b>Variations de la masse monétaire</b>	<b>3 185 374</b>	<b>3 492 362</b>	<b>3 965 647</b>	<b>4 355 824</b>	<b>5 337 764</b>	<b>7 842 922</b>	<b>9 843 221</b>	<b>12 727 488</b>	<b>19 255 573</b>	<b>26 774 447</b>
Monnaie fiduciaire	595 164	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 559 683	1 772 939	2 230 571	2 803 201
Monnaie scripturale	2 590 210	2 799 418	3 223 139	3 573 957	4 264 333	6 488 442	8 283 537	10 954 549	17 025 002	23 971 246

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|11 Contribution à la croissance de la masse monétaire  
(en pourcentage)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Origine des variations</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Avoirs extérieurs nets	43,4	41,4	38,9	30,2	20,0	33,6	34,3	35	51	65
Avoirs intérieurs nets	56,6	58,6	61,1	69,8	80,0	66,4	65,7	65	49	35
Créances nettes sur l'État	-11,5	-14,3	-10,1	-3,7	6,6	4,4	4,6	8	7	11
Crédits à l'économie	41,0	41,4	44,9	47,9	45,2	37,2	43,2	39	32	27
Autres postes nets	27,2	31,5	26,2	25,6	28,2	24,9	18,0	19	10	-3
<b>Variations de la masse monétaire</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Monnaie fiduciaire	18,7	19,8	18,7	17,9	20,1	17,3	15,8	14	12	10
Monnaie scripturale	81,3	80,2	81,3	82,1	79,9	82,7	84,2	86	88	90

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|12 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces <sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>A. Secteur d'activités (2)</b>	<b>2 249 446</b>	<b>2 495 955</b>	<b>2 301 280</b>	<b>2 546 830</b>	<b>2 965 368</b>	<b>4 348 460</b>	<b>5 868 392</b>	<b>7 943 683</b>	<b>12 754 186</b>	<b>17 645 082</b>
Agriculture	46 189	47 922	44 185	48 899	56 935	83 490	112 673	152 519	244 880	95 951
Sylviculture et exploitation forestière	2 249	2 496	2 301	2 547	2 965	4 348	5 868	7 944	12 754	12 541
Élevage et pêche	4 498	4 919	5 966	4 584	5 338	7 827	10 563	14 299	22 958	22 540
Industries extractives	179 956	199 676	169 102	211 642	246 422	361 357	487 663	660 120	1 059 873	4 609 246
Industries manufacturières	212 450	224 636	197 115	229 215	266 883	391 361	528 155	714 931	1 147 877	375 859
Eau, gaz, électricité	118 732	99 838	92 051	70 038	81 548	119 583	161 381	218 451	350 740	194 165
Industries du bâtiment et travaux publics	62 494	54 960	59 038	58 832	68 500	100 449	135 560	183 499	294 622	503 633
Commerce	214 922	349 205	301 598	356 556	415 152	608 784	821 575	1 112 116	1 785 586	928 108
Transports	95 978	60 234	60 342	80 480	93 706	137 411	185 441	251 020	403 032	278 310
Entreprises immobilières et d'assurances	10 223	7 659	7 454	10 287	11 978	17 565	23 704	32 087	51 518	157 896
Autres services	1 015 175	1 126 425	1 038 568	1 149 306	1 338 180	1 962 327	2 648 225	3 584 741	5 755 573	6 387 318
Divers	286 579	317 985	323 559	324 444	377 763	553 957	747 583	1 011 957	1 624 774	4 079 514
<b>B. Catégorie de déposants</b>	<b>2 249 446</b>	<b>2 495 955</b>	<b>2 301 280</b>	<b>2 546 830</b>	<b>2 965 368</b>	<b>4 348 460</b>	<b>5 868 392</b>	<b>7 943 683</b>	<b>12 754 186</b>	<b>17 645 082</b>
Particuliers	917 623	962 027	973 746	1 051 350	1 224 126	1 795 076	2 198 557	2 508 861	3 265 863	3 929 328
Entreprises privées	811 472	1 250 285	965 768	230 336	268 189	393 277	2 094 493	3 032 590	6 256 243	8 678 521
Entreprises publiques	275 644	151 852	167 021	168 822	196 565	288 247	386 730	469 735	1 134 107	1 410 727
Organismes financiers non monétaires	0	3 114	3 341	3 661	4 263	6 251	-	-	-	-
Pouvoirs publics subordonnés	22 432	50 268	156 567	995 944	1 159 614	1 700 475	-	-	-	-
Organismes publics à caractère administratif	222 275	78 408	34 837	96 717	112 611	165 135	-	-	-	-
ISBLM	-	-	-	-	-	-	314 762	731 418	534 809	750 159
PME	-	-	-	-	-	-	416 810	486 893	587 172	1 323 690
Administration Publique Centrale	-	-	-	-	-	-	252 256	265 067	293 744	528 006
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	25 487	34 434	118 072	212 118
Autres	-	-	-	-	-	-	179 297	414 687	564 175	812 534
<b>C. Provinces</b>	<b>2 249 446</b>	<b>2 495 955</b>	<b>2 301 280</b>	<b>2 546 830</b>	<b>2 965 368</b>	<b>4 348 460</b>	<b>5 868 392</b>	<b>7 943 683</b>	<b>12 754 186</b>	<b>17 645 082</b>
Kinshasa	1 713 076	1 781 938	1 573 609	1 784 039	2 077 222	3 046 070	3 818 129	5 036 634	8 086 698	11 201 164
Kongo Central	45 002	57 574	66 736	72 129	83 982	123 153	102 738	143 691	230 707	239 101
<b>Espace Grand Bandundu</b>	<b>608</b>	<b>262</b>	<b>2 177</b>	<b>3 823</b>	<b>4 451</b>	<b>6 528</b>	<b>32 894</b>	<b>26 527</b>	<b>42 591</b>	<b>37 819</b>
<i>Kwango</i>	-	-	-	-	-	-	17 820	6 241	10 021	8 540
<i>Kwilu</i>	-	-	-	-	-	-	14 091	18 722	30 060	27 041
<i>Mai-Ndombe</i>	-	-	-	-	-	-	982	1 564	2 510	2 239
<b>Espace Grand Equateur</b>	<b>2 242</b>	<b>215</b>	<b>2 547</b>	<b>3 093</b>	<b>3 601</b>	<b>5 281</b>	<b>16 432</b>	<b>26 812</b>	<b>43 049</b>	<b>52 660</b>
<i>Equateur</i>	-	-	-	-	-	-	8 001	13 300	21 354	21 953
<i>Mongala</i>	-	-	-	-	-	-	379	1 131	1 815	2 233
<i>Nord-Ubangi</i>	-	-	-	-	-	-	2 792	3 988	6 403	17 784
<i>Sud-Ubangi</i>	-	-	-	-	-	-	5 261	8 394	13 477	10 690
<b>Espace Orientale</b>	<b>38 791</b>	<b>17 353</b>	<b>36 869</b>	<b>39 384</b>	<b>45 856</b>	<b>67 244</b>	<b>105 567</b>	<b>428 770</b>	<b>688 423</b>	<b>197 609</b>
<i>Bas-Uélé</i>	-	-	-	-	-	-	1 254	1 459	2 343	4 249
<i>Haut-Uele</i>	-	-	-	-	-	-	24 521	327 716	526 172	52 433
<i>Tshopo</i>	-	-	-	-	-	-	33 273	39 492	63 407	48 301
<i>Ituri</i>	-	-	-	-	-	-	46 518	60 104	96 501	92 626
<b>Sud, Nord Kivu et Maniema</b>	<b>106 454</b>	<b>169 090</b>	<b>147 152</b>	<b>150 282</b>	<b>174 979</b>	<b>256 592</b>	<b>365 038</b>	<b>540 220</b>	<b>867 364</b>	<b>798 573</b>
<i>Nord-Kivu</i>	-	-	-	-	-	-	223 511	361 631	580 626	519 709
<i>Sud-Kivu</i>	-	-	-	-	-	-	128 494	165 732	266 095	252 359
<i>Maniema</i>	-	-	-	-	-	-	13 032	12 857	20 643	26 504
<b>Espace Grand Katanga</b>	<b>332 016</b>	<b>448 620</b>	<b>448 935</b>	<b>473 273</b>	<b>551 049</b>	<b>808 066</b>	<b>1 355 825</b>	<b>1 647 281</b>	<b>2 644 834</b>	<b>4 978 488</b>
<i>Tanganyika</i>	-	-	-	-	-	-	22 729	24 898	39 976	44 716
<i>Haut-Katanga</i>	-	-	-	-	-	-	1 097 567	1 323 725	2 125 340	3 608 265
<i>Lualaba</i>	-	-	-	-	-	-	235 529	298 658	479 518	1 325 507
<b>Espace du Grand Kasai</b>	<b>11 256</b>	<b>20 904</b>	<b>19 255</b>	<b>20 807</b>	<b>24 227</b>	<b>35 526</b>	<b>71 769</b>	<b>93 748</b>	<b>150 520</b>	<b>139 668</b>
<i>Kasai-Oriental</i>	4 954	11 900	10 157	10 609	12 353	18 114	35 028	42 270	67 867	56 494
<i>Lomami</i>	-	-	-	-	-	-	1 272	2 543	4 082	6 011
<i>Sankuru</i>	-	-	-	-	-	-	2 633	3 740	6 005	9 169
<i>Haut-Lomami</i>	-	-	-	-	-	-	7 897	8 513	13 668	17 510
<i>Kasai</i>	-	-	-	-	-	-	3 027	5 051	8 110	5 997
<i>Kasai-Central</i>	6 302	9 003	9 098	10 198	11 874	17 412	21 912	31 632	50 788	44 488

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) À partir de 2011, la rubrique «secteur d'activités» a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe réglementaire DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau I|4|13 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance <sup>(1)</sup>

(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>A. Secteurs d'activités</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 248 729</b>	<b>1 830 933</b>	<b>1 476 641</b>	<b>2 529 126</b>	<b>3 072 388</b>	<b>4 572 869</b>
Agriculture	4 593	5 603	16 582	18 993	23 976	35 154	28 352	48 559	58 990	78
Sylviculture et exploitation forestière	224	292	864	989	1 249	1 831	1 477	2 529	3 072	0
Elevage et pêche	447	575	2 239	1 781	2 248	3 296	2 658	4 552	5 530	3
Industries extractives	17 893	23 345	63 461	82 202	103 769	152 151	122 709	210 170	255 315	1 290 820
Industries manufacturières	21 124	26 263	73 974	89 027	112 386	50 351	40 608	69 551	84 491	78 542
Eau, gaz, électricité	11 806	11 672	34 545	27 203	34 340	50 351	40 608	69 551	84 491	26 820
Industries du bâtiment et travaux publics	6 214	6 425	22 156	22 850	28 846	42 295	34 110	58 423	70 972	95 504
Commerce	21 370	40 826	113 185	138 487	174 822	256 331	206 730	354 078	430 134	390 529
Transports	9 543	7 042	22 645	31 259	39 460	172 291	138 952	237 991	289 112	57 807
Entreprises immobilières et d'assurances	1 016	895	2 797	3 996	5 044	7 396	5 965	10 216	12 410	74 974
Autres services	100 941	131 693	389 757	446 393	563 513	826 244	666 363	1 141 317	1 386 474	1 443 476
Divers	28 495	37 176	121 426	126 015	159 077	233 245	188 111	322 189	391 396	1 114 316
<b>B. Catégorie de déposants</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 248 729</b>	<b>1 830 933</b>	<b>1 476 641</b>	<b>2 529 126</b>	<b>3 072 388</b>	<b>4 572 869</b>
Particuliers	102 143	112 473	429 232	449 000	566 804	831 069	798 698	1 065 641	1 294 543	1 686 260
Entreprises privées	100 521	146 174	342 311	434 886	548 987	804 945	287 259	779 248	946 632	1 897 325
Entreprises publiques	18 841	20 287	70 654	85 519	107 957	158 290	179 164	356 170	-	489 859
Organismes financiers non monétaires	0	8 548	20 501	18 141	22 901	33 578	-	-	-	0
Pouvoirs publics subordonnés	1 605	3 343	528	983	1 241	1 820	-	-	-	0
Organismes publics à caractère administratif	557	983	405	665	839	1 231	-	-	-	0
ISBLM	-	-	-	-	-	-	31 790	81 857	99 440	51 666
PME	-	-	-	-	-	-	100 351	103 622	125 880	204 175
Administration Publique Centrale	-	-	-	-	-	-	1 875	34 415	41 807	17 607
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	2 338	6 358	7 724	7 326
Autres	-	-	-	-	-	-	75 166	101 815	123 686	218 650
<b>C. Provinces</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 248 729</b>	<b>1 830 933</b>	<b>1 476 641</b>	<b>2 529 126</b>	<b>3 072 388</b>	<b>4 572 869</b>
Kinshasa	162 468	208 331	463 784	483 838	610 782	895 552	1 115 299	1 857 871	2 256 945	3 373 330
Kongo Central	5 000	6 731	47 011	49 369	62 322	91 379	10 014	13 306	16 165	19 194
<b>Espace Grand Bandundu</b>	<b>68</b>	<b>31</b>	<b>1 990</b>	<b>2 739</b>	<b>3 457</b>	<b>5 069</b>	<b>2 000</b>	<b>1 791</b>	<b>2 176</b>	<b>1 943</b>
Kwango	-	-	-	-	-	-	1 194	583	708	514
Kwilu	-	-	-	-	-	-	790	1 183	1 437	1 402
Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	16	25	31	26
<b>Espace Grand Equateur</b>	<b>249</b>	<b>263</b>	<b>3 559</b>	<b>3 210</b>	<b>4 053</b>	<b>5 942</b>	<b>1 655</b>	<b>2 708</b>	<b>3 289</b>	<b>1 323</b>
Equateur	-	-	-	-	-	-	687	902	1 096	641
Mongala	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Nord-Ubangi	-	-	-	-	-	-	347	658	799	395
Sud-Ubangi	-	-	-	-	-	-	621	1 147	1 394	287
<b>Espace Orientale</b>	<b>4 310</b>	<b>2 029</b>	<b>12 700</b>	<b>17 914</b>	<b>22 614</b>	<b>33 157</b>	<b>11 701</b>	<b>14 433</b>	<b>17 534</b>	<b>127 606</b>
Bas-Uélé	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Haut-Uele	-	-	-	-	-	-	5 746	6 957	8 452	116 221
Tshopo	-	-	-	-	-	-	3 112	4 207	5 110	5 854
Ituri	-	-	-	-	-	-	2 843	3 270	3 972	5 531
<b>Sud, Nord Kivu et Maniema</b>	<b>13 432</b>	<b>19 531</b>	<b>116 799</b>	<b>141 893</b>	<b>179 122</b>	<b>262 635</b>	<b>67 176</b>	<b>72 530</b>	<b>88 110</b>	<b>107 286</b>
Nord-Kivu	-	-	-	-	-	-	38 020	36 687	44 568	54 762
Sud-Kivu	-	-	-	-	-	-	27 664	33 741	40 989	50 810
Maniema	-	-	-	-	-	-	1 491	2 102	2 553	1 714
<b>Espace Grand Katanga</b>	<b>36 891</b>	<b>52 449</b>	<b>208 466</b>	<b>281 943</b>	<b>355 916</b>	<b>521 858</b>	<b>255 687</b>	<b>549 477</b>	<b>667 506</b>	<b>918 431</b>
Tanganyika	-	-	-	-	-	-	783	736	894	2 732
Haut-Katanga	-	-	-	-	-	-	242 330	281 387	341 829	691 700
Lualaba	-	-	-	-	-	-	12 574	267 355	324 783	223 999

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Espace du Grand Kasai</b>	<b>1 251</b>	<b>2 444</b>	<b>9 321</b>	<b>8 288</b>	<b>10 463</b>	<b>15 341</b>	<b>13 109</b>	<b>17 010</b>	<b>20 663</b>	<b>23 755</b>
Kasai-Oriental	550	1 391	4 701	5 024	6 342	9 300	2 440	4 121	5 006	7 502
Lomami	-	-	-	-	-	-	110	455	552	388
Sankuru	-	-	-	-	-	-	88	134	163	300
Haut-Lomami	-	-	-	-	-	-	925	1 239	1 505	624
Kasai	-	-	-	-	-	-	189	211	257	265
Kasai-Central	700	1 053	4 620	3 264	4 120	6 041	9 358	10 850	13 180	14 677
<b>D. Échéance</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 248 729</b>	<b>1 830 933</b>	<b>1 476 641</b>	<b>2 529 126</b>	<b>3 072 388</b>	<b>4 572 869</b>
15 jours	92	121	1 440	2 781	3 511	5 147	4 151	7 110	8 638	217 100
1 mois	24 964	32 804	130 489	184 015	232 295	340 600	274 692	470 481	571 541	1 050 631
3 mois	83 940	110 303	246 160	288 695	364 440	534 355	430 956	738 122	896 672	531 139
6 mois	47 696	62 675	223 835	258 696	326 570	478 829	386 174	661 422	803 497	1 762 100
1 an et plus	66 977	85 905	261 707	255 007	321 913	472 002	380 668	651 991	792 040	1 011 900

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

\* A partir de 2011, la rubrique «secteur d'activités» a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau I | 4 | 14 Ventilation des dépôts bancaires par provinces  
(en millions de CDF)

	2019				2 020				2021 <sup>(p)</sup>			
	Comptes de dépôts à régime spécial	Comptes créditeurs à terme	Comptes créditeurs à vue	Total dépôt de la clientèle	Comptes de dépôt à régime spécial	Comptes créditeurs à terme	Comptes créditeurs à vue	Total dépôt de la clientèle	Comptes de dépôt à régime spécial	Comptes créditeurs à terme	Comptes créditeurs à vue	Total dépôt de la clientèle
Kinshasa	62 207	1 795 663	5 036 634	6 894 505	70 412	2 088 531	8 254 969	10 413 913	145 153	3 211 279	11 201 164	14 557 596
Kongo-Central	3 415	9 892	143 691	156 998	4 286	17 000	166 131	187 417	5 748	18 272	239 101	263 121
Kwango	199	383	6 241	6 824	247	449	6 677	7 373	480	490	8 540	9 510
Kwilu	354	829	18 722	19 905	628	853	26 526	28 007	1 159	1 335	27 041	29 534
Mai-Ndombe	0	25	1 564	1 589	1	44	1 499	1 543	1	25	2 239	2 264
Equateur	706	197	13 300	14 202	1 133	316	15 427	16 876	1 284	610	21 953	23 847
Mongala	-	-	1 131	1 131	-	-	1 417	1 417	-	0	2 233	2 233
Nord-Ubangi	561	97	3 988	4 646	947	287	4 228	5 462	1 301	376	17 784	19 461
Sud-Ubangi	1 031	116	8 394	9 541	1 734	214	10 130	12 079	1 998	273	10 690	12 961
Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Kasai	-	211	5 051	5 263	-	171	5 583	5 754	-	252	5 997	6 249
Kasai-Central	588	10 262	31 632	42 481	967	9 932	50 121	61 020	1 218	13 972	44 488	59 677
Kasai-Oriental	591	3 530	42 270	46 391	1 081	5 556	52 733	59 370	1 593	7 141	56 494	65 228
Lomami	374	81	2 543	2 997	543	288	4 543	5 374	865	369	6 011	7 245
Sankuru	100	34	3 740	3 874	158	79	5 948	6 185	257	286	9 169	9 712
Haut-Lomami	1 051	188	8 513	9 752	912	167	10 393	11 471	1 317	594	17 510	19 420
Tanganyika	529	207	24 898	25 634	1 055	537	30 602	32 194	1 890	2 601	44 716	49 206
Haut-Katanga	18 340	263 047	1 323 725	1 605 111	22 329	611 671	2 516 827	3 150 828	26 986	658 472	3 608 265	4 293 723
Lualaba	6 094	261 260	298 658	566 012	7 653	90 982	522 315	620 950	8 463	213 239	1 325 507	1 547 209
Bas-Uélé	-	-	1 459	1 459	-	-	2 288	2 288	-	0	4 249	4 249
Haut-Uele	39	6 918	327 716	334 673	-	9 988	297 269	307 257	72	110 638	52 433	163 143
Tshopo	1 351	2 855	39 492	43 698	1 921	3 770	45 831	51 522	2 416	5 572	48 301	56 290
Ituri	931	2 338	60 104	63 373	1 112	3 514	75 236	79 862	1 674	5 265	92 626	99 566
Nord-Kivu	6 850	29 838	361 631	398 319	8 713	48 067	410 435	467 216	9 887	52 131	519 709	581 727
Sud-Kivu	2 364	31 377	165 732	199 473	3 778	48 342	215 722	267 842	4 961	48 370	252 359	305 689
Maniema	653	1 449	12 857	14 959	686	1 333	21 335	23 354	954	1 632	26 504	29 090
<b>TOTAL</b>	<b>108 328</b>	<b>2 420 798</b>	<b>7 943 683</b>	<b>10 472 809</b>	<b>130 297</b>	<b>2 942 091</b>	<b>12 754 186</b>	<b>15 826 574</b>	<b>219 676</b>	<b>4 353 193</b>	<b>17 645 082</b>	<b>22 217 951</b>

(p) : Provisoire

Tableau I|4| 15 Ventilation des dépôts bancaires par secteurs d'activités  
(en millions de CDF)

	Rubriques	2019			2020			2021 <sup>(a)</sup>		
		MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL
1	Activités financières et assurances	119 177	493 487	612 665	191 280	581 300	772 580	265 465	844 612	1 110 077
2	Administration publique centrale	100 889	287 170	388 059	92 327	514 747	607 074	134 647	954 855	1 089 502
3	Administration publique locale	3 944	7 670	11 614	16 659	37 189	53 848	26 683	103 816	130 499
4	Agriculture	5 290	38 090	43 380	6 289	42 944	49 233	15 299	81 112	96 411
5	Arts, spectacles et activités récréatives	265	6 697	6 962	100	5 796	5 896	370	13 697	14 067
6	Vente, réparation, pièces de rechange des véhicules	4 841	68 988	73 829	7 113	92 624	99 737	11 571	123 329	134 900
7	Commerce de détail	145 258	272 397	417 655	42 044	471 427	513 471	300 348	573 869	874 217
8	Commerce de gros	18 607	241 518	260 125	32 189	315 179	347 368	41 256	405 563	446 819
9	Construction, bâtiments et travaux publics	36 397	315 316	351 713	32 497	671 494	703 991	35 529	578 634	614 163
10	Elevage, pêche et sylviculture	2 497	7 047	9 545	1 367	12 556	13 923	4 319	18 224	22 543
11	Enseignement	6 023	41 872	47 894	8 363	51 980	60 343	14 103	84 130	98 233
12	Entreprises immobilières	8 541	151 663	160 204	11 861	183 871	195 732	16 291	223 950	240 242
13	Hébergement et restauration	2 182	44 127	46 309	2 762	78 350	81 112	3 948	88 155	92 102
14	Industries extractives (mines)	26 423	1 444 731	1 471 154	14 440	3 368 354	3 382 793	775 431	5 063 657	5 839 088
15	Production industrielle (manufactures)	39 413	205 141	244 554	49 805	349 834	399 639	81 273	385 608	466 880
16	Information et communication	38 553	43 133	81 686	66 252	109 787	176 039	25 002	92 192	117 194
17	Production artisanale	-	263	263	-	318	318	-	553	553
18	Production des produits brassicoles	12 439	11 201	23 640	20 260	15 137	35 397	17 009	34 126	51 134
19	Distribution des produits brassicoles	8 123	75 029	83 152	7 776	79 575	87 350	12 939	104 565	117 504
20	Production et distribution de gaz et d'électricité	22 193	150 104	172 297	20 218	261 256	281 474	36 360	193 634	229 994
21	Production et distribution d'eau	3 467	14 373	17 840	4 236	11 934	16 169	7 921	22 240	30 161
22	Production des produits pétroliers	4 393	41 740	46 133	2 242	16 301	18 543	2 532	2 545	5 076
23	Distribution des produits pétroliers	29 370	60 490	89 860	20 195	75 489	95 684	36 423	108 139	144 562
24	Production des produits pharmaceutiques	290	4 878	5 169	472	6 529	7 001	462	6 304	6 766
25	Distribution des produits pharmaceutiques	3 566	25 208	28 774	5 873	47 881	53 754	11 403	55 303	66 706
26	Santé	43 596	115 978	159 573	52 663	220 345	273 007	269 932	184 639	454 571
27	Autres activités des entreprises de services	91 050	653 400	744 449	261 042	1 461 632	1 722 674	137 116	1 232 474	1 369 590
28	Exploitation forestière	914	2 045	2 959	621	8 352	8 972	822	11 719	12 541
29	Télécommunication	71 788	104 702	176 490	58 795	150 258	209 053	44 580	148 011	192 591
30	Textile et confection	170	2 010	2 181	128	4 155	4 283	7	418	425
31	Transports et entreposage	28 192	166 995	195 187	28 328	243 475	271 803	60 340	281 318	341 658
32	Autres activités non sectorisées	396 988	4 100 508	4 497 496	370 731	4 907 578	5 278 309	1 113 812	6 693 370	7 807 181
	Total dépôts à vue	1 154 128	6 789 556	7 943 683	1 396 854	11 357 332	12 754 186	2 649 873	14 995 209	17 645 082
	Total dépôts à terme	110 306	2 310 492	2 420 798	16 135	2 925 956	2 942 091	832 376	3 520 817	4 353 193
	Total dépôts à régime spécial	10 405	97 924	108 328	15 941	114 356	130 297	20 940	198 736	219 676
	Total dépôts de la clientèle	1 274 838	9 197 971	10 472 809	1 428 930	14 397 644	15 826 574	3 503 189	18 714 762	22 217 951

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|16 Ventilation des dépôts bancaires par déposants  
(en millions de CDF)

A fin 2019										
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL			
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME	
Administration Publique Centrale	48 937	216 130	-	34 415	-	-	48 937	250 544	299 481	
Administration Publique Locale	8 593	25 841	-	6 358	-	-	8 593	32 200	40 793	
Entreprises (Etablissements) Publiques	156 161	313 573	2 536	353 547	-	87	158 698	667 207	825 905	
Entreprises (Etablissements) Privées	471 179	2 561 410	964	772 010	354	5 920	472 497	3 339 341	3 811 838	
PME	56 869	430 024	4 020	99 580	-	22	60 889	529 625	590 515	
Ménages	256 512	2 252 349	9 844	957 696	10 050	88 052	276 405	3 298 096	3 574 502	
ISBLM	129 894	601 524	7 421	74 436	-	-	137 315	675 959	813 275	
Autres	25 982	388 705	85 521	12 451	-	3 843	111 503	404 999	516 502	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 154 128</b>	<b>6 789 556</b>	<b>110 306</b>	<b>2 310 492</b>	<b>10 405</b>	<b>97 924</b>	<b>1 274 838</b>	<b>9 197 971</b>	<b>10 472 809</b>	

A fin 2020										
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL			
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME	
Administration Publique Centrale	23 680	270 064	-	13 198	-	-	23 680	283 261	306 942	
Administration Publique Locale	26 882	91 190	10 000	56 076	-	-	36 882	147 267	184 149	
Entreprises (Etablissements) Publiques	297 029	837 078	23	403 476	-	358	297 052	1 240 912	1 537 964	
Entreprises (Etablissements) Privées	583 130	5 673 113	1 935	736 569	401	5 582	585 466	6 415 264	7 000 730	
PME	35 464	551 708	88	148 487	-	13	35 551	700 208	735 759	
Ménages	321 802	2 944 061	3 755	1 363 412	15 540	98 389	341 097	4 405 861	4 746 958	
ISBLM	62 906	471 903	204	27 731	-	-	63 110	499 634	562 744	
Autres	45 960	518 215	132	177 007	-	10 014	46 092	705 236	751 328	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 396 854</b>	<b>11 357 332</b>	<b>16 135</b>	<b>2 925 956</b>	<b>15 941</b>	<b>114 356</b>	<b>1 428 930</b>	<b>14 397 644</b>	<b>15 826 574</b>	

A fin 2021 <sup>(p)</sup>										
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL			
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME	
Administration Publique Centrale	55 537	525 684	-	18 049	-	-	55 537	543 733	599 270	
Administration Publique Locale	43 416	166 568	-	4 395	-	-	43 416	170 963	214 379	
Entreprises (Etablissements) Publiques	954 659	866 858	300	537 725	-	49 975	954 959	1 454 558	2 409 517	
Entreprises (Etablissements) Privées	641 851	8 020 505	632 422	1 228 672	528	11 157	1 274 801	9 260 334	10 535 136	
PME	73 531	1 164 716	1 362	219 268	0	12	74 893	1 383 997	1 458 890	
Ménages	577 291	3 353 433	13 026	1 603 321	20 412	137 041	610 729	5 093 795	5 704 524	
ISBLM	34 137	351 635	707	39 478	-	550	34 844	391 664	426 508	
Autres	250 842	564 418	142	54 326	-	-	250 984	618 744	869 728	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 631 263</b>	<b>15 013 819</b>	<b>647 960</b>	<b>3 705 234</b>	<b>20 940</b>	<b>198 736</b>	<b>3 300 163</b>	<b>18 917 788</b>	<b>22 217 951</b>	

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 4 | 17 Ventilation du crédit aux entreprises privées et aux ménages\*  
(en millions de CDF)

Rubriques	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2017	2 018	2 019	2 020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(p)</sup>
<b>A. Banques</b>	<b>1 226 813</b>	<b>1 628 977</b>	<b>1 899 750</b>	<b>2 165 632</b>	<b>2 797 982</b>	<b>3 422 400,623</b>	<b>3 790 900</b>	<b>5 490 437</b>	<b>7 670 762</b>	<b>7 907 815</b>
Crédits de décaissement (1)	1 078 800	1 408 556	1 686 816	1 968 598	2 561 294	3 037 279,892	3 360 495	4 899 172	6 870 888	6 404 351
Crédits de signature	148 013	220 420	212 934	197 034	236 687	385 120,731	430 405	591 265	799 874	1 503 464
<b>B. Institutions spécialisées**</b>	<b>6 886</b>	<b>20 134</b>	<b>21 061</b>	<b>24 040</b>	<b>23 554</b>	<b>42 871,433</b>	<b>24 820</b>	<b>33 790</b>	<b>31 421</b>	<b>29 457</b>
<b>C. Caisse d'épargne du Congo</b>	<b>759</b>	<b>77</b>	<b>629</b>	<b>1 147</b>	<b>809</b>	<b>2 403,552</b>	<b>676</b>	<b>1 064</b>	<b>1 346</b>	<b>1 075</b>
<b>Total (A+B+C)</b>	<b>1 234 459</b>	<b>1 649 187</b>	<b>1 921 441</b>	<b>2 190 819</b>	<b>2 822 344</b>	<b>3 467 675,608</b>	<b>3 816 395</b>	<b>5 525 291</b>	<b>7 703 529</b>	<b>7 938 347</b>

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) : Données actualisées (en nets) incluant les PME\* Données corrigées\*\* Il s'agit uniquement des données brutes de la SOFIDE, Société Financière de Développement.

(p) : Provisoire

Tableau I | 4 | 18 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits \*  
(En millions de CDF)

Formes des crédits	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2017	2 018	2 019	2020 <sup>(p)</sup>	2021 <sup>(p)</sup>
Crédits documentaires à l'importation	128 973	162 085	132 566	74 726	63 892	888 181,110	41 315	245 144	395 704	398 013
Crédits documentaires à l'exportation	15 811	4 700	4 112	-	-	0	4 268	70 095	83 912	77 083
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-
Autres (lettre de garantie, cautions, avals)	176 578	277 465	284 747	289 078	462 043	623 837,071	505 700	594 667	1 044 614	1 148 760
<b>Total</b>	<b>321 361</b>	<b>444 249</b>	<b>421 425</b>	<b>363 804</b>	<b>525 934</b>	<b>712 655,181</b>	<b>551 283</b>	<b>909 906</b>	<b>1 524 230</b>	<b>1 623 857</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

\* Données revisitées

P : Provisoire.

Tableau I | 4 | 19a Ventilation du crédit bancaire par provinces

(en millions de CDF)

A fin 2019								
	Provinces	Crédits à long terme	Crédits à moyen terme	Crédits à court terme	Comptes débiteurs de la clientèle (découverts)	Créances brutes en souffrance	Total crédit bruts de la clientèle	Créances radiées et sorties du bilan
1	Kinshasa	320 373	1 547 396	461 284	672 958	991 006	3 993 017	42 605
2	Kongo-Central	4 522	84 619	25 060	15 078	39 567	168 846	1 323
3	Kwango	29	1	697	638	1	1 366	-
4	Kwilu	70	8 087	8 754	562	2 201	19 675	-
5	Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-
6	Equateur	-	2 209	3 806	1 324	2 529	9 869	-
7	Mongala	-	43	35	3	-	81	-
8	Nord-Ubangi	971	0	204	75	4 542	5 792	-
9	Sud-Ubangi	23	2 649	203	122	895	3 892	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	786	786	-
11	Kasai	-	6 895	1 016	17	113	8 041	-
12	Kasai-Central	93	2 892	2 858	1 546	2 674	10 064	-
13	Kasai-Oriental	364	7 092	5 993	556	5 263	19 269	-
14	Lomami	-	-	342	60	-	401	-
15	Sankuru	-	1 060	1 157	23	184	2 423	-
16	Haut-Lomami	2 709	323	812	401	2 197	6 442	-
17	Tanganyika	58	3 348	8 020	266	219	11 911	-
18	Haut-Katanga	16 372	241 728	160 399	265 553	161 430	845 482	7 942
19	Lualaba	573	39 547	49 712	7 274	51 687	148 793	12
20	Bas-Uélé	49	444	949	-	640	2 081	-
21	Haut-Uele	17	18 130	2 365	7 864	15 431	43 807	-
22	Tshopo	400	13 962	3 405	3 533	8 434	29 734	-
23	Ituri	1 408	4 206	1 925	23 621	3 366	34 526	15
24	Nord-Kivu	2 190	59 885	37 309	39 339	39 779	178 502	0
25	Sud-Kivu	407	27 312	20 295	9 187	47 852	105 054	7
26	Maniema	239	2 594	5 258	210	809	9 111	-
	<b>Total</b>	<b>350 868</b>	<b>2 074 425</b>	<b>801 857</b>	<b>1 050 209</b>	<b>1 381 606</b>	<b>5 658 965</b>	<b>51 904</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

A fin 2020								
	Provinces	Crédits à long terme	Crédits à moyen terme	Crédits à court terme	Comptes débiteurs de la clientèle (découverts)	Créances brutes en souffrance	Total crédit bruts de la clientèle	Créances radiées et sorties du bilan
1	Kinshasa	341 800	1 650 890	492 135	717 967	1 057 286	4 260 079	42 605
2	Kongo-Central	4 825	90 279	26 736	16 086	42 213	180 139	1 323
3	Kwango	31	1	743	681	1	1 457	-
4	Kwilu	75	8 628	9 340	600	2 348	20 990	-
5	Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-
6	Equateur	-	2 357	4 060	1 413	2 699	10 529	-
7	Mongala	-	46	38	3	-	86	-
8	Nord-Ubangi	1 036	-	218	79	4 846	6 180	-
9	Sud-Ubangi	24	2 826	216	130	955	4 152	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	838	838	-
11	Kasai	-	7 357	1 084	18	121	8 579	-
12	Kasai-Central	99	3 086	3 049	1 650	2 853	10 737	-
13	Kasai-Oriental	388	7 567	6 394	593	5 615	20 558	-
14	Lomami	-	-	364	64	-	428	-
15	Sankuru	-	1 131	1 234	24	196	2 586	-
16	Haut-Lomami	2 890	345	867	428	2 344	6 873	-
17	Tanganyika	61	3 572	8 557	284	233	12 708	-
18	Haut-Katanga	17 467	257 895	171 127	283 314	172 227	902 030	7 942
19	Lualaba	611	42 191	53 037	7 761	55 144	158 745	12
20	Bas-Uélé	52	474	1 012	-	683	2 221	-
21	Haut-Uele	18	19 343	2 523	8 390	16 463	46 737	-
22	Tshopo	427	14 896	3 632	3 769	8 998	31 722	-
23	Ituri	1 503	4 487	2 054	25 201	3 591	36 835	15
24	Nord-Kivu	2 337	63 891	39 804	41 970	42 439	190 440	-
25	Sud-Kivu	435	29 139	21 652	9 801	51 053	112 080	7
26	Maniema	255	2 768	5 609	224	863	9 720	-
	<b>Total</b>	<b>374 335</b>	<b>2 213 167</b>	<b>855 487</b>	<b>1 120 449</b>	<b>1 474 011</b>	<b>6 037 449</b>	<b>51 904</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

A fin 2021 <sup>(p)</sup>								
	Provinces	Crédits à long terme	Crédits à moyen terme	Crédits à court terme	Comptes débiteurs de la clientèle (découverts)	Créances brutes en souffrance	Total crédit bruts de la clientèle	Créances radiées et sorties du bilan
1	Kinshasa	594 616	1 910 958	1 032 484	1 052 581	970 950	5 561 590	123 863
2	Kongo-Central	4 795	90 811	20 835	18 227	54 946	189 615	1 254
3	Kwango	1	9	583	224	395	1 212	-
4	Kwilu	118	6 763	5 715	531	2 980	16 107	-
5	Mai-Ndombe	-	-	-	-	0	0	-
6	Equateur	-	1 808	4 506	812	1 847	8 973	-
7	Mongala	-	24	19	7	-	50	-
8	Nord-Ubangi	1 379	85	738	181	-	2 384	-
9	Sud-Ubangi	5	6 790	590	168	6	7 559	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-
11	Kasai	-	6 993	645	30	255	7 924	-
12	Kasai-Central	1 938	3 553	4 846	1 928	7 089	19 354	-
13	Kasai-Oriental	781	8 134	7 099	1 106	10 787	27 907	-
14	Lomami	-	-	390	55	-	445	-
15	Sankuru	87	1 431	1 591	10	323	3 442	-
16	Haut-Lomami	3 399	45	774	653	16	4 887	-
17	Tanganyika	105	3 105	11 004	464	694	15 371	-
18	Haut-Katanga	28 899	527 749	751 550	412 777	115 251	1 836 225	9 965
19	Lualaba	857	79 421	72 581	106 244	21 812	280 915	-
20	Bas-Uélé	58	1 204	1 464	-	857	3 584	-
21	Haut-Uele	86	22 029	15 987	12 268	9 514	59 883	-
22	Tshopo	785	14 000	6 970	2 457	22 287	46 500	-
23	Ituri	458	12 396	4 766	12 187	14 086	43 893	17
24	Nord-Kivu	2 882	80 862	56 092	34 091	53 417	227 343	78
25	Sud-Kivu	763	31 881	18 260	15 857	16 934	83 695	71
26	Maniema	531	4 582	2 090	356	1 158	8 716	-
	<b>Total</b>	<b>642 543</b>	<b>2 814 635</b>	<b>2 021 579</b>	<b>1 673 213</b>	<b>1 305 605</b>	<b>8 457 574</b>	<b>135 248</b>

Source : Banque Centrale du Congo.  
(p) : Provisoire

Tableau I | 4 | 19b Ventilation du crédit bancaire (brut) par secteurs d'activités  
(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2019			2020 *			2021 <sup>(P)</sup>		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE	2 748	13 259	16 008	2 932	14 146	17 078	467	8 680	9 147
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	1 199	335 665	336 864	1 279	358 115	359 394	6 889	245 909	252 798
ADMINISTRATION PUBLIQUE	50 909	266 742	317 651	54 314	284 582	338 896	15 334	402 840	418 173
AGRICULTURE	1 202	49 231	50 433	1 282	52 523	53 806	627	93 304	93 931
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	28	1 981	2 009	30	2 113	2 143	4	1 896	1 900
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	3	13 041	13 044	3	13 913	13 916	2	15 108	15 110
COMMERCE DE DETAIL	5 187	342 805	347 993	5 534	365 733	371 267	4 364	284 279	288 643
COMMERCE DE GROS	5 102	318 359	323 461	5 443	339 651	345 094	6 344	423 234	429 578
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	979	102 138	103 118	1 045	108 970	110 014	1 445	352 825	354 270
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	51	11 026	11 077	54	11 764	11 818	689	585	1 274
ENSEIGNEMENT	3 308	53 450	56 758	3 529	57 025	60 554	1 978	124 150	126 128
ENTREPRISES IMMOBILIERES	852	183 667	184 518	908	195 951	196 859	545	219 494	220 039
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	52	49 617	49 668	55	52 935	52 990	25	37 907	37 931
INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	517	420 425	420 941	551	448 544	449 095	8 049	1 086 106	1 094 155
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	2 250	166 271	168 521	2 400	177 392	179 792	3 646	227 358	231 004
INFORMATION ET COMMUNICATION	538	314 533	315 071	574	335 570	336 144	4 144	259 141	263 284
PRODUCTION ARTISANALE	-	274	274	-	293	293	-	643	643
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	1 949	43 235	45 185	2 080	46 127	48 207	4	33 814	33 818
DISTRIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	56	14 183	14 239	60	15 132	15 192	-	373	373
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	2 511	131 204	133 715	2 679	139 979	142 658	1 796	210 401	212 197
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	4 673	23 804	28 477	4 985	25 396	30 381	3 160	13 876	17 037
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	3	9 930	9 933	3	10 594	10 597	7	41 730	41 737
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	4 254	64 015	68 269	4 539	68 297	72 835	4 159	126 303	130 462
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	1	15 111	-	1	16 121	16 123	1	14 820	14 822
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	0	6 659	-	-	7 104	7 105	2	390	391
SANTE	744	16 838	17 583	794	17 964	18 758	231	24 171	24 401
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	5 046	314 087	319 133	5 384	335 094	340 478	3 423	320 100	323 523
EXPLOITATION FORESTIERE	2	8 183	8 185	2	8 730	8 732	3	5 251	5 254
TELECOMMUNICATION	99	99 883	99 982	105	106 563	106 669	272	449 336	449 608
TEXTILE ET CONFECTION	1	30 568	30 569	1	32 613	32 614	1	6 806	6 806
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	14 480	309 145	323 625	15 448	329 822	345 270	16 259	375 056	391 315
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	195 424	1 625 467	1 820 890	208 494	1 734 181	1 942 676	282 940	2 684 881	2 967 821
<b>I. TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS</b>	<b>304 168</b>	<b>5 354 796</b>	<b>5 658 965</b>	<b>324 512</b>	<b>5 712 937</b>	<b>6 037 449</b>	<b>366 808</b>	<b>8 090 766</b>	<b>8 457 574</b>
<b>II. CREDITS D'ENGAGEMENT</b>	<b>7 910</b>	<b>901 996</b>	<b>909 906</b>	<b>7 910</b>	<b>904 847</b>	<b>1 524 229,685</b>	<b>103 565</b>	<b>1 520 292</b>	<b>1 623 857</b>
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:	63	245 081	245 144	63	245 081	395 703,622	-	398 013	398 013
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT	-	17 410	17 410	-	17 410	381 688,489	-	378 387	378 387
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT	63	227 671	227 735	63	227 671	140 15,133	-	19 626	19 626
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION	-	70 095	70 095	-	70 095	839 11,613	-	77 083	77 083
3. AUTRES ( LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)	7 847	586 820	594 667	7 847	589 671	1 044 614,450	103 565	1 045 195	1 148 760

Source : Banque Centrale du Congo.  
\*Provisoire

Tableau I | 4 | 19c Ventilation du crédit alloué par la Société Financière de Développement (SOFIDE) par secteurs d'activités

(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2020			2021		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE	-	-	-	-	-	0
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	-	-	-	-	-	0
ADMINISTRATION PUBLIQUE	-	-	-	-	-	0
AGRICULTURE	-	-	-	-	-	0
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	-	-	-	-	-	0
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	-	-	-	-	-	0
COMMERCE DE DETAIL	-	-	-	-	-	0
COMMERCE DE GROS	-	6 743	6 743	-	7 636	7636,307
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	-	581	581	-	528	528,156
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	-	3 102	3 102	-	2 002	2001,916
ENSEIGNEMENT	-	-	-	-	-	0
ENTREPRISES IMMOBILIERES	-	-	-	-	-	0
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	-	3 575	3 575	-	3 364	3364,270
INDUSTRIES EXTRACTIONNES (MINES)	-	1 133	1 133	-	842	842,088
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	-	10 525	10 525	-	11 341	11340,971
INFORMATION ET COMMUNICATION	-	-	-	-	-	0
PRODUCTION ARTISANALE	-	-	-	-	-	0
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	-	-	-	-	-	0
DISTRIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	-	-	-	-	-	0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	-	-	-	-	-	0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	-	-	-	-	-	0
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	-	-	-	-	-	0
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	-	-	-	-	-	0
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	-	-	-	-	-	0
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	-	-	-	-	-	0
SANTE	-	96	96	-	-2	-2,264
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	-	-	-	-	-	0
EXPLOITATION FORESTIERE	-	-	-	-	-	0
TELECOMMUNICATION	-	-	-	-	-	0
TEXTILE ET CONFECTION	-	-	-	-	-	0
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	-	6 548	6 548	-	4 753	4752,614
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	-	2 701	2 701	-	1 136	1135,533
<b>I. TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS</b>	-	<b>35 004</b>	<b>35 004</b>	-	<b>31 600</b>	<b>31599,591</b>
<b>II. CREDITS D'ENGAGEMENT</b>	-	-	-	-	-	<b>0</b>
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:	-	-	-	-	-	0
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT	-	-	-	-	-	0
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT	-	-	-	-	-	0
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION	-	-	-	-	-	0
3. AUTRES ( LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)	-	-	-	-	-	0

**TOTAUX CREDITS BANCAIRES PAR SECTEURS D'ACTIVITE**

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|20 Crédits de décaissement (brut) par unité institutionnelle en 2021 <sup>(p)</sup>  
(en millions de CDF)

Rubriques	Total provisions		Total à court terme		Total à moyen et long terme		Total découverts		Total crédit de décaissements		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	8	10 004	111	33 327	1 906	264 948	3 365	97 861	5390,114	406139,923	411 530
Administration Publique Locale	1 477	22 082	2 530	16 174	4 156	114 954	2 936	39 962	11098,980	193171,488	204 270
Entreprises (Etablissements) Publiques	591	7 829	2 046	120 717	886	395 420	14 431	112 966	17953,793	636932,594	654 886
Entreprises (Etablissements) Privées	5 951	153 742	3 694	1 267 523	7 305	1 430 017	34 329	1 500 494	51278,783	4351774,945	4 403 054
PME	2 146	90 245	1 959	140 190	691	348 137	6 686	107 656	11481,165	686228,506	697 710
Ménages	10 179	103 748	59 771	435 819	86 233	650 160	92 882	230 807	249065,122	1420533,831	1 669 599
ISBLM	210	3 995	139	7 604	407	65 153	452	10 476	1208,208	87226,714	88 435
Autres	44	28 160	371	26 196	18 353	236 962	564	17 441	19332,017	308757,943	328 090
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>20 606</b>	<b>419 804</b>	<b>70 621</b>	<b>2 047 548</b>	<b>119 936</b>	<b>3 505 752</b>	<b>155 645</b>	<b>2 117 661</b>	<b>366808,182</b>	<b>8090765,943</b>	<b>8 457 574</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|21 Crédits d'engagement par unité institutionnelle en 2021 <sup>(p)</sup>  
En millions de CDF

Rubriques	1. Crédits documentaires à l'importation:		2. Crédits documentaires à l'exportation		3. Autres ( lettres de garantie et autres cautions)		Total crédit d'engagement		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	-	-	-	63 402	-	44 976	-	108 378	108377,834
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Entreprises (Etablissements) Publiques	-	-	-	372	-	11 395	-	11 766	11766,180
Entreprises (Etablissements) Privées	-	386 037	-	13 310	103 519	949 470	103 519	1 348 817	1348817,252
PME	-	11 976	-	-	46	23 783	46	35 758	35758,465
Ménages	-	-	-	-	-	15 324	-	15 324	15323,899
ISBLM	-	-	-	-	-	130	-	130	130,023
Autres	-	-	-	-	-	118	-	118	118,2
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>-</b>	<b>398 013</b>	<b>-</b>	<b>77 083</b>	<b>103 565</b>	<b>1 045 195</b>	<b>103 565</b>	<b>1 520 292</b>	<b>1623856,591</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

\* (p) : Provisoire

Tableau I | 4 | 22 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire  
(en pourcentage, au 31 décembre)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>TAUX D</b>										
Banque centrale - Taux directeur	4,00	2,00	2,00	2,00	7,00	20,00	14,00	9,00	18,50	7,50
Banque centrale - Facilités permanentes	5,25	3,00	3,00	3,00	10,50	21,00	15,00	10,00	19,50	8,50
<b>TAUX CR</b>										
à 7 jours	0,20	1,72	1,82	0,47	4,22	15,13	1,57	2,00	12,00	8,50
à 14 jours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
à 28 jours	2,13	1,63	1,58	0,51	0,00	20,00	4,00	2,51	0,00	8,16
à 84 jours	0,00	0,00	1,72	0,38	0,00	0,00	10,00	4,30	0,00	0,00
<b>TAUX SUR LE MARCH</b>										
Taux moyen	5,22	1,88	1,61	1,69	2,59	15,17	10,27	6,00	21,50	6,00
Taux moyen pondéré	4,91	1,94	1,59	1,73	2,64	14,34	10,29	3,80	21,74	7,19
<b>TAUX D'INT</b>										
Banques commerciales - Taux crédits - MN	22,51	19,18	20,13	19,04	15,73	21,47	26,74	26,89	23,69	24,04
Banques commerciales - Taux crédits - ME	15,93	14,84	14,77	14,23	14,53	15,57	16,47	15,74	15,81	15,57
<b>TAUX D'INT</b>										
Banques commerciales - Taux dépôts - MN	6,10	3,87	4,93	3,29	1,39	4,13	5,24	5,95	6,72	4,69
Banques commerciales - Taux dépôts - ME	3,35	3,19	3,47	3,18	3,15	3,64	3,42	3,49	3,49	3,56
<b>DIFFÉRENCE ENTRE TAUX DÉBITEUR ET CRÉDITEUR EN MN</b>	16,41	15,31	15,20	15,75	14,80	17,34	21,50	20,94	16,97	17,72
<b>COEFFICIENT DE RÉSERVES OBLIGATOIRES</b>										
Dépôts à vue MN	7,00	7,00	5,00	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00	0,00	0,00
Dépôts à terme en MN	7,00	7,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts à vue en ME	7,00	8,00	8,00	8,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Dépôts à terme ME	7,00	7,00	7,00	7,00	13,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00

Source : Banque Centrale du Congo.  
(1) : Taux moyen pondéré du Bon BCC

Tableau I | 4 | 23 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires  
(en millions de CDF)

Rubriques	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
<b>A. Avoirs extérieurs bruts</b>	<b>2 705 928</b>	<b>2 896 669</b>	<b>2 891 534</b>	<b>2 649 725,7</b>	<b>2 663 292,9</b>	<b>4 561 903,3</b>	<b>5 060 814,6</b>	<b>6 812 728,2</b>	<b>12 674 641,5</b>	<b>23 007 313,5</b>
<b>Banque Centrale du Congo</b>	<b>1 499 652</b>	<b>1 556 147</b>	<b>1 449 569</b>	<b>1 137 144,4</b>	<b>759 326,8</b>	<b>947 841,9</b>	<b>1 034 985,6</b>	<b>1 221 149,4</b>	<b>1 582 893,0</b>	<b>7 338 298,4</b>
Avoirs en or	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
F.M.I. compte spécial en DTS	497 026	500 805	471 712	417 579,8	273 646,8	142 569,0	28 650,5	88 537,7	76 766,8	2 931 288,4
Avoirs en devises	1 002 626	1 055 342	977 857	719 564,6	485 680,0	805 272,9	1 006 335,1	1 132 611,6	1 506 126,2	4 407 010,0
<b>Banques commerciales</b>	<b>1 206 276</b>	<b>1 340 522</b>	<b>1 441 964</b>	<b>1 512 581,3</b>	<b>1 903 966,1</b>	<b>3 614 061,4</b>	<b>4 025 829,0</b>	<b>5 591 578,8</b>	<b>11 091 748,6</b>	<b>15 669 015,1</b>
<b>B. Engagements extérieurs</b>	<b>1 323 467</b>	<b>1 451 602</b>	<b>1 347 259</b>	<b>1 332 889,4</b>	<b>1 594 228,8</b>	<b>1 925 489,4</b>	<b>1 686 141,5</b>	<b>2 396 132,2</b>	<b>2 872 774,7</b>	<b>5 632 496,9</b>
<b>Banque Centrale du Congo</b>	<b>1 169 206</b>	<b>1 175 429</b>	<b>1 104 462</b>	<b>1 027 009,7</b>	<b>1 206 120,6</b>	<b>1 523 824,9</b>	<b>1 382 507,7</b>	<b>1 905 503,5</b>	<b>2 243 047,3</b>	<b>4 466 989,0</b>
Crédit F.M.I.	435 657	439 119	413 789	362 066,6	366 512,4	359 047,5	209 896,3	706 700,6	774 194,4	1 596 900,9
Autres engagements	12 844	9 878	6 142	7 522,6	7 460,5	9 423,8	13 573,7	19 353,6	11 849,6	13 189,0
FMI allocations DTS	720 706	726 433	684 530	657 420,5	832 147,7	1 155 353,7	1 159 037,7	1 179 449,4	1 457 003,3	2 856 899,0
<b>Banques commerciales</b>	<b>154 261</b>	<b>276 173</b>	<b>242 797</b>	<b>305 879,7</b>	<b>388 108,2</b>	<b>401 664,5</b>	<b>303 633,7</b>	<b>490 628,7</b>	<b>629 727,5</b>	<b>1 165 508,0</b>
<b>C. Avoirs extérieurs nets (A - B)</b>	<b>1 382 462</b>	<b>1 445 067</b>	<b>1 544 275</b>	<b>1 316 836,3</b>	<b>1 069 064,0</b>	<b>2 636 414,2</b>	<b>3 374 673,1</b>	<b>4 416 596,0</b>	<b>9 801 866,8</b>	<b>17 374 816,6</b>
(sens strict)										
Banque Centrale du Congo	330 446	380 718	345 108	110 134,7	-446 793,9	-596 297,0	-347 522,1	-684 354,2	-660 154,3	2 871 309,4
Banques commerciales	1 052 016	1 064 349	1 199 167	1 206 701,6	1 515 857,9	3 232 711,2	3 722 195,2	5 100 950,1	10 462 021,1	14 503 507,1

Source : Banque Centrale du Congo.  
P : Provisoire

Tableau I | 4 | 24 Situation résumée de la Société Financière de Développement, SOFIDE.  
(en millions de CDF)

ACTIF	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	515	144	187	29	109	6	23,661	36,275	288
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	19 740	19 850	22 560	21 348	40 800	24 277	33718,281	31339,725	29 354
Dont	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle (nets)	19 740	19 850	22 560	21 348	40 800	24 277	33182,483	30522,625	28 494
Crédits à long terme	-	-	-	-	-	-	0	0	-
Crédits à Moyen terme	17 905	16 417	22 454	21 226	40 569	24 032	28190,916	29366,008	27 733
Crédits à court terme	1 835	3 433	106	122	231	245	258,861	0	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	4732,706	1156,617	761
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	1 491	2 074	3 379	5 565	5 659	22 200	23925,698	38533,234	42 636
COMPTES DE VALEURS IMMOBILISÉES	23 027	22 899	22 746	22 763	25 930	40 167	41993,945	39095,999	44 050
SOMMES DÉDUCTIBLES DES CAPITAUX PERMANENTS	18 372	18 372	18 372	-	-	-	5045,424	196,250	3 085
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>63 144</b>	<b>63 339</b>	<b>67 243</b>	<b>49 705</b>	<b>72 498</b>	<b>86 651</b>	<b>99661,585</b>	<b>109201,483</b>	<b>119 413</b>

PASSIF	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	-	-	4 624	4 709	-	-	0	0	-
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	-	-	-	-	-	2	0	0	-
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	1 315	1 072	1 114	1 534	3 545	4 918	6207,903	7372,078	6 904
CAPITAUX PERMANENTS	61 829	62 268	61 506	43 463	68 953	81 731	98499,106	101829,405	112 509
Dont	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres	61 677	61 984	61 450	43 207	53 241	63 105	63562,635	64052,749	70 678
Capital	58 880	58 880	58 880	22 080	22 080	22 080	22080	22080	22 080
Primes liées au capital et Réserves	9	13	22	31	69	74	75,424	31,309	554
Reports à nouveau créditeur	328	641	952	1 293	1 575	1 834	2049,623	25838,525	2 584
Résultat de l'exercice en cours (bénéfice)	1 032	950	237	279	6 847	440	0	0	-
Plus values et provisions réglementées	618	828	828	828	4 123	20 249	20929,804	20929,804	27 032
Subventions d'équipement	811	671	530	295	147	-	0	0	-
Fonds affectés	-	-	-	18 400	18 400	18 428	18427,784	18427,784	18 428
Autres capitaux permanents	-	-	-	-	15 521	17 823	32389,858	35338,276	37 825
Emprunts et dettes à L & MT	-	-	-	-	15 521	17 823	31981,779	34855,580	34 856
Provision pour pertes, risques et charges	152	284	56	256	190	792	2122,178	2204,278	3 237
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>63 144</b>	<b>63 339</b>	<b>67 243</b>	<b>49 705</b>	<b>72 498</b>	<b>86 651</b>	<b>99661,585</b>	<b>109201,483</b>	<b>119 413</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 4 | 25 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances <sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2 018	2019	2 020	2 021
Trésorerie	1 406	1 755	1 526	1 727	2517,296	3844,172	1 622	1710,597	3 323	n.d
Créances diverses	42 307	30 481	44 914	38 268	34494,031	43365,247	77 864	58530,717	69 777	n.d
Réassurance	6 706	6 706	6 706	6 706	6705,704	6705,704	6 706	6858,750	6 652	n.d
Immobilisés nets <sup>(2)</sup>	68 291	56 926	54 797	54 586	59179,897	111146,384	99 950	94908,977	114 187	n.d
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>118 709</b>	<b>95 868</b>	<b>107 943</b>	<b>101 286</b>	<b>102896,928</b>	<b>165061,507</b>	<b>186 142</b>	<b>162009,042</b>	<b>193 939</b>	<b>n.d</b>
Fonds propres	77 505	45 424	44 758	33 253	39693,968	90626,541	48 308	31356,544	45 691	n.d
Capital libéré <sup>(3)</sup>	72 376	72 376	43 162	43 162	43162	43162	43 162	43162	43 162	n.d
Bénéfices et réserves	5 129	7 471	15	41	44,832	84,406	5 146	-11850,288	2 529	n.d
Dettes diverses à LT	63	206	206	231	231,195	302,245	4 010	5823,968	8 586	n.d
Provisions techniques	6 347	9 936	10 062	10 062	8168,434	8168,434	9 675	10625,351	11 338	n.d
Provisions mathématiques	13	68	67	67	83,617	83,617	86	69,165	63	n.d
Engagements à court terme	32 264	40 508	52 849	57 674	54719,714	65880,710	97 870	85549,771	98 781	n.d
Autres éléments nets	2 517	-274	0	-	0	0	26 193	28584,242	29 481	n.d

Source : Direction financière de la SONAS.

(1) Les données des années 2011, 2014 à 2016 ont été corrigées.

(2) Y compris le porte-feuille titres.

(3) À titre symbolique.

n.d. : Non disponible

Tableau I | 4 | 26 Recettes et dépenses des différents branches d'assurances <sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2 020	2 021
<b>I. RECETTES</b>	<b>72 059</b>	<b>73 470</b>	<b>76 887</b>	<b>96 332</b>	<b>110 340</b>	<b>117 901</b>	<b>116 310</b>	<b>n.d</b>
Primes et frais	71 536	72 914	76 455	95 626	109 175	116 160	108 105	n.d
Automobiles et cycles	50 178	53 137	58 955	70 990	83 550	90 761	81 623	n.d
Incendie	7 511	9 615	8 631	13 702	9 574	12 438	12 959	n.d
Transport	8 863	4 097	3 165	4 660	4 550	5 880	5 937	n.d
Risques divers <sup>(1)</sup>	4 281	5 121	4 467	5 304	10 741	5 906	7 012	n.d
Vie	611	796	1 026	692	397	924	275	n.d
Assurance voyage et autres produits	91	149	211	278	364	250	299	n.d
Autres recettes	523	556	432	706	1 166	1 741	8 205	n.d
<b>II. DÉPENSES</b>	<b>22 259</b>	<b>25 223</b>	<b>26 915</b>	<b>35 181</b>	<b>40 916</b>	<b>33 737</b>	<b>45 232</b>	<b>n.d</b>
Prestrations et frais de règlements des sinistres	12 044	14 775	19 819	18 847	25 362	18 470	20 489	n.d
Automobiles et cycles	10 104	12 345	18 856	15 455	22 329	15 331	17 982	n.d
Incendie	449	300	177	294	320	401	158	n.d
Transport	700	690	50	306	293	477	496	n.d
Risques divers (2)	206	150	208	453	790	310	464	n.d
Vie	585	1 289	528	2 339	1 629	1 952	1 390	n.d
Autres charges techniques	10 215	10 448	7 096	16 333	15 554	15 267	24 743	n.d
<b>III. SOLDE ( I - II )</b>	<b>49 800</b>	<b>48 247</b>	<b>49 972</b>	<b>61 151</b>	<b>69 425</b>	<b>84 164</b>	<b>71 078</b>	<b>n.d</b>

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) Données revues pour les années 2014 à 2016

(2) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches.

n.d. : Non disponible

Tableau I | 4 | 27 Evolution du multiplicateur monétaire

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>(P)</sup>
Circulation fiduciaire hors banques	595 164	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 559 683	1 772 939	2 230 571	2 803 201
Caisse des banques commerciales	47 396	67 513	74 915	86 189	79 871	100 329	130 116	160 695	218 371	242 022
Dépôts de banques commerciales	198 462	210 476	272 344	374 384	438 823	477 949	767 739	1 083 302	1 174 240	2 325 143
Dépôts des sociétés non financières publiques	2 378	2 483	2 157	3 987	2 274	2 907	4 544	8 385	20 088	10 521
Dépôts des autres sociétés non financières privées et des particuliers	1 197	14 899	18 327	15 838	16 318	16 720	8 906	2 660	3 401	21 094
Dépôts des institutions financières non monétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Base monétaire (BM) au sens strict</b>	<b>844 597</b>	<b>988 316</b>	<b>1 110 251</b>	<b>1 262 265</b>	<b>1 610 716</b>	<b>1 952 384</b>	<b>2 470 988</b>	<b>3 027 982</b>	<b>3 646 672</b>	<b>5 401 981</b>
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>3 185 374</b>	<b>3 492 362</b>	<b>3 965 647</b>	<b>4 355 824</b>	<b>5 337 764</b>	<b>7 842 922</b>	<b>9 843 221</b>	<b>12 727 488</b>	<b>19 255 573</b>	<b>26 774 447</b>
<b>Multiplicateur monétaire (M2/BM)</b>	<b>3,77</b>	<b>3,53</b>	<b>3,57</b>	<b>3,45</b>	<b>3,31</b>	<b>4,02</b>	<b>3,98</b>	<b>4,20</b>	<b>5,28</b>	<b>4,96</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

P : Provisoire.

## Liste des autres institutions de dépôt et institutions financières (en 2020)

### I. Liste des Banques

1	ACCESS BANK CONGO SA
2	ADVANS BANQUE CONGO SA
3	AFRILAND FIRST BANK CD SA
4	BANK OF AFRICA SA
5	EQUITY BANQUE COMMERCIALE DU CONGO SA
6	BGFIBANK RDC SA
7	CITIGROUP CONGO SA
8	ECOBANK RDC SA
9	FBNBANK DRC SA
10	RAWBANK SA
11	SOFIBANQUE SA
12	SOLIDAIRE BANQUE SA
13	STANDARD BANK SA
14	TRUST MERCHANT BANK SA
15	UNITED BANK FOR AFRICA RDC SA

### II. Liste des Messageries financières

#### I. MESSAGERIES CATEGORIE A

1	Agence Aiglon Sce
2	Agence Baudouin Transfert
3	Agence Goldorak
4	Agence M. Fils Express
5	Aigle Express
6	Armi Global Bussiness
7	Assurance Bénie Logistique Sarl
8	Beach - Tele.Com Sarl
9	Bénédiction Cash
10	BKM Transfert Sarl
11	Bobo Cash Express
12	Félicit& MK Transfert Sarl
13	Feza Express
14	Feza Tavari Sarl
15	Five Fingers Compagny Sprl
16	K.K.K.M. Ndjimbo Transfert Sprl
17	La main de l'Eternel Progrès
18	Lidacom Transfert
19	Lumbey Fils
20	Mefide Sarl
21	Messie Agence
22	M.F.K. Kwenge Sarl
23	Ndeko ya RITA
24	Pactol Services
25	Padel Business
26	Proximax
27	Sambo Sarl
28	Setram Sarl
29	Schilo Services
30	Société Elegance Transfert
31	Start Finance
32	Viadine Sarl
33	GS MONEY

#### II. MESSAGERIES CATEGORIE B

1	African Express Agency
2	Agence Grâce D.World Busin
3	Apocalypse 22
4	Avida Business Link
5	Cash Express
6	Compagnie Financière au Congo
7	Congo Trans
8	Datco
9	Dieu est Bon et Riche
10	Express Money Transfert
11	Express Union
12	Fikipo Business Tranding
13	Finca Transfert
14	Force Unie Sarl
15	Free Cash
16	Golgotha Express & Fils Sarl
17	Hodan Global Money Transfert
18	Lobi Express
19	Marcello Express
20	Massah & Meriba
21	Mefis Sarl
22	Money Express
23	Money Trans Sprl
24	Mpasu Mutombo
25	Mukuru Money Transfert
26	National Transfert Service
27	New Congo Services
28	Saphir Mefis
29	Soficom Transfert
30	Solidaire Transfert
31	Step By Step
32	Transcash Sprl
33	Troïka
34	W. Transfert Sarl RDC
35	Wealth Money Transfert
36	Winkele Business
37	Z.M. Business
38	La Perle Business Trading
39	La Générale des Transfert

#### III. MESSAGERIES COUPLEES AUX BANQUES

1	Access WU
2	Advans WU
3	BCDC WU
4	BGFIBank WU
5	FBN Bank Money Exchange
6	FBN Bank Western6 Union
7	BOA WU
8	Ecobank WU
9	Rawbank Money Gram

### III. Liste des Bureaux de change

N°	INSTITUTIONS
1	SOLIDAIRE CHANGE
2	MODESTIE CHANGE
3	MAMIE LAURE
4	REFERENCE CHANGE
5	KILEFU SPRL
6	MERE DOUBLE
7	AFRICAN CHANGE
8	VALENTINO CHANGE
9	SOCO CHANGE
10	GRACIA CHANGE
11	BANGRACED GROUP
12	MEDARSY Sarl
13	JACQUES SERVICES Sarl
14	KUMBOKO BUSINESS SCE M.
15	HERITAGE SERVICE Sarl
16	MONEY TRANS CHANGE
17	SOPABA CHANGE
18	Sarl-BIZ-MAS RDC
19	LIMES INTERNATIONAL
20	BCECO sarl
21	LE CHÂTEAU
22	MERCI CHANGE
23	BIENHEURESE NENGAPETA
24	NKB JADOT
25	VICTORIAT
26	BBM CHANGE
27	Soco RDC
28	Merveille du Congo
29	Clic Change
30	Makengo et frères
31	Smart cash
32	Flash Change
33	KAIROS SARL
34	DIZO BUSINESS
35	SOLEIL COUCHANT

### IV. Liste des Institutions de Micro Finance

DENOMINATION	
1	FINCA RDC (SM)
2	IMF HEKIMA (SM)
3	IMF BUSINA MICROCREDIT sprl (entreprise de microcrédit)
4	IMF APE (entreprise de microcrédit)
5	IMF TUJENGE (SM)
6	IMF SMICO (SM)
7	VisionFund RDC, en sigle VFDRC (SM)
8	Société de Microfinance Light in Business "SMF LBC" (SM)
9	IMF CREDIT YA MPA (entreprise de microcrédit)
10	MICROCRED RDC "Baoba" (OXUS RDC(SM))
11	IMF MAMA TOMBWAMA (entreprise de microcrédit)
12	SMF P.A.I.D.E.K. (SM)
13	IMF TID (SM)
14	IMF IFOD SA (SM)
15	IMF TGD (Entreprise de micro crédit)
16	IMF KITUMAINI SA (Entre prise de micro crédit)
17	IMF ProcFin SA (SM)

18	IMF TUJENGE PAMOJA
19	IMF MICROPOP (SM)
20	IMF YOASI (entreprise de microcrédit)
21	IMF PADERU (entreprise de microcrédit)
22	IMF GUILGAL (SM)

### V. Liste des Cooperatives d'Epargnes et de Crédit

DENOMINATION	
1	MEC BOMOKO COOPEC
2	MUCREFEKI / COOPEC
3	COOPEC NYAWERA BUKAVU
4	COODEFI/COOPEC
5	CAMEC MBANZA-NGUNGU/COOPEC
6	CAMEC INKISI / COOPEC
7	MECREKIN/COOPEC
8	COOPEC PILOTE
9	MECREGO/COOPEC
10	MECRE-KATINDO/COOPEC
11	MECRE-VIRUNGA/COOPEC
12	MECREBU/COOPEC
13	COOPEC CEAC / MATETE
14	COOPEC CAHI
15	COOPEC ECC/ Kikwit
16	MECRE NGALIEMA
17	MECRE KINTAMBO MAGASIN
18	COOPEC BAGIRA
19	COOPEC LA SEMENCE
20	COOPECCO-KIRUMBA
21	MUTEC/COOPEC
22	MECRE UVIRA/COOPEC
23	COOPEC FOMULAC KATANA
24	COOPEC CIHERANO
25	COOPEC BONNE MOISSON
26	COOPEC UMOJA NI NGUVU
27	COOPEC AGROPAS-LE GRENIER/BUTEMBO
28	COOPEC MUDIANO
29	COOPEEC UNION ET CHARITE
30	COOPEC SILOE
31	CAMEC KWILU-NGONGO / COOPEC
32	COOPEC KANDO
33	COOPEC AKIBA YETU
34	COOPEC CEC/BOMA
35	COOPEC BULUNGU
36	COOPEC MKONO MKONONI
37	COOPEC CEAC LUKULA
38	COOPEC Mbongo za Kinvuka
39	COOPEC NYATENDE
40	MECREKISANGANI
41	MECREBUNIA
42	MECRE KAVUMU
43	COOPEC UDEV
44	COOPEC BANTU TUDISANGE
45	COOPEC LE MEILLEUR SEMEUR/KISANGANI
46	COOPEC MUCEC
47	COOPEC KABARE
48	COOPEC SODAC
49	COOPEC BOMENGO

50	COOPEC CECAFEP
51	COOPEC BONNE SEMENCE KWILU NGONGO
52	COOPEC PROGIKIS
53	COOPEC MBENGU BORA
54	COOPEC LA PEPINIÈRE
55	LE TRESOR BENI
56	COOPEC LE PALMIER/BENI
57	COOPEC ILUMBI
58	COOPEC LWANZO
59	MECRECO/COOCEC
60	COOCEC-KIVU
61	COOPEC IMARA GOMA
62	MECRE-BENI/COOPEC
63	COOPEC KALUNDU
64	MECRE IBANDA
65	COOPEC IMARA BUKAVU
66	COOPEC IMARA KINDU
67	MECRE KINDU
68	MEC IDECE
69	COOPEC OBUGUMA
70	COOPEC ALLIANCE-VIE

## VI. Liste des Caisses d'Épargnes

### DENOMINATION

- 1 CAISSE D'ÉPARGNE DU CONGO (CADECO)

## VII. Liste des Sociétés financières

### DENOMINATION

#### ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE

- 1 VODACASH SA
- 2 AIRTEL MONEY
- 3 ORANGE MONEY
- 4 AFRIMOBILE MONEY

#### SOCIETE FINANCIERES

- 1 FONDS POUR L'INCLUSION FINANCIERE (FPM SA)

## VIII. Liste des Institutions Financières spéciales

### DENOMINATION

- 1 FONDS POUR LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)
- 2 SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT (SOFIDE)
- 3 FONDS NATIONAL DE MICROFINANCE SA (FNM)

